PIERRE MONTAGNON

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Genèse et engrenage d'une tragédie (1954-1962)

Pygmalion

PIERRE MONTAGNON

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Genèse et engrenage d'une tragédie (1954-1962)

Pygmalion

Autres livres à télécharger sur le site
https://abbassa.wordpress.com

PIERRE MONTAGNON

La Guerre d'Algérie

Genèse et engrenage d'une tragédie

Pierre Montagnon

la guerre d'Algérie
genèse et engrenage d'une tragédie

Flammarion

Maison d’édition : Flammarion

©2004, éditions Flammarion,département Pygmalion / ©1984, éditions Pygmalion/Gérard Watelet à Paris
Dépôt légal : aout 1984

ISBN numérique : 978-2-7564-0875-0
ISBN du PDF web : 978-2-7564-0876-7

Le livre a été imprimé sous les références :
ISBN : 978-2-85704-172-6

Le format ePub a été préparé par Isako (www.isako.com)

Présentation de l’éditeur :

Par son ampleur et son énorme documentation, La guerre D'Algérie de Pierre Montagnon est l'un des plus authentiques témoignages historiques jamais écrits sur un conflit dont les traces subsisteront longtemps dans la société française, touchée au cœur de ses structures politiques et sociales.

S'adressant aux jeunes générations comme à ceux qui, de près ou de loin, ont vécu ce drame, ce livre répond a toutes leurs questions.Pourquoi cette terre n'a-t-elle pas constitué une nation au milieu du XXe siècle? Pourquoi l'insurrection a-t-elle éclaté le 1er novembre 1954? Pourquoi et comment s'est-elle développée?

Non seulement Pierre Montagnon relate les faits, mais il remet aussi dans leur juste perspective le pouvoir et les marges d'action dont disposèrent les principaux acteurs et décideurs de l'époque. Il esplique ainsi pourquoi un éclairage excessif a été porté sur certains homme tandis que d'autres, au contraire, sont restéd dans l'ombre.

La guerre D'Algérie de Pierre Montagnon s'impose aujourd'hui comme un livre fondamental. Il a été couronné pat l'Académie Française.

studio de création Flammarion-Photos de couverture : DR

Saint-cyrien, officier de la légion d'honneur à titre militaire, lauréat de l'Académie française, historien, conférencier, Pierre Montagnon est l'auteur, chez Pygmalion, de Histoire de l'Algérie, La France coloniale, La Grande Histoire de la Seconde Guerre Mondiale, Histoire de la Légion, Les Maquis de la Libération, Histoire des Commandos, et France-Indochine.

Table des matières

Couverture

Titre

Copyright

Table des matières

Cahier Photos

Avertissement

Chapitre Premier - TIGHANIMINE : 1er NOVEMBRE 1954

Chapitre II - L'ALGÉRIE D'AVANT LA FRANCE

Chapitre III - UN COUP D'ÉVENTAIL EN 1827

Chapitre IV - L'ALGÉRIE DE 1830

Chapitre V - 1830-1900 : LA FRANCE S'IMPLANTE

Chapitre VI - AVANT ET APRÈS LA GRANDE GUERRE

Chapitre VII - 1930 : LE CENTENAIRE

Chapitre VIII - 1930-1939 : L'ÉVEIL ET LE REFUS DU CHANGEMENT

Chapitre IX - 1939-1945 : L'ALGÉRIE EN GUERRE

Chapitre X - MAI 1945 : SÉTIF

Chapitre XI - 1945-1954 : LE FEU COUVE

Chapitre XII - 1954 : LA PRÉPARATION

Chapitre XIII - 1er NOVEMBRE 1954 : L'EXPLOSION

Chapitre XIV - 1955 : LA GUERRE SE CHERCHE

Chapitre XV - LE PROCONSULAT DE J. SOUSTELLE L'intégration. Les S.A.S. La guerre dans l'Aurès

Chapitre XVI - 20 AOÛT 1955

Chapitre XVII - 1956 : LE CONTINGENT EN ALGÉRIE

Chapitre XVIII - LES UNITÉS DE RÉSERVE GÉNÉRALE

Chapitre XIX - LE MAROC. LA TUNISIE LE F.L. N. ET LE P.C. A. LA SOUMMAM

Chapitre XX - LA GUERRE Bilan militaire. Le DC/3 de Ben Bella. Suez

Chapitre XXI - UN NOUVEAU CHEF : RAOUL SALAN L'affaire du bazooka

Chapitre XXII - LA BATAILLE D'ALGER

Chapitre XXIII - L'OPINION FRANÇAISE Les « POUR » avant le 13 mai 1958 Les « CONTRE » le réseau Jeanson

Chapitre XXIV - LA GUERRE EN 1957

Chapitre XXV - DÉCEMBRE 1957 : IMAGES DE GUERRE

Chapitre XXVI - LA LUTTE F.L.N./M.N.A.

Chapitre XXVII - 1958 : LA BATAILLE DU BARRAGE : SAKIET

Chapitre XXVIII - 13 MAI 1958 : L'ÉVÉNEMENT

Chapitre XXIX - 13 MAI : CHARLES DE GAULLE D'un pouvoir à un autre

Chapitre XXX - L'APRÈS-13 MAI

Chapitre XXXI - LE PLAN DE CONSTANTINE

Chapitre XXXII - 1959-1960 : LE PLAN CHALLE

Chapitre XXXIII - JANVIER 1960 : LES BARRICADES D'ALGER

Chapitre XXXIV - L'AFFAIRE SI SALAH

Chapitre XXXV - ÉTÉ-AUTOMNE 1960 : L'ORAGE GRONDE

Chapitre XXXVI - 1er TRIMESTRE 1961 : LE « CLASH » SE PRÉPARE

Chapitre XXXVII - LE PUTSCH DU 22 AVRIL

Chapitre XXXVIII - LES LENDEMAINS D'UN ÉCHEC

Chapitre XXXIX - ÉTÉ 1961 : ÉVIAN

Chapitre XXXX - LA MONTÉE DE L'O.A.S.

Chapitre XXXXI - AVANT LE CESSEZ-LE-FEU

Chapitre XXXXII - 19 MARS 1962 : LE CESSEZ-LE-FEU

Chapitre XXXXIII - MARS-AVRIL : L'O.A.S.A ALGER Son dernier grand coup : l'Ouarsenis

Chapitre XXXXIV - AVRIL-JUIN 1962 : LA FIN

Chapitre XXXXV - 6 JUILLET 1962

Chapitre XXXXVI - CONCLUSION

REMERCIEMENTS

Quelques dates

- L'ALGÉRIE AVANT LA FRANCE
- L'ALGÉRIE FRANÇAISE DE 1830 A 1954
  - 1954
  - 1955
  - 1956
  - 1957
  - 1958
  - 1959
  - 1960
  - 1961

1962

Abréviations

Principaux noms géographiques

Glossaire des termes arabes ou berbères utilisés

Bibliographie

Auteurs français

Auteurs étrangers

Index

ABRÉVIATIONS

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

S

T

V

W

Y

Z

Mars 1962 : signature des accords d'Evian.

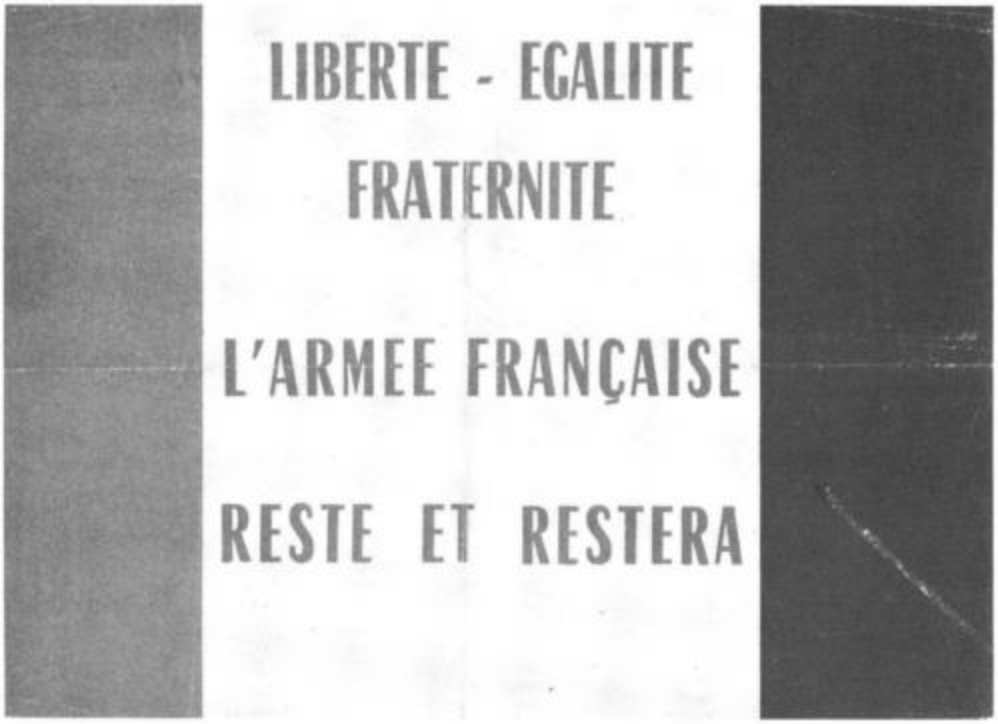
A l'Hôtel du Parc, les trois représentants français (de gauche à droite) Buron, de Broglie et Joxe.

Côté algérien : (de gauche à droite) Bouhlarouf, Dahlab, Yahia, Belkacem Krim, Mostefai, Malek, Bentobbal et Yazid.

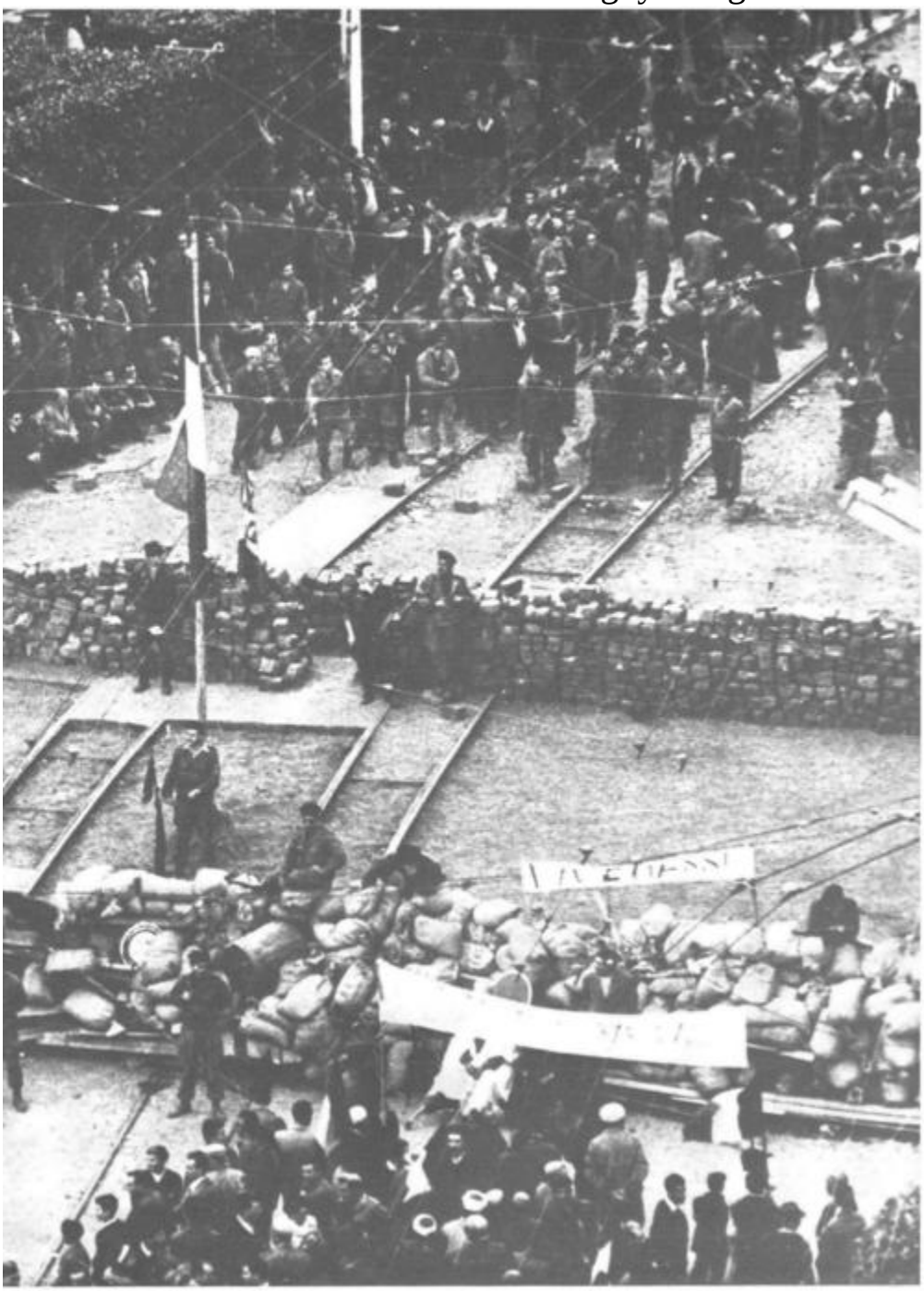
28 avril 1961 : (de gauche à droite) Les généraux Zeller, Jouhaud, Salan et Challe quittent la Délégation Générale au terme de l'insurrection, salués par la foule contenue par les paras.

Dernier voyage de De Gaulle en Algérie. Discours de Tlemcen le 9 décembre 1960.

Tract militaire distribué dans les douars deux mois seulement auparavant..



celles installées rue Charles Péguy à Alger.



Janvier, février 1960, semaine des barricades

Un autre aspect de l'Aurès, paisible et majestueux quand les armes se taisaient...

Cherchell, 12 février 1960 : L'amitié franco-algérienne telle que la voyait également l'armée. La poignée de main de deux honnêtes hommes (le père de l'auteur et un fellah).

La fraternité des deux communautés, un mot qui n'était pas vain. Des musulmans faisaient eux aussi confiance à la France.

Le site austère et sauvage des Nementchas, propice aux embuscades.

1959 : Messali Hadj, leader du M.N.A., libéré de Belle-Ile-en-Mer, faisait une courte déclaration à son arrivée à Chantilly.

Fin juillet : Début des opérations «Jumelles» en Grande Kabylie.

Eté 1958 :
Sur le terrain les paras interviennent en force par hélicoptère.

5 juin 1958 : De Gaulle a Constantine saluant le drapeau, à sa gauche, les généraux Ely et Salan.

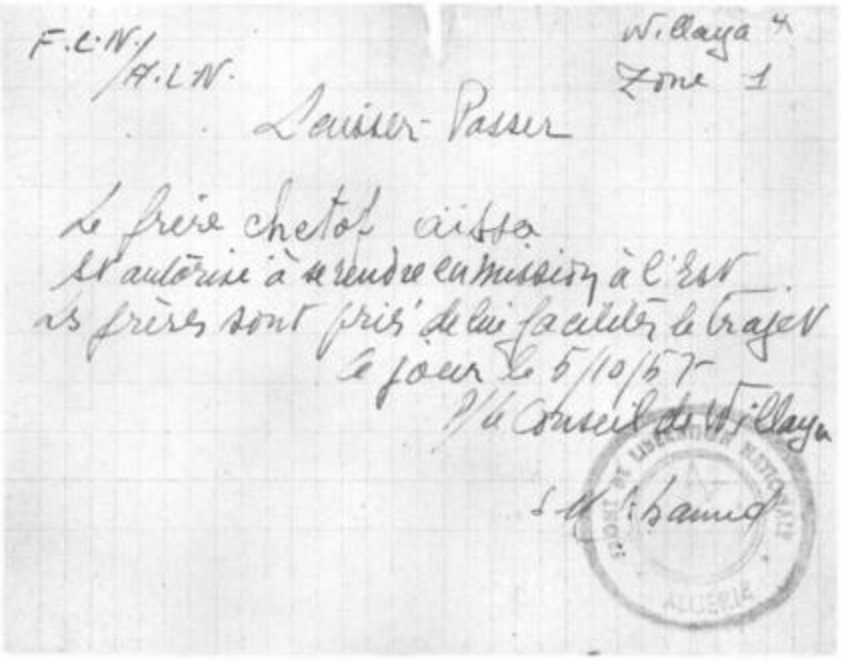
Août 1955 : Quelques mois après son arrivée en Algérie, Jacques Soustelle s'entretient avec des notables au cours d'un voyage d'inspection dans l'Aurès.

Février 1956 : Huit mois plus tard manifestations à Alger contre la venue de Guy Mollet.

Octobre 1956 : Capture de Ben Bella après l'interception du DC3 de Royal Air Maroc.

Septembre 1957 : Yacef Saadi lors de son arrestation dans une villa du haut Alger.

Laissez-passer et carte individuelle FLN/ALN.



F.L.N./A.L.N.

Wilaya 4
Zone 1

Laissez-Passer

Le frère chetoh aissa
est autorisé à se rendre en mission à l'Est
ses frères sont priés de lui faciliter le trajet
à jour le 5/10/57
P/le Conseil de Wilaya
[illegible]

جيش وجبهة التحرير الوطني الجزائري

انفروا خفافا وثقالا وجاهدوا باموالكم وانفسكم في سبيل الله ذلكم خير لكم ان كنتم تعلمون
قرآن كريم

الذين آمنوا وهاجروا
وجاهدوا في سبيل الله
بأموالهم وأنفسهم أعظم
درجة عند الله وأولئك
هم الفائزون قرآن كريم

لحامل هذه البطاقة صفة العضوية داخل نظام جيش وجبهة التحرير الوطني الجزائري فمن واجب كل مواطن جزائري مخلص وكل مسؤول ان يسهل مهمة حاملها وان يمد له يد المساعدة والمؤازرة حتى يتمكن من اداء واجبه في كنف التعاون الخالص لخير الجزائر والاسلام

Mai 1958 : Des jeunes musulmans manifestent leur joie et pavoisent.

4 juin 1958 : De Gaulle est accueilli sur l'aérodrome d'Alger par le général Salan.

4 juin 1958 : Devant la foule massée sur le Forum (Jacques Soustelle à sa gauche), De Gaulle lance la formule sibylline devenue historique « Je vous ai compris !... »

La Guerre d'Algérie

Genèse et engrenage d'une tragédie

Avertissement

Les localités sont mentionnées avec leurs noms français. Une telle terminologie est certainement plus accessible à tous ceux qui, à un titre ou un autre, vécurent en Algérie avant 1962 et continuent de l'employer. N'était-elle pas aussi celle en vigueur au moment des faits ?

Chapitre Premier

TIGHANIMINE : 1er NOVEMBRE 1954

De Batna, cette sous-préfecture sans grand relief du Sud constantinois, la route goudronnée en direction de Biskra se hisse sur la combe de la Mahouna, entre les sommets de l'Ichmoul et du Chélia. Longtemps avant le col, elle domine la plaine où dorment les ruines de Lambèse, le siège de la fameuse 3e légion Augusta, et de Timgad, la Pompéi africaine.

Elle est maintenant dans la cuvette. Là, à plus de 1 500 mètres d'altitude, elle flâne un peu, comme pour admirer ce paysage de haute montagne. Les cèdres aux reflets bleutés s'étagent avant les crêtes pelées. De-ci de-là, des falaises rocheuses, couleur de brique cuite, lardent les pentes de murs qui ignorent les lois de la verticale. Ainsi en a voulu un lointain plissement. Partout s'étalent les taches jaunies du diss séché par le soleil d'été mais qui repoussera dru après les neiges de décembre et janvier.

Passé l'enceinte carrée de la maison forestière de Médina, la descente s'amorce, rapide. Très vite surgit Arris avec ses demeures aux toits plats. De cette bourgade perdue la France a fait le centre administratif de l'Aurès, le pays des Chaouias, ces rudes Berbères zénètes, hostiles à toutes les pénétrations. Une gendarmerie, une commune mixte, une école, quelques habitations en « dur » témoignent de sa présence et de son action. Le long de l'artère principale, les modestes échoppes des petits boutiquiers, l'enfilade des cafés maures attestent d'autres mœurs. A Arris, la route cède la place à la piste. Celle-ci s'enfonce dans la vallée en lacets cahoteux. Peu à peu elle efface dans le lointain la croupe du Chélia qui, avec ses 2 328 mètres, règne, impérial, dans le ciel d'Algérie. Sur sa gauche elle laisse filer les lames de couteau de l'Arhane et du Zellatou. L'eau court encore dans les fonds de chabets, aussi la verdure reste-t-elle présente. Pins d'Alep et épineux se disputent les parcelles d'humus.

Brutalement, l'horizon trouve écran. Une barre se dresse. Le regard un long moment cherche le passage. Le voici. Il s'ouvre là, en sifflet, faille étroite et sinueuse dans le djebel abrupt. L'oued descendu des contreforts du Chélia s'y précipite. La piste s'y faufile aussi, collée à la paroi rocheuse. Ce sont les gorges de Tighanimine.

Quelques centaines de mètres de plus et le paysage bascule. Franchie la brèche, la lumière éclabousse les yeux, la couleur change. L'ocre teinté de roux noie toutes les formes. Ici commence le Sud. Ici s'ouvre la voie de l'univers saharien.

Plus de pins, plus d'arbustes, à peine quelques touffes flétries. La terre est nue. La roche domine même si elle s'effrite. L'oued, quant à lui, libéré de la tenaille, s'étale et paresse avant d'aller, des kilomètres plus loin, creuser dans les calcaires le canon de Rhoufi. Sur son passage, le vert rejaillit. Les dattiers se dressent, escortés par endroits de grenadiers ou de figuiers. A la fin octobre, les dattes sont à maturité et sous les palmiers nains il suffit de lever la main pour cueillir les premières.

*

* *

Tout a commencé là, un matin de Toussaint, dans ces gorges de Tighanimine, à mi-route entre Batna et Biskra, en ce passage obligé du Nord au Sud, dans ce défilé entre l'Atlas et les approches de l'Erg.

En ce 1er novembre 1954, la nuit a été fraîche. La rosée matinale perle sur les hauts. Mais l'hiver n'arrive pas si tôt. Très vite, le soleil, encore chaud, fait oublier le froid nocturne. Comme chaque matin, le vieux car rafistolé qui assure la liaison Biskra-Arris laisse derrière lui son sillage poussiéreux.

A M'Chounèche, peu après Biskra, dans cette palmeraie dominée par la masse austère de l'Amar Kraddou, est monté le caïd du lieu, Hadj Sadok.

Hadj Sadok est inquiet. Il a conscience que des événements graves se préparent. Le téléphone arabe a joué. De surcroît, il vient de recevoir une proclamation nationaliste annonçant l'insurrection armée. Il a été sommé de rejoindre les rangs des combattants de l'indépendance de l'Algérie, c'est pourquoi il a décidé de porter ces papiers à l'administrateur de la commune mixte, à Arris.

Le car, avec son chargement de fellahs enturbannés, poursuit sa course. Quelques palabres à Rhoufi où l'éventuel touriste, contemplant la gorge, peut à l'occasion se croire au Colorado. A Rhassira, nouvel arrêt. Là débouche la piste de Tkout, ce bordj tenu par quelques gendarmes au pied d'une falaise impressionnante[1]. Au-delà s'étend l'immense forêt des Béni-Melloul, où la colonisation, quelle qu'elle soit, n'a pour ainsi dire jamais pénétré.

A Tifelfel – peut-on appeler l'endroit un village ? – un couple d'Européens se joint aux voyageurs jusqu'alors tous musulmans. Ils sont jeunes tous deux. M. et Mme Guy Monnerot ont vingt-trois ans et vingt et un ans. Instituteurs du bled en ces fonds de l'Aurès, ils sont en Algérie depuis un mois à peine. Ils aiment leur métier. La vie en milieu indigène qu'ils ont voulue ne leur déplaît pas. Les Chaouias, devant leur dévouement et leur bonne volonté, les ont acceptés. Ils se sentent maintenant chez eux. Profitant du week-end de la Toussaint ils ont décidé de rendre visite à un collègue à Arris.

Le car a repris sa route inconfortable. Il entre dans les gorges de Tighanimine. Après, il entamera sa montée sur le chef-lieu de la commune mixte.

Soudain, un groupe d'hommes barre la piste et fait signe de stopper. Les nouveaux venus ont l'air menaçant. Une veste type treillis militaire couvre les épaules de certains. Presque tous ont une arme apparente. Le chauffeur, qui est dans le secret, obtempère. Celui qui dirige l'action s'appelle Chihani Bachir et a le verbe haut. Il est l'un des adjoints de Ben Boulaïd, l'un de ces vingt-deux Algériens qui, trois mois plus tôt, à Alger, ont décidé la révolte armée contre la France.

La scène va se jouer très vite. Chihani Bachir ordonne aux Monnerot de descendre. Le caïd s'interpose.

– Vous ne pouvez pas assassiner ces jeunes gens qui sont venus de France pour instruire nos gosses !

– On s'en fout, notre civilisation c'est le Coran, pas celle de ces chiens de roumis !

Devant la tournure de la discussion, Hadj Sadok, méprisant ceux qu'il appelle des « bandits », tente de sortir son revolver. Shaïhi Mohamed, un des hommes de Chihani, devance son geste. La rafale de sa Sten, l'unique pistolet mitrailleur du groupe, abat le caïd et l'instituteur. Mme Monnerot, violentée et blessée à son tour, est laissée pour morte.

Leur agression terminée, les assaillants s'éloignent dans la montagne. Deux hommes agonisent, un musulman, un Européen. Mme Monnerot survivra par miracle. Du commando, la majeure partie sera décimée dans les mois à venir. Chihani Bachir, pour sa part, devenu le patron des Aurès Nementchas après la mort de Ben Boulaïd, sera exécuté par ses frères d'armes, victime des rivalités et des dissensions internes de la résistance.

*

* *

Dans ce drame de quelques minutes se discerne ce que sera ce conflit : guerre impitoyable, psychologique toujours, raciale parfois, religieuse et sociale souvent, menée surtout par la guérilla et l'action ponctuelle. Une guerre qui pendant longtemps n'osera dire son nom. Les Algériens l'évoqueront avec pudeur. Ils trouveront un vocable :

« Ah, monsieur, depuis tous ces événements... »

Ces événements ! Quel pieux euphémisme pour présenter la réalité des faits que le double meurtre des gorges de Tighanimine laisse percevoir.

Un Européen, un musulman sont tombés côte à côte. Symbole du lourd tribut que paieront les deux communautés. Témoignage sans équivoque de la volonté d'éliminer ceux qui se rattachent ou veulent se rattacher à la pré sence française implantée depuis cent vingt-cinq ans.

Les musulmans profrançais seront les plus visés. Moins de quinze mois après la Toussaint sanglante, plus de 4 500 d'entre eux auront été assassi nés, pour la plupart égorgés et mutilés. Plus de 2 500 auront disparu, victimes d'enlèvements. A ces chiffres s'ajoutent tous ceux, inconnus, dont les familles terrorisées n'osent signaler la mort ou la disparition de crainte d'attirer des représailles.

Tighanimine est un acte de terrorisme voulu car la terreur sera un des procédés essentiels pour entraîner, subjuguer les populations. Les chefs de la rébellion, qui ont pour beaucoup un passé politique, voire révolutionnaire, savent bien que celles-ci seront l'enjeu et l'arbitre de la guerre. Pour se rallier la masse la crainte sera l'un des meilleurs moyens de pression. Les voyageurs du car se tairont devant les autorités. Ils n'évoqueront les faits qu'entre eux, frappés par cet exemple imposant les lois du silence et de l'obéissance.

Les Européens, quant à eux, quelques mois après, en août 1955, connaîtront les massacres d'El-Halia, dans le Philippevillois, sans parler des attentats isolés perpétrés dès novembre. Très vite la liste du martyrologe s'allongera. Là encore, effrayer. Le résultat sera en partie atteint dans les campagnes que les petits colons devront déserter devant l'insécurité.

Plus encore ces tueries visent à séparer les deux communautés, à les dresser l'une face à l'autre. Il sera aisé d'assimiler un musulman à un terroriste, de confondre les uns et les autres, de déclencher d'autres attentats en réplique. Le contre-terrorisme naît souvent de la haine aveugle. Victoire de la provocation !

Pour les rebelles, qui pourra dénombrer leurs pertes ? Bien peu des combattants de la première heure regarderont se lever l'aube de l'indépendance. Dès le début, les premiers accrochages seront meurtriers. Le nombre des prisonniers sera toujours minime. Le combat sera la plupart du temps sans merci, comme l'agression de Tighanimine.

Tighanimine, sur la route intérieure du massif de l'Aurès, entre Batna et Biskra, dans cet arrière-pays où comme Européens ne vivent que quelques forestiers barricadés dans leurs demeures. Cette localisation a un sens. Pour cette nouvelle guerre de huit ans que la France entame, le Constantinois sera le Tonkin. Tout prédispose cette région à devenir la principale zone des combats : le fort pourcentage de la population musulmane, le relief du pays et son terrain escarpé ou couvert, la proximité de la Tunisie, alliée officieuse sinon officielle.

L'Aurès, les Nementchas, seront les hauts lieux pour les combattants des deux camps. Là, dans la rocaille, les sous-bois, les talwegs ravinés, le dédale des grottes obscures, aussi bien par la chaleur torride de juillet que sous la neige ou dans la brume de décembre, des luttes farouches et souvent corps à corps mettront aux prises soldats français et moudjahidine de l'Armée de Libération nationale. Là se dérouleront les premiers affrontements contre des unités organisées.

Mais déjà aussi la tactique choisie s'annonce. La rébellion ne sera pas une insurrection de masse mettant les foules en mouvement. La priorité est donnée au coup de main, à l'action dite de commando où jouent vitesse et surprise avant un décrochage sans laisser de traces. L'objectif choisi doit être relativement vulnérable pour un résultat rapide et payant.

Dans son altercation avec le caïd de M'Chounèche, Chihani Bachir a évoqué le Coran. Dans un pays où la religion imprègne très fortement la vie

de l'indigène, l'appel à la guerre sainte, la *djihad*, est habile. Il rejoint un enracinement profond et une révolte latente contre tous ceux qui ne reconnaissent pas le Prophète et ses préceptes.

La Toussaint, fête chrétienne, n'est pas respectée. Elle est profanée par ceux qui se lèvent au nom d'une autre foi.

Révolte religieuse mais aussi et peut-être plus encore révolte sociale. Les compagnons de Chihani Bachir sont des miséreux. Enfants des douars de l'Aurès ils ont connu et connaissent la vie humble et précaire d'agriculteurs sans grandes ressources. Un gourbi de terre est leur demeure. Quelques moutons, au mieux, leur patrimoine. L'Algérie est encore pour eux une vision lointaine. Du haut de leurs montagnes ils devinent la ville européanisée et ses attraits ; ils convoitent plus ou moins consciemment les terres à blé de Markouna où les stèles romaines assurent les clôtures des propriétés. C'est d'abord aux biens du roumi, cette nouvelle noblesse, que ce tiers-état ignoré et ignare s'en prend pour espérer vivre mieux.

Peu à peu, tous ces caractères religieux, sociaux de la lutte, se mêleront dans le creuset de l'éclosion nationale. Des années seront nécessaires pour en arriver là après beaucoup de ruines et de sang.

*

* *

La rafale de Shaïhi Mohamed a fini de résonner dans la gorge de Tighanimine. Trois corps dont deux presque sans vie s'allongent sur la caillasse de la piste. La guerre d'Algérie a débuté là.

Tighanimine est le point de départ, mais il n'est pas un acte fortuit. Cet assassinat générateur d'une lutte inexpiable n'est pas conjoncturel. Il s'inscrit dans une suite.

Pour mieux comprendre ce qui s'est joué là sur ces quelques mètres enserrés dans cette gorge présaharienne, pour mieux en saisir la genèse et par là même percevoir le prolongement, l'Histoire doit remonter très loin. Plus de deux mille ans en arrière elle a à chercher les sources d'un conflit né d'une absence : celui de l'entité algérienne que quelques hommes, téméraires ou patriotes, veulent enfin voir surgir.

---

1 Quelques années plus tard, un Noratlas de l'armée de l'air rentrant d'une mission d'observation de nuit et volant trop bas percutera de plein fouet la paroi. A bord se trouvait le fils d'un des principaux

acteurs du 13 mai 1958, Léon Delbecque.

Chapitre II

L'ALGÉRIE D'AVANT LA FRANCE

L'histoire de l'Afrique du Nord – « Djezirat el-maghreb » l'île du couchant – commence avec Carthage. L'origine de son peuplement est mal connue. D'où venaient les habitants de ce pays, ceux que les Romains dénommèrent « Barbari », d'où Berbères ? De l'est très probablement. Le reste n'est qu'hypothèse.

Les Berbères n'ont pas d'unité ethnique. Leur lien est la langue. Les uns sont des sédentaires, les autres des nomades surtout dans le Sud. Leur mode de vie était par conséquent fort diversifié. Ceci peut déjà exprimer le manque de cohésion qu'ils montreront dans leur histoire.

Une évidence s'impose très vite. Le Maghreb central ou Algérie – ce dernier vocable né en 1831 avec la France – fut une terre d'invasions venues de partout. Carthaginois, Romains, Vandales, Arabes, voisins marocains et tunisiens, Turcs et Français – pour ne citer que les principaux – se sont succédé sur son sol.

Les Romains, au terme des célèbres guerres puniques, s'établissent en 146 avant Jésus-Christ sur l'environnement de ce qui fut Carthage. Corne rapprochée de l'Afrique, à trois ou quatre jours de navigation d'Ostie, la péninsule tunisienne devient province romaine, la Proconsulaire. De là allait partir l'occupation du pays des Numides – la région de Constantine – puis de l'ensemble de l'Algérie et de la frange nord du Maroc.

Néanmoins, près d'un millénaire de présence carthaginoise a marqué le Maghreb, tout au moins à son est. Les Carthaginois étaient des orientaux. Ils fixèrent certains modes de vie, certaines croyances[1].

Ils transmirent leur langue, le punique, que saint Augustin retrouvait dans les campagnes d'Hippone – Bône – au v^{e} siècle. Ce fonds oriental sous-jacent sera peut-être, parmi d'autres, l'une des raisons du succès de l'implantation de l'islam par la suite.

Il est à remarquer que le Maghreb préromain connut alors ses seules heures d'indépendance. Des royaumes berbères s'étaient constitués, indépendants les uns des autres et plus ou moins en relations commerciales avec Carthage et ses comptoirs le long de la côte.

Dénommés Maures à l'ouest, Gétules vers le Sahara, Numides vers l'actuel Constantinois, ils sont surtout connus par leur apport en combattants aux divers protagonistes : carthaginois et romains, ou romains entre eux[2]. Quelques-uns de leurs chefs passèrent à l'Histoire.

Le plus illustre d'entre eux, Massinissa, vainqueur de son rival Syphax, régna près de cinquante ans sur Cirta, la future Constantine. Il sut avec habileté soutenir à son profit la cause de Rome.

Il est possible même que les visées de Massinissa sur Carthage aient précipité la décision de Rome de détruire la ville définitivement, la perspective d'un vaste empire berbère sur toute la partie orientale de l'Afrique du Nord n'étant point pour séduire le sénat romain.

A l'opposé, son petit-fils, Jugurtha, mena contre les Romains une révolte sévère, brisée avec difficulté. Il en était fini des royaumes berbères qui éclatèrent et se romanisèrent au fil des ans. Jugurtha peut ainsi apparaître comme le lointain défenseur de l'identité nationale face à l'envahisseur.

La présence romaine au Maghreb durera plus de six siècles. Des batailles de Crécy et Poitiers à la seconde guerre mondiale. On comprend mieux alors le pourquoi des vestiges rencontrés aujourd'hui encore.

Cette occupation toutefois est irrégulière. Elle pénètre peu certains bastions, toujours les mêmes, ceux qui seront toujours réfractaires à la présence étrangère : Aurès, Kabylie, Dahra. Le *limes* qui couvre le pays face aux nomades du sud se rapproche de plus en plus de la côte en s'enfonçant vers l'ouest. Quittant la ligne des chotts, Biskra, la bordure du Hodna, il gagne Tlemcen, puis, par Taza et Fez, l'Atlantique vers Rabat-Salé.

Administrativement, l'Algérie romaine est scindée en trois provinces : la Numidie, capitale Cirta, couvre l'est constantinois ; la Maurétanie césarienne s'axe sur Césarée – Cherchell. En 292, elle éclatera elle-même en deux avec la création de la Maurétanie sétifienne autour de Sétif. A l'ouest enfin, de la Moulouya à l'océan, s'étale la Maurétanie tingitane, capitale Tanger ou plus vraisemblablement Volubilis, au nord ouest de Meknès.

Les cités s'épanouissent surtout à l'est, en Numidie, là où se ressent le plus aisément l'approche de la mère patrie. Cirta, qui en 313 deviendra

Constantine en honneur de l'empereur, se dresse sur son promontoire taillé par le Rummel et garde son rôle historique. Lambèse, au pied de l'Aurès, est le siège, on l'a vu, de la 3e Augusta, la légion africaine. Timgad la prolonge à quelques kilomètres. Hippone – Bône –, en bordure de mer, est la métropole religieuse de saint Augustin qui y mourra durant le siège par les Vandales. Theveste – Tébessa –, Thagaste – Souk-Ahras – sont des villes prospères sur les routes menant à la Proconsulaire. Et combien d'autres, comme Cuicul-Djemila, aux ruines aujourd'hui encore imposantes sur les plateaux sétifiens.

Le Maghreb romain allait vite devenir une des terres d'élection du christianisme et pouvoir s'enorgueillir d'avoir donné le jour à l'un des Pères de l'Eglise, saint Augustin, Berbère né à Souk-Ahras. A l'arrivée des Vandales, au Ve siècle, l'Eglise africaine ne compte pas moins d'une centaine d'évêchés et ce, en dépit des remous du donatisme, schisme religieux mais aussi révolte du petit peuple berbère devant les injustices sociales. Déjà !

La prospérité matérielle a suivi dans l'ensemble l'armée romaine. De très importants travaux d'hydraulique assurent un large développement à l'agriculture Céréales et oliviers sont les deux cultures essentielles, largement excédentaires. Les ports connaissent un important trafic vers la péninsule italienne aussi bien pour les besoins en blé, huile, poteries qu'en bêtes féroces pour les jeux du cirque.

L'invasion vandale, cette fois venue de l'ouest, par les colonnes d'Hercule – le détroit de Gibraltar – va renverser l'équilibre de la *Pax Romana*. En 429, Genseric et 80 000 des siens submergent tout. Leurs successeurs gouverneront le Maghreb pendant un siècle.

Les Vandales ont mauvaise presse, phénomène d'autant plus normal qu'ils ont laissé leurs seuls adversaires parler d'eux. Ariens, ils attaquent et persécutent le catholicisme romain et plus particulièrement le clergé. Conquérants, ils s'approprient richesses et demeures en accumulant les destructions. Les anciens propriétaires deviennent le plus souvent les esclaves des nouveaux maîtres.

A l'aube du VIe siècle, Byzance, qui a relevé le flambeau de Rome, se risque à nouveau en Afrique. En 533, l'empereur Justinien envoie celui qu'il considère comme le meilleur de ses généraux : Bélisaire. Procope, compagnon de route du général en chef, témoignera de la hardiesse de l'expédition et de son succès. Ce dernier, à dire vrai, sera dû pour une large part à l'impéritie du chef vandale Gélimer.

Les Vandales, vaincus, disparaissent et Byzance rétablit pour un siècle l'ordre romain sur une large partie de l'Algérie, la Maurétanie tingitane n'étant point réoccupée. La foi chrétienne est raffermie. Mais, pressés par les uns et par les autres – les Berbères relèvent la tête –, les Byzantins s'organisent en points forts. Il s'ensuit, par le jeu de la facilité, nombre de dévastations dans les bâtiments et édifices de l'époque romaine. A Tébessa, par exemple, l'arc de triomphe de Caracalla devient purement et simplement l'une des portes des murailles de la nouvelle ville repliée sur elle-même.

Rome. Byzance dans son prolongement après l'intermède vandale. Près de huit siècles de présence. Une présence riche de cités, de ports, de voies de communication, de réalisations agricoles. Le bilan matériel n'est point à sous-estimer. Au plan culturel, une langue officielle, un mode de vie pour une grande partie des habitants et, par la suite, une religion : le christianisme

La pénétration a-t-elle été profonde ? Une élite berbère romanisée a profité de l'apport. Il est de grands noms outre saint Augustin : Tertullien, saint Cyprien. Néanmoins, la masse reste celle de petits exploitants, d'ouvriers agricoles durement frappés par l'impôt et aux conditions de vie souvent difficiles. La fusion réalisée en Gaule entre vainqueurs et vaincus ne s'est pas produite. L'appareil de l'Etat romain s'est plaqué sur les provinces africaines. L'Etat disparu, l'édifice s'effondrera et rien ne surgira des profondeurs.

Du moins, l'Afrique du Nord, en ces siècles, s'est-elle peuplée. La paix, même relative à certaines époques, a favorisé l'essor démographique des indigènes c'est-à-dire des Berbères. L'apport extérieur a été faible : colons de la péninsule dans les ports et quelques domaines, vétérans des légions installés dans les villes qu'ils ont bâties. Le pays, pénétré, structuré, a vu disparaître les étendues désertes, aires de séjour des éléphants. Il représente une proie attrayante.

*

* *

A des milles de là, en ces débuts du VII^{e} siècle, l'Orient s'éveille. Non point celui des fastes du Grand Roi ou des splendeurs de Babylone, non point celui qui a engendré la foi du « peuple élu », non point celui des rites millénaires des pharaons, non, celui de l'aridité et de la désolation de la

péninsule arabique qui, hormis peut-être la reine de Saba, ne s'est point encore vraiment signalé à l'Histoire.

Religion de foi, l'islam – littéralement soumission à Dieu – a très vite trouvé résonance dans les cœurs ouverts au mysticisme du désert et aux rigueurs de la mortification salutaire.

Dieu seul est grand ! Ainsi le proclame le verset (IV, 135) du *Coran :* « O musulmans ! Croyez en Allah, en son apôtre, au Livre qu'il lui a envoyé, aux Ecritures révélées avant lui. Celui qui ne croit pas en Allah, à ses anges, à ses livres, à ses prophètes et au Jour dernier, est dans un égarement complet. »

Le monothéisme de l'islam est pur de toute divergence, ce qui lui épargnera les conflits que connaîtra le christianisme naissant avec Arius et ses fidèles.

Dieu seul est grand et Mahomet est son prophète. L'époux de Khadidja n'est venu qu'annoncer. Jean-Baptiste, il ne saurait être le Christ. Abraham, Jésus, hommes prédestinés, sont tout comme lui des serviteurs, des prophètes. C'est dire que sa vision du monde rejoint au départ très largement la tradition biblique. La création du monde en six jours, le paradis terrestre, le premier homme et sa chute, le jugement dernier, l'enfer et le paradis sont des données de l'Ancien Testament.

Cette religion, dans sa passion d'absolu, ne reconnaît donc qu'un Dieu, créateur et aussi ordonnateur de toutes choses. Allah est « le Très Haut qui a fixé les destinées de tout et dirige tout » (*Coran* LXXXVII) et « il ne vous arrivera que ce qu'Allah nous a destiné » (IX, 51). Cette prédestination de la destinée humaine engendre tout naturellement le fatalisme oriental, trait le plus frappant du caractère musulman et si déroutant pour un Occidental. Elle peut tout aussi bien stimuler l'action qu'excuser l'indolence.

Le *Coran* édicté par Mahomet – selon lui retranscription de la parole de l'ange Gabriel – se présente essentiellement comme un ensemble de préceptes et de règles morales codifiés dans 114 sourates. Il amorce d'abord les cinq obligations du musulman, les « cinq piliers de la foi ». En premier lieu la principale, la shahada, la profession de foi : « Il n'existe pas d'autre Dieu que Dieu et Mahomet est l'envoyé de Dieu. » Les autres sont plus pratiques : prières cinq fois le jour, aumônes aux plus défavorisés, jeûne rituel durant le mois du Ramadan, pèlerinage au moins une fois en sa vie à La Mecque.

La *djihad*, la guerre sainte, s'ajoute parfois à ces obligations de caractère impératif. Et puis il est toute une série de prescriptions régentant la vie matérielle : interdiction de manger de la viande de porc, de boire des boissons alcoolisées, de se livrer aux jeux de hasard. Le nombre des épouses est limité à quatre, mais il est permis d'avoir des relations sexuelles avec les esclaves dont on est propriétaire. Des restrictions parfois sévères alternent ainsi avec un grand libéralisme au niveau de certaines mœurs.

Aux justes ayant suivi ses préceptes, ce Dieu « indulgent pour les hommes malgré leur iniquité, mais terrible dans ses châtiments » promet un paradis bien terrestre. « Les justes habiteront au milieu de cours d'eau. Ils se reposeront accoudés sur des tapis doublés de brocart. Là seront de jeunes vierges semblables à la hyacinthe et au corail. »

Ce paradis est à la mesure d'âmes rudes que ne déroutent pas les appels à la violence : « Lorsque vous rencontrerez les infidèles, tuez-les... Faites la guerre à ceux qui ne croient ni à Dieu ni au jugement dernier. »

Comme la loi coranique est bien loin, là, de la grande règle d'amour chrétienne : « Aimez-vous les uns les autres. » Si Mahomet a une explication du monde qui rejoint la tradition judéo-chrétienne, si nombre de ses préceptes moraux retrouvent ceux de l'Evangile, voici sa grande divergence avec le Dieu des chrétiens : au Dieu d'amour relié à l'homme par son fils, il oppose un Dieu rigide, justicier implacable sans lien avec ses créatures. Le divorce entre les deux grandes religions est inéluctable.

Mahomet, sûr de sa foi dictée par l'ange Gabriel, a prêché. Des disciples se sont joints à lui. Son mouvement a pris de l'ampleur. Pour s'imposer, il lui a fallu s'exiler d'abord, batailler ensuite, piller et voler parfois, tuer aussi[3]. A sa mort, en 632, il a repris La Mecque et domine la majeure partie de l'Arabie. Ses héritiers vont faire preuve à son image d'un singulier dynamisme où l'appât du butin rejoindra l'esprit de croisade.

*

* *

Les cavaliers arabes qui, par l'Egypte, la Tripolitaine, l'Ifrikia – ainsi sera bientôt baptisée l'actuelle Tunisie – galopent vers le couchant, sont numériquement peu nombreux. Ils ont pour eux et leur foi et l'enthousiasme des vainqueurs. Leurs coups ont déjà ébranlé les deux grands empires du moment : le Perse et le Romain d'Orient.

En 647, ces Bédouins atteignent les frontières de l'Algérie actuelle. Le rempart byzantin est bousculé. Son chef, le patrice Grégoire, succombe devant Sbeïtla, à l'est de Tébessa.

En 670, Sidi Okba, le chef musulman, fonde Kairouan. La future ville sainte doit servir de camp retranché et de base de départ pour la marche en avant qui se poursuit dans le Maghreb.

Au passage, les envahisseurs gonflent leurs rangs de contingents locaux. Un de ces Berbères, enrôlé par leurs soins, laissera un nom. Tarik, à la tête d'autres Berbères, nouveaux islamisés comme lui, franchit le détroit séparant l'Afrique de l'Europe, les fameuses Colonnes d'Hercule. Il débarque sur cette presqu'île rocheuse qui, baptisée Djebel al-Tarik, deviendra Gibraltar.

La marée, une fois sur la péninsule Ibérique, remonte vers le nord, aidée par les dissensions entre chefs et les querelles religieuses des Wisigoths. Elle ne s'arrêtera qu'un matin de 732 dans la plaine de Poitiers, devant le glaive d'un certain Charles Martel.

Il serait fallacieux, avec l'éloignement des faits, de ne voir qu'une simple promenade militaire dans la mainmise arabe sur le Maghreb. La conquête dura soixante-dix ans et parfois même l'envahisseur dut-il rebrousser chemin.

Les Berbères apostasièrent douze fois, affirme Ibn Khaldun[4], entendant par là que les conversions ne furent au départ ni sincères ni définitives. La lutte armée fut sévère, menée en particulier par les Berbères de l'Aurès sous des chefs devenus légendaires : Koceila – un chrétien peut-être – et La Kahena, supposée juive quant à elle. Tous deux tomberont au combat, tout comme Sidi Okba le fondateur de Kairouan, victime d'une embuscade dans la région de Biskra.

Finalement la fougue arabe l'emportera sur la résistance berbère, les Byzantins, quant à eux, ayant assez vite lâché pied après la mort du patrice Grégoire. Au début du VIIIe siècle les Omeyyades, dynastie héritière immédiate du prophète, règne de Damas à Cordoue. Foi et coutumes arabes s'implantent définitivement sur toute l'Afrique du Nord.

Le christianisme est peu à peu laminé de gré ou de force. En 708, les chrétiens les plus fervents prennent le chemin de l'exil vers l'Italie ou le nord de l'Espagne. Les autres, devant l'alternative de l'impôt frappant les non musulmans, se résignent à la conversion. Au début du millénaire, il subsiste encore quelques évêchés en liaison avec Rome. Au XIIe siècle, ce

sera le silence. La latinité aura disparu. Des ruines, parfois grandioses, quelques mots dans le vocabulaire seront les seuls vestiges d'une époque et d'une civilisation.

Désormais, l'Algérie vit à l'ombre de l'islam et des envahisseurs venus de l'Orient. L'opposition berbère, du fond des cœurs, s'exprimera dans le courant religieux dit kharedjite et cela, pendant près de deux siècles. Cette interprétation de l'islam prévoit un accès égal pour tous à la succession de Mahomet. Ecartant toute notion de race ou de famille, il ne pouvait que trouver un écho favorable dans une masse non arabe et par là même officiellement écartée du pouvoir.

Si la sujétion est plus que jamais la marque de l'Algérie, les siècles à venir, que certains qualifieront d'obscurs, ne sont pas sans bouleversements. Il est certes difficile d'y découvrir un fil conducteur hormis peut-être cette primauté constante de l'islam et les velléités berbères pour réapparaître. Une nouvelle invasion arabe reposera les données ethniques et économiques du pays.

Les Omeyyades, dans la ligne stricte du Prophète, tiennent le Maghreb d'une main ferme. Leur administration régit sans concession le pays conquis. A partir de 750, leurs successeurs, les Abbassides, musulmans mais non arabes, introduisent une relative émancipation qui permet à de petits Etats plus ou moins sous leur tutelle de voir le jour : royaume de Tiaret, en Ouarsenis, royaume des Aghlabides en Ifrikia. Le particularisme berbère peut, même sous couvert arabe, s'exprimer, le schisme kharedjite y trouvant là épanouissement.

Au début du X^{e} siècle, un descendant ou supposé tel de Mahomet, s'appuyant sur une tribu berbère de Petite Kabylie, les Kotamas, crée une nouvelle dynastie : les Fatimides. Très vite, celle-ci domine Algérie et Tunisie. Au milieu du XI^{e} siècle, ces Fatimides prennent une route inverse des envahisseurs arabes. Ils marchent vers l'Orient et s'implantent en Egypte, régentant de loin leur patrie d'origine.

C'est alors que, pour sanctionner l'insoumission des peuples qu'ils ont quittés pour les bords du Nil, ils déclenchent une invasion lourde de conséquences. A leur instigation, bédouins des Beni-Hillal dans un premier temps, puis des Beni-Solaini par la suite, partent à nouveau à la conquête du Maghreb.

Telle une nuée de sauterelles, écrira Ibn Khaldun, ils dévastent tout. Kairouan perd sa grandeur. Les cités sont dévastées. La campagne surtout

souffre à jamais de la razzia de ces nomades pasteurs.

Le réseau d'irrigation, œuvre résiduelle de Rome, disparaît. Le sol retrouve son aridité.

La civilisation pastorale s'attaque à la végétation. L'olive, richesse première sous les Césars, s'estompe. Les moulins à huile deviennent ruines. Les grands espaces à blé se raréfient. Le paysage est bouleversé. Ainsi Cuicul – Djémila – dans la région sétifienne perd son horizon de forêts et de céréales pour celui de collines sèches et dénudées. Il n'est plus possible, rapporte Ibn Khaldun, d'aller à l'ombre des oliviers de Carthage à Tanger. L'Afrique du Nord, jadis réservoir des bêtes fauves pour les cirques romains ou les éléphants gétules, est loin[5]. Steppes, hauts plateaux ne deviennent plus que des aires à troupeaux. La vie sédentaire se réfugie dans les vallées protégées. Les échanges s'arrêtent. L'économie se fige. Rurale et artisanale, elle se replie sur elle-même.

Bien qu'islamisée, l'Algérie était restée jusqu'alors berbère pour l'essentiel. Ces nouveaux Bédouins sont beaucoup plus nombreux que les précédents. Ils peuplent le pays et surtout l'arabisent en profondeur. Le fonds ancestral, surtout celui des nomades Zenatas, est transformé. Désormais, hormis les bastions traditionnels de l'Aurès et des Kabylies, l'Algérie sera arabe, de sang en partie, de cœur et de mœurs essentiellement.

Les Fatimides sont donc partis pour l'Egypte – où ils régneront trois siècles non sans brio puisqu'ils accéderont au califat – déléguant leur pouvoir à une famille, les Zirides de Tunis. Ceux-ci subiront l'invasion évoquée de ces bédouins hillaliens. Ne subsistent plus que des pouvoirs locaux d'où émergent les princes de Bougie : les Hamamides. Ces derniers donneront un certain lustre à leur règne d'Arabes isolés en pays indigène.

C'est alors, vers la fin du XI^{e} siècle, qu'une poussée berbère, venue de bien au-delà du Maroc méridional, recouvre une large partie du Maghreb. Les Almoravides s'imposent de Marrakech à Alger. Appelés à l'aide par les princes musulmans d'Espagne lors de la chute de Tolède (1085), ils en profitent pour élargir leur empire à la péninsule Ibérique. Une authentique dynastie berbère règne enfin sur la majeure partie du Maghreb. Elle n'y est pas moins là par conquête.

Pour peu de temps. Au milieu du XII^{e} siècle, une nouvelle tribu, descendue du Haut-Atlas marocain, prêche, sous l'impulsion du Mahdi (messie) Ibn Toumert, une foi plus rigoureuse. Les Almohades « ceux qui confessent l'unité divine » renversent les Almoravides, s'emparant de Fez,

de Marrakech mais aussi de Cordoue, de Grenade et de toute l'Afrique du Nord. Pendant près d'un siècle, le Maghreb tout entier connaîtra, avec les Almohades, une unité politique qu'il ne retrouvera plus jamais, si l'on excepte toutefois la présence française au XX^e siècle.

Les coups des chrétiens de la *Reconquista*, une certaine décadence aussi de la dynastie – rançon sans doute de l'éclat de la civilisation almohade – démantèleront l'édifice. Des dynasties locales, berbères, profitant du délabrement du pouvoir central, s'installent dans les provinces. Les Hafcides s'implantent à Tunis en 1236, les Abdelwahides à Tlemcen en 1239 et enfin les Mérinides à Fez en 1269.

Pour la première fois, véritablement, se façonne une silhouette de ce que deviendra, bien des siècles plus tard, l'Afrique du Nord. La vieille Numidie, le Constantinois, aux mains des Hafcides, reste toutefois encore tournée vers Tunis.

Tlemcen, avec les Abdelwahides, apparaît alors, un peu, comme la métropole de l'Algérie. Ville de négoce et place de transit entre marchandises européennes et africaines – ces dernières, or, ivoire et même esclaves venus du Soudan par caravanes –, Tlemcen était aussi un centre religieux et culturel. « On y cultiva avec succès, assure Ibn Khaldun qui y avait séjourné, des savants et des hommes illustres, dont la réputation s'étendit aux autres pays. » A bien des égards, Tlemcen, plus encore que Constantine, peut apparaître comme la cité la plus chargée d'histoire nationale dans la vie du Maghreb en dépit d'un règne éphémère et souvent incertain.

Les adversaires en effet ne manquent plus. Les tribus hilaliennes sont en constante insoumission. Les Mérinides de Fez sont des voisins dangereux, toujours à l'affût. Ils occuperont la ville de 1357 à 1359. Les querelles intestines ajoutées, le royaume de Tlemcen apparaît ainsi au début du XVI^e siècle comme un trône mort.

La désintégration finale des Abdelwahides rejoint la poussée espagnole.

1492, Grenade tombe entre les mains des rois catholiques. La *Reconquista* est achevée. Le dernier souverain musulman, Boabdil, pleure en femme cette terre qu'il n'a point su défendre en homme[6]... Pour lui et nombre de ses coreligionnaires, c'est la route de l'exil vers l'outre-Méditerranée d'où ils sont partis sept siècles plus tôt.

Pour l'Espagne, l'ennemi sera bientôt ailleurs mais il reste néanmoins toujours l'Islam africain qu'attise la haine des exilés. Pour se couvrir, elle

s'engage donc dans une politique de points forts sur la côte africaine. Ils serviront à prévenir toute revanche vers la péninsule. Se trouve ainsi renouvelée l'expansion portugaise à l'endroit de son vis-à-vis marocain par la quasi-mainmise sur le littoral atlantique.

L'heure est favorable. Le Maghreb central en ce début du XVI^e^ siècle s'est effrité en fiefs plus ou moins indépendants. Avec le temps, Berbères et Arabes se sont mêlés, les différences ethniques se sont effacées. Mais d'unité toujours point.

Dans l'Ouarsenis, les tribus se sont organisées à leur guise. Un petit royaume kabyle s'est recréé. Le cheikh de Constantine domine jusqu'à Collo et Bône. Les oasis ont éclaté en petits Etats.

En 1497, les Espagnols occupent Melilla, puis, en 1505, Mers-el-Kébir. Oran, Bougie tombent à leur tour, tandis que Ténès, Dellys, Cherchell, Mostaganem payent tribut. Alger livre à Pedro Navarro un des îlots qui commandent le port. L'Espagnol y élève la forteresse du Peñon à quelques jets de flèche de la ville.

Dans ce pays ainsi attaqué et menacé, il n'est plus de pouvoir central. Ne règne que l'esprit de tribu, de clan ou de cité. Les ports surtout se sont organisés pour se défendre et survivre. La suprématie maritime en Méditerranée, acquise aux musulmans depuis plusieurs siècles, est remise en question par les flottes de Gênes ou de Venise. A défaut d'un négoce bien organisé les villes côtières se tournent vers un commerce tout aussi fructueux : la course, c'est-à-dire la piraterie. Ce brigandage, qui écume la Méditerranée occidentale, frappant même les rivages ibériques, est certes pour les Espagnols une raison de plus de s'interposer.

L'heure turque va sonner où et quand personne ne l'attendait.

A mi-chemin de la Calle et de l'embouchure de la Moulouya, dans la seconde moitié du X^e^ siècle, un prince ziride, Bologuin, a relevé les ruines d'un modeste port romain, Icosium. Ses quatre îlots lui valurent le nom d'El-Jezair, les Iles.

Occupée évidemment par tous les conquérants du Maghreb, la cité développe peu à peu son activité commerciale. A la fin du XV^e^ siècle, « sorte de république municipale administrée par une oligarchie bourgeoise » (G. Yvon), elle compte quelque vingt mille habitants. L'afflux des Morisques expulsés d'Espagne accroît sa population de quelques milliers de réfugiés et intensifie son activité de course.

Les Espagnols, alors, pour y faire face, s'installent – faut-il le rappeler ? – dans l'îlot du Penon. Menacée d'asphyxie, la ville cherche un sauveur.

Ce sauveur, elle va le trouver à Djidjelli, modeste port de Petite-Kabylie, à l'est de Bougie. Là, un renégat – un de plus – s'est taillé un fief et commence à avoir un nom.

Arouj est le fils d'un potier grec de Lesbos. Avec ses frères Khaïr ed-Din, Elias et Isbaq, il a débuté très jeune une carrière de pirate. Elias est déjà mort au combat. Isbaq connaîtra le même sort. Arouj, quant à lui, a dû un moment ramer sur les galères de l'ordre de Saint-Jean et en 1512 il a perdu un bras devant Bougie. Cette mutilation ne lui enlève rien de son énergie.

C'est en 1516 que les Algérois, pressés par les Espagnols, l'appellent à la rescousse. Il devient très vite le maître de la ville, quelques exécutions aidant. De là il élargit son domaine sur la Mitidja, la vallée du Chélif, le Titterri. En 1518, il est tué par les Espagnols près du Rio Salado, en Oranie, alors qu'il fuyait Tlemcen assiégé. Sa mort à quarante-quatre ans laisse la place à son frère Khaïr ed-Din, dit Barberousse en raison de la couleur de sa barbe.

Barberousse ne le cède en rien à son frère, mais il doit faire face à une situation difficile : populations locales, Espagnols se dressent contre lui et son héritage. Par une décision de génie, il se lie à l'Empire ottoman. Il prête hommage au sultan, qui le nomme émir des émirs, beylerbey, et surtout lui envoie des hommes et des subsides. Pour la première fois, les janissaires turcs apparaissent à Alger. Ces rudes soldats, enfants chrétiens enlevés dans leur jeune âge et façonnés par le moule de l'islam et de la discipline ottomane, vont y rester trois siècles.

Dès lors, Barberousse peut poursuivre ses conquêtes, s'emparer de Collo, de Bône et de Constantine. En 1529, il réduit la forteresse du Penon qui continuait à menacer Alger. Sur les ruines, il fait construire par des captifs chrétiens un môle long de deux cents mètres qui réunit la ville aux îlots[7]. Alger, jusqu'alors médiocre mouillage, est enfin muni d'un port qui, bien qu'abri relatif, bénéficie d'une situation privilégiée à mi-chemin de la Méditerranée occidentale.

La carrière de Barberousse n'en reste pas là. En 1534, il prend Tunis qu'il doit abandonner l'année suivante à Charles Quint. Entre-temps, le sultan Soliman l'a nommé amiral en chef et appelé près de lui. Jusqu'à sa mort en 1546, il garde à Constantinople une situation prépondérante[8]. Destinée

prodigieuse de ce corsaire qui donne une province au sultan et dont le nom pour les Algérois évoquera par la suite une prison[9].

Les trois siècles turcs qui s'ouvrent n'ont rien de notable dans l'histoire de l'Algérie. Point de civilisation marquante. Point d'œuvres d'art vraiment significatives. Point d'événements historiques lourds de lendemains. A l'ouest, le Maroc forge son unité, engendre une monarchie et se crée une personnalité. A un degré moindre, il en est de même à l'est, en Tunisie. Le Maghreb central vit sans horizons. Un historien ne verra en cette époque qu'« obscurité, anarchie, expédients sans vergogne, meurtres politiques, loi du plus fort et du plus cruel »[10].

La terre algérienne d'alors, dans une vision européenne, est celle du barbaresque, c'est-à-dire du corsaire au pavillon redouté des paisibles navigateurs. Cela est vrai, mais cette image simplifiée et peut-être primaire mérite éclairage car l'Algérie des Turcs sera celle que trouvera la France. Qu'en est-il donc exactement de la vie de ce pays et de ses rapports avec ses voisins et plus particulièrement l'Occident chrétien ?

Le Grand Turc règne officiellement sur l'Algérie. C'est dire que le pays est dans la mouvance du sultan ottoman de Constantinople. Est-il province, colonie ou protectorat ? La domination turque est complexe.

Le pouvoir central déjà n'est point une donnée simple. L'agent officiel et effectif de la Porte est le beylerbey qui, en 1671, prendra le titre de dey. Gouverneur primitivement désigné à vie, puis pour trois ans par Constantinople, il deviendra l'homme d'une faction. Deux puissances en effet se disputent à Alger la prééminence : les janissaires de l'Odjaq et les corsaires.

Les premiers sont des Turcs, du moins dans leur ensemble. « Bœufs d'Anatolie », comme les désignent par raillerie leurs adversaires, ils ont l'humeur difficile. Renverser les marmites, c'est-à-dire se révolter, fait partie de leurs traditions. Milice officielle, ils ont mission de représenter l'Etat et en particulier de faire assurer le paiement de l'impôt.

Les seconds, les corsaires, sont dans leur grande majorité des renégats des rivages méditerranéens (Calabre, Sicile, Corse, îles grecques) qui trouvent leur profit dans cette vie aventureuse. La corporation des capitaines corsaires – taïfa des raïs – s'oppose à la caste militaire de l'Odjaq qui entend bien patronner l'Etat. Cette rivalité s'achève le plus souvent dans

les révolutions de palais et l'assassinat. En 1732, six deys nouvellement nommés périssent le même jour.

En leurs débuts, des beylerbeys de valeur contribuent à asseoir la présence ottomane. Luttant non seulement contre les chrétiens – il faudra y revenir –, ils pénètrent l'arrière-pays. Ils s'en vont même jusqu'à Tunis où les mène l'âpre rivalité qui les oppose aux Espagnols. La vieille dynastie hafcide y perdra son trône et un pacha nommé par le sultan s'installera à Tunis. Il y fondera progressivement une dynastie indépendante intégrée au pays, phénomène qui ne se produira pas en Algérie.

En ce XVI^e^ siècle, du moins, la présence turque précise la notion de frontière là où prévalait la simple idée de confins. Les limites orientales et occidentales de l'Algérie – que l'on appelle maintenant la Régence – se fixent sous réserve des abords sahariens. Dans cet ensemble s'insère désormais le Constantinois.

La Régence est d'abord une ville : Alger. Par son obédience au sultan, par la puissance de ses corsaires, il faut compter avec elle. Enrichie par la course aussi bien en haute mer que sur les côtes ibériques et italiennes, elle sera, tout au long du XVII^e^ siècle, une métropole importante avant de décliner par la diminution des prises au siècle suivant.

Sous le règne de Louis XIV, sa population dépasse 100 000 habitants sans compter 25 000 à 35 000 captifs. Population des plus cosmopolites aux ethnies variées. On y compte des Maures, algérois de souche, des Morisques en grand nombre réfugiés d'Andalousie ou de Grenade, des Levantins renégats, commerçants ou corsaires, des Kouloughlis, métis de Turcs et de femmes indigènes, des Kabyles, manœuvres ou journaliers, des Mozabites habiles dans les métiers du petit négoce. Dans le ghetto s'entasse l'importante colonie juive, installée d'origine ou réfugiée d'Espagne comme les Morisques[11]. Elle prend une part de plus en plus influente dans les affaires. Il y a aussi quelques marchands européens, à leurs risques et périls, et bien évidemment les Turcs de l'Odjaq et les corsaires.

L'arrière-pays se cache derrière une façade maritime souvent difficile d'accès, piquetée de ports relativement peu nombreux et surtout prospères dans le Constantinois : Collo, Bône, La Calle. L'administration turque l'a divisé en quatre beyliks ou provinces. Celui d'Alger dépend directement du dey. Les trois autres, beylik de l'ouest avec pour capitale Mazouna, puis Mascara et enfin Oran en 1792, beylik du centre ou Titterri capitale Médéa, beylik de l'est avec Constantine, relèvent de beys nommés par le dey. En

fait, ils sont pratiquement indépendants, leur personnalité plus ou moins marquée régissant leur sujétion. Sous eux s'étage une subdivision de caïds, de chefs de tribus et de chefs de douars. Turcs les caïds se préoccupent surtout de l'impôt. Pour le reste, ils ne se soucient guère de troubler les habitudes et coutumes de leurs sujets, d'autant que le contingent turc est minime. Il oscille vraisemblablement autour de 15 000 hommes. Peut-on véritablement parler d'occupation dans ces conditions[12] ?

Il semble que par-delà cette structure administrative la vraie discrimination politique soit ailleurs. L'Algérie des Turcs est une terre de tribus. On en décomptera 316 après l'arrivée des Français. Ces tribus, par leur proximité ou leur éloignement, sont soumises ou plus ou moins indépendantes[13]. La distinction était désignée par Bled-el-Turk « Terre des Turcs » ou Bled-el-Baroud « Terre de la poudre ». Ce vocable est significatif. La domination turque est réelle mais trompeuse. Une partie du pays assujetti paie l'impôt, l'autre, livrée à elle-même, vit en autarcie tribale. On comprend mieux la faiblesse de la résistance turque en 1830, qui ne pourra opposer le front d'un Etat organisé.

Ce pays, où l'ordre ne règne pas de façon absolue, est donc morcelé, divisé. Des confréries religieuses se développent, des féodaux se sont taillé des fiefs surtout dans le Constantinois, le nomadisme s'étend avec ce qu'il implique d'insoumission, les Kabyles se gouvernent entre eux. Il y aura même une révolte en Petite-Kabylie en 1824. L'occupant ne peut être regardé comme admis. Il a fort heureusement pour lui un lien essentiel : la religion. Turcs et Algériens ont la même foi. Ils se retrouvent dans le même rituel. L'islam peut réunir là où il y a tant de facteurs de division.

C'est ce sentiment religieux, mêlé de xénophobie et d'esprit de rapine, qui va se manifester jusqu'en 1830.

Pour le Maghreb du début des siècles turcs, l'Occident s'appelle essentiellement Royaumes d'Espagne ou de France[14]. Le monde slave n'a pu encore se frayer un passage jusqu'à la Méditerranée. Le croissant flotte toujours sur les détroits ainsi que sur les îles de la mer Egée. La péninsule italienne reste morcelée. Venise a perdu sa splendeur même si elle participe encore avec éclat à la bataille de Lépante en 1571. Les velléités des Normands des Deux-Siciles sont loin. Seuls, marins et négociants génois ou livournais se risquent à côtoyer leurs vis-à-vis africains.

Entre la Régence et l'Espagne c'est la guerre, séquelle de la *Reconquista* et fruit de la course des corsaires algérois. La haine des Morisques, ces

musulmans implantés en Ibérie et exilés après la prise de Grenade en 1492, attise le feu. Les rois catholiques, de leur côté, conduisent une politique largement offensive pour parer à toute tentative de revanche.

Les Espagnols, on l'a vu, ont été évincés d'une partie de leurs *presidios* par l'énergique action de Barberousse. Charles-Quint, dont la vision ne manque ni d'ampleur ni de hardiesse, investit et prend Tunis. Il ne pourra s'y maintenir, perdant ainsi l'espoir de verrouiller la Méditerranée occidentale. En 1541, il tente, avec de gros moyens, d'occuper Alger. Son opération, menée en octobre, mauvaise saison, échoue et se termine en désastre. L'armada navale est dispersée par la tempête. Les éléments à terre sont contraints à un rembarquement précipité et malheureux.

C'est la fin des grands rêves d'un rivage maghrébin dominé par les Espagnols. Les conquistadors regardent vers des pays plus prometteurs d'or et de butin. Le déclin des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles fera le reste.

Les Espagnols demeureront néanmoins à Oran et à Mers-el-Kébir. Ils abandonneront Oran pour y revenir en 1732. La ville détruite en 1790 par un tremblement de terre, ils partiront alors définitivement. Ils y seront restés néanmoins près de trois siècles. Cette longue présence – avec bien d'autres raisons évidemment – explique déjà le caractère qu'aura par la suite l'Oranie française.

Avec la France, la situation sera toute différente.

Chevaliers gascons ou normands ont côtoyé l'Islam à l'heure des royaumes francs en Terre sainte. Choc rude mais non dépourvu d'échanges. L'affrontement, irréductible sur le plan religieux, n'a pas laissé les cicatrices de la *Reconquista* espagnole. Point de haines d'exilés. Point de nostalgie de revanche. Point d'implantation à préserver.

Au début du XVI^e^ siècle, sous Soliman le Magnifique, l'empire ottoman est à son apogée. La majeure partie du bassin méditerranéen lui appartient. Il s'étale presque des Colonnes d'Hercule à Alexandrie, domine tout le Moyen-Orient et s'enfonce profondément dans les pays balkaniques. C'est un colosse. Sa flotte, son armée avec son corps de janissaires auxquels les renégats chrétiens n'hésitent pas à monnayer leurs talents, sont redoutables.

Le roi de France, François I^er^, après Marignan, a connu Pavie. Son royaume est cerné de toutes parts par l'empire de Charles-Quint, où les règles d'héritage ont rassemblé Espagne, Pays-Bas et domaine autrichien. Face au péril, le réalisme politique de François I^er^ le conduit à une alliance secrète – mais bientôt connue de tous – avec l'Infidèle ! La poussée des

troupes ottomanes soulagera d'autant les soldats du roi Très Chrétien. Cette coalition, très concrète, se manifestera ainsi en 1543 en Méditerranée. Flottes française et turque – cette dernière sous le commandement du fameux Barberousse – participeront de concert au siège de Nice.

En 1536 intervient une signature appelée à faire date : celle des « Capitulations ». Ce texte qui pratiquement restera en vigueur jusqu'à la révolution « Jeunes Turcs » au début du XX^{e} siècle, ouvre largement la porte aux ressortissants français. Ceux-ci peuvent circuler, négocier librement dans l'Empire turc. Juridiquement, ils ne dépendent que de leur consul. Le roi de France devient même le protecteur des chrétiens dans les lieux saints. Situation qui trouvera un prolongement bien des années plus tard sous Napoléon III, lointain héritier des traités signés par l'Angevin.

Province turque, la Régence se doit d'appliquer les accords liant son souverain à la France. Les Français, théoriquement, sont censés pouvoir trouver sur cette terre un accueil privilégié. La réalité de la course, en toile de fond, altérera souvent les protocoles signés. Les relations des deux pays seront faites de hauts et de bas, c'est-à-dire de négoce et de canonnades, le plus souvent possible de négoce, les intérêts mercantiles l'emportant sur les aspirations de la foi. Pomponne, ministre du grand roi, illustre cette attitude vis-à-vis des Barbaresques, en 1672, par ces propos : « Je ne vous dis rien sur les projets d'une guerre sainte ; mais vous savez qu'ils ont cessé d'être à la mode depuis Saint Louis. »

En 1552, les frères Lenche, des Corses marseillais, en vertu d'un privilège du gouvernement d'Alger, fondent, à 8 kilomètres à l'ouest de La Calle, sur la côte orientale de la Régence, le Bastion de France. Comptoir et forteresse, il ouvre le marché fructueux de la pêche au corail. Détruit, il est restauré par un autre Corse, Sanson Napollon, en 1628. Il est alors le centre d'un commerce très actif de cuir, de cire et d'un autre, plus clandestin, celui du blé. Abandonné en 1679, le Bastion de France a sa relève assurée par le petit port de La Calle, occupé par les Français, avec des fortunes diverses, de 1594 à 1799, puis de 1815 à 1827. Bastion de France, La Calle ne sont point les seuls à voir les échanges nord-sud. Les polacres des armateurs marseillais vont d'un rivage à l'autre, embarquant cargaison à Alger, Bône ou Bougie.

Tous ces échanges ne sont point sans risques. Raïs et corsaires violent souvent les traités de paix. Les innocents navires marchands se retrouvent

captifs avec chargement et équipage. S'ensuivent de lourdes prébendes pour les récupérer.

A ces banderilles onéreuses et meurtrières, le roi de France entend répliquer pour frapper les coupables mais sans briser l'alliance turque. D'où des coups de semonce d'une efficacité inégale. Henri IV obtiendra la tête d'un pacha. Louis XIV fera bombarder Alger par Duquesne en 1682 et 1683. Il obligera ainsi le dey à lui restituer les esclaves chrétiens. En 1664, il avait déjà fait occuper Djidjelli, où le même Duquesne avait fondé Fort-des-Français. Mais pour une opération réussie combien d'interventions inutiles dont des intermédiaires font les frais ! Consuls et lazaristes, de la compagnie fondée par saint Vincent de Paul pour s'occuper des captifs, payent le plus souvent ces actes de belligérance. En 1683, un bombardement provoque le meurtre du père Le Vacher et d'une vingtaine de résidents français, attachés à la bouche de canons. Un an plus tard, le consul et deux pères lazaristes subissent le même sort.

Au XVIII^{e} siècle, la puissance de la Porte n'est plus ce qu'elle était. L'empire ottoman s'affaiblit un peu plus d'année en année. En Méditerranée, en dépit de leurs rivalités, les Etats occidentaux s'organisent pour lutter contre la piraterie. Certains souverains payent redevance pour couvrir leurs pavillons ; ainsi celui d'Angleterre. La course s'essouffle par contrecoup. Si elle subsiste, elle ne peut plus faire la fortune d'Alger. La ville s'en ressent et périclite. En 1800, elle tombera à 30 000 habitants. Le nombre des captifs, jadis élevé, s'amenuise. Bourmont en libérera seulement 122 en 1830[15].

Le commerce profite de cette relative accalmie. La Compagnie d'Afrique, compagnie royale, marchande largement avec les ports du Constantinois. Sous la Révolution, le consul Vallière s'entremet pour le ravitaillement des armées de la République en grains, viande salée et cuirs. Il ne se doute pas qu'il provoquera l'expédition de 1830.

Napoléon, quant à lui, maître de l'Europe, peut difficilement supporter les incartades des Barbaresques qui de surcroît ont dénoncé les accords commerciaux franco-algérois au profit des Anglais. Si l'Angleterre, solidement implantée à Gibraltar et à Malte, doit être aussi à Alger, c'en est fini de la présence française en Méditerranée.

Aussi l'Empereur songe-t-il à occuper la ville. Envoyé par ses soins sur les lieux, le commandant du génie Boutin, qui vient de s'illustrer en défendant Constantinople avec les Turcs contre ces mêmes Anglais,

séjourne quelques semaines dans l'Algérois du 24 mai au 17 juillet 1808. Il présente à son retour un rapport complet, véritable plan d'opérations mentionnant où débarquer et où attaquer[16]. Napoléon, trop pris ailleurs, ne donnera pas de suite, mais le rapport Boutin ressortira et servira. Le débarquement de 1830 et l'investissement d'Alger s'effectueront là où il l'avait envisagé.

On peut, au terme de ce regard sur ces deux millénaires d'histoire du Maghreb central, s'interroger sur cette incapacité du peuple algérien à engendrer une nation et à créer une civilisation. Les historiens n'y ont pas manqué. Point d'Etat peu à peu façonné. Point de culture propre avec ses œuvres littéraires et ses monuments artistiques. L'Histoire est vide tout comme la terre où les empreintes laissées sont celles des autres[17].

Fait remarquable et remarqué, qui fera écrire à Ferhat Abbas, futur premier président du gouvernement provisoire de la République algérienne, le 23 février 1936 dans l'*Entente :*

« Si j'avais découvert la nation algérienne, je serais nationaliste et je n'en rougirais pas comme d'un crime. Cependant, je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'Histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts ; j'ai visité les cimetières, personne ne m'en a parlé. On ne bâtit pas sur le vent. »

Le fait national, besoin et désir de vie communautaire, si largement répandu ailleurs, ne s'est pas produit ici. Pourquoi ? Il paraît difficile de donner une réponse satisfaisante et absolue.

L'Algérie, certes, ne répond pas à une entité géographique naturelle. Si elle est bien enclavée au nord et au sud entre Méditerranée et Sahara, ses bordures latérales sont floues. A l'est, monts de Souk-Ahras ou de Tébessa se prolongent en Tunisie, tout comme la Medjerda y poursuit son cours. Il en est de même à l'ouest où aucun relief saillant, hormis peut-être une ligne de côtes face à Oujda, ne marque une frontière[18]. Celle-ci sera du reste une occasion de conflit entre Algérie et Maroc en 1963.

L'intérieur du pays est cloisonné, compartimenté. Des blocs compacts surgissent çà et là souvent difficiles d'accès et de pénétration : Aurès, Nementchas, Kabylies, Dahra, Zaccar, Ouarsenis, monts de Tlemcen. Entre eux, vallées ou hautes plaines sont des couloirs ou de larges boulevards de passage. Il n'y a donc pas pour l'Algérie de cadre prédisposé par la nature à voir naître un Etat comme la péninsule Ibérique ou italienne. Mais il ne

s'agit pas là d'un impératif. La Belgique, la Hollande ont-elles des frontières dites naturelles ?

Point de métropole unique. Constantine, Bougie, Tiaret, Alger, Oran, Tlemcen, se disputent, au hasard des conquérants, la primauté. L'attraction d'une grande capitale fait défaut.

Le conquérant, presque toujours présent depuis deux mille ans, a pu faire obstacle. Certaines mainmises, romaine, byzantine, française, ont été pesantes, ne favorisant guère l'éclosion du nationalisme. Certes, les résistances, les rébellions contre l'envahisseur n'ont pas manqué. Elles ne purent réussir. Durant trois siècles, une poignée de Turcs – quelques garnisons dans les principales cités – a tenu le pays. Rien ne s'est produit. Pourquoi ?

Les chefs auraient-ils manqué ? Ils sont bien le reflet d'un souffle populaire. Bouvines, heureuse rencontre d'un peuple et d'une monarchie, a-t-il été écrit. Rien de semblable ne s'est produit au Maghreb central. Point de Bourbons, de Hohenzollern ou de rois catholiques. Les forgerons de l'unité ne se sont pas levés. Les dynasties qui régnèrent ne furent qu'un feu, encore étaient-elles dans l'ensemble venues d'ailleurs, ainsi du Maroc pour Almoravides et Almohades.

Il est à reconnaître que ce pays berbère, qui avait donné un saint Augustin, un Tertullien ou un saint Cyprien, est, après la conquête arabe, pauvre en grands noms. Peu de personnalités émergent et ce, dans tous les domaines. Une seule exception notable au XIX^{e} siècle : l'émir Abd el-Kader[19], véritable Vercingétorix algérien, mais tout comme lui incapable de faire l'unité de son peuple devant l'envahisseur.

Cette déficience des hommes explique peut-être deux mille ans de subordination. Où faut-il la chercher ? La souche berbère a souvent fait preuve ailleurs de sa richesse. Serait-ce l'apport dévastateur des Hilaliens ? Trancher en ce domaine n'est pas du ressort de cet ouvrage.

La diversité ethnique a été évoquée pour expliciter l'absence du fait national. Certains ont insisté sur l'antagonisme entre sédentaires et nomades, entre Berbères de souche et Arabes nouveaux venus. Le patriotisme de l'agriculteur est celui du terroir. Celui du pasteur est notion de groupe. L'horizon terrien importe peu en raison de la mouvance de l'existence. Le clan, la tribu sont les liens sociaux de l'individu.

Deux conceptions aussi divergentes de l'idée de patriotisme ne pouvaient favoriser l'éclosion d'une nation. Serait-ce là une explication satisfaisante ?

L'exemple voisin des Tunisiens ou des Marocains peut permettre d'en douter.

Peut-être y a-t-il une autre raison. Ferhat Abbas, bien placé pour analyser et juger en toute objectivité la mentalité du peuplement algérien, écrit : « Il ne faut pas oublier qu'historiquement l'Algérie a été constamment gouvernée par l'étranger. Et pourquoi ? Il y a une réponse à cela. Notre peuple a une tendance profonde à rester au stade de la tribu. Il ne veut pas que la loi soit l'expression de la volonté de tous. Il s'en tient à la société de type féodal, au culte de la personnalité et accepte facilement le fait du prince. Il décapite son élite au fur et à mesure de sa formation. Ainsi repart-il toujours de zéro. Cette conception médiévale de l'Etat est un handicap certain[20]. »

Propos qui rejoignent les conclusions d'un historien peu suspect de colonialisme, Charles-André Julien[21] : « Il semble que l'on se trouve là devant l'une des constantes les mieux établies de l'histoire des Berbères, leur farouche opposition aux grands commandements lorsqu'ils viennent d'eux-mêmes, leur volonté tenace de contrôler directement ceux d'entre eux qui arrivent au pouvoir, et aussi leur esprit de clan étroit qui empêche une tribu victorieuse de composer avec les vaincus, de les associer à son action, bref, de passer du groupement ethnique à l'Etat. Aucun des chefs berbères n'a réussi à dépasser le stade du clan. »

Il serait vain d'aller plus loin.

En revanche, la léthargie du fait algérien durant deux mille ans est une donnée et l'un des préalables historiques de la guerre d'indépendance au milieu du XX^{e} siècle.

---

1 Ainsi, par exemple, se prosternaient-ils la face contre terre ou réprouvaient-ils l'usage du porc.

2 Il est dans les mémoires le vers fameux « du chef borgne monté sur l'éléphant gétule » pour désigner Annibal.

3 Ainsi exterminera-t-il la communauté juive de Médine, la ville qui l'avait accueilli après son départ de La Mecque.

4 Ibn Khaldun, 1332-1406. Diplomate et historien arabe né à Tunis dans une famille d'exilés d'Espagne. Auteur d'une *Histoire universelle* aux vues parfois géniales. Son témoignage, précieux pour la connaissance du monde arabe, est parfois à accepter avec prudence en raison du décalage important entre son temps et les faits qu'il relate, pouvant atteindre plusieurs siècles.

5 Sous Auguste, plus de trois mille cinq cents bêtes venues d'Afrique périrent dans les jeux offerts au peuple.

6 Ainsi fut-il tancé par sa mère, l'énergique Aïcha.

7 Là sera un jour l'Amirauté.

8 On le verra même en ambassadeur extraordinaire près du roi de France François I^er^ au Puy-en-Velay.

9 Construite en limite de la Kasbah sur les restes de l'ancienne prison turque, la prison Barberousse verra passer des détenus de droit commun et de nombreux politiques aussi bien européens que musulmans.

10 Léo Barbes, *la Domination turque dans l'histoire de l'Algérie*, p. 163.

11 Les rois catholiques n'ont ni oublié ni pardonné la collaboration juive à tous niveaux avec l'occupant musulman, d'où les lois d'expulsion souvent très brutales.

12 Un historien avancera même le chiffre très précis de 3 661 hommes. Peu avant l'intervention française il est vrai. (Elbaki Hermassi, *Etat et société au Maghreb*, p. 33.)

13 Quelques tribus ralliées servent de forces supplétives. Ainsi par exemple les tribus Deira ou Ahl-el-Makhzen.

14 Observation d'ordre principalement maritime. Sur le continent, pour l'Islam il y aura l'Autriche, ainsi le siège de Vienne en 1683.

15 L'un d'eux, un matelot français de Toulon, Béraud, pourrissait dans les geôles du dey depuis vingt-huit ans.

16 Boutin sera nommé colonel en rentrant en France.

17 Une seule ville a un passé et un style ni romain, ni turc, ni français : Tlemcen. Mais Tlemcen sent déjà le Maroc. Elle annonce Taza et, au-delà de sa trouée, Fez, la capitale des Merinides.

18 Les Romains, si sensibles à la notion de frontières, avaient bien perçu cette connexion de l'Est constantinois puisque Souk-Ahras, Guelma, Tébessa faisaient partie de la Proconsulaire, province axée sur Carthage.

19 Voir chez le même éditeur : *Abd el-Kader, adversaire et ami de la France*, par Louis Lataillade.

20 Ferhat Abbas, *Autopsie d'une guerre*, p. 231.

21 *Histoire de l'Afrique du Nord*, tome Il, p. 306, Payot.

Chapitre III

UN COUP D'ÉVENTAIL EN 1827

Du vase de Soissons à la réplique du général Cambronne au soir de Waterloo, et même au-delà, l'histoire de France s'émaille de solides images d'Epinal. Sur une trame authentique l'imagination populaire et le talent de quelques artistes se donnent libre cours.

Le coup d'éventail du dey d'Alger au consul de France n'échappe pas à la règle. La suite est connue : la riposte pour châtier l'insolent, la prise de la cité barbaresque et la mainmise sur ce qui deviendra le fleuron de l'empire colonial.

La réalité des faits, même si elle recoupe l'imagerie, s'éloigne de cette vision simpliste. Faut-il rappeler que le fameux coup d'éventail date du 30 avril 1827 et que la prise d'Alger n'interviendra que le 5 juillet 1830 Rodrigue et le vieux don Diègue avaient le sang plus chaud...

*
* *

1827. L'Empire turc est plus que sur le déclin. Octobre de cette même année marquera le commencement de la fin avec la victoire anglo-franco-russe à Navarin. A Constantinople, le sultan se soucie plus de ses proches frontières que de ses lointaines provinces comme la Régence.

Celle-ci vit donc un peu en autarcie. Alger, la cité barbaresque, quant à elle, bien qu'affaiblie, reste une épine pour les Européens. La course est toujours vivante avec ses méfaits de plus en plus intolérables pour une chrétienté qui a retrouvé un semblant d'organisation communautaire avec les congrès de Vienne. Les Anglais, mécontents, bombardent la ville en 1816 et 1824 avec l'arrière-pensée de l'occuper. Par deux fois, la Royal Navy échoue. Aussi, envers et contre tout, Alger apparaît-elle encore comme une citadelle difficile à réduire.

La France de la Restauration, en l'occurrence celle du roi Charles X, entretient des relations diplomatiques avec elle. Son consul s'appelle Pierre Deval. Personnage curieux, ce Deval, pour ne point dire trouble. Responsable des intérêts français il n'en n'oublie pas pour autant les siens.

Une vieille affaire, très embrouillée, revient sans cesse dans ses rapports avec le dey d'Alger, Hussein. Celui-ci, souverain âgé maintenant, a su, au travers de combien de têtes coupées, parvenir au pouvoir. Dans le cas présent, il n'a point tort, la vénalité de plus d'un homme politique français, Talleyrand le premier, ayant fortifié son bon droit.

Cette affaire remonte au Directoire, épisode décadent de la Révolution moribonde. Elle a ainsi trente ans d'âge. Menacé de famine, le gouvernement de la République a alors sollicité une livraison de blé du dey du moment. Ce dernier, généreux, a non seulement consenti à la vente mais encore avancé la somme nécessaire aux gouvernements français.

Malheureusement cette transaction est passée par les mains de deux négociants israélites de la Régence : Busnach et Joseph Bacri, dits « les rois d'Alger » en raison de leur fortune et leur omnipotence. Les deux complices ont su profiter largement de l'opération tant dans les prix que dans les conditions financières, se réservant en particulier de fructueux intérêts pour le règlement de la dette.

Au fil des années, le dey et ses successeurs se trouvent avec un prêt non remboursé et les deux associés avec des arriérés de plus en plus élevés. Les négociations traînent sous l'Empire, coupées de quelques versements.

La Restauration s'efforce d'éclairer l'imbroglio. Le ministère nomme une commission. Les héritiers Bacri reviennent à la charge et reçoivent des acomptes. Le dey Hussein, quant à lui, ne voit rien venir. Il écrit à Paris et c'est la fameuse scène du 30 avril 1827 entre le dey d'Alger et le consul de France.

Les versions des deux antagonistes sont évidemment bien dissemblables. Pierre Deval, dans son rapport au ministre des Affaires étrangères, relate ainsi la scène :

« Le Dey me demande :

» – Pourquoi votre ministre n'a-t-il pas répondu à la lettre que je lui ai écrite ?

» – J'ai eu l'honneur de vous porter la réponse aussitôt que je l'ai eue.

» – Pourquoi ne m'a-t-il pas répondu directement ? Suis-je un manant, un homme de boue, un va-nu-pieds ? Mais c'est vous qui êtes la cause que je

n'ai pas reçu de réponse de votre ministre ; c'est vous qui lui avez insinué de ne pas m'écrire ! Vous êtes un méchant, un infidèle, un idolâtre !

» Et se dressant de son siège, il me frappe de trois coups violents de chasse-mouches. »

Le ton du dey est tout autre :

« Vers la fin du Ramadan, Deval vint me faire une visite officielle, suivant l'usage. Je me plaignis à lui de n'avoir pas de réponse à quatre lettres écrites par moi au roi de France ; il me répondit – le croirez-vous ? :

» – Le roi a bien autre chose à faire que d'écrire à un homme comme toi !

» Cette réponse grossière me surprit. L'amitié ne donne pas le droit d'être impoli. J'étais un vieillard qu'on devait respecter, et puis j'étais le dey ! Je fis remarquer à Deval qu'il s'oubliait étrangement. Il continua à me tenir des propos durs et messéants ; je voulus lui imposer silence, il persista.

» – Sortez, malheureux !

» Deval me brava en restant, et ce fut au point que, hors de moi, je lui donnai, en signe de mépris, de mon chasse-mouches au visage. Voilà l'exacte vérité.

» Il existe beaucoup de témoins de cette scène qui pourront dire jusqu'à quel point je fus provoqué, et ce qu'il me fallut de patience pour supporter toutes les invectives de ce consul, qui déshonorait ainsi le pays qu'il représentait. »

Il est bien difficile, eu égard à la connaissance que l'on a de la probité des deux individus, d'affirmer qui a tort et qui a raison. Un geste a eu lieu, mais dans quel contexte ? Il n'est certes pas conforme aux usages protocolaires, du moins apporte-t-il une ouverture à certains ministres de Charles X.

Le dernier frère de Louis XVI poursuit son règne falot en proie à une opposition de plus en plus pressante. Les libéraux assiègent un trône dont l'absolutisme paraît d'un autre siècle. Dans l'entourage royal, certains plus clairvoyants ont conscience du danger. Ce camouflet d'Alger, bien exploité, pourrait rehausser le prestige royal, faire taire les plus mécontents et attirer le cœur du peuple.

Charles X prend une demi-mesure. Il envoie une division navale – treize bâtiments – dans les eaux algéroises pour évacuer les résidents français et exiger des excuses officielles.

D'excuses, il n'en est pas question.

Le roi de France ordonne alors le blocus d'Alger. En représailles, Hussein fait détruire les établissements français de La Calle par le bey de Constantine. Les mois passent ainsi et les felouques barbaresques au faible tirant d'eau se faufilent aisément entre le rivage et les navires à fleur de lys.

En août 1827, le capitaine de vaisseau Collet, qui commande la division navale, conscient de la vanité de ses efforts en raison de la faiblesse de ses moyens, propose purement et simplement un débarquement pour investir la ville et rappelle :

« Le colonel du génie Boutin, qui fut envoyé à Alger en 1806 et 1807[1] pour examiner la place et ses environs, doit avoir déposé au ministère de la Guerre des mémoires sur le résultat de son travail et de ses observations.

» Alger, depuis cette époque, n'a rien changé à ses moyens de défense du côté de la terre. »

L'idée d'un débarquement est relancée. Le travail de Boutin trouve écho vingt ans après.

A Paris, les dirigeants sont partagés. Les amiraux sont sceptiques, même hostiles. Ils évoquent Charles Quint et les Anglais. Le ministre de la Marine est favorable, mais plus encore son collègue de la Guerre, M. de Clermont-Tonnerre. Ultra, celui-ci souhaite la guerre pour que sa faction se maintienne au pouvoir. Il va se faire l'avocat du projet devant le Conseil du roi :

« L'esprit turbulent et léger de notre nation a, de temps en temps, besoin de quelque circonstance, hors de l'ordre commun des choses, qui vienne occuper des imaginations trop ardentes. Il n'est pas inutile de rappeler à la France que la monarchie légitime ne garantit pas seulement le pays des invasions étrangères, mais qu'elle sait aussi faire flotter ses étendards dans les contrées lointaines. »

Politique, il conclut :

« Si, au contraire, un résultat glorieux vient couronner cette entreprise, ce ne sera pas pour le roi un léger avantage que de clore la session de 1828 et de demander ensuite des députés à la France, les clés d'Alger à la main ! »

La position du Premier ministre, Villèle, qui est contre, rallie la majorité. Charles X, pourtant personnellement favorable, ajourne le projet.

Les élections annoncées par Clermont-Tonnerre ne sont pas heureuses pour les hommes en place et Villèle doit démissionner. Pendant ce temps, le blocus se poursuit, stérile et coûteux, et l'affaire d'Alger reste à résoudre.

Pourquoi pas par la négociation ? Cette formule aurait pour avantage de ne point heurter l'Angleterre, toujours chatouilleuse sur ce qui se trame entre Gibraltar et Malte. En août 1828, des contacts ne débouchent que sur un échange de prisonniers. Le dey ne cède pas sur le fond, refusant de s'humilier devant la France quel qu'en soit le prix. Un diplomate, Sarde, s'en mêle durant l'été. Même réplique.

Au début de 1829, l'opposition à la Chambre a beau jeu de railler la politique algérienne :

« Voilà deux années que nos bâtiments, sans connaître d'hivernage, restent à bloquer les parages d'Afrique et pourquoi ? Pour saisir en deux années cinq à six mauvais petits corsaires, les seuls qui soient sortis d'Alger. De sorte que la Marine a déjà dépensé plus de millions à cette croisière qu'elle n'a capturé de barques valant au plus 20 000 francs pièce. Voilà l'absurde guerre à laquelle on réduit nos marins. »

Le 17 juin, le blocus tourne mal. Un petit détachement de marins français poursuivant un corsaire est poussé à la côte par la lame. Attaqués par une multitude, vingt-quatre hommes, dont deux officiers, sont massacrés sur le rivage. Leurs cadavres sont mutilés, leurs têtes coupées. Un seul matelot, Martin, doit la vie à un Algérien magnanime.

Si, dans la capitale de la Régence, des réjouissances célèbrent ce massacre, à Paris le ton monte. Les ultras, qui en tiennent toujours pour l'intervention, trouvent un argument de poids.

Le 2 août, le nouvel envoyé français, La Bretonnière, venu une fois de plus réclamer des excuses du dey, s'attire une réponse cinglante :

« J'ai de la poudre et des canons ; puisque nous ne pouvons nous entendre, vous êtes libre de vous retirer. Vous êtes venu sous la foi du saufconduit, je vous permets de sortir sous la même garantie. »

Pis encore pour l'orgueil national, les deux bâtiments entrés dans la rade sous couvert du pavillon diplomatique se voient raccompagnés par quatre-vingts coups de canon dont certains portent, mais fort heureusement n'atteignent personne.

Dignement, les vaisseaux français s'éloignent sans riposter, forts de leur bon droit, mais ce dernier éclat emporte l'adhésion royale :

« Plus de concessions ! »

Une nouvelle équipe ministérielle animée par le prince de Polignac vient de se mettre en place. A ces ultras parmi les ultras il revient de régler

l'affaire d'Alger dans le sens de l'intérêt de la dynastie en employant la force.

De ce nouveau gouvernement un triumvirat émerge : Polignac, Bourmont, La Bourdonnaye. Des noms emplis d'histoire. Polignac, c'est l'émigration. Bourmont, la trahison avant Waterloo, La Bourdonnaye, la terreur blanche en 1815. Devant eux, l'opposition peut se déchaîner et le *Journal des débats* écrire :

« Coblenz, Waterloo, 1815, voilà les trois principes, les trois personnages du ministère. Prenez, tordez ce ministère, il ne dégoutte que chagrins, malheurs et dangers. »

Le ton est donné. L'opposition ainsi poursuivra le ministère dans ses hommes et dans ses œuvres et en particulier dans l'expédition d'Alger qui n'a pas encore commencé.

Polignac, nouveau Premier ministre donc, lance un dernier pion diplomatique. Il se tourne vers Méhémet Ali, vice-roi d'Egypte, qui depuis longtemps a des vues sur Tunis et Alger devant l'effacement de son souverain légitime, le sultan. Le Maghreb risque de connaître un autre envahisseur, venu d'Orient. Les négociations échouent pour une question de gros sous et Alger continue de narguer Paris. Pour s'en sortir, il ne reste plus qu'à s'y rendre en force.

Encore faut-il sur le plan international assurer ses arrières.

La Prusse, l'Autriche, la Russie, les grands de l'heure, approuvent sans commentaires particuliers. La Hollande se réjouit de voir châtier un pays qui a mis son consul aux fers en 1808. Les pays latins, souvent menacés par les pirates barbaresques, espèrent tirer profit pour leur commerce. Encore et toujours l'hostilité de l'Angleterre aux entreprises françaises est à vaincre. Les échanges entre les diplomates sont peu amènes. Charles X, pour une fois affermi, tranche : l'expédition aura lieu.

La mise en place commence. Un ordre du 9 février 1830 des ministres de la Guerre et de la Marine organise l'armada. Il y aura 104 bâtiments de guerre et le corps expéditionnaire comprendra 37 617 hommes dont 30 852 fantassins répartis en trois divisions commandées par les généraux Berthezène, Loverdo et Des Cars. Les cavaliers seront 536, les artilleurs 2 333, et les sapeurs 1 311. Les états-majors soignent leurs préparatifs dans le détail. Sur les listes de départ, des hommes qui vont bientôt se faire un nom sur la terre africaine : Changarnier, Lamoricière,

futurs généraux, et d'autres encore futurs maréchaux : Mac-Mahon, Pélissier, Vaillant.

La grande question agitant les ministères est celle du haut commandement. Les amiraux, de tout temps hostiles à l'entreprise, déclinent l'honneur ; en revanche, dans l'armée de terre, les postulants ne manquent pas.

Préfet maritime de Brest, le vice-amiral Duperré est désigné pour prendre la tête de la flotte. Marin solide et habile, il jouit, en dépit d'un caractère difficile, d'un prestige mérité par ses campagnes napoléoniennes. Il a infligé des pertes sensibles aux Anglais aux Indes et, en 1812, il s'est illustré par sa défense de l'Adriatique.

Le poste de commandant en chef pose d'autres problèmes de préséance. Parmi les possibles, des maréchaux d'Empire : Marmont, Gouvion Saint-Cyr, Molitor et des généraux plus jeunes : Gérard, Clauzel, Reille.

La faveur royale – celle du dauphin, le duc d'Angoulême surtout – désignera l'élu. Le 19 avril 1830, paraît au *Moniteur* l'ordonnance suivante :

« Sur le rapport de notre président du Conseil des ministres, et sur la présentation de notre bien-aimé fils le dauphin, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : Notre très aimé et féal comte de Bourmont, pair de France, ministre secrétaire d'Etat au département de la Guerre, est nommé commandant en chef de l'armée d'expédition en Afrique. »

C'est un beau tollé, surtout dans l'opposition déjà dressée contre l'expédition. Qui est ce comte de Bourmont ainsi désigné à une gloire future ?

Cet aristocrate de cinquante-sept ans – il est né en 1773 – a un passé chargé. Il y a des ombres, pour ne pas dire des taches dans sa vie.

Royaliste convaincu, il a été un chouan valeureux sous la Révolution. Proscrit, en 1807 au Portugal, par mobile patriotique semble-t-il, il rejoint les troupes de Junot attaqué par les Anglais. Rallié à l'Empire, il se bat courageusement. En 1814, général de division, il défend Nogent avec héroïsme, mais se félicite du retour des Bourbons. A nouveau dans l'armée impériale en juin 1815, il déserte la veille de Waterloo. Il viendra par la suite témoigner à charge au procès du maréchal Ney. En 1830, il est, doit-on le rappeler, ministre de la Guerre sous Polignac.

Ces positions *a priori* contradictoires ne peuvent laisser indifférent. Les passions se déchaînent sur son nom. N'a-t-il point eu trop d'habileté et pas

assez de rectitude ?

Témoignage de l'état d'esprit à son égard, ce refrain que fredonnent les soldats du corps expéditionnaire partant se regrouper à Toulon :

Alger est loin de Waterloo
On ne déserte pas sur l'eau.
De notre général Bourmont
Ne craignons point de désertion.

Le commandant en chef désigné n'a cure de ces humeurs. Il rallie lui aussi Toulon pour veiller à la préparation de l'expédition qui sera également une affaire de famille. Ses quatre fils partent avec lui.

Les tâches militaires ne le détournent pas des autres obligations plus générales de sa mission. Le 13 mai, il prend connaissance de la circulaire envoyée la veille par son souverain aux puissances internationales :

« Le roi est fortement résolu à ne pas poser les armes, à ne pas rappeler ses troupes d'Alger que ce double but (venger l'honneur du pavillon et se garantir d'agressions ultérieures) n'ait été atteint et suffisamment assuré ; et c'est pour s'entendre sur les moyens d'y parvenir en ce qui concerne les intérêts généraux de l'Europe, que Sa Majesté a fait annoncer à ses alliés, le 12 mars dernier, son désir de se concerter avec eux dans le cas où le gouvernement actuellement existant à Alger viendrait à se dissoudre au milieu de la lutte qui va s'engager. On rechercherait alors en commun quel serait l'ordre des choses nouveau qu'il serait convenable d'établir dans cette contrée pour le plus grand avantage de la chrétienté. »

La position française n'est donc claire que sur un point : la France va à Alger. Sur ce qui se passera par la suite, les desseins sont encore flous.

Bourmont reçoit néanmoins quelques instructions plus confidentielles et plus précises, signées Polignac :

« La France renonce à toute prétention sur les autres points de la côte, à l'ouest du cap Rouge, qu'elle a occupés autrefois. En échange de cette renonciation et pour indemniser la France des préjudices qu'elle a éprouvés par la destruction du fort de La Calle, le dey cède à Sa Majesté Très Chrétienne la ville de Bône et un rayon de dix lieues autour de la ville. »

Il lui est également notifié :

« La destruction des fortifications d'Alger est aussi mentionnée dans vos instructions, monsieur le Comte, comme l'une des conditions de la paix. Il est bien entendu, toutefois, que cette condition ne devra recevoir

d'exécution qu'au moment où nos troupes auraient à évacuer la ville d'Alger, sur un nouvel ordre du roi ; jusque-là, il importe, au contraire, de conserver et d'entretenir tous ces ouvrages qui peuvent contribuer à la sécurité de la garnison et des habitants. »

Destruction du nid de corsaires – Alger – mainmise sur une base stratégique – Bône – semblent donc les objectifs essentiels du gouvernement royal après avoir, bien sûr, lavé le vieil affront infligé au consul trois ans plus tôt.

Si l'opération réussit, et le nécessaire paraît fait dans ce sens, la monarchie aura affermi sa position. Que n'a-t-elle à gagner !

De la gloire pour le royaume ! Les Français cocardiers y sont sensibles. Du prestige vis-à-vis des grandes puissances de la chrétienté en annihilant un gêneur séculaire ! De surcroît, la France s'imposera en Méditerranée en dépit du vieil adversaire, l'Angleterre. L'enjeu en vaut la peine. Alger vaut bien une croisade même politique.

Le 11 mai, l'embarquement des troupes commence. Le 16, il est quasi terminé. Le vent et la mauvaise humeur de Duperré retardent le signal du départ. Enfin, dans la soirée du 24, le mistral se lève. A 2 heures du matin, l'amiral donne enfin l'ordre d'appareiller. Au total, 103 bateaux de guerre, 665 bâtiments de commerce avec à leur bord 65 000 hommes et 2 968 bouches à feu prennent la mer.

Cette fois, le sort en est jeté. En cette aube du 25 mai 1830, la France part pour l'Algérie. Se doute-t-elle qu'elle va y rester cent trente ans ?

---

1 Collet se trompe d'année. Boutin était en Algérie en 1808.

Chapitre IV

L'ALGÉRIE DE 1830

Quel est exactement, en 1830, ce pays vers lequel voguent les Français ? Où en est-il ? De quoi et comment vit-il ? Les récits et chroniques des nouveaux arrivants permettent de le situer, encore que des incertitudes demeurent surtout sur sa population réelle.

La Régence est un vaste quadrilatère d'environ mille kilomètres de front sur deux cents de profondeur. Ce pays, accroché à la Méditerranée par près de douze cents kilomètres de côtes, a ainsi une superficie de l'ordre des deux cinquièmes de la France. Dans ce survol n'est évidemment pas décompté l'espace saharien qui, à l'époque, ne relève d'aucune puissance et encore moins des Turcs.

Sa longue façade maritime devrait en faire un pays tourné vers la mer. Il n'en n'est rien. Il est un pays de terriens à l'exception des corsaires qui représentent une infime minorité, si turbulente soit-elle Le relief et le tempérament des habitants le veulent ainsi.

Ce caractère continental s'affirme très vite en pénétrant dans l'intérieur. A quelques milles du rivage, plus rien ne rappelle la mer encore proche, pas même la végétation qui se raréfie en poussant plus avant. C'est dire aussi combien les contrastes s'accusent. A la broussaille impénétrable succède sans transition l'horizon desséché. Rien n'est vraiment figé et les paysages alternent comme des clichés.

Le voyageur débarqué dans la rade de Stora croit prendre pied sur la terre du maquis corse. Une vallée, noyée dans la verdure et drainée par un oued au cours irrégulier, le mènera aux premières croupes dénudées de la chaîne numidique. Avant de grimper jusqu'à Constantine flanquée sur son rocher et de dominer l'abîme du Rhumel, son regard s'attardera longtemps sur les vapeurs montant des hammams[1], ces curiosités naturelles si fréquentes. Sur le plateau, il pourra emballer sa monture et rêver à des cieux sans fin. Puis il

retrouvera la montagne, ses cèdres et ses pins, et à El-Kantara, à moins de 250 kilomètres à vol d'oiseau de son point de départ, il verra frémir les palmiers du désert saharien.

*
* *

Les géographes présentent souvent l'Algérie comme une succession de grands ensembles plus ou moins parallèles à la côte : Atlas tellien, hauts plateaux, Atlas saharien et enfin immensité désertique du Sahara. Cette présentation a du vrai mais elle rend mal la complexité d'un pays fait de zones très compartimentées et très typées.

Il est d'abord une dominante climatique du Maghreb, pays du midi : son soleil. A cette évidence répond une donnée trop souvent oubliée : son relief. A ce titre, Lyautey a pu dire : « L'Afrique – l'Afrique du Nord s'entend – pays froid où le soleil est chaud. » Ainsi, à Sétif, au carrefour de la citadelle en plein centre ville, à 1 100 mètres d'altitude, la chaleur accablante de juillet-août laisse place à la rigueur de janvier. Souvent plus d'une dizaine de centimètres de neige recouvrent les chaussées.

Il y a en fait par-delà une certaine homogénéité due à ces deux éléments essentiels, soleil et altitude, deux visages de l'Algérie : l'occidental et l'oriental, séparés arbitrairement par le méridien d'Alger.

A l'ouest, les stries des géographes apparaissent nettement. L'Atlas tellien s'appelle : Ouarsenis, Atlas blidéen. Il est séparé de la mer par les chaînons côtiers : Dahra, Zaccar, Chenoua. Plus à l'ouest encore, vers le Maroc, ce sont les monts de Tlemcen. L'altitude reste modérée. Elle ne dépasse pas 2 000 mètres même si les dénivelées semblent tranchées entre les sommets et les plaines littorales comme la Mitidja.

Au centre de cette bande côtière s'étale la dépression d'Oran, vaste pénéplaine aux sebkras – étangs salés – et qui de la Méditerranée s'élève progressivement vers le Sersou et les hauts plateaux.

Dans un pays où les barrières naturelles se multiplient presque partout en s'enfonçant vers le sud, ces hauts plateaux sont une grande voie de communications d'est en ouest. Là est le pays des nomades, ces transhumants sans cesse à la recherche de pâturages. Là pousse aussi l'alfa, cette herbe à papier, dont la colonisation française fera une richesse.

L'Atlas saharien est l'épine dorsale du Maghreb. Son plissement sud-ouest nord-est coupe le pays en écharpe. Succession de sierras dénudées et quasi désertiques, elle présage l'immensité de l'erg.

L'Algérie orientale est plus diversifiée. Les deux Atlas se rejoignent pour pénétrer en fer de lance en territoire tunisien. L'un comme l'autre sont des blocs caractéristiques avec des populations aux caractères affirmés.

L'Atlas tellien, ici, se dénomme Kabylie. Traditionnellement, cette région se découpe en deux : Grande et Petite Kabylie. Le rôle joué sur le plan historique par ces ensembles impose de s'attarder.

La Grande Kabylie est un losange puissant de lignes de crêtes élevées pour le pays – 2 000 mètres environ –, coupées de vallées profondes. Elle domine comme un mur la très belle vallée de la Soummam qui de l'arrière-pays mène vers Bougie. Vu du sud, le massif du Djurdjura, coiffé par l'élégante pyramide de Lala Khradidja, a grande allure. En hiver ses blancs sommets lui donnent l'image d'un massif alpin. En ces montagnes vit l'importante concentration d'un peuple berbère sans doute, au teint très blanc, élément singulier du peuplement algérien par son importance et sa richesse, les Kabyles.

Passé la Soummam, vers l'est s'étend cette zone englobée sous le vocable de Petite Kabylie. Des subdivisions réelles existent. La Kabylie des Babors et des Bibans reste franchement montagneuse. Sur les flancs escarpés s'étagent parfois de magnifiques futaies.

De Djidjelli aux abords de Philippeville là est vraiment la Petite Kabylie, pays de moyenne dénivellation mais recouvert d'une végétation puissante. Cette Kabylie de Collo est la région la plus arrosée d'Algérie. Les précipitations y dépassent largement un mètre d'eau par an. A côté des chênes-lièges, richesse du pays, règnent les lentisques, les jujubiers, les arbousiers au fruit à saveur de fraise amère, les bruyères dont les boules noueuses des racines ont la résistance du métal. Cette Petite Kabylie est un véritable maquis naturel, constituant une zone de refuge idéale à l'abri de couverts difficilement pénétrables.

Dominant la plaine bônoise, petite Mitidja constantinoise, l'Edough, dernier massif kabyle, est un môle puissant tout aussi impénétrable. Ses sommets accrochent souvent les couches nuageuses, lui apportant fraîcheur et humidité.

Dans l'arrière-pays, les hautes plaines s'étranglent de plus en plus aux approches de la Tunisie. Comme celles d'Oranie elles appellent monotonie

et passage. A leur sud, elles se ferment par trois blocs montagneux qui ont toujours joué un rôle de bastion contre les envahisseurs : le Hodna, l'Aurès et les Nementchas.

Les monts du Hodna sont un mur entre les hautes plaines et la grande dépression des chotts qui mène vers le Sahara. Mais ils restent modestes car s'ils barrent l'horizon, ils défendent mal, pouvant se traverser et être encerclés.

Il est dans la nature des limites affirmées. L'oued El-Abiod, qui coule nord-sud, en est une. A l'ouest, l'Aurès est un pays vert. L'eau est souvent présente et avec elle la forêt, même clairsemée. A l'est de l'oued El-Abiod, les Nementchas sont arides. Seuls quelques filets d'eau bruissent au fond des gorges et encore sont-ils rares. La roche souvent éclatée fait le bonheur des géologues par sa diversité. Le sous-sol peut contenir des richesses sous un aspect parfois lunaire. Plus encore que l'Aurès, les Nementchas sont un désert livré à de modestes pasteurs.

Une couleur encore. Sur cette terre souvent surchauffée apparaît une blancheur nocive : le sel. Oh ! il n'est pas partout, mais dans les étendues planes l'évaporation intense le draine vers la surface du sol. Ce sont alors des zones mortes ou difficiles à récupérer comme les fameuses sebkhas d'Oran, déjà citées, ou les chotts des hauts plateaux, tel celui du Hodna allongé sur plus de cent kilomètres. La vie végétative s'en ressent. La culture devient difficile voire impossible. Seuls de maigres pâturages peuvent à la rigueur subsister.

Passé l'Atlas saharien, dont l'Aurès et les Nementchas sont un aspect, s'ouvre l'immensité lumineuse et fascinante du désert. Il n'appartient pas au Maghreb. La nature l'en différencie tout autant que l'histoire. Celle-ci voudra que la majeure partie de ces terres soient rattachées à l'Algérie par la France. Les Anglais alors se gaussaient :

« L'ergot du coq gaulois trouvera là un sol très sec pour gratter... »

Oui, c'est un sol bien sec même s'il n'en fut pas toujours ainsi. Il y a quelque huit millénaires, on le sait, le Sahara était un pays humide avec fleuves et forêts. Il est désormais le domaine de la pierre – le reg – ou du sable – l'erg – et de vieux massifs montagneux calcinés.

Ce Sahara ne peut être passé sous silence, non seulement à cause de ses richesses potentielles mais d'ores et déjà par son rôle lors de l'expansion française. Terre de refuge et de repli pour les uns, voie de pénétration vers les territoires africains pour les autres, ce pays sera convoité. En 1830, il est

encore bien pauvre partout. Dans les oasis, les sédentaires s'acharnent à défendre sans cesse une terre menacée par toutes les érosions. Vers le nord, les grands nomades chameliers, en perpétuelle transhumance, déplacent leurs maigres troupeaux.

Qu'importe cette austérité ! L'appel du sud sera toujours vivant. Attraction sans cesse renouvelée pour les guerriers, les aventuriers ou les mystiques de toute confession.

*

* *

Il est assez incertain d'estimer la population qui, en 1830, vit ou survit sur la terre algérienne. Le dey et ses vassaux ne se soucient guère de recensement et de statistiques. La mainmise française sur l'ensemble du pays ne sera effective que vingt ans après et encore. 800 000 habitants, avancés par certains, paraissent une estimation trop faible. Trois millions semblent un chiffre plus raisonnable[2]. Quatre-vingt-quinze pour cent sont des ruraux regroupés en 516 tribus[3].

Les villes sont modestes. Alger ne dépasse pas 30 000 âmes, Constantine 20 000. Il est quelques petites cités de 7 000 à 8 000 résidants, Blida, Tlemcen, Médéa. Les autres bourgades n'ont que deux à trois mille personnes. C'est peu. L'Algérie est un pays rural.

Quelle est la souche profonde de cette population ? Berbère sans doute si l'on excepte la communauté hébraïque. Les Arabes, on l'a vu, n'ont été qu'un apport, mais le pays en porte la marque. Il est arabisé. Les groupes ethniques se sont mêlés. La vieille souche berbère n'a résisté qu'en Grande Kabylie, dans l'Aurès, quelques reliefs montagneux et, en partie, en Petite Kabylie.

Est-il possible d'affirmer que les Berbères sont sédentaires et les Arabes nomades ? Ce serait aller trop loin pour expliquer les deux grands modes de vie car les autres sont marginaux. Le littoral maritime n'a pas développé d'activité autre que la course. D'industrie il n'y en a pas, hormis quelques constructions navales à Alger. L'artisanat du cuir et des étoffes n'est pas sans richesse mais reste limité. Sur le fond le pays vit de l'agriculture soit, donc de l'élevage et de la culture.

Autour des villes s'étalent de beaux vergers mais ils disparaissent très vite. Là où l'irrigation est possible surgissent les plantes maraîchères. Il y a

un peu de vigne, en Oranie surtout. Mais l'essentiel des revenus provient de l'abondance des oliviers et figuiers dans la partie septentrionale et du blé sur les hauts plateaux. Les méthodes toutefois sont restées archaïques ; aussi le rendement est-il faible, de 8 à 10 sans plus.

Si l'Algérie exporte des céréales, c'est parce qu'elle est relativement peu peuplée[4]. Les troupeaux sont nombreux, ceux d'ovins surtout. Pour les bovins, les bêtes sont de qualité et de robustesse inférieures à celles d'Europe car la pâture est souvent modeste. Anes et chevaux ne manquent pas et sont vigoureux.

La propriété revêt une forme complexe car la notion de possession n'a pas la rigueur du code Napoléon. Les *haouchs*, les grands domaines du dey, des beys, des hauts fonctionnaires représentent les grandes propriétés féodales avec leurs ouvriers agricoles à demeure payés par le cinquième du produit. Les communautés religieuses ont des biens propres, inaliénables, les biens habous. L'Etat possède des terres nommées *arel*. Les lots individuels forment les terres *melk*. Plus originale est la terre collective de la tribu : l'*arch*. Là, chacun peut faire paître son troupeau.

L'habitat reste misérable, tentes de poils de chameau pour les nomades, gourbis en terre sèche et parfois en pierre pour les sédentaires. Seuls les toits à tuiles rouges des villages kabyles serrés sur les lignes de crête témoignent d'un mieux-être relatif. Néanmoins, pour tous, les conditions de vie sont restées moyenâgeuses. L'hygiène est nulle. La mortalité enfantine élevée.

Mais l'Algérie est d'abord et avant tout une terre d'islam. La religion imprègne et codifie l'existence de chacun. Par-delà le rituel quotidien de la prière, au-delà du ramadan qui quarante jours par an perturbe l'activité, les mœurs sont régies par le *Coran*. L'autorité paternelle, le régime matrimonial ont été codifiés par le Prophète, tout comme la subordination féminine[5]. Cette dernière, cette mise sous tutelle de la femme, réduite au seul rôle de gardienne du foyer, claustrée dans les tâches domestiques, est essentielle. Le voile, qui dissimule le visage féminin aux regards étrangers, est lourd de symboles et de conséquences[6].

Européens et musulmans, une fois la conquête achevée, ne communiqueront pas véritablement. Les deux races ne pourront se pénétrer, les ménages se recevoir, les familles se côtoyer. Les liens charnels ne se noueront pratiquement jamais. Le mariage d'un chrétien et d'une musulmane – que le *Coran* interdit – n'interviendra que très rarement. « Ne

donnez pas vos filles aux associateurs (chrétiens) avant qu'ils ne croient ! » (*Coran* II 38.)

Les portes se fermeront même devant un ami pour dissimuler les femmes de la maison. Une des causes à long terme de l'échec de la présence française se situe là.

Enfin dans les plus grandes villes se regroupent les communautés israélites. Elles ont résisté à l'Islam et, on l'a vu, se sont renforcées des exilés d'Espagne. Acceptées ou tolérées suivant le cas – les pogroms existent ici aussi, ainsi en 1805 – elles comptent sans doute cinquante mille personnes. A Constantine vit l'un de ses noyaux les plus actifs. Certains de ces israélites, par leur talent ou leur habileté, se hissent à un haut niveau commercial comme les Bacri et Busnach de la créance du Directoire. Mais la majorité n'est qu'un petit peuple.

---

1 Sources chaudes.

2 Communication Yacono au congrès des sociétés savantes en avril 1954.

3 Enquête menée par les fonctionnaires et officiers français vers 1850.

4 A la fin du XVIII^{e} siècle un voyageur écrivait : « Les terres sont très fertiles mais plus de la moitié du royaume est en friche. »

5 « O Prophète, prescris à tes épouses, à tes filles et aux femmes des croyants de laisser tomber leur voile jusqu'en bas ; ainsi il sera plus facile qu'elles ne soient ni méconnues ni calomniées. » *Coran*, XXXIII 59.

6 Si le *Coran* accorde à l'homme et à la femme la même essence spirituelle, les mêmes perspectives éternelles « afin que Dieu à son tour introduise les croyants, hommes et femmes dans les jardins arrosés par des cours d'eau pour y rester éternellement » (*Coran* XLVIII 5 et 6.), en revanche ici-bas il ne les place pas sur le même rang. Il affirme nettement la supériorité de l'homme et par voie de conséquence la soumission obligée de la femme. « Les hommes sont supérieurs aux femmes à cause des qualités par lesquelles Dieu a élevé ceux-là au-dessus de celles-ci et parce que les hommes emploient leurs biens pour doter les femmes. Les femmes vertueuses sont obéissantes et soumises : elles conservent soigneusement pendant l'absence de leurs maris ce que Dieu a ordonné de conserver intact. Vous réprimanderez celles dont vous aurez à craindre la désobéissance ; vous les reléguerez dans les lits à part, vous les battrez ; mais dès qu'elles vous obéissent, ne leur cherchez point querelle... » (IV 38.)

Paroles sévères tempérées toutefois par l'amour et la tendresse que Dieu a établis entre les époux (XXX 10).

Chapitre V

1830-1900 : LA FRANCE S'IMPLANTE

Le 25 mai 1830, l'armada française, sous Bourmont, a donc enfin pris la mer. Six jours plus tard, elle arrive en vue des côtes algéroises. Va-t-on débarquer ? Non. La brise est forte, la Méditerranée agitée. L'amiral Duperré ordonne un repli et envoie les navires prendre un mouillage plus calme, à Palma, dans l'île de Majorque, aux Baléares.

Pourquoi retarde-t-il l'action ? Amiral en chef, sa responsabilité supporte-t-elle le souvenir du sort réservé par la tempête à une autre flotte, celle de Charles Quint, en 1541, dans ces mêmes parages ? Certains murmurent que le libéral Duperré a plus tendance à freiner qu'à pousser une opération dont il a pleinement conscience des dessous politiques.

Mais le temps se calme, la mer s'assagit. On appareille de nouveau et revoici la côte algérienne. Dès lors, le plan de Boutin, qui a 22 ans d'âge, va être appliqué fidèlement.

Boutin avait choisi la presqu'île de Sidi-Ferruch comme lieu de débarquement. C'est une pointe bien dessinée, s'avançant au large de quelque 1 200 mètres et dont la base peut être facilement isolée du continent.

Le 14 juin, au matin, sur la face ouest de la presqu'île à l'abri du vent, l'armée de Bourmont commence à mettre pied à terre. La résistance est faible. Une redoute au cœur du dispositif adverse est vite enlevée. Le 16, le gros des troupes a débarqué. La marche vers Alger peut s'engager.

Contre les Français, l'agha Ibrahim, gendre du dey, a rassemblé environ 50 000 hommes. Autour du noyau de la milice turque, il y a des Arabes, des Kabyles et des Koulouglis, ces métis de Turcs et de femmes algériennes. Le choc principal a lieu à Staouéli, à une lieue de Sidi-Ferruch. Dans une rencontre de ce genre une armée à l'européenne, bien encadrée avec feux

d'artillerie, se doit d'avoir l'avantage. L'agha Ibrahim bat en retraite avant d'aller affronter les foudres de son beau-père, le dey.

Fort de ce succès, Bourmont est en mesure de poursuivre sa progression toujours suivant le plan Boutin. Celui-ci a désigné le futur objectif : Fort-l'Empereur, cette forteresse bâtie sur l'emplacement d'un campement de Charles Quint, d'où son nom. Dès le 1er juillet, la place est investie, la tranchée engagée, la canonnade nourrie contre les vieux murs. Brutalement, le 4 juillet vers 10 heures, après que l'on eut vu des Turcs s'esquiver, une violente explosion se fait entendre, perçue jusqu'à Sidi-Ferruch à 30 kilomètres de là. Les derniers défenseurs viennent de se faire sauter. Dès lors, les jeux sont faits. Les voltigeurs français dominent la ville. Il ne reste plus au dey qu'à négocier pour sauver ce qui peut l'être.

Le 5 juillet, l'acte de capitulation est signé. Il est essentiel. Certes, il implique un changement de souveraineté mais plus encore il détermine ce que sera la politique française vis-à-vis de l'Islam algérien à l'avenir.

Voici ce texte que signe Hussein Dey avant de partir pour l'exil, à Livourne d'abord, à Naples ensuite :

« Le fort de la Kasbah, tous les autres forts qui dépendent d'Alger et le port de cette ville seront remis aux troupes françaises ce matin à 10 heures (heure française). Le général en chef de l'armée française s'engage envers S.A. le dey d'Alger à lui laisser la liberté et la possession de ce qui lui appartient personnellement. Le dey sera libre de se retirer avec sa famille et ce qui lui appartient dans le lieu qu'il fixera, et tant qu'il restera à Alger il y sera, lui et toute sa famille, sous la protection du général en chef de l'armée française ; une garde garantira la sûreté de sa personne et celle de sa famille.

» Le général en chef assure à tous les soldats de la milice les mêmes avantages et la même protection. L'exercice de la religion mahométane restera libre ; la liberté des habitants de toutes les classes, leur religion, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte ; leurs femmes seront respectées, le général en chef en prend l'engagement sur l'honneur. L'échange de cette convention sera fait, avant 10 heures, ce matin, et les troupes françaises entreront aussitôt après dans la Kasbah, et successivement dans tous les autres forts de la ville. »

Le 5 juillet 1830 à 12 heures – Hussein Dey a gagné un léger sursis – les troupes françaises victorieuses se présentent aux portes de la ville. Alger devient française. La cité barbaresque a donc vécu. Charles X ne profite

guère du succès de ses armes. Les « trois Glorieuses » en la fin de ce mois qui a vu tomber Alger donnent au dernier frère de Louis XVI un successeur *a priori* plus libéral. Une monarchie bourgeoise, dont les fils seront de vrais soldats, s'installe aux Tuileries.

Dans l'héritage, il y a Bourmont et ses troupes installés de l'autre côté de la Méditerranée. Le commandant en chef, qui vient d'être nommé maréchal, n'hésite pas. L'ancien chouan s'exile à nouveau. Il est remplacé par un rescapé de l'Empire : Clauzel. Celui-ci inaugure la longue lignée des gouverneurs généraux qui, au hasard de leur talent ou non, des directives ministérielles ou non, vont conduire ce qu'il est possible d'appeler la politique algérienne.

Il n'est pas du ressort de cet ouvrage de relater ce que fut l'implantation militaire, c'est-à-dire la conquête et la colonisation, c'est-à-dire le peuplement européen. Ces deux grandes étapes ont leurs adversaires et leurs partisans. Elles ont leur gloire et leurs taches. Elles ont leurs victimes et leurs martyrs. Elles débouchent sur un pays nouveau bien différent de celui de 1830. Elles enracinent la semence profonde de ce que sera l'Algérie de 1954. A ce titre elles méritent un éclairage même sommaire.

*

* *

La France est en Algérie. On sait assez bien pourquoi elle a franchi la Méditerranée, en revanche, on s'interroge assez peu pour savoir pourquoi elle y demeure. Les objectifs recherchés ne sont-ils pas atteints ? La piraterie est mise à la raison, l'affront vengé. L'armée royale et par elle la dynastie ont glané la gloire voulue. Le changement monarchique peut engendrer une autre politique d'autant que l'affaire finit par être coûteuse en hommes, même si le butin a payé les frais de l'expédition. Près de 6 000 morts à la fin de juillet 1830, tués et surtout victimes des maladies. Tous les esprits de surcroît ne sont pas favorables à l'aventure algéroise. L'opposition à la Chambre se déchaîne.

La nature humaine n'est pas portée à rendre ce qu'elle a conquis et dans cette mainmise sur la côte algérienne bien des intérêts trouvent leur compte. Louis-Philippe n'est point hostile à cette expansion nationale qui permet à ses fils et à la maison d'Orléans – la branche « illégitime » des Bourbons – de se mettre en valeur, aussi bien en France qu'à l'étranger. Les militaires,

qui s'ennuient en temps de paix, trouvent un champ de bataille approprié à leurs aspirations et à leurs ambitions. Les hommes d'affaires approchent avec satisfaction un nouveau marché. L'opinion publique, dans la mesure où on la perçoit vraiment, n'est pas hostile. Bien des braves gens apprenant l'existence d'un nouveau monde avec ses promesses se laisseront tenter. La France, qui fut, au début du XIX^{e} siècle, la nation la plus peuplée d'Europe, trouvera des bras pour l'outre-Méditerranée. En fond de tableau, enfin, de grands courants de pensée se félicitent : de l'Eglise catholique, qui escompte une terre de mission, aux saints-simoniens, dont l'influence économique va croissant.

La grande question initiale ne sera pas de savoir si l'on doit ou non rester. Elle est vite relayée par une autre : « Quelle occupation ? » Faut-il s'en tenir à l'occupation restreinte, c'est-à-dire Alger et les ports du littoral[1], ou développer la conquête par une occupation généralisée englobant l'arrière-pays ? Les faits – et les généraux – en décideront.

La France, pour stabiliser sa présence, devra aller de l'avant c'est-à-dire vers l'intérieur du pays. Cette progression la conduira tout naturellement jusqu'aux frontières tunisiennes et marocaines avant de la voir s'enfoncer dans les confins sahariens. La sécurité de la nouvelle province imposera même de plus larges interventions au Maghreb, en Tunisie d'abord, au Maroc ensuite. Lyautey commencera sa carrière africaine à Aïn-Sefra, dans le Sud oranais, avec pour mission de veiller sur un territoire algérien harcelé par des Berbères marocains descendus du Tafilalet. Cela le mènera à Rabat. Le Maghreb, en dépit de ses diversités, est un tout. La guerre d'indépendance le rappellera.

*

* *

La pacification, pour être effective en totalité, exigera au moins cinquante ans, car si Bugeaud, en 1847, au terme d'un proconsulat heureux, laisse un pays en gros pacifié, des zones de dissidence subsistent. Elles ne seront matées que progressivement. Des révoltes se produiront aussi par la suite, ainsi celle du caïd Mokrani en Kabylie en 1871.

Dans cette lutte de plusieurs décennies un adversaire se dégage : l'émir Abd el-Kader. Mystique et croyant, il donnera à son combat un caractère

non seulement national, mais plus encore religieux. Sa foi anime sa résistance.

Au général Trézel, il proclame : « Ma religion ne me permet pas de laisser des musulmans sous la domination chrétienne. »

A Léon Roches, un Européen islamisé de son entourage, il déclare : « Je suis contraint de faire la guerre aux chrétiens pour défendre notre sol, nos femmes, nos enfants et plus que tout cela, notre religion, et cette guerre est une guerre sainte. »

Il dira aussi : « Lorsqu'on est chrétien, on doit vivre avec les chrétiens ; lorsqu'on est musulman, on doit vivre avec les musulmans et c'est un crime de cohabiter avec les chrétiens. »

L'islam, cette grande force que d'autres après lui prendront comme drapeau de leur révolte ! Ainsi Bou-Beghla, l'homme à la mule, ainsi Bou-Hamama, l'homme au turban. C'est dire la force et l'impact de la religion sur les masses de ce pays.

Abd el-Kader, en dépit de son courage et de son intelligence, échouera. Tel Vercingétorix, il ne pourra rallier tous les siens autour de lui. Les défections seront nombreuses, querelles de personnes, querelles d'intérêt, qui feront le jeu des Français.

Cette guerre, sainte pour les uns, patriotique pour les autres par son entreprise d'extension nationale, est menée avec rudesse pour ne point dire brutalité. Il n'y a pas génocide mais guerre totale. Les troupes françaises n'hésitent pas à pratiquer la politique de la terre brûlée pour mettre à genoux les tribus. Ce moyen d'action s'érige parfois en tactique officielle et Bugeaud lui-même ne craint pas de la préconiser. Sur le terrain, dans le feu du combat, tous les expédients sont bons. Des groupes entiers sont exterminés par asphyxie dans des grottes sur les ordres de Pélissier ou de Saint-Arnaud. Bugeaud a dit :

« Si ces gredins se retirent dans leurs cavernes, fumez-les à outrance comme des renards ! »

Pélissier, dans la région de Miliana, laisse derrière lui près de 500 cadavres ainsi enfumés.

L'autre camp n'est pas en reste. En 1839, lançant sa révolte, Abd el-Kader fait razzier la Mitidja. Personne n'est épargné. Civils, femmes, enfants tombent sous les coups. Après le sort malheureux de la colonne Montagnac – rehaussé par l'héroïsme des défenseurs du marabout de Sidi-Brahim – les hommes de l'émir décapitent plus de deux cents prisonniers, la

plupart blessés. Ils promènent les têtes dans des paniers en guise de trophées.

De cette lutte sauvage il restera des traces dans les campagnes bien des années durant. Plus d'une moukère menacera ses yaouleds indisciplinés de les livrer aux Français[2] !...

*

* *

De ces combats et dans leur prolongement naît une nouvelle armée française, celle qu'on appellera l'armée d'Afrique.

Le corps de bataille de Bourmont s'est présenté devant Alger ainsi que sur un théâtre d'opérations européen. Les Turcs ayant joué le jeu, le succès put être acquis, mais les premiers engagements dans l'intérieur relèvent d'une tout autre tactique. Face à un adversaire dont le nombre et la mobilité sont les atouts essentiels, la lourdeur d'une troupe de ligne, quelle que soit sa solidité, n'implique pas obligatoirement la victoire. L'armée est à repenser dans ses effectifs et ses méthodes.

Clauzel, le premier, lance l'idée de recruter des indigènes, se rappelant en cela l'exemple turc. Il fait appel, comme les deys, à la tribu des « Zouaouas », d'où un premier régiment dit de zouaves. Le recrutement n'a guère d'écho et l'expérience avorte. Les zouaves seront en fait des Européens. Ils auront vite leur heure de gloire.

Cette tentative est reprise. Naissent les tirailleurs algériens, les fameux « turcos », qui feront école et ne manqueront pas d'engagés. Troupe musulmane par excellence, les tirailleurs auront leur capitale, Blida, la garnison du 1er R.T.A., le premier régiment de tirailleurs algériens.

En 1831, un édit célèbre de Louis-Philippe crée la légion étrangère : « Il sera formée une légion composée d'étrangers. Cette légion portera le nom de légion étrangère. » Cette troupe, dans la lignée des anciens mercenaires étrangers des armées royales de l'Ancien Régime, est appelée à résider hors de France. Elle connaîtra rapidement la renommée sous le commandement des colonels Bernelle et Combe. Camerone au Mexique, Tuyen-Quang au Tonkin, Verdun, Dien-Bien-Phu, Bir-Hakeim, la légion sera de toutes les grandes actions de l'armée française.

On crée aussi des bataillons d'infanterie légère d'Afrique. Ils accueilleront les fortes têtes – les « zéphirs » – qui sauront combattre avec honneur.

Face aux cavaliers arabes rapides et insaisissables, la cavalerie s'allège. Dès 1831, chasseurs d'Afrique, unités mixtes, spahis à recrutement spécifiquement indigène sont mis sur pied. Ils ont grande allure, ces spahis algériens, à l'heure des parades et des cavalcades avec leur grand burnous, leur veste rouge et leur turban blanc. Leurs virevoltes sur leurs pur-sang rappellent combien, au baroud, ils sont de redoutables sabreurs.

Ainsi, sur la terre d'Algérie, au long des combats de la conquête et de la pacification, s'élabore cette armée d'Afrique qui prendra part aux grandes batailles du pays. Nerveuse, rapide, elle excelle dans les colonnes, les attaques audacieuses, les engagements brefs, les folles poursuites. Peut-être perd-elle un peu le sens de la manœuvre et des servitudes logistiques d'un conflit entre grandes puissances, contrairement à sa sœur métropolitaine plus ancrée dans les marches de l'est et rivée à la ligne bleue des Vosges. Forgée au soleil, éprise de faste et de panache, elle rêve de large et d'aventure. Fantasque sans doute, turbulente parfois, elle sera généreuse au combat. Multiraciale enfin, elle offrira presque toujours un visage humain à ceux qui servent en ses rangs, d'où l'attachement que les anciens combattants musulmans montreront dans l'ensemble, à travers elle, à la mère patrie.

*

* *

Le débarquement français a trouvé l'Algérie pratiquement vide d'Européens. Ceux-ci ne vont pas tarder à venir tenter leur chance dans cette nouvelle France. Au fil des ans, pendant un demi-siècle, ils arriveront de plus en plus nombreux, puis ils feront souche. Le courant migratoire sera irrégulier, fait de volontariat ou de contrainte, lié souvent aux fluctuations politiques ou sociales des pays d'origine.

Quelques mois après la prise d'Alger, ils sont déjà trois cents ces nouveaux venus, en majeure partie cabaretiers, gargotiers, d'où le dédain des traîneurs de sabre pour ces « vendeurs de goutte ». Les centaines vont en peu de temps se transformer en milliers. Vingt ans plus tard, les statistiques officielles, avec une précision pour le moins suspecte, annoncent – le 31 mars 1849 – Algérie, colonie française peuplée de :

– Indigènes : 2 598 517 (l'interrogation ici reste possible)

– Européens : 117 360,
soit :
Français : 54 958
Espagnols : 35 222
Italiens : 8 113
Allemands : 6 040
Suisses : 3 237
Anglo-Maltais : 8 908
Anglais : 882

Si le chiffre des indigènes doit être regardé avec prudence, celui des Européens rejoint la vérité. Il atteste bien du caractère méditerranéen du peuplement, les Latins – Espagnols, Italiens, Maltais – équilibrant sensiblement l'apport français, lui-même en large part méridional, rappelons-le.

Avec l'extension de la pacification les chiffres vont gagner en authenticité – surtout pour les musulmans – en même temps que la population s'accroît :

	Européens	Musulmans	TOTAL
1856	180 300	2 307 000	2 487 300
1876	344 700	2 462 000	2 806 700
1896	578 500	3 781 000	4 359 500
1926	833 400	5 150 800	5 984 200
1936	946 000	6 201 100	7 147 100
1948	922 300	7 679 100	8 601 400
1953	1 000 000	8 200 000	9 200 000

(Les chiffres des musulmans ne tiennent pas compte des immigrés en 1948 et 1953, 1948 ayant été une année de recensement.)

D'où viennent-ils exactement ces Européens, souvent misérables, débarquant d'une balancelle ou du navire régulier d'une compagnie marseillaise ?

De France d'abord, comme le soulignent les chiffres ; des provinces méridionales surtout, sans oublier la Corse. La recherche d'un travail, d'une nouvelle chance, les pousse tout comme l'obligation politique. En 1848, après les journées de juin, l'exode des condamnés et exilés commence. Il en sera de même après le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851, 10 000 personnes environ à cette occasion. Il y aura des Parisiens, aussi, après la Commune ainsi que 5 000 Alsaciens-Lorrains au lendemain du traité de Francfort. Ceux-là ont librement opté pour la France sur une autre terre française. Parfois certains débarqués sous l'uniforme demeurent sur place troquant le fusil contre la charrue. Bugeaud voudra retrouver le lointain exemple des légionnaires romains devenus colons sur le sol africain.

Sans qu'il y ait là une règle absolue, dans l'ensemble, ces Français de souche s'établissent plutôt dans l'Algérois. Les deux autres provinces – voisinage aidant – ont un apport plus étranger. Ils viennent d'Alicante, de Valence, de Catalogne même, de Mahon, ces rudes paysans habitués aux terres arides et aux cultures maraîchères. L'Oranie aura par eux un petit, pour ne pas dire un gros, accent espagnol. En revanche, à l'autre extrémité du pays débarqueront Maltais, Toscans, Napolitains. Guère riches eux aussi. Ils apportent leur amour du négoce et de la mer. Beaucoup seront marins pêcheurs à Stora, La Calle, Herbillon[3].

Bref, de cet environnement méditerranéen surgit un brassage qui gardera les traits des pays d'origine. Contingent latin en terre musulmane, tel sera ce peuple, fier, enjoué, accueillant, dur à la besogne. Parfois outrancier, accapareur, divisé dans ses zizanies internes et qu'on baptisera un jour « les pieds noirs »[4]. Par la sueur et le sang il aura eu le mérite de participer à la naissance de l'Algérie française.

Il y a, et on ne l'a peut-être pas assez souligné, deux colonisations : l'urbaine et la rurale. Cette dernière, où le terme colon retrouve sa racine latine – *colere :* cultiver –, est une véritable épopée de sueur et de sang. Que d'énergie et d'héroïsme pour les résultats obtenus, dont les cartes donnent une illustration fidèle. A chaque édition la tache de la broussaille recule pour faire place aux cultures.

Il y eut l'insécurité, les razzias, les révoltes. Il fallut supporter le climat et ses fièvres dans les zones insalubres. Les épidémies allongèrent les listes des victimes. A ces maux s'adjoignait l'incertitude des résultats et de leurs

débouchés. De là ce tempérament de pionnier qu'eut longtemps le nouveau colon et qui sut persister jusqu'au XX^e^ siècle dans le milieu européen rural.

Cette œuvre de longue haleine se déroule non seulement face à un adversaire longtemps agressif, mais aussi face à l'adversité qui n'épargne personne.

Le sous-sol, de tout temps, a été trompeur. L'Algérie se situe dans une zone instable propice aux secousses telluriques.

On se souvient de la destruction d'Oran en 1790. Blida fut à son tour décimée en 1825. La terre devait à nouveau trembler dans le même secteur après l'arrivée des Français.

Mais les grands ennemis des hommes s'appellent les maladies. Dans un pays où certaines régions de colonisation sont en majeure partie des marécages, le paludisme fit des ravages effrayants. La Mitidja, cette plaine de l'arrière-pays d'Alger, n'est vaincue qu'à un prix exorbitant. Bugeaud avait pris pour devise : *Ense et aratro* (par le fer et la charrue). Des plaisantins ajoutèrent *et quina* (et par la quinine). Le mal n'est vraiment réduit qu'après les travaux de Laveran, médecin à l'hôpital militaire de Constantine et qui en 1881 isole l'hématozoaire du paludisme.

Typhus, choléra frappent inexorablement. Les grandes épidémies meurtrières ne sont pas encore maîtrisées. Bugeaud, rentré en France, meurt du choléra en 1849. Dans les Centres de colonisation, où l'hygiène est rudimentaire, ce mal surtout fait des ravages terribles. Des villages entiers sont décimés. Les chiffres parlent. De 1830 à 1856, plus de 85 000 Européens succombent de maladie en Algérie. Seul le flot ininterrompu des immigrants nouveaux comble les vides des disparus. Ce n'est qu'à partir de 1856 que les naissances l'emportent sur les décès.

La maladie est aveugle. Les indigènes sont tout aussi victimes de ces fléaux. Ils supportent aussi les famines après les mauvaises récoltes et les ravages de la pacification[5]. Ils sont souvent séduits par l'attrait du négoce avec les nouveaux venus et perdent leurs coutumes ancestrales de réserve. Les silos enterrés, en forme de bouteille, sont vides. Aussi la population indigène accuse-t-elle un net fléchissement dans le milieu du XIX^e^ siècle. Elle ne reprendra sa croissance que vers 1880.

Cette colonisation française altère profondément le tissu rural du pays. Jusqu'alors les douars[6], ces secteurs d'attachement des tribus, connaissaient essentiellement la *mechta*, c'est-à-dire un groupe d'habitations assez sommaires. Sur une crête ou un replat de pente, dans un creux de clairière, à

un carrefour de pistes, près des lieux d'activité agricole et pastorale et toujours à proximité relative d'un point d'eau, une dizaine de masures, parfois plus, regroupent les habitants du lieu.

Dans les plaines et les vallées s'introduit désormais le village. Tracé avec des rues se coupant à angle droit, dans le style des vieilles bastides du Moyen Age, il réunit la mairie, l'école, l'église, les commerces et les demeures des colons. Progressivement, il devient pôle d'attraction, drainant le négoce en tout genre et les indigènes des douars environnants attirés par une perspective d'embauche et de travail. C'est pourquoi ces villages de colonisation, promis à des fortunes diverses, européens à l'origine, deviendront avec le XX^{e} siècle de plus en plus musulmans.

Leurs noms évoquent les grandes étapes de la pénétration française, les tenants politiques du moment ou les aspirations des divers courants migratoires. Il y a Robertville, Gastonville en l'honneur des fils de Louis-Philippe. Il y a les quatre mousquetaires de Bugeaud : Lamoricière, Bedeau, Cavaignac, Pélissier. On a songé à célébrer le neveu en honorant les victoires de l'oncle : Lodi, Castiglione. Les grands noms de la conquête ne sont pas oubliés : Bugeaud, bien sûr, mais aussi Valée, Danrémont, Saint-Arnaud, Canrobert, Mac-Mahon. Un opposant libéral apparaît, signe de l'état d'esprit des arrivants : Foy. De grands noms des sciences et des lettres sont évoqués : Corneille, Ampère, Pasteur. Des intellectuels ou universitaires contemporains sont cités : Victor Duruy, Edgar Quinet, Michelet. On pense aussi aux journées de 1848 : Affreville, en mémoire de l'archevêque de Paris.

Il y a aussi l'Antiquité : Heliopolis près duquel naîtra un jour un certain Houari Boumediene. Des batailles encore avec Inkerman ou Palestro. L'évocation de l'Alsace-Lorraine avec Strasbourg, La Robertsau, Rouffach, Ribeauvillé. Certaines implantations garderont leur nom patronymique d'origine : Aïn-Taya, Aïn-Arnat[7].

La liste – ô combien émouvante, avec parfois des noms plus récents comme Gallieni, Maréchal Foch ou même Mermoz – serait trop longue de ces sept cents villages environ nés de la colonisation[8]. Ils sont le reflet d'une œuvre. Ils auront des destinées divergentes. Certains mourront très vite. Il n'en restera rien ou presque. Une simple ferme parfois. D'autres connaîtront un succès éclatant et seront présentés comme les meilleurs garants de la présence française.

Ces villages de colonisation impliquent obligatoirement terres de colonisation et par conséquent attribution à un titre quelconque. Le vocable du temps s'appelle concession. Ces concessions sont d'inégale valeur. Certaines sont accordées gratuitement, d'autres prévoient un versement comptant et une rente annuelle. La propriété peut aussi ne devenir définitive qu'au terme de quelques années d'exploitation. Ces attributions sont populaires et s'adressent à la grande masse des postulants. Les surfaces distribuées restent assez faibles : une dizaine d'hectares en moyenne, parfois un peu plus[9]. Les hommes politiques, les personnages influents, se taillent des centaines d'hectares. De grosses entreprises à caractère capitaliste obtiendront même des lots très importants. Ainsi, en 1860, la Compagnie genevoise se procure-t-elle 20 000 hectares dans la région de Sétif. Dans le même temps, la société de l'Habra et de La Macta en obtient 25 000. La Société algérienne – qui deviendra plus tard la Compagnie algérienne – acquiert 100 000 hectares de forêts dans le Constantinois. Elle s'affirmera ainsi comme l'un des principaux exploitants de liège d'Algérie.

Fait notable, des musulmans bénéficient de ces distributions. L'administration entend remercier des chefs de tribus ralliées ou des indigènes engagés vis-à-vis de la France. Elle espère aussi se les concilier définitivement. On voit de la sorte le conseil d'administration d'Alger approuver l'attribution, dans la vallée du Saf-Saf, près de Philippeville, de 3 lots de 150 hectares chacun à Ali bou Afia, sous-lieutenant du 2e régiment de spahis, à Ahmed ben Kassem, cheikh des Béni-Béchir, à Mohamed ben Ali, cheikh des Beni bou Naïm. Dans le même temps et dans la même région, le frère d'Odilon Barrot, lequel sera un temps ministre de la Justice, obtient plus de 600 hectares.

D'où viennent ces terres qui passent ainsi généralement dans des mains européennes pour être exploitées ?

Elles ont en gros trois origines essentielles : l'achat, la valorisation d'une nature sauvage jusqu'alors, la spoliation du précédent occupant par droit de conquête.

Des ventes, il y en eut, peut-être pas toujours très honnêtes, mais il y en eut et même dans des quantités importantes. Dans les débuts, les vendeurs estiment que la présence française ne durera pas. Il y a là matière à une excellente spéculation : vendre aujourd'hui ce que l'on récupérera gratuitement demain. Calcul erroné qui débouche sur des changements de main surtout aux abords des villes. Certaines mesures favorisent les

acquisitions européennes, ainsi la loi Warnier en 1873. Celle-ci permet de disloquer l'indivision de la propriété collective. Les indigènes se laissent tenter par un gain inespéré. Un peu plus de la moitié du patrimoine rural européen sera acquis par transaction. Ces terres représenteront un million sept cent mille hectares qui, bien travaillés, deviendront de rapport.

L'éviction fera le reste. On se rappelle que la notion de propriété en pays musulman est complexe et que celle de bien communautaire pour l'ensemble de la tribu est largement répandue. C'est la terre « arch », le lot collectif. On trouve aussi, après l'arrivée des Français, les biens des Turcs – le beylik – ainsi que les biens religieux – les biens habous. Contrairement aux engagements pris lors de la reddition d'Alger, cette double masse de biens turcs et de biens religieux est très vite saisie. (Les Turcs dans l'ensemble s'étaient exilés.) 650 000 hectares de terres exploitables peuvent être transformés en terres de concession.

Les révoltes successives d'Abd el-Kader à Mokrani permettent, à titre de sanction ou de représailles, l'appropriation de surfaces importantes. Les révoltés kabyles, par exemple, perdent, en 1871, 450 000 hectares dans les vallées de la Soummam et du Sébaou. La pratique du cantonnement – pour le moins contestable sur le plan de l'équité – est légalisée durant un certain nombre d'années avant d'être supprimée devant les abus. Le principe en est simple : la tribu indigène est considérée comme disposant d'une terre collective supérieure à ses besoins réels. Elle se voit donc « cantonnée » dans une portion restreinte, la partie libérée revenant à l'administration. Les fellahs, pour leur part, sont refoulés dans les zones délaissées par la colonisation. En compensation, il est prévu qu'ils reçoivent un titre de propriété sur leurs nouvelles parcelles.

La réussite des uns, l'échec des autres, les transactions foncières[10] compléteront le découpage initial. Ainsi s'explique la nature du secteur agricole en Algérie et son aspect si diversifié, alternant gros domaines et petites exploitations, splendeur des uns et misère des autres.

Cette colonisation rurale aura de très importants prolongements. Indiscutablement, elle valorise le pays. Elle crée la richesse agricole de l'Algérie, introduisant une agriculture moderne. Les chiffres à l'exportation en témoigneront. Sur le plan social, elle bouleverse les habitudes traditionnelles dans bien des régions. Supprimant les terres collectives elle détruit le nomadisme. Elle sédentarise le fellah. Ce dernier est du reste bien souvent refoulé dans des zones ingrates et d'accès difficile. Il garde le

souvenir de l'éviction. Pauvre hère, il poursuit son travail de la terre avec des moyens et des méthodes le plus souvent archaïques. Son revenu s'en ressent. Deux mondes, l'européen et le musulman, se côtoient, à des siècles de distance.

On perçoit les conséquences politiques d'une telle situation, même si rares sont ceux qui osent les présenter ouvertement. Les colons affirment de bonne foi : « Cette terre est notre bien, nous l'avons fécondée par notre sueur et notre sang. » Le fellah, avec tout autant de bonne conscience, murmurera : « Cette terre m'a été injustement dérobée, on m'en a chassé. » Le souffle de la rébellion, en 1954, trouvera un creuset propice à la révolte des gueux.

La poussée des villes, parallèlement, n'est pas moins spectaculaire car le peuplement, il ne faut pas l'oublier, sera en fait plus urbain que rural. En 1870, soixante-dix pour cent des Européens sont des citadins et ce pourcentage ira croissant.

Les vieilles métropoles s'agrandissent et s'embellissent. Alger déborde du cadre turc et s'étale sur les hauteurs et le long du littoral. Sous le second Empire s'édifient les boulevards front de mer posés sur une enfilade d'arcades. Ils sont le premier regard du visiteur accostant au port. Oran, Constantine, Bône font de même. Surtout des villes nouvelles se créent, postes militaires ou centres administratifs – les deux vont souvent de pair – à l'origine. Là encore le contexte politique du moment se retrouve dans les noms de baptême. Orléansville, à un carrefour de pistes et sur les ruines encore d'une cité romaine, est, dans la vallée du Chélif, la ville de la dynastie régnante. Nemours, Aumale sont les fils de Louis-Philippe. Fort-Napoléon, après Sedan, sera rebaptisé Port-National. Des noms patronymiques subsistent comme pour les villages. Sidi-bel-Abbès, fondée par la légion sur un terrain vague et marécageux, rappelle un vieux marabout local. Aïn-Beida, poste militaire créé en 1844, est la « source blanche », le point d'eau de cette étape des hauts plateaux.

Une cité plus que toute autre illustre ce développement : Philippeville, ainsi nommée en 1839 par ses fondateurs, toujours en l'honneur du monarque. Sur son site il n'y avait rien hormis les vestiges d'un petit port romain, Rusicadia. Son artère principale, à l'origine, n'était qu'un fond de talweg. En quelques années surgira un port : le port de Constantine.

L'antique Cirta chèrement conquise le 13 octobre 1837 est loin d'Alger – plus de 400 kilomètres. Pour y parvenir, le périple est long et peu sûr. Pour respirer, Constantine a besoin d'être reliée à la mer et par là à la France. Il y a bien Collo, mais son port est modeste et son accès difficile. Pour rejoindre Bône, plus à l'est, la route est tout aussi périlleuse. La voie la plus directe jusqu'au littoral débouche sur ce site de Rusicadia. En 1838, Valée, gouverneur général, reconnaît et occupe les lieux. Son choix est fait. La future escale maritime du Constantinois se dressera là, à quelques kilomètres de la bourgade de Stora et entre deux collines bien marquées, djebel Skikda à l'est, djebel Bou-Yala à l'ouest.

Le génie militaire dresse les plans de la future cité. A l'est, l'armée aura ses bâtiments, casernes, arsenal, écuries. A l'ouest s'étageront les résidences civiles. Le ravin séparant les deux portions deviendra son axe central et débouchera face à la darse. Retour de l'Histoire : les vestiges romains retrouvent vie dans cette création d'une nouvelle ville. Les citernes dégagées en bon état assurent les premiers ravitaillements en eau. Près des arènes – sans doute est-ce voulu – s'édifie le théâtre. La rade s'équipe d'une jetée en eau profonde et, en 1870, le chemin de fer perce le dernier chaînon côtier. Philippeville, nouvelle cité à peuplement européen, est reliée à son arrière-pays.

Les musulmans arrivent peu à peu, s'installent dans le faubourg de l'Espérance, au sud de la ville. Une mosquée est construite. Après la Seconde Guerre mondiale, les deux communautés s'équilibreront dans cette création intégralement française.

*

* *

En Algérie, après le débarquement français, l'Etat turc, balayé, laisse en présence la réalité des tribus indigènes – révoltées ou ralliées – et les exigences du nouvel occupant. Période rapide et transitoire car très vite un peuplement nouveau, européen, implante ses techniques et ses méthodes. Une civilisation se plaque sur une autre, chacune avec ses croyances et ses mœurs. Dans cet ensemble hétérogène, une politique doit s'élaborer, une loi s'imposer, un gouvernement et une administration se mettre en place. Bref, une Algérie toute nouvelle, puisque française, est à façonner. Rien que cela

déjà explique les lenteurs, les méandres, les évolutions, mais l'essentiel est ailleurs pour comprendre ce qui va se passer.

*
* *

Des courants, pour ne pas dire des forces, se trouvent côte à côte. Il y a d'abord les militaires qui entendent régenter leur conquête. Ils l'entendent d'autant plus que jusqu'en 1880, le gouverneur général – à l'exception de l'intermède du prince Napoléon, cousin de l'empereur, et de Chasseloup-Laubat sous le second Empire – est un des leurs. Ils ont pour eux leur présence et le poids de leurs armes. Non seulement ils participent à la mise en valeur du pays[11], mais encore ils en assurent la sécurité. Hors d'eux, dans bien des cas, point de salut.

Face à eux, peu à peu, se dressent les civils européens. Leur arrivée représente le fait capital. L'Algérie n'est point une quelconque expansion coloniale, œuvre d'officiers ou d'administrateurs faisant flotter le drapeau tricolore. Elle est une colonie de peuplement.

Au fur et à mesure que la pacification gagne, qu'ils s'organisent, ces civils aspirent à se dégager d'une tutelle parfois lourde. L'autoritarisme du sabre se manifeste durement en certaines circonstances. Bastonner un colon fautif se voit. Nombre de ces civils sont de surcroît des républicains farouches, matés par un Cavaignac ou un Saint-Arnaud. Ils n'apprécient que médiocrement l'uniforme. Au fil des ans, ils vont donc exiger plus d'indépendance et de liberté.

Ces militaires, ces civils côtoient sans cesse les indigènes – on dira aussi les autochtones – qui par leur importance numérique sont omniprésents. On les estime, on l'a vu, à environ trois millions en 1830. Ces indigènes, même si 1830 s'éloigne, restent les adversaires d'hier et les vaincus d'aujourd'hui. Lourd fardeau pour une communauté privée d'une partie de ses chefs décimés ou ruinés par la conquête, voire exilés. Ainsi, elle n'a plus guère de moyens de s'exprimer. Les horreurs des massacres de colons – il y en aura jusqu'en 1881 et même au-delà – se perpétuent dans l'esprit des Européens et déclenchent des réflexes défensifs. Et puis, et surtout, il y a la main-d'œuvre abondante et à bas prix que représente cette masse indigène. La maintenir en servitude est assurer tout à la fois sa sécurité et son profit. Peur et intérêt hypothéqueront, tout au long de l'Algérie française, les rapports

des Européens vis-à-vis des musulmans. Ce sont là des passions humaines sous toutes les latitudes. Le conservatisme social et politique de la colonie y trouve ses fondements par crainte d'une revanche sanglante et d'une remise en cause de l'acquis.

Les Européens, qui sont Français de souche ou par naturalisation, détiennent bien évidemment les droits et les devoirs d'un citoyen de la métropole. Politiquement, juridiquement, il ne saurait à leur égard – du moins dans son principe – y avoir de discrimination.

En revanche, pour les indigènes, les choses sont tout autres. Sujets français, ils ne sont pas citoyens. Certains le deviennent peu à peu, mais cette accession soulève, si l'on se réfère aux coutumes locales, un écueil très grave : celui du droit appliqué à l'individu. Celui-ci dans la nation, par-delà les codes à caractère spécifique, est régi par deux grands droits : le droit public et le droit privé ; ce dernier réglemente sa vie personnelle et privée : mariage, famille, propriété, succession etc. Dans ces domaines, la France de Napoléon a dressé un monument que le temps ne commencera à écorner qu'avec la seconde moitié du XX^{e} siècle.

En terre d'islam, la loi coranique, c'est-à-dire la religion, sous-tend la vie de chacun[12]. Cela est d'autant plus vrai dans l'Algérie du XIX^{e} siècle que les pays islamiques n'ont pas encore commencé une mutation qui ne débutera – et encore pas pour tous – qu'avec Ataturk[13].

Le *Coran*, on l'a vu, codifie l'existence du croyant, autorisant sur certains sujets ce que la loi européenne n'accepte plus (du moins officiellement) : polygamie, sujétion féminine, puissance parentale, etc. Les mœurs de l'indigène diffèrent ainsi profondément de celles du colon débarqué d'Europe.

A cet égard l'évangélisation ou plus exactement la non-évangélisation de l'Algérie mérite d'être, même sommairement, relatée car ses incidences politiques seront extrêmes. Les Algériens resteront musulmans et par là même éloignés d'une civilisation française imprégnée de christianisme et de valeurs afférentes.

La victoire de Bourmont pourrait marquer une nouvelle étape dans l'histoire de la chrétienté et signifier son retour sur la terre de saint Augustin. Le commandant en chef en est conscient qui déclare à ses aumôniers : « Vous venez de rouvrir avec nous la porte du christianisme en Afrique. Espérons qu'il y viendra bientôt faire refleurir la civilisation qui s'y

est éteinte. » Mais Bourmont a aussi apposé sa signature au bas du traité de capitulation qui stipule :

« L'exercice de la religion mahométane restera libre. La liberté de toutes les classes, *leur religion*, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte. »

Le chemin ainsi tracé sera poursuivi. Il sera celui des militaires et des politiques. Les premiers, parfois dans les débuts de la conquête, vétérans des armées napoléoniennes, ne se distinguent pas par un zèle religieux intempestif. Ils espèrent en toute bonne foi, en respectant leurs coutumes, mieux se rallier les indigènes musulmans. Les seconds, surtout à l'heure de la Troisième République, verront rarement d'un bon œil toute manifestation de cléricalisme.

Dans de telles conditions, le catholicisme ne peut que s'affirmer comme la seule religion des nouveaux venus c'est-à-dire des colons européens. Ses débuts sont lents et difficiles. La première église décente ne voit le jour à Alger qu'en 1833, dans l'ancienne mosquée de la caserne des janissaires. En 1838, Rome donne son accord à l'érection d'Alger en évêché suffragant de l'archevêque d'Aix-en-Provence. Ce n'est que vingt-huit ans plus tard que les diocèses d'Oran et de Constantine seront constitués à leur tour, Alger devenant archevêché.

C'est qu'entre-temps l'Algérie a vu arriver un flot d'immigrants, beaucoup de souche latine, à la foi vive. Ils entendent pratiquer leur culte. Quelques mosquées sont transformées en églises (leur nombre sera très faible). Surtout des édifices religieux s'élèvent, dominant les centres et les villages de colonisation. Les options sont ainsi tranchées : le peuplement européen s'affirme catholique et s'oppose sur le plan religieux à la population de souche restée fidèle à l'islam. Celui-ci n'est-il pas, sur le fond, le refuge de la spécificité algérienne ?

Un homme d'Eglise, à partir de 1867, s'efforce de modifier cet état de fait. Nommé archevêque d'Alger, Mgr Lavigerie arrive, bien décidé à tout bouleverser. Ses propos, sans nuances, ne sont pas pour plaire à une administration qui a choisi une tout autre politique[14] :

« Il faut relever ce peuple ; il faut cesser de le parquer dans son *Coran ;* il faut que la France lui donne – je me trompe : lui laisse donner – l'Evangile. »

Mêlant le social à la prédication, Mgr Lavigerie passe aux actes. Il s'occupe des orphelins que, bien évidemment, il baptise. Il installe ses

protégés sur des terres achetées par ses soins dans la vallée du Chélif. Le choléra, les inondations, lui donnent l'occasion de faire œuvre charitable et apostolique. Ses écoles accueillent les jeunes musulmans. Pour mener son œuvre à bien, il crée les « pères blancs », apôtres des indigènes. Les « sœurs blanches » leur emboîtent le pas.

Que reste-t-il du passage en terre africaine de Mgr Lavigerie ? Son nom donné à un village un peu à l'est de Miliana ; une basilique, Notre-Dame-d'Afrique, qui domine la rade d'Alger ; un centre de colonisation, Sainte-Monique, autour d'Algériens christianisés. Quelques centres actifs de pères blancs en Grande Kabylie. Le bilan reste modeste, par l'hostilité officielle rencontrée, aussi bien par Mgr Lavigerie que par ses successeurs. La France l'a voulu ainsi, l'Algérie est et restera musulmane.

Le père de Foucauld, au début du XX^e^ siècle, pourra s'en étonner et le regretter.

« Les Arabes ne seront français que s'ils sont chrétiens », dira-t-il en substance[15]. L'avenir prouvera qu'il avait raison et que dans un refus, honorable à certains égards[16], d'évangélisation, le gouvernement français, en conservant les Algériens dans le ghetto de leur religion, avait manqué tout autant de sens politique que de charité chrétienne.

*
* *

Ce respect officiel et permanent de l'islam implique obligatoirement le respect des obligations coraniques. Bref, l'indigène, sujet français mais de religion musulmane, n'obéit pas au droit privé français. Il est tenu par cette loi coranique qui lui est propre. Il a, diront les Européens et les pouvoirs publics, un statut personnel.

Quelle pomme de discorde ! Les musulmans désireront acquérir les droits civiques des Français mais voudront préserver ce statut personnel lié à leur religion et à leur identité profonde. Bien peu solliciteront une nationalisation qui les en priverait[17] et qui est regardée comme apostasie par les religieux. Les Européens auront beau jeu de s'écrier pour récuser une égalité politique à des individus refusant de se plier à la règle commune.

Il y a aussi dans ce long siècle de présence française un autre partenaire : l'Etat, c'est-à-dire le gouvernement et toute son administration. Oh ! il sera bien falot, ce partenaire, en dépit des velléités. Certes, il décrète et il

légifère, mais il est loin. La seule traversée maritime entre Marseille et Oran implique une journée de voyage. Les agents sur le terrain, à l'exception du gouverneur général comme le veut la tradition, sont souvent des hommes du cru. Ou bien ils sont sensibilisés par leur entourage local. Bien des décisions prises à Paris ne seront que la réalisation de pressions venues d'outre-Méditerranée. Quelques hommes essaieront d'influencer les destinées de l'Algérie : Napoléon III, Clemenceau, Léon Blum. Ils essuieront un échec. Un seul triomphera – mais on n'en est pas encore là – Charles de Gaulle.

Ce laxisme gouvernemental est d'autant plus surprenant que la France entend pratiquer l'administration directe, politique que Lyautey critiquera tant[18]. Pas de formule type protectorat.

Les fonctionnaires français sont en place à tous les échelons pour gouverner le pays. Les indigènes, ralliés ou désignés, ne sont là qu'à titre d'assistants. Les pouvoirs qui leur sont dévolus ne sont qu'une délégation pour des tâches regardées comme mineures ou ingrates : tenue de l'état civil, perception des impôts, représentation à caractère honorifique.

L'armée. Les Européens. Les indigènes. La vie de l'Algérie française va se nouer autour d'eux. Les militaires, tout-puissants à l'origine, perdront leurs pouvoirs. Les Européens domineront le pays. Puis, brutalement, avec la guerre d'indépendance, la courbe s'infléchira. L'armée, les indigènes seront les deux grands acteurs du drame final où les Européens seront réduits au rôle de détonateur avant, finalement, de tout perdre dans la tragédie du printemps 1962.

---

1 Bougie est occupée en 1833. Bône en 1832, suite à un coup de main heureux d'un certain Yusuf. Oran avait déjà été occupée le 4 janvier 1831.

2 Après la révolte manquée de Mokrani, une complainte sera longtemps chantée en pays kabyle : « 1871 fut l'année de notre honte... Ce fut l'année terrible... Nous fûmes tous réduits à tendre la main... »

3 Il y aura aussi des apports plus spécifiquement européens. Ainsi ces Allemands, émigrant vers le Brésil et qui se retrouveront à Bab-el-Oued dans le Grand Alger

4 Durant la Seconde Guerre mondiale.

5 Les famines de 1867-1868-1869 font environ 500 000 victimes dans la population musulmane.

6 Le douar fut en fait créé par la France en 1863 pour fixer un élément de tribu sur une terre commune.

7 Ain, en arabe, signifie source.

8 Avec le recul du temps, on peut être tenté de regarder la colonisation rurale comme la grande œuvre effectuée au XIX^{e} siècle et en particulier durant les cinquante premières années de la présence

française. Cela n'est point faux, mais la colonisation rurale reste un fait constant même si elle perd de sa force progressivement. Des centres de colonisation seront édifiés jusqu'en 1914 et même après la Grande Guerre. Ainsi les émeutes de 1916, dans les Aurès, ont-elles entre autres origines, pour cause, des créations comme Corneille, Pasteur, Bernelle.

9 Cette modicité des surfaces exploitables sera l'objet de bien des réclamations de la part des colons et sera la source de bien des déceptions. Cela est d'autant plus vrai qu'en ces débuts, les cultures gardent un caractère métropolitain. Les cultures à haut rendement n'interviendront qu'assez tard : agrumes, coton pendant un laps de temps assez court, celui de la guerre de Sécession, et surtout la vigne après 1890.

10 Elles seront également importantes dans le sens Européens-musulmans.

11 Les premières réalisations, routes, agglomérations, travaux du génie, rappelons-le, sont leur fait.

12 On peut, à la rigueur, voir là une analogie avec ce qui se passait en France sous l'Ancien Régime avant 1789.

13 Fondateur et président de la République turque après la Première Guerre mondiale.

14 Ni même aux colons, qui souhaitent surtout voir les indigènes continuer à leur fournir de la main-d'œuvre.

15 Quelle extraordinaire prémonition dans cette lettre du père de Foucauld au duc de Fitz-James surtout si l'on se souvient que cette lettre date de 1912 :

« Ma pensée est que si petit à petit, doucement, les musulmans de notre empire colonial de l'Afrique ne se convertissent pas, il se produira un mouvement nationaliste analogue à celui de Turquie.

» Une élite intellectuelle se formera dans les grandes villes, instruite à la française, élite qui aura perdu toute foi islamique mais qui en gardera l'étiquette pour pouvoir, par elle, influencer les masses.

» D'autre part, la masse des nomades et des campagnards restera ignorante, éloignée de nous, fermement mahométane, portée à la haine et au mépris des Français par sa religion, ses marabouts, par les contacts qu'elle a avec les Français (représentants de l'autorité, colons, commerçants), contacts qui, trop souvent, ne sont pas propres à nous faire aimer d'elle.

» Le sentiment national ou barbaresque s'exaltera dans l'élite instruite quand elle en trouvera l'occasion. Par exemple, lors des difficultés de la France au-dedans ou au-dehors, elle se servira de l'islam comme un levier pour soulever la masse ignorante et cherchera à créer un empire africain musulman indépendant.

» L'empire nord-ouest africain de la France : Algérie, Tunisie, Maroc, Afrique Occidentale Française, a 30 millions d'habitants ; il en aura, grâce à la paix, le double dans cinquante ans. Il sera alors en plein progrès matériel, riche, sillonné de chemins de fer et peuplé d'habitants rompus au maniement de nos armes, dont l'élite aura reçu l'instruction dans nos écoles.

» Si nous n'avons pas su faire des Français de ces peuples, ils nous chasseront. Le seul moyen qu'ils deviennent français est qu'ils deviennent chrétiens. »

Il n'est rien à adjoindre à ces lignes si lucides. La guerre d'Algérie y est déjà décrite.

16 La conduite de Napoléon III en particulier était dictée par son sens du respect de la pensée d'autrui.

17 On les estime environ à cinq cents durant le XIX^{e} siècle.

18 Lyautey, au Maroc, avait, à vrai dire, trouvé une situation toute différente. Un Etat organisé en dépit des luttes féodales, une royauté en place depuis 1660, des structures administratives aux mains des Marocains...

Chapitre VI

AVANT ET APRÈS LA GRANDE GUERRE

L'Algérie de la monarchie est bien évidemment une Algérie militaire. Les temps sont encore à la conquête et aux combats. Passé l'époque héroïque des bivouacs et des campements, l'armée s'organise. Elle confie ses cercles militaires, vastes territoires de plusieurs centaines de kilomètres carrés, à l'un des siens, officier supérieur en principe. Il a alors pratiquement tous les pouvoirs. Peu à peu, les territoires dits civils grignotent leurs places. Des maires nommés d'abord, élus ensuite, supplantent colonels ou généraux.

En milieu rural – on dit plutôt, pour respecter la terminologie locale, dans le bled – l'autorité appartient aux bureaux arabes. C'est une assez vieille institution. Créés en 1833, donc dès le début de la conquête, ils sont officialisés par Bugeaud en 1844. Un jeune officier, assisté d'un khodja, de quelques chaouchs et d'une troupe de supplétifs, prend en charge des tribus ralliées ou soumises. La tâche est vaste : assurer la liaison avec les chefs indigènes, qu'il faut parfois désigner, percevoir les impôts, faire régner l'ordre et la justice française, se préoccuper des intérêts matériels de chacun. Le paternalisme y côtoie le sens de l'humain. En dépit de quelques bavures, les officiers des bureaux arabes laisseront le souvenir d'hommes voulant bien faire et se souciant de défendre leurs administrés indigènes.

Ces bureaux arabes disparaîtront après 1870, l'autorité militaire n'ayant apparemment plus de raison d'être dans un pays globalement pacifié. En fait ils ne mourront pas vraiment. Ils donneront naissance aux communes mixtes, l'une des deux grandes unités administratives de l'Algérie de 1954. L'administrateur civil aura pris le relais du soldat gestionnaire. Ils revivront surtout durant la guerre d'indépendance sous un autre nom : les S.A.S.

Les S.A.S., sections administratives spécialisées, ont été créées pour combler un vide administratif et reprendre en main les populations.

La II^{e} République, dans un grand souffle jacobin, proclame l'Algérie terre française et entend la traiter comme telle. Trois départements apparaissent :

Alger, Oran, Constantine. Ils subsisteront plus d'un siècle avec leurs arrondissements.

Le second Empire freine cette tendance. Napoléon III est un humaniste, aux idées généreuses. Il a défendu le fameux principe des nationalités et l'Italie lui est en partie redevable de son unité retrouvée. Il se soucie de l'Algérie et de ses populations. Novateur, il se rend plusieurs fois sur place, poussant jusqu'à Biskra et aux gorges d'El-Kantara. Il découvre ainsi le pays – ou pense le découvrir dans ce qu'on lui montre – et s'attarde sur le détail des choses. Son opinion faite, il proclame : « L'égalité parfaite entre les indigènes et les Européens, il n'y a que cela de juste, d'honorable, et de vrai. » Il ajoute : « Quant à ces hardis colons qui sont venus implanter en Algérie le drapeau de la France, la protection de la Métropole ne leur manquera jamais. »

Il ne pouvait évidemment s'engager pour ses successeurs, qui oublieront ses propos, mais il avait déclaré tout aussi nettement : « Notre possession d'Afrique n'est pas une colonie ordinaire, mais un royaume arabe. »

Une telle prise de position ne peut que lui aliéner les Européens et le *non* l'emporte au référendum d'avril 1870.

La chute de l'Empire, au lendemain de Sedan, déclenche une liesse populaire et une émeute à Alger. Les plus exaltés évoquent l'idée d'une sécession, d'une Algérie indépendante, mais évidemment européenne.

La révolte kabyle, celle que les historiens appelleront celle de Mokrani, du nom de son principal leader, et qui en fait déborde largement et s'étale de Palestro à Souk-Ahras, à la frontière tunisienne, met fin à ces velléités. L'heure n'est plus à conspirer pour se détacher d'une métropole dont on a tant besoin pour briser les insurgés indigènes.

Durant ce temps, à Paris, Isaac Crémieux fait voter le 24 octobre 1870 la loi qui portera son nom. Le décret Crémieux accorde la citoyenneté française aux israélites d'Algérie et ce, sans contrepartie. 33 000 personnes environ sont touchées par cette mesure et rejoignent la communauté européenne. La francisation s'effectuera très vite, hormis peut-être quelques noyaux intégristes de Constantine ou de Tlemcen. En revanche, les indigènes musulmans considérèrent que ce texte constituait à leur égard une iniquité. Ils en furent et en restèrent toujours profondément blessés. (Ce fut l'une des causes de l'insurrection de 1871.)

Le calme revenu, aussi bien à Alger que dans l'intérieur, l'armée sort diminuée de tous ces troubles. Elle est rendue responsable de l'insurrection

indigène due selon certains au libéralisme dont elle a fait preuve vis-à-vis des autochtones sous le second Empire. Chanzy, dernier gouverneur militaire de 1873 à 1879, même s'il développe la colonisation (il crée 126 nouveaux villages), tombe victime de l'opposition des colons. Son successeur, frère d'un futur président de la République, Albert Grévy, va abonder dans leur sens. Désormais, les civils prennent en main les destinées politiques de l'Algérie.

Le territoire militaire est réduit au sud du pays. Dès 1881, 196 communes de plein exercice et donc dirigées par des élus européens s'opposent à 77 communes mixtes, tenues par des administrateurs. La hiérarchie militaire a pratiquement perdu tous pouvoirs. La pression européenne peut s'accentuer.

La loi du 26 juin 1881 prescrit des dispositions particulières pour la population indigène. A ce titre, on la désignera sous le nom de « code de l'indigénat ». Sous ce vocable, dont le côté péjoratif n'est pas exclu, sont répertoriées quarante et une infractions propres aux indigènes et les sanctions correspondantes. Sont ainsi réprimés : la fraude fiscale, la détention illégale d'armes à feu, les départs et les participations à des pèlerinages sans autorisation, les propos contre la France et son gouvernement, etc. Le juge de paix, européen, et l'administrateur en commune mixte prononcent des jugements sans appel allant des amendes aux peines de prison. Le côté astreignant de certaines mesures – les déplacements en particulier – est évidemment fâcheusement ressenti. La suppression de ce « code de l'indigénat » deviendra vite une des revendications premières des Algériens.

La loi du 26 juin 1889 impose la citoyenneté française à tous les enfants d'étrangers nés en Algérie et qui ne la refusent pas. A cette date, Français et étrangers s'équilibrent (219 000 contre 211 000). Dix ans plus tard, les Français sont 318 000 et les étrangers 212 000. Fort logiquement, les musulmans évolués s'irritent de voir Espagnols ou Italiens accéder à une citoyenneté qui leur est refusée.

Le siècle naissant apporte sous l'impulsion de quelques meneurs beaux parleurs – on sera toujours sensible à l'éloquence du verbe, outre-Méditerranée – une flambée antisémite. Drumont, l'homme de *la Libre Parole*, le journal de la ligue antijuive, en profite pour être élu député d'Alger (1898-1902). Pour calmer les esprits, le gouvernement parisien met sur pied les délégations financières, miniparlement local, ayant vocation de

voter les budgets de l'Algérie. Sa composition est presque à sens unique et assoit un peu plus l'autorité des Européens, puisque ces délégations comprennent :

– 24 colons,
– 24 non-colons, c'est-à-dire des citadins,
– 9 Arabes,
– 9 Kabyles.

Les Algériens restent donc sous-représentés et minoritaires. Des Algériens qui continuent à inquiéter en dépit du calme général de la colonie après 70 ans de présence française.

En 1901, des troubles éclatent à Margueritte, petit village de colonisation près de Miliana, dans le Dahra. Des colons sont massacrés. De 1908 à 1912, le Tlemcenois s'agite suite à la décision de l'administration française d'incorporer les indigènes. A eux aussi, en cas d'un conflit que l'on pressent, de payer l'impôt du sang. A Tlemcen, des familles entières s'expatrient. Les chiffres divergent mais il est raisonnable d'estimer à environ 500 ceux qui préfèrent l'exil à la conscription de leurs enfants. L'agitation des esprits conduit certains à relever la tête. Ils se désignent comme « les jeunes Algériens » et commencent à réclamer pour leurs frères plus de justice et de considération.

La guerre de 1914-1918, cette grande guerre qui devait être la dernière, ne frappe pas directement l'Algérie mais elle en ressent les contrecoups[1]. Les Européens sont incorporés en masse. Plus de 22 000 tomberont sur les champs de bataille, de la Somme à Verdun. Comme prévu par les décrets de 1912, les musulmans sont également appelés. 175 000 partent sous les drapeaux et 25 000 ne reviendront pas. Sur les monuments des communes d'Algérie, Saïd et Ahmed se joignent aux Jacques et Henri. Le besoin en main-d'œuvre précipite également l'émigration algérienne amorcée dès 1900. Les Algériens découvrent la France qu'ils ne connaissent pas et où ils sont dans l'ensemble bien accueillis. Pas de racisme, pas de préjugés. Quelques idylles se nouent. L'émigration algérienne en France prend un corps et une âme.

Le feu couve-t-il encore sous les cendres en dépit des apparences ? S'agit-il d'un phénomène sectoriel ? Les nouveaux centres de colonisation Corneille et Pasteur ont-ils ravivé de vieilles haines ? A l'automne de 1916,

la population de l'ouest de l'Aurès refuse la conscription. La colère éclate dans les communes mixtes du Belezma et d'Aïn-Touta. L'administrateur de Mac-Mahon et l'un de ses adjoints sont assassinés dans leur bordj. Les appelés devenus insoumis prennent le maquis et se réfugient dans l'Aurès et le Metlili. Les fusils arment les poings et le mouvement s'étend jusqu'à Kenchela à la partie orientale du massif de l'Aurès. Il faut retirer des troupes du front français pour venir à bout de l'insurrection. Ce sera la seule fausse note – d'importance il est vrai – dans le loyalisme indigène durant les quatre années de guerre[2].

La France sort victorieuse du conflit et apparaît comme la première puissance militaire du monde. Cela compte en pays musulman, où le guerrier vainqueur a toujours grand prestige. Mais le peuple algérien a participé à la victoire. Le tribut payé lui donne des droits. Le vaincu d'hier est devenu le sujet loyal, généreux de son sang pour la mère patrie. Il peut mieux s'exprimer et demander.

Clemenceau, le Père la Victoire, le Tigre vendéen, le comprend. « Il faut sanctionner ces gens-là », déclare-t-il nettement. En février 1919, il impose une série de décrets ; tout musulman qui le désire peut accéder à la citoyenneté, mais toujours sous réserve d'abandon du statut personnel. Un plus grand nombre toutefois accède aux droits électoraux.

---

1 Deux croiseurs allemands bombardent Bône, en y faisant quelques victimes, en 1914.

2 Si l'on excepte le petit comité algéro-tunisien réuni à Tunis et qui enverra une lettre au président des Etats-Unis pour réclamer l'indépendance du Maghreb.

Chapitre VII

1930 : LE CENTENAIRE

En 1930, la France célèbre avec éclat ses cent années de présence. C'est le centenaire de l'Algérie. Le président de la République, Gaston Doumergue, de nombreux ministres font le voyage. Discours, péroraisons, réceptions se succèdent avec faste. Notables européens, caïds enturbannés, anciens combattants avec drapeaux et décorations, s'alignent pour les congratulations officielles. A Boufarik, au cœur de la Mitidja vaincue, est inauguré le monument à la gloire des pionniers de la colonisation. Ceux-là, qui ont rendu cette terre fertile, l'ont bien mérité. Des milliers des leurs reposent là. A Alger, une grande parade rassemble l'armée d'Afrique. Après le défilé des troupes est commémorée l'arrivée des Français en 1830. Soldats de Bourmont, marins de Duperré se présentent en tenues d'époque.

Que les temps changent vite et combien les esprits évoluent ! En 1930, le fait colonial est à son apogée et le grand vent de la décolonisation ne souffle pas encore. L'outre-mer n'inspire pas mauvaise conscience, bien au contraire, et du sommet à la base le ton est à l'unisson.

Le président du Conseil de l'époque déclare, en juin 1929 :

« Le centenaire de l'Algérie sera une heureuse occasion de rappeler que, malgré les changements de régime, les grandes œuvres françaises se poursuivent à travers les siècles avec une continuité faite pour nous rassurer.

» Le centenaire sera une manifestation de force civilisatrice, une œuvre matérielle et morale, une démonstration de notre capacité de jeter outre-mer des racines profondes, une affirmation d'énergie française. »

Un comité constitué de hautes personnalités a charge d'organiser ce centenaire. Il fait paraître des *Cahiers du centenaire de l'Algérie* qui sont largement diffusés par les soins des ministères, y compris et surtout par

celui de l'Instruction publique. 70 000 exemplaires sont adressés aux lycées, collèges et écoles pour faire connaître les réalisations françaises en Algérie.

Le style est à l'emphase comme en témoignent quelques extraits :

> *« Audax Iapheti genus !* Tous ceux qui l'abordèrent, le sabre en main, poussés par le vent qui porte les conquêtes et renverse les dominations, surent, désormais à quelle œuvre grandiose on les conviait : reprendre la tradition romaine, perdue depuis un millénaire et ramener l'Afrique barbare à la civilisation axiale supérieure de l'Europe méditerranéenne. »
>
> Professeur Louis Milliot,
> *Cahiers du centenaire de l'Algérie*,
> Le gouvernement de l'Algérie.

> « En 1930, l'Algérie va célébrer d'un cœur unanime le centenaire du débarquement des troupes françaises à Sidi-Ferruch. Tandis que les fils des premiers colons et, à côté d'eux, les émigrés européens venus de différents pays montreront avec orgueil le fruit d'un labeur déjà centenaire, les indigènes du Tell, comme ceux du lointain Sahara, libérés, par notre intervention, d'une tyrannie anarchique et de la misère endémique, pourront mesurer les bienfaits que leur a apportés l'intervention française, par la paix, la justice et le bien-être qu'elle a partout introduits. »
>
> Général O. Meynier,
> *Cahiers du centenaire de l'Algérie*,
> La pacification du Sahara.

Toutes ces lignes, qui ont l'aval des pouvoirs publics, reflètent l'opinion du moment. Elles permettent de mieux comprendre pourquoi, avant la guerre de 1939-1945, les notions de réforme politique ou de modifications sociales marqueront le pas. La France a apporté la civilisation, le progrès. Cette œuvre continue. Pourquoi remettre en cause un édifice si courageusement élaboré et si heureusement réussi ?

La France a donc applaudi. L'empire colonial français est le second du monde après le britannique. L'Algérie en est son plus beau fleuron. Elle est terre française depuis un siècle et elle le restera. Cet engouement pour

l'outre-mer les Français le retrouveront l'année suivante, en 1931, pour l'Exposition coloniale, à Paris, magistralement orchestrée par le vieux maréchal Lyautey, tiré pour l'occasion de sa retraite lorraine. Seuls quelques esprits critiques déplorent que ce centenaire algérien ait été pour les musulmans ce rappel trop bruyant de leur défaite et de leur sujétion.

Cette Algérie française de 1930, elle a bien changé depuis un siècle. Elle s'est d'abord peuplée. Elle compte maintenant 6 400 000 habitants. Elle a donc plus que doublé, et la croissance s'accélère encore. Les grandes épidémies ont été enrayées, les grandes famines écartées. L'essor démographique vient de là.

Le pays dans ses profondeurs a été bouleversé, on l'a vu. Sa façade maritime a grande allure. Bône, Philippeville, Bougie à un degré moindre, Alger, Oran, offrent d'excellents mouillages où accostent les liaisons régulières avec Marseille et Port-Vendres. A quelques encablures à l'ouest d'Oran, la marine nationale, à Mers-el-Kébir, dispose d'une rade en eau profonde. L'escadre de la Méditerranée peut y faire escale. De là, partiront sur le *Pasteur*, ce paquebot conçu pour l'Atlantique Sud, les renforts pour l'Indochine après 1945.

Les voies de communication essentielles ont été mises en place. L'Algérie dispose d'un réseau routier irriguant correctement le Tell et les villes de l'arrière-pays. Toutefois, les zones peu pénétrées par la colonisation, comme l'Aurès, les Némentchas, le Sud, restent du domaine de la piste. La liaison ferroviaire est assurée d'est en ouest et se raccorde aux chemins de fer tunisiens ou marocains. On va ainsi directement de Souk-Ahras à Marnia et, par là, sur Tunis ou Rabat, ou Colomb-Béchar. L'ensemble représente 4 200 kilomètres de voies ferrées (dont près de 1 800 à voie étroite).

La vie économique repose essentiellement sur l'agriculture, où l'Algérie exporte. Elle est surtout, en effet, le quatrième producteur mondial de vin. La vigne s'est avérée le produit miracle depuis 1880 et occupe près de 400 000 hectares. Elle procure 50 % de la valeur de la production agricole. A côté, il y a les agrumes, les cultures maraîchères, les arbres fruitiers – figuiers, oliviers et dattiers surtout – sans oublier quelques cultures industrielles comme le tabac, le coton ou la betterave. En revanche, les céréales suffisent à peine à la consommation locale.

L'industrie n'a pas démarré[1]. Il faudra attendre l'après-guerre. L'énergie est rare. Les barrages sont peu nombreux et servent surtout à l'irrigation. Et

puis la colonisation sur le fond s'est voulue agricole et l'effet s'en ressent. L'Algérie est, par conséquent, le meilleur client de la France dont elle est largement tributaire.

En revanche, les exploitations minières sont nombreuses même si elles sont d'inégale valeur. C'est une vieille richesse du pays que les Romains connaissaient déjà. On extrait du fer dans l'Ouenza, au nord de Tébessa et près de Béni-Saf sur la côte oranaise, du charbon à Kenadza dans la région de Colomb-Béchar. Les gisements de fer sont destinés à l'exportation (plus d'un million de tonnes par an) ; en revanche, le charbon (280 000 tonnes annuelles dans des conditions difficiles) est utilisé en Algérie même. Les petites mines disséminées dans tout le pays donnent des minerais d'assez bonne qualité : phosphates à Tocqueville, près de Sétif ; plomb à Sidi-Kamber, près d'El-Milia, en Petite Kabylie ; zinc près de Lafayette, également en Petite Kabylie ; fer encore avec du zinc à Sidi-Marouf dans la même région ; cuivre aussi à Aïn-Babar, etc. L'ensemble, qui est exporté, a en outre l'avantage de fournir un complément de travail à la population indigène locale. L'Algérie, c'est aussi, faut-il le rappeler, cette immensité de sable, de cailloux, de montagnes calcinées où sur plus de deux millions de kilomètres carrés – quatre fois la France – ne vivent que 550 000 habitants dont une poignée d'Européens (4 500). L'occupation française est relativement récente puisque, débutée en 1870, la pacification ne s'est pratiquement achevée qu'en 1920. Pays aux richesses encore mal connues, le Sahara est, pour l'heure, essentiellement le trait d'union entre les deux Afriques françaises : la Blanche du nord, la Noire du centre.

Les militaires sont encore les maîtres de ce domaine que l'on désigne du nom de « Territoires du Sud ». Ils sont tout avec leurs forts isolés à des centaines de kilomètres les uns des autres, leurs compagnies sahariennes qui veillent à la sécurité du désert. Par eux, ici, règne la paix française. Les officiers des affaires indigènes, qui œuvrent dans le souvenir des grands sahariens (Laperrine, Charles de Foucauld) en ont la charge administrative. Sédentaires des oasis (175 000 à 200 000), transhumants du nord (environ 200 000), et grands nomades chameliers (quelques dizaines de milliers) dépendent d'eux.

Pour les uns comme pour les autres, l'économie reste très traditionnelle. Récolte des dattes, artisanat de tissage, négoce de produits d'élevage fournissent l'essentiel des ressources à une population dont les besoins de

prime abord semblent limités. Ne goûtent-ils pas d'abord l'appel envoûtant du Sud et des horizons sans fin ?

La photographie d'ensemble n'est donc pas mauvaise – surtout pour un pays colonial – même si la balance commerciale reste déficitaire à cause des produits manufacturés. Quelle réalité profonde se cache derrière la première impression ?

Les Européens, en 1930, sont à peu près 880 000, presque tous Français, de souche ou par naturalisation. La loi de 1889 a joué son rôle[2]. Ils sont des citadins à plus de 80 %, regroupés principalement dans les villes du littoral et surtout les deux métropoles que constituent Alger et Oran. Hormis quelques bastions de faubourgs à dominante espagnole ou italienne, le brassage ethnique a eu lieu. Les juifs également se sont intégrés. Les Européens d'Algérie sont désormais des Français à part entière, pourvus intégralement de leurs droits civiques et plus spécialement du droit de vote.

Les indigènes, de leur côté, sont environ 5 500 000. Le fond n'a pas bougé. Berbères en Kabylie, dans l'Aurès, Berbères très fortement métissés par l'apport arabe d'autre part. Musulmans partout. Les conversions à la foi chrétienne ont été rares : quelques-unes en Grande Kabylie de par le travail des pères blancs, ou bien celles d'orphelins recueillis par des organisations religieuses. Depuis un demi-siècle, la population indigène a eu une croissance rapide. En vingt ans, elle vient de gagner 800 000 individus. Cinq millions cinq cent mille d'un côté, huit cent quatre-vingt mille de l'autre. Le déséquilibre numérique s'accroît, un Européen pour sept musulmans. Des musulmans qui se sont fixés car le nomadisme a bien diminué[3] depuis la colonisation[4].

Quels sont les rapports des deux communautés ? Une évidence éclate en débarquant à Alger, Oran, Bougie ou Philippeville. Il n'y a pas d'*apartheid*, il n'y a pas de racisme fondamental. La France de 1789 a imposé sa marque. Le tramway – par la suite, ce sera le trolley-bus – embarque pêle-mêle ménagères européennes et fatmas voilées. La file est la même pour tous au guichet de la grand-poste près du square Laferrière. Une foule bigarrée fréquente des magasins communs. Le petit écolier au teint blanc s'assoit près du yaouled basané.

« Chacun d'entre nous a au moins un ami musulman », écrira un jour en substance Jacques Chevalier[5]. Cela est à peu près vrai. Des familles devront la vie, en 1945 à Sétif, en 1955 à Philippeville, à l'avertissement discret

mais ferme d'un Algérien ou d'une Algérienne. D'autres, en revanche, seront massacrés par des employés avec lesquels ils vivaient depuis trente ans.

Car la réalité est complexe. En ville, si l'habitat s'interpénètre souvent, il est des secteurs préférentiels. La rue Michelet est européenne, la rue de la Lyre, musulmane. Il est des terrasses où un indigène ne saurait s'asseoir. Rare est l'Européen pénétrant dans un café maure. Le voisinage sur le même palier ne veut pas dire porte ouverte. Toujours cet isolement islamique de la femme ! On se salue, on ne bavarde pas. Souvent un relent de supériorité chez l'Européen, souvent un regard fuyant chez le musulman. Le tutoiement, qui se veut généralement de rigueur, renforce la familiarité un peu altière et forcée de l'Européen. Même s'il s'agit d'un petit « Blanc », l'écart social transparaît. Dans le bled, ces contrastes s'atténuent. Les deux populations vivent beaucoup plus côte à côte. Les exigences du travail, les réalités de la vie quotidienne les rassemblent mais le fossé hiérarchique subsiste

Le bulletin municipal d'Alger en 1954, ville où les deux populations s'équilibrent, est intéressant à scruter. Il annonce pour six mois 2 365 mariages. A peine y a-t-il 10 mariages mixtes dont 8 d'un musulman avec une Européenne là où l'interdit religieux ne joue pas[6]. Ceci pour Alger, alors qu'en est-il dans les campagnes ?

En bref, deux populations cohabitent, se supportent mais ne se pénètrent pas. La nation franco-algérienne, fusion raciale, ne peut éclore. L'ostracisme religieux musulman en est très largement responsable. Que l'on songe par exemple au métissage racial dans les pays d'Amérique du Sud par-delà les couches sociales. Des ethnies bien différentes se sont largement mêlées.

La religion n'explique pas tout. Les conditions de vie qui divergent profondément accroissent le clivage. Le tableau de la répartition des terres en 1930 révèle les structures des deux sociétés européenne et musulmane[7].

Superficie des exploitations	Nombre d'exploitants européens	Nombre d'exploitants musulmans
Moins de 10 hectares de 10 à 100 ha de 100 à 500 ha plus de 500 ha	8 202 10 970 5 170 1 175	391 021 135 524 5 015
	25 517	531 560

Il est admis par les géographes que les terres agricoles en Algérie représentent près de 10 millions d'hectares. Ce chiffre englobe les vastes étendues des Terres dites de parcours constituant de bien maigres mais très utiles pâturages. 5 millions d'hectares fertiles correspondent plus au potentiel réel.

Cela étant, quelques constatations apparaissent :

– moins de 20 % des Européens vivent de la terre. Les plus nombreux ne sont que de modestes exploitants, maraîchers pour les plus humbles, cultivateurs s'adonnant à la vigne et aux agrumes pour ceux qui sont mieux lotis ;

– 6 200 colons possèdent plus de 100 hectares. Ceux-là ne représentent, avec leur famille, que moins de 0,5 % du peuplement européen. L'Algérie n'est donc pas une terre de gros colons[8] mais il y en a et cette infime minorité détient 87 % des terres de colonisation, lesquelles sont les meilleures et les mieux exploitées. La plupart du temps ces gros possédants n'exploitent pas eux-mêmes. Leurs domaines sont de véritables entreprises commerciales, voire industrielles. Gérants et contremaîtres européens y dirigent une main-d'œuvre locale parfois mal rétribuée ;

– une autre constatation importante n'apparaît qu'à demi mais d'autres statistiques en témoignent : 90 % des indigènes sont des ruraux. En conséquence, et le fait sera capital pour l'avenir, ils tiennent le bled. Les Européens des villes l'oublieront ; en revanche l'armée française, responsable de la pacification après le 1er novembre 1954, le saura ;

– il est de bonnes fortunes indigènes. Certains ont pu se faire octroyer des lots, d'autres ont bien négocié des départs d'Européens. Mais 75 % des fellahs ont moins de 10 hectares et donc vivent mal.

Dès lors une réalité sociale transparaît. L'Algérie n'est pas une terre peuplée de nababs européens mais dans un pays à vocation agricole quelques milliers d'hommes détiennent une bonne part des surfaces exploitables et par là même les richesses. Ces nantis débouchent sur une influence considérable : ils possèdent la presse, ils attirent une clientèle. Ils peuvent ainsi dominer la vie de la colonie. Ils sont, aux Délégations financières, maîtres des budgets, ils sont en politique aux postes clés des députations et des divers mandats, ils tiennent les mairies et avec elles l'administration. Jouant de ces primautés, ils s'imposent aux pouvoirs publics métropolitains et orientent une opinion européenne pour laquelle l'Arabe reste l'Arabe avec ce que cela implique de supériorité, de méfiance ou de crainte.

Le pouvoir réel relève donc de quelques mains. Ces grands noms seront là le 1er novembre 1954. L'Histoire impose de citer des noms qui l'influencent. Il y a Blachette, qui règne sur l'alfa des hauts plateaux. Ce monopole rime avec pactole. Le *Journal d'Alger* lui appartient. Le sénateur Borgeaud est l'homme du domaine de la Trappe, cette propriété rachetée après l'éviction des religieux lors de la séparation de l'Eglise et de l'Etat au début du siècle. A Alger, Alain de Sérigny héritera de *l'Echo d'Alger*, journal de minotiers milliardaires qui lui assurera la meilleure des tribunes. A Oran, *l'Echo d'Oran* appartient à Robert Laffont. A Constantine, ce sont les frères Morel, une autre grosse fortune terrienne, qui possèdent le journal local *la Dépêche de Constantine*. A Mila, dans le Constantinois, c'est Gratien Faure et son immense domaine. Dans le Constantinois encore, c'est la famille Lavie et sa minoterie à Héliopolis, près de Guelma. Quelques négociants ou armateurs aussi comme Laurent Schiaffino, une puissance algéroise par sa compagnie de navigation.

Sous ces grands notables craints et respectés et loin derrière, il y a près d'un million d'Européens, petits fermiers, contremaîtres, agents de l'administration dans le bled, fonctionnaires, employés, commerçants, ouvriers ou chefs d'équipe en ville. Ils travaillent et s'enflamment avec leur tempérament méditerranéen. Ils ne sont point malheureux dans l'ensemble, même si l'on admet que les ressources de l'Européen d'Algérie sont inférieures – 15 % disent les statistiques – à celles du métropolitain. A défaut d'une existence aisée, la vie n'est point désagréable sous le chaud soleil du Maghreb où l'on se sent chez soi.

Côté musulman, la situation est bien différente même si là encore quelques privilégiés contrastent avec un ensemble sous-développé. Les écarts se creusent. Les fortunés peuvent vivre à l'européenne[9]. Les autres retardent de plus d'un siècle.

En ville, avec l'exode rural qui commence par suite de la poussée démographique, les quartiers spécifiquement indigènes sont surpeuplés. On s'entasse dans des demeures sans confort ni hygiène. La Kasbah est restée quasiment celle des Turcs. A la périphérie des grandes cités, la lèpre des bidonvilles commence à apparaître. Dans le jargon du pays, on les appelle les « villages nègres ». Mais, rappelons-le, le monde algérien reste rural à 90 %. C'est celui des fellahs, des paysans[10]. Les uns constituent un prolétariat embauché sur les terres de colonisation. Les autres végètent avec des méthodes archaïques sur un espace ingrat et insuffisant. Moins de 10 hectares permettent difficilement d'entretenir un cheval ou un mulet pour tirer l'araire ancestral. Les rendements s'en ressentent surtout sur les hauts plateaux. Dans le Tell, ils récoltent olives et figues. Dans le sud, la quasi-totalité de la production de palmiers-dattiers passe par eux. De-ci, de-là ils s'essaient à des cultures plus rémunératrices : jardins maraîchers sur le littoral, tabac dans la région de Guelma et de Bordj-Menaïel. Et puis il y a des petits compléments. En Petite Kabylie, on les devine dans les sous-bois déterrant les souches noueuses des racines de bruyère. Elles partiront sur le bourricot vers l'usine à pipes. Pour beaucoup, l'élevage, ovin principalement, reste la meilleure des ressources. Alors, pour nourrir des familles de plus en plus nombreuses s'ouvre la porte de l'exil vers les grandes villes et la métropole.

L'habitat, le niveau de vie se ressentent de cette pauvreté. La demeure n'est qu'un gourbi de parpaings en terre ou une masure de branchages plaquée de glaise. La vraie maison en dur, avec son toit en tuiles rouges, apparaît là où les mandats venus de France apportent un complément appréciable. On les distingue surtout sur les lignes de crête où s'étirent les villages kabyles. La piste muletière est le moyen d'accès à ces hameaux – ces *mechtas* – que l'électricité n'atteint pas. L'eau est à la source ou au puits. C'est là le travail des femmes qui y trouvent une occasion de sortie et de palabres. Le vêtement, la nourriture et, par voie de fait, l'hygiène sont à l'unisson. Pantalons, vestes plus ou moins rapiécés ressemblent plus à des guenilles qu'à un costume. Les enfants vont pieds nus ou ignorent la chaussette. La semoule pour confectionner la galette sèche est l'aliment

essentiel. Tel est le tableau que l'on ne voit pas des artères modernes des grandes cités. Il explique le décalage entre le monde européen et le monde musulman.

Et l'école ? Tous les jeunes Européens ainsi que les jeunes Juifs sont scolarisés. Lycées et collèges ont suivi le développement de la colonisation et certains établissements ont des professeurs de renom. Alger possède son université.

Pour les jeunes musulmans, la situation est loin d'être aussi favorable. Six pour cent des indigènes sont scolarisés. L'école indigène est née vers 1890. Des réalisations incontestables, des dévouements magnifiques ne font que mieux ressortir l'insuffisance de l'ensemble. La masse musulmane est très largement analphabète.

Cet état de fait a des responsables. La France, pays de Jean-Baptiste de La Salle, de Jules Ferry, et de bien d'autres, n'a pas ici rempli une mission qui est souvent sa grande œuvre. Elle n'a su ni voulu imposer l'enseignement obligatoire. En outre, le laïcisme profond de la Troisième République a freiné les écoles confessionnelles, telles celles des sœurs blanches, pourtant appréciées.

Mais surtout en Algérie les potentats locaux ont fait obstacle à la scolarisation indigène. Ils redoutent de sortir de sa torpeur une plèbe qui se tait et travaille à bas prix. Un rapporteur du budget de l'enseignement des indigènes explique en 1895 à ses collègues du Parlement : « Les écoles algériennes forment des insurgés et des déclassés. » En 1908, le congrès des maires d'Algérie – tous européens – vote une motion extraordinaire :

« Considérant que l'instruction des indigènes fait courir à l'Algérie un véritable péril, tant au point de vue économique qu'au point de vue du peuplement français, les maires d'Algérie émettent le vœu que l'instruction primaire des indigènes soit supprimée. »

Quelle responsabilité de décision et de jugement ! La culture française ne reste-t-elle pas le meilleur moyen de s'attacher les esprits et les cœurs ?

Peu de musulmans franchissent le cap des études supérieures. Ces privilégiés proviennent de familles aisées ou fils de caïds qui ont pu bénéficier d'une bourse. Sur 2 000 étudiants à l'Université d'Alger, ils ne sont qu'une cinquantaine. Ils s'orientent vers les disciplines littéraires avec une préférence pour le barreau. Quelques-uns choisissent les études médicales, tel un certain Ferhat Abbas qui, en 1930, termine sa pharmacie. Plus rares sont les scientifiques. Avec le soutien de Paul Painlevé, un

musulman, Salah Bouakouir est entré à Polytechnique. Son cas reste pour l'heure un exemple unique.

Les conséquences de cette carence globale de l'instruction sont graves. Faute de formation et surtout de formation professionnelle, les jeunes générations se préparent à n'être que des sous-employés ou des chômeurs. Le sentiment d'inégalité sociale et raciale du peuple algérien s'accroît. Bien des enfants enfin, à défaut d'autre porte ouverte, sont rejetés vers les écoles dites coraniques qui, sous couvert d'enseignement à caractère religieux, ne se gênent pas pour inculquer des sentiments qui ne sont pas favorables à la France.

L'inégalité politique rejoint les autres. Sujet français, l'Algérien n'est pas citoyen. Les décrets Clemenceau n'ont touché qu'une frange limitée de la population. Le code de l'indigénat a été officiellement abrogé en 1927, mais cette suppression n'est pas encore véritablement entrée dans les faits. Le musulman doit effectuer un service militaire d'une durée double de celle de l'Européen. S'il est dans l'armée des officiers indigènes, dans la pratique il existe un plafond reconnu à leur avancement : celui de capitaine.

La société franco-algérienne de 1930 est donc profondément inégale. Droits et devoirs n'y sont pas les mêmes pour tous. Ne point l'oublier est indispensable pour comprendre un avenir qui, à partir de 1930, va commencer à se façonner. Mais avant de voir comment, une autre interrogation : quel est le sentiment des Algériens à l'égard de la France ?

L'âme musulmane est souvent muette. Qui peut vraiment percer le secret des consciences ? Il convient donc de progresser avec prudence et de n'avancer que des hypothèses générales.

Les bénéficiaires du système français, c'est-à-dire les hommes de l'administration, caïds, aghas, etc., sont satisfaits. Ils trouvent leur compte c'est-à-dire sécurité matérielle et honneurs. Sincères ou hypocrites ils sont toujours prêts à applaudir et à approuver. Ils forment la fameuse cohorte des « béni-oui-oui », cette troupe d'avant-garde pour attester des bienfaits de la présence française.

Les anciens combattants, les anciens militaires, qui ont connu la fraternité des armes, parlent de la France avec respect et affection. Dans un pays où le guerrier est honoré, ils portent avec fierté des médailles bien méritées. Une petite retraite, une pension leur apportent souvent un mieux-être certain. Leurs anciens chefs se sont penchés sur leur sort : le maréchal

Franchet d'Esperey a créé les « Dar el-Askri », maisons du soldat, foyers où les anciens de l'uniforme aiment se retrouver et palabrer.

La petite minorité instruite et aisée commence à s'interroger. Elle ressent vivement les inégalités politiques. Déjà des voix se sont élevées. Timides d'abord, elles vont s'amplifier. Les pouvoirs publics devront compter avec elles.

Il reste le peuple, celui des ouvriers, celui des fellahs surtout. Pour lui, le souvenir des grandes insurrections s'est estompé avec le temps. Le fait national, il ne le perçoit pas. Sa vision est trop enserrée dans son horizon limité de steppes ou de djebels. L'au-delà des monts, l'entité algérienne, il ne peut encore la concevoir et bien peu lui en parlent. La France est là. Sa présence paraît immuable. Alors, le fatalisme religieux aidant, il supporte vaille que vaille son sort avec ce stoïcisme qui est l'un des caractères majeurs de la race.

Et pourtant, c'est de ce peuple que viendra l'éveil et de là où on l'attend le moins : de ceux qui sont partis chercher emploi et salaire sur la terre métropolitaine. Etouffée en partie dans les débuts par l'audience des notables qui rechercheront une voie raisonnable et négociée, leur action s'amplifiera et préparera la révolte.

Tel sera le quart de siècle qui mène l'Algérie du Centenaire au 1er novembre 1954. En toile de fond une expansion démographique exacerbant une crise économique et les conséquences du second conflit mondial. Sur le devant de la scène deux révoltes : celle de l'élite réclamant une égalité politique, celle de la masse misérable aspirant à des lendemains plus équitables[11]. Révolte politique des uns, révolte sociale des autres se retrouveront dans le creuset d'un nationalisme attisé par le souffle de l'Islam.

Passivité et conservatisme seront les réponses trop souvent apportées par la France et ses représentants. Le conflit sera inéluctable.

*

* *

Bien comprendre l'Algérie de 1930 et celle de 1954, qui n'aura guère changé, implique enfin un regard sur les conditions et le fonctionnement de son administration. Les rouages essentiels y sont au nombre de trois : le gouverneur général, les communes dites de plein exercice et les communes

mixtes. Tout gravite autour de ces pôles essentiels qui drainent la majorité des pouvoirs et déterminent largement la vie des individus.

Au sommet de la hiérarchie se situe donc le gouverneur général, nommé par le gouvernement français et siégeant à Alger. C'est un poste flatteur débouchant sur de larges satisfactions. Il est prisé par les hommes politiques et les hauts fonctionnaires car si le titulaire n'a pas rang de ministre, il est une puissance, véritable chef de gouvernement local. Une tradition veut qu'il ne soit pas confié à un enfant du pays.

On y a vu de grands noms. On se souvient des militaires, dont le dernier fut Chanzy. Les civils ont eu, entre autres, Jules Cambon, Laferrière – il a laissé son nom à un square qui sera un haut lieu de l'activisme algérois – et surtout Jonnart en poste pendant plus de dix ans. Maurice Violette enfin, dont le nom sera accolé à celui de Léon Blum pour un projet de réformes, a été en poste de 1925 à 1927[12].

Les attributions du gouverneur général sont multiples. Elles s'étagent dans l'historique. Il représente à la fois le gouvernement de la République française et l'Algérie en tant que personne civile. Pratiquement, tous les grands corps de l'Etat dépendent de lui, en Algérie, à l'exception de l'armée, de l'Instruction publique, des services non musulmans de la Justice et certains départements du Trésor. En bref, administrateur, juge, financier, législateur même, ce gouverneur général est au plus haut niveau la puissance française en Algérie.

Certes, des assemblées gravitent à ses côtés, Délégations financières, assemblée purement élective, conseil supérieur de l'Algérie composé de hauts fonctionnaires ou d'élus. Leurs pouvoirs restent limités et leurs voix consultatives. Si elles délibèrent pour voter le budget de l'Algérie en ultime ressort la décision effective appartient au gouverneur général et par là à la France. L'Algérie en fait est bien entre les mains des hommes politiques français et de leurs mandants. (On a vu l'influence de certains de ces derniers.)

Sous le gouverneur général, l'organigramme prévoit les trois départements d'Alger, Oran et Constantine. De fait, monstres hypertrophiés, ils ne sont pas adaptés par suite de l'immense diversité que leur étendue leur fait supporter. La réalité des problèmes et des pouvoirs se situe à un, voire deux échelons en dessous, c'est-à-dire à celui des communes.

Les communes de plein exercice sont les plus nombreuses. On en dénombre 298. Régies par la loi du 5 août 1884, elles se sont constituées là

où une implantation européenne justifiait les rouages traditionnels : maire, adjoint, conseil municipal élus. Elles regroupent donc la quasi-totalité du peuplement européen, mais englobent dans leur périmètre des secteurs restés à dominante indigène. Le quart des musulmans d'Algérie vivent ainsi dans des communes de plein exercice. Depuis les décrets Clemenceau de 1919, certains d'entre eux votent pour désigner des conseillers municipaux musulmans qui ne peuvent excéder le tiers des élus. Le maire européen et sa majorité restent ainsi maîtres des décisions et des choix. La nature humaine étant ce qu'elle est, une telle prééminence ne favorise pas toujours les habitants des douars aussi bien au niveau des budgets que des subventions[13].

L'autre commune est la commune mixte, héritière, on l'a vu, des bureaux arabes et des annexes militaires. Elle représente la grande cellule administrative de l'Algérie, là où la population indigène l'emporte très largement et où la colonisation a peu pénétré. On en compte 70 et elles sont vastes, couvrant la superficie d'un département français, parfois plus. Elles englobent les six septièmes du territoire et les trois quarts des indigènes. C'est dire l'importance de ce maillon original qui se veut à la fois témoin de l'assimilation que la France entend pratiquer et en même temps gardien d'un certain particularisme local. D'où, d'un côté, l'administrateur, fonctionnaire français, et, de l'autre, caïd et djémaa, émanations du peuplement indigène.

La commune mixte, c'est d'abord et beaucoup son chef, fonctionnaire des services civils, nommé par le gouverneur général et qui règne en grand féodal. Il a son bordj, une enceinte parfois semi-fortifiée où il réside avec les siens et ses collaborateurs. Avec son jardin, qui prend dans certains cas des allures de parc, l'ensemble se veut cossu et digne du mandataire de la France, qui doit savoir en imposer. Ce signe extérieur fait partie de sa mission. Ce civil, en tenue le plus souvent, a donc aussi des comportements militaires. On claque des talons en entrant dans son bureau. La manière forte ne lui déplaît pas à l'occasion. Il assure que l'indigène préfère cela à une amende ou trois jours de prison. Peut-être a-t-il raison, du moins atteste-t-il de sa puissance. Car il a de grands pouvoirs, cet administrateur que d'aucuns appellent un vice-roi. Il en a beaucoup plus que son supérieur hiérarchique, M. le sous-préfet. La paix française, dans le bled, c'est lui.

Issu d'une grande école – beaucoup ont fait « l'Agro » ou l'Ecole coloniale – nommé à la suite d'un difficile concours, c'est un fonctionnaire d'autorité et toute la vie administrative passe par lui. Il est tout à la fois

maire de la commune et représentant du pouvoir central pour l'administration de la circonscription, la surveillance et la tutelle des indigènes. Son métier, il le vit avec foi, voire avec passion. Il a autour de lui tout un petit monde : un ou deux administrateurs adjoints, européens évidemment, un secrétaire et un secrétaire adjoint souvent musulman, un architecte de voirie aussi européen et puis son personnel musulman : cavaliers de commune mixte (8 en principe), khodja, c'est-à-dire interprète et puis personnel auxiliaire.

Dans son orbite fonctionnent sous la hiérarchie de leurs ministères de rattachement : justice de paix, gendarmerie, ponts et chaussées, postes, eaux et forêts, etc., écoles (mixtes ou indigènes).

Dans la pyramide qu'il coiffe s'insèrent les caïds. Ah, messieurs les caïds ! Que ne dit-on sur leur compte ! Les uns les voient serviles, les autres véreux[14]. Comme en tout il n'est de vérité absolue et le registre est largement ouvert. Certains caïds, c'est vrai, font « suer le burnous », d'autres ne sont que des « béni-oui-oui » à la botte de M. l'administrateur, du « Hakem » celui qui commande, d'autres s'efforcent d'être d'honnêtes et loyaux serviteurs de la France, heureux et fiers de leur position. Plus d'un du reste le paiera de sa vie. Qui sont-ils donc et à quoi servent-ils ces caïds si voyants et si discutés ?

Le caïd, évidence qu'il faut peut-être préciser, est tout d'abord un indigène et ensuite un fonctionnaire nommé et rémunéré par le gouvernement général. Les fils de « grande tente », c'est-à-dire de l'ancienne noblesse algérienne, ne sont plus qu'une infime minorité, environ un dixième. Pour l'essentiel, les caïds se sont signalés par leurs services rendus – militaires ou civils – ou leur fidélité. Leur nomination, qui est une promotion sociale, se veut une récompense. Le caïd, sous l'administrateur, a charge du douar qui lui est confié[15]. Il y perçoit l'impôt, rédige les actes d'état civil, veille d'une façon générale à la sécurité en rapportant à son chef tous les renseignements sur la vie du douar. On reprochera ainsi à certains caïds – et sans doute à juste raison – de n'avoir point prévenu de ce qui se tramait avant le 1er novembre 1954. Le caïd a lui aussi un garde champêtre, un khodja et puis des chefs de fractions qu'en pays berbère on appelle selon les régions des ouakafs, des amines, des cheiks el Ferka.

Enfin les communes mixtes ont leur djemaa, ces assemblées de douar, élues depuis les lois Clemenceau. Elles n'ont guère de pouvoirs, du moins

peuvent-elles émettre près de l'administrateur un avis sur certains besoins d'ordre économique. Cela ne dépasse guère le domaine du forage des puits.

Telle est la commune mixte dont certains trouvent le système adapté au tempérament indigène qui aimerait sentir une main forte. Mais des défauts, plus d'un administrateur en est conscient. Il sait que son territoire est trop grand, trop peuplé. La commune mixte de Sidi-Aïch en Petite-Kabylie a 135 000 habitants. Celle de Tébessa s'étale de Tébessa jusqu'aux oasis de Négrine et Ferkane, 150 kilomètres au sud que l'on n'atteint qu'après une journée de piste et dans quelles conditions. Surtout, soumis à des tâches et responsabilités multiples dans les domaines de l'administratif, de l'économique, du social et, hélas ! de la politique, bref, à un labeur difficile et souvent écrasant, il souffre d'un manque flagrant de collaborateurs. Et puis les moyens matériels sont trop faibles et pour l'administrateur il est difficile d'être partout et totalement efficace. Généreux, il accorde des aides, des subsides mais ses ressources sont limitées. Elles sont celles d'un impôt tiré d'un habitat pauvre.

« En entrant dans un gourbi, des fois, ça faisait mal ! » Le cri du cœur, entendu dans la bouche d'un administrateur, le cri du cœur d'un homme qui veut l'ordre français mais se rend compte d'une misère à laquelle il ne peut pas grand-chose à l'ombre du drapeau tricolore.

---

1 On trouve quelques manufactures agro-alimentaires et quelques ateliers industriels.

2 Il reste, en fait, un peu plus de 150 000 étrangers. Ce nombre va décroissant de par la loi de 1889.

3 La remontée des nomades des territoires du sud vers le nord se poursuit.

4 De même, sous l'influence française, la polygamie tend aussi à disparaître.

5 J. Chevalier, *Nous, Algériens*.

6 La loi coranique interdit le mariage d'une musulmane avec un infidèle mais tolère l'inverse. Toujours le concept islamique de supériorité masculine. La femme est censée devoir être influencée et dominée par son époux.

7 Recensement effectué par le Gouvernement général de l'Algérie en 1930. Il variera peu jusqu'en 1954. Le nombre des colons européens chutera à 22 000 avec la disparition de « petits ». En revanche, 100 000 musulmans environ viendront s'adjoindre aux moins de 10 hectares.

8 Sur ce thème, Albert Camus a pu dire : « L'Algérie n'est pas le pays d'un million de colons fumant cigare et roulant en Cadillac. »

9 4 % des musulmans environ ont un niveau de vie identique à celui de l'Européen moyen.

10 On les voit chaque matin s'acheminer vers leurs lieux de travail ; terres de colons ou de coreligionnaires ayant réussi, chantiers d'alfa en Oranie, chantiers de liège dans le Constantinois. Parfois, même dans la nuit, ils trottinent vers l'entrée des galeries dans les régions où se trouve un petit centre d'extraction.

11 La grande idée de la Réforme agraire a un fondement.

12 Maurice Violette mourra nonagénaire en 1960, fidèle partisan de l'Algérie française dans une perspective de très large intégration.

13 Le douar commune, rappelons-le, est une création du senatus consulte de 1863. Division artificielle, sans racines territoriales, il visait à diviser les tribus et à en regrouper les éléments autour d'un patrimoine commun.

14 Ferhat Abbas accusera l'un d'eux, le caïd Bengana de Biskra, de régner à « l'orientale ». Propos pour le moins insolites dans la bouche d'un musulman, mais certainement fondés si l'on en croit le rapport « très secret » du général Parlange en 1956.

15 Il existe aussi et au-dessus des caïds, des aghas et des bachaghas. Ces vieux vocables turcs qui correspondaient avant l'arrivée des Français à des commandements réels – *bach* en turc veut dire tête, chef – ne sont plus que des titres honorifiques liés toutefois, ce qui n'est pas négligeable, à des améliorations de rémunération. Le bachagha, dans la hiérarchie française du caïdat, prend le pas sur l'agha, lequel le détient sur le simple caïd.

Chapitre VIII

1930-1939 : L'ÉVEIL ET LE REFUS DU CHANGEMENT

Il est peut-être paradoxal de constater que c'est à cette heure du Centenaire, à cette heure où l'Algérie paraît le mieux ancrée à la France, qu'apparaissent des frémissements, signes de temps nouveaux. L'Algérie renaît à la vie politique, mais sous des aspects bien différents, voire tout à fait divergents. De l'Algérie française à l'Algérie algérienne, de l'assimilation à l'indépendance, des Algériens commencent à rechercher la route de l'émancipation ou de l'égalité.

Chronologiquement parlant, le premier soubresaut remonte à quelques années avant le Centenaire. Peu après la fin de la Première Guerre mondiale, un homme s'est levé. Il a des titres. Petit-fils d'Abd el-Kader (on l'appelle l'émir Khaled), ancien officier de l'armée française, il a servi avec honneur. Sa fraternité algérienne a des objectifs qui paraissent révolutionnaires pour l'époque. Ne réclame-t-il pas, le 4 août 1922, dans son journal l'*Ikdam :*

1. Représentation au Parlement métropolitain des indigènes algériens non citoyens français,

2. Proportion musulmane des deux tiers dans les assemblées algériennes,

3. Suppression intégrale et définitive de ces iniques lois d'exception de l'indigénat, de la mise en surveillance et des tribunaux spéciaux,

4. Diffusion de l'instruction,

5. Elaboration du budget de la tribu par la *djémaa*, sans contrainte étrangère,

6. Juste et effective participation indigène aux terres de colonisation,

7. Ouverture de routes et de voies ferrées dans les régions totalement oubliées,

8. Choix des caïds par voie d'élection ou de concours[1].

Quelques mois plus tôt, il avait terminé ainsi sa déclaration de création de la « fraternité algérienne » :

« Musulmans soucieux de notre bonheur et de notre dignité, nous avons le devoir de réagir et de nous défendre. La France généreuse que nous aimons verra une fois de plus en nous des enfants dignes d'elle. »

« Enfants dignes d'elle. » Le ton n'est pas celui d'un révolutionnaire, même lorsqu'il s'adresse à Edouard Herriot, président du Conseil, pour renouveler ses demandes. Mais l'émir s'engage trop avec de nouveaux venus : les communistes. Il doit s'exiler[2]. Il laisse un sillon à peine engagé, mais son action un peu isolée trouvera vite des relais.

Les décrets Clemenceau ont ouvert les portes des mandats politiques à une catégorie privilégiée d'indigènes. Certains savent exploiter cette possibilité et des élus musulmans siègent maintenant dans les conseils municipaux ou généraux. Ces hommes sont des notables, aisés, instruits. Forts de ces qualités, ils entendent être traités en citoyens à part entière. Sous l'impulsion de quelques-uns, ils se regroupent en fédérations locales. Leurs revendications ont un caractère nettement profrançais. Français ils se veulent par assimilation pure et simple et égalité de droits et de devoirs.

C'est dans le Constantinois que leur mouvement prend le plus d'ampleur. C'est là un département où le pourcentage des Européens est le plus faible. C'est là encore une région proche de la Tunisie et où l'influence de son parti nationaliste, le Destour, se fait le plus sentir. Tout concourt à favoriser l'éclosion de la Fédération des élus du Constantinois, où deux hommes se mettent très vite en relief, le Dr Bendjelloul, son créateur, tout d'abord, puis et surtout l'élu de Sétif, la métropole des hauts plateaux, Ferhat Abbas.

L'Histoire exige de s'attarder un peu sur cet Algérien qui sera un jour le premier chef du premier gouvernement provisoire de la République algérienne. Son nom est lié à l'indépendance de l'Algérie, même si à certains moments son opportunisme l'a plus conduit à utiliser les événements qu'à les susciter.

Il est né avec la fin du XIX^e^ siècle, en 1899, non loin de Taher, bourgade de colonisation et chef-lieu d'une commune mixte à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Djidjelli. Son père, agriculteur enrichi, a été caïd de Strasbourg, modeste village proche, puis du douar de Beni-Sciar[3] plus au sud, pays escarpé, aux dénivelées impressionnantes et aux habitants farouchement accrochés à leur sol si difficile soit-il. Pour ses services rendus à l'administration il a obtenu le grade, élevé, de commandeur de la Légion d'honneur.

Pour le jeune Abbas, c'est la communale de Taher, puis le collège de Philippeville, comme boursier, grâce à la position paternelle. Il s'y fait des amitiés durables parmi ses condisciples européens. Il s'attarde un peu dans les études car le virus de la politique l'a saisi. Six ans durant, il est président de l'association des étudiants musulmans d'Algérie. En 1932, pharmacien diplômé, il s'installe à Sétif. Il va en faire son fief.

L'homme est complexe. En lui, l'ambition se mêle à l'idéalisme. Enfant du terroir – il y restera fidèle –, il a pleine conscience du sort et du statut de ses coreligionnaires et il s'insurge. Il veut remédier aux inégalités et aux carences. Jeune étudiant, il rédige ses premiers articles. Anonyme encore, sous le pseudonyme de « Jeune Algérien », il dénonce les injustices du temps. Bourgeois introduit, il se fait élire conseiller général, puis délégué aux délégations financières. La députation est un objectif qui flatterait son amour-propre.

Algérien de cœur, il est aussi Français de culture. Marié à une Française, il maîtrise mieux la langue du colonisateur que l'arabe. Sa vie durant, il restera marqué par cet humanisme occidental qu'il connaît et apprécie. Aussi sa première démarche ne l'éloignera pas de la France. Bien au contraire. Il souhaitera que les siens et lui-même soient de vrais Français.

Sa culture n'exclut pas l'habileté. De belle prestance, d'élocution aisée, maniant avec facilité le verbe et la dialectique, il sait séduire. Son emprise sur ses collègues, moins racés ou moins éduqués, est forte.

Homme à la croisée de deux cultures et de deux civilisations, épris de chacune, il pourrait représenter pour la France un interlocuteur conséquent dans le cadre d'une solution politique négociée et de la création d'une entité franco-musulmane nouvelle en Algérie. La vérité impose de dire qu'il ne trouvera guère d'interlocuteurs français disposés à l'écouter.

*

* *

L'Islam n'a pas de clercs au sens occidental du terme, c'est-à-dire des hommes ou des femmes consacrés uniquement à la propagation de leur foi. Il a des serviteurs qui le servent un peu plus que le commun des mortels, y consacrant la majeure partie de leurs forces. Les oulémas, ces docteurs de la loi[4], sont de ceux-là. Comme le docteur Bendjelloul, comme Ferhat Abbas et leurs amis de la Fédération des élus, ce sont aussi des notables. Ils se situent sur le même plan social et tout comme eux ils sont le plus souvent originaires du Constantinois. (Constantine est restée, à bien des égards, une vieille citadelle de l'Islam, pendant de Tlemcen en Oranie.) Hommes de science et de foi, les oulémas se perfectionnent pour la plupart à l'université islamique de Tunis, la célèbre Zitouna. Ils en tirent une sève unificatrice.

Les élus se veulent Français. Les oulémas se veulent musulmans. Leurs chefs, Ben Badis à Constantine, Tayeb el-Okbi à Alger, Brahimi Bachir à Tlemcen, sont des intégristes. Ils font référence à un Islam pur et fort et par là même refusent toute idée d'assimilation à la France.

A Ferhat Abbas, qui clame fort que l'Algérie n'existe pas et qu'il l'a cherchée en vain, ils répondent dans leur « déclaration nette » :

« Nous, les oulémas, parlant au nom de la majorité des indigènes, disons à ceux qui se prétendent Français : Vous ne nous représentez pas ! Le peuple musulman d'Algérie a son histoire, son unité religieuse, sa langue, sa culture, ses traditions. Cette population musulmane n'est pas la France, elle ne peut pas être la France, elle ne veut pas être la France. »

Dans leurs écoles, les oulémas font réciter à leurs élèves : « L'islam est ma religion, l'arabe ma langue, l'Algérie ma patrie. »

Le divorce Elus-Oulémas est apparemment complet. Deux conceptions sur l'avenir de l'Algérie s'affrontent, mais affrontement strictement verbal. Entre policés de bonne instruction, les échanges ne peuvent signifier les coups. D'autant qu'au moins un point d'importance les unit : l'évolution ne saurait signifier la révolution. Ces modérés aspirent à une transformation progressive qui ne saurait remettre en cause leurs positions et leurs prérogatives. Ils ne souhaitent pas renverser du jour au lendemain une société dont ils sont des bénéficiaires même s'ils en reconnaissent les tares.

C'est une voix bien différente que celle qui s'élève non point du sol algérien, mais sur le sol de France. Voix populaire, elle s'adresse au peuple. Avec Messali Hadj, le roturier de Tlemcen, un autre souffle se lève. Un

souffle qui ne demandera qu'une quinzaine d'années pour déferler en tornade et bouleverser l'Algérie.

Messali Hadj est d'un an l'aîné de Ferhat Abbas puisqu'il est né en 1898. C'est un enfant de Tlemcen, l'ancienne capitale des Abdelwahides, à la porte du Maroc, la seule ville peut-être de l'ancienne régence où l'histoire du Maghreb central a laissé une trace. Sa famille est modeste, son père n'a que quatre hectares et il terminera ses jours comme gardien du sanctuaire islamique de Sidi-Boumedine. Les revenus familiaux obligent le jeune Messali à alterner école et petits métiers. Enfance pauvre donc, mais ni malheureuse ni misérable. La solide affection des siens entoure l'enfant tout comme le baigne l'ambiance religieuse dans laquelle vivent ses parents[5]. La famille, la religion, des valeurs que Messali Hadj découvre très jeune et auxquelles il restera fidèle sa vie durant, et qui compteront.

L'Algérie, on en parle aussi beaucoup autour de lui. Ses grands-parents ont fui au Maroc lors de l'arrivée des Français. Son père est né en exil. L'enfant vit l'agitation des années 1908-1911 qui voient des Tlemcenois[6] s'expatrier plutôt que d'accepter la loi sur la conscription indigène que viennent d'instituer les Français. Il assiste au départ des conscrits musulmans pour le front français en 1914. Il sait que son tour viendra avec la guerre qui se prolonge, et que sa mère s'en inquiète.

Les Européens, il les côtoie chaque jour. Il joue avec les jeunes de son âge. Il se crée aussi des amitiés françaises qui l'aideront par la suite. Sensible, il s'insurge de se voir traiter de « bicot » par certains et de ne pouvoir suivre l'école comme d'autres[7].

En 1918, il est mobilisé et part pour Bordeaux dans les services de l'Intendance. Il y restera trois ans, le temps légal du service à l'époque. Jeune sergent, il ne comprend pas de percevoir 1,50 F par jour alors que ses camarades français du même âge en touchent 7. Par hasard, un dimanche, il achète *l'Humanité*, le quotidien communiste. Il en fait une de ses lectures.

De retour en Algérie, son horizon tlemcenois lui paraît bien fade et étriqué. Il n'a guère de travail et encore moins de perspectives. Le jeune homme, il a maintenant vingt-six ans, part pour Paris, imitant ainsi nombre de ses coreligionnaires[8]. A Paris il trouve un emploi, des emplois surtout, car il touchera un peu à tout : magasinier, vendeur, marchand des quatre saisons... Par une vieille amie européenne de Tlemcen, il fait la connaissance d'une jeune Lorraine. Ils se marient, selon le rite islamique,

précise Messali Hadj. Mme Messali lui donnera deux enfants et sera à ses côtés une militante de sa cause.

Car, très vite, Messali Hadj s'engage. Lecteur assidu de *l'Humanité*, il s'inscrit tout naturellement au parti communiste français. Ce parti, s'il répond à son aspiration sociale, n'entre pas dans ses vues sur le problème spécifiquement algérien. Il n'est qu'un communiste de demi-teinte, plus nationaliste que marxiste. Pour lui, le fait algérien prime et là n'est pas la doctrine du parti. Peu à peu, il s'en écarte. Le parti aura néanmoins été le sien durant quelques années et aura contribué largement à sa formation politique[9].

En 1926, quelques-uns de ses compagnons d'exil parisien créent « l'Etoile Nord-Africaine », mouvement d'unité africaine dans l'obédience du parti communiste[10]. Messali Hadj fait partie de l'équipe initiale mais n'est pas encore l'élément premier. Il le deviendra très vite. Pour l'heure, cette association d'immigrés, musulmans et de mouvance communiste, franchit un pas bien audacieux. Elle annonce clairement des objectifs nettement révolutionnaires. C'est Messali Hadj, promu secrétaire général de l'association, qui les présente officiellement au congrès de Bruxelles du 10 au 14 février 1927 :

1. Indépendance de l'Algérie,
2. Retrait des troupes françaises d'occupation,
3. Constitution d'une armée nationale,
4. Confiscation des grandes propriétés agricoles accaparées par les féodaux, agents de l'impérialisme, les colons et les sociétés privées et la remise de la terre confisquée aux paysans qui ont été frustrés ; respect de la petite et moyenne propriété ; retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français,
5. Abolition immédiate du code de l'indigénat et des mesures d'exception,
6. Amnistie pour les emprisonnés, etc.

Désormais, son destin est marqué pour plus d'un quart de siècle. Il va se consacrer à la lutte pour une Algérie indépendante.

Indépendance de l'Algérie. Le grand mot est lancé. Là-dessus Messali Hadj ne variera pas.

Ce programme de l'E.N.A., qui en fait devient celui de Messali Hadj, prévoit encore l'instruction gratuite et obligatoire en arabe ainsi qu'une action d'envergure pour le monde rural. Le tout est un grand retour à l'Islam et à une société agraire pour une Algérie libre dans un Maghreb que Messali Hadj veut uni.

Dès 1927, Messali Hadj apparaît comme le moteur et le premier rôle de ce nationalisme qui a pris pour nom E.N.A. Il le doit certes à son intelligence vive, à son talent oratoire, mais plus encore à sa rigueur doctrinale et à la force de ses convictions. Il se voue intégralement à la tâche qu'il s'est fixée, n'hésitant pas à braver les réactions de l'autorité en place. Les poursuites dont il sera l'objet, ses condamnations, ses internements, ses exils grandiront son personnage. Jusqu'au début des années 50, il sera le chef incontesté.

Ses premières troupes, ses premiers fidèles, il les trouvera en région parisienne dans un prolétariat immigré, miséreux et attiré tout naturellement par le parti communiste. De celui-ci il s'est détaché assez vite. La référence marxiste à l'Islam et à l'indépendance algérienne est beaucoup trop timorée à ses yeux.

Le mouvement messaliste restera néanmoins toujours marqué par ses débuts et l'origine modeste de son chef de file. Les messalistes viennent du peuple : ouvriers, colporteurs, petits commerçants. Ce ne sont point des bourgeois instruits ou aisés comme les amis de Ferhat Abbas. Ce ne sont point des notables enclins à la modération. Ils sont des plébéiens et leur combat est tout autant social que politique. Le recrutement initial, faut-il encore le rappeler, s'effectue dans une population immigrée laborieuse confrontée aux difficultés de la vie professionnelle en France. Dix ans durant l'E.N.A., puis la glorieuse E.N.A. qui lui succédera en 1932, garderont ce caractère métropolitain. Ce n'est qu'à partir de l'été 1936 que Messali Hadj et les siens commenceront à s'exprimer ouvertement sur leur terre natale.

La guerre d'indépendance estompera Messali Hadj et donnera la primeur au F.L.N. Les querelles de chefs, les rivalités de préséance, plus que les conflits d'idées, sont à l'origine de l'oubli autour de son nom et de son action jusque dans son propre pays. Et pourtant ! Le premier cri « Algérie libre ! », c'est lui. Le drapeau algérien, vert et blanc frappé d'une étoile et d'un

croissant rouge[11], c'est lui ! L'insurrection de mai 1945, c'est lui ! Le parti sans cesse dissous et sans cesse reconstitué qui formera les hommes du F.L.N., c'est lui ! La semence profonde du nationalisme algérien, c'est donc bien lui. Certains, bien placés pour savoir, lui en reconnaissent la paternité et, en 1959, Habib Bourguiba le saluera du titre de « Père du nationalisme algérien ».

*
* *

Les mémoires de Messali Hadj et de Ferhat Abbas, ces deux hommes qui, à des degrés divers, ont tant plaidé et œuvré pour engendrer le fait algérien, laissent bien percevoir la dualité de leurs sentiments. D'un côté ils se sentent et se veulent Arabes par le sang, par la religion. Ils trouvent au fond d'eux-mêmes un enracinement qui les lie à leur peuple, à sa pauvreté, à sa soumission. D'un autre côté, ils se sentent implacablement attirés par la France. Ils veulent côtoyer des Français, discuter avec eux, leur démontrer qu'ils peuvent être leurs pairs. L'un et l'autre épouseront du reste des Françaises. Arabisants, ils sont pétris de culture française et aspirent à la mieux connaître, à en bénéficier. Peut-on les qualifier d'Algériens de sang et de Français d'adoption ? Peut-être. Ils sont trop accrochés à la France pour la rejeter totalement.

L'Histoire n'est pas là pour exprimer des regrets. Elle ne peut que constater des situations ; situations de refus et de rejet devant ces hommes. Les idées du temps, l'insouciance des hommes politiques, l'ostracisme de certains privilégiés interdisent de les comprendre et d'engager le dialogue. Ils ne sont que des factieux ou des rebelles. La guerre d'Algérie trouve là encore une de ses premières origines.

*
* *

Il y a aussi des communistes en Algérie, brassant sous la même idéologie Européens et musulmans, fait notable car inconnu chez les autres tendances. Les Européens sont presque tous des « petits Blancs », ouvriers, cheminots, mineurs, employés. Bab-el-Oued à l'ouest, Hussein-Dey à l'est sont pour Alger des « banlieues rouges ». Sidi-Bel-Abbès en Oranie est une ville fortement communiste. Certains quartiers d'Oran penchent du même côté.

Le parti communiste algérien – il devient autonome par rapport au parti communiste français en 1935 – représente ainsi, dans certaines localités, une force. Dans les campagnes, en revanche, il ne pénètre pratiquement pas.

En règle générale, son recrutement se heurte à ses incertitudes. Ses positions doctrinales peuvent séduire le monde du travail, mais sa ligne politique manque de clarté pour entraîner les adhésions. A l'image du secrétaire général du P.C. français, Maurice Thorez, il évoque la notion assez floue de « nation en formation ». La formule veut réunir les communautés et finalement déroute. Les musulmans la trouvent trop vague. Elle ne peut vraiment accrocher des nationalistes. Les Européens s'en inquiètent. Jusqu'où va-t-on aller ? Le terme seul de nationalité algérienne, le soutien apporté parfois aux tenants de l'indépendance les effraient et ceci explique que le P.C.A., malgré ses efforts, ait des effectifs limités et reste prêt à se déchirer entre tendances incompatibles.

Des années plus tard, la guerre illustrera ces contradictions faisant éclater le P.C.A. et réduisant à un tout petit nombre ses militants affirmés. Les musulmans rejoindront le F.L.N., les Européens, les défenseurs de l'Algérie française et l'O.A.S. Entre eux, des individualités, quelques Européens et quelques musulmans, tenteront de bâtir une force représentative pour s'allier au F.L.N. Cette tentative finira tragiquement. Mais on n'en est pas encore là.

Ces grands courants – élus, oulémas, messalistes, communistes –, s'ils sont bien vivants, sont en fait très largement minoritaires. L'Algérie des années 30 commence seulement à s'éveiller. Peu d'individus sont encore vraiment concernés et pas tous de la même façon et au même endroit. Elus et oulémas s'expriment sur le sol algérien. Le P.C.A. est surtout un phénomène urbain, quant au P.P.A., né en France où il se développe, il est encore mal perçu en Algérie.

Il est aussi à relever qu'ils ne rassemblent pas tous les musulmans que la vie politique attire. Des petits groupes, des individualités s'éparpillent sur l'éventail français de la droite, de l'extrême-droite même, puissante en ces années, à la gauche. Il en est chez les Croix de Feu du colonel de La Rocque[12] ou plus tard dans le Parti populaire français de Jacques Doriot. De l'autre bord, on en voit dans le parti radical, le parti socialiste. Quelques-uns se tournent vers la franc-maçonnerie.

1936 est pour la France l'année du succès du Front populaire. La coalition de gauche arrive au pouvoir porteuse d'espérances de tout ordre. Les élus

croient donc les temps favorables pour les réformes qu'ils préconisent dans le sens d'une assimilation de l'Algérie à la France.

Quelques semaines plus tôt, Ferhat Abbas a donné le ton de ses convictions et de l'action qu'il poursuit. Voici les lignes fameuses parues dans *l'Entente*, l'organe officiel des Fédérations, le 23 avril 1936 : « Si j'avais découvert la “nation algérienne”, je serais nationaliste. Et cependant je ne mourrai pas pour la “patrie algérienne”, parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'Histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts ; j'ai visité les cimetières : personne ne m'en a parlé. Sans doute ai-je trouvé “l'Empire arabe”, “l'Empire musulman” qui honorent l'Islam et notre race. Mais ces empires se sont éteints. Ils correspondaient à l'Empire latin et au Saint Empire romain germanique de l'époque médiévale. Ils sont nés pour une époque et une humanité qui ne sont plus nôtres... Nous avons donc écarté une fois pour toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays. Nous l'avons écrit. La sauvegarde de cette œuvre est le pivot de notre action politique. »

A ces propos on peut relier ceux de son collègue et rival, le docteur Bendjelloul, précisant, le 12 août 1936, ses vœux au journal *Marseille Matin :*

« A la troisième génération, la langue arabe aura complètement disparu et l'assimilation au sein de la famille française sera un fait accompli. Les Algériens musulmans parleront, rêveront et ne penseront plus qu'en français[13]. »

L'objectif de cette élite politique que représentent les fédérations d'élus est donc bien clair : assimilation à la France, citoyenneté française avec ses droits et devoirs.

Pour progresser dans cette voie, les élus lancent l'idée d'un grand congrès musulman algérien. Communistes et oulémas s'y rallient. Pour les oulémas, c'est un peu une surprise car ils sont un peu à l'opposé des élus. Mais ils acceptent, car ils sont eux aussi des modérés et parce qu'ils considèrent que l'évolution sera très lente. Tout progrès de la condition algérienne est à saisir. Un front commun dit Front algérien est donc mis sur pied.

Pour la première fois un rassemblement musulman se tient à Alger le 7 juin 1936. Une charte revendicative du peuple algérien musulman est adoptée à l'unanimité, qui prévoit entre autres :

– la suppression de toutes les lois d'exception,

– le rattachement pur et simple à la France, avec suppression des rouages spéciaux : délégations financières, communes mixtes, gouvernement général,

– maintien du statut personnel, séparation de l'Eglise et de l'Etat,

– instruction obligatoire pour tous les enfants des deux sexes,

– une série de revendications d'ordre économique, dont l'application de la règle : à travail égal salaire égal,

– collège électoral commun, suffrage universel, amnistie, etc.

L'Histoire aurait-elle vingt-deux ans d'avance ? Est-ce juin 1936 ou mai 1958 ? On est loin de l'Algérie algérienne.

Une note différente quelques semaines plus tard, le 2 août. Un nouveau rassemblement se tient à Alger et Messali Hadj est présent. Il lui est accordé quelques minutes de parole. Le chef de l'E.N.A. s'empresse, à cette première occasion qui lui est donnée en Algérie, de révéler ses objectifs :

« Mais nous disons franchement, catégoriquement, que nous désapprouvons la charte revendicative quant au rattachement de notre pays à la France et la représentation parlementaire... Nous ne voulons, sous aucun prétexte, hypothéquer l'avenir, l'espoir de liberté nationale du peuple algérien. »

Liberté nationale du peuple algérien ! Quelqu'un ouvertement vient d'y faire allusion et Messali Hadj, son auteur, est applaudi par une partie de l'assistance.

Messali Hadj paiera ses propos du 2 août, et d'autres. Le 25 janvier 1937 l'E.N.A. est officiellement dissoute par décret. Un mois et demi plus tard, Messali Hadj recrée un nouveau parti : le P.P.A., le Parti du peuple algérien, dont le nom seul est un programme. Son chef poursuit ses tournées de propagande et, sur sa lancée, il est, à l'automne, élu conseiller général d'Alger, mais l'élection est cassée par le Conseil d'Etat. Pour l'Etat, Messali Hadj est allé trop loin. Le 28 août 1937, il est arrêté avec l'un de ses lieutenants, Lahouel Hocine. En mars 1938, il sera condamné à deux ans de prison.

Si le gouvernement de Front populaire sanctionne ce qu'il regarde comme des menées antifrançaises, il entend néanmoins, fidèle à ses idéaux, apporter plus d'égalité en Algérie. Le président du Conseil, le socialiste Léon Blum, élabore, avec Maurice Violette, un projet qui portera leur double nom. Maurice Violette, sénateur, a été gouverneur général de l'Algérie de 1925 à 1927. Il y a laissé une réputation de libéral et il avait lancé aux Européens, avant son départ :

« Prenez garde. Les indigènes d'Algérie, par votre faute sans doute, n'ont pas encore de patrie, ils en cherchent une. Ils vous demandent la patrie française. Donnez-la-leur vite, sans cela, ils en feront une autre. »

Ce projet Blum-Violette s'inscrit dans une perspective politique qui ne variera guère au niveau français : élever au rang de citoyens les musulmans qui en sont dignes. Décrets Clemenceau en 1919, ordonnance de Gaulle en 1944, statut de 1947, projet Blum-Violette procèdent sensiblement de la même veine. Egalité politique pour tous : non. Egalité pour l'élite : oui. Dans la pratique, une telle conception ne bouleverse pas grandement les données de la vie algérienne.

Le texte mis au point à la fin de l'année 1936 prévoit pour certains musulmans « l'exercice des droits politiques des citoyens français sans qu'il en résulte aucune modification de leur statut ou de leurs droits civils ». Il ouvre ainsi la porte de la cité française à un groupe de 20 000 à 25 000 personnes : anciens officiers et sous-officiers, décorés pour faits de guerre, diplômés universitaires (au-delà du brevet élémentaire), représentants, élus, fonctionnaires d'autorité, titulaires de la médaille du travail, secrétaires de syndicats ayant exercé leurs fonctions pendant dix ans. Tel qu'il est, il n'a rien de révolutionnaire mais a le mérite de toucher toutes les catégories socioprofessionnelles et de pouvoir envisager autre chose.

Il trouve un bon écho chez les congressistes de juin 1936 ainsi que dans l'opinion publique musulmane. Tous y voient un premier pas comme l'admet Ben Badis, le chef des oulémas. En revanche, côté français, c'est le refus. En France, l'opinion n'est pas prête. Le débat traîne à la Chambre. Le gouvernement manque d'autorité pour l'imposer, bien qu'il ait une majorité. En Algérie, le tollé est général. Début 1938, la Fédération des maires et adjoints spéciaux – des Européens – fait planer la menace de sa démission et le risque de bloquer la vie administrative. La presse locale attaque à fond le projet :

« Que deviendront, surtout dans le bled, l'ordre et la sécurité si l'on admettait les électeurs indigènes à voter en même temps et sur la même liste que les électeurs citoyens français ? » (*la Dépêche algérienne*).

L'abbé Lambert, maire d'Oran, déclare : « Je décrète dès aujourd'hui la mobilisation du département. Tous les antifrançais sont pour le projet Violette. Pour le combattre, tous debout ! »

Léon Blum capitule, et ne persévère pas. Après son départ le projet sera ajourné *sine die*[14]. Les élus musulmans qui l'avaient soutenu, tout comme les oulémas, et qui fondaient sur lui l'espérance d'une évolution dans le cadre français, la voient disparaître avec aigreur.

Le docteur Bendjelloul, amer et déçu, pourra déclarer :

« Les musulmans algériens se réserveront le droit de revendiquer autre chose. »

Ferhat Abbas, pour sa part, écrira une nouvelle fois dans *l'Entente*[15] *:*

« La population musulmane est révoltée par l'attitude d'un gouvernement qui accepte des restrictions à ses pouvoirs et par celle d'une coalition de maires assez forte pour commander. »

Quant à Messali, derrière les murs de Barberousse[16], il entend parfois, avec le you-you des femmes, la clameur de ses partisans scandant de temps à autre « Istiqlal ! », indépendance.

---

1 Editorial de l'*Ikdam* : « Les plus immédiats de nos desiderata », 4 août 1922.

2 Il mourra à Damas en 1936.

3 C'est sur le terre-plein de la maison forestière, en majeure partie ruinée, de Beni-Sciar, qu'un matin d'avril, dans une Algérie embrasée, l'auteur de ces lignes reçut ses galons de capitaine. Souvenir rayonnant de ces instants vécus sur ce belvédère, coiffé de chênes-lièges, face à l'amphithéâtre de la plaine de Djidjelli barré par l'azur méditerranéen.

4 Dans sa véritable signification, un ouléma est un docteur en théologie islamique.

5 Ils appartiennent à la confrérie des Der kaoua, célèbre par sa rigueur religieuse.

6 Ces événements, phénomène localisé mais bien réel d'opposition à l'impôt du sang, prirent le nom d'« exil de Tlemcen ». Les avis divergent sur son importance. Cinq cents personnes furent au moins impliquées dans cet exode.

7 Il y a une évolution des termes dans l'épithète injurieuse vis-à-vis des musulmans. Après les « bicots » ou les « bics » de l'avant-guerre, ce sera plus largement le qualificatif de « bougnoules ». Les pieds-noirs utilisent plutôt le terme « melon ».

8 Ils sont alors un peu plus de 100 000 sur le sol français.

9 Messali Hadj a été inscrit à l'école des cadres communistes de Bobigny.

10 Sur 28 membres de la direction, 16 appartiennent au P.C.F.

11 *Cf.* Mohamed Harbi, *Les Grands Africains*. « Combien d'Algériens savent aujourd'hui que leur drapeau national a été fait par Messali dans une chambre de bonne de la rue du Repos, dans le 20e arrondissement de Paris ? »

12 Un manœuvre musulman, Galli Méziane, appartenant à Solidarité française, sera parmi les manifestants tués le 6 février 1934.

13 Lisant un tel texte, certains s'interrogeront peut-être sur la responsabilité de ceux – hommes politiques en France, potentats en Algérie – qui par leur carence ou leur obstruction ont détourné à jamais de la patrie française des hommes qui frappaient à sa porte.

14 Le gouverneur général Le Beau, Raoul Auband, secrétaire général du parti radical-socialiste, sous la pression de ses amis politiques d'Algérie, ont pesé sur le chef du gouvernement français pour bloquer le projet.

15 *L'Entente*, 26 mai 1938.

16 La prison Barberousse à Alger est située à la limite ouest de la Casbah. Elle sera pour les nationalistes algériens un haut lieu, mais vers la fin de la guerre on y verra aussi plus d'un partisan de l'Algérie française.

Chapitre IX

1939-1945 : L'ALGÉRIE EN GUERRE

La déclaration de guerre de septembre 1939 ne soulève aucun remous en Algérie. La mère patrie est à défendre. Les troupes indigènes embarquent pour le front avec ordre et discipline. Dans la limite de leurs moyens, elles se battront bien. Ferhat Abbas lui-même reprend volontairement l'uniforme comme pharmacien du service de santé des armées.

La défaite de juin 1940 est certainement plus ressentie par les Européens, mieux informés, que par les indigènes, mais les bruits de bottes allemandes restent loin. Le régime de Vichy est bien accepté par tous. Le vainqueur de Verdun a gardé tout son prestige et l'on trouvera longtemps sa photographie, généreusement distribuée, dans les gourbis algériens. Weygand, nommé proconsul en Afrique du Nord, « passe » mieux que les civils, tout comme les amiraux qui accèdent au gouvernement général. L'opinion musulmane est sensible à l'abolition du décret Crémieux, conséquence locale de la politique antisémite de Vichy[1].

La grosse ombre au tableau pour la population est la crise économique et la pénurie de ravitaillement qui frappe l'Algérie par suite des restrictions imposées à son principal fournisseur, la France. Des conditions climatiques médiocres et, par voie de conséquence, de mauvaises récoltes altèrent encore les ressources des fellahs. La misère s'accentue dans le bled.

La vie politique en veilleuse, par la volonté du régime de Vichy, n'empêche pas Ferhat Abbas d'adresser, le 10 avril 1941, une lettre au maréchal Pétain, chef de l'Etat français. C'est une missive plus à caractère social que politique, en dépit de son titre, « l'Algérie de demain », car si Ferhat Abbas réclame des réformes, il les voit surtout pour biffer les inégalités qu'il décrit avec force entre les nantis, européens ou musulmans, et les « six millions d'Orientaux qui vivent dans une position amoindrie ». A aucun moment ne transparaît une allusion à une quelconque indépendance

algérienne. La réponse polie du maréchal Pétain prend acte mais ne fait pas progresser le débat.

*
* *

L'Afrique du Nord, relativement calme et peu agitée par la guerre, est brusquement secouée par les canonnades des anglo-américains du 8 novembre 1942. Si le baroud d'honneur fait des victimes du devoir, le sens politique et les sentiments antiallemands de quelques chefs, dont le général Juin, un enfant de Bône, mettent rapidement un terme à un conflit stérile et rangent l'Algérie dans le camp des Alliés. La coupure dès lors devient effective avec la métropole. Alger, promu au rang de capitale de la France rentrée en guerre contre l'Axe, est alors le champ clos des coups bas entre politiciens.

Le pouvoir est à prendre. Royalistes, gaullistes, giraudistes[2], pétainistes se le disputent. Darlan, le second de Pétain, qui a réussi à s'imposer au nom du Maréchal, y laisse la vie. Giraud manquera de peu d'y laisser la sienne. Finalement, de Gaulle, débarqué de Londres, coiffe tous les prétendants et intronise à Alger son gouvernement provisoire et un semblant d'Assemblée nationale.

Ces longs mois de course au pouvoir, au vu et au su de tous, ne grandissent pas l'image de la France près de l'élite musulmane.

Ce grand pays ne serait-il plus ce qu'il était jusque-là ? Les hommes politiques français donnent brusquement de leur pays une hideuse image de faiblesse et de veulerie. Elle ouvre des horizons absolument nouveaux à des Algériens qui s'en faisaient jusqu'alors un portrait peut-être idéalisé.

Si, d'autre part, Charles de Gaulle, plus habile ou plus retors, s'est imposé comme seul maître à Alger, il n'y gagne pas pour autant les cœurs des Européens. Le régime de Pétain, avec son autoritarisme, n'a pas déplu dans un pays qui n'a pas connu l'occupation allemande. Pétainistes, les Français d'Algérie le sont beaucoup plus que gaullistes. Ils le resteront. Les campagnes du corps expéditionnaire en Italie, puis de la I^{re} armée française en France et en Allemagne, qui ont pour support essentiel des contingents algériens, n'altéreront pas ces sentiments qui sont, de surcroît, ceux de l'encadrement de l'armée d'Afrique. Cette réserve à son égard, de Gaulle ne

l'ignorera pas. L'homme, qui n'oublie pas, saura s'en souvenir le moment venu. Quinze ans plus tard.

*

* *

La France en guerre méconnaît-elle la sage prière de Voltaire : « Seigneur, protégez-moi de mes amis, quant à mes ennemis je m'en charge » ? Si avec l'Allemagne, depuis novembre 1942, les positions sont claires, du côté de ses alliés pense-t-elle à maintenir sa garde ?

Pour les musulmans, l'exemple pour sympathiser avec les nazis vient de haut. Le grand mufti de Jérusalem apporte sa caution totale au Führer. C'est une parole qui a du poids et que peut utiliser la propagande germanique. Ses émules ne manquent pas au Maghreb. Le sultan du Maroc et son entourage renseignent l'Allemagne[3]. Le chef du Destour tunisien, Habib Bourguiba, est un agent italien[4].

L'Italie, peu avant son éviction définitive du continent africain, le ramène en Tunisie avec quelques comparses en vue de fomenter des troubles antifrançais et antialliés. Il échouera et n'insistera pas.

En Algérie, la propagande allemande se déchaîne, dès juin 1940, depuis l'émetteur parisien de Paris Mondial. Messali Hadj et certains de ses amis se laissent séduire. Les nationalistes estiment que la victoire allemande leur sera bénéfique. Prudent, Messali Hadj n'ira pas très loin ; en revanche, certains de ses militants adhèrent activement. Les plus courageux s'engagent dans les rangs de la Waffen S.S. On retrouvera quelques rescapés au F.L.N. D'autres s'inscrivent à la Milice française et se montrent, au sein de la Franc-Garde, d'odieux tortionnaires[5].

L'Histoire est plus discrète, et l'on devine pourquoi, sur les agissements des Alliés. Les Américains ont l'anticolonialisme en principe. Leur président, Roosevelt, appuie la charte des Nations Unies qui soutient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les Anglais, quant à eux, ne sont jamais fâchés de régler de vieux comptes avec leurs rivaux d'outre-mer. Le débarquement du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord a ébranlé le prestige français. La puissance coloniale ressent le contrecoup de l'occupation relative que lui imposent les contingents anglo-américains. Les guerres des clans Darlan-de Gaulle-Giraud et quelques autres, on l'a vu, ont

fâcheusement surpris. Dans le bourbier algérois, Ferhat Abbas rencontre le consul américain Robert Murphy.

Les propos échangés prêtent à controverse mais brutalement le pharmacien de Sétif durcit le ton. A-t-il eu des assurances ? A-t-il reçu des promesses ? Son comportement change du tout au tout.

Lui, l'assimilationniste, lui si déférent deux ans plus tôt dans sa lettre au maréchal Pétain, remet, le 31 mars, à Marcel Peyrouton, nouveau gouverneur, un texte d'un ton bien différent.

Ce n'est plus l'Algérie française. C'est l'Algérie tout court. Le revirement s'explique aisément. L'Amérique et l'Angleterre sont passées par là. Ferhat Abbas, et ses amis qui l'ont assisté, se sentent soutenus[6]. Le titre est révélateur de l'inspiration générale : « L'Algérie devant le conflit mondial. Manifeste du peuple algérien. »

Les rédacteurs n'ont pas résisté à de longs développements sur l'historique de la colonisation et ses conséquences pour les Algériens. Ces longs préliminaires, constats de carence pour résoudre le problème social et politique, débouchent enfin sur des conclusions précises :

> « Fort de cette déclaration[7], le peuple algérien demande dès aujourd'hui, pour éviter tout malentendu et barrer la route aux visées et aux convoitises qui pourraient naître demain :
>
> *a)* La condamnation et l'abolition de la colonisation, c'est-à-dire, de l'annexion et de l'exploitation d'un peuple par un autre peuple. Cette colonisation n'est qu'une forme collective de l'esclavage individuel du Moyen Age. Elle est en outre une des causes principales des rivalités et des conflagrations entre les grandes puissances.
>
> *b)* L'application pour tous pays, petits et grands, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
>
> *c)* La dotation à l'Algérie d'une Constitution propre garantissant :
>
> 1. La liberté et l'égalité absolues de tous les habitants sans distinction de race ou de religion ;
> 2. La suppression de la propriété féodale par une grande réforme agraire et le droit au bien-être de l'immense prolétariat agricole ;

3. La reconnaissance de la langue arabe comme langue officielle, au même titre que la langue française ;
4. La liberté de presse et le droit d'association ;
5. L'instruction gratuite et obligatoire pour les enfants des deux sexes ;
6. La liberté du culte pour tous les habitants et l'application à toutes les religions du principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

d) La participation immédiate et effective des musulmans algériens au gouvernement de leur pays...

e) La libération de tous les condamnés et internés politiques, à quelque parti qu'ils appartiennent. »

Abolition de la colonisation, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dotation à l'Algérie d'une Constitution propre. Le terme indépendance n'est pas prononcé mais il est sous-jacent. Une exigence aussi qui est sûre de trouver écho : la réforme agraire.

En contrepartie de ces réalisations le peuple algérien saura consentir les sacrifices nécessaires pour poursuivre l'effort de guerre. Habileté ou chantage ?

Le manifeste, signé par Ferhat Abbas et vingt-neuf conseillers généraux ou délégués financiers, est important. Il rend compte de l'évolution d'une partie de l'élite politique algérienne. Il sera pour elle son cheval de bataille dans la décennie à venir avant le 1er novembre 1954. Il prépare les esprits à d'autres horizons, surtout lorsque l'on en connaît les auteurs : personnages en vue mais généralement reconnus comme modérés.

La réaction française, indécise et floue sous Giraud et Peyrouton, se durcit sous de Gaulle et Catroux[8]. La France est en guerre, l'heure n'est pas à la subversion. La libération du pays détient la primeur. Ferhat Abbas se retrouve quelques semaines exilé dans le Sud et la section musulmane des délégations financières est provisoirement dissoute. Ce témoignage d'autorité suspend toute velléité d'insubordination. Il est des marches arrière prudentes.

De Gaulle, toutefois, à Constantine, le 12 décembre 1943, annonce des réformes. Ces réformes trouvent leur expression dans l'ordonnance du 7 mai 1944. Sept ans après, mais dans des circonstances bien différentes, c'est un retour au projet Blum-Violette : principe de l'égalité des Français et des

musulmans, maintien du statut personnel, extension des droits politiques à l'élite musulmane, proportion des musulmans, devenus tous électeurs, portée à deux cinquièmes dans les assemblées locales. Ces décrets, venus plus tôt, auraient trouvé audience. En 1944, les politiques musulmans les récusent, car trop modestes, et la masse les ignore. Une fois encore les politiques français sont en retard sur les réalités.

Ferhat Abbas, infatigable, reprend ses initiatives. Il regroupe dans une « Association des Amis du Manifeste et de la Liberté » tous ceux qui, de près ou de loin, partagent ses vues. Elus, oulémas, membres de l'ancien P.P.A., communistes même se retrouvent sous cette bannière assez large des « A.M.L. » pour couvrir bien des options. Manifestations, tournées, rencontres entre dirigeants – Ferhat Abbas rend visite à Messali en résidence forcée à Reibell – se succèdent et créent un climat d'agitation et de fièvre. En fond de tableau, la guerre s'éloigne d'Afrique du Nord, les gouvernants français, préoccupés surtout du conflit en Europe, regagnent la métropole, et les difficultés économiques s'accentuent. Depuis deux ans il n'est plus de relations suivies avec la France. Les apports alliés sont modestes et les récoltes toujours mauvaises.

Agressivité des chefs, tension des esprits, misère populaire, bien des conditions commencent à se réunir pour déboucher sur un mélange explosif. Ce sera le 8 mai 1945.

---

1 On se rappelle qu'en 1870 le décret Crémieux avait accordé la nationalité française à tous les israélites.

2 Le général Giraud, évadé d'Allemagne où il était prisonnier de guerre, a réussi à rallier l'Afrique du Nord après le 8 novembre. Il apparaît un peu comme le poulain des Américains.

3 *Cf.* Paul Paillole, *Services spéciaux*, R. Laffont.

4 Agent 13120. *Cf.* Général Jacquin, *Guerre secrète en Algérie*.

5 Sans oublier ceux qui seront les séides de la Gestapo allemande.

6 Le titre initial avait été conçu comme un appel aux nations alliées.

7 Le président Roosevelt assurant que les droits des petits peuples seraient respectés.

8 Le général Catroux remplace M. Peyrouton le 1er juin 1943.

Chapitre X

MAI 1945 : SÉTIF

Le 8 mai 1945, à Sétif, est d'abord un drame humain. L'horreur des méfaits musulmans déclenche une fureur vengeresse. C'est aussi un fait politique, mûrement élaboré et lourd de conséquences pour l'avenir de l'Algérie.

Parler du 8 mai 1945 à Sétif est employer une formule restrictive. Si Sétif est l'épicentre du mouvement insurrectionnel qui éclate à cette date en Algérie contre la présence française, toute la frange orientale nord du pays est touchée. De Bougie à Guelma, le Nord Constantinois bouge. De la Kabylie des Babors aux approches de la frontière tunisienne, le scénario, le 8 mai et les jours suivants, est sensiblement le même : des foules d'émeutiers indigènes se précipitent sur les communautés européennes pour massacrer, piller et détruire. Des foules qui sont armées et même bien armées : fusils de chasse et fusils de guerre, armes automatiques quelquefois. Un mot d'ordre mystérieusement colporté se répand : c'est l'heure de la *djihad* ! La guerre sainte a sonné ! A cet appel, transmis bien évidemment par des agitateurs politiques, de paisibles fellahs se transforment en tortionnaires et assassins. Face à l'émeute, civils et militaires se défendent et contre-attaquent. Au sang français répond le sang algérien. Un cauchemar voulu et agencé par les messalistes pour éliminer les Français et proclamer l'indépendance algérienne.

*

* *

Au début de 1945 les troupes alliées poursuivent leur reconquête de l'Europe et abordent la phase finale d'un conflit qui s'achèvera le 8 mai. L'armée française reconstituée participe à la bataille. Sous Juin, elle a reconquis ses titres de noblesse en Italie dans les rudes combats du

Garigliano et du mont Majo. Sous de Lattre, elle a débarqué en Provence et remonté la vallée du Rhône. Dans la neige, elle défend Strasbourg et libère Colmar. En avril, elle sera aux sources du Danube. Leclerc, de son côté, avec sa 2e D.B., réalise son serment de Koufra.

La majeure partie des combattants de la libération de la France provient d'Afrique du Nord et surtout d'Algérie. Dans les trois départements algériens la mobilisation générale des Européens a été décrétée. Près de 160 000 « pieds noirs » ont été mobilisés. A eux se sont joints un peu plus de 50 000 Algériens. Le tribut payé a été lourd surtout sur les pentes sauvages des Apennins, avant la prise de Rome. Les survivants des glorieuses unités, dont la 3e D.I.A.[1] du général de Montsabert, pourront rentrer chez eux la tête haute, entonnant ce « Chant des Africains » écrit pour eux et qui deviendra le leur, symbole de leur attachement à la mère patrie.

Cet effort de guerre a vidé l'Algérie de sa force militaire. Les garnisons sont squelettiques et se sont transformées en simples dépôts d'incorporables ou de convalescents. Peu de monde également dans les forces de police pour assurer le maintien de l'ordre. Partout, dans les villes et les campagnes, les Européens en âge de servir sont partis libérer la métropole. A peine reste-t-il 40 000 hommes pour couvrir un territoire s'allongeant sur plus de 1 000 kilomètres.

Cet état de choses n'a pas échappé aux meneurs nationalistes, surtout aux extrémistes. La puissance française est bien amoindrie. Il est acquis aussi que, le 7 mai, les Américains distribuent largement à la population musulmane la Charte des Nations-Unies qui prône le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et répudie le colonialisme. Le 11 mai, deux officiers anglais seront interceptés sur la corniche près de Bougie, venant de Souk-Ahras. Ils prétexteront une vague mission. La vérité absolue sur les interventions étrangères n'éclatera sans doute jamais.

Les Européens ont conscience que quelque chose se trame. Ceux du bled connaissent trop le pays pour ne pas présager des événements graves. Les musulmans sont plus lointains, plus secrets que jamais, plus arrogants même, disent certains. L'ensemble est flou. Les indices sont faibles et les avertissements, faute de faits concrets, restent sans écho. Les pouvoirs publics ont beaucoup plus l'esprit tourné vers l'Europe et le dénouement de la Seconde Guerre mondiale.

*
* *

Depuis 1944, les trois grands mouvements algériens P.P.A., de Messali Hadj, A.M.L. de Ferhat Abbas, et Oulémas militent ouvertement pour une Algérie algérienne et propagent largement leurs idées. En février 1945, l'accord semble se faire pour une action concertée mais, au pied du mur, les modérés renâclent. Un communiqué du bureau central des A.M.L., à l'initiative de Ferhat Abbas, stipule :

« Les A.M.L. n'entendent assumer aucune responsabilité dans les incidents que des éléments suspects pourraient provoquer. »

C'est la preuve flagrante qu'une action se prépare, mais les partis bourgeois, s'ils poursuivent leurs tournées et réunions de propagande, n'entendent pas y participer. Le divorce est désormais latent entre eux et les mouvements populaires sont beaucoup plus révolutionnaires. Les plébéiens du P.P.A., c'est-à-dire de Messali Hadj, vont prendre en charge une insurrection qu'ils jugent susceptible de déboucher sur l'indépendance.

Si les hommes de Messali croient l'action possible, ils n'entendent pas renouveler l'erreur de Mokrani en 1871. Le chef kabyle, par élégance, n'avait déclenché son insurrection qu'après l'arrêt des hostilités entre la France et la Prusse. La France de 1945 est encore tournée vers le front allemand, mais la fin des combats est en vue. Il faut donc agir vite.

Le 18 avril 1945, Messali Hadj quitte Reibell dans le Sud Algérois où il a été assigné à résidence surveillée. Son but est de rejoindre une ferme de la région de Sétif pour y établir son P.C., la révolte devant, dans un premier temps, soulever les hauts plateaux. Le leader algérien manque son rendez-vous et se voit contraint de retourner à son point de départ. Il est aussitôt arrêté et dirigé sur El-Golea dans le grand Sud, puis exilé à Brazzaville.

Cette arrestation décapite le mouvement mais ne l'arrête pas. Elle lui enlèvera toutefois de la coordination. Le 1er mai, fête du travail, des manifestations de masse sont organisées à travers le pays. A Alger, Oran, Bône, des heurts avec la police provoquent des morts et des blessés. Port d'une certaine adhésion populaire, le P.P.A. décide de poursuivre.

Une rumeur courra longtemps dans le Constantinois. Les carillons des cloches célébrant la victoire devaient donner le signal du soulèvement algérien. Légende ou réalité ? Cela importe peu. Le 8 mai au matin, un

cortège de près de 10 000 personnes se forme à Sétif au départ de la mosquée de la gare. Il emprunte l'avenue Clemenceau, l'artère principale de la ville. La foule est composite. En tête, des scouts musulmans, puis des hommes et enfin des femmes lançant leurs fameux you-you. De nombreuses banderoles sont brandies :

« Libérez Messali ! »
« Nous voulons être vos égaux ! »
« Istiqlal »[2].

Très vite, le défilé se heurte aux forces de police. Des coups de feu éclatent. Le chef des scouts musulmans, porteur d'une banderole, tombe mortellement atteint. L'émeute se déchaîne. Les Européens rencontrés, et qui n'ont pu se mettre à l'abri, sont massacrés. Il y a quarante-huit blessés et vingt-huit morts dont le président de la délégation spéciale, un socialiste, qui fait fonction de maire. Simultanément, au nord de Sétif l'incendie s'embrase. Un vent de folie meurtrière déferle sur la Petite Kabylie. Les employés d'hier, les voisins se joignent aux émeutiers. Les isolés sont les plus frappés. Des gardes forestiers sont assassinés avec leur famille, dans la montagne au sud de Bougie et de Djidjelli. A Kerrata, sur la route qui de Sétif rejoint la côte, la population européenne se barricade de son mieux, mais il y a des morts. Même tragédie à Périgotville[3] où un prêtre est parmi les victimes : l'abbé Navarro qui venait de célébrer l'office. A Cap-Aokas, sur le littoral, l'administrateur de la commune mixte réagit avec énergie et mobilise Français en âge de porter les armes et indigènes sûrs. Ces résistances locales n'empêchent pas les scènes tragiques : femmes violentées et presque toujours achevées, enfants égorgés, cadavres mutilés[4].

Dans l'Est constantinois l'alerte a pu être donnée. A Guelma, le sous-préfet Achiary réagit d'une main ferme. Dans les villages de colonisation, Gounod, Heliopolis, Roknia, les familles se regroupent. Des fermes résistent de longues heures mais les isolés là encore succombent. On revoit les mêmes pillages et les mêmes destructions. On entend les mêmes cris : « *Djihad ! Djihad !* » « Mort aux Français ». Les étrangers – des prisonniers italiens dans l'ensemble – sont épargnés.

Les structures musulmanes en place s'écroulent. Certains caïds s'estompent. Des agents de l'administration, chaouchs, s'éclipsent ou

participent. On relève toutefois des exceptions, comme à Cap-Aokas où un gendarme auxiliaire se montre d'une loyauté et d'un courage exemplaires.

Les heures de surprise et d'interrogation passées, la France réagit. La riposte, défensive d'abord, devient répression. Les Européens, avec l'accord des autorités locales, s'organisent en milices. Il y a des parents, des amis à venger et les passions se déchaînent. L'armée, avec les éléments sur place, puis ceux appelés à la rescousse, intervient. Légionnaires, Sénégalais, gardes mobiles dégagent les villages et donnent la chasse aux insurgés. Des unités de tirailleurs sont même engagées contre leurs coreligionnaires. Elles obéissent sans incidents. L'aviation mitraille les rassemblements. La marine fait donner ses bâtiments. Le *Duguay-Trouin*, le *Tigre*, le *Vigilant*, le « Chasseur 91 », embossés dans la baie de Bougie, tirent au loin dans les montagnes sur les mechtas des douars en rébellion et sur les regroupements qui occupent les crêtes pour déferler sur les centres de colonisation.

La situation, précaire durant quelques jours, se rétablit progressivement à partir du 13 mai. Des colonnes s'enfoncent dans les zones où les révoltés ont trouvé refuge, en particulier dans le massif du Babor entre Sétif et Bougie. Peu à peu, les groupes rendent leurs armes et demandent l'aman.

Le 26 mai, le général Duval qui commande la division de Constantine et qui a mené avec vigueur résistance et châtiment, préside à la reddition générale à Souk el Thenine dans la plaine côtière de Melbou près de Bougie. C'en est fini pour le Constantinois, mais des incidents éclatent encore de-ci, de-là sur d'autres points d'Algérie. A Saïda en Oranie, à Haussonviller en Grande-Kabylie, les affaires avortent par l'indécision des ordres d'exécution. A Cherchell, un sergent de tirailleurs échoue dans sa tentative de soulèvement. Il se nomme Ouamrane. Déserteur, il fera à nouveau parler de lui quelques années plus tard.

Le bilan humain de mai 1945 est lourd. Côté européen, on compte 113 morts, essentiellement des civils. L'armée n'a eu que quelques tués. Côté indigènes, les chiffres divergent. Les pouvoirs publics annoncent 2 000 victimes, musulmans francophiles assassinés compris. Les Algériens clameront 45 000. Ces deux extrêmes sont certainement erronés.

L'armée et les civils n'ont pas fait de cadeaux. La vengeance et la haine se sont déchaînées. Le général Duval, et il ne s'en cache pas, a frappé très fort pour briser net.

Le calme revenu, la machine judiciaire se met en marche. Messali Hadj est exilé. Ferhat Abbas est interné. Quatre mille cinq cents personnes sont arrêtées dont les trois quarts dans le Constantinois. Deux mille condamnations sont prononcées dont cent cinquante et une à la peine capitale (vingt-huit seulement seront exécutées). L'amnistie toutefois interviendra très vite. L'Assemblée constituante la vote dès mars 1946, quelques mois seulement après les troubles. Le pouvoir politique se montre là généreux. Il se manifestera tout autrement au lendemain de l'indépendance algérienne vis-à-vis de ses propres nationaux[5].

*

* *

Les événements de Sétif se sont déroulés alors que le chef du gouvernement français s'appelle le général de Gaulle. Celui-ci, dans ses *Mémoires de guerre*, en dressera un compte rendu sibyllin et dégagera ses responsabilités :

« En Algérie, un commencement d'insurrection, survenu dans le Constantinois et synchronisé avec les émeutes syriennes du mois de mai, a été étouffé par le gouverneur général Chataigneau. »

Ce témoignage n'apporte pas un grand élément au débat et l'on sait du reste que la vérité gaulliste n'est pas toujours la vérité historique. Conscient du terrain délicat et soucieux de préserver son image personnelle, l'homme de la France libre ne s'avance pas, même si les incidents sanglants se sont produits à l'heure où il avait la charge des affaires de la France. Il laisse ses subordonnés, le gouverneur Chataigneau à Alger, le général Duval à Constantine, porter le « chapeau ». Le second surtout a été l'homme de la situation. Il a réagi avec vitesse et rigueur faisant donner à fond les moyens dont il disposait.

Le général Duval a eu la main dure, mais il n'est point aveugle. « Je vous ai donné la paix pour dix ans, écrira-t-il en substance dans son rapport à sa hiérarchie. Mais il ne faut pas se leurrer. Tout doit changer en Algérie. » Attitude bien militaire : ferme dans l'action, mais ouverte aux réalités humaines et sociales.

Dans la paroi des gorges que l'oued Agrioun creuse après Kerrata, sur la route qui mène de Sétif à Djidjelli et Bougie, des légionnaires ignorant le vertige ont gravé :

LÉGION ÉTRANGÈRE – 1945

Oui, la légion est passée par là en mai 1945 et l'avertissement est clair :

« Attention à ne pas recommencer ! »

Mais cette mise en garde est pour la France un triste échec. Après plus d'un siècle de présence, une part de ses sujets algériens, dans un gigantesque instinct xénophobe et religieux, a déferlé pour exterminer ses nationaux. Elle n'a pas conquis tous les cœurs et la barbarie déployée atteste qu'elle n'a pas encore policé les esprits et les mœurs.

Sur un point précis, les rapports des administrateurs concordent. L'hiver 1944-1945 a été rude mais l'insurrection n'a pas été une jacquerie brutale de la misère. Les dépôts de vivres n'ont pas été pillés lors des émeutes.

Le mal est plus profond. Le général Duval l'a perçu et clairement indiqué : « Tout doit changer en Algérie. » Le soulèvement a des causes. Elles s'appellent les inégalités entre les deux communautés : inégalités sociales, politiques, pécuniaires, intellectuelles au détriment de la communauté musulmane de loin la plus importante. Alors, la révolte éclate contre ceux qui représentent l'injustice : la France et les Français.

Tout comme il en sera de même dix ans plus tard, le Constantinois a donné le ton. Le pourcentage des indigènes y est de loin le plus élevé. La pénétration française est la moins importante. Le terrain se prête à des regroupements insurrectionnels. Et puis aussi c'est le fief des principaux leaders nationalistes. Ferhat Abbas y est chez lui. La Fédération des élus y a pris son principal essor. Les Oulémas y ont leur meilleure implantation. Depuis plusieurs années, d'une manière ou d'une autre, tous ces gens remettent la loi française en question. Leur voix a été entendue par une plèbe que sa situation rendait réceptive.

*

* *

Dans l'immédiat, au fond des cœurs, l'événement demeure. Le sang appelle la haine. Le fossé s'élargit entre Algériens et Français. La cohabitation devient plus précaire même si, en apparence, l'incendie est éteint. Les Européens redoutent un nouveau 8 mai d'une populace déchaînée et que seul le recours à la force a brisé. Une telle crainte marque leur comportement, les incitant tout naturellement à refuser ouverture et compromis. Autorité et fermeté sont plus que jamais des maîtres mots. Par contrecoup, l'exode rural s'accentue. Les villages de colonisation du Constantinois commencent à se vider et à dépérir.

Les musulmans, quant à eux, enterrent leurs morts et serrent les poings en silence devant la répression. Les révoltés sont matés, mais eux non plus n'oublient pas. L'écart s'accentue avec ceux d'entre eux qui jouent loyalement et fidèlement le jeu de la France. Sur le plan pratique, les renseignements remonteront peu. Une chape de silence s'étendra sur l'Algérie orientale. On s'en rendra compte à l'automne 1954.

Au plan politique, pour les modérés, l'opposition légale, donc par le truchement du jeu électoral, apparaît la seule possible. En revanche, pour les extrémistes du M.T.L.D., le recours à l'action armée, sur des bases toutes nouvelles, reste obligatoire, même si à l'occasion l'utilisation des urnes leur permet de s'exprimer.

L'Algérie va vivre les années précédant le 1er novembre 1954 dans ce climat, avec, en toile de fond, les quelques réformes que la métropole s'efforcera d'engager, ayant en partie pris conscience de la gravité du problème soulevé par ce 8 mai 1945 de Sétif.

---

1 Division d'infanterie algérienne.
2 « Indépendance. »
3 Quinze tués dont un enfant de onze ans.
4 A Sillègue, à Aïn-Abessa, à La Fayette, à Chevreul, etc.
5 Le général de Gaulle a quitté le pouvoir en janvier 1946.

Chapitre XI

1945-1954 : LE FEU COUVE

La fin du conflit mondial laisse une Algérie bien différente de celle de 1939. La partie orientale du pays vit prostrée, marquée par les événements du 8 mai 1945. Surtout, le nationalisme se présente à visage découvert. Il ne se cache plus et les chefs politiques algériens affirment leurs convictions qui sont pour nombre d'entre eux, comme Ferhat Abbas et les siens, à l'opposé des vieilles thèses d'assimilation. L'Algérie du centenaire, sagement rangée derrière le drapeau tricolore, est loin, même si ses structures, administratives en particulier, n'ont pas changé. La vie économique enfin se ressent lourdement des difficultés nées de la guerre.

Le gouvernement français, qui a l'Etat à reconstruire, la paix sociale à préserver, des difficultés outre-mer et en particulier dans une Indochine qu'il faut défendre, n'accorde pas la priorité des priorités au cas algérien. Il sait néanmoins que les bonnes paroles ne suffisent plus. « Des choses doivent changer en Algérie », avait déclaré le général Duval.

Le 20 septembre 1947, deux ans après mai 1945, les pouvoirs publics métropolitains font adopter par l'Assemblée nationale une série de textes relatifs à l'Algérie. Cet ensemble législatif est connu sous le nom de « Statut de 1947 ». Il définit l'Algérie « comme un groupe de départements dotés de la personnalité civile, de l'autonomie financière et d'une organisation particulière définie par les articles de la présente loi ».

Le gouvernement général reste en place, représentant du gouvernement de la République, mais il est assisté d'un conseil de gouvernement de six membres et d'une Assemblée algérienne. Celle-ci, organisme nouveau, comprend 120 membres (soixante par collège électoral). Le premier collège est constitué par tous les citoyens de statut civil français ainsi que par ceux de « statut local ». Par ce terme il faut entendre l'électorat musulman privilégié à qui ses titres divers permettent d'accéder à une égalité de vote

avec les Européens. Les décrets Clemenceau de 1919, l'ordonnance de De Gaulle de 1944, s'élargissent encore un peu à cette occasion. On retrouve toujours la vieille notion de mérite pour des motifs divers (services rendus, valeur personnelle, qualification professionnelle, etc.). Le deuxième collège comprend tous les autres musulmans[1]. Les musulmanes ont en principe pouvoir électoral mais l'Assemblée algérienne devra statuer sur l'application de cette participation féminine.

Cette Assemblée algérienne apparaît, dans ce « statut de 1947 », comme l'élément essentiel introduit avec des pouvoirs plus étendus que les vieilles délégations financières. Elle vote le budget, elle intervient sur les dispositions de la législation française non applicables de plein droit à l'Algérie. Des points importants sont laissés à son initiative : réorganisation des communes mixtes officiellement supprimées et appelées à disparaître, réorganisation aussi des Territoires du Sud, qui perdent leur régime militaire, indépendance du culte musulman vis-à-vis de l'Etat, application du principe de l'enseignement de l'arabe à tous les degrés, nouveau régime des conseils d'administration des collectivités locales. Mais, et c'est là un handicap de taille, les décisions de l'Assemblée algérienne doivent être prises à la majorité des deux tiers et restent soumises à l'homologation française. Ces deux impératifs rendent ses perspectives de décisions aléatoires.

Ce « statut de 1947 » n'a rien de révolutionnaire. Il est de loin le plus timide de tous les projets proposés par les divers groupes du Parlement. Du moins reconnaît-il une certaine spécificité algérienne et apporte-t-il quelques éléments d'égalité politique[2].

Tout comme en 1944, les nationalistes jugent ces décisions dépassées. Cette position ne leur interdit pas de jouer la carte de la légalité politique au hasard des consultations électorales – et celles-ci ne manquent pas dans la France de l'après-guerre – pour obtenir des mandats à Paris ou en Algérie même.

Ferhat Abbas, après sa libération au début de 1946, constitue un nouveau parti : l'U.D.M.A., l'Union pour la défense du Manifeste algérien. Ce manifeste de 1943 est devenu sa référence. A l'U.D.M.A. il retrouve sa clientèle bourgeoise et aisée de la Fédération des élus d'avant-guerre.

Messali Hadj, dans le même temps, lance l'officiel M.T.L.D., Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques. Celui-ci, organisme reconnu,

entend assurer la couverture d'un P.P.A. interdit et clandestin. Son électorat est éminemment plébéien, et trouve une large adhésion dans la masse.

Il y a encore et toujours les Oulemas et le P.C.A. Les premiers n'ont plus de chef d'envergure. La mort de Ben Badis les a un peu décapités. Ils poursuivent néanmoins, non sans succès, leur cheminement de scolarisation islamique qui, à la longue, porte ses fruits. Le P.C.A. est plus bruyant que représentatif[3]. Sa condamnation du rôle des messalistes en mai 1945 lui a nui et surtout les mêmes causes y produisent les mêmes effets. Il est trop vague pour séduire les musulmans, trop avancé pour ne pas inquiéter les Européens. Sa théorie de nation en formation dans l'affaire algérienne ne saurait être un slogan dynamique.

Dans un pays encore en retard comme l'Algérie, où la majorité des électeurs ne sait ni lire ni écrire, le suffrage universel ne fait pas toujours recette. Dans bien des cas une large partie de l'électorat algérien ne se déplace pas. Les scores des deux grands mouvements, U.D.M.A. et M.T.L.D., passent par des hauts et des bas, mais néanmoins, dans la mesure où ils sont sincères, ils reflètent un courant populaire. Et là, le M.T.L.D. sort vainqueur.

Scores sincères ? Depuis 1947, un nouveau gouverneur général a remplacé Chataigneau : un socialiste, alsacien au patriotisme pointilleux, Maurice-Edmond Naegelen. Toute idée de sécession lui fait horreur. Il s'est violemment heurté aux partisans du séparatisme dans sa province natale. Aussi, fait-il, suivant le jargon du temps, « bourrer les urnes » par MM. les administrateurs de commune mixte. La pratique courante, si elle fausse le scrutin, assure, tout au moins dans le bled, le succès des bons candidats, ceux que l'on appelle les candidats de l'administration. En ville, la manipulation est plus malaisée. Ainsi, en 1953, le M.T.L.D. de Messali remporte-t-il un succès aux municipales à Alger. Avec l'appui des conseillers messalistes, un libéral, Jacques Chevalier, prend possession de la mairie. Il s'efforce, grâce à une trêve avec les élus musulmans, de mener une politique de large union et de progrès social. Ses réalisations pour éliminer les bidonvilles lui valent de la popularité[4].

Ce cas mis à part, les voix de l'opposition algérienne, par suite du trucage électoral, n'ont pas grande portée. Le statut de 1947 s'avère plus un projet qu'un fait. L'Assemblée algérienne palabre mais ne décide pas. Le barrage européen s'impose à Paris comme à Alger. Ainsi, les communes mixtes, vouées à disparaître pour être remplacées par des organismes plus

représentatifs des populations algériennes, demeurent en place. Les leaders nationalistes ont beau jeu de clamer que le statut de 1947 est un leurre et que rien ne change ni ne bouge en Algérie.

*
* *

Pourtant, par-delà les politiques, des hommes s'agitent. En octobre 1946, Messali Hadj, on l'a vu, a relancé un nouveau parti. Derrière cette façade, il espère couvrir les activités clandestines du vieux P.P.A. dissous en septembre et auquel il reste attaché. Ce M.T.L.D. doit aussi, à partir du début de 1947, abriter un autre mouvement, paramilitaire cette fois, l'O.S., l'Organisation spéciale.

Dans l'esprit de Messali et de ses créateurs, l'O.S., épaulée et appuyée par le parti, a pour mission de préparer et mener l'action violente. Elle répond ainsi à la volonté de plus d'un militant. Le M.T.L.D. luttera à visage découvert, l'O.S. clandestine frappera.

Dans la pratique, les menées plus ou moins terroristes de l'O.S. resteront relativement limitées. La plus connue est le hold-up de la poste centrale d'Oran, dont la police ne découvrira le caractère politique qu'un an plus tard[5]. Il y aura en Kabylie quelques attentats individuels contre des musulmans francophiles et, en Kabylie toujours ainsi que dans l'Aurès, la prise en charge d'éléments forcés à la clandestinité. Plus sérieux sera le bilan en armement : achat en contrebande de fusils, revolvers ou pistolets mitrailleurs[6] ou récupération de vestiges de la guerre en Afrique du Nord quelques années plus tôt. Quelques centaines de pièces seront ainsi stockées et dissimulées dans des caches.

L'essentiel, et cela les fondateurs de l'O.S. ne s'en doutent pas, sera ailleurs : unir des hommes. Sur le plan humain, ce bilan de l'O.S. est incalculable. Tous les fondateurs du futur F.L.N., tous les membres du « Comité des 22 », tous les animateurs du 1er novembre 1954 se sont connus, jaugés et estimés dans l'O.S. L'O.S. est la véritable pépinière de la rébellion algérienne. Ait Ahmed, Ben Bella, Boudiaf, Didouche Mourad, Ben Boulaïd, Larbi ben M'hidi, etc., tous des anciens de l'O.S.[7]

Le premier chef de l'O.S., Mohamed Belouizdad, assez vite écarté par la maladie qui l'emportera, laisse la place à un Kabyle de race : Aït Ahmed. Ce fils de caïd, très jeune – il est né en 1921 – par-delà une humeur parfois

difficile, a une intelligence vive. Analyste rigoureux, il voit loin. Il pressent, et il l'écrit, que l'indépendance devra être arrachée à la France. Avec clarté, il pose la mission de l'O.S. : préparer la guerre révolutionnaire c'est-à-dire l'insurrection de tout un peuple où la masse rurale jouera le rôle déterminant[8]. Est-il trop théoricien ? N'est-il pas surtout trop kabyle ? Il est supplanté à la tête de l'O.S. par Ahmed Ben Bella, le chef de l'O.S. pour l'Oranie. Ait Ahmed paye ainsi la crise « berbériste » qui secoue le M.T.L.D. en 1949.

Une crise qu'on préfère taire mais qui laissera des traces dans les esprits et qui témoigne d'un particularisme que d'aucuns ont tendance à sous-estimer.

Deux grands courants s'affrontent chez les nationalistes : celui d'une Algérie arabo-islamique et celui d'une Algérie algérienne. Pour les tenants du premier, en Algérie, il n'y a qu'une langue : l'arabe, qu'une religion : l'islam. Pour les autres, la prééminence de la religion musulmane n'est pas remise en cause, en revanche, au niveau de la langue, il y a divergence. Le berbère ne peut être oublié ou méprisé. Plus de 30 % des Algériens sont berbérophones et parmi ceux-là, le groupe le plus uni et le plus typé : celui des Kabyles. Déjà se profile l'ombre de ce particularisme né sur les crêtes du Djurdjura. En 1949, la majorité non berbérophone impose ses vues, des vues que l'on pourrait presque qualifier de jacobines, mais avec la guerre il faudra tenir compte de ces puissances militaires et politiques que représenteront les régions à dominante berbère : Kabylie et Aurès. L'indépendance du reste ne mettra pas un terme au problème.

Ahmed Ben Bella, grâce à ces convulsions internes du « berbérisme », a donc supplanté Ait Ahmed à la tête de l'O.S. Il en restera toujours quelque chose entre les deux hommes. Ahmed Ben Bella est né à Marnia, près de la frontière marocaine, en 1916. Comme bien d'autres, il s'est bien battu en 1944 sous l'uniforme français, terminant la guerre avec le grade – flatteur pour un musulman – d'adjudant et le ruban jaune de la médaille militaire sur le côté gauche de sa vareuse. Bel homme, le visage un peu poupin, il présente bien et s'impose d'autant mieux que ses convictions sont bien arrêtées. Il est arabe et musulman et ne saurait transiger là-dessus, d'où son nationalisme ombrageux qui le pousse, lui, ancien sous-officier, à se lever contre ses anciens chefs.

Curieux destin que celui de cet enfant du peuple qui passera de longues années de sa vie en détention. De 1950 à 1952, tout d'abord pour avoir

trempé dans l'affaire de la Grand-poste d'Oran. Condamné à 8 ans d'emprisonnement il s'évadera de la prison de Blida avec Ahmed Mahsas et rejoindra Le Caire. De 1956 à 1962, ce seront de nouveau les geôles françaises et puis, en 1965, celles de son pays alors qu'il avait accédé au sommet. Courageux, il l'a prouvé. Ambitieux, assurément. Intelligent, sans doute. Fanatique, encore plus.

La grande aventure de l'O.S. ne va pas loin. En 1950, suite à une tentative malencontreuse d'enlèvement dans la région de Tébessa, la police française remonte les filières et démantèle les réseaux. Il y a plus de 250 arrestations. Ben Bella et ses principaux compagnons sont sous les verrous. D'autres, comme le député Mohamed Khider, compromis dans le coup d'Oran, doivent s'enfuir à l'étranger. L'O.S. se met en veilleuse mais l'esprit demeure. En Kabylie, dans l'Aurès, certains inflexibles tiennent le maquis. De-ci de-là, les contacts se poursuivent, les armes s'achètent à prix d'or et se dissimulent pour le jour où... Un jour qui néanmoins paraît bien lointain. Bien peu se doutent qu'en fait le temps joue pour les nationalistes grâce à une donnée nouvelle mais bien vivante : la croissance démographique des Algériens.

*

* *

Ce phénomène amorcé depuis le début du siècle – il est largement dû à la médecine française – prend de l'ampleur. En moins de vingt ans, la communauté musulmane a gagné deux millions d'âmes. Elle progresse de 230 000 à 240 000 unités par an. Les Algériens dépassent les huit millions en 1954. A leur côté, les Européens, de plus en plus regroupés dans les villes[9], n'atteignent que le million. La vie économique et sociale se ressent de cette poussée de la population qui augmente sans cesse le nombre de bouches à nourrir.

La France de l'après-guerre fait des efforts pour développer le secteur industriel et accroître la scolarisation indigène. Quelques industries de transformation s'implantent de-ci de-là : papier carton, aciers laminés, tréfilerie, cuivre, etc. Mais les résultats, si satisfaisants soient-ils au niveau des entreprises, ne sauraient dissimuler la médiocrité d'un ensemble. L'Algérie est pour la France un marché protégé. Tous les produits manufacturés en proviennent. Aussi la balance commerciale avec la

métropole est-elle largement déficitaire. A l'exportation il n'y a toujours que des produits agricoles : vin, agrumes ou primeurs. A bien des égards, l'Algérie demeure un pays assisté.

La scolarisation connaît des progrès mais ne suit pas l'arrivée des jeunes générations. Si tous les enfants européens sont scolarisés, côté musulman 400 000 garçons et 70 000 filles vont à l'école. Chiffre important mais insuffisant. 80 % des jeunes Algériens ignorent les bancs de la classe[10]. Dans le secondaire, l'écart s'intensifie encore : 6 260 élèves musulmans seulement dans les lycées et collèges sur un total de 23 014. Dans l'enseignement supérieur il n'y a que 502 étudiants musulmans contre 4 500 européens. C'est dire que l'instruction de haut niveau est presque un monopole d'autant que les Algériens s'orientent essentiellement vers les lettres et le droit de préférence aux disciplines scientifiques. La formation professionnelle souffre de cette situation. Une grosse majorité des Algériens arrive à l'âge adulte sans métier en main.

Conséquences inéluctables de ce double manque de débouchés industriels et de formation : chômage, sous-emploi ou exode. L'Algérie de 1954 compte 850 000 chômeurs ou sous-employés[11]. Chiffre énorme si l'on se réfère à la population active mâle. A la recherche de travail, les hommes partent pour la France. Ils sont 300 000 immigrés algériens en métropole, expéditeurs de mandats, les bienvenus, mais proie des recruteurs du M.T.L.D.

Par voie de conséquence, les niveaux de vie des familles stagnent et demeurent précaires ou misérables. Le bled est toujours à l'heure du Moyen Age. A la périphérie des grandes villes les bidonvilles étalent leurs masures couvertes de tôle ondulée. Ni eau ni hygiène. Si des efforts ont été entrepris – comme les cités de Jacques Chevalier – ils ne correspondent qu'à une infime partie des besoins. La minorité algérienne aisée ne représente toujours que 4 à 5 % de l'ensemble.

Plus que jamais deux mondes, européen et musulman, vivent côte à côte mais dans des conditions bien différentes. De cet état de choses la quasi-totalité des Européens n'a pas conscience. Ils passent mais ne voient pas. Le yaouled cireur de chaussures au lieu d'être en classe, le fellah déguenillé courbé dans une vigne, le gourbi en torchis sur la route de Sidi-Ferruch, les oisifs de la place du Gouvernement sont leur décor habituel. Cet environnement leur paraît normal ou naturel. Tout comme la fatma voilée

qui refuse de montrer son visage aux passants. C'est un autre monde, une autre civilisation. « Ils sont comme ça ! »

La rancœur, l'envie, la colère des Algériens s'expliquent. Elles donneront des bras à la rébellion. Les chefs de celle-ci sont des nationalistes. Ils savent où ils veulent déboucher. Leurs troupes, au départ, ne sont que des révoltés de l'injustice, du chômage, de la misère.

---

1 On arrive ainsi en 1947, dans le 1er collège, à 464 000 électeurs européens et 58 000 musulmans, dans le 2e collège, à 1 300 000 électeurs musulmans.

2 Le statut civil musulman n'est pas altéré.

3 Ses effectifs s'élèvent de 10 000 à 12 000 militants.

4 C'est l'époque de la construction de ces grands ensembles qui ont nom : « Climat de France », « Diar el-Mahcoul », « Diar el-Saada », etc. Une tentative d'habitat mixte européen-musulman est développée, dont le succès n'a pas répondu entièrement aux espérances.

5 Le fameux hold-up de la poste d'Oran en 1949 est monté sur ordre de la direction du M.T.L.D. pour récupérer des fonds. Le parti et l'O.S. manquent d'argent. Si Ait Ahmed et Ben Bella en sont les deux organisateurs, ils n'y participent pas personnellement. L'affaire menée par quatre hommes ne permettra de saisir qu'un butin de trois millions de francs, l'alerte ayant été donnée prématurément.

6 Un fusil de guerre s'achète alors dans les 5 000 francs.

7 Deux exceptions notoires toutefois : Krim Belkacem, Omar Ouamrane. Sans doute trop suspects parce que Kabyles.

8 N'est-il pas prémonitoire, Aït Ahmed, évoquant dix ans à l'avance la mise en place des S.A.S. : « Dans le meilleur des cas, réussirions-nous aujourd'hui à liquider tous les auxiliaires indigènes des autorités coloniales, à terroriser nos adversaires politiques, nous ne ferions que précipiter l'épreuve avec l'armée française. A la tête de chaque douar elle enverrait un officier. Nous revoilà au temps des “Bureaux arabes” ». (Décembre 1948. Rapport au Comité central du M.T.L.D.)

9 Cet exode rural contribue un peu plus à éloigner les Européens des réalités des fellahs. Citadins, ils ignorent l'arrière-pays. Combien d'Algérois ou d'Oranais n'ont pas dépassé les plages de la Madrague ou la colline de Santa Cruz. Le grand voyage, pour ceux qui l'entreprennent, est en direction de la métropole. La colonisation est trop récente pour avoir enfoui des racines dans un terroir régional. Il n'est point de souche analogue à celle du Parisien qui le ramène régulièrement respirer l'air du pays sur une côte bretonne ou un volcan d'Auvergne. Bien rares sont ces Européens des villes qui ont de la « famille » à visiter dans l'intérieur. Il faut dire aussi que l'automobile n'a pas encore trouvé sa grande démocratisation et que le rail, s'il relie les cités du littoral, s'enfonce bien peu dans un pays où de surcroît les ressources hôtelières sont modestes.

Pour bien des Européens cette coupure engendre des œillères. Ils voient l'Algérie au travers de la rue Michelet ou de la rue d'Arzew. Ils perçoivent mal la misère d'une terre d'où la vie française est bien souvent absente. Vision tronquée qui conduira à bien des erreurs d'interprétation ou de jugement.

Ils penseront résoudre tous leurs problèmes à Alger dans l'euphorie de la volte-face de Guy Mollet ou de la prise du gouvernement général le 13 mai. Dans ce dernier cas, ils oublient que l'armée a permis le succès. Ils ne conçoivent pas que l'origine du mal et son remède éventuel sont à rechercher dans le bled. Le gigantesque horizon de celui-ci leur échappe.

Au début de 1962, lors d'une réunion à un niveau élevé, un des principaux chefs de l'O.A.S. affirmera sans rire à Alger : « A l'est, nous sommes tranquilles, le maquis Bonaparte nous tient la

frontière tunisienne ! » Le maquis Bonaparte, une trentaine d'hommes ! Et de son pouce il barre sa carte au 1/1 000 000 étalée sur sa table. Il boucle la frontière de La Calle à Négrine, comme l'issue du tunnel des facultés en y plaçant un piquet d'étudiants en colère un soir de manifestation. Ainsi s'expliquent beaucoup de désillusions.

10 100 000 jeunes musulmans vont dans les écoles dites coraniques, 20 000 dans celles des oulémas.

11 Rapport du gouverneur général Delavignette au Conseil économique en 1955.

Chapitre XII

1954 : LA PRÉPARATION

Au début de 1954, le nationalisme algérien marque le pas et donne même l'impression d'être en sommeil. Les élus politiques arpentent les couloirs des assemblées, nationale à Paris, algérienne à Alger. Leurs discours ne font plus recette. La France a d'autres soucis, l'Indochine, par exemple. Les Algériens du bled n'ont ni radio ni journaux pour suivre des interpellations dont bien peu se font l'écho. Du moins ces mandats électoraux apportent-ils à leurs bénéficiaires de substantielles satisfactions matérielles qui ne sauraient engendrer des révolutionnaires forcenés. Ce *modus vivendi* pourrait durer.

Le P.C.A. parle toujours de « nation en formation » qui se constitue historiquement dans le mélange de toutes les populations qui la composent[1]. Plus d'un militant européen s'inquiète de ces références à une éventuelle indépendance, même à long terme. C'est pourquoi le P.C.A., lui aussi, ne progresse plus, bien au contraire, d'autant que ses mots d'ordre, mal adaptés aux conditions spécifiquement algériennes, trouvent de moins en moins écho dans le prolétariat musulman.

Le grand courant reste toujours celui de Messali, mais il s'alanguit et son chef en est, pour une bonne part, responsable. Peu à peu, l'enfant de Tlemcen s'est forgé un personnage mythique qui, au physique, ne manque pas d'allure : fez rouge mordant légèrement sur le front, djellaba populaire toujours bien coupée, longue barbe blanche. Il lance sur les événements et les hommes le regard définitif du « Zaïm », de l'unique, du guide. N'est-il pas l'oracle qui depuis un quart de siècle mène son peuple là où personne n'avait osé le conduire ?

Ce n'est là que façade car cet homme, encore jeune – il a à peine cinquante-cinq ans –, apparaît désormais plus comme un élément modérateur que comme le tribun agressif d'une nation sur le point de se

révolter. Ses détracteurs l'accusent formellement de collusion avec la France[2]. Ses amis mettent au contraire en avant sa sagesse politique et sa vision historique de l'avenir, fondées sur le progressif mais inéluctable détachement du colonisé vis-à-vis du colonisateur, évolution appelée à recueillir une large adhésion populaire. Il est vrai que, pour Messali, cette grande levée insurrectionnelle de l'indépendance n'apparaît que dans un avenir très lointain.

Non seulement le M.T.L.D. de Messali Hadj s'enlise dans le verbalisme, mais plus encore il se divise. Le « Zaïm » a ses fidèles inconditionnels de toujours et il garde la confiance de la grande masse des militants. Ne personnifie-t-il pas tant d'espérances ? En revanche, au sein même du mouvement, les gens de l'appareil se rebiffent de plus en plus contre son autoritarisme. Les esprits frondent chez ceux-là, que l'on commence à désigner du nom de centralistes parce qu'ils font partie du Comité central du M.T.L.D. Ils sont des cadres et se refusent à n'être que des exécutants. Entre messalistes purs et centralistes, la lutte sourde, ouverte depuis quelques mois, éclatera en 1954. Cette lutte intensive ne saurait orienter les énergies dans l'action armée contre le colonisateur.

Cette action armée que l'échec de l'O.S. a suspendue, quelques hommes décident de la relancer mais sur de nouvelles bases, c'est-à-dire en élargissant le combat sur un objectif quasi magique : l'indépendance. Ce sont eux aussi des militants messalistes, c'est au P.P.A. ou à l'O.S. qu'ils ont fait leurs classes, mais ils détiennent en outre, avec la fougue de leur jeunesse pour la plupart, le plus précieux des capitaux : une solide foi en leur cause. L'Histoire retiendra leurs noms, d'autant que plusieurs tomberont sur la route choisie. Les voici : Mohamed Boudiaf, Mostafa ben Boulaïd[3], Larbi ben M'hidi[4], Mourad Didouche[5], Rabah Bitah. Ils sont les « cinq » qui bientôt seront « six » avec l'adjonction du Kabyle Krim Belkacem[6].

Ces six hommes vont œuvrer ensemble, unis par leur passé au sein du M.T.L.D. et leur idéal commun, dans une équipe où, au départ, l'impulsion de deux d'entre eux est prédominante. Ce n'est pas un hasard si ces deux-là, Boudiaf et Ben Boulaïd, sont des Constantinois. Le vent de la rébellion vient de l'Est algérien.

Mohamed Boudiaf est natif de M'sila, cette bourgade perdue au sud des monts du Hodna, glacée l'hiver, brûlée l'été. Fils de « grande tente », ayant fait quelques études – il voulait être instituteur –, il a une autorité naturelle que renforce son visage ascétique. Il aime et veut diriger. Mostafa ben

Boulaïd, lui, est un enfant de Lambèse, ce village de colonisation bâti sur de célèbres ruines romaines et fameux par son pénitencier, au pied du Chélia, sommet de l'Aurès. Meunier, transporteur, il est à l'aise, ce qui ne l'empêche pas de militer depuis la fin de la seconde guerre mondiale qu'il a faite avec distinction dans les rangs de l'armée française. Il a du poids et son jugement fait autorité car l'homme est estimé. Boudiaf, qui a été responsable de la Fédération de France du M.T.L.D., s'est beaucoup déplacé. Ainsi, il a connu Ben Boulaïd, qui a fait partie de l'O.S.

Les trois autres du groupe des cinq sont plus jeunes et moins affermis. Ils ont aussi appartenu à l'O.S. Tous ont la même idée fixe : l'indépendance ne peut s'acquérir que par les armes et l'heure en est venue. L'heure est venue parce que bien des éléments paraissent favorables. En Algérie, si le peuple se tait, à cause de l'indolence de ses chefs, la poussée démographique augmente sa misère. Il y a, on l'a vu, 850 000 chômeurs ou sous-employés. C'est énorme sur une population totale de huit millions de personnes. Pour les jeunes, de plus en plus nombreux, l'horizon professionnel est bouché faute de formation. Une immense masse de manœuvre est disponible.

A l'étranger, la décolonisation est un phénomène bien amorcé. L'armée française est embourbée en Indochine. La Tunisie, le Maroc bougent. Au Caire, le nouveau régime du colonel Nasser exalte le tiers monde et la grandeur arabe.

Ce petit noyau des « cinq », même si son niveau d'instruction est modeste, a conscience des grands bouleversements qui ébranlent les anciens grands empires. Trois de leurs compagnons de parti, Ahmed ben Bella, Aït Ahmed, Mohamed Khider, sont en Egypte. Tous trois exilés suite au hold-up de la grande poste d'Oran, ils constituent la délégation extérieure du M.T.L.D. Par eux arrive l'écho des mouvements d'émancipation et des complicités qu'ils peuvent escompter.

Début 1954, hors des sentiers battus des zizanies entre messalistes et centralistes, les cinq ouvrent une nouvelle voie qui n'est pas sans rappeler un peu celle de l'O.S. Ils créent le C.R.U.A., Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action. Unité, car ils espèrent refaire l'unité du parti, action surtout, car ils sont décidés à y passer très vite. Mais, à la différence de l'O.S., ce n'est pas à une série de coups ponctuels qu'ils songent, c'est à un vaste mouvement d'ensemble, cheminement inéluctable d'un processus de guerre conduisant à l'indépendance.

Il leur faut d'abord recruter et tout naturellement ils vont se tourner vers leurs camarades du M.T.L.D.

Le premier renfort de poids ils le trouvent très vite en la personne de Krim Belkacem. Par son attitude il a fait le désespoir de son père, notable profondément profrançais. La légende veut que le refus de l'administration de lui accorder un poste de garde champêtre ait fait de lui un révolté. Que la rumeur soit fondée ou non, le massif et rusé Kabyle est devenu un agitateur redoutable. Avec quelques amis, dont l'ex-sergent Amar Ouamrane, l'animateur de la révolte avortée à Cherchell en mai 1945, il vit en insoumis. Les gendarmes français sont trop peu nombreux pour se lancer à la recherche de ces hors-la-loi des crêtes kabyles. Krim Belkacem en a profité pour s'étoffer et s'armer. De combien d'hommes dispose-t-il ? Il en annonce plusieurs centaines. Dans la réalité moins, mais à l'image de leur chef, celui que l'on nomme « le lion des djebels », ils sont décidés et prêts à se transformer en de redoutables combattants. Faut-il enfin remarquer que Krim Belkacem est lui aussi un messaliste et pas des moindres ? Il est officiellement le responsable du M.T.L.D. pour la Kabylie. Décidément, que le fait leur plaise ou non, tous les futurs grands de la rébellion algérienne ont été, à une heure ou une autre, messalistes.

Conscients de leur méconnaissance des grands problèmes politiques et de leur absence de notoriété, les « cinq » qui maintenant sont « six », recherchent un chef qui puisse être un conseiller et un drapeau. Leur choix se porte sur Lamine Debaghine, un grand nom chez les messalistes. Il a dirigé le parti durant un emprisonnement de Messali Hadj et a été député à Paris de 1946 à 1951. Il vit pour l'heure dans une semi-retraite exerçant sa profession médicale à Saint-Arnaud, entre Constantine et Sétif. Contacté, Lamine Debaghine refuse cette haute autorité que lui propose ce groupe d'individus bien peu connus[7]. Décidément, les « six » ne doivent vraiment compter que sur eux-mêmes.

Fin juin, 22 hommes se réunissent au Clos Salembier à Alger. Ils seront eux aussi, pour l'histoire algérienne, les « 22 ».

Les voici : Mustapha ben Boulaïd, Mohamed Boudiaf, Larbi ben M'hidi, Mourad Didouche, Rabah Bitah, Mohammed Merzougui, Ahmed Bouchaïd, Boudjemâ Souidani, Abdelhafid Boussouf, Hadj Benalla, Abdelmalek Ramdane, Benaouda Benmostefa, Lakhdar Bentobbal, Youcef Zirout, Mokhtar Baji, Mohamed Méchatti, Abdesselem Habachi, Rachid Melliah, Saïd Bouali, Abdelkader Lamoudi, Othman Belouizdad, Zoubir Bouadjadj.

Les Kabyles sont absents ce jour-là. Emmenés par Krim Belkacem et Ouamrane, ils avaient été présentés à Boudiaf quelques semaines auparavant. Ce sont, outre les deux chefs : Mohamed Amouche, Ali Zammoum, Saïd Batouche, Ali Mellah, Mohamed Zammoum, Mohamed Yazouren, Guemraoui. Ils sont en place sur le terrain.

Constantinois et Kabyles en grosse majorité, les « 22 » sont presque tous les adjoints des « six » qu'ils désignent pour prendre leur tête sous forme d'un comité de direction. Maintenant leur décision est prise. Le C.R.U.A., synonyme d'unité, a vécu. C'est à l'action qu'ils sont résolus dans les délais les plus brefs. Ils fixent une première date : 15 octobre. Ils savent que leur préparation, dans ce laps de temps, sera imparfaite mais l'important pour eux est d'abord d'agir. Par la suite, ils prévoient trois étapes :

1. Mettre sur pied les moyens de la lutte,
2. Provoquer une ambiance d'insécurité et entraîner une adhésion populaire,
3. Créer des zones libérées.

Pour la conduite des opérations les « six » conviennent d'une très large décentralisation. Les difficultés que la future rébellion rencontrera obligatoirement imposeront de larges initiatives locales. L'unification absolue n'est pas possible. L'Algérie est donc divisée en zones ayant chacune à sa tête un des « six ». Boudiaf, qui aurait bien voulu être le chef d'ensemble, est chargé de la coordination. De telles fonctions lui permettent d'avoir un regard sur tout et d'assurer la liaison avec les « trois » de l'extérieur.

Six plus Trois égalent Neuf : les Neuf historiques de la rébellion algérienne sont là :

Ait Ahmed,
Krim Belkacem
Ahmed ben Bella,
Rabah Bitah,
Mohamed Boudiaf,
Mustapha ben Boulaïd,
Larbi ben M'hidi,
Mohamed Khider,
Didouche Mourad.

La vérité historique impose au passage de reconnaître que les vrais initiateurs de la rébellion sont les six hommes du terrain, ceux qui, sur place, ont conçu et vont réaliser. Les trois autres, exilés à des milliers de kilomètres, ne sont que des chargés de mission, même s'ils attisent les braises pour développer l'incendie. Du triumvirat cairote, Ben Bella n'est qu'un membre et encore moins le premier. Sa force essentielle repose sur l'audience qu'il croit avoir trouvée près du colonel Nasser.

Si deux personnalités doivent être mises en exergue ce sont celles de Boudiaf en Algérie et de Khider au Caire. Boudiaf a imposé une partie de ses idées et s'est placé en position prédominante. Khider, ancien député, est de loin le plus connu et ses coéquipiers, dans les débuts, utiliseront de préférence sa signature.

En Algérie, les « six » ont donc découpé le pays et se sont réparti les responsabilités :

zone I : sous Ben Boulaïd, avec pour adjoints Chihani Bachir et Adjoul Adjoul, le Sud-Constantinois, soit l'Aurès et les Némentchas ;

zone II : sous Didouche Mourad, avec pour adjoint Zighout Youssef, le Constantinois au nord de la voie ferrée Béni-Mançour (au débouché de la vallée de la Soummam) à Souk-Ahras, près de la frontière tunisienne ;

zone III : sous Krim Belkacem, avec pour adjoint Amar Ouamrane, la Grande-Kabylie, de la Soummam à l'Algérois ;

zone IV : sous Rabah Bitah, l'Algérois centre et ouest avec Alger ;

zone V : sous Ben M'hidi, avec Abderahmane Ramalek, l'Oranie.

Il est prévu également une sixième zone pour couvrir le Sud. Faute d'hommes dans l'immédiat, elle ne prendra naissance que plus tard avec l'adjudant Slimane, dit Djouden, qui est – mais bien évidemment les conjurés l'ignorent – un agent des services de renseignements français.

Ces zones initiales seront légèrement retouchées, avec l'expérience lors du congrès de la Soummam, en août 1956, et deviendront les fameuses wilayas. Elles seront assez bien marquées mais les trois premières seront les plus typées. La wilaya I, qui sera celle des Aurès-Nementchas, connaîtra de

rudes combats du début et presque jusqu'à la fin. Elle sera vraiment la zone de guerre.

La wilaya II sera la wilaya des couverts, des étendues broussailleuses assurant de larges zones de refuge. L'A.L.N. pourra un certain temps s'y implanter en relative quiétude avant d'être délogée par le plan Challe. La wilaya III sera celle du particularisme kabyle, toujours jalouse de sa relative autonomie et de sa richesse en hommes. Elle sera un grand réservoir en combattants en liaison étroite avec Alger, la capitale toute proche. Les trois autres wilayas pèseront moins dans la bataille et les vrais combats n'y débuteront que fin 1955 ou début 1956. La pleine pacification, en Oranie surtout, y trouvera un sens. En revanche, le terrorisme urbain y jouera un rôle non négligeable et débouchera sur la fameuse bataille d'Alger en 1957.

*

* *

Alors que des Algériens se préparent à se battre, d'autres finissent de se diviser inexorablement. De vindictes en anathèmes, le M.T.L.D. de Messali arrive à explosion. Messali Hadj regroupe ses partisans à Hornu en Belgique, courant juillet. Il fait applaudir ses conceptions et exclure ses opposants, les centralistes du Comité central. Ceux-ci ripostent à leur tour. Ils tiennent congrès à Alger en août. Leur condamnation de Messali, des siens et de ses méthodes est tout aussi sans appel. Désormais, le grand parti de Messali Hadj n'est plus. Il a du moins engendré trois enfants bien dissemblables :

– les activistes qui, derrière les « Six », forgent leurs armes,

– les messalistes, qui ne dévient pas et s'obstinent à croire en leur zaïm pour une indépendance qu'ils appellent mais ne situent pas,

– entre ces deux extrêmes, les centralistes qui, tôt ou tard, seront dans l'obligation de se déterminer.

Cette scission politique débouchera, après l'ouverture du conflit, sur une lutte fratricide extrêmement coûteuse en vies humaines pour le peuple algérien.

Quoi qu'il en soit, envers et contre tout, les « Six » poursuivent leurs préparatifs. Leur grand souci demeure l'armement. L'équipe du Caire

adresse surtout des bonnes paroles, mais de fusils et de cartouches, point. Il conviendra donc de faire avec les moyens locaux déjà en place, c'est-à-dire ceux de Ben Boulaïd et de Krim Belkacem surtout. Côté explosifs, un artificier du P.C.A. prétend être expert. A défaut, les conjurés lui font confiance. Ils savent maintenant ne plus pouvoir reculer.

*
* *

Côté français, qui se doute de ce qui se trame ? Les civils, en cette occasion, paraissent avoir été plus perspicaces que les militaires. Au début de 1954, Roger Wybot, le patron de la D.S.T. (Défense et Sécurité du Territoire), localise en Kabylie les premiers fils du complot. Dans un rapport à son ministre, courant mars, il signale l'existence du C.R.U.A., présente l'organigramme du dispositif kabyle déjà en place et avance un nom : Krim Belkacem. Le dossier, où transparaît déjà ce qui va se passer, s'entasse sur les étagères du ministère de l'Intérieur. Wybot aura beau jeu de rappeler en novembre qu'il avait prévenu.

A Alger, c'est le chef de la Sûreté, le préfet Vaujour, qui tire la sonnette d'alarme. Il provoque une réunion des responsables civils et militaires à Constantine. Le colonel Blanche, qui commande à Batna, est catégorique. Il vient de parcourir l'Aurès en toute quiétude et n'a rien perçu de suspect devant le capot de sa jeep. En dépit de cette belle assurance, son supérieur, le général Cherrières, patron du corps d'armée à Alger, se montre plus prudent. Il n'ignore pas que la frontière algéro-tunisienne est un mythe. Or, en Tunisie, les troubles antifrançais se poursuivent et des renforts ont dû être envoyés, dégarnissant encore un peu plus les garnisons algériennes. Cherrières demande donc et obtient la mise en alerte des paras du sud-ouest de la France, c'est-à-dire la 25^{e} D.I.A.P. à Pau.

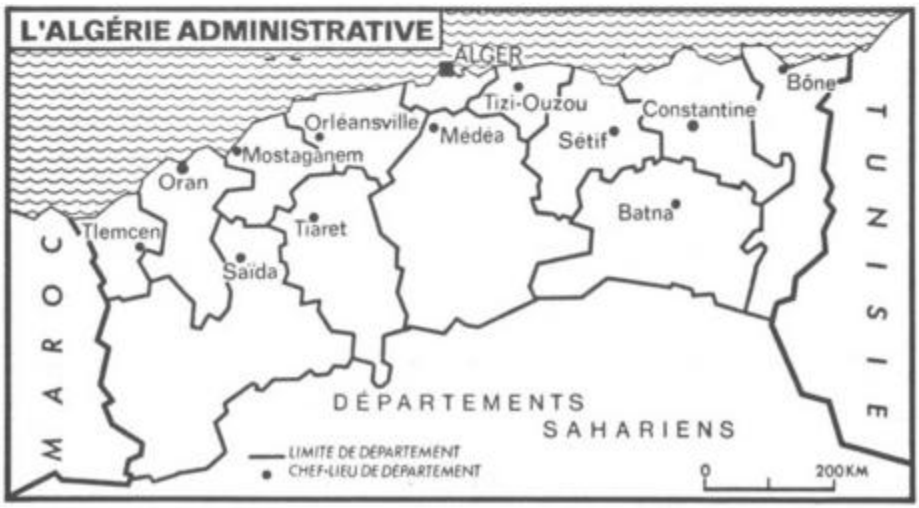
On en reste là et la vie, en Algérie, à l'automne 1954, se poursuit dans sa relative routine. Rien ou presque rien n'a donc véritablement transpiré. Les services de renseignements français ignorent qu'une action va se déclencher et que ses auteurs, pour parfaire leur préparation, ont décidé de reporter la date fixée initialement au 15 octobre. Le grand jour sera le 1er novembre, fête de la Toussaint pour les chrétiens.

ESPAGNE
MER MÉ
N
ALGER
Sidi Ferruch
Cherchell
Tipasa
Tenès
Miliana
Blida
Médéa
O. Chéliff
Orleansville
Lamartine
Mostaganem
Massif de l'Ouarsenis
Arzew
Mers el Kébir
ORAN
Sebkha d'Oran
Mascara
Tiaret
Ain Temouchent
Nemours
Sidi bel Abbès
Marnia
Tlemcen
Saïda
Oujda
Mts de Tlemcen
MAROC
Hauts Plateaux
Djebel Amour
Laghouat
Ain Sefra
ALG
Figuig
Colomb-Béchar
h
a
S
0
50
100 km

DITERRANÉE
Collo
Philippeville
Edough
Bône
la Calle
Tizi-Ouzou
Bougie
Djidjelli
El Milia
Oued Seybouse
Rouiba
Grande Kabylie
Ggès de Kerrata
O. el Kebir
Guelma
Duvivier
Ghardimaou
Ggès de Palestro
Djurjura
O. Soummam
Petite Kabylie
CONSTANTINE
Souk Ahras
Sakhiet Sidi Youssef
Aumale
Sétif
Sedrata
Mts du Hodna
M'Sila
Batna
Barika
Timgad
Khenchela
Tébessa
Chott el Hodna
Gorges d'El Kantara
Aurès
Fêt des Beni-Melloul
Arris
Chéria
Mts des Némentchas
O. el Arab
M'Chounech
Gorges de Tighanimine
Biskra
Djelfa
Négrine
Chott Melrhir
TUNISIE
Touggourt
ÉRIE
Ghardaïa
Ouargla
ALGÉROIS
Guyotville
St Eugène
ALGER
Air Taya
El Biar
Sidi-Ferruch
Cap Matifou
Birmandreis
Rouiba
Zéralda
Birkadem
Maison-Blanche
Maison Carrée
Kouba
Cherchell
Tipasa
Chebli
Hussein-Dey
Plaine de la Mitidja
Boufarik
Blida
Zaccar
Atlas Blidéen
MILIANA
MÉDÉA
0
30km

L'ALGÉRIE DU F.N.L.
ALGER
Cherchell
Blida
Bougie
Tizi-Ouzou
Gde Kabylie
Pte Kabylie
Philippeville
Bône
Constantine
Wilaya 2
Wilaya 4
Orléansville
Mostaganem
Oran
Wilaya 3
l'Ouarsenis
Batna
Wilaya 1
Biskra
Tiaret
Wilaya 6
Tlemcen
Saïda
Wilaya 5
Hauts plateaux
Laghouat
MAROC
TUNISIE
LIMITE DE WILAYA
Ghardaïa
0
200 KM

L'ALGÉRIE MILITAIRE
ALGER
Nord-Alger
Est-Alger
Ouest-Alger
Tizi-Ouzou
Nord-Constantin.
Bône
Orléansville
Médéa
Sétif
CONSTANTINE
Mostaganem
ORAN
Nord-Oran
Centre-Oran
Sud-Alger
Ouest-Constantin.
Est-Constantin.
Batna
Tiaret
Tlemcen
Est-Oran
Sud-Constantin.
Ouest-Oran
TERRITOIRES DU SUD
SAHARA
MAROC
TUNISIE
LIMITE DE CORPS D'ARMEE
SIEGE DU CORPS D'ARMEE
LIMITE DE ZONE
P.C. DE ZONE
0
200 KM


L'ALGÉRIE ADMINISTRATIVE
ALGER
Bône
Tizi-Ouzou
Constantine
Orléansville
Médéa
Sétif
Mostaganem
Oran
Batna
Tlemcen
Tiaret
Saïda
DÉPARTEMENTS SAHARIENS
MAROC
TUNISIE
LIMITE DE DÉPARTEMENT
CHEF-LIEU DE DÉPARTEMENT
0
200 KM

1 Discours de Larbi Bouhali en janvier 1952.

2 Le général Jacquin, ancien chef du 2e bureau à Alger durant la guerre d'Algérie, est formel. Sous le pseudonyme de Monsieur Léon, Messali Hadj a, de 1945 à l'été 1954, été un informateur des services policiers français. Il aurait refusé de reprendre du service en 1959, alléguant que la police française aurait averti ses adversaires du F.L.N. de sa collusion avec la France. (Général Jacquin, *Guerre secrète en Algérie*.)

3 Tué dans l'Aurès en 1956.

4 Tué à Alger en 1957. L'ancienne rue d'Isly porte désormais son nom.

5 Tué dans le Nord-Constantinois en janvier 1955. L'ancienne rue Michelet porte son nom.

6 Assassiné à Francfort en 1970, suite à son opposition au régime du colonel Boumediene.

7 Il se rattrapera un an plus tard, ralliant alors le F.L.N. à l'étranger pour y devenir, par la suite, ministre des Relations extérieures.

Chapitre XIII

1er NOVEMBRE 1954 : L'EXPLOSION

L'action déclenchée dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954 connaîtra des fortunes diverses et sera largement tributaire du sang-froid et de la détermination des exécutants. Chaque chef de zone tient à se distinguer, mais les moyens diffèrent et influent évidemment sur les perspectives envisagées. Le Sud-Est Constantinois, c'est-à-dire l'Aurès, sera, de fait, le point crucial.

L'Aurès, c'est la zone I, celle qui a pour chef Ben Boulaïd, un des six. Il se prépare depuis longtemps. Il est relativement riche. Il peut voir grand, c'est-à-dire frapper fort et en plusieurs endroits : Batna, la sous-préfecture, Biskra, Kenchela, deux communes de plein exercice, et puis aussi dans le bled.

A Biskra, le groupe rebelle ne respecte pas l'horaire fixé. Il ouvre le feu 45 minutes trop tôt. Deux gardiens sont blessés au commissariat de police. Deux autres le sont également à la commune mixte et à la centrale électrique. La réaction immédiate – la ville était sur ses gardes après certaines rumeurs des jours précédents – oblige les agresseurs à décrocher. Du moins cette action prématurée permet-elle au commissaire de police d'alerter par téléphone Jean Deleplanque, le sous-préfet de Batna.

A Batna, le mouvement est sous les ordres de Hadj Lakhdar, un des adjoints de Ben Boulaïd. Il a avec lui 26 hommes armés, qu'il répartit sur les divers objectifs : gendarmerie, sous-préfecture, casernes des 9e R.C.A. et 4e R.A. Le déclenchement est fixé à 3 heures précises. Vers 2 heures du matin, Hadj Lakhdar, qui s'est posté devant la sous-préfecture, a pendant quelques secondes, dans sa ligne de mire, Jean Deleplanque, qui rentre de Constantine, où il a dîné avec le préfet Dupuch. La proie est tentante mais Lakhdar connaît ses consignes : ne déclencher que simultanément à 3 heures sonnantes. Il les applique avec rigueur et rabaisse son arme.

Soudain, une vingtaine de minutes avant les trois coups de l'horloge de l'église, des lumières s'allument, la cité endormie s'éveille. Le commissaire de police de Biskra vient de prévenir Deleplanque, et celui-ci donne l'alerte. La fusillade éclate prématurément. Devant les casernes du 9e R.C.A., les deux sentinelles, qui n'ont même pas de munitions à portée de la main pour alimenter leurs armes – on est en temps de paix –, s'écroulent. Lakhdar, qui sait qu'il ne peut plus surprendre, lance sa fusée rouge signal de repli. Par le dédale de ruelles encore sombres, il file avec les siens.

A Kenchela, cité de 10 000 habitants à 100 kilomètres à l'est de Batna, il y a aussi une petite garnison militaire, un peloton de spahis et un commissariat de police.

Un autre adjoint de Ben Boulaïd, Lachrour Abbès réussit à pénétrer au commissariat et à désarmer les policiers. Bilan : trois pistolets récupérés. Dans les minutes qui suivent le commandant d'armes, le lieutenant Darnault, est mortellement blessé en se précipitant pour organiser la défense. Une jeune sentinelle subit le même sort, mais la réaction militaire fait fuir les assaillants.

A T'kout, en plein cœur du massif des Aurès, sur la piste qui mène par Arris et Rhassira à la forêt des Beni-Melloul, la gendarmerie est flambant neuve. Le gouverneur général Roger Leonard l'a inaugurée le 23 avril précédent. Huit gendarmes vivent là, un peu exilés, avec leur famille. Dès la tombée de la nuit, mitraillés à courte distance, ils se retrouvent encerclés et se barricadent derrière leurs murs et volets.

Et puis surtout, non loin de là, il y a, au petit matin de ce jour qu'on appellera bientôt la Toussaint sanglante, le drame déjà en partie relaté qui se joue dans les gorges de Tighanimine.

La rafale du compagnon de Chihani Bachir a fait trois victimes : le couple d'instituteurs Monnerot et le caïd de M'chounèche, Hadj Sadok. Le chef rebelle ordonne au chauffeur du car de transporter le caïd très grièvement blessé jusqu'à Arris[1].

L'alerte sera ainsi donnée et Chihani Bachir dispose une embuscade à l'intention de ceux qui ne manqueront pas de venir secourir les deux Européens.

Le temps passe. Le soleil monte sur l'horizon et commence à chauffer. Rien ne vient. Les tournants de la piste qui descend d'Arris restent désespérément vides. Chihani et ses hommes s'enfoncent dans la montagne,

laissant les deux blessés gémissants sur le bord de la route. M. Monnerot agonise.

En début d'après-midi, quelques véhicules progressant avec prudence depuis Arris arrivent néanmoins au secours des deux malheureux. Ils sont dirigés par un homme décidé, Jean Servier, ethnologue de son état et qui connaît bien le pays et les mœurs de ses habitants. A Arris, où il n'y a pas de garnison militaire hormis quelques gendarmes, suivant les directives de l'administrateur Rey, Servier a regroupé quelques habitants d'Arris, plus courageux, et avec eux il s'approche avec précaution des gorges où a eu lieu l'embuscade. Aucun coup de feu ne trouble la paix des lieux. Il peut récupérer les victimes et se replier sur Arris, où une autre mission l'attend : faire face à la nuit qui tombe avec des mouvements suspects signalés aux approches de la commune mixte[2].

Dans le Nord-Constantinois, fief de Didouche Mourad, les événements n'ont pas cette ampleur. A Souk-Ahras, un coup de main militaire se solde par un échec. Sur la route de Constantine à Philippeville la gendarmerie de Condé-Smandou écope de quelques coups de feu. Sur la même route, un peu avant Philippeville, à Saint-Charles, trois gardes musulmans sont désarmés. Au Kroubs, enfin, nœud ferroviaire au sud de Constantine, des coups de fusil sont tirés sans résultats contre une sentinelle d'un dépôt d'essence de l'armée.

C'est à Alger que le fiasco est quasi complet. Le chef de zone, Rabah Bitah, a eu des problèmes avec ses troupes. Au dernier moment elles ont refusé de franchir le Rubicon. Les menées de leaders centralistes du M.T.L.D. ne sont sans doute pas étrangères à cette volte-face.

Rabah Bitah a dû, en catastrophe, faire appel à son ami Krim Belkacem qui lui a délégué son fidèle Ouamrane et nombre de ses Kabyles. Grâce à ces renforts de dernière minute, acheminés non sans émotion sur Alger, le chef de l'Algérois a pu monter son plan. Il vise à toucher aussi bien la ville que la campagne, c'est-à-dire la Mitidja.

A Alger, les objectifs de Rabah Bitah ne manquent pas d'ambition. Atteints ils peuvent porter la mort et la destruction au cœur même de la capitale. Ils sont cinq :

– la Maison de la Radio, place Hoche, en plein centre européen,
– le central téléphonique près du champ de manœuvres, là encore proche du centre,

– le dépôt des pétroles Mory sur les quais,
– l'usine à gaz, près du Jardin d'essai, un peu à l'est de la ville,
– enfin le dépôt de liège d'Hussein-Dey en banlieue vers Maison-Carrée.

Pour ce dernier point, le responsable se fait « porter malade », coupant court à toute velléité. Ailleurs, les incendiaires désignés, souvent un peu apeurés, se débarrassent au plus vite de leurs charges. Celles-ci sont du reste trop rudimentaires pour causer des dégâts importants. Parfois même les mèches font long feu[3]. Bref, les bombes, qui ne sont guère que de gros pétards, explosent sans grands résultats hormis à la Maison de la Radio, où un léger incendie est vite maîtrisé.

En Mitidja, Rabah Bitah et Ouamrane mènent eux-mêmes l'action. Bénéficiant de la complicité de deux gradés musulmans qui doivent ouvrir des portes, ils pensent surtout récupérer de l'armement à l'E.R.M. de Boufarik[4] et dans une caserne de Blida[4]. A Boufarik, des explosions intempestives, destinées à faire sauter quelques ponceaux, donnent l'alarme. Les phares des miradors trouent l'obscurité. Ouamrane se précipite, récupère une dizaine d'armes et s'enfuit au plus vite. Ce n'est qu'un demi-succès. A Blida, c'est l'échec sanglant. Rabah Bitah a trois tués et quelques blessés. Devant la réaction française, il décroche lui aussi avec précipitation vers l'Atlas blidéen et sa forêt, au sud. Du moins peut-il, en se retournant vers la plaine, voir rougeoyer dans la nuit le dépôt de la Cellunaf à Baba-Ali et une cave coopérative à Boufarik.

En Kabylie, Krim Belkacem, en dépit de sa connaissance du terrain et de son implantation déjà ancienne, fait plus de fumée que de mal, même s'il frappe partout avec un parfait synchronisme à minuit. Des coups de feu sont tirés contre les casernes de gendarmerie à Tigzirt et Azazga. Bilan : quelques impacts sur les façades. Des entrepôts de liège et de tabac flambent à Bordj-Menaiel, Camp-du-Maréchal, Dra-el-Mizan, Azazga. 200 millions de dégâts, mais le colonialisme n'en mourra pas. A Dra-el-Mizan, il y a toutefois un mort : un supplétif musulman, Harouir Ahmed Ben Amar, tué par les rebelles.

Il reste l'Oranie, avec Ben M'hidi. Peu de choses ont été prévues faute d'une véritable infrastructure. Deux fermes européennes sont attaquées dans la région de Bosquet, au sud de Sidi-Bel-Abbès. Il y a là aussi un mort, un fermier européen tué devant la gendarmerie de Paul-Cassaigne, dans le même secteur. Courageusement, il venait donner l'alerte et débouche à

l'entrée de la gendarmerie au moment où un groupe rebelle commence à la harceler. Signe révélateur du climat de l'Oranie à cette date, les fellahs du coin, quelques jours plus tard, remettent entre les mains des autorités les agresseurs qu'ils ont eux-mêmes interceptés. Le groupe des « 22 » a, dans ce secteur, presque aussitôt son premier tué : Abderahmane Ramalek. Devenu l'adjoint de Ben M'hidi, l'un des six, il avait mené l'action contre Paul-Cassaigne[5].

En fin de matinée de ce dimanche de Toussaint, où, à Alger comme à Oran, la vie s'écoule dans le calme dominical habituel, Roger Léonard, dans son bureau du gouvernement général, peut faire un premier bilan. Ses entretiens téléphoniques avec les préfets Dupuch et Lambert, de Constantine et d'Oran, ainsi qu'avec le général Cherrières, lui donnent une vision assez claire des événements de la nuit.

Les pertes en vies humaines sont les plus sensibles. Six Européens ont été tués : l'instituteur Monnerot, les deux sentinelles de Batna, le lieutenant Darnault, de Kenchela, et un de ses hommes, et enfin le fermier Paul Laurent, à Cassaigne. Il y a aussi deux morts musulmans : le caïd de M'chounèche, Hadj Sadok, et le garde assassiné en Kabylie. Les blessés sont moins nombreux et doivent s'en sortir.

Les dégâts matériels paraissent limités. Des stocks de liège ont brûlé en Kabylie mais les autres exactions n'ont pas fait grand mal. Du bruit surtout.

Là est surtout l'essentiel. Les hommes qui ont déclenché cette action vont faire parler d'eux. Les journaux du soir – peu nombreux car il s'agit d'un jour férié – annoncent l'événement. Ceux du lendemain auront leurs couvertures assurées. Attentats terroristes en Algérie pourront titrer le *Journal d'Alger, l'Echo d'Oran* ou *la Dépêche de Constantine*. En France le titrage sera plus modeste[6].

La coordination d'ensemble de l'opération inquiète surtout Roger Léonard. Cette simultanéité, de l'Oranie au Constantinois, implique un mouvement structuré. Frapper à la même heure en des points distants de plusieurs centaines de kilomètres sous-entend une parfaite entente préalable Et Roger Léonard s'interroge : « Quels sont les hommes derrière ces bombes et ces attentats ? »

Pour ses policiers, la réponse sera évidente : les gens du M.T.L.D. de Messali Hadj. Leurs appuis ne peuvent venir que de l'extérieur, là où se sont réfugiés certains Algériens qui sont en mal avec la justice française, c'est-à-dire de l'Egypte. Le chef désigné des insurgés de la Toussaint est

obligatoirement le chef des exilés du Caire : Ahmed Ben Bella, l'ancien adjudant de l'armée française. Cette interprétation de l'origine de la rébellion algérienne aura des répercussions plus importantes que ne peut le supposer Roger Léonard au soir du 1er novembre 1954. L'expédition de Suez, l'interception de l'avion de Ben Bella à l'automne 1956 en découlent.

*
* *

Les opérations terroristes déclenchent officiellement la rébellion. Leur côté spectaculaire leur donne la primeur. Ce sont elles que, dans son ensemble, le grand public retient. Ce dernier ignore l'acte de naissance politique qu'ont signé avant l'heure H les chefs des insurgés. Combien important, pourtant, ce manifeste de la rébellion !

Il signifie aux Algériens, à la France, au monde entier, le sens profond de ce qui va se passer. Imprimé sur une ronéo de fortune, il est acheminé les 1er et 2 novembre aux agences de presse et aux principaux journaux pari-
siens. Au Caire, il est divulgué dès les premières heures de la Toussaint, ce qui confortera les services policiers français dans leur certitude quant à l'origine du mouvement.

Cette proclamation, officiellement datée du 31 octobre 1954, s'adresse au peuple algérien. Si elle n'échappe pas à l'emphase du discours en pays musulman, du moins annonce-t-elle clairement les buts de guerre de ceux qui se présentent sous l'étiquette de Front de Libération Nationale.

Ce but est simple : indépendance nationale par la restauration de l'Etat algérien souverain démocratique et social dans le cadre des principes islamiques.

En revanche, aucun programme précis de gouvernement n'y est mentionné. Indépendance d'abord, le reste, semble-t-il, s'envisagera par la suite.

PROCLAMATION

Au peuple algérien
Aux militants de la cause nationale

Alger, le 31 octobre 1954

Vous qui êtes appelés à nous juger, le premier d'une façon générale, les seconds tout particulièrement, notre souci en diffusant la présente proclamation est de vous éclairer sur les raisons profondes qui nous ont poussés à agir, en vous exposant notre programme, le sens de notre action, le bien-fondé de nos vues dont le but demeure l'indépendance nationale dans le cadre nord-africain. Notre désir aussi est de vous épargner la confusion que pourraient entretenir l'impérialisme et ses agents : administratifs et autres politicailleurs véreux.

Nous considérons avant tout qu'après des décennies de lutte, le Mouvement national a atteint sa phase finale de réalisation. En effet, le but du mouvement révolutionnaire étant de créer toutes les conditions favorables pour le déclenchement d'une action libératrice, nous estimons que sous ses aspects internes le peuple est uni derrière le mot d'ordre d'indépendance et d'action, et, sous ses aspects externes, le climat de détente est favorable pour le règlement des problèmes mineurs, dont le nôtre, avec surtout l'appui diplomatique des frères arabes et musulmans. Les événements du Maroc et de Tunisie sont à ce sujet significatifs et marquent profondément le processus de libération de l'Afrique du Nord. A noter, dans ce domaine, que nous avions depuis fort longtemps été les précurseurs de l'unité dans l'action, malheureusement jamais réalisée entre les trois pays.

Aujourd'hui, les uns et les autres sont engagés résolument dans cette voie et nous, relégués à l'arrière, nous subissons le sort de ceux qui sont dépassés. C'est ainsi que notre mouvement national, terrassé par des années d'immobilisme et de routine, mal orienté, privé du soutien indispensable de l'opinion populaire, dépassé par les événements, se désagrège progressivement à la grande satisfaction du colonialisme qui croit avoir remporté la plus grande victoire de sa lutte contre l'avant-garde algérienne.

L'heure est grave.

Devant cette situation, qui risque de devenir irréparable, une équipe de jeunes responsables et militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments encore sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le mouvement national de l'impasse où l'ont acculé les luttes de personnes et d'influence pour le lancer aux côtés des frères marocains et tunisiens dans la véritable lutte révolutionnaire.

Nous tenons, à cet effet, à préciser que nous sommes indépendants des deux clans qui se disputent le pouvoir. Plaçant l'intérêt au-dessus de toutes considérations mesquines et erronées de personnes et de prestige, conformément aux principes révolutionnaires, notre action est dirigée uniquement contre le colonialisme, seul ennemi obstiné et aveugle qui s'est toujours refusé à accorder la moindre liberté, par des moyens de lutte pacifique. Ce sont là, nous pensons, des raisons suffisantes qui font que notre mouvement de rénovation se présente sous l'étiquette de

FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

se dégageant ainsi de toutes les compromissions possibles et offrant la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens, de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considération.

Pour nous préciser, nous retraçons ci-après les grandes lignes de notre programme politique :

BUT : Indépendance nationale par

1. la restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques ;
2. le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confession.

OBJECTIFS INTÉRIEURS :

1. assainissement politique par la remise du mouvement national révolutionnaire dans sa véritable voie et, par là, l'anéantissement de tous les vestiges de corruption et de réformisme, causes de notre régression actuelle ;
2. rassemblement et organisation de toutes les énergies saines du peuple algérien pour la liquidation du système colonial.

OBJECTIFS EXTÉRIEURS :

1. internationalisation du problème algérien ;
2. réalisation de l'unité nord-africaine dans son cadre naturel arabo-musulman ;
3. dans le cadre de la Charte des Nations Unies, affirmation de notre sympathie à l'égard de toutes nations qui appuieraient notre action libératrice.

MOYENS DE LUTTE :

conformément aux principes révolutionnaires et compte tenu des situations intérieure et extérieure, la continuation de la lutte par tous les moyens jusqu'à la réalisation de notre but.

Pour parvenir à ces fins, le Front de Libération Nationale aura deux tâches essentielles à mener de front et simultanément : une action intérieure tant sur le plan politique que de l'action propre et une action extérieure en vue de faire du problème algérien une réalité pour le monde entier avec l'appui de tous nos alliés naturels.

C'est là une tâche écrasante qui nécessite la mobilisation de toutes les énergies et de toutes les ressources nationales. Il est vrai, la lutte sera longue, mais l'issue est certaine.

En dernier lieu, afin d'éviter les fausses interprétations et les faux-fuyants, pour prouver notre désir réel de paix, limiter les pertes en vies humaines et les effusions de sang, nous avançons une plate-forme honorable de discussion aux autorités françaises si ces dernières sont animées de bonne foi et reconnaissent une fois pour toutes aux peuples qu'elles subjuguent le droit de disposer d'eux-mêmes :

1. l'ouverture de négociations avec les porte-parole autorisés du peuple algérien sur les bases de la reconnaissance de la souveraineté algérienne une et indivisible ;

2. la création d'un climat de confiance par la libération de tous les détenus politiques, la levée de toutes les mesures d'exception et l'arrêt de toutes poursuites contre les forces combattantes ;

3. la reconnaissance de la nationalité algérienne par une déclaration officielle abrogeant les édits, décrets et lois faisant de l'Algérie une terre française en déni de l'histoire, de la géographie, de la langue, de la religion et des mœurs du peuple algérien.

En contrepartie :

1. les intérêts français, culturels et économiques, honnêtement acquis, seront respectés ainsi que les personnes et les familles ;

2. tous les Français désirant rester en Algérie pourront choisir leur nationalité d'origine, et seront de ce fait considérés comme étrangers vis-à-vis des lois en vigueur, ou opteront pour la nationalité algérienne, et, dans ce cas, seront considérés comme tels en droits et en devoirs ;

3. les liens entre la France et l'Algérie seront définis et feront l'objet d'un accord entre les deux puissances sur la base de l'égalité et du respect de chacun.

ALGÉRIEN !

Nous t'invitons à méditer notre Charte ci-dessus. Ton devoir est de t'y associer pour sauver notre pays et lui rendre sa liberté. Le Front de Libération Nationale est ton front, sa victoire est la tienne.

Quant à nous, résolus à poursuivre la lutte, sûrs de tes sentiments antiimpérialistes, forts de ton soutien, nous donnons le meilleur de nous-mêmes à la patrie.

LE SECRÉTARIAT

Les commentateurs, par-delà l'objectif parfaitement signifié de l'indépendance algérienne avec référence à l'Islam et pratiquement sous forme d'un ultimatum à la France, relèvent le sort réservé aux Européens : étrangers ou Algériens. Cette alternative peut difficilement être retenue, d'entrée de jeu, par des individus qui se regardent comme Français sur une terre française. Les Européens comprennent donc très vite l'enjeu des événements : leur présence ou non comme Français en Algérie. Leurs réactions futures s'expliquent.

La notion de restauration de l'Etat algérien chatouillera les juristes. L'Etat algérien, il est vrai, n'a jamais existé. Avant les Français, ce fut pendant trois siècles, l'Etat turc. Auparavant, on l'a vu, les historiens se perdent dans l'imbroglio des envahisseurs et des dynasties étrangères, mais d'Etat algérien point.

*

* *

A Paris, la voix des gouvernants est à l'unisson pour répondre à la proclamation des insurgés. Le 12 novembre, devant l'Assemblée nationale, le chef du gouvernement, Pierre Mendès France, affirme avec force, applaudi de l'extrême droite à la gauche[7] :

« On ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la nation, l'unité, l'intégrité de la République française. Ils sont Français depuis longtemps d'une manière irrévocable...

Entre elle (l'Algérie) et la Métropole, il n'y a pas de sécession concevable. Cela doit être clair une fois pour toutes et pour toujours, aussi bien en Algérie et dans la métropole qu'à l'Etranger. Jamais la France, aucun gouvernement, aucun parlement français, quelles qu'en soient d'ailleurs les tendances particulières, ne cédera sur ce chapitre fondamental.

Mesdames, messieurs, plusieurs députés ont fait des rapprochements entre la politique française en Algérie et la Tunisie. J'affirme qu'aucune comparaison n'est plus fausse, plus dangereuse. Ici, c'est la France ! »

Son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, lui fait écho :

« Je n'admets pas de négociations avec les ennemis de la patrie, la seule négociation c'est la guerre. »

Un peu plus tard, il ajoute :

« L'Algérie c'est la France. »

Leur représentant sur le terrain, le gouverneur Léonard, en tournée d'inspection en Kabylie à la mi-novembre, proclame :

« Nous sommes ici en France et nous allons le montrer. »

Fermes paroles qui engagent – théoriquement du moins – leurs auteurs. Du moins la position de la France est-elle très claire.

Si elle accepte un désengagement en Tunisie, protectorat relativement récent, en revanche, pour l'Algérie, colonie de peuplement, une remise en question de la présence française ne saurait être tolérée.

Ainsi s'expriment les responsables de la nation.

Pour les obscurs, les sans-grade – et même les un peu gradés – la route paraît tracée. Durant des années, ils entendront ministres, sénateurs, députés, crier : « Algérie française ! » Propos de façade avant, pour beaucoup, de lancer par la suite le froc aux orties.

Côté français, une des maldonnes essentielles de cette guerre d'Algérie proviendra de ce manque de rectitude des hommes politiques qui s'égosilleront en belles paroles sans lendemain. Sur le terrain, au contact des réalités, d'autres, ignorants ou dédaigneux de ces jeux levantins, prendront en toute bonne foi des positions irréversibles. Le décalage du comportement entre les uns et les autres engendrera dans les consciences des drames qui, un quart de siècle après leurs déroulements, ne sont pas encore apaisés.

*
* *

En Algérie les événements de la Toussaint sont regardés comme d'importance. Côté européen, on s'enflamme. Les esprits se souviennent des événements du Constantinois, dix ans plus tôt, et du coup d'arrêt brutal qui a brisé l'insurrection. A situation identique, réplique identique. La « une » des quotidiens algériens de Bône à Oran est unanime (si l'on excepte le communiste *Alger républicain*). La réaction doit être immédiate et sans faiblesse.

Pour les chefs des grands mouvements algériens, les positions sont nuancées. Ils n'étaient pas dans le secret et ce déclenchement est pour eux une surprise. Ferhat Abbas ne condamne pas. Il accuse plutôt la France d'avoir laissé pourrir la situation créant ainsi les conditions d'une révolte armée. Le 24 novembre, le docteur Ahmed Francis dépose devant l'Assemblée algérienne une motion qui définit la position de l'U.D.M.A. :

> « Considérant que des événements extrêmement graves ont endeuillé l'Algérie, faisant de nombreuses victimes innocentes ;
>
> » Considérant que ces événements ont provoqué une répression brutale qui n'a pas manqué de faire à son tour d'autres victimes innocentes ;
>
> » Considérant que le drame ainsi créé est la conséquence inéluctable d'une politique anachronique, qui se refuse à tenir compte de l'évolution du monde et de la prise de conscience du peuple algérien, etc. »

Ces politiques qui s'expriment en politiques prennent acte et ménagent l'avenir. Les Oulémas s'expriment sensiblement dans le même sens. La France est en accusation et non le F.L.N. Ne pas pourfendre est déjà défendre.

Les communistes algériens sont plus catégoriques. Ils ne sont pas favorables et parlent d'« aventure ». Le 5 janvier 1955, un communiqué du P.C.A. souligne :

> « Le P.C.A. s'est toujours gardé des actes individuels, des mots d'ordre inconsidérés qui ne correspondent pas à la volonté et aux possibilités réelles des larges couches de la population... »

A cette heure, la direction du P.C.A. ne croit pas à l'avenir de l'action menée dans les Aurès. Cette réaction des communistes marquera leurs futurs rapports avec les révoltés.

Messali Hadj, toujours exilé à Niort, comprend très vite quel prestige les audacieux passés aux actes vont tirer de l'événement auprès de la masse. Or la masse compte avant tout pour Messali Hadj. Il voit en elle l'outil de manœuvre. Il laisse donc supposer que le P.P.A. n'est ni étranger ni absent de ce qui vient de se passer. Affirmation mensongère en un sens car la direction du P.P.A. n'a en rien trempé dans la préparation du 1er novembre. Affirmation fondée toutefois dans un autre sens car de nombreux militants P.P.A. sont partie prenante.

Cette position n'est pas sans danger car elle désigne en même temps les messalistes comme les coupables au regard du système policier français. La presse algérienne ne s'en prive pas. Elle les désigne du doigt avec violence. Le 5 novembre le *Journal d'Alger* titre : « Messali Hadj, dictateur vieillissant, veut une fin de règne sanglante pour maintenir intact son prestige auprès des troupes ouvrières du parti. »

Est-ce l'approche de la saison des agrumes ? « Orange Amère », coup de filet policier, s'abat sur tous ceux que l'on soupçonne de sympathies nationalistes et au premier rang desquels se rangent les messalistes les plus en vue : Me Abderhamane Kiouane, avocat adjoint au maire d'Alger, Jacques Chevalier, le pharmacien Ben Khedda, secrétaire général du M.T.L.D., Moulay Merbah, un des lieutenants de Messali et bien d'autres. Plusieurs centaines d'individus sont interpellés et incarcérés, dont quatre anciens délégués à l'Assemblée algérienne, deux adjoints M.T.L.D. à la mairie d'Alger, des conseillers généraux etc. Le M.T.L.D. fait les frais de cette rafle systématique et se trouve en bonne partie décapité.

A côté des gens qui n'ont en rien participé aux attentats, et qui sont la quasi-totalité, tombent néanmoins quelques responsables. Zoubir

Bouhadjadj, l'un des chefs terroristes de la nuit de la Toussaint, est arrêté le 6 novembre à 5 heures du matin tout comme son équipe. C'est un revers sérieux pour le F.L.N. à Alger où il est encore très faiblement implanté.

La rébellion, en dépit de la répression policière, du mois de novembre, a du moins un sujet de satisfaction. Les commissaires Costes et Carcenac, les plus dangereux pour elle par leur connaissance des milieux nationalistes, sont mutés en métropole. C'est là le résultat d'une manœuvre de Jacques Chevalier obtenu par intégration de la police algérienne à la Sûreté nationale. Désormais, les policiers trop zélés d'Alger ou d'Oran pourront se retrouver à Dijon ou à Melun. Ce n'est pas là la dernière des marques de l'assistance apportée par Jacques Chevalier au F.L.N.

Parallèlement le gouvernement français, le 5 novembre, dissout et interdit le M.T.L.D. Les mesures de surveillance et d'éloignement sont renforcées autour de Messali Hadj. Celui-ci, jamais pris de court en de telles circonstances, fait renaître son M.T.L.D. en le baptisant M.N.A. : Mouvement national algérien. Il gardera ce nom jusqu'à la fin de la guerre.

*

* *

Militairement parlant, il faut se battre.

L'insurrection a été déclenchée avec des moyens des plus limités. Faisant ses comptes au congrès de la Soummam, en août 1956, le F.L.N. annoncera avoir engagé au début des combats :

– 350 hommes armés dans les Aurès,
– 450 en Kabylie,
– 50 dans l'Algérois,
– 60 en Oranie.

C'est peu et c'est peut-être même excessif, eu égard aux actions entreprises et aux résultats obtenus.

L'armement rebelle est hétéroclite et rarement bien entretenu. Outre les armes de chasse[8], il provient pour l'essentiel de la Seconde Guerre mondiale, voire de plus loin. C'est le cas du vieux fusil Lebel français auquel son très long canon apporte une excellente précision. Entre les mains d'un homme exercé – et il y en a, mais qui disparaîtront peu à peu – il représente un engin redoutable. Que de balles en plein cœur ou en pleine

tête placées à plusieurs centaines de mètres par un tireur à l'œil perçant ! Il y a aussi et surtout des fusils étrangers, Mauser allemands ou 303 anglais, des carabines Stati italiennes. Peu d'armes automatiques. Elles ne viendront que plus tard. Quelques rares pistolets mitrailleurs : Sten anglais ou Beretta italiens. Et puis un lot composite d'armes de poing : pistolets, revolvers, certains très antiques et datant du siècle dernier. Les munitions sont peu nombreuses et à utiliser avec parcimonie d'où, dans bien des cas, le silence relatif du champ de bataille. Une balle claque, venue des fourrés ou des rochers. Un crépitement répond côté français, parfois un peu aveugle, et puis les adversaires se recherchent et se guettent dans le calme revenu.

Quoi qu'on puisse en penser, côté français, au niveau de l'armement, ce n'est pas plus brillant. Il n'est guère adapté. Le MAS-36 réglementaire est robuste sans plus. Il ne peut engager de duels à distance. Les pistolets mitrailleurs modernes – les MAT-49 – sont encore en Indochine. Bien des unités entameront la campagne avec le pistolet mitrailleur MAS-38, qui ne saurait être regardé comme une arme sérieuse par son calibre et ses incidents de tir. Le fusil mitrailleur a trente ans d'âge avec une cadence limitée et un handicap pour l'approvisionnement. Les munitions, théoriquement, ne manquent pas, mais sont comptées. Le règlement prévoit de rapporter les douilles vides... La prévôté, c'est-à-dire la gendarmerie, doit accompagner les forces de l'ordre pour perquisitionner et dresser les constats. La guerre officielle se refuse.

Les moyens lourds ne sont évidemment pas en place. Pas d'artillerie. Peu de véhicules de transport adaptés. Les vieux G.M.C. américains, qui roulent depuis plus de dix ans, s'essoufflent sur les rudes pistes du djebel. Les principaux mouvements de troupe s'effectuent par train sur l'axe Alger-Constantine-Biskra. Pas d'aviation, hormis quelques mouchards des plus précieux pour se repérer, car la topographie en est encore à la carte au 1/200 000. Comment y localiser un groupe d'une dizaine d'hommes ? Les liaisons radio, indispensables pour une guerre de mouvement, sont tout autant à la traîne. Le S.C.R.-300 d'infanterie – qui ne porte qu'à 4 kilomètres en liaison optique – pèse 20 kilos avec ses piles de rechange. On verra souvent les troupes incorporer des porteurs d'office parmi les soi-disant suspects.

Bref, chasseur et gibier sont, toutes proportions gardées, bien mal lotis dans leurs missions respectives. Tous les deux entrent en campagne assez

démunis. Il faudra attendre la fin de 1955 pour qu'ils commencent à s'organiser sérieusement.

Pour les Français, le problème des effectifs se pose tout de suite et deviendra très vite un problème politique : 50 000 hommes environ au 1er novembre 1954, dont une faible proportion d'opérationnels, représentent peu de chose au niveau d'un pays comme l'Algérie.

Le corps de bataille professionnel se regroupe en Indochine et entame à peine son grand mouvement de retour qui prendra plus d'un an. Le contingent monte la garde au Rhin ou s'instruit dans les garnisons métropolitaines. En Algérie, comme en mai 1945, il ne subsiste que des dépôts ou des centres d'instruction. Début novembre, il faut à la hâte improviser.

*
* *

Car, dans l'immédiat, en ce jour de fête religieuse, il importe de parer au plus pressé. Si l'Algérie est calme dans son ensemble, en revanche, dans l'Aurès, la situation, vue de loin, paraît sérieuse. A Arris, l'administrateur se déclare encerclé et sous le feu de tireurs tenant les crêtes. Qu'en est-il exactement à T'kout et dans les autres petits centres ?

Si une réaction militaire s'impose, elle ne peut être que limitée faute de moyens. A Constantine, le général Spillman ordonne au colonel Blanche de faire mouvement sur Arris pour dégager la commune mixte. Une colonne de secours se forme au mieux. A peine une centaine d'hommes. Il y a 60 kilomètres de Batna à Arris. Le convoi, parti le 2 au matin, atteindra la capitale de l'Aurès vers midi sans avoir reçu un coup de fusil. Il a trouvé la cité sur le qui-vive et bien organisée sous l'impulsion de l'administrateur Rey.

L'ethnologue Servier a mis sur pied une autodéfense mêlant Européens et musulmans, jouant habilement vis-à-vis de ces derniers des vieilles rivalités tribales du pays chaouia. Certains ont opté pour la France face à leurs vieux ennemis.

Plus au sud, la gendarmerie de T'Kout, où la poignée de gendarmes s'est barricadée, est soulagée quelques heures plus tard par une compagnie de légionnaires parachutistes accourue de Sétif[9]. Partout, dans les villages et

hameaux, les Européens se regroupent et se barricadent. L'effet de surprise ne peut plus jouer.

Sur la frontière tunisienne, où des groupes armés ont été signalés, le commandement expédie les deux bataillons du 1er R.C.P. de Philippeville qui sont, quant à eux, opérationnels. Dans les jours qui suivent, quelques accrochages infligent des pertes en hommes et en armement aux rebelles au nord de Souk-Ahras.

La révolte n'est pas pour autant brisée. Les bandes qui se sont signalées dans la nuit du 1er novembre errent dans l'Aurès.

Pour les détruire, il faut les traquer et, dans ce pays au relief escarpé, de surcroît aux approches de l'hiver, la tâche n'est pas facile. Elle implique du monde, beaucoup de monde même. Les renforts sollicités, fin octobre, par le général Cherrières et qui sont déjà en alerte, c'est-à-dire la 25e division d'infanterie aéroportée de Pau, sont acheminés d'urgence début novembre vers Alger, puis vers le Constantinois.

Cette 25e D.I.A.P. n'a de division que le nom. Le gros des paras est en Extrême-Orient. A Pau, on forme surtout les appelés du contingent volontaires parachutistes. D'unités constituées, la 25e D.I.A.P. n'en possède vraiment que deux : 1er régiment de hussards parachutistes – un gros bataillon – et le 18e régiment d'infanterie parachutiste de choc. C'est le 18e de Ducournau, Ducournau qui va lancer le mythe des paras en Algérie.

De la gloire il en a à revendre, ce jeune colonel légèrement claudicant, souvenir d'une vieille blessure. Il a prouvé aussi qu'un guerrier pouvait être un organisateur. Le raid sur Lang-Son en juillet 1953, aux confins de la frontière de Chine, c'est lui. Cette auréole sur son nom commence à lui monter un peu à la tête, mais en débarquant en Algérie il a encore les pieds sur terre. Souplesse, vitesse d'exécution restent ses idées-forces. Il les appliquera.

Le premier, il affronte l'Aurès. Ses compagnies, avec chaque jour plus de métier, fouillent grottes et ravins. Les vrais combats sont peu nombreux mais payants. Les bandes accrochées perdent du monde[10]. Les paras y gagnent du prestige sur cette route où ils laissent aussi des leurs, ainsi le lieutenant Thomazo, second fils tombé pour la France d'un colonel qui fera parler de lui par la suite[11].

Si Ducournau marque des points, le bilan d'ensemble n'est pas absolument positif. L'Aurès est trop vaste pour être pacifié par un ou deux

milliers d'hommes. Le terrain se prête aux embuscades. Ainsi le 1er R.H.P., suite à une imprudence, laisse-t-il 6 prisonniers entre les mains des rebelles. Les axes carrossables sont rares. L'appui, aviation, artillerie, hélicoptère est inexistant. L'état-major, à son échelon supérieur, n'a pas encore compris cette guerre où l'endurance physique, le courage individuel, la vitesse de réaction jouent un rôle essentiel. Le déplacement se fait en convoi ou colonne par un sur les pistes. L'adversaire regarde et laisse passer s'il se sent faible, ce qui est le cas le plus fréquent.

Du moins, à Noël 1954, peut-on dire qu'en Algérie, hormis ce quadrilatère Biskra – Batna – Khenchela – Khanga-Sidi-Nadji, l'ordre français règne. Le couvre-feu est exceptionnel. Les trains roulent même de nuit. La circulation routière ne rencontre guère de contraintes. L'insurrection n'aurait-elle été qu'un feu de paille sanglant, comme en mai 1945 ? Beaucoup, à des indices, se doutent qu'il n'en est rien. Dans un an, fin 1955, la guerre sera partout. Elle aura déjà fait des milliers de morts. L'insécurité sera quasi générale. L'inquiétude sera implantée chez les Européens.

Que se sera-t-il passé pour en arriver là ?

---

1 Hadj Sadok mourra le lendemain.

2 Arris devait être attaquée dans la nuit du 31 au 1er mais le responsable de l'opération, Ahmed Nouaoura, un petit commerçant du village, s'est retrouvé seul. Au pied du mur ses trente-neuf hommes l'ont abandonné.

3 Les explosifs ne seront jamais vraiment une spécialité des Algériens. Leurs experts resteront limités et des Européens leur prêteront leur concours. On le verra dans la bataille d'Alger.

4 Etablissements régionaux du matériel.

5 Paul-Cassaigne, petit village de colonisation, a été baptisé, après l'indépendance, Abderahmane-Ramalek.

6 Le 1er novembre 1954, jeune officier aux parachutistes de la légion, je me trouvais en stage chez les commandos de la marine au Cap-Matifou, un peu à l'ouest d'Alger. Dans la matinée, le car des permissionnaires m'avait déposé dans le centre de la ville. Messe à l'église Saint-Augustin, au bas de la rampe Dumont D'Urville. Vers 13 h 30, sortant d'un restaurant en quête d'un cinéma pour tuer l'après-midi, rue d'Isly, mon attention est attirée par la patrouille militaire interpellant tous ceux qui portaient l'uniforme. Intrigué, étant en civil, je me présente et le chef de patrouille me déclare : « Des troubles ont éclaté. Tous les militaires doivent regagner leur caserne. » J'appris ainsi le début d'une guerre qu'aucun signe extérieur, aucune agitation ne laissait transparaître. Il faudra attendre le journal du soir pour en savoir un peu plus. *(Note de l'auteur.)*

7 Pierre Mendès France s'exprime-t-il ainsi par sincérité ou par nécessité ? Il a besoin des suffrages des députés « pieds noirs » pour obtenir un vote de confiance à l'Assemblée.

8 Ces armes de chasse, assez nombreuses, sont disséminées un peu partout. Un des premiers buts des opérations militaires françaises sera de les récupérer ou de les faire restituer. La majeure partie restera dans des caches pour ressortir dans les mains de l'O.P.A., l'Organisation politico-administrative, ou des moussebilines, les supplétifs. C'est sous le couvert du Tell, qui permet son utilisation au plus près, que les vieux fusils à un ou deux coups trouveront surtout employeur. Une bille de plomb, grossièrement façonnée, devient à quelques mètres un projectile redoutable occasionnant une plaie béante.

9 Illustration des difficultés de la réaction française : les parachutistes de la légion de la compagnie de dépôt des B.E.P. à Sétif sont mis en alerte dans la matinée de la Toussaint. Ils attendront tout l'après-midi des véhicules avant de prendre la route de Batna qu'ils n'atteindront que tard dans la nuit. La ville est en état de siège. Beaucoup de civils européens ont été regroupés dans les casernes et campent dans la bousculade. Improvisation, inquiétude dominent.

10 Le 29 novembre, après quelques heures de corps-à-corps, une quarantaine de rebelles sont mis hors de combat près de Teniat-Bou-Irhyal, entre Batna et Arris. Le chef du groupe, Grinn Belkacem, qui tenait le maquis depuis 1951, est tué.

11 Le premier l'avait été en Indochine.

Chapitre XIV

1955 : LA GUERRE SE CHERCHE

Le 8 mai 1945 avait été une explosion brutale, une éruption crachant feu et mort sur les Français, puis s'éteignant presque aussi vite sous la mitraille des forces de l'ordre. La gestation de la guerre d'indépendance est tout autre. Point de raz de marée, point de flambée brutale. La mèche est allumée le 1er novembre 1954 et peu à peu les incendies s'embrasent. Ils visent tout ce qui porte témoignage de la présence française. A ce titre, les musulmans, aux sympathies connues, sont les premiers et les plus visés.

La vie d'une commune mixte du Sud Constantinois, pendant les deux premières années du conflit, permet de voir évoluer et se développer une guerre qui n'annonce pas encore son nom. Cette commune mixte est celle de Barika : 450 000 hectares, 62 000 indigènes, 300 Européens. Elle est, par son peuplement – et ses conditions de vie –, hautement représentative de l'Algérie profonde. A la croisée de plusieurs régions caractéristiques, elle n'est pas la douce France, recréée, du Tell. Elle a l'âpreté du pays de l'intérieur. A l'est, elle jouxte l'Aurès. Au nord, elle touche les hautes plaines de Sétif et de Constantine. Vers l'ouest, elle accroche les massifs du Bou-Taleb et du Hodna. A son midi enfin, par la vaste dépression du chott El-Hodna, elle appelle le grand Sud et l'horizon saharien.

Commune mixte, elle va vivre avec une intensité dramatique le contrecoup de l'insurrection[1]. Les rapports mensuels que l'administrateur envoie à sa hiérarchie en sont le film combien révélateur.

Août-septembre-octobre 1954

L'activité des meneurs politiques (P.P.A.) s'exerce en profondeur mais est difficile à contrôler ou à surprendre. Les opérations du conseil de révision se déroulent normalement. En revanche, la situation en Tunisie et au Maroc prête à discussion. Pourquoi n'est-elle pas dominée ?

Novembre 1954

Aucune activité rebelle (on parle alors des H.L.L., les hors-la-loi).

Création d'un goum de volontaires musulmans (30 hommes, anciens militaires) chargés de veiller au maintien de l'ordre.

Décembre 1954

Arrestation d'un groupe terroriste M.T.L.D. (12 personnes).

Janvier-février-mars 1955

Action politique nulle en apparence.

Sécurité parfaitement assurée.

Une opération militaire aéroportée dans le nord de la commune mixte du 29 au 31/3 a un effet psychologique (largage du 3e bataillon étranger de parachutistes[2]).

Avril 1955

Secteur calme. Sécurité assurée.

Mai 1955

Ben Hachami Saïd, du douar Seggana, est assassiné par Djenane Aïssa qui réussit à s'enfuir. Quatre de ses complices sont arrêtés. 4 poteaux télégraphiques sciés sur la route Barika – Sétif.

Juin 1955

Le 27/6, une cinquantaine de H.L.L. se fait donner à souper dans une mechta montagneuse du douar Ouled-Si-Slimane. Une compagnie de parachutistes doit être implantée prochainement à N'gaous (nord de Barika)[3].

Juillet 1955

Un chef de famille et sa femme sont assassinés au douar Bitam. Un car Barika-Biskra incendié.

Des notables reçoivent des lettres de menaces et sont très inquiets.

Août 1955

Le cheikh Tidjani de la zaouia de Tolga séjourne du 23 au 25 dans la commune mixte et prêche le loyalisme envers la France. Les lettres de menaces continuent.

Septembre 1955

Le 15, obsèques de M. Burdet receveur des P.T.T., assassiné dans le car Batna-Barika. 2 000 Français musulmans suivent le cortège.

Toujours des lettres de menaces reçues par les notables et les goumiers qui les inquiètent de plus en plus.

Octobre 1955

Sécurité assurée.

Novembre 1955

Obsèques du caïd Benbattouche Abderrahmane, victime d'un attentat à N'gaous. Une foule considérable suit le cortège. L'évasion du chef rebelle Ben Boulaïd et de 10 autres condamnés à mort de la prison de Constantine cause une grosse émotion et un vif mécontentement chez les Européens et les musulmans francophiles.

Décembre 1955

Egorgement du ouakaf de la mechta Khandeg et de son fils au douar Seggana.

Attentat contre un goumier à N'gaous.

Harcèlement de la maison forestière du Guthian.

Plusieurs sabotages et destructions. Poteaux télégraphiques coupés en plusieurs points.

Janvier 1956

Retour du nommé Bendris Alloua, arrêté en novembre 1954. Cette libération est diversement appréciée.

Février 1956

Le gardien de l'école du souk des Ouled Nedjaa est égorgé. Attaque de Barika par une cinquantaine de rebelles ; 2 goumiers tués, 2 goumiers blessés.

Embuscade rebelle contre la 7^{e} C.N.A. de M'doukal ; capitaine blessé, 1 goumier tué.

Nombreux sabotages contre troupeaux et olivette. Incendie de l'école de Magra.

Mars 1956

Garde-champêtre européen de Barika mortellement blessé dans un attentat.

Désertion d'un garde du G.M.P.R. 45 avec son F.M., de 3 goumiers et d'un gradé.

Un garde du G.M.P.R. de M'sila (ancien combattant de Dien-Bien-Phu) enlevé.

Un ancien militaire musulman égorgé à Bou-Négué.

Plusieurs harcèlements du village – tranchée sur route Barika-Mac-Mahon. Coupures de poteaux téléphoniques et autres exactions.

Avril 1956

Désertion d'un goumier de M'doukal avec son fusil. Harcèlements de postes. Destruction de poteaux télégraphiques.

Mai 1956

Une bande rebelle au douar Djezzar fusille les nommés Yahia Cherif Saïd et Yahia Cherif Amar et incendie leurs maisons. Trois musulmans enlevés et égorgés dans la nuit du 16 au 17 mai à 7,5 km de Barika.

M. de Premel, ingénieur à la Société Trombose de Hussein-Dey, est assassiné entre Barika et Mac-Mahon. Harcèlement de postes et destruction de poteaux télégraphiques.

Juin 1956

Un sergent-chef retraité, Houamel Aïssa, est grièvement blessé par un terroriste.

Un Français musulman, Atlan Zourou, est blessé mortellement au souk des Ouled-Nedjaa.

Embuscade rebelle contre un convoi de la S.A.S. et de la gendarmerie de N'gaous. 1 militaire tué, 4 blessés graves dont le capitaine Lepetit, chef de la S.A.S.

Coupures de routes.

Juillet 1956

Un Moghazni de la S.A.S. de N'gaous abattu par un terroriste. Attentat contre un employé de la S.A.S., toujours à N'gaous. Un écrivain public de Barika est égorgé. Un ancien garde G.M.P.R. de Barika est enlevé.

Août 1956

1er août : 2 Français musulmans enlevés et égorgés à N'gaous.

2 août : 1 Français musulman grièvement blessé à N'gaous.

7 août : 1 Français musulman permissionnaire égorgé.

10 août : 1 Français musulman mortellement blessé de trois balles de revolver à Barika.

22 août : 1 Français musulman assassiné de deux coups de couteau à N'gaous.

Septembre 1956

Coupures de route – mitraillage de véhicules.

Octobre 1956

Enlèvement du ouakaf Bouattoura Abdelaziz.

13 octobre : 1 Français musulman grièvement blessé à N'gaous.

17 octobre : attaque du poste du bordj communal – 1 Français musulman tué.

18 octobre : 1 Français musulman garde rural du G.M.P.R. abattu par un terroriste.

Novembre 1956

Un commerçant français musulman mortellement blessé à Barika.

9 novembre : le caïd Hamdi pacha Mebarek, du douar Bitam, est grièvement blessé d'une balle de revolver devant son domicile.

10 novembre : un permissionnaire du 7e R.T.A. est enlevé avec son père à N'gaous.

14 novembre : un garde du G.M.P.R. de Barika grièvement blessé.

22 novembre : le garde-champêtre Zidi Larbi est abattu d'une balle de revolver en plein centre de Barika.

Décembre 1956

3 décembre : attentat terroriste à N'gaous contre un Français musulman, deux harcèlements du poste de Berhoun, plusieurs coupures de route.

La sécheresse, obligatoire, du compte rendu administratif avec sa rigueur implacable devant les faits dévoile l'évolution de la situation. Un vocabulaire nouveau apparaît : Goum, G.M.P.R., S.A.S.[4], etc. que rejoint une terminologie militaire : embuscade, harcèlement, poste, etc. Autant de faits ou de choses qui se sont mis en place. Peu à peu la commune mixte s'est enfoncée dans la guerre.

Surtout l'action du F.L.N. et sa tactique transparaissent. Pendant quelques mois, après le 1er novembre 1954, la sécurité continue de régner. Puis, progressivement, en dix-huit mois et même moins, tout change. La rébellion se développe et frappe :

– 3 Européens sont assassinés (1 garde-champêtre – 1 ingénieur de passage – 1 receveur des P.T.T.),

– des militaires européens sont blessés lors d'embuscades,

– des exactions détruisent les témoignages de la présence française : maisons forestières, écoles, fermes[5], etc.,

– surtout les musulmans considérés comme profrançais sont visés ; 36 sont mortellement atteints ou grièvement blessés.

Plus que les coupures de routes ou les harcèlements de postes, ces attentats conditionnent la population musulmane. Dans ce pays où les événements se colportent vite de mechta en mechta – le fameux téléphone arabe – ces exactions ont une valeur significative.

Jouer la France, c'est jouer la vie.

Il est clair que dans les douars, à l'habitat dépourvu de protection, une telle menace pèse. Nul ne peut vraiment se protéger des ombres qui se glissent dans la nuit pour proférer des consignes qui, non appliquées, déboucheront sur une justice expéditive.

Le F.L.N. ainsi s'impose par une terreur qui refuse toute compromission avec l'adversaire. L'origine de cette prise en main de la masse est indiscutable mais elle n'est pas moins contradictoire. Cette rébellion appuyée par le sang trouve presque toujours des partisans. Pour un rebelle tué ou arrêté un autre combattant surgit. Le noyau initial, modeste, fait tache d'huile. Il y a donc un accord formel de plus d'un Algérien pour rejoindre un mouvement qui vise à dominer la communauté musulmane par une présence implacable.

Il n'est pas moins paradoxal de constater qu'en dépit des risques courus, des musulmans s'engageront par milliers aux côtés de la France. N'est-ce point également la preuve de ce qu'elle pouvait représenter après plus d'un siècle de présence ?

Il y a des injustices en Algérie, beaucoup de choses sont à revoir, cela est certain, mais le tableau ne doit pas être exagérément noirci. La France a aussi apporté et donné.

Des médecins ont soigné. Des maîtres à tous niveaux ont enseigné. Des chefs civils ou militaires ont rayonné. Une culture, une tradition françaises se sont répandues et ont marqué le pays d'une trace indélébile. La langue française est devenue au fil des ans, pour les Algériens, le meilleur moyen d'expression et de communication.

Pour certains musulmans, qui ne voient pas l'entité algérienne, la France peut apparaître comme la mère patrie dont tout individu a besoin. Ce fut longtemps, par exemple, la position de Ferhat Abbas et de ses amis. La France garde malgré tout son auréole de grande puissance. Ceux qui ont franchi la Méditerranée ne rapportent pas obligatoirement mauvaise image d'un pays dont, dans le fond d'eux-mêmes, ils ont admiré les réalisations.

Dans l'Algérie qui s'engage vers la guerre civile le service de la France est bien ancré. De nombreux Algériens ont versé leur sang. Des centaines de milliers d'entre eux ont combattu sous le drapeau tricolore en France, en Italie ou en Indochine. Des familles entières respectent une tradition de loyaux serviteurs : familles de « grande tente » ralliées depuis fort longtemps, familles nouvelles venues en souvenir d'un ascendant peut-être valeureux tirailleur de Champagne ou de Verdun.

Le fait français ne peut donc, dans la population musulmane, être comparé à une vulgaire collaboration liée à une quelconque idéologie ou à une loi d'intérêt avec un nouvel occupant. La filiation française est normale. C'est la révolte qui choque et surprend. Les drames de conscience face aux choix entre la patrie française et la patrie algérienne existeront. On le verra nettement avec l'affaire des officiers algériens en 1957, ces soldats déchirés de devoir tout remettre en cause. Dans bien des cas, la communauté de foi religieuse, le lien du sang, créeront la différence au profit du sentiment algérien, mais rien n'est évident en novembre 1954.

Il y aura aussi ceux, nombreux, qui, après une autre option, se rallieront à la France. Lassitude devant des combats qui paraissent sans fin et sans espoir, écœurement réel devant les purges que quelques exaltés imposent aux maquis, retournement des prisonniers par l'action dite psychologique, espérance d'une solution française honorable, telles apparaissent les principales motivations qui conduiront des combattants à changer de camp. Ceux-là, pour preuve de leur bonne foi ou de leur adhésion, donneront des gages. Condamnés à mort en puissance par le F.L.N., ils seront les plus implacables. Ayant brûlé leurs vaisseaux, ils ne pourront plus faire demi-tour.

Ainsi, d'engagements en ralliements, l'armée française comptera, en 1960, 210 000 musulmans sous ses drapeaux. Chiffre énorme où la quasi-totalité se compose de volontaires à des titres divers. On en reparlera. Un vocable populaire les rassemblera, par la suite, sous le nom de harkis. Ils paieront lourdement la confiance qu'ils avaient placée en la France.

Le F.L.N. atteste du fait algérien.
Les harkis attestent du rayonnement et de la présence français.

*
* *

Cette guerrre, dont la commune mixte de Barika a donné une image vivante de la première phase du conflit, va se jouer par étapes successives. Chaque année y apparaît comme un acte bien marqué.

1954 – Les trois coups sont frappés, par un F.L.N. encore embryonnaire. Un cri français : l'Algérie, c'est la France.

1955 – La guerre se cherche et brutalement les massacres d'août 1955 à Philippeville lui donnent sa vraie dimension.

1956 – Les belligérants se renforcent et s'installent pour durer.

1957 – L'année sombre pour la France, qui semble s'enliser en dépit de sa relative victoire dans la bataille urbaine.

1958 – L'A.L.N., qui a atteint sa puissance maximum, décline devant les coups de boutoir de l'armée française. Le 13 mai et l'arrivée de De Gaulle paraissent assurer la victoire des tenants de l'Algérie française.

1959 – La grande année de l'Algérie française.
Victoire sur le terrain et pacification généralisée dans un climat politique apparemment serein jusqu'à l'automne.

1960 – L'année des désillusions et des inquiétudes devant la nouvelle orientation du général de Gaulle, qui remet en cause le principe même de l'Algérie française.

1961 – Le désengagement français s'accélère. La question essentielle . « Comment terminer le conflit ? »

1962 – L'ultime sursaut de l'O.A.S. n'évite pas la victoire de la rébellion imposée par le gouvernement français qui débouche sur l'exode des Européens et les massacres de musulmans profrançais.

---

1 Encore qu'elle n'ait pas été une des communes les plus frappées, bien au contraire.

2 Ce bataillon comprend un bon nombre de rescapés de Dien-Bien-Phu. L'auteur y est alors jeune chef de section et participe à cette opération.

3 En fait, cette implantation de parachutistes à N'gaous (lieu de passage obligé des bandes rebelles d'est en ouest, du massif des Ouled-Si-Slimane au massif du Guéthiane vers le Bou-Taleb) n'eut jamais lieu.

4 G.M.P.R. : groupe mobile de protection rurale, unité de recrues indigènes (anciens militaires) avec chefs européens et à la disposition du pouvoir civil. Cantonné dans certains centres.

5 Il y en avait trois dans la commune mixte.

Chapitre XV

LE PROCONSULAT DE J. SOUSTELLE
L'intégration. Les S.A.S. La guerre dans l'Aurès

C'est dans une perspective gouvernementale d'Algérie terre française, où sans doute bien des choses sont à modifier, que Pierre Mendès France doit désigner un successeur au présent gouverneur général, Roger Léonard, qui a fait son temps. La présidence de la Cour des comptes offrira à ce dernier un fauteuil doré.

Le choix de Mendès France se porte sur un homme qui n'est pas un inconnu et qui apparaît tout à la fois comme un cerveau et un gaulliste : Jacques Soustelle.

Jacques Soustelle, « Gros Matou » pour ses amis, est encore jeune. Il fête pratiquement ses quarante-trois ans avec sa nomination à Alger. D'origine modeste, normalien, il doit à sa puissance de travail et à ses facultés intellectuelles une première renommée universitaire. Ses études sur les civilisations précolombiennes font autorité. Gaulliste il a été, gaulliste il est encore. Il a rallié Londres dès juillet 1940, a été ministre et secrétaire général du R.P.F.[1] Sa fidélité au général de Gaulle ne se dément pas et à l'Assemblée nationale il anime le groupe qui regarde vers Colombey-les-Deux-Eglises. Dans la France de la IV^{e} République, il est donc une personnalité politique de premier plan.

Gaulliste, créature de Mendès France, puisque nommé par celui-ci, voici deux étiquettes bien lourdes pour Jacques Soustelle débarquant à Alger à la mi-février. On le dit aussi de « gauche ». N'a-t-il pas, dans sa jeunesse, avant-guerre, milité au sein des intellectuels antifascistes ? Son arrivée sur la terre algérienne n'est pas la bienvenue et l'accueil, qui se veut poli, reste froid. Qu'a-t-on à faire de ce Ben Soussan ? ricanent les Algérois[2].

L'entourage du nouveau gouverneur inquiète. On y trouve, entre autres, le commandant Monteil, arabophile convaincu, et Germaine Tillon, ancienne

déportée qui partage les mêmes sentiments au nom d'une générosité que bien peu lui contestent. L'ombre d'un nouveau Tunis se profile dans les esprits de la capitale. L'opinion évoluera.

En fait, Jacques Soustelle débarque sans préjugés. Gros travailleur, il étudie, reçoit, s'informe. Il veut se forger une opinion pour agir puisqu'il est là pour ça. Peut-être, entre autres, lit-il le rapport qu'Henri Doumenc, ancien maire de Constantine, a, sur sa demande, récemment envoyé au président du Conseil :

« Ces causes (du 1er novembre 1954), la Haute Administration les connaît mieux que quiconque. Mais elle ne peut avouer sa carence et reconnaître ses fautes. Sans courage, elle n'a pas su résister aux appétits insatiables d'une minorité toute-puissante de gros propriétaires terriens et pendant plus de cent ans elle a administré pour le seul bien des colons.

» Elle aurait pu se libérer de cette tyrannie pendant les trois années qui suivirent la Libération. Elle ne l'a pas voulu. Aujourd'hui encore, elle se trouve prisonnière d'hommes dont le cynisme dépasse l'entendement et qu'elle a ramenés, avec l'appui de M. Naegelen, à la direction de la politique algérienne, grâce au trucage des urnes et à la caution morale qu'elle leur a fournie. Si bien que toute manifestation de courage lui serait difficile...

» Quel a été le résultat de cette politique imbécile ?... »

Ferhat Abbas, qui cite ces lignes dans ses Mémoires, commente : « On n'a plus rien à ajouter à ce rapport. Il situe bien le problème[3]. »

Le problème, Jacques Soustelle le situe vite : politique par la discrimination, social par les différences de conditions de vie et les inégalités. Sa solution, il l'appelle l'intégration – égalité des droits et devoirs pour tous, respect de la spécificité algérienne, développement du niveau de vie des Algériens. Il écrit :

« L'assimilation visait l'individu, l'intégration intéresse la province. Il faut renoncer à l'illusion de faire de chaque musulman un Français de France. »

L'intégration accepte l'originalité humaine, culturelle, historique des Algériens. Elle n'est pas uniformisation administrative, car elle respecte l'existence d'institutions locales et de régimes particuliers. Elle n'est pas le régime colonial puisqu'elle suppose l'égalité effective de tous les Algériens...

L'intégration suppose :

a) que l'Algérie est une province ayant sa physionomie, sa personnalité particulière, notamment sur le plan culturel, linguistique, religieux ;

b) que l'économie, l'industrie et la monnaie devront être complètement fusionnées avec celles de la Métropole ;

c) sur le plan politique, complète égalité de droits et de devoirs. Mais attention ! « Souveraineté française » ne veut pas dire « souveraineté des Français » métropolitains ou européens.

Une incidence immédiate découle de ces principes : le collège unique !

Le plan est généreux. Vingt ans plus tôt, il eût été accueilli avec enthousiasme par les Algériens. Pour les révoltés, c'est trop tard. Il n'y a qu'un objectif auquel ils ne renonceront pas : « l'indépendance ».

Soustelle va le découvrir peu à peu. Pour les politiques européens d'Algérie, la réponse est tout aussi hostile :

« L'annonce des réformes donne les plus grands espoirs aux agitateurs », déclare le général Aumeran, député d'Alger.

En France, le gouvernement Edgar Faure, qui a succédé à celui de Mendès France en février, ne suit pas[4]. C'est l'impasse.

Néanmoins, Jacques Soustelle n'est pas sans moyens. Son tempérament, sa mission, le poussent à agir concrètement. Il fera la guerre puisque la lutte armée est devenue le moyen d'expression de l'opposition algérienne ; il s'attaquera aux réalités d'injustice sociale et de misère en bonne partie responsables de la révolte.

*

* *

Un point l'a tout de suite frappé. Il commande bien peu et bien mal. Le pays, dans ses profondeurs, ne répond pas au gouverneur et à la France.

« L'administration flottait comme un radeau sans gouvernail à la surface d'une mer profonde qu'elle ne savait pas sonder[5]. »

Cela, Jacques Soustelle l'a constaté. Quels que soient la valeur personnelle des administrateurs et leur dévouement, l'Algérie lui échappe. Les communes mixtes, qui devaient être dissoutes, existent toujours par la force des choses, citadelles perdues du pouvoir français au milieu d'une population conditionnée par les pressions du F.L.N. Le remède, Soustelle le voit dans le plan Parlange.

Le général Parlange est un vieil Africain rompu aux pratiques du monde maghrébin. Il connaît les méthodes de ses lointains prédécesseurs : les bureaux arabes militaires. Le principe, il l'a plus ou moins appliqué dans le cadre des affaires indigènes, les A.I., au Maroc, et il est toujours le même : l'aura d'un chef militaire passionnément dévoué à sa tâche pour coiffer les autochtones. Ces bureaux arabes ou ces affaires indigènes, Parlange les fait revivre sous un autre nom : les S.A.S., sections administratives spécialisées.

Au printemps de 1955, le général Parlange se voit confier le commandement civil et militaire des Aurès-Némentchas, épicentre de la rébellion[6]. Quelle brèche déjà dans l'autorité préfectorale ! Le pouvoir civil commence à baisser les bras et ce n'est qu'un début. Parlange, ainsi intronisé, est en mesure d'appliquer ses théories, théories qui vont peu à peu s'étendre à toute l'Algérie. Les S.A.S. de Parlange vont être, durant la guerre, un des éléments essentiels de la pacification recherchée par les Français. Leur influence sur le plan humain sera certaine.

La S.A.S., puisque ainsi on la désignera, est d'abord et surtout le chef de S.A.S. Son rayonnement et son succès seront très largement tributaires de la personnalité de ce jeune officier, lieutenant ou capitaine[7]. La mission de celui-ci est double : administrer et renseigner. La première est donc civile et rejoint les fonctions de l'administrateur mais son champ d'action est beaucoup plus limité, d'où une meilleure audience. Tout comme l'administrateur, il a son bordj, qu'il faut parfois construire de rien, et son équipe. Désormais, les populations, souvent regroupées près de lui par la suite, trouvent à proximité les services qu'elles devaient souvent aller chercher très loin : un dispensaire avec un médecin, une école jouxtant ses locaux. Une action humanitaire plus localisée et plus poussée peut ainsi être engagée.

Soldat, le chef de S.A.S. a une seconde mission militaire. Au contact de la masse musulmane, il doit pouvoir collecter renseignements et informations. Son petit groupe de supplétifs musulmans, le maghzen, lui permet de mener des actions de police et de sécurité.

Les officiers S.A.S., venus pour beaucoup de l'arme blindée de cavalerie, seront, dans l'ensemble, de qualité. Oh ! certes, ils n'ont pas appris au départ leur désignation avec un enthousiasme délirant. Leur métier se veut celui des armes et le stage de formation initiale s'annonce un entracte fastidieux. Puis, dans leur majorité, ils se sont pris au jeu, se donnant avec passion à ce

travail riche de contacts humains et de la satisfaction de faire souvent du bien dans une population miséreuse.

Comme en toute collectivité, il y aura quelques brebis galeuses. Les fonds importants mis à la disposition de ces gestionnaires improvisés pourront tourner quelques têtes. On verra quelques bordjs somptueux. On verra quelques nababs, plus chefs de bande que pacificateurs. Ils seront peu nombreux, dans le fond, parmi les 700 officiers S.A.S. implantés en Algérie.

L'impact de la S.A.S. est, comme on l'a dit, fonction de la personnalité de son chef mais en général le but recherché sera atteint. La population trouve aide et conseil. Le contact se renoue entre la France et ses administrés. Discrètement, des renseignements remontent. Contrepartie, ces S.A.S. isolés en plein bled, sont vulnérables. Plus d'un lieutenant ou capitaine tombe, alors que seul ou presque il visite les anciens douars : Jean de Pouilly, Yves Schoen et combien d'autres. 73 officiers S.A.S. paieront de leur vie leur rayonnement qui contrecarre l'action du F.L.N.

*

* *

Officiellement, la France, en Algérie, n'est pas en guerre. Avec qui le serait-elle du reste ? Aucun belligérant n'a officiellement rompu de traité. Des individus regroupés au sein d'une association subversive appelée F.L.N. suscitent des troubles. En termes juridiques, cela s'appelle une association de malfaiteurs... Pour la loi française, c'est tout. Le pays est en paix, les fauteurs de troubles tombent sous le coup de la législation avec ce qu'elle implique de répression et de sauvegarde. De là les procès-verbaux, les commissions rogatoires, les perquisitions relevant de la seule maréchaussée, etc. Les unités ouvrant le feu doivent rapporter les douilles vides. Au retour de chaque opération, les munitions sont décomptées... Tout incident implique un rapport d'officier de police judiciaire. La légalité, si respectable soit-elle, n'est pas toujours synonyme d'efficacité sur le terrain.

D'autant qu'il est un cas très précis : les prisonniers faits sur le terrain. Quel sort faut-il leur réserver ? Ces hommes pris les armes à la main ou en état de révolte manifeste sont-ils à traiter en prisonniers de guerre, détenus de droit commun, bandits de grands chemins ? Si oui, comment situer ceux-là qu'en 1955 on désigne du nom de H.L.L., les hors-la-loi, et qui peu à peu

deviennent les « fellagha », les « fells » ? Pour l'armée française, il y a eu les « viets » et maintenant ce sont donc les « fells » les nouveaux adversaires[8].

Jacques Soustelle obtient de changer un peu cet état de choses si éloigné, en certains endroits, de la réalité. En avril 1955, l'état dit d'urgence est décrété et appliqué à l'Aurès, la Grande-Kabylie et le secteur de Tébessa. Il sera étendu à toute l'Algérie en octobre[9]. L'état d'urgence autorise les perquisitions de jour et de nuit, l'assignation à résidence soit donc pratiquement la création de camps d'internement, la réquisition des personnes. Il abolit la liberté de circulation et permet l'attribution à la juridiction militaire de crimes relevant des Cours d'assises. Ce nouvel outil de travail est-il bien adapté aux besoins ou une ouverture sur des abus ? Le débat est ouvert. Il sera ce qu'en feront ceux qui auront la charge de l'utiliser. Ce n'est pas encore la guerre, ce ne le sera jamais du reste, mais les contingences du temps de paix perdent de leur pesanteur.

Dans les coulisses on s'active aussi. Une solution négociée comme en Tunisie ou au Maroc aurait certes la faveur du gouvernement. Mais sur quelles bases et à quel prix ? Vincent Monteil se rend à Tunis rencontrer Ben Boulaïd en sa prison. Le chef de la wilaya I réclame de la France des faits précis : amnistie, retrait des troupes de l'Aurès, suppression des communes mixtes. Ben Boulaïd sera transféré à Constantine. Condamné à mort, il s'évadera. Avec ou sans complicité française. Entre-temps Monteil quitte l'Algérie. Ben Boulaïd sera tué en mars 1956. Bilan de ces contacts : rien.

Vincent Monteil fait aussi un saut à Barberousse où, depuis « Orange amère », des ténors du M.T.L.D., de tendance centraliste, Ben Khedda, Hocine Lahoual, l'avocat Kiouane, sont « à l'ombre ». Ces internés réclament des gestes significatifs mais ils ne peuvent rien d'autre. La révolte s'est déclenchée sans eux et ils n'ont pas d'autorité sur les combattants. Soustelle n'aura pas de chance avec eux, sitôt libres ils rejoindront le F.L.N.

Le gouverneur général s'essaye aussi du côté des politiques. Il est sensible à l'envergure historique d'un Ferhat Abbas, depuis plus de vingt ans porte-parole infatigable des revendications algériennes. Jacques Soustelle, pour une fois, ne voit pas juste. Il surestime l'audience de son vis-à-vis qui, d'autre part, a déjà un pied dans l'autre camp. Les entretiens ne donnent rien car ils ne peuvent rien donner. Ferhat Abbas, en 1955, ne représente plus que lui-même et quelques amis[10].

Les seuls avec qui des contacts auraient un sens sont les « six ». Ils sont bien difficiles à joindre – hormis Ben Boulaïd et Rabah Bitah comme le conseille Ferhat Abbas, car ils sont dans les prisons françaises – et surtout les positions en présence sont inconciliables. Le gouvernement français, la majorité du pays, Jacques Soustelle n'acceptent qu'une Algérie terre française. Les « six » excluent toute autre hypothèse que l'indépendance. La guerre seule peut désigner le vainqueur par effondrement ou lassitude de l'un ou de l'autre.

Côté F.L.N. après le coup de semonce du 1er novembre et l'officialisation du processus insurrectionnel, la partie à jouer est serrée. Les maigres contingents engagés sur le terrain ne doivent pas être décimés par la riposte française. Après quoi, le mouvement devra reprendre de l'ampleur pour être crédible. Etre crédible, tant sur le plan politique que militaire, c'est le grand souci des dirigeants du F.L.N. en ce début de 1955.

Les premiers mois de l'année ne sont pas bons pour la rébellion en dépit de quelques coups heureux.

A Alger, Rabah Bitah, l'un des « six », est arrêté le 25 mars sur dénonciation de « Djouden », l'adjudant, ancien responsable M.T.L.D. de Bouira et indicateur de longue date des services français. Pour Rabah Bitah, la guerre est officiellement finie. Interné à la Santé il sera toutefois, en septembre 1958, nommé ministre d'Etat du G.P.R.A.

Un autre de ses compagnons, Didouche Mourad, a été tué un mois plus tôt. Les paras de Ducournau sont depuis le début de l'année dans le Nord-Constantinois et le colonel para a installé son P.C. à El-Arrouch, presque à mi-chemin entre Constantine et Philippeville. Le 18 février, un renseignement d'habitant signale un déplacement suspect dans la région de Condé-Smendou. Quelques kilomètres plus au nord commence la zone broussailleuse, havre sûr. Les paras, alertés, surprennent le groupe signalé, poursuivant sa progression en terrain découvert. Le combat est inégal. 13 rebelles restent sur le terrain, parmi eux Didouche Mourad. Un homme réussit avec quatre autres à s'esquiver à la faveur de l'obscurité : Zighout Youssef, l'adjoint de Didouche Mourad. Il deviendra son successeur.

On a vu le commandant Monteil aller à Tunis pour y rencontrer Ben Boulaïd incarcéré. Le chef de la zone 1 avait décidé de se rendre en Tunisie pour organiser ses approvisionnements en armes. Le 10 février il est intercepté par la police française encore présente sur le sol tunisien et

transféré à Tunis. Par la suite, évadé de la prison de Constantine, il sera tué en mars 1956 dans l'Aurès.

La mort de Ben Boulaïd est controversée. Pour les uns et pour le F.L.N. plus spécialement, Ben Boulaïd a été victime d'un poste radio piégé largué par les services spéciaux français. Cette version rocambolesque est plausible. La guerre d'Algérie a vu toutes sortes de machinations. La seconde version est tout aussi acceptable. Ben Boulaïd aurait été liquidé par les siens à cause de ses sympathies messalistes. Cette hypothèse a évidemment l'aval du M.N.A. Ben Boulaïd, le 1er novembre 1954, comme Krim Belkacem du reste, continuait à faire partie de la hiérarchie officielle du M.T.L.D., futur M.N.A. On sait aussi que les règlements de comptes ont décimé la zone des Aurès Nementchas. Une bonne partie de son encadrement est tombé non sous des balles françaises, mais sous des balles algériennes comme par exemple Chihani Bachir, l'homme des gorges de Tighanimine et adjoint de Ben Boulaïd.

Avec la mort de Ben Boulaïd la moitié de l'équipe des « six » aura disparu. Le quatrième sera Ben M'hidi liquidé par l'armée française durant la bataille d'Alger en 1957. Seuls Krim Belkacem et Rabah Bitah verront l'indépendance. Krim Belkacem, devenu opposant au régime en place à Alger, sera assassiné à Francfort en 1970 par les agents secrets du colonel Boumediene, nouveau maître de l'Algérie.

En 1954, la rébellion naissante avait trouvé des bras courageux et dévoués à sa cause. Elle avait vainement cherché une tête. Lamine Debaghine s'était récusé. Elle en trouve une, fin janvier 1955, avec la libération anticipée des prisons françaises d'un certain Abane Ramdane.

C'est un Kabyle, originaire d'Azouza, petit village des environs de Fort-National. A près de trente-cinq ans – il est né le 10 juin 1920 – il vient de purger cinq ans d'emprisonnement pour sa participation à l'O.S.

La détention n'a pas amélioré sa santé et son caractère. On le dit coléreux, autoritaire. On dit aussi qu'il est un cerveau bien agencé qui a su pendant sa longue captivité développer l'instruction du secrétaire adjoint de commune mixte qu'il fut jadis à Châteaudun-du-Rhummel près de Constantine. On le découvrira vite organisateur efficace sachant imposer ses vues.

A Azouza, Abane Ramdane a trouvé une retraite provisoire près de sa vieille mère et chaque jour il doit pointer à la gendarmerie. C'est là que Krim Belkacem et Ouamrane le récupèrent. L'Algérois vient d'être décapité par l'arrestation de Rabah Bitah et de nombre de ses compagnons. Tout est à

repenser dans la zone IV. Krim Belkacem, de sa propre autorité, confie la capitale à Abane Ramdane et l'Algérois à son fidèle lieutenant Ouamrane. La zone IV restera ainsi entre des mains kabyles et Alger pourra servir de base arrière aux maquis du Djurdjura.

Sitôt en place, Abane Ramdane voit grand et se fixe des objectifs de large perspective :

– création de groupes action sur Alger pour porter la guerre en milieu européen ;

– participation massive de tous les Algériens à la guerre d'indépendance ;

– mise sur pied d'une charte du F.L.N. complétant la déclaration initiale du 1er novembre, afin de lier tous les combattants autour d'un même contrat. Ceci implique la tenue d'un congrès regroupant les responsables des maquis ;

– audience internationale du conflit par une extension de l'action de la délégation extérieure.

Sur le fond, les conceptions d'Abane Ramdane sortent du champ urbain de ses attributions. Les circonstances le favorisent. Boudiaf est à l'étranger et par conséquent coupé des vraies réalités de la lutte, comme tous les autres membres de la délégation extérieure.

Ses collègues en Algérie n'ont pas sa carrure intellectuelle et ils ont fort à faire avec les problèmes de la vie courante dans leurs zones. Les politiques traditionnels, élus ou religieux, sont en position de faiblesse. Les rangs de leurs militants sont de plus en plus clairsemés. Leur situation personnelle devient de plus en plus précaire. Et puis Alger, cœur de l'Algérie, est la plaque tournante du pays. Mieux que partout ailleurs, Abane Ramdane peut organiser et rayonner.

Son programme, Abane Ramdane mettra plus d'un an à le concrétiser avec des fortunes diverses. Ses groupes d'action algérois, qui par la suite feront trembler la ville, s'organisent derrière Bouchafa et Yacef Saadi. Chacun d'eux a derrière lui une trentaine d'hommes bien structurés et bien cloisonnés. Derrière Bouchafa ce sont surtout Fettal, Taïb Milloul, Ramia, Mohamed Z'yeux-bleus. Derrière Yacef Saadi, il y a M'didouche, Ahmed Chaïd, Amar Aïdoune, Ali la Pointe. Tous, là, des noms qui feront parler d'eux.

Le jeune F.L.N. manque d'encadrement pour enrôler les Algériens. Le commandant Monteil avait tenté d'engager le dialogue à Barberousse avec les dirigeants messalistes incarcérés. Ces hommes sont d'abord et surtout

des nationalistes. Tel est le sens de leur engagement derrière Messali, même si, depuis un an ou deux, bien des compagnons du Zaïm se sont détachés de lui. Vincent Monteil, dans l'espoir de déboucher sur des négociations, obtient de Jacques Soustelle de les faire libérer. Sitôt élargis[11], l'avocat Kiouane, le pharmacien Ben Khedda et d'autres comme Saad Dahlab, Salah Louanchi, Mohamed Ben Yahia, ces hommes, qui ont une expérience et une audience, se mettent à la disposition du F.L.N. Abane Ramdane est passé par là. Il garde avec lui Ben Khedda comme adjoint sur Alger. Les autres éclatent un peu partout. Le docteur Benghanine, lui aussi libéré, s'empresse de rejoindre au Caire la délégation extérieure.

On a vu les courants politiques ou religieux s'affaiblir devant l'idée forte que représente un F.L.N. levé, les armes à la main, pour l'indépendance. Néanmoins, tous ces élus, ces cadres de l'U.D.M.A., ces Oulémas, le P.C.A. aussi, représentent un potentiel à récupérer. Unitaire avant tout, Abane Ramdane ne veut qu'un seul mouvement : le F.L.N., qu'il a rejoint et pour lui seul drapeau du combat engagé. C'est dans ce sens qu'il organise les ralliements qui doivent être une intégration et une adhésion totales au F.L.N. Pour les politiques de tous bords qui, sur le fond, ne demandent qu'à prendre le train en marche, l'affaire s'effectuera aisément. En revanche, les difficultés surgiront au printemps 1956 avec les communistes. D'ores et déjà, Abane Ramdane s'entremet avec le chef reconnu des élus : Ferhat Abbas. Celui-ci, depuis janvier, a déjà le contact avec le F.L.N. Le 26 mai, à son domicile algérien, il reçoit Abane lui-même accompagné d'Ouamrane. L'accord se fait aisément entre hommes qui veulent s'entendre. Ferhat Abbas obtient le feu vert pour poursuivre son action politique officielle avant d'envisager une autre attitude. Les options de l'automne se préparent. Les religieux de leur côté, par la voix de Tewfik el-Madani, déclarent approuver et se tenir prêts à favoriser le Front National de Libération. Celui-ci, petit noyau de militants décidés, le 1er novembre 1954, commence à réaliser l'union nationale.

Il apparaît d'autant mieux comme le flambeau unique du patriotisme algérien que, moins de six mois après son apparition sur la scène politique, il réussit un coup de maître en se glissant à la conférence de Bandoeng. Là, sous l'égide du président Soekarno d'Indonésie et du Pandit Nehru de l'Inde, les pays afro-asiatiques se réunissent en avril 1955 pour débattre entre autres de la défense des pays ex-colonisés et condamner le colonialisme.

Le Maroc et la Tunisie, qui n'ont pas encore officiellement accédé à l'indépendance mais en sont sur la voie, ne peuvent y participer à part entière en tant qu'Etats. Ils obtiennent d'y dépêcher des émissaires en qualité d'observateurs.

Deux Algériens, dans les coulisses, se déplacent sans relâche, s'entremettent avec bonheur : Ait Ahmed et Mohamed Yazid. Le premier est l'un des « neuf ». Il fait partie de la délégation extérieure depuis les débuts et y est responsable des relations étrangères. (Les Algériens parlent, en fait, des relations extérieures.) Le second, centraliste, s'est rallié au F.L.N. dès le 1er novembre 1954 avec Hocine Lahouel, autre centraliste important. Tout en rondeur, parlant correctement anglais, il seconde habilement Ait Ahmed.

Les deux hommes, forts d'amitiés tunisiennes et marocaines, obtiennent eux aussi le statut d'observateurs. Ce strapontin ne vaut pas un fauteuil, mais n'en est pas moins une victoire. Face à la France, grande puissance mondiale, le F.L.N. apparaît au plan international. Le communiqué final mentionne l'« appui donné par la conférence asiatique et africaine aux peuples d'Algérie, du Maroc et de Tunisie ». Le nom de l'Algérie est cité et c'est déjà un grand point.

Les portes de l'O.N.U. peuvent s'ouvrir.

Ait Ahmed et Mohamed Yazid sont d'autant plus heureux du bilan de leurs interventions que l'envoyé de Messali Hadj a été évincé. Le M.N. A, aux yeux du monde, est supplanté par le nouveau venu qui apparaît comme force combattante représentative.

Ce succès diplomatique est le début d'une série pour les Algériens. Au fil des ans, ce travail des diplomates algériens rendra la position de la France de plus en plus délicate. Ce que le F.L.N. perdra à l'intérieur des frontières algériennes, il le regagnera à l'extérieur. Ce sera là l'un des points déterminants de la lutte.

*

* *

En bon général, qui se respecte, Cherrières, dès le déclenchement de la rébellion, a sur tous les tons réclamé des renforts. Comment tenir un pays de plus de 250 000 km^2, sans compter le Sahara, avec moins de 50 000 hommes ? Il y a du vrai dans cette exigence même si le secteur opérationnel est encore limité. Le retour des unités d'Indochine lui permet

de gonfler ses effectifs. Via Singapour et Suez, légionnaires, tirailleurs, paras, marsouins prennent le chemin du retour.

Dès décembre 1954, le 3e R.E.I. est à pied d'œuvre tout comme la 13e D.L.B.E. et le 1er B.E.P. de Jeanpierre. Ils partent bien évidemment pour le Constantinois. Les paras mettront plus de temps à se réorganiser. Un encadrement aguerri est disponible, encore faut-il lui confier une troupe. Les bataillons paras d'Extrême-Orient, formés d'engagés et renforcés d'autochtones, sont à repenser. Côté tirailleurs, pour l'heure, tout va encore bien. Les unités partent sans problème en maintien de l'ordre.

D'autres renforts arrivent dans le premier semestre de 1955. Parlange, partant pour Batna, a drainé derrière lui les tabors marocains, redoutables guerriers infatigables. Le djebel est leur domaine. La solution politique de la crise tunisienne libère la 14e division d'infanterie du général Lavaud. Ses trois groupes mobiles s'implantent à partir d'avril dans le Nord-Constantinois. Rude tâche pour cette grande unité à base d'appelés du contingent et qui a à prendre en charge des secteurs qui deviendront vite très difficiles : Grahrem, Aïn-M'lila, Bône, Guelma. C'est elle qui supportera en majeure partie le choc du 20 août. A partir de juin débarque la 2e D.I.M. formée autour de glorieux régiments de l'est : 151e, 152e, 153e R.I. Le 151e R.I. se rappelle avoir eu un certain Jean de Lattre de Tassigny comme colonel juste avant la Seconde Guerre mondiale. La 2e D.I.M., après un bref séjour en Kabylie, ira, jusqu'à la fin de la guerre, tenir la frontière tunisienne de Souk-Ahras à Morsott.

Sur le terrain, l'art de faire cette nouvelle guerre se cherche encore. Une opération reste le plus souvent pour les fantassins un long déplacement colonne par un. Pour les blindés, automitrailleuses ou half-tracks, après des heures de piste, ce sont des journées d'attente en « bouclage » ou en « appui ». Comme dans la chasse au sanglier, le chasseur espère que le gibier viendra tomber sur les fusils postés.

Mais les rabatteurs n'ont pas acquis la technique et l'animal traqué repère de très loin le canon ou la mitrailleuse lourde qui le guette. Le plus grand danger pour ce gibier vient plutôt du « mouchard » qui, dans le ciel, tourne, descend, se fixe et cherche à voir.

Dans les bataillons paras, on se souvient de la guerre d'Indochine toute proche. La grande mode est de repérer et localiser des D.Z. pour sauter. Mais le djebel n'est pas la rizière. L'arrivée au sol est combien plus rude sur

le sol desséché et caillouteux. Le 26 mars 1955, le 3e B.E.P. décolle de Philippeville et saute de Dakotas dans la région de N'gaous, à la corne nord-est du chott El-Hodna. Saut psychologique pour frapper les populations, sans débusquer de rebelles. Nouveau saut en août au cœur de l'Aurès avec deux compagnies. Des éclopés, aucun résultat tangible. L'expérience des opérations aéroportées avec parachutage ne sera guère poursuivie même si quelques largages opérationnels sont encore tentés de-ci de-là. En juin 1956 le 2e B.E.P. saute en altitude sur le coupe-feu d'une ligne de crête kabyle au sud de Djidjelli. Le pourcentage de casse est élevé et la chasse au rebelle n'y gagne rien. Le 18 juin 1957 le 9e R.C.P. larguera deux compagnies dans l'Aurès pour boucler la cuvette de Sidi-Ali. Cette contribution ne sera pas décisive même si elle n'est pas inutile. Il y aura toutefois un résultat heureux. Le 7 décembre 1956, la compagnie Planet, du 3e R.P.C., saute dans la région de Timimoun, aux abords d'une bande repérée, et arrive très vite au contact. Les dunes de sable sont plus favorables à ce genre d'exercice. Le bilan d'ensemble du combat mené par le 3e R.P.C. et le 4e C.S.P.L. sera de 45 rebelles tués et six prisonniers. C'est là que tombera le sergent-chef Sentenac, héros de Dien-Bien-Phu[12]. Une page se tourne, un peu au désespoir de certains états-majors ravis de monter des opérations combinées air-terre. Mais les paras et les autres vont trouver un autre moyen de transport aérien.

Le 6 avril 1955, vers 9 heures, les « biffins » qui, depuis minuit, peinent sur les pentes sud du Chelia pour se mettre en place au débouché des cols, perçoivent dans le ciel, face à eux, un va-et-vient inhabituel. Se hissant avec lourdeur, deux hélicoptères ventrus assurent des rotations de la plaine au sommet du massif.

A la jumelle, les chefs de section, un instant arrêtés pour contempler le spectacle, voient les appareils se poser, des hommes lourdement chargés sauter à terre. Un P.C. s'installe, identifiable à ses antennes.

« Les veinards », murmurent tous ceux qui, dans le froid et maintenant sous le soleil, progressent depuis des heures.

La première opération héliportée de la guerre d'Algérie est en cours. Ce n'est qu'une première. Dans l'immédiat, le *Sikorski* n'enlève que quatre, au mieux cinq passagers. Quel progrès dans la vitesse et la souplesse d'intervention ! Quel gain de fatigue ! Mais il faudra attendre encore de

longs mois pour que l'hélicoptère devienne un des éléments décisifs de la bataille.

*
* *

En fait, au premier semestre de 1955, les actes de guerre restent encore très localisés. Dans le Nord-Constantinois, en Grande-Kabylie, c'est plutôt de la recherche d'armes ou d'individus repérés. La gendarmerie est presque toujours présente pour témoigner par sa présence de la légalité des fouilles et interpellations. Les fellahs rendent leurs fusils de chasse. Pas toujours. Les palabres s'éternisent : « J'te jure, de fusil, j'en ai pas ! »...

Les grands moyens ne sont pas encore utilisés. Les ordres sont formels : être correct et toujours payer le poulet convoité.

Les accrochages sont peu nombreux. Il y a eu celui où Didouche Mourad a trouvé la mort. Les groupes F.L.N. sont modestes. En Grande-Kabylie, les hommes de Krim Belkacem évitent le combat et recherchent le coup payant. Ils tendent des embuscades vite démontées pour récupérer des armes. Le relief s'y prête. Des coups de feu sur un véhicule isolé, un ou deux hommes tombent, un fusil ou un P.M. est récupéré (si possible) et les auteurs du coup de main plongent dans les broussailles, dévalant en quelques instants les centaines de mètres de dénivelée qui les mettent à l'abri. La 2e D.I.M., arrivée en juin, fait les frais de cette insaisissable guerre de partisans. Son chef, le général Beaufre, si intelligent soit-il, est plus un théoricien d'état-major qu'un homme de terrain. Il voit trop lourd, trop grand. Mal chronique dont souffrira l'armée française qui rencontre déjà son autre adversaire principal : l'accident.

Comme le reste de l'Algérie n'a pas bougé, le gros morceau est et demeure la zone des Aurès-Nementchas. Il y a environ 360 combattants éclatés en petites bandes, admet Ben Boulaïd, questionné par le commandant Monteil en mars-avril 1955. C'est peu et c'est beaucoup en raison de l'immensité du massif.

Pour les réduire, le général Cherrières lance en janvier deux grandes opérations qui se veulent des rouleaux compresseurs pour tout écraser. Quel artiste, dans un bureau algérois, a baptisé l'une d'elles « Véronique » et l'autre « Violette » ? Les résultats ne sont pas à la hauteur des moyens mis en œuvre[13]. Alors, faute de mieux, les unités s'implantent. C'est le début du

quadrillage qui rappelle les postes d'Indochine. Il exige beaucoup de monde pour défendre et attaquer, c'est-à-dire garder et sortir. Qu'on juge plutôt : au 1er juillet 1955, il y a dans les Aurès-Nementchas :

– 4 bataillons et 1 tabor sur Arris[14],
– 6 bataillons et 1 tabor sur Kenchela,
– 1 bataillon, 1 tabor et 1 compagnie saharienne portée dans le sud de Biskra,
– 3 tabors et 2 compagnies portées de la légion étrangère sur Tébessa,
– 2 bataillons et 6 escadrons sur Batna.

Il y a, en plus, le 3e B.E.P. en réserve générale, de l'artillerie, des services, etc. Vu de loin, l'ensemble paraît monstrueux. En fait, il est insuffisant, surtout sur Tébessa et les Némentchas. Rien que dans le secteur d'Arris, 28 points sont occupés : village, gendarmerie, maison forestière, etc. Quelle logistique à mettre en place pour non seulement protéger, mais encore ravitailler tout cet ensemble ! Ce que l'on commence à appeler la pacification est un gouffre en potentiel humain.

Du moins le commandement peut-il, de son action et de la somme des petits accrochages de la zone, dresser un bilan favorable :

Mai 1955..... 76 armes saisies – 4 perdues,
Juin 1955..... 19 armes saisies – 10 perdues,
Juillet 1955..... 60 armes saisies – 12 perdues,
Août 1955..... 66 armes saisies – 36 perdues.

Le tableau des pertes des deux camps reste dans le même rapport :

	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT
Français	2	2	7	32
Rebelles	64	60	53	155
Déserteurs	1	4	8	6

Les chiffres à partir de l'automne s'aggravent lourdement[15].

Les musulmans, dans cette lutte qui prend l'aspect d'une guerre civile, peuvent difficilement rester neutres. Le F.L.N. les appelle. La France aussi. A côté de l'armée dite régulière apparaissent les troupes de supplétifs :

harka, autodéfense, maghzen, on l'a vu, avec les S.A.S., G.M.P.R.[16]. Ainsi au 1er juillet 1955 trouve-t-on :

– 176 harkis à Arris,
– 200” au douar Ichmoul,
– 70” à Kimmel.

Véritables unités militaires, renforcées par un encadrement européen, les harkas sont bien adaptées à la lutte anti-F.L.N. par la connaissance parfaite du pays et de l'adversaire ainsi que par la résistance et la rusticité des hommes qui les composent. Leurs cadres déplorent seulement une légère faiblesse de leur armement. Car ces harkas, en particulier les harkas « Merchi » d'Arris, du nom de leur chef l'agha Merchi, participent à l'action et accrochent. Embuscades de nuit, nomadisation, contrôles se succèdent avec des bilans.

Il y a aussi les autodéfenses : 170 hommes au douar Ichmoul, 30 à Oued-Taka, 40 au douar Kimmel. Elles sont là pour protéger les villages ou les regroupements. Regroupements car, pour isoler les rebelles, les autorités, très vite, ont décidé de regrouper les populations, créant ainsi des zones dites interdites. Nul ne doit s'y aventurer. Toute présence devient suspecte, donc pourchassable.

La méthode au plan militaire a une efficience. Les populations regroupées sont plus aisément surveillées et défendues. Les autodéfenses sont un aspect de cette protection. Les rebelles, dans les zones désertées, trouvent plus difficilement ravitaillement, renseignements et appui. Pour les unités en opération, les risques d'erreur ou de méprise diminuent. En zone interdite, le djounoud ne peut brutalement[17] se transformer en paisible fellah poussant son araire ou surveillant ses moutons.

Il y a l'envers du décor : les camps de toile, les gourbis, où s'entassent femmes et enfants, les conditions de vie précaires, l'assistance attendue pour survivre, car la terre abandonnée n'est plus cultivée et il n'y a plus de ressources, les agitateurs anonymes qui se noient dans la masse pour diffuser leurs mots d'ordre. Les regroupements prendront en Algérie, avec le développement de la guerre, une dimension tragique. Ces ghettos ainsi créés, nés au cœur de l'insurrection, c'est-à-dire dans l'Aurès, serviront largement la cause du nationalisme algérien par la rancœur et l'excédent de misère qu'ils engendreront le plus souvent même si, de-ci de-là, des réussites témoignent du contraire.

Mais, disent les responsables, « faut-il laisser les fellahs isolés dans le djebel devenir la prise et les complices du F.L.N. » ?. La réponse est difficile surtout si l'on fait abstraction du problème humain, ce qui est presque toujours le cas en temps de guerre.

Du moins, à son départ, le 1er juillet 1955, cédant la place au général Lorillot, le général Cherrières a-t-il la satisfaction de laisser l'Algérie dans une situation militaire qui paraît relativement convenable. L'Oranie n'a pas bougé. L'Algérois n'a connu que quelques attentats. La Kabylie remue un peu mais les tentatives du F.L.N. manquent d'envergure. Il n'y a vraiment que l'Aurès, encore que les bandes, éclatées et traquées, soient sur la défensive.

C'est l'époque où un lieutenant sur la brèche depuis la Toussaint écrit à l'un de ses camarades en instance de rapatriement d'Extrême-Orient : « Les fells ? On tâchera de vous en laisser quelques-uns mais avec la chaleur ! »

Effectivement, en juillet-août, il fait chaud, très chaud, dans la rocaille du plateau de Stah, au sud de Lambèse. L'eau y est rare, l'ombre encore plus. La nuit n'apporte guère de fraîcheur à une terre surchauffée. C'est là que le lieutenant en question a monté une ruse de guerre. En fin de journée, au passage d'un radier, dans un fond d'oued hors de vue, il a sauté de camion avec une dizaine de ses hommes. Ils se sont camouflés et, patiemment, ils ont attendu. Pour l'environnement, les Français sont partis avec la colonne de véhicules qui les ramenait dans la plaine. Le lendemain, dans la soirée, un groupe d'une dizaine de rebelles est venu buter dans les rets tendus par le pugnace chef de section. Le combat à nombre égal s'est soldé par une demi-douzaine de rebelles tués et autant d'armes récupérées. Un blessé français. Un gros coup, un gros bilan pour l'époque[18].

C'est dans cette ambiance qu'éclate le 20 août à Philippeville. Tel l'orage qui grondait, il semblait encore bien lointain.

---

1 Organisation politique créée en 1947 par le général de Gaulle pour la reconquête du pouvoir.

2 Sobriquet attribué à J. Soustelle en faisant croire qu'il était juif.

3 Ferhat Abbas, *Autopsie d'une guerre*, page 63, édition Garnier, 1980.

4 Sa majorité électorale est trop étroite. Il a peur des grands bouleversements et des répercussions sur les élus d'Algérie.

5 *Aimée et souffrante Algérie* (Plon).

6 Circulaire interministérielle du 30 avril 1955 confiant au général Parlange le commandement civil et militaire de la zone d'application de l'état d'urgence, qui deviendra par la suite la zone des Aurès-Némentchas.

7 Ces officiers seront d'active ou de réserve, un peu plus de 400 pour ces derniers, qui réussiront bien. Peut-être ont-ils plus de souplesse que leurs camarades d'active, formés à la stricte école de la rigidité militaire.

8 Le vocable *fellagha* est le pluriel arabe de *fellegh*, séparatiste. Son utilisation première remonte aux troubles de Tunisie dans le 2e semestre 1954. Le mot fera école et on parlera tout aussi bien d'un fellagha que des fellagha sans songer, bien évidemment, à la lourde faute grammaticale.

9 Cet état d'urgence sera abrogé avec la dissolution de l'assemblée en décembre, mais dès lors un état de fait s'est instauré, la réalité prime le droit. La guerre impose ses exigences.

10 Il rencontre aussi Tewfik el-Madani et le cheikh Khenedine pour les Oulemas, sans plus de résultats.

11 Le 13 mai 1955.

12 Le 22 avril 1961, le 14e R.C.P. devait sauter à l'ouest de Bône sur des marais en partie desséchés, dans le cadre d'une opération de la 25e D.P. Plus exercice d'entraînement que saut de combat même si, par la suite, les effectifs engagés devaient s'intégrer à la manœuvre d'ensemble.

13 Le communiqué annonce 80 rebelles tués (ce chiffre paraît fort).

14 Un tabor marocain correspond sensiblement à un bataillon.

15 Les chiffres cités sont extraits du rapport – très secret – du général Parlange, chef du commandement civil et militaire des Aurès-Némentchas en date du 1er juin 1956.

16 Groupe mobile de protection rurale.

17 Le terme *djounoud*, soldat, apparaîtra peu à peu pour désigner un soldat de l'A.L.N. Au début 1955, il n'est pas encore entré vraiment en vigueur dans les rangs du F.L.N.

18 Le lieutenant intéressé ne sera pas cité. Méthode de travail trop excentrique pour l'époque. La croix de la valeur militaire, qui sera la croix de guerre pour l'Afrique du Nord, n'existe pas encore. On en est toujours aux témoignages de satisfaction du temps de paix. La valeur militaire, décoration officielle avec palme ou étoile, suivant l'ordre de la citation, n'interviendra qu'au début de 1956. Le ruban rouge coupé de trois lisérés blancs verticaux soutient une croix analogue à celle de la croix de guerre mais sans épées entrecroisées (les premières « valeurs militaires » furent une médaille vite remplacée par la croix).

Chapitre XVI

20 AOÛT 1955

Philippeville, 20 août 1955. L'officier de renseignements du secteur sort sur le perron de l'état-major. Par acquit de conscience.

Dans quelques minutes, le carillon de l'église Sainte-Lucie, toute proche, sonnera midi. Or c'est à midi qu'« ils » doivent frapper. Un renseignement, un de plus, l'affirme. Les gens du 2e bureau ont l'habitude de ces « tuyaux » valeur Al[1]. Ils sont un peu blasés, mais par habitude professionnelle ils s'efforcent de vérifier. Le capitaine a donc quitté la fraîcheur relative de son bureau. Il lorgne un coin d'ombre, un vis-à-vis à l'abri du brûlant soleil estival. Ainsi pourra-t-il constater qu'à midi, Philippeville ne s'est pas soulevée à l'encontre de ce qu'a pu certifier l'indicateur de police.

Les premiers coups de feu n'éclatent pas très loin, en contrebas, vers la sortie de la ville, près de la place des Chameaux, au moment même où la mi-journée sonne à Sainte-Lucie. Le renseignement était donc exact !

*
* *

Depuis la mort de Didouche Mourad, en février, le nouveau chef de la zone II, c'est-à-dire du Nord-Constantinois, s'appelle Zighout Youssef, trente-cinq ans. C'est un enfant du pays. Il est né à Condé-Smendou, village de colonisation à 25 kilomètres au nord de Constantine. Artisan forgeron, il a très vite délaissé l'enclume pour le combat politique : conseiller municipal M.T.L.D., membre de l'O.S. avant de se retrouver parmi les « 22 », et maintenant le voici l'un des premiers rôles sur le terrain. Ses deux adjoints sont deux amis : Lakhdar Bentobbal et Mostefa Benaouda.

Avec l'arrivée des grosses chaleurs, Zighout Youssef est inquiet. La disparition de Didouche Mourad a rompu les liens qui le reliaient aux autres zones et en particulier à Alger. Il se voit seul. Il comprend que l'insurrection

piétine chez lui comme ailleurs. Sa propre troupe est sur la défensive. Les populations attendent, indécises.

Fin juin, Zighout Youssef réunit son état-major, sous le couvert de la presqu'île de Collo. L'immensité de la forêt de chênes-lièges, le maquis de genévriers, arbousiers, lentisques, offrent une sécurité totale. Plusieurs jours durant, les compagnons de Zighout Youssef débattent de l'idée de leur chef : lancer la masse musulmane encadrée par une poignée de maquisards à l'assaut de la communauté européenne. Ce serait à nouveau la *djihad*, la guerre sainte. Projet révolutionnaire, projet sanguinaire, mais projet susceptible d'enflammer ce Nord-Constantinois où les souvenirs et les rancœurs de mai 1945 restent vivants. Par la même occasion, les musulmans timorés, les sympathisants de la France, seront éliminés. Le pays comprendra vraiment que la guerre est totale et qu'il n'est pour un Algérien d'autre choix que de rallier le F.L.N. ou mourir.

L'accord se fait. La date est fixée. Ce sera le 20 août, deuxième anniversaire de la déposition par les Français du sultan du Maroc, Mohamed Ben Youssef. Les Algériens démontreront ainsi leur communion de pensée avec leurs frères marocains. Il reste moins de deux mois pour se préparer. De ces préparatifs, les services de renseignements français auront quelque écho. On a vu la démarche du capitaine du 2e bureau à Philippeville. Rien ne sera vraiment fait pour tenter de parer le coup.

*

* *

Il est midi et la folie meurtrière se déchaîne sous un soleil de plomb. Depuis le matin, des centaines et des centaines de fellahs descendus des douars environnants se sont massés aux abords de Philippeville. On a ravivé leurs vieilles colères. On leur a dit que c'était le grand jour, que l'armée égyptienne allait débarquer, que l'heure était venue de tuer tous les roumis. Noyés dans la foule munie de serpes, de faux ou de machettes, quelques combattants armés de Zighout Youssef attisent le feu.

Les manifestants se précipitent faubourg de l'Espérance, détruisant et brûlant. Les Européens rencontrés sont massacrés mais à cette heure brûlante il y en a peu dans les quartiers périphériques. Le flot aborde la rue Clemenceau, l'artère principale de la ville, et commence à la remonter en direction du centre.

Les coups de feu ont donné l'alerte. A la caserne Mangin, tout près de la rue Clemenceau par où arrivent les émeutiers, c'est le branle-bas. Appelés du centre d'instruction du 1er R.C.P., légionnaires au repos du 3e B.E.P. saisissent armes et munitions. La curée change de sens. Le quartier européen, sur le point d'être investi, est dégagé. Les musulmans tombent à leur tour. C'est la chasse à l'homme. Plus haut, vers la mosquée, les ultimes exactions font encore quelques victimes européennes mais la situation se rétablit[2].

En revanche, à la mine d'El-Halia, à une quinzaine de kilomètres à l'est de Philippeville, c'est l'horreur. Le petit centre minier vit seul, pratiquement sans protection. Quelques familles arrivent à se barricader, les autres sont massacrées. Femmes, enfants n'échappent pas à la fureur. Les renforts arriveront trop tard et ne trouveront qu'une poignée de survivants. C'est à El-Halia que l'holocauste est le plus lourd.

Philippeville est le point crucial mais d'autres centres du Constantinois sont touchés. Jemmapes, Catinat, Hammam-Meskoutine, Aïn-Abid ont leurs innocentes victimes européennes. A Constantine, l'émeute frappe des israélites et des musulmans connus. Le neveu de Ferhat Abbas, parce qu'il est le neveu du chef de l'U.D.M.A., est assassiné dans sa pharmacie[3].

Comme en mai 1945, la haine appelle la haine. L'armée, les Européens, avides de vengeance, tirent à leur tour sans discrimination. En fin de journée, l'insurrection est brisée, mais à quel prix !

Côté européen, on dénombre 71 morts, des civils. Il y a aussi une centaine de musulmans francophiles parmi les victimes. Côté algérien, comme en 1945, le chiffre est incertain. 2 000 morts, annonce le gouvernement général, 12 000, proclame le F.L.N. Ce dernier bilan est vraisemblablement plus près de la réalité. A Philippeville, près du stade, le long du Saf-Saf, les bulldozers creusent une immense tranchée pour ensevelir à la hâte les cadavres, de crainte d'une épidémie en cette période de canicule. La brise de mer apporte sur la ville des relents macabres.

La tragédie du 20 août 1955 à Philippeville et dans le Constantinois est l'un des événements essentiels de la guerre d'Algérie. Elle prend effectivement son essor ce jour-là. Désormais, tout le pays bascule dans le processus amorcé le 1er novembre 1954 par une poignée de militants plus déterminés.

Le premier objectif recherché par le F.L.N., ou plus exactement par Zighout Youssef et son équipe, est atteint. Ils ont délibérément placé le

conflit sous le signe de l'horreur et engendré l'irréversible. La cruauté révolutionnaire va payer en éliminant les possibilités de vie communautaire.

Le 20 août accentue la peur des Européens, une peur réelle car les esprits, qui avaient en mémoire mai 1945, ont maintenant devant les yeux les scènes de Philippeville. Cette peur renforce leur intransigeance et leurs réflexes de défense. Philippeville peut se renouveler partout si l'on n'y prend garde. La population musulmane apparaît pour beaucoup comme le flot haineux et sanguinaire des mines d'El-Halia.

Pour les musulmans, l'armée, la police, la présence française prennent le visage de la répression aveugle. La crainte aussi et plus encore la haine se développent dans les cœurs. Elles vont drainer des bras vers les maquis et lever des résistants dans les villes.

Chaque bloc, donc, se resserre dans son opposition à l'autre. Les libéraux, les modérés perdent de leur audience. Il faut se ranger dans un camp ou dans l'autre. Jacques Soustelle, quant à lui, est revenu marqué par les horreurs qu'il a découvertes à Philippeville lors d'une brève visite au lendemain de l'émeute. Lui qui n'écartait pas, bien au contraire, la voie d'une négociation avec les rebelles armés, s'en écarte. On ne traite pas avec des massacreurs de femmes et d'enfants. La solution doit être recherchée ailleurs et, quoi qu'il en soit, la défense des Français s'avère une priorité. Après le 20 août, le mandat de Jacques Soustelle change de visage. Profondément bouleversé sur le plan humain, le gouverneur général se rapproche des tenants de l'Algérie française.

Certes, ce climat en septembre-octobre est encore celui de l'Est algérien essentiellement. Il grandit vite et s'étale. La notion d'attentat, de représailles, monte jusqu'à l'Algérois et l'Oranie. Il faut aussi souligner, au passage, que la fin de 1955 correspond à la période d'accession à l'indépendance du Maroc et de la Tunisie. Ces deux pays retrouvent leur liberté d'action. Les troupes françaises, progressivement, quittent leurs territoires ou n'ont plus le pouvoir d'intervenir dans les affaires intérieures de ces deux pays. Le F.L.N. commence donc à bénéficier de la complicité qui en résulte. Il peut recruter, équiper, organiser. L'Oranie, jusqu'alors si calme, est agitée par des éléments qui ont pris corps au-delà de la frontière. Pour le Constantinois, le phénomène ne peut que s'amplifier par rapport à ce qu'il était.

Il est un autre point capital. Politiquement, la révolte algérienne s'est fait connaître en métropole et dans le monde. Ce qui ne relevait que du maintien de l'ordre ou du grand banditisme prend sa vraie dimension. Il s'agit d'un

soulèvement populaire. Les photos des foules déchaînées, leurs méfaits, leurs pertes, sont un révélateur. Les bonnes consciences oublient les victimes des deux camps pour ne voir que la manifestation d'un nationalisme éclatant, phénomène nouveau et avec lequel il faut compter.

*

* *

Le 20 août donc, par le sang versé, relance la rébellion militairement et politiquement. Les faits vont vite, très vite même.

L'impact des journées meurtrières se fait d'abord sentir dans les troupes de tirailleurs algériens. Aucun incident notable n'avait encore vraiment bouleversé la vie de ces unités traditionnelles. Les désertions, à caractère individuel, étaient restées limitées. Pourtant, ce sont des régiments – ou des bataillons – fragiles. Ils comptent des rescapés des camps de prisonniers indochinois où la propagande anticolonialiste vietminh a semé. Quelques tirailleurs ont même déserté à Suez lors du retour. Le F.L.N., depuis près d'un an que la guerre a débuté, a infiltré ses agents. La Sécurité militaire ne les a pas tous débusqués. Surtout, ces tirailleurs sont des Algériens. L'action sur le terrain débouche obligatoirement sur un racisme sélectif. L'ennemi n'est pas européen, il est musulman. Les suspects plus ou moins appréhendés ou bousculés portent tous le turban ou la chéchia et ce sont les frères de sang de ces tirailleurs qui participent au maintien de l'ordre. La mechta qui flambe pourrait être celle de leur douar d'origine.

Le lien religieux rapproche, ô combien, de ceux qu'ils ont mission de pourchasser. L'adhésion au camp des révoltés, par-delà tout autre sentiment de rancœur, est dans la logique humaine des choses.

Les désertions s'intensifient avec l'automne. Les Aurès-Némentchas en voyaient mensuellement quelques-unes, parfois très peu. (Une en septembre, une en octobre.) Brutalement, le chiffre passe à 17 en décembre, 18 en janvier, 65 en février. La courbe se stabilisera vers 40 avant de chuter sur le milieu de 1956. La rébellion gagne alors ses meilleurs combattants : vieux soldats souvent, ayant pu faire campagne en Europe ou en Extrême-Orient, militairement formés, ils partent avec armes et bagages. C'est un renfort précieux pour l'A.L.N. qui va y puiser nombre de cadres comme le sergent Ali Khodja, qui déserte en octobre pour devenir le dangereux chef d'un commando zonal dans la région de Palestro.

Il y a plus grave, preuve de l'extension du conflit et de l'évolution des esprits. Deux détachements complets passent au F.L.N. en Oranie et dans le Constantinois.

Le poste de Sebabna, dans la région de Relizane, à mi-route entre Orléansville et Oran, est tenu par une compagnie du 50e bataillon de tirailleurs algériens. Il y a une cinquantaine de réservistes et 80 tirailleurs, l'ensemble commandé par le sous-lieutenant Fournier, n'ayant encore jamais vu le feu. Dans la nuit du 19 février 1956, une forte bande rebelle, renseignée par des complicités internes, attaque la garnison. Les trois quarts des tirailleurs passent à l'ennemi. Les Européens ont 18 tués, dont le chef de poste, ainsi que 22 blessés. Le potentiel rebelle du secteur se trouve considérablement renforcé.

A l'autre extrémité de l'Algérie, la ferme Degoul, à 15 kilomètres au sud-ouest de Souk-Ahras, est également tenue par des tirailleurs algériens. Ces derniers, de nuit, désertent au grand complet après avoir massacré leur encadrement européen. L'affaire est sérieuse : 150 combattants bien armés sont passés au maquis. Le général Beaufre, qui, après la Kabylie, commande la zone Est-constantinois, alerte le 3e R.P.C., nouvelle unité parachutiste aux ordres du colonel Bigeard. Bigeard réagit vite et bien. Il sait que les fuyards ont 10 heures d'avance. Il les situe approximativement dans la région de Villars. Grâce aux hélicoptères à sa disposition, il lance des éléments à la recherche de l'ennemi. A 14 heures la 4e compagnie accroche. Bigeard rameute tout son monde. A 17 heures, tout est terminé. 126 déserteurs ont été tués, 15 autres capturés. 114 armes perdues ont été récupérées. L'étoile de Bigeard et des paras brille de mille feux. La manœuvre héliportée prouve son efficacité.

Ce succès ne dissimule pas la gravité du mal qui frappe les unités de tirailleurs. Le commandement s'alarme et décide de les transférer aux forces françaises en Allemagne pour couper court à la contagion. Le général Vanuxem, qui commande maintenant les Aurès-Némentchas, s'obstine et parie sur le 7e R.T.A. Les faits lui donnent raison. Le 7e R.T.A. s'avérera, durant la campagne d'Algérie, un excellent régiment. En décembre 1960, un officier d'origine algérienne, le colonel Ahmed Rafa, en prendra le commandement. Bien d'autres unités de tirailleurs auront entre-temps repris leur place dans une guerre devenue pour les Algériens une guerre civile. L'affaire des désertions n'aura duré qu'un temps, mais un temps

particulièrement douloureux pour l'encadrement de ces vieilles unités franco-algériennes.

Combien douloureux aussi est, pour leurs officiers, le refus de marcher des tabors marocains qui tiennent l'Aurès. Ces soldats, jusque-là parfaitement loyaux, se considèrent, avec l'indépendance de leur pays, comme dégagés de toutes leurs obligations vis-à-vis de la France. Ils prennent plus ou moins en otages leurs cadres et exigent leur rapatriement. Avec sagesse, le commandement obtempère mais cette défection de troupes d'excellente qualité appauvrit la zone critique des Aurès-Némentchas. Le contingent qui les remplacera n'a ni leur expérience ni leur aptitude à un tel terrain.

Les désertions, l'appui venu de Tunisie et du Maroc, l'élan nouveau donné par le 20 août et sa répression, sont autant d'éléments qui fortifient le F.L.N. En quelques mois, les maquis se remplissent de combattants. Ceux-ci peuvent passer à l'offensive sur les points faibles de l'armée française : ses unités du contingent, appelés ou rappelés peu aguerris. Les civils, européens ou musulmans, représentent une autre cible aisée. Les uns seront agressés dans leurs fermes ou sur les routes. Les autres, ceux jugés francophiles ou timorés vis-à-vis de la rébellion, sont encore plus vulnérables dans les douars. On en a vu un exemple dans la commune mixte de Barika.

Le 23 décembre, un convoi est décimé dans les lacets de la route entre Guelma et le village de Gounod. Les hommes, apeurés, se font massacrer dans leurs véhicules. Une section est pratiquement anéantie et son armement subtilisé. Le 21 février 1956, à 3 kilomètres d'El-Milia, en Petite-Kabylie, le 51^{e} R.I. a une vingtaine de tués et de nombreux blessés. Le 18 avril, l'artillerie coloniale perd 12 hommes dans une embuscade non loin de Sebabna, en Oranie, là où avait eu lieu, deux mois plus tôt, la désertion massive des tirailleurs. L'A.L.N. s'enhardit. Dans la nuit du 1er au 2 janvier, elle enlève le poste de la cote 616 au-dessus de Maréchal-Foch, à la limite sud de la Mitidja. L'action se situe à moins de 50 kilomètres du centre d'Alger. Un soldat est tué. Plusieurs autres, faits prisonniers, seront récupérés par une opération lancée dès le lendemain.

Les civils européens du bled ne sont pas épargnés. Le 16 février, la ferme Cruet, à Saints-Pierre-et-Paul, en Mitidja, est attaquée. Trois membres de la même famille sont assassinés. Le 24 février, au col des Deux-Bassins, sur la route d'Alger à Bir-Rabalou, l'embuscade dite de Sakamody coûte la vie

à 7 civils dont un couple et une fillette de sept ans. Un car et deux voitures ont été mitraillés. Deux semaines plus tard, six fermes sont encore attaquées entre Thiers et Palestro. 7 civils sont tués, dont trois femmes.

Palestro, ce modeste village de colonisation a une résonance tragique. Il doit son nom à une victoire et à la charge héroïque mais coûteuse du 3e zouaves durant la campagne d'Italie sous Napoléon III. En 1871, lors de la révolte kabyle, les colons européens y furent massacrés. En 1945, le village fut hors de la zone insurgée mais la nouvelle rébellion vient à nouveau de le frapper. Il va l'être encore.

Passé les dernières maisons, l'oued Isser a taillé un défilé semi-rectiligne. Il s'appelle tout naturellement les gorges de Palestro... Là s'enfilent la voie ferrée Alger-Sétif et la route nationale. Le voyageur, en ces lieux, se sent mal à l'aise car il se sait dominé. Du haut des falaises, des broussailles qui bordent l'à-pic, il devine qu'il peut être vu et donc qu'il peut être tiré. Alors, il accélère, pressé de couvrir les quelques kilomètres qui le séparent de l'espace libre et dégagé.

Impression trompeuse sur le fond car il risque moins que 80 kilomètres plus en amont, en empruntant les Portes de Fer, entre Maillot et Mansourah-des-Bibans. Là, sur la route qui serpente sans visibilité, à tout moment la rafale peut venir à bout portant des bas-côtés, un barrage peut bloquer la chaussée derrière l'éperon couvert de résineux. On craint moins à Palestro qu'aux Portes de Fer, mais l'entrée de la gorge a un petit air sinistre. L'endroit a mauvaise réputation. Aussi, pour éviter des harcèlements qui pourraient être meurtriers, l'armée française a placé des postes.

L'un de ceux-ci, une ancienne maison forestière, est occupé par une section du 2e bataillon du 9e R.I.C. Les hommes sont des appelés. Leur chef, le sous-lieutenant de réserve Arthur, est un universitaire préparant l'agrégation. Il se passionne pour son travail. Il ne se contente pas de monter une garde statique pour couvrir les gorges. Il sort, il rayonne, il noue des contacts avec les populations.

Le 18 mai, sa patrouille tourne mal. Il s'aventure trop loin, sans couverture. Son dispositif manque de profondeur et d'éclairage. Face à lui, Ali Khodja, le sergent déserteur, à la tête de son commando zonal. Le sous-lieutenant a moins de 20 « marsouins » sans expérience. A bout portant, c'est un carnage. Il y a une quinzaine de tués. Les 3 blessés sont achevés. Les rebelles entraînent deux prisonniers. Le lendemain, le général Massu intervient avec le 1er R.E.P. L'un des prisonniers est sauvé de justesse.

L'autre est exécuté avant l'assaut final des légionnaires. Le groupe de rebelles a 16 tués. Ali Khodja parvient à s'esquiver. Il sera tué un an plus tard.

Ce lourd bilan aux portes d'Alger fait sensation. L'Oranie, le Constantinois ont connu des revers plus cuisants, mais Palestro est si près de la capitale – 70 kilomètres – et c'est un nom connu. Le F.L.N. fait de cette embuscade réussie, quoique aux dimensions modestes, une victoire nationale. Du moins Palestro fait-il bien comprendre que le pourrissement – c'est le terme employé – gagne maintenant l'Algérois. Et ce n'est rien à côté du Constantinois !

Le général Noiret, qui commande la division de Constantine, annonce, le 9 février : « Pour le seul mois de janvier, la rébellion a tué 112 civils musulmans, incendié 42 écoles, 58 fermes, 42 habitations. On a dénombré 34 sabotages de voies ferrées, 53 de ponts, 172 de lignes téléphoniques. »

Dans les Aurès-Némentchas, le tableau des pertes et récupérations d'armes s'alourdit :

	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril
Armes récupérées	55	79	20	20	95	71	171
Armes perdues	0	8	24	20	60	94	52

Faut-il souligner : une mitrailleuse, deux mortiers de 60 ont été perdus. Durant deux mois, les pertes ont été supérieures aux récupérations.

De tels chiffres démontrent que de gros combats – on dit accrochages – ont lieu maintenant de façon régulière. Les 8 et 9 mars, lors de la première bataille de Djeurf[4] dans les Némentchas, l'A.L.N. aligne 200 combattants. Pour les Français, l'affaire n'est qu'un demi-succès.

Evidemment, le chiffre des tués se ressent de cette aggravation. Toujours dans les Aurès, l'armée française a chaque mois de 30 à 40 morts. Les pertes des rebelles oscillent entre 80 et 250. Quant aux désertions, jusqu'au début de 1956 elles s'élèvent encore mensuellement dans la même zone à la trentaine.

*

* *

La politique est obligatoirement impressionnée par le terrain, ce terrain qui, le 20 août, a pris sur elle une avance considérable. Au pas de charge elle doit rattraper son retard et cela dans les deux camps.

Ferhat Abbas, toujours lui, s'affaire. Pourtant, il a été visé. Son neveu a été assassiné le 20 août à Constantine par les tueurs de Zighout Youssef. Lui-même, en dépit de ses contacts, leur avait été désigné. Les chefs F.L.N. du Constantinois ignoraient son rôle et ne voyaient en lui que le responsable marquant de l'U.D.M.A., parti à éliminer. Ferhat Abbas a la souplesse de tourner la page. Il corrobore son allégeance à la rébellion et avec ses amis et tout principalement avec le docteur Boumendjel, député et conseiller général du 2e collège à Constantine, il suscite des prises de position.

Le 26 septembre, 90 élus des trois départements algériens se retrouvent dans un sous-sol du boulevard Baudin à Alger. Elus de l'administration pour beaucoup, tous ne suivent pas. Une minorité fait adopter un texte qui deviendra la « motion des 61 ». Quelle qu'en soit sa genèse, cette motion prend immédiatement une importance considérable. Elle proclame en effet :

MOTION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Ce jour, 26 septembre 1955, en raison de la gravité des événements que traverse l'Algérie, les élus du 2e collège, soussignés, appartenant :

1. à l'Assemblée nationale,
2. au Conseil de la République,
3. à l'Assemblée de l'Union française,
4. à l'Assemblée algérienne,

se sont réunis à l'effet de préciser leur attitude.

Ils tiennent tout d'abord à dénoncer et à condamner formellement la répression aveugle qui frappe un nombre considérable d'innocents, appliquant le principe de la responsabilité collective à une population sans défense.

Ils demandent la cessation immédiate de cette répression et le retour à une conception plus saine et normale des règles de la justice.

Analysant les raisons profondes des troubles actuels, ils affirment solennellement qu'elles sont essentiellement d'ordre politique.

Ils sont ainsi conduits à constater que la politique dite d'intégration, qui n'a jamais été sincèrement appliquée malgré les demandes réitérées

des élus du 2e collège, est actuellement dépassée.

L'immense majorité des populations est présentement acquise à l'idée nationale algérienne.

Interprètes fidèles de cette volonté, les élus soussignés croient de leur devoir d'orienter leur action vers la réalisation de cette aspiration...

L'« idée nationale algérienne », une formule qui sort tout droit du manifeste F.L.N. de la Toussaint. Le F.L.N. trouve ainsi officiellement un appui politique. Ses thèses ont eu un écho et il apparaît comme représentatif non plus d'une poignée d'agitateurs révolutionnaires, mais d'élus dûment mandatés du peuple algérien. Cette représentativité accroît son audience internationale au moment même où sa délégation extérieure s'efforce de s'introduire à l'O.N.U.

Côté français, le 20 août accélère l'engrenage militaire. Le 26 août, le gouvernement rappelle 57 000 réservistes. Les départs ne se font pas sans heurts provoqués par le parti communiste et la C.G.T. Des trains sont bloqués en gare. Des rappelés sont incités à l'insubordination. Fait curieux, le creuset algérien fait de ces rappelés « malgré eux » des soldats disciplinés et sans problèmes. Début 1956, le général Lorillot se retrouve avec un effectif de 186 000 hommes. Lui aussi affirme que c'est insuffisant par suite de la tournure prise par les événements, position que confirme le gouverneur Soustelle lorsqu'il déclare : « Dans le Constantinois, la rébellion est plus forte que jamais. »

Au plan politique les réactions sont surtout défensives. Le P.C.A. est dissous le 12 septembre suite à ses prises de position par trop favorables à la rébellion depuis quelques mois et au rôle de plus d'un des militants algériens. On connaît l'incidence de la tuerie d'El-Halia sur Jacques Soustelle. Celui-ci n'en poursuit pas moins ses projets de réforme mais le président du Conseil Edgar Faure a des soucis plus pressants. L'Algérie le gêne mais n'est pas encore un fardeau. Les dépendances peuvent attendre lorsque le château est menacé.

*

* *

Mais il faut marquer un temps d'arrêt. La guerre va entrer dans sa seconde année. Douze mois de combats déjà ! Des milliers de morts chez

les musulmans, des centaines chez les Européens. Quel visage présente cet anniversaire de la Toussaint 1954 ? Trois photographies peuvent le silhouetter :

1. Saigon

La nuit du 31 octobre au 1er novembre 1955 est tombée très vite, baignée de moiteur. Coïncidence, dans quelques heures très exactement, la guerre d'Algérie, qui n'ose encore avancer son nom, aura un an.

A des milliers de kilomètres de la terre africaine, dans leur cantonnement d'En-Ton-Tay, en grande banlieue de Saigon, les légionnaires de la 7e compagnie du 2e B.E.P. ont terminé leurs paquetages. Assis sur leurs sacs ils attendent les véhicules qui les mèneront au L.C.V.P.[5] assurant la liaison avec le *Pasteur* ancré en mer de Chine. Dans 15 jours, ils débarqueront à Mers-el-Kébir, près d'Oran, en Algérie.

Leur commandant de compagnie les a rassemblés. Les hommes ne distinguent pas le visage de leur chef mais ils entendent sa voix. Il est, cet officier, l'un des rares rescapés des combats de la R.C.4 en octobre 1950 sur la frontière de Chine, où son bataillon, le 1er B.E.P., a été anéanti[6]. Son cœur est lourd.

« Nous allons quitter à jamais cette Indochine où nous nous sommes tant battus depuis des années. Pensons à nos camarades qui sont tombés à Cao-Bang, à Na-San, à Dien-Bien-Phu... »

La liste est longue des noms qui parlent aux survivants. Ba-Cun : là, le 1er avril 1950, la compagnie a gagné la palme qui orne son fanion. Lang Son, juillet 1953. Un saut heureux parmi d'autres pour reprendre pied quelques heures durant dans la cuvette.

« Pensons aussi à nos camarades vietnamiens qui se sont, eux, si bien battus à nos côtés sous le béret blanc de la compagnie indochinoise de parachutistes. Ils croyaient en nous. »

« Nous rentrons. Un autre combat nous attend. L'Algérie, c'est la France. Elle ne doit pas tomber entre les mains des rouges... »

Il ne dit pas les communistes. Il parle des rouges. Ses gars savent ce qu'il en est.

« Oui, là-bas, nous allons avoir à nous battre à nouveau, mais là-bas nous gagnerons. Nous ne partirons pas... Le coup de l'Indo, on ne nous le refera plus ! »

Se doute-t-il, ce lieutenant de trente ans qui, une dizaine d'années plus tôt, se battait avec les F.T.P. pour libérer son village de la Drôme, de la flamme qui commence à s'élever en lui ?

Se doute-t-il que le commandant en chef à Alger, le général Lorillot, vient de tenir le même langage : « Le coup de l'Indochine, on ne nous le refera plus ! »

Non, il ne peut pressentir tout cela et pourtant. Le 13 mai, le 22 avril, le dernier baroud des soldats de l'Algérie française, ils sont déjà là, en germe, au cœur de ceux qu'à leur heure de gloire on appellera les Centurions. Et tout cela tient dans une seule vision : le refus d'amener une fois de plus le pavillon.

2. L'Algérie

A Alger, à Oran, tout est calme. Rien n'a vraiment bougé. La rue Michelet, la rue d'Arzew retrouvent chaque soir leur animation habituelle. On n'y perçoit rien encore comme dans la quasi-totalité de l'Oranie et une partie de l'Algérois. Les choses se gâtent en allant vers l'est. Passé Maillot, à l'aplomb de Bougie, les stigmates du conflit sont là.

Sur le bas-côté des chaussées, couchés, les poteaux télégraphiques s'alignent, victimes d'une serpe ou d'une scie. On distingue, plus ou moins loin, les murs calcinés d'une ancienne ferme ou d'une maison cantonnière. A la tombée de la nuit, la vie officiellement s'arrête. Les trains ne circulent plus. Les convois routiers ne reprendront qu'avec le jour. Les barrages militaires, suivant les secteurs, interdisent le déplacement des véhicules isolés. La route n'est plus sûre. En ville, dès 21 ou 22 heures, le couvre-feu s'applique avec rigueur. Tous les lieux non gardés, écoles, exploitations agricoles, maisons forestières, ont été désertés par les Européens.

Sous les vestes de ceux-ci, une rondeur insolite révèle l'existence d'une arme. Les musulmans passent avec un air de bête traquée prêts à répondre aux sommations, bien qu'ils fassent ceux qui ne voient pas la présence militaire.

3. Et en France ?

Les rappelés sont partis, de mauvaise humeur, mais sont partis. Pour l'opinion, dans son ensemble, l'Algérie c'est la France. Le gouvernement l'a bien précisé du reste. L'Indochine, cette guerre morte, c'était loin, un autre monde, mais Alger, c'est une ville européenne, là, juste en face.

Mais dans cette belle unanimité on décèle déjà des lézardes. Des voix s'élèvent à contre-courant. Deux universitaires, Francis et Colette Jeanson publient en décembre un ouvrage qui fait quelque bruit en certains milieux : *L'Algérie hors-la-loi*. Les auteurs dénoncent avec force les contradictions de l'Algérie française.

En septembre, *France-Observateur* a sorti le papier d'un journaliste, Robert Barrat. Celui-ci est allé voir un peu ce qui se passait dans le maquis algérien. Certes, il n'a pu rapporter le récit de spectaculaires engagements mais il a bavardé avec Abane et Ouamrane, il a rencontré une quinzaine de maquisards en Kabylie. Présenter la rébellion algérienne dans un journal français est déjà un événement et un scandale pour l'époque. Robert Barrat éprouve quelques ennuis avec la justice.

Ainsi déjà se dessine l'appui, direct ou indirect, que la rébellion va trouver en France métropolitaine.

*

* *

La guerre d'Algérie a donc désormais un an. Au terme de ce coup de projecteur, le regard doit se reporter à nouveau sur la vie politique française et le chef du gouvernement, Edgar Faure. Celui-ci a derrière lui une majorité inconfortable. Des élections anticipées peuvent lui en apporter une plus élargie. La France vote donc le 2 janvier pour remplacer l'Assemblée dissoute. L'Algérie ne participe pas au scrutin. Jacques Soustelle a jugé en accord avec le gouvernement sortant que la situation ne le permettait pas. Il est vrai que l'insécurité règne et que serait-il sorti des urnes ? L'enjeu était trop aléatoire et trop dangereux.

Edgar Faure, pourtant si avisé à l'ordinaire, a commis une erreur d'appréciation. Il perd son pari. Une Chambre nouvelle se réunit, dominée par un Front républicain, alliance des socialistes de Guy Mollet, des radicaux de Mendès France, des centristes de Mitterrand et des républicains sociaux, autrement dit des gaullistes, de Jacques Chaban-Delmas. Il y a surtout un fait nouveau : un groupe d'inconnus propulsés par l'ire populaire arrive au Palais-Bourbon. Ce sont les poujadistes, les élus de Pierre Poujade. Dans leurs rangs, un ancien d'Indochine, médaillé militaire, Jean-Marie Demarquet. Ce groupe poujadiste penchera du côté de l'Algérie française.

Le chef de la S.F.I.O., s'il n'est pas la personnalité la plus marquante – il y a Mendès France, Soustelle, Bidault – a derrière lui le groupe le plus important. Le président Coty fait donc appel à lui pour remplacer Edgar Faure. Dans la nouvelle équipe gouvernementale, il y a comme ministre d'Etat Pierre Mendès France, évincé de la première place. Mendès France, pour les pieds-noirs d'Algérie, c'est Genève et la capitulation indochinoise, c'est Carthage et le retrait tunisien. D'entrée de jeu, le nouveau gouvernement a mauvaise presse.

---

1 Renseignement plus qu'excellent en vocabulaire militaire. Confirmé, contrôlé.

2 Des familles européennes ont été averties par des musulmans de ne pas sortir et leur devront ainsi la vie.

3 Sa femme découvrira par la suite qu'il cotisait au F.L.N. ; il sera réhabilité après l'indépendance.

4 Au cœur des Némentchas, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Tébessa, Djeurf, modeste bourgade aux pieds de la falaise de l'oued Hallaïl, sera l'épicentre de très violents combats pendant une bonne partie de la guerre.

5 *Landing craft vehicle and personal*, bateau de débarquement à fort tonnage.

6 Des trois officiers revenus, l'un s'appelait le capitaine Jeanpierre.

Chapitre XVII

1956 : LE CONTINGENT EN ALGÉRIE

Ce n'est pas une sinécure que trouve le maire d'Arras, Guy Mollet, entrant à l'Hôtel Matignon. Outre les problèmes internationaux et économiques, sérieux, il y a l'affaire algérienne qui n'avance pas, bien au contraire. Les réformes politiques de Soustelle n'ont pas progressé et la situation militaire s'aggrave.

Un Soustelle qu'il convient de remplacer puisque tel le veut le jeu politique avec le changement de gouvernement. Le choix de Guy Mollet se porte sur un général cinq étoiles resté très vif en dépit de ses soixante-dix-neuf ans : Georges Catroux. Ce gaulliste indiscutable – il a été l'un des premiers ralliés à la France libre – a de l'expérience et passe pour un libéral. Avant la guerre il a commandé le 19e corps à Alger. Durant quelques mois, en 1944, il a été gouverneur général de l'Algérie, préparant les ordonnances de Gaulle, nouveau statut Blum-Violette revu et corrigé, on se souvient. Surtout, il vient de jouer un rôle d'intermédiaire important pour préparer le retour du sultan Ben Youssef à Rabat. Vue d'Alger, l'indépendance marocaine, c'est lui. Il ne peut venir à Alger que pour le même motif. Guy Mollet, quant à lui, espère que la nomination sera bien perçue par les musulmans, qui y verront le symbole d'une orientation nouvelle.

Jacques Soustelle, en ces derniers jours de janvier 1956, fait ses valises. Il doit quitter Alger et la ville lui prépare un triomphe à la romaine. Toute la cité est dans la rue pour acclamer et retenir celui qu'un an plus tôt elle traitait de Ben Sousan. Le 20 août est survenu. Soustelle s'est montré sous un autre visage : celui d'un gardien rigoureux d'une Algérie réformée mais française. Il a du mal, au milieu d'une marée humaine, à se frayer un passage jusqu'à son bateau. L'Algérie française perd un gouverneur, et y gagne hors de ses murs un défenseur quasi inconditionnel.

Cette situation algérienne, cette ambiance algéroise, Guy Mollet les connaît mal. Honnêtement, pour décider, il veut se rendre compte par lui-même et faciliter par là l'intronisation du général Catroux. Non sans courage, car il sait que les échos ne lui sont pas favorables, il décide de se rendre à Alger. Toutefois, ses services lui rendent compte assez mal que là-bas la pression monte. Mendès France, ministre d'Etat, Catroux, gouverneur : autant de passes de muleta devant le taureau algérois. Celui-ci va charger.

Le 6 février 1956, dans la matinée, l'avion du président du Conseil se pose à Maison-Blanche, l'aéroport d'Alger. Tout est calme en ce jour anniversaire. Il y a vingt-deux ans, Paris grondait. Tout est calme parce que tout est vide. Hormis les forces de police et les officiels, personne n'est là. La banlieue, les entrées de la ville, les premières artères semblent mortes. Magasins fermés, rideaux tirés. C'est au plateau des Glières, où se dresse le monument aux morts, que les Algérois ont fixé au chef du gouvernement leur rendez-vous de la colère.

Haut lieu où explose et explosera toujours la marmite algéroise, ce plateau des Glières ! Avec son monument aux morts, n'est-il pas le témoignage des sacrifices consentis pour la mère patrie ? La statue de Jeanne la Lorraine n'atteste-t-elle pas la seule filiation française de cette terre ?

C'est un glacis, au cœur de la cité, dominant le port et la rade. Là débouche, la rue d'Isly, à l'angle de la grand-poste de style mauresque. De là, passé la courte avenue Péguy et le tunnel des facultés, s'ouvre la rue Michelet, l'artère européenne par excellence. A son midi, des rampes d'escalier mènent à l'esplanade bétonnée devant le bloc massif et sans élégance du gouvernement général : le Forum. Et par l'immense saignée qui de la mer monte par le plateau des Glières, le Forum et rejoint le boulevard Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, le promeneur aperçoit les hauts d'Alger et les murs blancs des villas qui jalonnent les crêtes jusqu'à Fort-l'Empereur.

Pour ce rendez-vous avec Guy Mollet, ils sont nombreux à s'activer. Il y a, certes, des individualités agissantes comme le sous-préfet Achiari, qui était à Guelma en mai 1945, ou l'avocat Biaggi, venu à Alger pour en découdre. Mais dans une manifestation comme celle-là, et comme pour toutes les autres à l'avenir, l'important c'est la masse. Sans elle, les meneurs ont les mains nues. Cette masse, deux groupements la contrôlent assez

bien : le comité d'entente des anciens combattants et l'U.F.N.-A., l'Union française nord-africaine.

Les anciens combattants pèsent lourd en Algérie. Il est vrai que tous les hommes de plus de trente ans ont été au feu, sous de Montsabert, Juin, de Lattre ou Leclerc, pour la libération de la France. Des drapeaux, des médailles, ils en ont gagné. Des souvenirs communs, ils en ont. Ils ont leur maison à eux, vaste building neuf, avenue du 8-Novembre[1].

Chaque amicale régimentaire y a son bureau, ses locaux. Anciens marsouins, zouaves, tirailleurs, chasseurs d'Afrique, etc., s'y retrouvent. Au dernier étage, la lampe brille souvent tard le soir. C'est le saint des saints, le fief des anciens de la 2e D.B. groupés derrière leur tout dévoué président, Georges Kerdavid. Sous le portrait de Leclerc, on y tape la carte en sirotant l'anisette, mais plus encore on y rêve tout haut des grands coups qui garderont l'Algérie française. Ce bâtiment du 8-Novembre que n'a-t-il pas enregistré ! Tous ces anciens combattants se sont coiffés d'un comité d'entente dirigé par un pilote de ligne, Georges Arnould. Les décisions se prennent plus vite et les consignes redescendent encore plus vite. Les Européens ont su adopter le « téléphone arabe ». Des milliers d'hommes peuvent ainsi être réunis, presque tous armés. Qui ne l'est pas, du reste, à Alger ? Qui n'a pas rapporté son parabellum ou son colt comme souvenir de la campagne ?

L'U.F.N.-A. ce n'est plus la ville, c'est la campagne ou la grande banlieue. Un président, Boyer Banse, et surtout un animateur, Robert Martel, peu à peu, sur la peur et la colère des fermiers de la Mitidja, ont monté leur association. L'homme fort, c'est Martel, trente-cinq ans, un petit colon de Chebli, Chebli, le village du tabac, à 10 kilomètres à l'est de Boufarik. Curieux bonhomme, ce Robert Martel. Rien ne le prédisposait, lui, modeste agriculteur, à sortir de l'ombre. La défense de sa terre l'a projeté aux avant-postes. Un fou, disent de lui ses détracteurs, un saint, clament ses amis. Il tient, il est vrai, un langage peu conventionnel : Dieu, le Christ-Roi, Jeanne d'Arc, la Patrie et surtout l'Algérie française. Sincère, il l'est. Colporteur de la bonne parole, il a tenu meetings et enrôlé les braves fermiers de la Mitidja, de la vallée du Chélif et d'ailleurs. Ils forment une troupe de gens rudes prêts à marcher.

Ce sont tous ces gens-là, anciens combattants, militants de Martel, sans oublier les vagues turbulentes des étudiants et des lycéens d'Alger, qui

drainent la grande foule vers le plateau des Glières, ce 6 février. L'arme retenue pour l'affrontement : la tomate. Ce sera la journée des tomates.

Guy Mollet, conspué, hué dès son arrivée au monument aux morts, regagne à grand-peine sa voiture après le dépôt de la gerbe traditionnelle. Les projectiles, les tomates en l'occurrence, pleuvent. Le chef du gouvernement n'est pas épargné. La police locale, tout acquise aux manifestants, se laisse déborder. Seule la discipline de l'armée assure à Guy Mollet une retraite sûre au Palais d'Eté. La rue est aux Algérois. Les hommes de Martel, regroupés boulevard Carnot, près du front de mer, armés, sont prêts à investir le Gouvernement général.

Paris a suivi ce qui est pratiquement une émeute. A 16 heures, le général Catroux, de lui-même, démissionne. Cette nouvelle fait vibrer les Algérois. Alger a fait reculer Paris. « Nous avons gagné. » Ce coup d'éclat, ils penseront pouvoir le refaire encore et toujours, et toujours gagner.

Ce sera le 13 mai, les barricades, le 26 mars 1962. Mais la victoire, avec la fermeté, changera de camp.

*

* *

Rentré à Paris, Guy Mollet a évidemment un premier problème urgent à résoudre : trouver un remplaçant au général Catroux. Le poste n'est pas sans embûche et exige un caractère bien trempé, les événements récents l'ont prouvé. Le choix de Guy Mollet se porte sur l'un de ses amis politiques et présentement ministre des Affaires économiques : Robert Lacoste.

C'est un Périgourdin de cinquante-sept ans qui a monté par la Résistance et les luttes de son parti. Courtaud, sans grande allure, il dissimule derrière sa jovialité de façade une solidité naturelle et un courage lucide. Nommé ministre résident à Alger, il y arrive sans tambours ni trompettes. On s'apercevra très vite que le patron de l'Algérie c'est lui et qu'il ne renâcle pas devant les décisions.

L'Algérie ? Pratiquement, il ne la connaît pas. C'est un « pathos », disent les pieds-noirs[2]. Certes, mais il entend bien faire et servir, c'est-à-dire servir la France, son pays, car il est profondément patriote, et cette province qui lui est confiée est pour lui française. Il trouve une équipe pour assurer la continuité : Chaussade chez les civils, Lorillot chez les militaires. Avec ces gens-là, la maison ne saurait s'effondrer du jour au lendemain. Mais,

comme Soustelle en ses débuts, il s'entoure pour être informé. A la tête de son cabinet, il place le préfet Maisonneuve, ancien directeur d'E.G.A.[3]. Lui, l'Algérie, il la connaît mieux. Au cabinet militaire, il intronise Ducournau, le para sur le tas, non sans succès, depuis quinze mois. « Dommage, disent les amis du colonel, il était bien ! » Il prend aussi un autre colonel, gaulliste cette fois, compagnon de la Libération, Branet. Par Ducournau et Branet il espère avoir l'oreille de l'armée et l'armée, dans l'Algérie de 1956, c'est beaucoup si ce n'est tout.

Lacoste nommé, Guy Mollet prend une mesure d'importance. Il décide d'envoyer le contingent, c'est-à-dire les appelés, servir en Algérie pour renforcer les rangs de l'armée française. Le geste est généreux, courageux mais négatif.

Guy Mollet n'a pas le cœur sec, bien au contraire. Il a vu et compris l'anxiété et la colère de ces Français d'outre-Méditerranée dont l'avenir est remis en cause. Il ne veut pas les abandonner. Sa position est inconfortable. Il se montre le plus actif des partisans de la défense de l'Algérie française alors qu'autour de lui certains de ses amis politiques songent à négocier. Lui-même télécommandera des tentatives dans ce sens. Son second à la S.F.I.O. se déplacera pour cela. Envoyer les jeunes Français dans un pays que leurs pères connaissent mal, mais dont ils supputent les dangers, n'est pas, sur le plan électoral, obligatoirement payant. L'homme d'Etat se hisse à la hauteur de ce qu'il pense, en conscience, être l'intérêt supérieur de la France. Son attitude est plus que respectable.

Mais Guy Mollet, et il ne s'en rend pas compte, signe l'arrêt de mort de l'Algérie française. Il joue la facilité, dans une Algérie qu'il démobilise et condamne à plus ou moins long terme vis-à-vis de la métropole. Les militaires ont voulu des renforts. N'est-ce point l'éternel refrain des généraux pour gagner une bataille ? Ils n'ont pas compris que les renforts, ils devaient les recruter sur place. Eux qui rêvent de justice, d'égalité, ce sont les musulmans qu'ils doivent convaincre et enrôler pour créer une Algérie nouvelle. Le réservoir humain est vaste pour lever une armée franco-musulmane gardienne d'une Algérie musulmane et française. Les pieds-noirs regardent cet envoi métropolitain comme un dû. N'ont-ils pas, quelques années plus tôt, fait le chemin inverse ? Etat d'esprit admissible à la rigueur chez les anciens, vétérans des Apennins ou des Vosges, mais qui déteint sur les plus jeunes en âge de porter les armes[4].

Les fils de France tombent au hasard des combats, des embuscades, des accidents. Les épouses et les mères, à quinze cents kilomètres, s'inquiètent de l'absent. La guerre d'Algérie, au fil des années, devient la mauvaise guerre. L'opinion, insoucieuse de l'Indochine, qui ne prenait que des professionnels volontaires, se détourne de cette terre d'Algérie, terre de misère et de mort pour ses enfants. L'évolution métropolitaine – de Gaulle et quelques autres aidant – sort de là. Le vote massif pour le *oui* au référendum d'avril 1962 débouchant sur l'indépendance y puise sa première et principale origine.

Néanmoins ce contingent fera honnêtement son travail. Il aura du mérite car celui-ci ne sera pas toujours facile ou attrayant. Le plus souvent, il sera la piétaille, pour ne point dire la valetaille des hommes d'armes. Tous ces appelés constitueront la lourde logistique d'une armée qui doit occuper le terrain. Rares seront ceux qui connaîtront vraiment l'épreuve du feu. Bien peu entendront les balles siffler. Encore moins les entendront vraiment claquer. Qu'importe ! Ils connaîtront l'inconfort des baraquements préfabriqués ou des guitounes de toile. Ils suffoqueront sous l'haleine brûlante du vent du sud. Ils grelotteront pendant les veillées d'hiver derrière une meurtrière ou en haut d'un mirador. Ils éprouveront l'anxiété des bruits suspects par une nuit sans lune. Ils rêveront aussi de verdure, de boissons fraîches ou de visages aimés. Ils ne formeront sans doute pas une nouvelle génération du feu. Le terme est excessif. Du moins seront-ils la génération du devoir consenti[5].

Ce devoir consenti dans des conditions où les risques ne sont pas absents. La valeur militaire de l'ensemble est très inégale. Les régiments venus d'Allemagne ou les troupes de montagne de la 27e D.I.A. ont un encadrement convenable. Leur instruction, et par là même leur comportement, s'en ressentent. Pour les autres, les cadres d'active ou de valeur se raréfient. Ce sont alors des unités vulnérables, proies désignées pour une embuscade. L'A.L.N. saura très vite qui elle a devant elle[6]. De braves garçons, mal préparés, perdront la vie par l'inconscience ou l'incompétence d'un chef non qualifié.

La route tuera. Sur des pistes difficiles, avec des chauffeurs inexpérimentés en leurs débuts, la faute de conduite pardonne rarement. Un G.M.C. ou un half-track dans un ravin coûte cher. L'armée française aura le tiers de ses pertes par accidents de toute sorte. 30 % seulement des tués le

seront dans un véritable acte de guerre offensif, c'est-à-dire l'assaut. Les autres seront victimes d'une embuscade ou d'un harcèlement.

Une remarque encore sur le travail de ces jeunes métropolitains. Un nombre non négligeable remplira avec dévouement une tâche humanitaire dans un pays ravagé : assistance médicale, enseignement, etc. Ils prendront à leur charge bien des tâches administratives ou d'intérêt commun. A ce dernier titre leur présence sera bénéfique pour le pays, qui verra s'ouvrir des routes, des pistes, des mairies, des écoles...

*

* *

Si la décision de Guy Mollet est funeste à long terme, dans l'immédiat elle revigore l'armée d'Algérie. La noria des rotations Marseille/Alger ou Oran vide la métropole de son corps de bataille. Les forces françaises stationnées en Allemagne, en garde sur le Rhin, sont les plus touchées. Dans un fracas de chenilles et une pétarade de moteurs, la 5e D.B., la 7e D.M.R. débarquent à Alger et Oran, allégées néanmoins d'une partie de leurs blindés. Leurs commandements et leurs états-majors sont plus habitués à la « recherche » de l'ennemi ou à sa « découverte » sur de grands axes européens qu'à la poursuite du rebelle sur les pistes du djebel. L'outil est bien disproportionné pour traquer des individus tapis sous quelques creux de rochers. Il faudra du temps pour se débarrasser des longues colonnes qui ne servent qu'à vider les réservoirs. Les alpins, cela va de soi, partent vers les crêtes kabyles. Ils y seront assez bien à l'aise. Surtout l'afflux des mobilisés permet la création de nouvelles divisions d'infanterie, certaines renforcées par des régiments coloniaux de retour d'Indochine.

Le gros problème de toutes ces unités reconstituées s'avère l'encadrement. Les paras et la légion drainent les meilleurs et à un degré moindre chasseurs et cavaliers. Les tirailleurs ont leurs fidèles vieux soldats de métier. Les S.A.S. commencent à faire une ponction sévère parmi les jeunes officiers, lieutenants et capitaines. Bref, les corps de troupe reconstitués manquent – sans qu'il soit question d'en faire une règle absolue – d'éléments dynamiques et compétents. Il faut faire appel à des réservistes servant en situation d'activité.

Toute l'infrastructure militaire en Algérie est repensée. Fini le vieux XIXe corps. La Xe région militaire est née. Alger, Oran, Constantine accèdent au

rang de corps d'armée. Les divisions se mettent en place d'ouest en est, chacune couvrant une zone qui se découpe à son tour en secteurs, sous-secteurs, quartiers et sous-quartiers. Cette infrastructure militaire est importante. Avec l'évolution de la situation, les grandes tribulations, comme le 13 mai, l'autorité militaire arrivera à supplanter l'autorité civile. Les généraux auront le pas sur les préfets. Voici donc brièvement cette implantation militaire qui, de fait, coiffe l'Algérie.

1. *Oranie*

– Zone Nord Oranais	avec la 5e D.B., P.C. à Mostaganem.
– Zone Centre Oranais	avec la 29e D.I. à Aïn-Temouchent, puis à Sidi-Bel-Abbès.
– Zone Ouest Oranais	12e D.I., P.C. à Tlemcen.
– Zone Est Oranais	avec la 13e D.I., P.C. à Tiaret.
– Zone Sud Oranais	avec la D.I.M., P.C. à Méchéria.

2. *Algérois*

– Zone Ouest Algérois	avec la 9e D.I., P.C. à Orléansville[7].
– Zone Est Algérois	avec la 27e D.I.A., P.C. à Tizi-Ouzou.
– Zone Sud Algérois	avec la 20e D.I., P.C. à Médéa.
– Zone Nord Algérois	P.C. à Alger[8].

3. *Constantinois*

– Zone Ouest Constantinois	avec la 19e D.I., P.C. à Sétif.
– Zone Nord Constantinois	avec la 14e D.I., P.C. à Constantine.
– Zone Sud Constantinois	avec la 21e D.I., P.C. à Batna. (C'est l'Aurès.)
– Zone Est Constantinois	avec la 2e D.I.M., P.C. à Guelma, puis Bône (cette zone fut par intermittence divisée en deux : nord et sud. Elle sera celle des plus gros combats de par sa proximité de la frontière tunisienne).

A la tête de ces zones se succèdent les divisionnaires, ou brigadiers, qui avec application font carrière. Certains apparaîtront sur la scène finale : Olié, Crépin, Gambiez, de Pouilly, Ailleret. Parmi eux point de personnalités marquantes, sauf une : Vanuxem, « Vanux ». Ce bouledogue à la vanité insolente, guerrier fortuné et accompli en dépit d'une vocation tardive, est de la race des grands condottieri. De Lattre, dans Vinh-Yen encerclé, après lui avoir donné ses ultimes consignes, a ajouté : « Et souviens-toi que tu es Vanuxem ! »

Et, depuis, Vanux ne manque pas de faire savoir qu'il s'appelle Vanuxem. Il sera dans les Aurès-Némentchas. Il sera sur le barrage tunisien au printemps de 1958. De Gaulle, finalement, lui cassera deux fois les reins : en lui enlevant son commandement opérationnel, et puis, trois ans après, en le précipitant dans une oubliette de la Santé.

L'organisation militaire mise en place rejoint sensiblement le nouveau découpage administratif et les départements créés par Robert Lacoste en 1956. A quelques détails près, implantation de P.C. par exemple, elle ne bougera plus jusqu'à la fin de la guerre.

Elle a l'avantage de déboucher sur une meilleure occupation du terrain, occupation trop souvent plus statique que dynamique. Du moins les compagnies, plus ou moins éclatées, assurent-elles mieux la sécurité des villages, des fermes, des écoles, des lieux publics. Le plus gros potentiel se consacre ainsi à ces protections territoriales indispensables mais lourdes en servitude de tous ordres. Ces troupes, dites de secteur, faute de moyens

vraiment efficients pour nettoyer les djebels, doivent faire appel aux unités dites d'intervention. Ce sont les réserves générales, légionnaires et parachutistes. Elles sont « la Garde ».

---

1 8 novembre 1942 : débarquement allié en Afrique du Nord.

2 Le « pathos », pour les pieds-noirs, est un métropolitain. Le terme n'est pas injurieux, un peu amical même. Mais « pathos » sous-entend aussi balourd, qui ne sait pas.

3 Electricité et Gaz d'Algérie.

4 Plus d'un jeune Algérois fera son temps dans les services des états-majors...

5 Le nombre des insoumis ou déserteurs de souche européenne s'élèvera à 3 800, résultat de la propagande de certains milieux.

6 Pour tromper l'ennemi et l'attirer, des compagnies de légion revêtiront le treillis et coifferont le chapeau de brousse, tenue traditionnelle de la « régulière »...

7 Hasard des homonymies. Cette division, basée à Orléansville, comporte le 131^{e} R.I., régiment traditionnel d'Orléans.

8 Cette zone, non véritablement endivisionnée, fut tenue par la 10^{e} D.P. et la 7^{e} D.M.R.

Chapitre XVIII

LES UNITÉS DE RÉSERVE GÉNÉRALE

On a vu les paras participer à l'action dès le 1er novembre 1954 : 1er R.C.P. à Philippeville, 3e B.E.P. de Sétif, 18e R.I.P.C. de Pau, 1er R.H.P. de Tarbes. Au fur et à mesure des retours d'Indochine, d'autres unités ont été lancées dans la bataille : 1er B.E.P. de Jeanpierre, 3e R.P.C. de Bigeard, 2e B.E.P. de Masselot. A la fin de 1955, une première réorganisation transforme ces ensembles de composition assez disparate en régiments de type uniforme à quatre compagnies de combat, une compagnie portée, une compagnie d'appui et des services. Le tout représente théoriquement 1 200 hommes. Dans la pratique, avec les pertes au feu, les absents pour une cause ou une autre, 500 à 600 combattants seulement s'alignent le plus souvent sur le terrain. C'est peu. La puissance de feu, l'extrême mobilité, la qualité des liaisons radio, l'expérience et l'accoutumance d'une troupe aguerrie, façonnent toutefois un outil adapté et redoutable. Pour structurer ces nouveaux régiments dans un cadre élargi, après l'intermède assez bref d'un G.P.I. (groupement parachutiste d'intervention), le principe de deux divisions parachutistes est retenu au printemps de 1956.

La 10e D.P. dans l'Algérois, la 25e D.P. (ex-25e D.I.A.P.), voient le jour officiellement le 1er juillet. A leur tête, le général Jacques Massu pour la 10e, le colonel (bientôt général) Sauvagnac pour la 25e. Sauvagnac est porteur du brevet parachutiste numéro 1. Cette primauté dans la profession, et même dans la légende, assure à ce petit homme sympathique et sans prétentions une autorité plus qu'acceptée. Il n'a pas besoin d'élever le ton. Massu est tout son contraire. Un grand corps au verbe agressif. Il est aussi chanceux. En séjour colonial, en juin 1940, il a eu la bonne fortune d'être en mesure de rallier Leclerc, qu'il a du reste bien servi jusqu'à la Libération. Bien qu'absent des grands combats des troupes aéroportées en Indochine, il

prend, à quarante-cinq ans, l'un des commandements les plus enviés : celui d'une division parachutiste. Pour en arriver là, il n'est donc pas aussi sot qu'il veut bien le laisser paraître.

Ces deux D.P. ne partent pas sur la même ligne. La 10 est à Alger, et Massu est voyant. Ses régiments, 1er R.E.P., 2e, 3e et 6e R.P.C. et 1er R.C.P. sont presque entièrement composés d'engagés, donc de professionnels. La 25e, à côté, apparaît comme le parent pauvre. Elle est loin et « Toto » Sauvagnac ne cherche pas à éclabousser. Sur ses cinq régiments, trois sont à base d'appelés : le 9e R.C.P., les 14e et 18e R.C.P. Obligatoirement, l'efficacité opérationnelle s'en ressent. Comme troupe de métier, ne restent que le 2e R.E.P. et le 8e R.P.C., ce dernier avec un très fort pourcentage d'Africains[1].

Les paras, ce sont donc dix régiments, dix gros bataillons d'infanterie plus quelques unités non endivisionnées apparues au cours de la campagne : 11e « choc », commandos de l'air G.C.P. par la suite. Ils seront, avec la légion, les « pompiers » de cette guerre, acheminés là où il faut faire face, dans le djebel comme en ville. Ils créeront leur légende, déjà bien assise par leurs anciens de France et d'Indochine, mythe enveloppé de jeunesse, de force, de panache et de fanatisme. Ces recours à eux, sur des tâches qui n'étaient pas les leurs, les appelleront à jouer bien malgré eux un rôle politique que leur vocation n'envisageait pas. Pour preuve, les deux régiments fer de lance des deux D.P., les deux R.E.P., les deux régiments à bérets verts des paras de la légion.

Ils sont les héritiers directs des deux B.E.P. d'Indochine. Cinq palmes au drapeau du 1er R.E.P. Six sur celui du 2e. Fourragère jaune pour l'un, fourragère rouge pour l'autre.

Le 1er R.E.P. sera à Zéralda, à l'ouest d'Alger, le 2e à Philippeville. Le phénomène constaté pour les deux D.P. se reproduira. Le 1er R.E.P., régiment d'Alger, sera projeté sur les devants de l'actualité et aura surtout la chance d'avoir des patrons : Brothier, Jeanpierre, Duffour. Le 2e R.E.P. n'aura pas cette fortune. L'insuffisance de ses chefs de corps sera son lot de 1955 à 1962. Mais au-dessous des chefs, les phalanges combattantes se valent. Les bilans sont éloquents. Le 2e R.E.P., avec 4 000 rebelles hors de combat, l'emporte d'une longueur sur son aîné. Ce n'est qu'un détail. Les deux R.E.P., et ils le savent, dominent de très loin les autres régiments d'intervention. Ils sont de tous les grands coups : Tébessa, Le Barrage,

Guelma, la wilaya II, Les Jumelles et Les Pierres-Précieuses, et le 22 avril en finale. Le 1er R.E.P. partira entraîné par son commandant en second. Le 2e R.E.P. partira, conduit par un trio de capitaines. Même ardeur au combat et même fureur pour l'Algérie française. L'ultime baroud de l'O.A.S. les retrouvera la main dans la main : Degueldre, Sergent, Godot, d'Assignies du 1er, Branca, Montagnon, Pouilloux, Bernard du 2e.

Avant de quitter momentanément les paras – momentanément, car ils sont pratiquement toujours présents au long de cette guerre – il faut s'attarder un peu sur quelques-uns de ces hommes, colonels, commandants de régiments parachutistes. Par leur ascendant personnel, par leur emprise sur leurs hommes et sur les événements, ils s'intégrent à l'Histoire et la vivent intensément en l'orientant parfois. Ils sont, dans les coulisses ou au premier plan, des artisans du 13 mai 1958, du 22 avril 1961, ou de l'O.A.S. Ils scellent l'engagement et la destinée de plus d'un de leurs subordonnés, peut-être parfois involontairement. Il est parmi eux trois mousquetaires qui, comme il se doit, sont quatre : Bigeard, Jeanpierre, Château-Jobert, Buchoud.

Bigeard, c'est l'homme-sandwich de l'armée française. Bigeard, recto, verso. Bien faire et le faire savoir. Il eût fait plus qu'un excellent publiciste[2]. Mais quel homme de guerre ! Son métier de soldat, il ne le vit pas dans les états-majors et les subtilités d'un tortueux Kriegspiel. Il a compris qu'être soldat signifiait faire la guerre et savoir la faire. Alors il la fait, et bien. La France. L'Indochine avec Dien-Bien-Phu en point d'orgue. L'Algérie maintenant. Ses méthodes ne sont pas toujours orthodoxes. Il bouscule la hiérarchie en amont comme en aval. Sur le terrain, il accroche directement ses chefs de sections, court-circuitant les intermédiaires. Il est de l'avant, toujours de l'avant. « Qui ose gagne. » Il a transformé à sa manière la fière devise des S.A.S. « Croire et Oser ». Il croit et il ose. Autour de lui, en termes militaires, on s'écrase. C'est Bigeard.

Jeanpierre, c'est le légionnaire avec sa force et sa droiture. Résistant, il a été déporté et cette épreuve ne l'a pas empêché de repartir immédiatement avec les meilleurs : les paras de la légion. Il saute sur la R.C.4 avec le 1er B.E.P. en octobre 1950. Du bataillon largué en détresse sur la colonne retraitant de Lang Son et de Cao-Bang, ils ne sont rentrés qu'une poignée. Jeanpierre était l'un des trois officiers ayant réussi, avec quelques légionnaires, à rompre l'encerclement des Viets. En février 1955 il rentre d'Extrême-Orient avec un nouveau B.E.P., reconstitué encore une fois, après

Dien-Bien-Phu. Chef de bataillon, il doit laisser la première place à un cinq galons : le colonel Brothier. Il n'est que provisoirement le second avant de reprendre le plein commandement de son ex-B.E.P. devenu le R.E.P. Mais constamment l'âme de l'unité c'est lui. Il ne fait qu'un seul corps avec elle. Le 1er R.E.P., c'est Jeanpierre, et Jeanpierre, c'est le 1er R.E.P.

Sec, la barbe en pointe, l'œil vif, le torse musclé, le colonel Château-Jobert, en dépit de sa petite taille a de quoi impressionner. N'est-il pas le fameux Conan, l'un des héros des parachutistes de la France libre ? Sur son côté gauche, les jours de parade, la croix de Compagnon de la Libération. Ils sont peu nombreux à la porter, cette distinction réservée à une étroite cohorte d'authentiques acteurs de la libération du pays. Qui se doute que ce guerrier bouillant sera cinq ans plus tard un soldat révolté et un doctrinaire mystique ? Auparavant il aura personnifié le 2e R.P.C. d'Algérie et le saut historique sur Port-Saïd pour enlever la ville et le port à la « hussarde », dans son style.

Le meilleur est le moins connu, car le plus modeste, c'est Buchoud. (Mais y a-t-il des colonels paras modestes ?) Pierre Buchoud, un petit homme pas bien haut sous la toise et sans grande prestance, mais « Lui, c'est un pur ». Son entourage est unanime et s'efforce de le suivre dans sa course ininterrompue. Lui aussi il se bat et se bat bien. La drôle de guerre dans les corps francs de la forêt de la Warndt, alors que rares étaient ceux qui voulaient en découdre. L'Indochine bien sûr. Une vie de famille exemplaire et, entre les campagnes, le travail d'instructeur : la petite flamme sacrée qui brûle au fond de son cœur. Il forme contingent ou jeunes officiers. Il y croit. En jargon militaire, on dit de lui « C'est un fana ». Il n'a pas la chance de Bigeard, Jeanpierre ou Château-Jobert d'avoir derrière lui une troupe professionnelle. Son 9e R.C.P., qu'il a créé, est à base d'appelés, volontaires pour les parachutistes. Il en fera l'égal des meilleurs en dépit des pertes inhérentes à l'inexpérience et à la rotation des effectifs.

Et voici la LÉGION !

Jamais garde de roi, d'empereur, d'autocrate
N'alla d'un air plus mâle et plus superbement.

La légion en Algérie pèse lourd, tout comme récemment en Indochine. Elle approche 20 000 hommes. Elle a sa solidité à toute épreuve, sa discipline, ses vieux soldats rescapés de tant de mauvais coups. La guerre

est son métier, même si elle ne dédaigne pas les satisfactions de la paix. Elle entend l'exercer en bon artisan et elle y réussit.

Troupe cosmopolite, derrière son encadrement d'officiers français qui ont vocation d'y servir et d'y demeurer. « Il faut cinq ans pour faire un bon officier de légion », dit le dicton. Le temps d'un contrat légionnaire. Cette longévité explique la cohésion chef-troupe. Celle-ci recèle un fort contingent d'origine germanique. Il est le pilier. Les Latins – Espagnols, Italiens, Portugais – apportent un brin d'individualisme et de fantaisie. Ils sont, dans bien des cas, de remarquables voltigeurs de pointe. L'Europe centrale et les pays slaves fournissent des hommes rudes à l'humeur difficile mais au courage sans faille. Les événements de 1956 en Hongrie conduisent vers cette terre d'accueil que représente toujours la légion d'anciens insurgés de Budapest[3]. Et puis il y a les Français. Officiellement ils sont belges, suisses ou luxembourgeois. Des têtes solides, parfois un peu folles, qui savent joindre l'humour au panache. La hiérarchie les veut radios. Ils préfèrent les vagues d'assaut.

Le cœur de la légion bat à Sidi-Bel-Abbès, la ville qu'elle a bâtie et qu'elle défend[4]. Là se forment et s'instruisent les renforts à destination des régiments étrangers : les deux R.E.P., les R.E.I. (1er, 3e, 4e, 5e, 13e D.B.L.E.), les R.E.C. (1er et 2e), les compagnies sahariennes ou portées. Il n'est de secteur d'Algérie où n'apparaisse la grenade à sept flammes sur fond vert et rouge. En principe, les 2e et 5e R.E.I. se battent plutôt dans l'Oranie, les autres R.E.I. dans le Constantinois et les R.E.C. dans le Sud. La vie opérationnelle, les appels à la rescousse provoquent, surtout à partir de 1958, des déplacements perpétuels dans toute l'Algérie.

Voici donc ces paras et ces légionnaires sur lesquels repose le gros de l'effort[5]. A eux le risque et la gloire d'intervenir là où la situation s'aggrave. A eux de conclure par l'instant de vérité : l'assaut. L'assaut, c'est-à-dire le choc frontal, brutal, impressionnant l'adversaire par sa hardiesse, le clouant à jamais au sol par le matraquage des armes de poing.

Rien d'étonnant que, dans un tel contexte, paras et légionnaires forment une caste à part, exclusive et altière. Ils sont, eux, les hommes de l'avant, « ceux qui voient l'ennemi dans le blanc des yeux » suivant le mot de l'Empereur. Ces élus rêvent à se reconnaître entre eux. Ils songent à voir revivre une vieille décoration germanique, celle du « combattant d'assaut », accordée après un certain nombre de combats au corps à corps. Au moins, celle-là, l'arrière et les autres ne l'auraient pas ! Comme cette Valeur

militaire[6] qui fleurit sur des poitrines de base arrière. Divorce de surface pour des médailles, divorce en profondeur sur le sens réel d'une guerre. La scission de l'armée en avril 1961 se prépare dans les luttes et les comportements quotidiens depuis 1956.

---

1 Les deux D.P. comportent évidemment des unités hors infanterie : 1er R.H.P. et 35e R.A.L.P. à la 25e D.P. – 13e dragons paras et 20e G.A.L.P. à la 10e. Cela sans mentionner les services, bien évidemment.

2 C'était un secret de polichinelle que les bilans du « 3 », le régiment de Bigeard, étaient le plus souvent des plus fantaisistes. Un cadavre était toujours celui d'un rebelle. Une arme récupérée l'avait été à la suite d'un assaut. Pourquoi se gêner ? Personne n'osait contredire et le « bananier » (les anciens militaires savent ce dont il s'agit) pouvait être secoué à loisir.

3 La légion est et a toujours été un havre au lendemain des grands bouleversements politiques de l'Europe : Russes blancs après la révolution russe, républicains espagnols après la guerre d'Espagne, Allemands après la Seconde Guerre mondiale...

4 Sidi-Bel-Abbès sera la seule ville d'Algérie à ignorer le couvre-feu pendant toute la guerre.

5 Il serait certes fallacieux de décrier le restant de l'armée française dans cette participation générale à la guerre. Celle-ci a été évoquée. Il est évident toutefois que le commandement répugne ou hésite à envoyer les unités à base du contingent pour régler les gros coups : manque d'expérience au feu, souci – en partie politique – d'éviter de la « casse » chez les appelés, etc.

6 La croix de la Valeur militaire, rappelons-le, est la croix de guerre de ce conflit qui n'ose dire son nom.

Chapitre XIX

LE MAROC. LA TUNISIE LE F.L. N. ET LE P.C. A. LA SOUMMAM

Guy Mollet a pris des décisions pour assurer la sauvegarde de l'Algérie française, mais il ne se couvre pas sur ses flancs. En bon métropolitain, peu averti des réalités musulmanes, il sous-estime l'incidence, pour la rébellion, des pays frères, de la Tunisie et du Maroc.

Il a hérité là d'une situation de désengagement. En Tunisie, le 31 juillet 1954, Pierre Mendès France a proclamé l'autonomie interne de la Régence. Le résident général, vieil Africain, le général Boyer de La Tour, a su obtenir le ralliement des insurgés et rétablir le calme. Bourguiba, le « combattant suprême », a pu revenir la tête haute en son pays et préparer les lendemains d'une Tunisie qui semble s'acheminer sûrement mais lentement vers une indépendance inéluctable. Dans l'immédiat, la présence militaire française assure une relative sécurité des personnes et contrôle à peu près la frontière algéro-tunisienne, à l'exception du Grand Sud, où l'immensité laisse passer les infiltrations venues de Libye vers les Aurès-Némentchas.

L'évolution marocaine a été beaucoup plus dramatique. Les résidents généraux, certains parfois complètement ignares des problèmes locaux, comme Robert Grandval, se sont succédé en s'opposant. Pressé par les nationalistes marocains de Paris, Edgar Faure a imposé l'élimination du sultan Ben Arafa, pourtant intronisé par la France, et le retour de Mohamed ben Youssef, déposé en août 1953 et exilé à Madagascar. Des civils européens ont payé les contradictions et volte-face gouvernementales : 35 morts à Oued-Zem, le 20 août 1955. Le bilan politique est tout aussi lourd. La France a montré sa légèreté, remis en cause sa parole. Ses amis traditionnels du pays berbère ont été lâchés, et cela se sait. Il n'est pas bon en pays musulman de revenir sur ses engagements. Après les accords de La

Celle-Saint-Cloud en novembre 1955, présageant l'émancipation de l'empire marocain, Mohamed ben Youssef est rentré à Rabat où un accueil triomphal a été réservé au monarque qui symbolise l'indépendance du pays.

C'est à un autre de ses amis politiques que Guy Mollet confie le secrétariat d'Etat aux Affaires marocaines et tunisiennes. Alain Savary est acquis aux revendications des deux protectorats. Déjà, à Saigon, il avait œuvré dans ce sens, ce qui lui avait valu quelques ennuis avec les autorités judiciaires pour collusion avec l'adversaire vietminh. Le stade d'autonomie interne où sont arrivés les deux pays est très vite dépassé. Le 8 mars, le Maroc accède à l'indépendance et la Tunisie le 20 mars. Les hommes forts s'imposent. Mohamed ben Youssef, devenu Mohamed V, chef historique et naturel du nationalisme marocain, prend en main les destinées de son pays. Habib Bourguiba, promu Premier ministre, évince le bey, proclame la République tunisienne et se fait élire président.

Marocains et Tunisiens deviennent ainsi maîtres chez eux et peuvent apporter à leurs frères algériens l'aide espérée et indispensable.

Les deux pays, en quelques mois, deviennent les bases arrière de la rébellion algérienne. A l'ouest de la Moulouya et à l'est de la Medjerda, les camps algériens se transforment en centres de repos, d'instruction et de ravitaillement. Une partie de l'armement, que la France expédie aux armées nationales tunisienne et marocaine, en voie de constitution, s'échappe directement vers l'A.L.N. Le commandement français estime qu'à l'été de 1956, 250 à 300 armes passent mensuellement la frontière marocaine pour aller renforcer les maquis oranais.

Militairement, la rébellion ne tient et ne grandit que grâce à cette aide extérieure. A défaut, et les faits le démontreront par la suite avec les barrages frontaliers, les combattants de l'intérieur sont condamnés. L'effort militaire et politique du gouvernement Guy Mollet est ainsi en large partie sabordé par la hâte apportée à résoudre sans contrepartie les cas tunisien et marocain. Alain Savary cisaille ce que son ami Robert Lacoste assemble péniblement. La cohésion gouvernementale se ressent de ces nouvelles frontières de Chine que sont devenus, pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Il y aura des hauts et des bas au hasard des politiques intérieures des deux pays mais la menace persistera et contribuera largement à la victoire finale du F.L.N. Sans ses bataillons formés et instruits dans les sanctuaires tunisiens et marocains, l'A.L.N., dès 1960 n'existait plus. Avant d'en arriver là, les batailles des frontières, les incidents de Sakiet, l'A.L.N. toujours

reconstituée malgré sa destruction en Algérie, l'appui diplomatique sur la scène internationale, le siège des organismes successifs du F.L.N., C.C.E. ou G.P.R.A., ne portent qu'un nom : Tunisie ou Maroc. Les deux anciens protectorats, alliés hypocrites de la France pour quémander son aide ou ses subsides, ne sont en fait que ses adversaires les plus implacables. Par eux, et par d'autres aussi, le sang français coule sur la terre algérienne.

*

* *

De l'une ou l'autre de ses « planques » algéroises Abbane Ramdane a suivi les soubresauts d'avant et après le 6 février. Ces discordes chez l'adversaire le laissent de glace. Ses pensées sont ailleurs. Il a son programme à respecter : finir de rallier les indécis, régler le problème posé par l'existence des communistes algériens, préparer les assises du F.L.N.

Le siège des indécis est fait depuis longtemps et la cause gagnée avec la motion des « 61 ». En avril 1956, Ferhat Abbas et le docteur Francis quittent définitivement Alger. Le 20 août, ils sont au Caire où les rejoint Ahmed Boumendjel et où Cheikh El-Bachir-El-Ibrahimi, président de l'association des oulémas d'Algérie, les a précédés. Une page se tourne. Les politiques de l'U.D.M.A., les religieux, ont rallié le F.L.N. Les centralistes de l'ex-M.T.L.D. ont rejoint ou rejoignent individuellement. Le F.L.N. est désormais le seul représentant du nationalisme algérien, si l'on excepte le M.N. A de Messali Hadj.

Le cas du P.C.A. est plus délicat. Même si ses adhérents sont relativement peu nombreux à l'échelle de l'Algérie, il a un tuteur redoutable. Il représente un certain potentiel technique et militaire. Le 1er novembre 1954, les communistes algériens n'ont pas été partie prenante. Ils ont même été surpris. Leur première réaction a été de condamner, mais très vite les militants se sont interrogés. Les options ont été prises assez aisément en 1955 : musulmans côté F.L.N., Européens côté Algérie française[1]. Il subsiste toutefois un noyau dur, dans la ligne du parti et animé par des éléments solides. Ces gens-là penchent du côté de l'Algérie libre mais ils entendent conserver leur autonomie et leur représentativité. Pas question de ralliement pur et simple au F.L.N. comme l'exige Abbane Ramdane. Celui-ci ne conçoit que des ralliements à titre individuel. C'est la négation de la notion du P.C.A.

Dès le début de 1955, toutefois, pour prendre rang, le P.C.A. sort de sa réserve vis-à-vis de la rébellion. Il commence à assurer une assistance matérielle aux maquis. Vivres, médicaments, habillement transitent par le P.C.A. et ses filiales à l'intention des rebelles. L'armée française découvrira par la suite dans des caches du Constantinois, des couvertures d'origine soviétique destinées aux sinistrés d'Orléansville et détournées de leur destination. Ces activités, les incitations à la grève et aux refus de décharger les navires, conduisent Jacques Soustelle, en septembre 1955, à dissoudre le P.C.A. Ce dernier devient clandestin et se prépare à agir car avec le recul du temps il a pu apprécier la situation nouvelle créée par la rébellion. Il perd toutefois un bon moyen d'expression : son journal *Alger républicain*, assez lu par les musulmans et qui doit disparaître.

Les communistes ont une infrastructure assez étoffée dans une région où le F.L.N. est encore mal implanté : la vallée du Chélif, le massif de l'Ouarsenis. De plus, c'est une région proche de l'Oranie où ils ont le plus de sympathisants. L'idée leur vient donc d'y constituer une force, c'est-à-dire un maquis, pour représenter un partenaire à part entière dans la lutte pour l'indépendance. Cette force prend le nom de « Combattants pour la liberté ». Une trentaine d'hommes, Européens et musulmans, essaient de s'organiser sous la direction de Laban, un ancien des brigades internationales, qui a quitté sa petite palmeraie de Biskra pour reprendre les armes.

Le 4 avril 1956, un aspirant du train, engagé, Maillot, reçoit mission de convoyer de Miliana sur Alger un camion d'armes. Inconscience du commandement ? Maillot, fils d'un militant communiste algérois notoire, est lui-même un communiste signalé. A Alger, vers midi, l'aspirant Maillot, qui a réussi à se débarrasser des quelques hommes de son escorte en les envoyant déjeuner, se retrouve seul avec le chauffeur du véhicule. Il lui propose de se rendre chez ses parents en banlieue. Le jeune appelé ne saurait voir malice, bien au contraire, à l'offre de son officier[2].

Dès la sortie d'Alger, Maillot fait emprunter une petite route qui traverse la très belle forêt de Bainem, promenade dominicale de plus d'un citadin. Brusquement, le ton change. Maillot dégaine son pistolet :

« Arrête-toi ! »

Le camion s'immobilise sur le bas-côté. Trois hommes venus des taillis se précipitent. Le malheureux chauffeur, chloroformé, ligoté, ne sera découvert que quelques heures plus tard à côté de son G.M.C. vide.

120 pistolets mitrailleurs, 57 fusils, 84 revolvers, plus des grenades et des munitions, ont disparu, tout comme l'aspirant Maillot.

Quelques jours plus tard, un porte-parole communiste annonce à l'Assemblée nationale : « Maillot a rejoint ses frères de l'armée algérienne[3]. »

Au printemps de 1956, le butin rapporté par Maillot constitue un trésor. Dès lors, le P.C.A. s'estime en position de force pour négocier son ralliement officiel à la résistance algérienne. Abbane Ramdane, Ben Khedda pour le F.L.N., Bachir Hadj Ali Hadjeres, conseiller général de Maison-Carrée pour le P.C.A., discutent ferme et longtemps. Une bonne partie des négociations se tient en plein cœur d'Alger au domicile des Gaudron, un couple de chrétiens progressistes plus que sympathisants. Les chefs du F.L.N. ne lâchent rien. Ils veulent le stock d'armes et des ralliements individuels uniquement. Les émissaires communistes cèdent en partie. L'A.L.N. recevra une partie des armes de Maillot en signe de bonne volonté, mais les « combattants de la liberté » poursuivront.

Maillot a rejoint le maquis rouge de l'Orléansvillois avec quelques fusils et mitraillettes. Un autre officier déserteur, trois jours après Maillot, le sous-lieutenant de réserve Abdelhamid Gherab, ancien journaliste à *Alger républicain*, est là aussi. Ils sont maintenant une trentaine assez bien armés grâce à Maillot.

Renseignements d'habitants ou dénonciation provoquée d'un militant F.L.N.? On ne le saura sans doute jamais avec certitude. Les harkis du bachagha Boualam, qui tiennent le douar des Béni-Boudouane, au sud du village de Lamartine, apprennent l'existence de la bande. Harkis, tringlots du 504^{e} bataillon du train, G.M.P.R. locaux fouillent le coin. Le combat est rapidement mené. Laban, Maillot, nombre de leurs compagnons sont tués. Gherab et quelques autres parviennent à s'enfuir et à rejoindre une retraite urbaine[4]. C'en est fait. Il n'y aura plus de maquis communiste[5].

A défaut, il y aura des terroristes communistes et ceux-là apporteront une aide appréciable au F.L.N. Néanmoins, des individualités communistes rejoindront l'A.L.N. dans les djebels. Presque tous y laisseront leur vie, soit parce qu'ils se battront courageusement, soit parce que volontairement il leur sera confié les missions les plus dangereuses. Ces sacrifices ou ces dévouements des uns ou des autres, maquisards ou terroristes, seront vains sur un point. Le P.C.A. ne sera jamais admis comme force politique autonome. Le F.L.N. le récuse totalement. Il se veut le parti unique,

musulman de surcroît, pour l'Algérie future. Il ne saurait tolérer un autre parti, laïc, européanisé et en partie asservi à une puissance étrangère. L'élimination du M.N. A, outre les questions d'hommes, relève de la même rigueur doctrinale : un seul parti, le F.L.N.

Toute l'activité d'Abbane Ramdane se porte maintenant sur la préparation de ce qu'il désigne comme un congrès et restera dans l'histoire de l'Algérie comme le congrès de la Soummam[6].

La tenue de ce congrès est en soi un exploit. Il a fallu joindre les participants, les informer et les convaincre avant de les acheminer sur cette ancienne maison forestière du versant oriental de la vallée de la Soummam. L'armée française occupe le pays. La circulation est réglementée. Barrages et contrôles se succèdent. Les embuscades barrent les pistes. Les opérations militaires ratissent des secteurs entiers. Pourtant, le 2 août, les principaux responsables du F.L.N. seront là :

– Abbane Ramdane, bien sûr, l'instigateur et l'organisateur,

– Krim Belkacem, pour la Kabylie,

– Ouamrane, pour l'Algérois,

– Zighout Youssef, pour le Nord-Constantinois,

– Ben M'hidi, pour l'Oranie et qui sera désigné comme président de la séance.

Il y a aussi Ben Tobbal, l'adjoint de Zighout Youssef, et d'autres encore, moins connus. Le Sud n'est pas venu. Son chef Si Chérif s'est excusé et a envoyé son rapport. Sa zone a trop de problèmes. Ben Boulaïd est mort mais son frère devrait être là pour représenter les Aurès-Némentchas. Une zone plongée dans les rivalités intestines. Les congressistes attendront une quinzaine de jours en vain. Les Aurès ne seront pas représentés. Les discussions commencent le 20 août.

Elles sont tout d'abord un bilan, entre hommes qui, par la force des choses, ont été éloignés les uns des autres depuis près de deux ans. Chaque chef de zone présente un exposé de ses réalisations et de ses difficultés. C'est le moment de faire le point des effectifs. Krim Belkacem annonce 3 100 moudjahidine, Ouamrane 1 000, Ben M'hidi, 1 500, Zighout, très précis, 1 669 et le Sud 200. Les moussebilines seraient plusieurs milliers dans chaque zone. Ces chiffres sont-ils sincères[7] ? Sans doute sont-ils un peu gonflés par fierté régionale ou personnelle, mais à 20 % près ils doivent être dans le vrai. Tout le monde réclame des armes et se félicite du

comportement des populations hormis quelques cas de douars restés messalistes ou profrançais, surtout chez Krim Belkacem.

Après les bilans, les décisions :

1. Les zones sont définitivement fixées. Elles se dénommeront désormais wilayas et seront découpées en zone (mintaka), région (nahia) et secteur (kasma). Sétif, plaque tournante du Constantinois, est rattaché à la wilaya III mais avec mission d'aider la une et la deux.

2. La hiérarchie militaire est normalisée. Un colonel commandera une wilaya, un capitaine, une mintaka, un sous-lieutenant, une nahia et un adjudant, une kasma. Galons et soldes sont précisés.

3. Le F.L.N. est structuré.

Il est doté d'un organisme de direction de 34 membres, le C.N.R.A., Conseil national de la révolution algérienne, composé de 17 titulaires et d'un nombre égal de suppléants.

Le C.N.R.A. est un organisme consultatif, le pouvoir appartient au C.C.E., Comité de coordination et d'exécution, composé de cinq membres : Ben M'hidi, Abbane Ramdane, Ben Khedda, Krim Belkacem et Dahlab (ce dernier, interné, sera remplacé par Malek).

Cette composition révèle une évidence : les congressistes se sont attribué les premiers rôles et deux autres résolutions sont dans la même logique :

– primauté de l'intérieur sur l'extérieur ;

– primauté du politique sur le militaire.

Les faits sont d'importance et il conviendra d'y revenir.

Des problèmes locaux inquiètent le Congrès avant de conclure, et en particulier une question revient : où en sont les Aurès-Némentchas depuis la disparition de Ben Boulaïd ? Le Sud reste également une grande interrogation. Que peut-on en attendre ? Zighout Youssef est désigné pour régler le cas, important, des Aurès. Ouamrane, Si Chérif et Amirouche devront résoudre ceux du Sud et des Némentchas.

Le congrès de la Soummam est terminé. Chacun peut rentrer chez soi. L'indépendance est et reste bien évidemment le but proclamé et pour cela l'initiative des opérations militaires doit être reprise. C'est donc bien un congrès de guerre et non de paix qui s'achève.

Le bilan de la Soummam va plus loin. Le F.L.N. n'a pas deux ans d'âge et le voici majeur. Passé les balbutiements originels, ses structures, son organisation sont clairement posées. Les wilayas sont cadrées, les hiérarchies militaires fixées. Un futur Etat trouve son embryon avec

l'amorce d'un pouvoir exécutif et d'une représentation nationale. Les primautés de l'intérieur sur l'extérieur, des politiques sur les militaires, ont été arrêtées. L'avenir du pays appartient aux armes et le C.N.R.A. est seul habilité à décider d'un cessez-le-feu. Bref, un pays souvent affaibli par ses querelles intérieures mais uni contre le colonisateur commence à sortir de l'ombre. Deux mille ans d'histoire – et même plus – ont précédé cette gestation.

Qui sort vainqueur de ce congrès ? Les absents ont toujours tort, c'est bien connu, et en l'occurrence les membres de la délégation extérieure sont les absents. Ils devaient être là, ils ne sont pas venus[8]. Les rudes combattants des djebels, qui voient chaque jour ou presque la mort de près, ne se gênent pas pour brocarder ceux qui n'ont pu ou qui n'ont pas osé. Certes, le voyage était risqué. Abbane Ramdane et Krim Belkacem sortent vrais gagnants de la Soummam. Le premier devient pratiquement le grand fédérateur national. Il apparaît presque comme le numéro 1. Le second, Krim Belkacem, abandonne sa chère wilaya III à Mohamedi Saïd mais coiffe en fait l'action militaire sur toute l'Algérie. Le ministre de la Guerre, bien que le mot ne soit pas prononcé, c'est lui.

Ben Bella, dans sa retraite cairote, est évincé, tout comme ses compagnons d'exil. Ceux qui se battent et tombent sur la terre natale ont droit aux premières places. L'ancien adjudant a bien conscience de ce camouflet. Il conteste avec force les décisions prises. Les Aurès, le Sud, la délégation extérieure n'étaient pas là pour décider, précise-t-il. Il oublie même, dans son irritation, de mentionner que la Fédération de France du F.L.N. était également absente. Sur le terrain, les hommes de la Soummam n'ont que faire de l'ire de Ben Bella. Qu'il envoie d'abord des armes ! Fait curieux, c'est la France, en l'interceptant dans le ciel méditerranéen quelques semaines plus tard, qui remettra en avant Ahmed ben Bella.

Est-ce une victoire du clan kabyle ? Assurément, par la prééminence que gagnent les deux Kabyles que sont Ramdane et Krim Belkacem. Ce dernier a, en outre, deux autres Kabyles, deux hommes à lui, à la tête de deux wilayas, Mohamedi Saïd à la III et Ouamrane à la IV. Les oppositions ethniques sont certainement moins tranchées que les Français ne le souhaiteraient pour diviser le Front de libération, mais le particularisme régional joue. Il conforte les appétits personnels en consolidant les équipes. L'équipe kabyle en est une, et non la moindre.

Après la Soummam, avec l'automne 1956, la France et le F.L.N., tout comme avant, se retrouvent face à face. Les deux camps se sont organisés pour durer. L'armée française compte plus de 400 000 hommes sur le terrain. Le gouvernement entend ne rien céder sur l'essentiel, c'est-à-dire la présence française en Algérie, même si quelques contacts politiques tentent une approche[9]. Le F.L.N., intraitable sur le principe de l'indépendance, s'est lui aussi forgé un instrument de guerre. Le choc ne peut que se poursuivre en Algérie, en France et sur la scène internationale.

---

1 Le virage des sympathisants communistes européens sera surtout sensible en 1956, avec les attentats aveugles du F.L.N. Le noyau résiduel sera plus doctrinaire et moins populaire.

2 En fait, dans l'armée française, un aspirant est un sous-officier. Dans la pratique, par la promotion qui l'attend au grade de sous-lieutenant, il est regardé comme un officier.

3 L'homme qui a conçu et organisé l'opération s'appelle Mohamed Guerroudj. Il est l'un des principaux responsables communistes d'Alger. Sa famille participera à la bataille d'Alger, un an plus tard.

4 Gherab sera fait prisonnier par la suite en Oranie. Condamné à mort, il sera gracié.

5 Le 1er juillet, un communiqué des combattants de la liberté, donc du P.C.A., annonce que tous leurs groupes et organisations de la ville et de la campagne se mettent désormais à la disposition du F.L.N.

6 La Soummam, du nom de la rivière Soummam, est cette vallée majestueuse, sud-ouest nord-est, séparant la Grande-Kabylie de la Kabylie des Babors et débouchant sur la mer, à Bougie.

7 Les termes *moudjahid* et *moussabel* vont être officialisés avec le congrès. Moudjahid, pluriel moudjahidine, combattant avec une arme de guerre. Moussabel, pluriel moussebiline, supplétif avec une arme de chasse.

8 On peut s'interroger pour savoir si Abbane Ramdane a vraiment appuyé son invitation et sous quel angle il a présenté « son congrès ».

9 En avril 1956, deux conseillers de l'Union française, MM. Gorse et Begaria, rencontrent Mohamed Khider au Caire. Le 2 septembre, le même Khider, assisté du docteur Francis, de Mohamed Yazid et de Kouane, a d'assez longs entretiens avec deux émissaires officieux du gouvernement français, Commin et Herbaut. Les positions sont inconciliables : cessez-le-feu du côté français, préalable de l'indépendance côté F.L.N.

Chapitre XX

LA GUERRE
Bilan militaire. Le DC/3 de Ben Bella. Suez

Le choc peut d'autant plus se poursuivre qu'il ne fait que croître. L'insurrection, avec le milieu de l'année 1956, gagne l'ensemble du pays. L'Oranie est touchée.

Les Français donnent des coups mais ils en encaissent :

– en juillet, dans le Sud oranais, dans la région d'Aïn-Sefra, le poste de Chelaa est attaqué. Deux goumiers sont tués, huit sont enlevés avec leur encadrement européen. Presque en même temps, un convoi est massacré sur la piste d'Abiod ;

– en août, une section de la 13e D.B.L.E. en liaison de ravitaillement est prise dans une embuscade sur la très dangereuse piste qui de Ziama Mansouria mène au col de Selma. Une douzaine de légionnaires sont tués ; la ruée au canon du restant de la compagnie dégage juste à temps les survivants ;

– le 2 octobre, à 30 kilomètres d'Aflou, dans le Sud oranais encore, une unité du 1er R.I.M. tombe dans une très forte embuscade. L'ensemble du régiment intervient. Après un dur combat, 66 rebelles sont hors de combat mais, côté français, il y a quarante-sept tués, onze blessés et surtout huit prisonniers.

La liste pourrait s'allonger des revers qui, quelques jours plus tard, peuvent se transformer en succès avec la réaction des unités d'intervention. Le 12 août, dans le Hodna, les 1re et 2e compagnies du 2e R.E.P. abattent une quarantaine de rebelles et récupèrent son armement. Une exaction avait signalé leur présence dans le massif et les avait à peu près localisés. L'adage s'affirme : « Groupe repéré, groupe détruit. »

Les trois prisonniers du Hodna racontent : « On a entendu parler dans toutes les langues. On s'est dit, c'est la légion. On est foutus ! »

L'invincibilité légionnaire ! Le mythe monte et les intéressés le cultivent avec art. Il les sert aussi bien à la ville que sur le terrain[1].

Les Aurès sont là encore et toujours. Un convoi avec des appelés, du Service de santé, subit de lourdes pertes. Vanuxem se fâche et met le paquet. Pendant trois semaines près de dix mille hommes fouillent, ratissent et accrochent. Près de trois cents rebelles sont mis hors de combat. C'est bien la preuve qu'il y en a.

Cette guerre, qui s'intensifie, s'organise. Pour les Français, elle gagne en technicité. Quelques chefs ont compris que la vitesse, le plus souvent, primait. A la marche, le moudjahid surclasse le fantassin français. Sa résistance naturelle lui permet des étapes exceptionnelles[2]. Pour le rattraper, l'encercler, le dominer, l'hélicoptère s'impose très vite. Le *Sikorski* à quatre ou cinq passagers, qui montait lourdement au sommet du Chélia, est détrôné par la « banane » birotor, qui enlève, suivant l'altitude et la température de sept à dix combattants. Six hélicoptères de ce type constituent un D.I.H., un détachement d'intervention d'hélicoptères. Grâce à eux, une demi-compagnie s'enlève en une minute, se pose encore plus vite. Quant au trajet, il n'est que le saut parfois très court mais important en dénivelée de l'aire d'embarquement à la D.Z.[3].

La manœuvre est bien au point que ce soit pour un posé de recherche de l'ennemi ou un posé d'assaut si l'adversaire est localisé. A la verticale, le *Piper* d'observation tourne et surveille. *L'Alouette*[4] de commandement a reconnu la D.Z. Libellule sifflante, elle plonge dessus et largue son fumigène pour la baliser. A trente secondes, le D.I.H. s'avance, colonne par un. De part et d'autre, les T/6 d'appui[5] piquent et straffent pour en neutraliser les abords. Dans le cockpit des « bananes », parfois l'écouteur aux oreilles pour suivre l'action, entre les deux pilotes, les chefs de sticks regardent la terre monter. Ils visionnent à la hâte leur objectif. Un choc un peu rude, les roues arrière ont touché le sol. La porte latérale était déjà ouverte et les hommes sautent, fidèles aux instructions de départ. Parfois, c'est le silence. L'adversaire ne s'est pas encore dévoilé ou n'est pas au rendez-vous. Parfois, c'est le crépitement des armes automatiques. Le contact est déjà pris et d'instinct les échines se plient.

Quel instrument redoutable représentent des D.I.H. entre les mains des unités aguerries et manœuvrières comme les paras ou la légion. Des chefs le façonnent avec amour dans un souci constant de perfection, ainsi le colonel Crespin ou le commandant de Puy Montbrun, les créateurs et patrons du

G.H.2, le groupement d'hélicoptères n° 2 d'Aïn-Arnat, près de Sétif. Une certaine émulation anime les trois armes. La Marine, l'armée de l'air veulent leurs D.I.H. On verra des « bananes » frappées de l'ancre de l'aéronavale ou de puissants *Sikorski*, les *Mammouth*, pilotés par des aviateurs[6]. Mais les gars embarqués préfèrent voir les gens de l'armée de terre au palonnier.

Ils sont plus précis. Les aviateurs posent sur une zone, eux ils posent sur un point. Pour être passés par là ils connaissent le prix de quelques mètres gagnés, surtout en altitude. Par amour-propre aussi vis-à-vis de leurs anciens camarades, peut-être prennent-ils plus de risques. Ils collent pour arriver au plus près. Ainsi se forge une assez exceptionnelle fraternité d'armes. D'une opération à l'autre, on se retrouve, on se reconnaît. Parfois, la « banane » revient, une heure plus tard, chercher morts ou blessés, ceux qu'elle avait déposés. Des pilotes s'affaissent aussi, touchés à leur poste de pilotage. Le binôme hélicoptères-unités héliportées sera la grande innovation et le grand vainqueur tactique de la guerre d'Algérie.

*

* *

Si les Français s'adaptent, l'A.L.N. s'efforce aussi de s'armer et de s'équiper. L'armement est pour la rébellion le gros point noir. On se rappelle son aspect disparate des débuts de l'insurrection. Les désertions, les prises à l'armée française l'ont un peu amélioré mais il demeure insuffisant. L'apport ne peut venir que de l'extérieur et c'est la tâche, critiquée, de Ben Bella et de ses compagnons. Où et comment trouver des armes ? Il n'est que deux solutions : ou en recevoir à titre gracieux ou en acheter. La première formule a des limites. Tunisiens et Marocains sont, on l'a vu, les plus compréhensifs. Les collectes de fonds du F.L.N., en France surtout – et on découvrira par la suite comment –, permettent de recourir à la seconde. Le F.L.N. achète des armes chez les pays amis, de l'Europe centrale essentiellement.

La difficulté, une fois l'acquisition réalisée, réside en l'acheminement. Le parachutage, comme celui des Alliés durant l'occupation allemande, est quasi impossible. La couverture aérienne française veille et un parachutage implique des liaisons que l'A.L.N. n'est pas en mesure d'assurer. L'approche maritime est tout aussi délicate et la « Royale » patrouille le long des côtes. Le moindre caboteur est aussitôt repéré.

Il ne reste que le transfert sur un pays ami limitrophe, donc le Maroc ou la Tunisie et, de là, un mouvement vers l'intérieur de l'Algérie. Ainsi commence la longue route de ces armes qui, arrivées par un moyen ou un autre au-delà des frontières tunisienne ou marocaine, s'acheminent à dos d'hommes ou plus rarement de mulets, vers la Kabylie, les Aurès ou l'Ouarsenis.

Les services secrets français sont à l'affût de ces acheminements avant qu'ils n'atteignent le Maghreb. Ils ont parfois la main heureuse.

Le 16 octobre 1956, l'escorteur *Commandant-de-Pimodan* arraisonne au large des côtes oranaises, alors qu'il se disposait à piquer sur la rive marocaine, un ancien dragueur de mines, l'*Athos*. Le bâtiment était suivi depuis son départ d'Alexandrie. Le bilan de la prise est impressionnant :

– 72 mortiers,
– 40 mitrailleuses,
– 74 fusils mitrailleurs,
– 2 300 fusils,
– 240 pistolets mitrailleurs,

plus un lot considérable d'obus et de cartouches. La rébellion pouvait tripler son potentiel militaire.

C'était là une grosse mise lancée par le F.L.N. Du Maroc espagnol, elle devait être répartie vers le Tlemcénois et l'intérieur de l'Algérie.

La capture de l'*Athos* sera suivie d'actions identiques. Outre le préjudice porté à l'A.L.N., elle conforte le gouvernement dans sa conviction que derrière le F.L.N. il y a d'abord et surtout l'Egypte. L'expédition de Suez, en gestation, y trouve une justification de plus.

*
* *

Le djebel, théoriquement, appartient aux combattants, et le combat dans son âpreté y garde une certaine noblesse. Dans la rocaille ou les fourrés, c'est souvent du un pour un. Il n'en est pas toujours ainsi et le rapporter est une page noire.

Le terrorisme du F.L.N. frappe avec une rigueur impitoyable où la cruauté est fréquente :

– on se souvient de l'embuscade du col de Sakamody. Les détails sont maintenant connus sur la fin d'une famille de touristes malouins revenant de

Bou-Saada[7]. Sous les yeux du chef de famille garrotté, sa belle-mère, sa femme, sa fillette de sept ans ont été violées, puis égorgées. L'homme, le dernier, a été égorgé à son tour ;
– dans la commune mixte de Djendel, un fermier européen de Lavigerie est empalé et rôti vivant ;
– dans la commune mixte des Brazz (région de Miliana), au douar Bourrad, un ancien combattant de la Grande Guerre est retrouvé mort, attaché à un poteau, la chair arrachée avec des tenailles. Il avait payé sa fidélité à la France ;
– à Canrobert, dans le Constantinois, trois jeunes écoliers européens partis jouer chez un camarade musulman sont égorgés et leurs cadavres dissimulés dans un puits.

Ce n'est pas le propos de cet ouvrage de dresser un mémorial et de recenser les exactions et atrocités. La véracité historique impose simplement, dût-il en coûter, de rapporter certains de ces faits pour dépeindre le climat d'une guerre d'où la sauvagerie n'était pas absente.

La violence accompagne l'horreur. L'armée en campagne se considère souvent en pays conquis, à plus forte raison lorsqu'elle vient d'être traumatisée par une découverte du genre de celles précédemment relatées. Les mechtas dites rebelles s'embrasent. Les gourbis ne font qu'une torche. Le bétail est abattu ou regroupé pour améliorer l'ordinaire. Les rafales s'égayent généreusement sur les fuyards ou les apeurés terrés dans un creux. Les prisonniers sont exception. La vie humaine pèse peu au hasard du face à face. Mieux vaut tirer le premier, estiment les combattants et aucun chef ne s'insurge de ce réflexe d'autodéfense. Alors, les bavures s'additionnent. Dans ce paquet de hardes caché dans la broussaille qui peut, à première vue, reconnaître une vieille femme d'un moussebiline recroquevillé sur son fusil de chasse ?

Le sang coule, mais jamais l'armée française ne s'autorise un Oradour ou un Lidice. Femmes et enfants gardent aux yeux du soldat un caractère sacré. Les viols, quoi qu'on en ait dit, sont rarissimes. L'encadrement ne le tolérerait pas et puis la crainte des maladies vénériennes, le manque d'attrait des Mauresques prématurément usées assurent une assez large dissuasion. Les troupes, passé la première fureur vengeresse, soignent, nourrissent et veulent présenter un aspect humain[8].

Mais cette action psychologique, voulue ou naturelle, n'estompe pas les ravages causés. Les officiers S.A.S. le déplorent amèrement, eux qui se

veulent les soutiens des populations. Alors, pour éviter les erreurs, on en revient aux regroupements, aux méfaits déjà évoqués. Le bled redevient vide et n'appartient plus qu'à ceux qui ont mission de s'entre-tuer.

*
* *

L'interception de certains chefs du F.L.N., le 22 octobre 1956, relève de la suite logique de l'aide apportée aux Algériens révoltés contre la France par la Tunisie et le Maroc.

Le 21 octobre, à Rabat, Mohamed V reçoit avec éclat des responsables exilés du F.L.N. Il y a là certains chefs « historiques », membres des « neuf » : Ahmed Ben Bella, Ait Ahmed, Mohamed Khider, tous trois anciens responsables de la délégation extérieure, ainsi que Mohamed Boudiaf, qui a quitté l'Algérie peu avant le 1er novembre 1954. Le cinquième et dernier invité, le professeur Lacheraf, est moins connu. Ces cinq hommes – quatre surtout – sont les agents extérieurs de la rébellion. Ils sont les porte-parole du F.L.N. Après l'audience royale, ils doivent s'envoler pour Tunis où une conférence nord-africaine, organisée par le président Bourguiba et le roi Mohamed V, a pour objet de débattre des destinées du Maghreb et apporter sa caution au combat des Algériens.

Les services secrets français sont évidemment au courant des allées et venues de l'équipe Boudiaf-Ben Bella. Ils les suivent pas à pas. Le 22 octobre au matin, les renseignements se précisent. Les cinq Algériens, dans le courant de la journée, feront mouvement par voie aérienne de Rabat à Tunis. Le cabinet militaire de Robert Lacoste – Ducournau et Branet – s'enflamme :

« Il faut cueillir ces cinq salopards ! »

En l'absence du ministre résident en tournée dans son fief politique du Périgord, le secrétaire général Chaussade donne son accord. Le général Lorillot, commandant en chef, fait de même, suivi d'enthousiasme par la hiérarchie militaire. Le secrétaire d'Etat à la Défense, le socialiste Max Lejeune, contacté, donne également son feu vert. L'opération peut se déclencher.

Le D.C.-3 de Royal Air Maroc, qui a décollé de Rabat en fin d'après-midi, est régulièrement localisé. Après son escale aux Baléares, alors qu'il met le cap sur Tunis, le commandant de bord, qui est Français comme

l'ensemble de l'équipage, reçoit par radio d'Alger l'ordre de se dérouter pour se poser à Maison-Blanche.

Après quelques hésitations légitimes il obtempère[9]. Sur le terrain, le comité d'accueil se met en place. Robert Lacoste, de retour de son Périgord, vers 20 heures, apprend l'événement. Pratiquement, les jeux sont faits. Loyalement, le ministre résident entérine les décisions de ses subordonnés. Dans le climat de guerre et de passion qui règne à Alger, le coup à porter à la rébellion paraît trop gros pour le refuser. L'armée, la population européenne, ne comprendraient pas un contrordre émanant du représentant de la France. A 21 heures, le D.C.-3, dont les passagers sont persuadés qu'ils atterrissent à Tunis, touche la piste de Maison-Blanche. Gendarmes et services de sécurité se précipitent sur l'appareil à peine immobilisé.

A l'appel de son nom, l'ancien adjudant de l'armée française a un réflexe militaire :

– Ben Bella !

– Présent !

Menottes aux poignets et sans avoir fait usage de leurs armes, les Algériens foulent le sol de leur terre natale. Ils sont prisonniers pour près de six ans. La Santé, après les interrogatoires algérois, sera leur première étape.

Cette captivité les coupera des réalités de la guerre mais finalement les servira. Martyrs tout d'abord, ils deviendront des drapeaux par la suite lorsque les colonels de l'A.L.N. rechercheront des alliés dans ces hommes, dans un premier temps, voués à l'oubli, décriés même ! Certains de leurs compagnons, comme Ouamrane, leur reprocheront d'avoir manqué de défiance et de s'être rendus sans se battre[10].

Côté français, on exulte. Pour peu, la presse et l'opinion croiraient la rébellion décapitée et par là même condamnée. Ben Bella a eu la lucidité d'affirmer : « Cela ne changera rien ! » et il a raison.

Il y a des réserves. Guy Mollet est embarrassé de ce rapt, contraire aux règles du droit international, qui lui est imposé. Marocains et Tunisiens clament leur indignation. Mohamed V s'élève contre cette atteinte aux règles de l'hospitalité car il regardait les Algériens comme ses hôtes. Alain Savary, le ministre des bons rapports avec Tunis et Rabat, démissionne pour ne pas couvrir un acte qu'il désapprouve. Il y a, une fois encore, des séquelles tragiques. Des français sont victimes de l'exaltation marocaine : trente tués à Meknès.

Mais très vite l'affaire s'estompe. L'expédition de Suez a une autre dimension et relègue au fait divers l'arraisonnement du D.C.-3 de Royal Air Maroc. Les internés de la Santé sont oubliés. Des nouveaux venus, les Abbas, les Francis, les remplacent avec sans doute plus d'expérience politique pour conduire le combat diplomatique du F.L.N. En Algérie même, les maquisards, qui chaque jour jouent leur vie, ont d'autres soucis. L'arrestation de l'équipe Boudiaf-Ben Bella n'est qu'un épisode sans portée immédiate au plan pratique.

Il faudra du temps et de l'habileté pour transformer les captifs en martyrs d'abord, en drapeaux ensuite. A l'automne de 1956, on n'en est pas encore là.

Le débarquement de Suez, une quinzaine de jours plus tard, mérite attention dans la mesure où il témoigne de la volonté du gouvernement français, celui de Guy Mollet, de porter le fer là où il estime se trouver le cœur du F.L.N. Depuis la Toussaint 1954, l'Egypte de Nasser, par sa propagande sur les ondes de la *Voix du Caire*, par l'aide apportée – on se souvient de la cargaison de l'*Athos* –, par l'accueil réservé aux Algériens exilés, apparaît à la France comme le cerveau et le moteur de l'insurrection. Cela est vrai, mais c'est oublier ou sous-estimer les combattants de l'intérieur qui portent à bout de bras le combat. C'est donner aux réfugiés du Caire, Khider, Ben Bella, etc., une audience qu'ils n'ont pas. Le congrès de la Soummam l'a prouvé. Le vrai pouvoir du F.L.N. en 1956 est en Algérie. Il sera par la suite en Tunisie et au Maroc lorsque les combattants seront à bout de souffle.

La genèse et le déroulement de l'expédition de Suez sont connus et sortent du cadre pur de la guerre d'Algérie. La nationalisation du canal de Suez donne aux Anglais et aux Français, liés par des intérêts économiques communs sur cette voie d'eau indispensable à leur ravitaillement énergétique, l'occasion de se débarrasser d'un dictateur arabe encombrant. Israël, toujours menacé dans l'existence de son jeune Etat, y trouve son compte. Comme prévu, il déclenche l'attaque appuyé par un support logistique et aérien franco-anglais. Le 5 novembre au matin, les paras anglais et français sautent sur Port-Fouad et Port-Saïd. Le 2^{e} R.P.C. de Château-Jobert enlève ses objectifs de façon magistrale. Le 1er R.E.P., amené par mer, le rejoint. Les routes du Caire et de Suez sont ouvertes devant un adversaire en déroute. La victoire totale échappe devant la menace d'une intervention soviétique et la dérobade américaine. L'affaire,

qui aurait pu bouleverser la donne du Moyen-Orient, se termine par un fiasco.

Un fiasco lourd de conséquences. En Algérie, l'expédition a privé l'armée française d'excellentes troupes. La 10e D.P., la 7e D.M.R. sont restées immobilisées à Chypre de longues semaines, l'arme au pied, dans l'attente d'un coup d'éclat reculé à jamais. Elles rentreront de surcroît l'amertume au cœur. Bien que Guy Mollet ait été de loin l'allié le plus ferme et le plus décidé, le pouvoir civil et républicain de la IVe République ne sort pas grandi aux yeux de ses prétoriens[11].

Sur le plan politique, le bilan est autrement plus grave. Nasser, en dépit de son indiscutable défaite militaire sur le terrain, s'affiche grand vainqueur. Le nationalisme arabe, du Moyen-Orient au Maghreb, se déchaîne. Le camp occidental a reculé. Savamment exploité par la *Voix du Caire*, le repli franco-anglais apparaît comme une déroute. Ce que les Egyptiens ont fait, les Algériens peuvent le faire. Les Français doivent être rejetés à la mer. Le F.L.N. prend conscience de l'isolement français et du poids de l'intervention internationale. Il saura s'en souvenir devant l'O.N.U. et sur la scène mondiale.

L'année 1956 se termine donc mal pour la France... d'autant que sur le terrain les combats s'intensifient.

*

* *

Le 24 novembre, une petite patrouille de parachutistes coloniaux du 8e R.P.C., sous les ordres d'un vieux briscard d'Indochine, le sergent Roger Holeindre, est en « chouf »[12] sur les pentes méridionales du djebel Anoual. Enfants perdus à une quinzaine de kilomètres au sud-est de Tébessa, les paras se sont fondus dans le paysage. Les ruines d'une maison forestière leur servent d'abri et de cache. Autour d'eux tout est calme. Dans leur dos, la forêt étouffe les bruits. Face à eux, le glacis coupé des ravinements des oueds descendus de l'Anoual, laisse deviner dans les lointains les reliefs tunisiens.

La journée s'est déroulée sans incidents. Coups de jumelles aux quatre coins de l'horizon, grignotage mesuré du contenu des boîtes de ration. Pas de feu surtout. Pas de déplacements non plus hors des vestiges de l'ex-maison forestière. 16 heures. Dans moins d'une heure la nuit tombera. On

pourra se dégourdir les jambes. L'obscurité apportera sa relative sécurité et sa longue veille, car, sait-on jamais, si près de la Tunisie...

Soudain, le guetteur de service alerte discrètement son chef. Côté opposé au couchant, il distingue nettement des hommes qui progressent en file indienne le long de la lisière de la forêt.

« Ces imbéciles, murmure Holeindre, ils ne m'ont pas prévenu qu'il y avait une opération dans le coin ! »

La tête de la troupe est encore loin de lui. Il discerne mieux, aux jumelles, l'éclat d'un canon de fusil. Soudain, un doute le traverse. Et si ces hommes n'étaient pas des Français ? Pourtant, la colonne s'allonge, treillis kaki derrière treillis kaki.

Non, ce n'est pas la démarche d'une unité française. Ce n'est pas la file caractéristique piquetée d'antennes radio et de F.M. portés sur l'épaule comme une besace au bout d'un bâton de pèlerin.

Holeindre les voit mieux. A combien sont les premiers ? 150-200 mètres tout au plus. Les treillis sont un peu plus clairs que ceux de l'armée française, les rebords des casquettes plus carrés. Les visages ont le teint hâlé des gens du sud.

« Des fells ! » murmure Holeindre. Les mains se crispent sur les poignées des P.M. Quelques-uns ne vont-ils pas faire une incursion jusqu'aux murs écroulés ? Les paras, qui sont moins de dix, sont sans illusions. Non, la colonne poursuit sa marche. Elle n'en finit pas. Quatre cents hommes environ, estime Holeindre lorsque les derniers s'estompent derrière un bosquet.

La pénombre grandit. La nuit tombe vite fin novembre. Heureusement. Elle va permettre de s'éclipser. Pour Holeindre et les siens, après la tension nerveuse, le plus dur reste à faire : rejoindre Tébessa et rendre compte. Le plus sûr sera encore de dévaler jusqu'à la route Tébessa-El-Ma-El-Abiod en évitant la forêt. Dans l'obscurité, en plein terrain découvert, ils risquent moins une mauvaise rencontre.

Il est plus de 3 heures du matin lorsque le groupe Holeindre rejoint Tébessa. Il marche depuis neuf heures, nerveux, tendu, aux aguets. Sur la route, au passage du col, il a écopé de quelques coups de fusil du poste français. Impossible de se faire reconnaître des sentinelles effarouchées par ses coups de lampe intempestifs.

A l'état-major, la première réaction est le doute. Ce n'est pas possible. Les services de renseignements l'auraient su ! Mais Holeindre se fait pressant.

On le connaît. Gai luron au cantonnement, mais combattant chevronné. Au Tonkin, il a vu déferler les vagues « viets ». Il sait ce dont il parle. Ce ne sont pas des ombres qu'il a vues progresser à portée de son P.M.

Dès l'aurore, deux régiments paras de la 25e D.P. convergent vers la ville en soutien de celui qui y est et qui lance de nuit son commando[13] à la recherche de l'ennemi.

Qui se doute que la guerre d'Algérie, sur le plan militaire, vient pour de longs mois de changer de visage ? L'homme qui dirige la colonne qui a défilé devant Holeindre s'appelle Chérif Mahmoud. C'est un ancien lieutenant de l'armée française, où son frère est capitaine des spahis. Ce fils d'un légionnaire autrichien marié à une musulmane a plus les traits d'un enfant du Tyrol que ceux d'un natif de Chéria, ce bourg poussiéreux au sud de Tébessa. Il n'en est pas moins profondément nationaliste. Il a milité à l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas avant de rejoindre le front, où ses antécédents militaires l'ont mis en avant.

Avec quatre cents hommes bien équipés, il arrive de Tunisie pour frapper un grand coup : prendre une ville française. Cette ville, ce sera Tébessa. Déjà, il regroupe les siens dans les couverts de l'Anoual, qui dominent la ville. La forêt, qui arrive au bord de la cité, dissimulera son monde et son approche. Quel feu d'artifice attend l'antique Théveste !

L'intervention des paras de la 25e D.P., un combat incertain d'un jour et deux nuits écarteront le danger d'une occupation même limitée de Tébessa. Spectacle inédit, pendant de longues minutes, le lent crépitement d'une vieille mitrailleuse Hotchkiss française accompagnera la ressource des deux P.47 d'appui. Le lendemain, on retrouvera un tas de douilles, mais l'arme sera repartie là d'où elle était venue. En Tunisie.

Une nouvelle page se tourne. La bataille des frontières s'engage grâce aux éléments venus de Tunisie ou du Maroc. Elle va durer avec acharnement pendant plus de deux ans. D'elle dépendent la survie et le développement de l'A.L.N. de l'intérieur.

---

1 Le légionnaire est volontiers un peu vantard. On l'entendra dans les terrasses conter, devant un auditoire ébahi et admiratif, comment il est monté à l'assaut au cri de « Camerone » ! La réalité, au fond, méritait peut-être un peu cette emphase.

2 Des bandes seront retrouvées après avoir effectué 60 à 70 kilomètres dans la nuit.

3 Vieux terme d'origine anglaise des troupes aéroportées. *Dropping zone* – zone de saut. La chasse au franglais le transformera progressivement en Z.S., zone de saut.

4 Hélicoptère léger de liaison et d'observation.

5 Les T/6, avions écoles, de fabrication américaine, monomoteurs à hélice de faible vitesse sont d'excellents engins de reconnaissance et d'appui feu. Un seul défaut pour les troupes au sol : leur vacarme rendant inaudible les liaisons radio.

6 L'armée de l'air mettra aussi en œuvre un engin efficace le *Mammouth*, armé d'une mitrailleuse lourde de 12,7. La puissance de cette arme permettra de réaliser des cartons impressionnants en « stationnaire » sur l'objectif. Le système sera repris et amélioré par les Américains en Indochine.

7 Rapport confidentiel d'autopsie de l'hôpital Mustapha d'Alger et interrogatoire d'un des coupables arrêtés par la suite.

8 Que d'accouchements seront réalisés par les médecins des unités en opérations !

9 La chasse de nuit était en alerte pour « au cas où ».

10 Ils étaient effectivement armés. C'eût été évidemment un suicide.

11 Souvenir tangible de Suez, la 10^{e} D.P. gardera ses véhicules peints couleur sable, petite touche qui la distinguera et à laquelle elle tiendra par rapport au commun de l'armée française. Ce détail n'échappera pas aux Algérois. Il servira à l'occasion.

12 « Chouf », terme arabe, guetteur. D'où, en jargon militaire, « chouffer », observer en restant camouflé.

13 Lieutenant de Peretti, qui sera tué trois mois plus tard au djebel Kifene.

Chapitre XXI

UN NOUVEAU CHEF : RAOUL SALAN
L'affaire du bazooka

Cette bataille, ainsi que d'autres, une nouvelle tête est désignée pour la conduire.

Promu chef d'état-major de l'armée de terre, le général Lorillot regagne Paris. Ce soldat austère et lointain n'a pas marqué ses troupes, qui, dans leur quasi-totalité, ignoraient son nom.

Arborant cinq étoiles toutes neuves, celui qui le remplace le 1er décembre 1956 n'est pas un inconnu pour les militaires de carrière. Raoul Salan, le « Mandarin », le « Chinois », nouveau commandant interarmées, s'avance, drapé dans une nébuleuse asiatique qui dissimule une personnalité difficile à saisir, il est vrai.

Qui est donc Raoul Salan, appelé à devenir l'un des protagonistes essentiels de la guerre d'Algérie ? Enfant du Tarn, né à Roquecourbe juste à la fin du siècle dernier, il arrive à cinquante-sept ans en pleine force physique et intellectuelle.

Il est tout d'abord un soldat heureux et ce par son seul mérite. Colonial, sitôt terminées la Première Guerre mondiale et la campagne de Syrie, il fait un très long séjour en Indochine, pays qui le fascine. Colonel à la Ire armée en 1944, de Lattre le distingue, lui donne une division et ses étoiles à quarante-cinq ans. Leclerc le prend avec lui pour le retour de la France en Extrême-Orient. De Lattre, pendant son proconsulat indochinois, l'emmène. Il sera son adjoint, puis son successeur comme commandant en chef en 1952 et 1953.

Soldat courageux, ses titres de guerre le présentent comme l'officier le plus décoré de l'armée française. Il a, il est vrai, une plaquette impressionnante sur le côté gauche n'ayant jamais hésité à payer de sa

personne, surtout dans ses interventions souvent scabreuses par voie aérienne sur le front du Tonkin.

Tacticien avisé, il a flairé le piège vietminh de Vinh-Yen. Ses risques à Ngia-Lo étaient calculés. Il a su évacuer Na-San à temps. Il n'aurait point risqué Dien-Bien-Phu.

Politique, il a, avant la Seconde Guerre mondiale, été durant quelques mois au cabinet de Georges Mandel. Il a négocié avec les Chinois en 1945, puis surtout avec le nouveau gouvernement vietminh en 1946. Il a personnellement conduit Hô-Chi-Minh aux négociations de Fontainebleau. Avec Leclerc, il a vu Thierry d'Argenlieu et les ministres français précipiter la France dans une guerre sans fin en Extrême-Orient.

C'est donc un chef d'expérience rompu aux plus hautes charges. Il sait parfaitement combien le militaire est tributaire de l'homme politique et combien les décisions parisiennes peuvent interférer à des milliers de kilomètres.

Honnête homme, assurément. Il ne s'est point enrichi au fil de ses commandements. Il n'est point de ceux ayant trempé dans un trafic de piastres quoi qu'en disent des mauvaises langues. Son traitement lui suffit. Il a prouvé sa rigueur morale en conservant près de lui et en ramenant en France son fils Victor, métis.

L'officier général aux tempes argentées, toujours soigné, cache derrière son port altier une grande timidité et une non moins grande sensibilité. Sa réserve profonde le dessert. Il est jugé secret, distant, insaisissable, d'où cette épithète de « mandarin » qui le précède. Il renferme en lui-même les coups reçus et les éprouve douloureusement. Il sera à jamais frappé par l'attentat perpétré contre lui par les hommes de Michel Debré et qui tuera un membre de son cabinet, le commandant Rodier. Il s'explique mal une telle hargne entre Français.

Evoquant certains de ses comportements, certaines de ses réactions, quelques-uns de ses familiers avancent l'influence de son épouse à laquelle il est très attaché. Il est de fait que Mme Salan, ancienne infirmière à la I^{re} armée, a une personnalité accusée. Compagne fidèle, elle est toujours aux côtés de son mari et le suivra dans la clandestinité et l'adversité. Qui pourra jamais peser le poids exact de ses opinions et de ses interventions ?

Tel apparaît le nouveau commandant en chef. Il a du métier, du talent. Il n'a point la carrure des grands de la Seconde Guerre mondiale : Juin, de Lattre, pour ne point citer de Gaulle. Fidèle serviteur de son pays, il lui

manque le rayonnement et le style que d'autres ont su se créer. Son action s'en ressentira.

Pour le situer pleinement il faut peut-être se projeter quelques années en avant. L'homme apparaît à nu. Le putsch des généraux du 22 avril 1961 vient d'échouer. Raoul Salan est quasiment seul, traqué. Il pourrait se rendre, il pourrait, comme d'autres, fuir à l'étranger. Non, il reste. Il est trop avisé pour méconnaître les risques et surestimer ses chances. Il les sait infimes. Pourtant, il poursuit et devient le chef de l'O.A.S. La conduite de Raoul Salan est celle que lui dicte son sens de l'honneur dans une affaire où il se sent engagé par deux ans de commandement et de responsabilité en Algérie.

*

* *

Le 16 janvier 1957, un peu avant 19 heures, une explosion ébranle l'état-major de la X^{e} région militaire, place Bugeaud. Deux obus de bazooka, tirés d'un immeuble en vis-à-vis, viennent de frapper l'étage où travaille le général Salan. Le commandant en chef a quitté son bureau, quelques minutes auparavant, pour rejoindre Robert Lacoste. Il est donc hors du champ ; en revanche, dans la pièce voisine, un membre de son cabinet, le commandant Rodier, est tué sur le coup, déchiqueté par l'un des deux projectiles. Assis à sa table de travail, Raoul Salan eût connu le même sort.

L'enquête progresse assez vite. La technicité de l'opération écarte le F.L.N. L'origine de l'attentat se situe dans certains milieux européens, regardés comme extrémistes, de l'Algérie française. Les principaux organisateurs et auteurs reconnus s'appellent : le docteur René Kovacs, Philippe Castille, Michel Fechoz. Arrêtés, ils ne nient pas les faits, bien au contraire. Ils se présentent en patriotes ayant agi à l'instigation de quelques personnalités. Ils citent le général Cogny. Ils déclarent avoir voulu se débarrasser d'un homme qui ne leur paraissait pas un garant suffisant de l'Algérie française.

Les lenteurs de la justice aidant, le changement de régime en mai 1958 arrivera dans une procédure en partie enlisée. Un procès, expédié, condamnera les inculpés sans aller au fond des choses.

Que s'est-il exactement passé ? Qu'y a-t-il derrière les deux coups de bazooka ? Le général Salan ne démêlera l'écheveau que progressivement.

En 1958, après le 13 mai, deux interventions le mènent sur la piste. Le colonel de Boissieu, gendre du général de Gaulle, lui demande de la part de Michel Debré, devenu garde des Sceaux du gouvernement de Gaulle, de « ne pas insister pour que le procès du bazooka vienne à l'audience ». Même requête, un peu plus tard, de Christian de La Malène, un proche du même Michel Debré. Salan commence à percevoir la vérité. Il estimera l'approcher deux ans plus tard.

A Madrid, général en exil, il retrouve Castille et Fechoz, libérés de la prison Barberousse dans le tumulte des Barricades. Castille, fidèle à ses convictions Algérie française, se prépare à se battre dans l'O.A.S. et se place sous les ordres de celui qu'il voulait naguère assassiner. Il révèle ce qu'il sait. La trame de l'affaire se remonte dès lors aisément dans l'esprit de l'ancien commandant en chef.

En 1957, général républicain, Raoul Salan n'apparaît pas susceptible d'emboîter le pas à ceux qui aspirent à renverser le régime et rappeler le retraité de Colombey. Le général Cogny, commandant supérieur au Maroc, et dont l'ambition n'est pas la moindre qualité, peut être l'homme de la situation. L'idée de manœuvre est simple : éliminer Salan, le remplacer par Cogny tout acquis, disposer ainsi à Alger d'une autorité capable d'entraî-ner l'armée et d'intervenir sur le cours des événements. Cette thèse est plausible. Les événements l'ont vérifiée. Par son « Vive de Gaulle », le 15 mai 1958, le général Salan a ouvert les portes au retour du gaullisme.

La conviction de Salan est faite. L'homme et l'équipe qui ont fomenté ce plan, qui ont provoqué mort d'hommes, s'appellent Debré et les siens. Devenu chef de l'O.A.S., Salan ne mâchera pas ses mots à l'ancien rédacteur du *Courrier de la colère* devenu Premier ministre : « Je vous désigne nommément comme l'assassin du chef de bataillon Rodier. »

Les jurés du tribunal militaire, lors du procès Salan en 1962, épouseront-ils cette thèse ? Ce n'est pas impossible. Les déclarations embarrassées de certains témoins, la déposition sans ambiguïté d'un haut magistrat militaire, le général Gardon, qui confirme l'intervention de Christian de La Malène, ne seront pas insensibles aux jurés[1]. L'un d'entre eux, le professeur Pasteur Vallery-Radot, précisera au général Salan : « Cela vous a beaucoup servi... » Effectivement, puisque l'accusé bénéficiera de circonstances atténuantes l'éloignant de la peine capitale.

Dans ses Mémoires, Raoul Salan énoncera à nouveau ses convictions :

« Le complot du bazooka, point de départ du 13 mai 1958, avait pour origine un groupe politique, derrière lequel se profilait la haute et énigmatique figure du général de Gaulle et qui gravitait autour de Michel Debré et de ses amis[2]. »

---

1 « Pourquoi frapper un homme, même s'il a couvert des crimes par patriotisme alors que d'autres avant lui en ont commis par ambition politique ? »

2 Ce jugement est aussi celui de François Mitterrand, garde des Sceaux au moment des faits et qui écrivait, le 8 mai 1962 : « Un incroyable hasard a voulu que Salan fût la première victime désignée par le clan qui portera devant l'Histoire la responsabilité d'avoir déclenché la guerre civile, en ordonnant de tirer au bazooka, un jour de janvier 1957, sur le commandant en chef de notre ancienne Algérie. »

Chapitre XXII

LA BATAILLE D'ALGER

Le nouveau commandant en chef, qui a par miracle échappé à la mort, n'a pas hérité d'une situation privilégiée. Alger n'est pas une garnison fin de carrière. La guerre est dans le bled et le terrorisme frappe la ville. Celui-ci est devenu le fléau n° 1, apportant depuis l'été son cortège de deuils et de colères.

Les bombes explosent maintenant en plein cœur des quartiers européens. Le 30 septembre, elles éclatent au « Milk bar », rue d'Isly, face au bureau du général Lorillot ainsi qu'à la « Cafeteria » rue Michelet. Trois morts, cinquante blessés, surtout des jeunes. L'enquête, par la suite, apprendra que quatre femmes ont posé les engins : Djemila Bouarra, Zoubida Fadila, Zahia Kersfallab et une Européenne, Danièle Minne, fille de deux militants communistes, les époux Guerroudj. Le 12 novembre, d'autres bombes explosent dans un autobus algérois, au « Monoprix » de Maison-Carrée, à la gare d'Hussein-Dey. Il y a trente-six victimes, dont nombre d'enfants. Le 14 novembre, un Européen, le communiste Fernand Yveton, est arrêté à l'usine « Hamma Gaz ». Il était détenteur d'une bombe à retardement amorcée pour le soir même à 19 h 30. Il reconnaît l'existence d'une seconde, qui ne peut être immédiatement localisée mais qui n'explosera pas.

La fin d'année est sinistre. Le couvre-feu limite les sorties et les déplacements des fêtes de Noël. Le 27 décembre, Amédée Froger, maire de Boufarik, est abattu dans la matinée, non loin de son domicile, rue Michelet. C'est une personnalité notoire – il était président de l'interfédération des maires d'Algérie – qui est visée. Ses obsèques déclenchent l'émeute de la vengeance. Le communiqué officiel annonce six morts musulmans. Jean-Jacques Susini, le futur chef O.A.S., témoin oculaire, en avancera quatre cents. C'est dire le déferlement de haine et la passivité policière.

Ce déferlement de haine raciale s'est déjà manifesté. Le 10 août, trente kilos de cheddite, placés par des contre-terroristes, ont fait sauter un bloc d'immeubles dans la Casbah. Le F.L.N. a déclaré soixante victimes, les pompiers quinze.

Le 6 janvier 1957, Lacoste annonce à Salan sa décision. Il donne à la 10e D.P. de Massu, qui vient de rentrer de Suez, les pouvoirs voulus pour débarrasser Alger du mal qui le ronge. Aux militaires d'intervenir. L'habituel cloisonnement, pour ne pas dire la rivalité entre grands services de police, D.S.T., P.R.G., P.J., etc., a démontré son inefficacité. Seuls des moyens puissants et surtout une tête unique et ferme peuvent briser l'action terroriste. Les civils reconnaissent ainsi leur impuissance et passent la main. Ce qu'on appellera la bataille d'Alger s'engage.

Il y avait plusieurs mois qu'Abane Ramdane avait décidé de porter la guerre en ville et de frapper la population européenne. Pour le F.L.N., il s'agissait d'abord de représailles aux sévices subis par les Algériens dans le bled. Il s'agissait aussi et surtout de montrer sa détermination et de s'imposer par tous les moyens disponibles. Les Allemands pilonnaient Londres ou Coventry. Les Alliés écrasaient Dresde ou Hambourg. Le F.L.N., dans la logique de son action et de ses possibilités, lançait ses tueurs avec grenades et plastic.

Les deux adversaires en présence ont des forces théoriquement bien dissemblables mais, dans les deux camps, les vrais acteurs seront relativement peu nombreux. Le courage, la détermination, l'intelligence y joueront un rôle essentiel.

Le F.L.N. est à la fois fort et faible. Le C.C.E. a créé la Z.A.A., la zone autonome d'Alger, qui comprend la ville et sa banlieue et l'a confiée à l'un des siens, Ben M'hidi. Celui-ci dispose d'environ 1 200 hommes armés, comme toujours, de manière hétéroclite et de valeur inégale. Tous ces militants sont courageux, ils n'ignorent rien des risques pris en ralliant le Front, mais rares sont ceux qui ont les capacités morales et techniques nécessaires pour pratiquer l'action terroriste. Yacef Saadi et Mokhtar Bouchafa ont constitué de bonnes équipes, enrôlant même des femmes, mais les réseaux du F.L.N. manquent de spécialistes dans l'art des explosifs. Leurs engins, leurs dispositifs pyrotechniques auront toujours un petit côté artisanal, ce qui ne les empêchera pas d'être meurtriers.

En revanche, sur Alger, puisque c'est là que l'essentiel va se jouer, les complicités sont abondantes. Au fil des mois le F.L.N. a pris en main la

population musulmane. Elle est en majeure partie sous sa domination, surtout dans les quartiers où les Européens ne résident pas. La configuration urbaine autorise de véritables zones-refuges difficiles à pénétrer, comme la Casbah ou les bidonvilles de la périphérie. En revanche, le grand brassage de la vie économique permet à tout Algérien ou Algérienne de circuler dans toutes les artères sans être automatiquement repéré. Un poseur de bombes peut parfaitement se dissimuler sous l'apparence d'un honnête travailleur. La contrepartie terrible et raciste est évidente : tout musulman devient suspect.

De l'autre côté, il y a Massu, son état-major, Godard, Trinquier et cinq régiments paras, soit six mille hommes environ. Il y a aussi le 9e zouaves, qui s'occupe de la Casbah, et les forces traditionnelles de police, compagnies de C.R.S. en particulier.

Il existe enfin une milice européenne, mise sur pied par le général Cherrières, les U.T., les unités territoriales. Les anciens de 39/45, ceux d'Italie, ou des Vosges, ont été regroupés en bataillons et compagnies. Mobilisés quatre à cinq jours par mois, ils constituent une troupe bon enfant de gardiennage et de protection. Les plus résolus se retrouvent dans l'U.T.B., l'unité territoriale blindée sous le commandement du capitaine Léger et de son adjoint, le lieutenant Kerdavid. Ces cent quatre-vingts hommes, avec quatre chars et un half-track, participent aux opérations militaires et constituent un peu le fer de lance de ces U.T. Tous ces pères de famille, revenus sous l'uniforme, ont une organisation officielle et une arme. A ce titre, ils sont une force gardienne de leur communauté originelle même si, au sommet, leur chef est un colonel d'active, le colonel Thomazo, aux ordres de l'autorité militaire.

Pour Massu et les siens, il s'agit de contrer un ennemi inconnu et invisible. On est loin de la guerre traditionnelle face à un adversaire plus ou moins localisé ou repéré. L'expérience de la Résistance pour certains, de l'Indochine pour d'autres, interviendra. Pour le reste, il faudra innover. Les hommes forts s'appellent Ben M'hidi, Yacef Saadi, Ali la Pointe, Mokhtar Bouchafa pour les Algériens, Godard, Trinquier, Bigeard, Jeanpierre, Meyer pour les Français. A l'échelon supérieur le C.C.E., exilé, n'interviendra plus. Salan et Massu couvriront, Lacoste protégera[1].

Ben M'hidi et les siens connaissent leurs objectifs. Ils n'ont du reste que l'embarras du choix pour frapper. Leur souci : des hommes efficients, des moyens, des caches. L'expérience démontrera que les réseaux démantelés ne pourront plus se reconstituer. Un terroriste déterminé et capable est plus

difficile à forger qu'un moudjahid digne et valeureux. Massu et Godard doivent dénicher leur adversaire. Dans une ville comme Alger, par-delà les barrages, les contrôles, les fouilles, il faut savoir. Savoir signifie être renseigné.

Quelques années plus tard, un ancien officier du 1er R.E.P. ne mâchera pas ses mots :

« En langage militaire, cela s'appelle faire du renseignement... En français, cela s'appelle torturer[2]. »

Sachant ce qui va advenir, Jeanpierre, l'ancien résistant, l'ancien déporté, rassemble les officiers du 1er R.E.P. Il est sibyllin mais net :

« La mission qui nous est confiée sort du cadre de nos missions habituelles. Les ordres reçus seront à exécuter. Que ceux qui ne sont pas d'accord pour qu'il en soit ainsi se retirent ! »

A la légion, la discipline à la jésuite, *« Perinde ac cadaver »* (Obéis comme un cadavre !) double le képi blanc et la cravate verte. Nul ne renâcle devant les propos du colonel.

Après quoi les officiers du 1er R.E.P., comme leurs autres camarades, seront unanimes :

« C'était un sale boulot. Mais il fallait le faire. »

Un sale boulot pour un porteur d'épaulettes, car Jeanpierre, plus prolixe par la suite, exigera que les officiers français et non les légionnaires étrangers, fassent eux-mêmes ce mauvais travail. Les chefs de section, les commandants de compagnie doivent donc se salir les mains, c'est-à-dire tourner la « gégène »[3] pour le menu fretin de base du moins, car les officiers de renseignements du régiment se chargent du gros « poisson ». Bigeard, toujours riche en formules à l'emporte-pièce, dira d'expérience :

« La bataille d'Alger, c'est de la m... et du sang ! »

Le recours à ces méthodes ne plaît pas et chacun a hâte de retrouver l'air pur des djebels, mais, curieusement, les problèmes de conscience se posent peu. Le père Delarue, l'aumônier de la 10e D.P., a donné sa caution et une absolution collective et anticipée.

« Entre deux maux, faire souffrir passagèrement un bandit et, d'autre part, laisser massacrer des innocents, il faut sans hésiter choisir le moindre : un interrogatoire sans sadisme mais efficace. »

Chacun a compris la signification d'un interrogatoire « efficace ».

Les paras, sur le fond, s'ils respectent les moudjahidine qui parfois leur dament le pion sur les pitons, n'ont que piètre estime pour les poseurs de

bombes. Ils ne sont pour eux que gibier vil et nocif. Ils n'acceptent pas les bombes qui frappent aveuglément Européens et musulmans, souvent mêlés. Ce mépris explicite bien des comportements, même si parfois un rebelle arrêté échappe à ce jugement sommaire.

*

* *

Sitôt investi de ses nouvelles fonctions policières, Massu plaque ses unités sur le terrain et quadrille la ville et sa banlieue. Le 2e R.P.C. de Fossey-François, qui a remplacé Château-Jobert, a Hussein-Dey, le 1er R.E.P. de Jeanpierre, le Clos-Salambier, le 3e R.P.C. de Bigeard, Bab-el-Oued et El-Biar, le 1er R.C.P. de Meyer, la Casbah. En fait, les régiments tourneront avec une certaine relève opérationnelle pour les aérer un peu. On retrouvera ainsi Jeanpierre dans la Casbah à l'automne. Une Casbah où stationnent également le 9e zouaves non sans difficultés ni mérite.

Dès leur entrée en action, les paras, suivant l'expression de l'un d'eux, « mettent le pied dans la fourmilière ». Effectivement, ils vont déranger et sans ménagement. Munis, en dépit de quelques réticences des services intéressés, des fichiers traditionnels de la police, ils arrêtent et interrogent tous ceux qu'un titre ou un autre permet de suspecter de nationalisme. S'ils ne participent pas, ils savent ! Ainsi des centaines, voire des milliers d'individus passent aux interrogatoires. Les langues se délient plus ou moins suivant les cas. Des indices se recoupent. Des filières se précisent. Des repères s'identifient. Une arrestation motivée en déclenche une autre. L'organigramme du F.L.N. sur la zone autonome d'Alger se cadre et se remplit. Les identités des chefs ressortent. Très vite, l'adversaire perd son ombre diaphane. Godard et les officiers de renseignements savent qui ils ont face à eux, leurs habitudes et leurs méthodes. En quelques semaines, les résultats tombent : terroristes arrêtés, stocks de bombes démantelés, armes saisies.

Les hommes du F.L.N. n'ont pas attendu pour réagir. Le 26 janvier, des bombes éclatent encore dans le centre ville : à l'« Otomatic », à la « Cafétéria », au « Coq Hardi ». Cinq Européens sont déchiquetés. Il y a quarante blessés. On saura par la suite que là encore des femmes sont intervenues : Samia Lakhdari, Djemila Bouhired, Zohra Drif. Le 10 février, deux nouvelles bombes explosent dans les tribunes des stades d'El-Biar et

du Ruisseau : onze morts et cinquante-six blessés. Trois musulmans sont lynchés par la foule déchaînée. Le lendemain, Lacoste, inflexible en dépit de l'intervention de Mgr Duval, laisse guillotiner trois condamnés : le communiste Yveton, Mohamed Ouennoure, Ahmed Lakhneche. Les trois suppliciés meurent au cri de « Vive l'Algérie libre ! ». En une quinzaine, il y aura ainsi seize exécutions.

Pour prouver son influence, le F.L.N. déclenche, fin janvier, une grève générale. Les paras la brisent par la force. Les travailleurs sont requis. Les rideaux des commerçants sont levés avec les treuils des Dodge ou des G.M.C. Apeurés, leurs éventaires offerts à tout venant pour les récalcitrants, les boutiquiers ouvrent leurs échoppes. Pour le F.L.N., c'est une perte de prestige, tout comme la grève scolaire qui n'obtient pas plus grand succès. Le mythe para et la crainte qu'il inspire commencent à pénétrer la ville.

Dans les camps de la périphérie, à Beni-Messous en particulier, les internés s'entassent. Le F.L.N. a perdu plusieurs milliers de militants, tués ou arrêtés. Ceux qui le peuvent s'éclipsent vers la sécurité très relative des maquis. Le C.C.E., pour retrouver sa liberté d'action annihilée par le quadrillage, doit, en février, quitter Alger. Abane Ramdane et ses compagnons s'exilent. Ben M'hidi reste seul. Il ne va pas tarder à tomber dans le dispositif préventif mis en place par le colonel Trinquier, l'un des adjoints de Massu.

Trinquier, l'un de ces paras qui se sont fait un nom en Indochine[4], a conçu une structuration horizontale d'Alger et de sa banlieue. Il a découpé l'ensemble en quartiers, îlots, immeubles. A l'intérieur, chaque habitant est répertorié. Des responsables désignés doivent signaler tout mouvement, départ comme arrivée. Ainsi tout nouveau résident est-il immédiatement déclaré. Européens et musulmans sont requis pour cette surveillance constante qui se dénomme D.P.U., dispositif de protection urbaine. Presque imparablement, les inconnus tombent dans ses filets.

Ben M'hidi sera un de ceux-là. Il a cru, après un long séjour dans la Casbah, pouvoir trouver un refuge plus sûr en ville européenne. D'autres chefs F.L.N. l'ont déjà fait grâce à des sympathisants. Le 23 février, un responsable d'immeuble communique une présence nouvelle et inconnue. Un officier de Bigeard et quelques paras, accourus pour vérifier le renseignement, prennent au gîte le chef de la zone autonome d'Alger. Cet adversaire farouche et déterminé inspire le respect à ses gardiens mais il n'y gagne pas l'impunité. Bigeard l'interroge longuement et le rend à Meyer.

Quelques heures plus tard, il est exécuté par le capitaine X... et une section du 1er R.C.P. Le comité des « six » a perdu un membre de plus.

Après ce coup et les vagues d'arrestations qui ont débouché sur les quantités importantes de matériel saisi, Salan et Massu pensent la partie gagnée et desserrent leur étreinte. Des régiments paras repartent pour les djebels, d'autant que leurs méthodes, si efficaces soient-elles, provoquent des remous.

Paradoxalement la voix qui s'élève pour protester et qui aura au début le plus d'impact, même si elle n'est pas tout à fait la première, est celle d'un militaire, para lui-même, général en renom, compagnon de la Libération, Paris de Bollardière. Muté en métropole pour ses prises de position devant la « tactique Massu » à Alger, il laisse publier par l'hebdomadaire *l'Express* une lettre où il reprend les réserves et les critiques qu'il a exprimées en Algérie à ses supérieurs.

De Bollardière, à moyen terme, brisera sa carrière. Pour ses pairs, il a le tort de révéler ouvertement ce que tout le monde sait, ce que tout le monde pratique. La torture est née du besoin de savoir bien avant la bataille d'Alger. Celle-ci, par l'avancée de la capitale sur la scène politique et l'audience de certaines victimes, n'a fait que déchirer le masque. La torture, à des échelles variables, les officiers de renseignements, les chefs de poste, les commissariats civils l'utilisent. Dans les secteurs ou les quartiers, les responsables du 2e bureau ont leurs équipes spécialisées. La hiérarchie ne l'ignore pas. Comme à Alger elle couvre, elle étouffe. Les généraux, les colonels sont pleinement au courant tout comme les fonctionnaires civils, préfets ou administrateurs. Rares sont ceux qui renâclent ou interdisent. Le silence pudique est de règle.

A Chekfa, en Petite-Kabylie, durant les opérations « Pierres précieuses » de l'hiver 1959-1960, le colonel commandant le Xe régiment a sa chambre-bureau dans une pièce jouxtant le local de l'officier de renseignements. Il ne peut rien ignorer de ce qui se passe au-delà de la mince cloison. Parfois il entrouvre la porte et interroge : « Alors, qu'est-ce qu'il raconte de beau, votre gars ? »

Un an plus tard, son successeur, un lieutenant-colonel, fait exécuter, le 28 mars, trois prisonniers rescapés d'un très dur combat l'avant-veille dans l'Amar-Kraddour, au sud du massif de l'Aurès. Illustration entre mille de pratiques devenues courantes et dont personne ne s'insurge, hormis de Bollardière et certains milieux.

Pratiques d'autant plus courantes qu'elles se sont officialisées. Les D.O.P., détachements opérationnels de protection, créés à cet effet, sont en toute légalité les exécuteurs des basses œuvres. Ce sont de petites équipes, très mobiles, avec interprètes, pour obtenir des renseignements des captifs. La terreur qu'ils inspirent aide souvent à faire parler : « Je vais être obligé de te filer au D.O.P.! »

Ces prisonniers, quelquefois en mauvais état, peuvent être encombrants. Ne risque-t-on pas aussi, avec l'indulgence des tribunaux, de les retrouver une arme à la main ? Le raisonnement conduit tout naturellement, à la tombée de la nuit, à des missions spéciales. Une jeep ou un dodge s'éloigne discrètement. Une rafale de P.M. claque dans un fond d'oued ou en lisière de forêt. Dans quelques jours, les chacals auront éliminé tout vestige[5]. C'est la « corvée de bois », pratique secrète mais réelle dans une guerre où la justice depuis fort longtemps a renoncé à se faire entendre.

Tout cela, derrière de Bollardière, commence à transpirer. Des journalistes, des écrivains s'en emparent avec des mobiles divers. Il est des consciences sincères, troublées et choquées. Il en est d'autres pour lesquelles tout est bon à saisir pour salir la France et son armée. Le suicide, le 23 mars, dans des conditions discutées, d'un Algérien connu, M^{e} Ali Boumendjel, provoque d'autres étincelles.

Juin relance le terrorisme que le commandement avait cru moribond. Le 4 juin, boulevard Bugeaud, des bombes placées dans des lampadaires explosent au milieu de la foule attendant le trolleybus. Dix morts, dont trois enfants, quatre-vingt-douze blessés. La majorité sont des musulmans. Le 9 juin, au casino de la Corniche, nouvel attentat visant la jeunesse algéroise européenne venue là pour danser. Huit morts, quatre-vingt un-blessés.

Auparavant, l'affaire dite du Ruisseau, dans le quartier de Belcourt, à l'est d'Alger, avait vu un flot de sang. Le 17 mai, un jeune para est tué, un autre blessé par un terroriste. Les camarades des victimes font – dit le communiqué officiel – vingt-six morts et vingt blessés musulmans, tous ramassés au hasard sur les lieux de l'attentat.

Devant les réalités de la situation, Lacoste va plus loin. Le 11 juin, il donne à Massu les pleins pouvoirs. Le commandant de la 10^{e} D.P. devient ainsi le seul et vrai chef civil et militaire d'Alger. Godard, qui, entre-temps, a été promu commandant du secteur Alger-Sahel, a les mains libres. Les régiments paras en opération sont rappelés.

Dès lors, c'est une lutte à mort pour traquer les équipes de terroristes qui sont parfaitement ciblées. Yacef Saadi, Ali la Pointe sont plus que jamais les hommes à abattre à tout prix.

Dans leur chasse, les paras ont la surprise de trouver en face d'eux des Européens. Ils découvrent les connivences d'individualités, religieuses, politiques ou universitaires. L'archevêque d'Alger, Mgr Léon-Etienne Duval, à qui le congrès de la Soummam a voté un satisfecit soulignant « l'attitude réconfortante de l'archevêque se dressant courageusement et publiquement contre le courant et condamnant l'injustice coloniale »[6], est de ceux-là avec quelques-uns de ses prêtres. Il y a aussi le maire d'Alger, Jacques Chevalier, qui héberge des responsables[7] F.L.N. Des Européens, chrétiens dits progressistes ou communistes, ont partie liée avec la rébellion. Certains, comme les époux Chaulet, peuvent à temps fuir à l'étranger, d'autres sont arrêtés.

La grosse affaire éclate avec l'interpellation de Maurice Audin et d'Henri Alleg. Le premier est un jeune professeur de l'université d'Alger. Le second appartient à l'équipe d'*Alger républicain*, le quotidien communiste d'Alger interdit depuis 1955.

Le 11 juin 1957, Audin est arrêté par les paras. Il ne sera jamais retrouvé. Officiellement, il s'est évadé sur le boulevard du Télemly et sa trace s'est perdue. De fait, il a été liquidé par le 1er R.C.P.[8]. Henri Alleg est plus chanceux. Il échappe par miracle à la rafale du sergent-chef qui devait l'exécuter. Interné à la prison Barberousse, il rédige en secret un livre qui, sous le titre *La Question*, sera à sa sortie un violent réquisitoire contre l'armée et ses méthodes.

L'incertitude sur le sort de Maurice Audin provoque, sous l'impulsion d'un professeur d'anglais du prytanée militaire de La Flèche, Cahen, la création d'un comité de soutien à la famille et à la mémoire du disparu. Désormais, autour des cas Audin et Alleg, des journaux, des écrivains s'engagent pour mobiliser l'opinion française contre la guerre d'Algérie et ses sévices. Des journaux, comme *l'Express* de Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud avec la chronique de François Mauriac, *Témoignage chrétien*, *l'Humanité*, *France Observateur* avec Claude Bourdet, voire *Le Monde* appuient des personnalités comme Pierre-Henri Simon, Jacques Peyrega, doyen de la faculté de droit d'Alger, Vercors, l'abbé Pierre, René Capitant, André Mandouze. Le mouvement ira croissant.

Emu par cette campagne, le gouvernement Guy Mollet décide la création d'une commission de contrôle de douze membres. On y trouve des personnalités comme Robert Delavignette, ancien gouverneur de la France d'outre-mer, André François-Poncet, ambassadeur de France, le professeur Robert de Vernejoul, le général André Zeller. Leurs regards occultés sur le terrain ne pourront ni affirmer ni contredire. La commission n'interférera pas sur le débat plus vif que jamais.

*

* *

Les paras, dans la moiteur de la fin de l'été, traquent les ultimes cellules terroristes. Dans les derniers jours d'août, Kamel et Mourad, localisés 5, impasse Saint-Vincent-de-Paul, dans la Casbah, sont abattus en tentant une sortie. Trente-deux bombes sont découvertes dans la « planque » des deux hommes. Le 23 septembre, Yacef Saadi et sa compagne Drif Zohra sont arrêtés par le 1er R.E.P. dans la Casbah. Le colonel Jeanpierre, l'adjudant Tasnady, qui seront tous les deux tués par la suite au combat, sont blessés dans l'opération. L'interrogatoire de Yacef Saadi conduit les légionnaires au repaire d'Ali la Pointe. Le 8 octobre, celui-ci est cerné rue des Abderames, toujours en pleine Casbah. Une charge de plastic, disposée pour forcer l'entrée des lieux, déclenche une formidable déflagration. Le stock d'explosif d'Ali la Pointe a sauté par répercussion. On retrouvera le cadavre du chef terroriste, avec bien d'autres, sous les décombres de l'immeuble. L'étau se resserre. Hamda Abderrahmane, le commissaire politique, encore en place sur Alger, tombe dans le piège tendu, grâce à un rallié, par le colonel Godard. Le 26 novembre, dans le Hodna, est intercepté un petit convoi faisant route vers la Tunisie. Raymonde Peschard est identifiée parmi les tués. Danièle Minne, Nefissa Hamouda, Loure Attoudi, les poseuses de bombes du « Milk Bar » et de l'« Otomatic », sont faites prisonnières. La bataille d'Alger s'arrête pratiquement faute de combattants et de moyens dans le camp algérien.

Il est certain qu'elle s'achève par un indubitable succès français. Le C.C.E. a été contraint à l'exil[9]. Le terrorisme est brisé. Les équipes démantelées ne renaîtront pas, à quelques exceptions près. Seul le relâchement généralisé et la période précédant l'indépendance autoriseront une certaine résurgence. Pour les Algérois, le cauchemar quasi quotidien

s'éloigne. Pour le F.L.N., la perspective de dominer la ville est ajournée, car la situation acquise au plan militaire le restera. Le D.P.U. a tressé sa toile et la maintient. A l'image du bled, des sections administratives se mettent en place dans les quartiers à haut pourcentage musulman. On les appellera les S.A.U. (sections administratives urbaines). Des équipes identiques à celles des S.A.S. assurent une pénétration de la population. L'ensemble S.A. U-troupes de secteur suffit pour la sécurité urbaine.

De ce bilan positif de pacification les paras peuvent s'estimer satisfaits. Leurs pertes ont été relativement légères : des blessés surtout, quelques morts seulement par attentat ou ultime réaction de desperados. La population européenne sait acclamer et choyer ces libérateurs d'un nouveau genre. Le prestige para, lancé par Ducournau, relayé par Bigeard, glorifié par Massu et les siens, est une réalité. Les hommes à la tenue camouflée, au béret vert ou amarante, sont les rois de la ville. Non seulement ils font battre les cœurs, plus encore ils s'imposent en seuls maîtres. Qu'ils parlent ou agissent et ils seront suivis, eux qui ont su oser et réussir là où les autres ont échoué ou renoncé. Une section de paras dans les rues d'Alger vaut des compagnies de C.R.S.A l'applaudimètre, l'affaire est jugée d'avance. A la valeur dissuasive, elle ne l'est pas moins.

Sont-ils heureux, ces paras, de cette victoire et de cette louange qui monte vers eux ? Non point ! « Sale boulot ! » ont-ils dit. Ils n'en reviennent pas. Pour eux, des valeurs se sont effondrées. Au premier chef, l'autorité : ce pouvoir civil qui leur a donné si vile besogne et s'est montré bien timoré pour les défendre de leurs détracteurs sur le chapitre tortures, cette hiérarchie qui, à part Salan et Massu, se tait et ne se compromet pas tout en bénéficiant des résultats des méthodes employées. Les grandes révoltes du futur se dessinent déjà. Cette Algérie, qui a exigé tant de sacrifices moraux et matériels, ne saurait être abandonnée.

Les colonels, les capitaines paras qui glissent vers cet état d'esprit, eux qui à l'encontre d'autres ont accepté de prendre des responsabilités, le font d'autant plus qu'ils se savent puissants. L'administration, émanation du pouvoir métropolitain, est un corps mort. Les hauts fonctionnaires se sont pliés. Un seul, le secrétaire général de la police, le préfet Teitgen, s'est insurgé contre les moyens employés et a regagné Paris.

A Alger, Godard supervise tout : l'armée, la gendarmerie, la police. Les U.T. ont pour chef un colonel d'active. Les forces vives de la capitale sont entre les mains militaires. Le gouvernement ne s'est pas rendu compte de

cette mutation progressive. Aux heures décisives des lendemains du 13 mai 1958 il sera incapable d'exercer son autorité.

Et les Algériens ? En pays musulman, le plus fort est toujours respecté, on l'a déjà souligné. Les paras, la France ont montré leur force et le F.L.N. sa faiblesse. Son influence a été sérieusement éprouvée.

Grève générale, grève scolaire, action terroriste se soldent par des échecs. La population algérienne accueille avec satisfaction le calme revenu. Le clan des ralliés, sincères ou intéressés, augmente. Ce n'est pas pour cela que le nationalisme est éliminé. Dans la chasse au terroriste, la collectivité algérienne a été globalement suspectée. Elle n'a donc pu que mieux prendre conscience d'elle-même, de sa différence, de son éloignement par rapport au peuplement européen. Ainsi la défaite du F.L.N. est-elle plus apparente que réelle. Les tués, les disparus, les suppliciés, les internés ont consolidé le sentiment national. Chaque phase du combat sanglant contre la France forge un peu plus un patriotisme algérien naissant et jusque-là inconscient dans la majorité des esprits[10].

*

* *

Au plan militaire, les répercussions de la bataille d'Alger dépassent largement le cadre de la ville. Des terroristes traqués cherchent un refuge, précaire, dans les maquis, gonflant ainsi les effectifs. Cet apport de supposés « intellectuels » n'est pas toujours, du reste, apprécié par les anciens, mais l'essentiel est ailleurs. Le colonel Godard et le capitaine Léger – ce dernier responsable du D.P.U. dans la Casbah – œuvrent avec infiniment de machiavélisme. Dans les interrogatoires, dans les entretiens qu'ils ont avec leurs prisonniers – car la manière forte n'est pas toujours utilisée – ils sèment le vrai et le faux. Ils laissent habilement supposer qu'ils savent tout, ayant des indicateurs à tous niveaux de la rébellion. Leur bonne connaissance du dispositif adverse facilite leur argumentation. Des papiers traînent par hasard sur les bureaux. Des noms sont cités : un commandant de Katiba, un adjoint de nahia... qui communiquent régulièrement des renseignements à l'armée française par tel ou tel émissaire. Le doute, la certitude parfois, s'installent chez ces militants déjà traumatisés par leur arrestation. « Ce compagnon de lutte serait donc un traître ? »

Certains de ces prisonniers ainsi conditionnés sont relâchés ou mis dans les conditions d'une évasion aisée. D'autres se voient proposer une mission de conciliation qu'ils acceptent en toute bonne foi ou pour retrouver leur liberté[11]. Ils ne se doutent pas qu'ils partent munis de documents compromettants camouflés dans leurs vêtements ou une semelle de chaussure. Autant de preuves qui par la suite les accableront.

Ces hommes, de retour près des leurs parlent. Ils révèlent ce qu'ils ont découvert. Ils dénoncent de supposés coupables. La suspicion, alors, envahit les chefs des maquis. Pour leur permettre d'en savoir plus, ils soumettent à la question ces anciens prisonniers des Français, suspectés à leur tour. La torture fait raconter les pires romans.

La « bleuite » est née du nom de ces bleus de chauffe dont Léger a habillé les ralliés qui l'accompagnent dans la Casbah. La « bleuite », c'est la maladie de la suspicion, de la délation. Elle décime, des atrabilaires comme Amirouche s'en mêlant, les maquis de l'A.L.N. Trois mille morts en wilaya III et Grande-Kabylie, cinq cents au moins en wilaya IV de l'Algérois. Les victimes sont presque toutes des cadres. L'A.L.N. est durement affectée par ce mal qu'elle sécrète elle-même. L'absence de combattants, injustement suspectés et sacrifiés à la vindicte de chefs soupçonneux par la ruse d'un état-major algérois, pèsera lourdement à l'heure des grandes batailles du plan Challe[12].

Elle est d'autant plus affectée que la discorde régnait déjà, bien avant la « bleuite ». Ben Boulaïd, le chef de la wilaya I, est mort, on s'en souvient, dans des conditions suspectes. Chihani Bachir, son successeur, le meurtrier de l'instituteur Monnerot et du caïd Hadj Sadok, est liquidé par les siens. Ses mœurs en sont la raison officielle, mais derrière, comme toujours, se profilent les querelles d'hommes et de clans. Afin de remettre de l'ordre dans cette wilaya I que divisent des rivalités ancestrales, le congrès de la Soumman a désigné Amirouche et Chérif Mahmoud. Les deux hommes, le premier surtout, ne sont pas des tendres. Pour échapper aux coups, Adjoul Adjoul, l'un des vétérans de l'insurrection dans l'Aurès, se rallie aux Français avec nombre des siens.

En Tunisie, la situation n'est pas plus brillante. Le chef des unités algériennes est un fidèle de Ben Bella, Ahmed Mahsas. Il se heurte à l'équipe kabyle Krim Belkacem, Ouamrane, qui veut prendre en main l'outil militaire qui se forge chez Habib Bourguiba. Arrêté, il sauve sa vie en

parvenant à s'évader grâce à des complicités tunisiennes. La lutte ici rejoint les rivalités ethniques. Berbères kabyles contre Arabes.

Ces querelles de personnes, ces luttes sans merci pour le pouvoir, ces oppositions à caractère tribal seront la gangrène de la direction du F.L.N. durant les années de la guerre d'indépendance. Plus d'un y laissera la vie, à commencer par Abane Ramdane. L'homme orchestre du F.L.N. a dressé contre lui les colonels, anciens ou nouveaux commandants de wilayas. Sa vision de la rébellion – les Algériens disent la révolution – algérienne est par trop unitaire. Elle écarte les destins personnels d'autant plus que le tempérament autoritaire d'Abane Ramdane entend tout régenter. Abane Ramdane heurte trop d'intérêts... et d'ambitions. En décembre 1957, il part pour le Maroc accompagné de Krim Belkacem et Chérif Mahmoud. Il ne se doute pas que Boussouf, le chef de la wilaya V d'Oranie, l'attend pour l'éliminer. A son arrivée à Tétouan, au Maroc espagnol, il est promptement liquidé[13].

Cette mort violente de l'homme qui depuis deux ans était le fédérateur de forces disparates repose le problème de la direction du F.L.N. Abane Ramdane, homme obstiné, avait une âme de jacobin. Après lui, les factions rivales libérées auront du mal à retrouver leur unité. Le combat commun contre la France les unira mais n'entravera pas le jeu brutal de rivalités inexpiables. On le verra avec les complots qui ne cesseront d'éclater à partir de 1958. La ligne politique des Algériens s'en ressentira.

---

1 Les autres ministres, et en particulier ceux de la Défense nationale, n'ignoraient rien.

2 Déclaration du capitaine Estoup, ancien commandant de la 4e compagnie du 1er R.E.P., au procès du lieutenant Godot devant le tribunal militaire (juillet 1962).

3 « Gégène », la génératrice de campagne à main pour produire le courant alimentant les appareils radio.

4 Il avait en particulier monté de solides maquis indigènes sur les arrières du Viet-Minh.

5 Ce détail macabre explique pourquoi, quoi qu'on en dise, l'armée française n'a pas laissé de charniers en Algérie. Les exécutions sommaires ne comportaient du reste, à chaque fois, que quelques victimes, trois, quatre au maximum et toujours plus ou moins éparpillées.

6 Léon Duval, *Au nom de la vérité*, page 58.

7 Jacques Chevalier, secrétaire d'Etat à la Guerre du gouvernement Mendès France, n'avait pas de secret pour son vieil ami musulman, le sénateur Benchenouf de Kenchela. Ce dernier, prudent, jouait sur les deux tableaux, France et F.L.N. Ce qu'il savait, les chefs de l'Aurès le savaient. Ils s'organisaient en conséquence, désertant à temps les zones visées par les prochaines opérations militaires françaises. Jacques Chevalier, Mgr Duval, après l'indépendance, optèrent pour la nationalité algérienne, ratifiant ainsi leurs précédentes positions.

8 Une place d'Alger porte, depuis l'indépendance, le nom de Maurice Audin.

9 Tout comme *El-Moudjahid*, le journal du F.L.N., son premier numéro était sorti en janvier 1956, tiré sur la ronéo de l'abbé Declair, aumônier de la prison Barberousse. La bataille d'Alger oblige son équipe de rédaction à s'exiler et à assurer l'impression à l'étranger.

10 Des témoignages d'acteurs, manquant parfois d'objectivité, apportent plus d'éclairage sur cette bataille d'Alger :

Général Massu, *La vraie bataille d'Alger*, Plon ; colonel Godard, *Les paras dans la ville*, Fayard ; Yacef Saadi, *Souvenirs de la bataille d'Alger* ; Henri Alleg, *La question*, Editions de Minuit.

11 Ce sera ainsi le cas du commandant Azzedine, fait prisonnier par la 10e D.P. et relâché pour servir d'intermédiaire.

12 La justice du F.L.N. sera toujours très expéditive. En 1958, le 3e R.P.C. tombe sur les archives du tribunal militaire du canton de Michelet (Grande-Kabylie). Deux mille cent quinze exécutions du 1-11-1954 au 17-4-1957 pour les motifs les plus divers. Il n'est qu'une sentence : la mort.

13 Il est étranglé par les tueurs de Boussouf.

Chapitre XXIII

L'OPINION FRANÇAISE
Les « POUR »..... avant le 13 mai 1958
Les « CONTRE »..... le réseau Jeanson

La France de 1957 est encore, dans sa très large majorité, favorable à l'Algérie française. Un vieux réflexe patriotique se manifeste face à une situation assez mal perçue au fond.

Des paysans berrichons demandent à l'un des leurs qui revient de là-bas :

« L'Algérie ? Il y a des routes ? »

De loin cette portion d'Afrique leur apparaît peut-être avec de grands fauves[1].

Un ancien de 1914-1918 s'élève devant son neveu blessé qui se prépare à repartir, sa convalescence à peine terminée :

« Mais ils ne vont tout de même pas t'envoyer en ligne ? »

Pour ce vieux poilu, la guerre d'Algérie, c'est la tranchée et son parapet comme au Mort-Homme ou au Chemin-des-Dames.

Ces images insolites s'estompent peu à peu avec le retour des uns et des autres, appelés ou rappelés. L'opinion se fait alors une idée plus précise mais contrastée. Il y a l'eau si rare et l'on gamberge sur son prix. Il y a les vastes terres à blé qui pour certains évoquent la Beauce et les vergers de la plaine de Bône ou de la Mitidja qu'on apprécie en connaisseur : « C'est mieux que chez nous ! » Il y a Alger ou Oran. « Des grandes villes comme Marseille ! » Il y a la misère et la crasse croisées à chaque détour de piste : « Ils ne sont pas comme nous ! »

Il y a aussi la poudre aux yeux d'une sanglante campagne en pays barbaresque. La Sécurité militaire ouvre des lettres. Elle doit rendre compte du moral du troupier. Au printemps de 1960, à Orléansville, elle lira ces lignes :

« Chers parents

» Je vais bien... Je viens de changer de pointe Bic. Une balle a brisé celle que je tenais à la main... »

Les destinataires furent-ils dupes de l'imagination de leur couvée ? L'histoire ne le dit pas.

Sur le même registre, on lira aussi cette missive postée à Négrine en 1959 :

« Chers parents

» Je vous écris sur le toit d'une mechta. Des lions rugissent autour de moi et je ne sais comment je pourrai redescendre... »

Les parents, crédules à souhait, saisirent le chef de corps des dangers que courait leur rejeton...

Mais l'histoire s'écrit aussi avec des petits riens et ces petits riens ne donnent pas toujours une image fidèle de la réalité algérienne. Ils façonnent une certaine image qui, avec les mauvaises nouvelles – les morts, les blessés –, transforme la province française d'outre-mer en un fardeau. La raison impliquera de s'en décharger.

Au-delà de cette opinion publique métropolitaine en gestation, au plan politique deux camps commencent à s'affronter très sérieusement : les pour et les contre.

Pour l'Algérie française deux hommes se distinguent par leur fidélité ou leur virulence : Jacques Soustelle et Michel Debré. Dès son retour en France, l'ancien gouverneur général n'est pas resté inactif. Il a publié un livre dont le titre seul est un programme : *Aimée et souffrante Algérie*. Il a constitué une association : l'U.S.R.A.F., l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française. Il a l'appui d'hommes politiques, de Georges Bidault, Roger Duchet, André Morice. Des parlementaires, des gaullistes engagés, se retrouvent à ses côtés. Plus d'un parmi les seconds estiment et professent que le salut de l'Algérie française passe par le retour de l'ermite de Colombey. Ce dernier, du reste, ne se laisse qu'à moitié oublier. En mars 1957 il se rend à Colomb-Béchar pour visiter les installations pétrolières, où il est accueilli avec les égards dus à un chef d'Etat par Lacoste et Salan.

Michel Debré, lui aussi gaulliste affirmé, est sénateur d'Amboise. Il se détache par sa violence et la vigueur de ses prises de position. Il ignore les demi-teintes et ses propos dans son mensuel *le Courrier de la colère* sont sans équivoque :

« Nos derniers atouts, l'Algérie, le Sahara, sans lesquels il n'y a plus de chances françaises dans le monde », 29 novembre 1957.

« Tant que l'Algérie est terre française, tant que la loi en Algérie est la loi française, le combat pour l'Algérie française est le combat légal, l'insurrection pour l'Algérie française est l'insurrection légale. » 2 décembre 1957.

Il récidive et va encore plus loin le 20 décembre :

« Que les Algériens sachent surtout que l'abandon de la souveraineté française en Algérie est un acte illégitime, c'est-à-dire qu'il met en cause ceux qui le commettent, et qui s'en rendent complices, hors la loi, et ceux qui s'y opposent, quel que soit le moyen employé, en état légal de légitime défense. »

Pour Michel Debré, l'Algérie s'appelle « cette chair de notre chair ».

L'insurrection légale. Certains s'en souviendront, d'autres non, ce qui, plus de dix ans après les événements, permettra à Alain Savary, l'ancien ministre démissionnaire de Guy Mollet, de déclarer : « Dans l'affaire de l'O.A.S., les militaires ne sont pas les coupables, le coupable, c'est Debré. »

Soustelle, Debré ne sont pas seuls en dehors de leurs amis politiques, bien au contraire. De gros bataillons viennent des anciens combattants. Ils s'estiment deux millions regroupés derrière des chefs de file plus ou moins glorieux et plus ou moins connus. On y trouve d'authentiques soldats comme le colonel Bourgoin, le manchot du Bataillon du ciel. Il y a les anciens d'Indochine, de l'A.C.U.F., l'association des combattants de l'Union française, regroupés derrière Yves Gignac. Il y a des demandeurs d'emplois comme Alexandre Sanguinetti. Sa jambe perdue en sautant sur une mine, mettant le pied sur l'île d'Elbe, lui donne l'image d'un vétéran.

Tous ces gens-là parlent fort et ne manquent pas une occasion de clamer leur détermination. Les 6 et 7 juillet, une délégation, représentant vingt-six associations, se rend à Alger. Au plateau des Glières, le colonel Bourgoin prête ce serment solennel :

« Unis par leur foi dans la grandeur et l'avenir de la France, dépositaires de l'honneur de la Nation, fidèles au souvenir des Français de toute origine tombés pour la défense et la libération de leur patrie commune, deux millions d'anciens combattants de la métropole font, par notre voix, en Algérie, terre française, le serment de s'opposer par tous les moyens à toute mesure qui menacerait l'intégrité du territoire et l'unité française[2]. »

Pour ceux qui se battent sur le terrain, de telles prises de position, qui trouvent l'appui et le soutien des pouvoirs publics, sont la caution du bon droit et de la valeur de leur combat. L'armée française se transforme ainsi en un bloc quasi monolithique qui vit au seul refrain de l'Algérie française. Par l'armée il faut bien évidemment entendre l'encadrement d'active et le plus souvent aussi celui de réserve, pris au jeu[3], ainsi que les troupes de métier. La position des appelés est beaucoup moins formelle, mais on les a vus œuvrer sans renâcler.

*

* *

De l'autre côté, après une période assez longue d'hésitation marquée seulement par l'action de quelques individualités, les engagements se précisent en 1956. Comme toujours en ces circonstances, il y a les militants et les sympathisants. Il y a ceux qui agissent et ceux qui applaudissent.

En France, c'est sous la direction de Francis Jeanson tout d'abord, puis sous celle d'Henri Curiel à partir de 1960, que le soutien actif au F.L.N. prend sa vraie dimension. On les qualifiera de « porteurs de valises », ces hommes et ces femmes qui apportent à la résistance algérienne ce coup de main qui ne saurait être qualifié d'accessoire.

La Fédération de France du F.L.N. prélève, on l'a vu, sur les immigrés une dîme mensuelle d'un montant global de près de cinq cents millions d'anciens francs, somme considérable pour l'époque. Ces fonds, pour être exploités, doivent être acheminés vers le havre sûr d'une banque suisse. Jeanson et ses amis se chargent de ces transferts et Haddad Jamada, le chef du F.L.N. en France, pourra par la suite déclarer :

« Le plus important pour nous, c'était l'argent. Les ressources de la Fédération de France ont alimenté de façon décisive le trésor de guerre du G.P.R.A. Sans l'appui des militants français, la centralisation et l'évacuation des fonds auraient été très difficiles. Je peux dire que l'apport des réseaux a été pour nous vital[4]. »

Ce sont donc des Français qui assurent ainsi la bonne alimentation du budget du F.L.N., lui permettant d'acheter et d'expédier vers l'Algérie l'armement utilisé contre d'autres Français.

Ces transferts d'argent ne sont pas tout. Le réseau Jeanson assure pour la rébellion algérienne bien d'autres missions : recherche de « planques »,

déplacement des clandestins et passage des frontières, prise en charge des voitures truquées amenant en France des armes et des explosifs, etc.

D'où viennent-ils tous ceux-là mus par une idéologie qui les détourne de leur patrie d'origine ? D'horizons bien différents. Il y a parmi eux des chrétiens que le vocable qualifie de progressistes. On y verra des prêtres de la Mission de France ou du Prado. Plusieurs, comme l'abbé Davezies, iront très loin. On compte des communistes. Henri Curiel sera de ceux-là. Beaucoup proviennent des milieux universitaires ou artistiques. Deux des chefs de file sont des enseignants. Le professeur Mandouze était à Alger, d'où il a été expulsé. Jeanson, le créateur et l'animateur du réseau qui porte son nom, est un disciple de Jean-Paul Sartre. Ce dernier, par la suite, lui apportera l'appui de son nom. Tout comme Simone de Beauvoir, qui prêtera sa voiture. Parmi les militants actifs, on dénombrera des comédiens comme Jacques Charby ou Cécile Marion. L'acteur Serge Reggiani fournira des locaux. Un avocat, M^{e} Roland Dumas, se fera l'informateur du groupe grâce à son accès aux dossiers. On trouvera, aussi, Hervé Bourges, futur président de chaîne à la télévision française[5].

Quelle motivation profonde anime ces « porteurs de valises », ces métropolitains peu au fait, pour beaucoup, d'un enracinement sur la terre algérienne ? Francis Jeanson est très certainement sincère lorsqu'il déclare vouloir, par sa participation au combat pour l'indépendance, préserver la future amitié franco-algérienne. Certains de ses amis partagent ses idées. Les chrétiens ont peut-être une perspective plus tournée vers le premier précepte de leur foi « Aimez-vous les uns, les autres ». Leurs adversaires ne manquent pas de s'étonner de leur amour unilatéral. Il est, c'est certain, des révoltés contre tout ce qui peut provoquer l'impérialisme, le militarisme, la torture. Il y a aussi des attaches plus humaines. Des membres du F.L.N. ont su trouver des fiancées ou des amies. Elles partagent leurs convictions et leur combat. Il est clair toutefois que tous ces « porteurs de valise » ont fait, en leur âme et conscience, un choix. Ils ont opté pour le futur drapeau vert et blanc de l'Algérie souveraine.

Paris évidemment, Lyon et le Sud-Ouest pour les liaisons avec l'Espagne, l'Est également, seront les plaques tournantes de mouvements que la D.S.T. finira par localiser.

Au fil des mois, les membres les plus actifs des réseaux seront repérés. Certains devront mettre une frontière entre eux et l'appareil policier français. D'autres se retrouveront à la Santé ou à Fresnes : Curiel, l'abbé

Davezies. Bien des femmes aboutiront à la Petite-Roquette d'où cinq d'entre elles réussiront une évasion remarquée. Jeanson, à partir de 1960, devra se tenir à l'écart.

Mais, même en partie décimé, le réseau d'aide au F.L.N. ne mourra pas complètement. Les procès lui serviront de tribune pour dénoncer la guerre d'Algérie et ses prolongements, comme la torture. En cela ils rejoignent le travail de propagande mené par presse, tracts ou édition avec le courant sympathisant.

---

1 La faune d'Algérie, en dehors du gibier à poils, se réduit aux chacals, sangliers, etc., singes parfois d'assez grosse taille comme en Kabylie. Des gazelles dans le Sud aussi.

2 Devenu député gaulliste après le 13 mai 1958, le colonel Bourgoin ratifiera la politique algérienne du général de Gaulle.

3 On verra ainsi un sous-lieutenant de réserve, futur député et ministre gaulliste, Jean-Pierre Soisson, prendre le commandement d'une harka de musulmans.

4 *Les porteurs de valises*, p. 149, *op. cit*.

5 Il sera, auparavant, avec la nationalité algérienne, le secrétaire de Ben Bella, devenu président de la République algérienne.

Chapitre XXIV

LA GUERRE EN 1957

En 1957, on se bat partout, de manière inégale certes, mais on se bat partout. Il n'est pas de secteur calme. Il en est simplement de plus calmes et de plus agités. L'incendie a gagné toute l'Algérie, attisé par les apports en matériel venus du Maroc et de Tunisie.

Le relief, la végétation constituent le facteur essentiel pour la localisation des zones d'activités plus ou moins intenses. Les plaines, les vallées, les hauts plateaux, toutes ces étendues dégagées et sans refuge naturel n'abritent guère que l'O.P.A., l'Organisation politico-administrative du F.L.N., c'est-à-dire l'infrastructure qui s'efforce de prendre en main la population algérienne. Propagande, recrutement, perception sont ses missions essentielles ainsi qu'organisation d'attentats ou de coups de force. Cette O.P.A. se fond dans la masse, son armement reste modeste ; armes de poing ou fusils de chasse. Les patrouilles françaises la côtoient, ne pouvant soupçonner son existence sous les traits de l'artisan ou du fellah appliqué à sa tâche. Et puis, brutalement, un renseignement laisse éclater la vérité sur le vrai rôle tenu. Comme pour la bataille d'Alger, les arrestations interviennent en cascades. L'O.P.A., plus ou moins touchée, revit ou s'étiole. En revanche, dans les zones montagneuses qui occupent la majeure partie de l'Algérie, le moudjahid se montre à visage découvert. La guerre peut se manifester sitôt sortie des limites protégées.

L'armée française, depuis l'arrivée des renforts Guy Mollet, couvre assez bien le terrain. Sa mission : la pacification. Grande œuvre qui implique de détruire les groupes rebelles et de gagner les cœurs. Les troupes de secteur font de leur mieux. Elles protègent les centres de regroupement, les villages, les écoles, les dispensaires, les grands axes routiers. A elles le travail ingrat et monotone des gardes, des patrouilles, des embuscades à courte distance des postes. Parfois, elles se regroupent pour participer aux

opérations de plus vaste envergure, surtout lorsque le commandement décide de faire donner « la garde » pour attaquer les katibas de l'A.L.N.

Cette « garde », on l'a vu, s'appelle les paras et la légion. Elle s'élargit un peu d'éléments issus des autres armes. La marine, l'armée de l'air ont eu à cœur de mettre sur pied des unités opérationnelles pour combattre à pied : D.B.F.M., commandos marine, commando Guillaume pour les marins, commandos de l'air pour les aviateurs. La D.B.F.M. intervient dans le secteur côtier de Nedromah, le 5e R.E.I. entre la frontière marocaine et Tlemcen, et le 2e R.E.I. au sud de Aïn-Sefra. L'Ouarsenis, l'Algérois sont les terrains de chasse de la 10e D.P. entre deux séjours à Alger. Elle va aussi parfois donner la main aux chasseurs alpins en Grande-Kabylie. Mais là, la montagne est trop vaste. Il faudra attendre le plan Challe pour un effort vraiment payant. Le 2e R.E.C. patrouille à la limite du Sud, ce domaine des C.S.P.L., où de temps à autre les paras s'aventurent pour une action ponctuelle. On a vu Bigeard à Timimoun. Le 1er R.E.P. séjournera à Hassi-Messaoud pour la protection des gisements pétroliers, cette richesse récemment découverte et que la France commence à exploiter sérieusement. Le Sahara, sur le fond, bougera peu. Il restera figé dans son visage ancestral à l'ombre des palmiers et au rythme lent des chameliers.

La guerre est en Algérie et on la retrouve comme toujours dans le Constantinois. Les 3e R.E.I., 13e D.B.L.E., 4e R.E.I., 1er R.E.C., côté légion, 25e D.P. avec son régiment phare, le 2e R.E.P. côté paras ne manquent pas de travail autour de ces deux pôles qui se nomment El-Milia et Tébessa.

El-Milia, c'est la broussaille,
Tébessa c'est la rocaille.

El-Milia n'est qu'une bourgade tassée sur un éperon pour dominer l'oued Kébir et éviter ses crues meurtrières. L'implantation européenne y est restée modeste tout comme dans les villages de colonisation limitrophes : Catinat, Arago. Mais El-Milia est un carrefour. C'est le cœur de la Petite-Kabylie. Les routes rayonnent vers Constantine, Djidjelli, Collo, Philippeville. Les pistes forestières en partent pour s'enfoncer dans les massifs de chênes-lièges ou de chênes-zéens. Il y a même une petite voie ferrée, œuvre de la Penarroya, pour évacuer son minerai sur Djidjelli ; El-Milia a sa gare...

La cuvette d'El-Milia. La cuvette... Mauvais souvenir pour les anciens qui ont connu l'Extrême-Orient.

« C'est Dien-Bien-Phu », s'exclame un légionnaire arrivé de nuit et découvrant le paysage dans la clarté de l'aube.

Un Dien-Bien-Phu modèle réduit où les collines saillent aux abords mêmes de la petite cité. Heureusement pour les Français que l'A.L.N. n'a ni mortiers ni mitrailleuses lourdes. Le terrain d'aviation, le pont routier seraient intenables.

El-Milia, avec sa cuvette, sa petite église de campagne, son café, ses échoppes, s'est fait un nom par ce qu'il représente. El-Milia, c'est la presqu'île de Collo. C'est le symbole de la wilaya II, l'ancien fief de Zighout Youssef. C'est la zone que le F.L.N. affirme régenter, et il y a en partie du vrai dans cette affirmation. Voici des centaines de kilomètres carrés où les axes de pénétration sont rares, les clairières dispersées loin les unes des autres, les vues bouchées. Il est des coins perdus où l'accès le meilleur est encore celui de la mer. Ce n'est pas obligatoirement le plus discret[1]. L'eau ne manque pas. Cette région peuplée, aujourd'hui évacuée, recèle encore du bétail, des jardinets près des mechtas, des arbres fruitiers, des figuiers surtout. L'A.L.N. peut donc trouver des gîtes sans histoire, invisibles à détecter du ciel, et pourvus d'un minimum de ravitaillement. Tout s'explique.

Circuler est dangereux. L'embuscade menace à peine sorti d'El-Milia. Aussi a-t-on retrouvé les vieilles méthodes d'Indochine. Sur deux cents mètres de part et d'autre des routes, on s'efforce de dégager la forêt. La rafale venue de loin est moins précise. Des postes jalonnent les hauts. Ces précautions n'empêchent pas les coups durs. Au printemps 1957, un convoi de tirailleurs sénégalais est décimé entre El-Milia et Tamalous, près d'Aïn-Kechera. Son armement saisi. Par contrecoup, les garnisons, souvent inexpérimentées, n'osent guère s'aventurer. Deux sections du 23^{e} R.I. engagées un peu plus loin, sont lourdement accrochées. Une vingtaine de tués. Trois F.M. 24/29 perdus. Les katibas rebelles du secteur sont donc bien armées. Elles ont pu s'organiser et tenir les douars désertés et déclarés zones interdites. Même la légion, envoyée à la rescousse, peine. Le 3^{e} R.E.I., en avril 1957, perd dans le M'chatt (une vingtaine de kilomètres à l'ouest d'El-Milia) son commandant en second, le lieutenant-colonel de Vaugrineuse, dans un combat difficile où seule l'intervention de la compagnie d'élite du régiment, la 4^{e} portée du capitaine Jaluzot, dégage les légionnaires encerclés.

Pour gagner à El-Milia, il faut du monde, et longtemps, car le maquis exige un combattant au mètre. C'est la règle pour progresser dans une végétation qui entrave la marche et isole les combattants.

Il faudra là aussi attendre le plan Challe pour ratisser[2] un secteur que le commandement regarde, non sans raison, comme « pourri ».

Il y aura aussi un autre vocable fameux : « Grenouillez ! Grenouillez ! Ne restez pas inactifs ! » traduisant parfaitement l'incapacité intellectuelle de plus d'un chef à concevoir une tactique précise et à en assumer l'exécution. Pour les exécutants, grenouiller signifie se déplacer, patrouiller, tendre des embuscades, sans grande idée de manœuvre ni grandes perspectives de résultats. Et cela, en dépit des conditions climatiques. Grenouiller par 35º à l'ombre !

Avec Tébessa, le fond de tableau change. L'horizon couleur de sable oublie la verdure dans un paysage où la végétation s'estompe de plus en plus en s'enfonçant vers le sud.

Tébessa, l'antique Théveste, est une cité deux fois millénaire. Les Romains l'ont embellie, les Vandales détruite, les Byzantins reconstruite, les Arabes occupée, les Turcs ignorée et les Français agrandie. Caserne de la conquête bâtie autour de ruines romaines et d'un marché arabe, elle est aujourd'hui une ville guerrière, P.C. du secteur autonome de Tébessa. Ici, à quelques encablures de la Tunisie, la reprise des moteurs de G.M.C., le miaulement des automitrailleuses, le crissement des jeeps assurent le fond sonore quotidien. Dans les baraquements du camp de passage, les régiments paras se relèvent régulièrement. A la sortie de la ville, sur l'aérodrome collé à la route qui mène à la frontière, les T-6 d'appui et d'observation bourdonnent dès l'aube. Le seul havre de paix est peut-être le bordj de l'administrateur derrière ses hauts murs.

A Tébessa, qui apparaît de très loin tassée au pied de l'Anoual d'où Chérif Mahmoud voulait surgir pour l'occuper, du moins voit-on clair. L'horizon est dégagé. Ce n'est pas l'étouffement ou l'oppression d'EI-Milia. Une sensation de grandeur saisit le nouvel arrivant. La steppe s'étale et bute sur des djebels qui se dressent, altiers et massifs. Des djebels que les rigueurs climatiques ont arasés. Ils ne sont plus qu'une succession de tables empilées les unes sur les autres, coupées de falaises ou d'éboulis. Au hasard, les oueds se sont frayé des gorges, véritables Colorados avec dans leurs fonds des traces d'éphémères cours d'eau. Parfois, un ensemble s'est affaissé en un

chaos d'où émergent des becquets plus durs, forteresses de pierres et de rochers.

Ce décor n'a rien d'humain. Dans les « bananes » qui, dans quelques minutes, les déposeront sur une crête, les hommes ont le regard grave. Cette vision d'un autre monde, avec sa brutalité originelle et son absence de vie, les étreint d'une angoisse inconsciente.

Sans doute savent-ils aussi qu'ils vont retrouver ces lieux aux noms évocateurs : crêtes du Kifene ou du Kemaken, cuvette du Rhifouf, falaises de l'Abiod ou de l'Halaïl, éboulis de l'Irgou. Déjà peut-être perçoivent-ils ces claquements qui accompagneront leur débarquement et leur progression. Qui ne peut alors, dans ce calme trompeur, ne pas songer qu'il pourra aussi tomber à l'exemple de tant d'autres ?

Pourtant le terrain se prête mal à une implantation permanente des katibas de l'A.L.N. L'eau est rare. La carte recèle plus de ruines romaines – les R.R. – que de mechtas habitées. La civilisation pastorale a tout effacé, ruinant un pays jadis bien irrigué et couvert d'oliviers comme en témoignent les nombreux vestiges d'huileries de deux mille ans d'âge[3]. Mais la Tunisie est toute proche. L'A.L.N. y a sa base arrière d'où elle peut lancer des raids. Surtout des groupes transitent en déplacement vers l'Aurès ou l'intérieur du pays. D'autres convois font route inverse vers un havre de repos ou d'instruction. Tébessa, c'est en effet la route du Sud, la plus directe et la plus rapide vers l'Algérois ou la Kabylie via le Hodna. Elle a fait du secteur de Tébessa, de Morsott à Négrine, une zone de passage privilégiée. A son nord s'allongent les hauts plateaux, et s'y aventurer relève quasiment du suicide. La zone plus méridionale, côtière, en dépit de ses couverts, est longue et hasardeuse, aussi n'est-elle pas encore exploitée. Dès lors, l'A.L.N. passe là dans ce dernier créneau avant le glacis saharien. Depuis la Tunisie, en une nuit elle gagne les rocailles et les grottes des Némentchas. Après un répit, elle poursuit sa progression sur l'Aurès et au-delà. C'est dire qu'ici l'adversaire, équipé et restructuré en Tunisie, est bien armé et en nombre. Il est toujours redoutable car il se bat bien et se défend avec acharnement.

En septembre 1957, fait exceptionnel, un petit groupe d'une quinzaine d'hommes, cerné dans le djebel Darmoun au sud-ouest de Tébessa, se rend après un court combat mené au pas de charge. Le sous-officier algérien, prisonnier, injurie son lieutenant qui a donné l'ordre de déposer les armes. C'est à des combattants courageux, frustes – ils subsistent de peu –, fanatiques même, car leur foi les soutient, que les paras du 2e R.E.P. et du 8e

R.P.C. se heurtent sans répit, aidés par les légionnaires du 4e R.E.I. et les spahis du 6e R.S.M., sans oublier les G.M.P.R., de recrutement local, qui eux aussi se battent bien.

*
* *

Les difficultés d'un relief favorable à la défensive, la valeur des combattants, la puissance de feu expliquent l'intensité des combats. Durant l'hiver 1956-1957 en trois mois, le 2e R.E.P. perd quatre officiers, chefs de section, tous tombés en donnant l'assaut dans l'oued Halaïl, au Bou-Kafer, au Kifene. Les bilans sont à la hauteur des sacrifices. Le 13 juin 1957, le 8e R.P.C. accroche à nouveau au Kifene. Cent trente-cinq rebelles tués. L'automne sera tout aussi meurtrier, avec encore l'oued Halaïl, le Rhifouf, où le colonel commandant le 6e R.S.M. est blessé[4]...

A Noël 1957, toutefois, à Tébessa le combat s'essouffle. La cause en est récente. Un nouveau partenaire est intervenu dans la bataille : le barrage. Du nord au sud, il cloisonne désormais l'Algérie.

Le barrage ! Quelle controverse à son sujet ! Sa première expérience provient de la frontière marocaine. Sur une trentaine de kilomètres, un réseau de barbelés a été testé. L'idée et les résultats obtenus ont séduit Max Lejeune, le secrétaire d'Etat à la Guerre, et le général Salan. Ils ont décidé de généraliser le principe et d'isoler ainsi l'Algérie en la préservant des pénétrations extérieures par un réseau de barbelés doublé d'une barrière électrifiée. Ce ne sera ni la ligne Lejeune ni la ligne Salan, mais la ligne Morice, du nom d'un éphémère ministre de la Défense, ardent partisan de l'Algérie française il est vrai[5].

Les états-majors ne sont pas tous d'accord. Les lignes Maginot n'ont plus bonne presse dans le monde militaire. Querelle d'école, de génération et d'adaptation à une forme de combat qui remet en cause bien des données admises. On se plaît à rapporter l'anecdote de la pancarte fichée dans une brèche et rappelant le vieux principe : « Tout obstacle non battu par le feu est un obstacle nul ! » Le gradé algérien, auteur de la mascarade, avait bien appris, en son temps, le règlement de manœuvres de l'armée française datant des lendemains de 1914-1918.

Effectivement, ce barrage, peu profond de surcroît, une vingtaine de mètres environ, n'est pas constamment battu par le feu. Et pour cause !

L'armée française ne suffirait pas pour s'installer en défensive sur les centaines de kilomètres qu'il représente. Seules les patrouilles blindées – la herse – circulent et contrôlent l'état des lieux. En relative quiétude, l'A.L.N. peut venir s'attaquer à l'obstacle à l'explosif ou plus discrètement à la cisaille[6].

Mais, dès lors, l'alerte est donnée et là se situe l'essentiel qui échappe à plus d'un cacique breveté. La difficulté première et non la moindre de cette guerre est de localiser l'adversaire. Le détruire relève, après, de l'art militaire. Or le barrage coupé ou endommagé signifie une présence de l'ennemi. Ce dernier se situe dans un cercle d'un rayon égal au kilométrage qu'il pourra parcourir avant la mise en place du bouclage[7]. Celui-ci s'établit bien évidemment en demi-cercle face à l'incursion supposée. Tout est donc fonction de la rapidité d'intervention. Plus celle-ci sera rapide, plus la zone à fouiller sera restreinte. Les chances de découvertes augmenteront d'autant.

La construction des deux barrages, face au Maroc et à la Tunisie, s'étale sur 1957. D'un côté comme de l'autre, les réseaux électrifiés s'étirent sur environ cinq cents kilomètres car il a fallu épouser au mieux les accidents du terrain. Dans les zones sahariennes, plus dénudées, au sud de Colomb-Béchar et de Négrine, une surveillance radar prend le relais[8].

Dès leur mise en service, les barrages font sentir leur redoutable efficacité. Comme prévu, ils donnent l'alerte et localisent les positions des unités de l'A.L.N. Sur le front marocain, les résultats sont tangibles tout de suite. L'arrière-pays oranais se prête mal à des infiltrations importantes. Pour l'A.L.N., il faut se rabattre sur la route du sud en vue de gagner le lointain djebel Amour[9]. Les tentatives se solderont presque toutes par un cuisant échec[10]. Dès lors, le Maroc, coupé de liens effectifs avec l'Algérie, ne sera plus qu'une base arrière sans grande incidence militaire sur la bataille.

Sur le front tunisien, le barrage s'avère tout aussi utile mais l'affaire prend là une autre dimension. L'A.L.N. en Tunisie représente de mois en mois une force plus importante. Elle s'équipe et s'arme, grossie par les renforts venus de France ou d'Algérie. Cette armée ne peut s'éterniser dans « sa base de l'est » et les combattants de l'intérieur réclament de l'aide. Pour secourir leurs frères, les *djoundi* doivent passer coûte que coûte. De là cette bataille de 1957 de Tébessa et qui maintenant, avec l'achèvement de la ligne Morice, va glisser vers le nord. La route du sud est devenue trop dangereuse. Sitôt le barrage franchi, les katibas sont trop vite repérées dans

les massifs qui précèdent l'Aurès et les Némentchas. Après Tébessa, Souk-Ahras et Guelma deviennent les grands noms des engagements de 1958 dans une bataille où le barrage jouera pleinement son rôle de sonnette d'alarme. On verra par la suite comment.

Avant même la fin des combats, il est possible d'émettre un jugement sur cette ligne Morice, parfois un peu rapidement décriée à son origine. L'Algérie, à partir de 1958, est désormais enserrée entre deux barrières de protection. Y pénétrer implique de l'audace et de la chance. L'A.L.N. de l'intérieur s'asphyxie progressivement car l'aide extérieure ne parvient plus. Alors la courbe s'infléchit. Les *djoundi* des maquis algériens, faute de renforts en armes et en munitions, sont réduits à une stricte défensive. Ils sont laminés peu à peu et le plan Challe de 1959 portera l'estocade finale à un adversaire replié sur lui-même.

*

* *

Ces difficultés n'empêchent pas le F.L.N. de marquer malgré tout des points. L'affaire des officiers algériens, celle des joueurs professionnels de football, les débats de l'O.N.U. attestent de l'audience et de la montée d'un nationalisme que la guerre attise.

Les officiers musulmans de l'armée française, issus des départements algériens, sont dans une situation inconfortable. Algériens de sang, ils se savent français de culture et de métier. L'après-guerre leur a ouvert des perspectives améliorées mais encore limitées, d'où des rancœurs souvent légitimes. Ces hommes sont presque tous des combattants valeureux de la Libération ou d'Extrême-Orient et la révolte du 1er novembre 1954 les a placés devant un dilemme difficile : dans quel camp se ranger ? Pour éviter les crises de conscience trop aiguës, le commandement a affecté en France ou en Allemagne nombre de ces officiers. Ils n'ont pas ainsi à se battre contre leurs frères. Néanmoins, ils n'ignorent rien des réalités de la pacification et, en 1957, ils s'interrogent[11]. Où est leur honneur ? Où est leur patrie ? Pour qui doivent-ils opter, la France ou l'Algérie ?

A l'instigation de l'un d'eux, le lieutenant Abdelkader Rahmani, cinquante-deux officiers s'adressent, dans une lettre ouverte, à René Coty, président de la République.

« Si la politique française ne se dirige pas vers une solution équitable, nous n'aurons plus ni les moyens ni les raisons valables pour justifier notre mission au sein de l'armée française...

En notre âme et conscience, la seule solution est une orientation vers un règlement pacifique, dénué de toute violence, ce qui permettrait d'engager une conversation immédiate et loyale entre les représentants des deux communautés. »

L'envoi de cette missive a été précédé de larges contacts auprès des milieux politiques français. Le but de ses auteurs est clair : souligner une fois de plus la gravité du problème algérien et se poser en intermédiaires raisonnables entre Français et Algériens. Dans cette perspective, Abdelkader Rahmani est entré en relation avec la direction de la fédération de France du F.L.N. Par-delà leur texte, les rédacteurs de la lettre à René Coty ne dissimulent pas leurs convictions profondes : le fait algérien doit aller vers son développement irréversible. Sans doute sont-ils en règle avec eux-mêmes en le souhaitant dans un cadre d'amitié et d'union franco-algérienne.

Ces prises de position sont très mal interprétées par le gouvernement d'un pays en guerre. L'appui, quel qu'il soit, à la sédition ne peut être regardé que comme une trahison. Abdelkader Rahmani se retrouve à Fresnes pour plus d'un an et le clivage s'accentue. Fin 1957 et courant 1958, une cinquantaine d'officiers et sous-officiers algériens désertent de leurs garnisons françaises ou allemandes et rejoignent Tunis et l'A.L.N. Ces professionnels compétents se voient naturellement, tel le commandant Idir, confier des responsabilités importantes. Unis par leurs origines, ils formeront au sein de l'A.L.N. le groupe des « militaires de carrière » appelé à peser dans les luttes intestines du F.L.N.

Tous les officiers algériens ne suivent pas cette voie. Certains démissionnent, peu nombreux il est vrai. Les autres restent fidèles à la France qui les a formés. Par contrecoup, leur avancement sera privilégié et les carrières jusqu'alors bridées des officiers algériens – objet des amertumes évoquées – s'infléchiront dans le sens de celles de leurs camarades français.

Le grand public métropolitain est plus sensible à l'exode simultané, et sur ordre du F.L.N., des footballeurs algériens. Brutalement, de grands noms des équipes françaises, tel Mekloufi, de l'A.S. Saint-Etienne, lâchent leurs clubs et se retrouvent eux aussi à Tunis. Ils constitueront une équipe

nationale au maillot vert et blanc, destinée à des tournées de propagande dans les pays dits amis. L'opinion française voit ainsi éclater au grand jour ce nationalisme algérien qui jusqu'alors lui échappait en bonne partie.

Un nationalisme que, en revanche, les diplomates français ont déjà découvert et rencontrent régulièrement dans les assises internationales. Les Algériens font preuve en ces domaines d'un dynamisme remarquable. Ils sont partout. Ferhat Abbas a donné l'exemple, débutant son activité au sein du F.L.N. par une grande tournée en Amérique latine. Les pays de l'Est, les Etats arabes, le tiers monde sont les cibles privilégiées[12]. Des bureaux s'ouvrent, préparant, aux quatre coins du monde, les visites officielles des principaux dirigeants du F.L.N.[13]. Une telle activité sera payante. La voix de l'Algérie, Etat en gestation, se fera sans cesse et partout entendre, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La France, réduite à la défensive, se trouvera en position d'accusée, taxée de colonialisme si ce n'est de génocide. La bataille perdue sur le terrain par les Algériens sera largement gagnée au plan diplomatique.

*

* *

A Noël 1957, Robert Lacoste, toujours en place en dépit des bouleversements ministériels, paraît avoir des motifs de satisfaction[14]. Les attentats contre les personnes et les biens ont chuté. De quatre mille à mille quatre cents en 1957, disent les statistiques officielles[15]. La bataille d'Alger a été gagnée, les grèves brisées. Les frontières sont maintenant clôturées. Le ravitaillement rebelle devient aléatoire. Les effectifs des musulmans engagés dans l'armée française ont considérablement augmenté. Ils approchent des deux cent mille hommes. Harkis et G.M.P.R. participent au combat. Les S.A.S. sont une réalité assurant une pénétration en profondeur. Autour d'elles des autodéfenses se sont mises en place pour assurer la protection des centres de regroupement. Sur le terrain, enfin, des coups sévères ont été portés aux katibas de l'A.L.N. et plus d'une a été décimée.

Tout cela est vrai, nul ne peut le contester mais sur le fond l'Algérie vit encore et toujours dans la guerre. L'horizon ne s'est pas éclairci. Avant le cloisonnement, face à la Tunisie et au Maroc, des convois sont passés. D'autres passent encore. Dans le Constantinois, en Kabylie, dans certains secteurs de l'Algérois et de l'Oranie, les *djoundi* sont bien armés. Les

M.G.-34 allemandes côtoient les F.M.-24/29 français ou Bren anglais. Quelques postes radio assurent des liaisons avec l'extérieur[16]. Certaines zones de Petite-Kabylie, dans la presqu'île de Collo et les Babors, sont en majeure partie tenues par l'A.L.N., de même que la frange nord-est de la Grande-Kabylie. La pacification militaire est loin d'être terminée.

Celle des cœurs, c'est-à-dire le revirement des esprits vers une présence française indiscutée marque le pas. Robert Lacoste a tenté des réformes. L'Algérie est désormais découpée en treize départements aux dimensions plus adaptées, en revanche, les administrateurs, disparus avec la suppression des communes mixtes, n'ont pas été véritablement remplacés. Robert Lacoste a perdu en eux un corps de fonctionnaires dévoués à leur tâche et connaissant remarquablement le pays. Un corps qui avait payé un lourd tribut[17] depuis le début de l'insurrection et d'où émerge la pure silhouette de l'administrateur Dupuy, un saint laïc selon ses amis, tué près de Guentis dans les Némentchas au printemps de 1955. Les nouvelles structures administratives, logiques dans la perspective de l'évolution escomptée de l'Algérie, manquent d'animateurs compétents. Dans les nouvelles communes, créées à l'image de la France métropolitaine, les musulmans, conviés à prendre en main leurs destinées locales, répugnent à s'engager par crainte des représailles du F.L.N. et puis ils sont encore sans les capacités nécessaires et l'efficacité indispensable.

Le grand espoir de dégager une élite, une classe dirigeante algérienne, interlocuteur responsable, s'avère difficile à réaliser. La France continue à porter ainsi presque seule le poids de l'administration du pays.

Sur le fond, Robert Lacoste peut être insatisfait car il marque le pas. Sa loi-cadre, sa grande pensée pour une solution politique à un problème politique – et social – s'est heurtée à l'incompréhension. De retard en retard, la loi, votée seulement en février 1958, ne verra jamais d'application. Son mécanisme est complexe car il doit concilier bien des divergences. Il souhaite répondre aux aspirations de spécificité des Algériens tout en préservant l'existence de la communauté européenne et la notion de souveraineté française. L'Algérie se voit ainsi divisée en unités territoriales : cinq en principe. A partir de là s'élisent des assemblées régionales débouchant sur des pouvoirs locaux. L'ensemble, à plus ou moins long terme – après deux ans au moins – doit tendre à s'intégrer à une fédération coiffant tout le pays. La France, dans ce cadre de relative autonomie, garde les grands problèmes : défense, relations extérieures, monnaie.

Ce projet, lourd dans son application, présente néanmoins des points positifs. Le principe territorial reconnaît le particularisme évident des diverses régions de l'Algérie. Le suffrage universel, pour la première fois admis, marque une étape considérable. Dix ans plus tôt, l'Algérie du statut n'octroyait qu'avec parcimonie le droit de cité aux Algériens. Ce texte laborieux s'offre ainsi comme une base de départ formulée par un esprit généreux – le vieux fonds du militant socialiste Robert Lacoste – ouvert à plus de liberté et de justice sociale mais farouchement intransigeant sur la permanence de la présence française en Algérie[18]. Il jouait l'évolution progressive et non la révolution brutale. Les événements et les hommes ne laisseront pas à Robert Lacoste le temps et la possibilité de mettre à l'épreuve des faits des projets rendus brutalement caducs par le 13 mai 1958.

Après trois ans de lutte, où en sont les esprits et les cœurs ? Ceux des Européens à 99 % et même plus battent au seul rythme de l'Algérie française. C'est là une évidence indiscutable en dépit des complicités que le F.L.N. rencontre de-ci de-là. Quelques dizaines, voire quelques centaines d'individus sont peu sur un million d'âmes. Ils ont, ces Européens, très vite pressenti que leur avenir sur cette terre, qu'ils aiment et où ils ont leurs racines, est lié à la souveraineté française. Cette conviction, fondée il est vrai, et l'avenir le prouvera[19], détermine à elle seule leurs réactions et leurs comportements.

Pour les Algériens, la réponse est plus délicate, en raison de cette pudeur constante de l'âme musulmane qui la rend si difficilement perceptible. Il est tout aussi indiscutable qu'une fraction non négligeable s'est ralliée d'enthousiasme et activement au F.L.N. Le vieux fonds nationaliste, alimenté par les aigreurs nées des inégalités, était sous-jacent. Le Front de Libération a des militants dans les villes et des combattants dans les djebels. A l'opposé, la France a trouvé ou retrouvé ses fidèles. Les deux camps s'équilibrent-ils ? Il serait hasardeux de se prononcer. La France peut légitimement avancer le nombre de ceux qui servent en ses rangs. Le F.L.N. peut décliner l'interminable liste de ses martyrs, témoignage absolu de son audience.

Entre ces deux blocs engagés dans une guerre fratricide, il y a la masse, l'immense plèbe des fellahs, des petits artisans, commerçants ou ouvriers. A bien des égards elle se sent algérienne. Sa foi est là pour lui rappeler sa souche profonde. Elle sait aussi la France présente avec sa puissance et sa

nécessité dans la vie quotidienne. Comment véritablement s'en passer ? Alors, cette masse hésite et attend que le sort des armes désigne le vainqueur. Très vraisemblablement, elle préfère le drapeau vert et blanc qu'elle commence à découvrir, drapeau synonyme pour elle de dignité et de révolution sociale, mais elle n'ose vraiment s'engager. Elle subit et supporte les pressions : exactions du F.L.N., rigueurs de l'armée française. Lorsque les hommes du Front sont présents et les plus forts, elle les suit. Si les troupes françaises s'imposent elle s'engage et les renseigne. Le grand mouvement pendulaire de la Casbah, F.L.N. d'abord, française ensuite, puis enfin F.L.N. devant l'évolution de la guerre, illustre cette alternance.

Ainsi, la guerre d'Algérie, guerre de la conquête des cœurs, se gagne d'abord les armes à la main. Et la France n'a pas encore, fin 1957, partie gagnée.

---

1 En juin 1956 trois bâtiments de la Royale amenèrent à pied d'œuvre un millier de paras. Débarquement vers 2 heures du matin au sud-ouest du camp Bougaroun, tous feux éteints, moteurs réduits. Progression silencieuse des petites colonnes de fantassins. Et puis, soudain, dans la nuit odorante, un fracas porté par la brise de mer : le clairon du *Bouvet* sonnait l'appareillage. Ce fut le tollé bien connu des chiens kabyles.

2 Les termes ratisser, ratissage, accompagnés souvent de l'expression « au peigne fin », seront des maîtres mots du vocabulaire militaire de la guerre d'Algérie. Formule plus facile à ordonner qu'à réaliser. S'aligner pour fouiller et drainer, telles les dents d'un râteau, est souvent plus une vue de l'esprit qu'une possibilité réelle dans un terrain coupé, boisé, accidenté à souhait, aux dénivelées parfois impressionnantes.

3 On peut aussi avancer avec certains auteurs que la grande pulsion climatique des VII^e^ et VIII^e^ siècles a largement fait progresser la zone désertique, qui, comme on le sait, gagne d'est en ouest et du sud au nord. Ce phénomène a accentué les migrations de populations et le recul des terres arables. Il est bien connu que le Sahara était jadis une contrée humide. Peut-on à ce sujet rappeler qu'un crocodile, vestige des sauriens des grands fleuves sahariens, fut tué par un officier français en 1924 dans un oued du Sud algérois ?

4 A la jumelle, les troupes françaises pourront voir les rescapés des deux katibas être récupérés par les camions de l'armée tunisienne qui les attendaient en limite de frontière pour les ramener sur Redeyef. Cinquante-sept moudjahidine tués, quatre prisonniers.

5 Au plan historique, le premier et véritable initiateur du barrage est le général Pedron, commandant du corps d'armée d'Oran.

6 Plus d'un moudjahid y laissera la vie, victime d'une fausse manœuvre et foudroyé par les milliers de volts circulant dans le réseau.

7 Le bouclage est en général assuré par les unités de secteur qui ont mission ^de^ cloisonner sur des axes déjà repérés et de circulation rapide : routes, pistes, lisières de forêt, crêtes, etc.

8 Le barrage, côté tunisien, quitte la côte un peu à l'est de Bône. Il délaisse une zone marécageuse, puis pique sur Morris, Randon et Mondovi, couvrant ainsi la plaine bônoise. Il s'enfonce dans la vallée de la Sybouse jusqu'à Duvivier, puis, longeant la voie ferrée avec la grande boucle de Laverdure, se hisse jusqu'à Souk-Ahras. De là, il descend plein sud sur Tébessa par Clairefontaine et

Morsott. Sur tout ce parcours, il est resté assez éloigné de la frontière qu'il va maintenant jouxter en s'enfonçant vers le Sahara par El-Ma-El-Abiod, Bir-El-Ater et Négrine. Arrivé dans cette très belle oasis saharienne, il achève sa course. A l'ouest, dès la mer, depuis Port-Say, à l'ouest de Nemours, le barrage longe la frontière, protégeant la plaine de Marnia, puis les monts de Tlemcen. Il s'intègre même au dispositif de défense des hauts, d'où les postes français bénéficient d'excellents observatoires sur la région sud d'Oujda. Sur les hauts plateaux, depuis El-Aricha, il pique sud-est vers le djebel Antar et Méchéria, où il rejoint la route et la voie ferrée Oran-Colomb-Béchar. Aux approches d'Aïn-Séfra, il aborde la portion la plus exposée. Le relief venu du Maroc s'enfonce nord-est en Algérie, offrant un axe de pénétration aux katibas de l'A.L.N. C'est là leur route privilégiée par suite du terrain accidenté. Le réseau électrifié est alors doublé, voire triplé. Par Mograr, Djenien-Bou-Rezg, Duveyrier, il serpente sud-ouest pour retrouver la frontière face à Figuig et au saillant marocain pour s'arrêter au sud de la ville, à la limite du grand erg occidental.

9 L'Histoire, le fait est bien connu, est un perpétuel recommencement. En 1904, le colonel Hubert Lyautey avait été nommé soudainement à Aïn-Séfra pour prendre le commandement d'une région critique. Le Sud oranais était menacé par les incursions venues du Maroc au travers des monts des Ksours. Le point vulnérable du front algérien occidental était déjà là.

10 Le colonel Lofti, commandant de la wilaya V, le commandant M'barek y laisseront leur vie. Lofti, il est vrai, était parfaitement suivi depuis son départ du Maroc.

11 A cette époque, il n'y a pratiquement pas eu de désertions dans leurs rangs.

12 La conférence de Bandoeng leur a donné une entière assurance. A Tunis, à Rabat, ils se considèrent pratiquement comme en pays conquis. Dans les pays arabes, ils se regardent chez eux. Ayant débordé le cadre sociologique de l'Islam, ils forcent les portes des pays de l'Est.

13 Un prêtre, l'abbé Béranger, ancien aumônier du « Bataillon du Belvédère » en Italie, curé de Montagnac en Oranie, sera l'émissaire du F.L.N. en Amérique du Sud.

14 Guy Mollet est tombé en juin pour être remplacé par un éphémère gouvernement Bourgès-Maunoury. Ce dernier, après trois mois, a passé la main à Félix Gaillard, en poste jusqu'à avril 1958. Ce perpétuel jeu de massacre des gouvernements ternit chaque jour un peu plus l'image de la IV^{e} République.

15 Il convient d'être très prudent vis-à-vis de ces chiffres. Si la liste des victimes européennes est bien connue, celle des victimes musulmanes est beaucoup plus incertaine. Des hommes disparaissent on ne sait trop pourquoi. Assassinat ? Passage au maquis ? Les disparus ne sont pas toujours signalés par les familles par crainte des représailles du F.L.N. Du côté de ce dernier, si les tués au combat sont à peu près correctement dénombrés par les troupes françaises, qui peut aussi déterminer le nombre des blessés morts faute de soins ou des supprimés plus ou moins clandestinement ?

16 Plutôt mal que bien, en raison des risques de repérage.

17 Plusieurs administrateurs ont été tués ou blessés depuis le 1er novembre 1954.

18 Certains reprochent à R. Lacoste de s'être fait « soustelliser », c'est-à-dire d'avoir été, comme l'ancien gouverneur, envoûté par l'Algérie.

19 Fondée sur les déclarations des chefs du F.L.N., Ben Bella en particulier, et l'incompatibilité de coexistence d'un monde chrétien dans un univers islamique. Le second, encore à l'âge des exclusives, refuse la coexistence égalitaire.

Chapitre XXV

DÉCEMBRE 1957 : IMAGES DE GUERRE

La guerre d'Algérie, par-delà ses implications sociales et politiques passées ou présentes, est d'abord, sur le terrain, une action militaire.

Sa réalité, en premier lieu, relève d'images de guerre. Celles-ci, en outre, ne sont pas non plus inutiles pour dégager quelques conclusions.

*
* *

Décembre 1957. Dans l'Est Constantinois, presque quotidiennement, se déroulent des combats meurtriers. Ils ont surtout pour cadre le sud, ce fameux secteur de Tébessa où le barrage inachevé n'a pas encore trouvé sa pleine efficacité.

Tébessa. Une cité qui vit sur un rythme guerrier et où défilent les régiments de la 25e D.P. Ils sont chez eux au camp de passage, dans les baraques aux toits de tôle ondulée qu'une bourrasque emportera un soir. Route de Chéria avec la tour byzantine avant le croisement de Youx-les-Bains[1],, piste de Bir-El-Ater ou de Ral-El-Euch, tous les chauffeurs y roulent presque les yeux fermés. Chaque jour voit une alerte ou une sortie.

Décembre. Le 2e R.E.P. achève son séjour de quatre mois avant de remonter vers le Nord.

9 décembre. L'officier S.A.S. d'El-Ma-El-Abiod, à 25 kilomètres au sud de Tebessa, communique un renseignement extrêmement urgent qu'il présente comme sérieux : du monde dans le Bou-Djellal. Le Bou-Djellal est un massif sans grande consistance un peu à l'ouest de chez lui. Un dos de chameau posé sur le plateau avec des ravinements, quelques pins et des touffes buissonneuses. Du monde au Bou-Djellal ? L'O.R.[2] est sceptique. On n'en a jamais vu dans ce coin sans eau ni abri. A vérifier quand même par conscience professionnelle.

A pied d'œuvre vers 9 heures, les compagnies du 2e R.E.P. entament une progression qui ressemble un peu à une promenade matinale, l'arme à la bretelle. Le massif a été investi par les deux extrêmes. Deux fronts convergent en ligne l'un vers l'autre. Blindés du 6e R.S.M. et jeeps de la compagnie portée patrouillent sur les flancs au cas, bien improbable, où des fuyards tenteraient de s'esquiver par la plaine.

10 heures. Plus d'une heure de marche à bonne allure. Rien ! Des fells au Bou-Djellal ! Ce n'est pas sérieux ! Alors autant en finir pour rentrer déjeuner chaud.

Brutalement des rafales crépitent. Elles résonnent de partout, coupées par le bruit sourd de l'explosion des grenades défensives. Les radios, jusqu'alors silencieuses, se réveillent.

« Du monde devant moi ! Ils décampent ! »
« Ils foutent le camp ! On fonce ! »

On les sent oppressés, ces porteurs de S.C.R. 300. Ils courent avec leurs vingt kilos dans le dos derrière leurs patrons, lesquels courent pour suivre leurs voltigeurs qui, fidèles à leurs habitudes, vont sus à l'ennemi.

Tout le Bou-Djellal s'est embrasé. Les rafales de P.M. succèdent aux rafales de P.M.A peine distingue-t-on la cadence plus rythmée des fusils-mitrailleurs. Leurs servants n'ont guère le temps de se mettre en batterie. Tout se passe très vite à la poursuite de cet adversaire qui se dérobe. Chaque ombre est immédiatement mitraillée. Des formes en djellaba ou treillis tombent. Au hasard de son avance, un légionnaire armé d'un fusil lance-grenades, qui progresse avec son engin au bout du canon, voit devant lui une ombre se dresser. Il tire d'instinct, presque à bout portant. Le rebelle frappé en pleine poitrine s'effondre. Le tireur écope des éclats de son projectile. Ses mains et son visage sont ensanglantés.

Les rafales claquent toujours, mais côté légion, en connaisseur, on s'interroge :

« Ça ne répond pas beaucoup en face ! »

Effectivement, les coups de feu adverses ne sont pas très nourris. Juste ce qu'il faut pour créer une ambiance et obliger à se baisser un peu. Il n'y a pratiquement pas de casse.

Au P.C., les choses vont tellement vite que la manœuvre a perdu un sens. On sait seulement que deux vagues filent l'une vers l'autre, bousculant tout

ce qu'elles rencontrent. Mettre un peu d'ordre ? Un seul moyen ! Stopper l'un des flots, le situer.

Heureusement, sur le terrain, les commandants de compagnie pensent de même. Ils ont beaucoup couru et à cette vitesse les amis ne doivent pas être loin. Les balles qui sifflent maintenant prennent un petit air connu. Attention aux méprises ! Déjà des bérets verts se profilent sur les crêtes d'en face. Le feu se calme. On s'aperçoit. On s'interpelle.

Demi-tour. Avec calme et méthode maintenant, les compagnies rebroussent chemin pour ratisser le terrain parcouru et faire le bilan de cette course folle. A midi, le décompte tombe :

119 rebelles tués,

7 prisonniers,

27 armes récupérées.

Les légionnaires sont déçus. Où sont les armes ? L'interrogatoire des rescapés fournit la clé de l'affaire.

Ils marchaient depuis trente-deux jours. Encadrés par une section de l'A.L.N., jeunes recrues, ils partaient s'instruire et s'armer dans la base de l'Est, en Tunisie. 32 nuits de marche depuis la région de Médéa, dans le Sud Algérois, dont ils sont originaires. La fatigue et le jour les ont cloués sur cette croupe semi-pelée du Bou-Djellal où ils se sont fait repérer. Encore une nuit et ils étaient sauvés.

Au 2e R.E.P., évoquant le Bou-Djellal, on parlera du « massacre des innocents ». L'expression demeurera.

Ces « innocents »-là, qui auraient pu devenir de solides combattants, représentent l'Algérie qui se forge face à la France. En un mois ils ont sillonné la moitié de l'Algérie. Sur leur passage, ils ont réclamé dans les gourbis gîte et couvert. Ils se sont présentés comme les soldats de l'Algérie indépendante. Eux et tous les autres qui n'ont pas été interceptés ont ainsi répandu et développé dans la population les sentiments d'un lien national à travers les djebels et les vallées. Progressivement, par ces luttes et ces morts, l'Algérie se soude en ces années de guerre.

9 décembre. La table du Fedjoudj domine de quelques centaines de mètres la nudité des chotts qui l'enserrent sur trois faces[3]. Plein sud, se profilent, presque à portée de la main, les crêtes de l'Aurès et du Faraoun. Vers le nord les hauts plateaux alignent leurs étendues fades et désolées.

Le 2e R.E.P. est arrivé de Tébessa dans la matinée. Il est en réserve au profit de l'opération montée dans le Fedjoudj par les troupes du secteur. A côté de leurs G.M.C. les légionnaires tuent le temps, petit casse-croûte ou partie de cartes sur le revers d'une musette.

15 h 30. Les radios s'énervent. Les « Bananes » chauffent leurs moteurs. Les chefs de section courent aux ordres. Des fells ! Accrochés sur les crêtes du Fedjoudj.

« Stick à huit ! » Les dénivelées sont modestes et les distances courtes. Les rotations seront rapides. Les deux premières sections de la 2e compagnie embarquent. Le lieutenant et le sergent-chef qui les commandent échangent rapidement une ultime consigne et, la carte à la main, se hâtent vers les carlingues dont les portes glissent derrière eux.

La D.Z. s'abrite de la contrepente. La poser peut s'effectuer à l'abri des tirs lointains. Hanneton bruyant, la « Banane » n'a pas encore écrasé son train arrière que déjà ses passagers giclent vers l'extérieur. Il n'y a que quelques dizaines de mètres à gravir pour trouver les amis. Leur patron fait le point.

« Les fells ? Ils sont là, devant ! » Le bras épouse la langue de terrain en forme de croissant où ils sont retranchés. De temps à autre, venant de chez eux, un coup de feu claque sur les imprudents. Derrière leurs rochers, les hommes en treillis et chapeau de brousse, cloués au sol, attendaient le renfort. Il est là. A lui d'intervenir maintenant.

Les légionnaires ont pris tout naturellement leur dispositif de combat. Voltigeurs en tête, pièces des fusils-mitrailleurs en léger retrait. Les chargeurs s'emboîtent. Les culasses des M.A.T. reviennent vers l'arrière. Le lieutenant, à la tête des deux sections, annonce au sergent-chef par radio :

« Alignez-vous sur moi et à mon top on y va ! »

Pour les biffins, il n'a qu'une recommandation :

« Couvrez-nous sur la gauche ! », toujours à cause de ce mouvement de terrain en demi-lune.

Comme à la parade, la vague en bérets verts s'est levée et s'élance pour débusquer un adversaire qu'elle sait devant elle. Poitrines nues, les hommes foncent pour déloger tout ce qui peut bouger.

Spectacle d'un autre âge ou spectacle inédit. Un cri jaillit de la compagnie d'infanterie qui se dresse sur ses positions :

– Bravo la légion ! Allez la légion !

La clameur conforte les assaillants dans leur ruée en avant, mais l'enthousiasme qui étreint les cœurs oublie l'adversaire. De la gauche, la mitrailleuse rebelle allonge ses rafales. Le sergent-chef de la 1re section tombe[4]. Un de ses caporaux le rejoint dans la mort.

Mais déjà les légionnaires sont au contact et tout va très vite. Le groupe rebelle qui tenait la crête n'existe plus. L'assaut a coûté deux tués et trois blessés.

Derrière, les « Bananes » poursuivent leur noria. Deux compagnies ont pris pied sur le Fedjoudj. Le capitaine Coiquaud, qui commande la 3, prend la relève pour la deuxième manche : la croupe, précédée d'un ensellement où un autre paquet de rebelles paraît décidé à se défendre âprement. Il est trop tard pour appeler la chasse ou des appuis lourds. Huit fusils-mitrailleurs en ligne crachent comme au pas de tir et d'un seul corps la 3 s'élance. Les impacts piquettent son objectif alors qu'elle s'enfonce dans le creux. Plus que quelques secondes. Coiquaud stoppe son feu et file rejoindre ses voltigeurs. Sur le piton, une fois encore, grenades et pistolets-mitrailleurs rivalisent. Le matraquage a raison des derniers défenseurs.

La nuit tombera après les dernières explosions. 69 rebelles abattus. Leur armement saisi. Il n'y a pas de prisonniers. Ainsi le veut cette guerre, où l'adversaire se bat jusqu'au bout et lève rarement les bras.

Sur la piste qui longe le chott, les phares des G.M.C. trouent l'obscurité. Le R.E.P., mission accomplie, regagne sa base. Là-haut, sur le Fedjoudj, les chacals hurlent à la mort.

18 décembre. Il est de tradition au 2e R.E.P. d'accrocher le 18 décembre. Un an auparavant, pour enlever le « château fort » et dominer les falaises de l'Irgou, dans l'oued Hallaïl, le régiment a payé le prix fort. Chaque crête a été enlevée de haute lutte. Quatre officiers, chefs de section, ont été touchés. L'un a été tué, les trois autres grièvement blessés. L'oued Hallaïl appartient désormais à la légende. Un an après, jour pour jour, les compagnies se retrouvent un peu à l'ouest, dans l'aube glaciale de décembre.

Le plateau des Némentchas, en ces endroits, est une vaste mer hérissée de récifs. Des chaînons rocheux piquettent la steppe. Parfois modestes, tels des menhirs bretons, parfois mouvements de terrain rocailleux à souhait. Autant de bastions possibles, car les renseignements d'habitants, de Chéria, le dernier centre habité, confirment : il y a des fells en déplacement dans le coin.

Avec le jour, les deux D.I.H. sont arrivés, précédés de leur Alouette de commandement et d'observation. Les vagues maintenant s'éloignent à intervalles réguliers. Se poser, sonder le terrain, déceler éventuellement une présence, voilà le travail des unités embarquées pour des sauts de puce de quelques kilomètres. Si personne ne se dévoile, on rembarque et on teste plus loin. Le R.E.P. est passé maître dans l'art de jongler avec l'aérotransport.

Le premier accrochage intervient, en fin de matinée, là où on ne l'attendait pas. La compagnie portée, sur ses jeeps, draine le vaste amphithéâtre en fer à cheval de l'Outa-Zora. Par groupes de deux ou trois, les quatre roues gravissent les pentes et les talus, marquant des temps d'arrêt pour relever toutes traces de passage. L'ennemi, tapi dans un fond d'oued, se dévoile brusquement presque à bout portant. La grenade soulève la jeep de tête roulant à faible allure. Ses occupants se relèvent meurtris alors que leur véhicule s'embrase. Déjà leurs camarades sont là. Douze légionnaires contre douze djoundi. La partie est égale.

Quelques instants plus tard, il y aura douze cadavres et douze armes contre deux blessés à la compagnie portée. L'adjudant, chef du détachement, n'est pas peu fier des réflexes de ses hommes : arrosage par les F.M. de bord, pluie de grenades et comme toujours musique endiablée des P.M. Ah, ces MAT-49, quel outil entre des mains expertes !

14 heures. L'action se précise à l'Hamimat-Guerra, avec une tout autre ampleur. Sur ce chicot de quelques centaines de mètres de long, l'ennemi paraît très solidement retranché. Ses feux balayent la plaine.

La 1er compagnie au contact se regroupe, au plus près, dans les ravins desséchés qui lui assurent des tranchées de protection naturelle.

Les D.I.H. bourdonnent à nouveau. Poser d'assaut sous la couverture de la chasse. Sur le billard il ne fait pas bon s'attarder. Heureux ravinements qui procurent des cheminements couverts !

15 heures. Le dispositif est en place. La 1re et la 4e sont dans l'axe de l'Hamimat-Guerra. Les autres compagnies sont de front, rivées derrière leurs armes pour les appuyer. Pendant quelques minutes, Corsaires et B 26 se déchaînent. Passes de napalm et passes des mitrailleuses de bord. Du travail précis C'est fini.

« A vous messieurs ! »

A l'unisson, les F.M. d'appui vident leurs chargeurs alors que la 1re et la 4e s'élancent. Une centaine de mètres à franchir pour atteindre les

premiers éboulis de l'Hamimat-Guerra. Une course éperdue dans le fracas des grenades à fusil et des percutants des canons sans recul. Les bérets verts sont maintenant dans la place. Sur les flancs, les autres compagnies se déploient à leur tour. L'assaut converge de partout. Attention aux mauvais coups ! Il faut viser droit et court.

16 heures. Tout est fini. Les six mitrailleuses qui tenaient l'Hamimat-Guerra sont aux mains du R.E.P. La Katiba a été anéantie contre des pertes légères. Le 18 décembre est resté fidèle à lui-même. Une fois de plus, une règle d'or de cette guerre s'est trouvée vérifiée : sauf erreur d'exécution, un groupe rebelle repéré est un groupe rebelle détruit. Malgré son courage, le djounoud n'a comme ressource que se rendre ou vendre chèrement sa vie s'il a, face à lui, les paras ou les légionnaires, tout aussi courageux que lui et supérieurement aguerris et bien encadrés.

---

1 On peut encore utiliser les thermes de l'époque romaine et leurs eaux chaudes.

2 L'officier de renseignement.

3 A mi-chemin de la piste Batna-Aïn-Beïda, soit environ 50 km nord-est de Batna.

4 Sergent-chef Mensuelle, commandant la 1re section de la 2e Cie, vétéran du 2e B.E.P d'Indochine.

Chapitre XXVI

LA LUTTE F.L.N./M.N.A.

1957 voit aussi se dérouler un affrontement fratricide entre Algériens. Affrontement qui débordera le sol africain. Le jeune F.L.N. veut se débarrasser de son aîné, le M.N.A. La lutte entre eux sera sans merci.

*
* *

Le messalisme, enlisé dans ses luttes intestines et ses querelles de personnes, n'a participé ni à la préparation du 1er novembre 1954 ni à son déroulement. L'insurrection s'est déroulée en dehors de lui. Deux voies s'ouvrent alors à Messali : s'y opposer ou la rejoindre pour la partager, voire la coiffer. Il ne se décide pas à l'heure où il a encore le temps de peser sur la bataille. Les atouts pourtant ne lui manquent pas pour rallier une action qui manque de chefs de large notoriété. Manque de clairvoyance ? Il semble, au départ du moins, n'avoir vu qu'un épisode éphémère dans ce qui allait devenir une lutte de longue haleine. Il songeait sans doute aussi à une insurrection, mais ne la voyait que plus tard et au travers d'un mouvement de masse. Ce refus de Messali Hadj de s'associer aux lauriers et aux coups de la guerre d'indépendance va déboucher sur un flot de sang algérien par suite des passions envenimées.

Dès novembre 1954, l'insurrection provoque deux effets opposés. Le M.T.L.D./M.N.A. est frappé par les arrestations. Ses cadres, ses militants, connus, fichés, sont les premières victimes d'une répression qui voit dans les hommes de Messali les fauteurs de troubles. Son secrétaire général, Moulay Merbah, est tout de suite arrêté. Le jeune F.L.N., en revanche, dégage les dividendes de son audace. Il s'attire des sympathies et recrute. Bien des militants de base du M.N.A., avides d'action, parfois privés de

chefs, emprisonnés, gagnent ses rangs. D'autre part, ayant préparé la lutte armée, il est mieux équipé.

Au printemps 1955, l'arrivée d'Abane Ramdane et ses idées sur la prééminence absolue du F.L.N. accélèrent la rivalité entre les deux mouvements. Messali et ses hommes se regardent comme les seuls tenants d'un nationalisme qu'ils revendiquent depuis un quart de siècle. Le F.L.N. se proclame le seul drapeau d'une Algérie pour laquelle il a osé prendre les armes. Les rivalités humaines parachèvent le différend. L'intolérance répond à l'intolérance, l'exclusive à l'exclusive. Dans un camp comme dans l'autre on est prêt à s'entr'égorger.

La guerre d'Algérie est, à bien des égards, une guerre civile et ce sera là une de ses marques pratiquement constantes. Français contre Français, Algériens contre Algériens, toujours. Les années 1957 et 1958 voient le point culminant et décisif d'une de ces luttes fratricides entre Algériens : le conflit M.N.A./F.L.N.

Pour percevoir pleinement ce conflit deux données, trop oubliées avec le recul du temps et la victoire exclusive du F.L.N., sont à rappeler une fois encore :

– les chefs et les militants du F.L.N. naissant sont presque tous des anciens du M.T.L.D. devenu M.N.A., ce mouvement de Messali Hadj qui, le premier et le plus fort, a clamé le nationalisme algérien. Que l'on se souvienne, par exemple, que Krim Belkacem est le responsable M.T.L.D. de Kabylie[1], qu'Ait Ahmed, Khider, Ben Bella, sont les membres de la délégation extérieure de ce même M.T.L.D. ;

– au 1er novembre 1954, le M.T.L.D. est, par le nombre de ses militants, par son implantation, par ses structures, beaucoup plus fort politiquement que le F.L.N. Messali Hadj est perçu par la masse des Algériens comme leur drapeau pour l'indépendance. Ses emprisonnements, ses assignations à résidence[2] lui ont pleinement conservé son auréole de combattant et de martyr.

En 1954, Messali Hadj et les siens représentent une force considérable. Quelques années plus tard, ils ne seront pratiquement plus rien. Le F.L.N. les aura supplantés à tous les niveaux et en particulier dans le cœur des Algériens. Pourquoi ? Comment ?

Le combat se déroule sur deux fronts : en France et en Algérie. Le F.L.N., très vite, perçoit le potentiel que représente la masse des travailleurs algériens en métropole. Elle est du reste un fief messaliste : plus de

7 000 militants organisés et structurés sans compter les sympathisants plus ou moins actifs[3]. Pour le F.L.N. tout est à faire. Ce sera l'œuvre de Mohamed Boudiaf, l'un des « six » qui, dès les lendemains du 1er novembre 1954, commence à mettre sur pied la Fédération de France du F.L.N. Celle-ci, au fil des mois, et en dépit des vagues d'arrestations qui la décapitent régulièrement, devient extrêmement puissante. Elle constitue un réservoir de combattants à enrôler et à acheminer sur les camps de Tunisie et du Maroc. Surtout elle s'avère une véritable mine d'or. Les cotisations prélevées mensuellement sur les salaires algériens alimentent le budget du F.L.N. On a vu comment les sommes, très importantes, ainsi prélevées, assurent le financement de l'effort de guerre du F.L.N.

Pour mieux tenir en main le monde du travail immigré, le F.L.N. lance, le 24 février 1956, sous la direction d'un ancien du P.C.A., Aïssat Idir[4], la très officielle et très légale U.G.T.A. (Union générale des travailleurs algériens). Le F.L.N. à dire vrai, a été devancé par le M.N.A. qui, quelques semaines plus tôt, avait déjà lancé l'U.S.T.A. (Union des syndicats de travailleurs algériens). L'U.G.T.A. grandira vite. En juillet, elle sera, à Bruxelles, admise à la Confédération internationale des syndicats libres. A Alger, l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas lui cédera ses locaux de la place Lavigerie, lui apportant ainsi pignon sur rue.

Cet aspect officiel des deux mouvements ne freine pas le combat sous-jacent. La domination des centaines de milliers d'Algériens en France est en jeu. Tous les coups vont être permis.

La violence oratoire est vite dépassée. Les actes suivent les paroles. « On ne s'allie pas aux traîtres, disait un tract F.L.N., on les abat. » Dès la mi-1955, les règlements de comptes interviennent. Messali donne l'ordre d'éliminer les chefs adverses. 82 cadres du Front sont tués. En certains endroits, l'infrastructure F.L.N. est décapitée. On murmure même aussi, de chaque côté, que la police française bénéficie des renseignements que les antagonistes lui livrent pour se nuire. Le fait est plausible devant la liste des arrestations. 1958 sera l'année maximum des arrestations. Le 20 septembre, Ahmed Semmache, responsable de l'U.S.T.A. pour la région parisienne, est assassiné. Quatre jours plus tard, son camarade Mellouli Saïd, responsable U.S.T.A. de Renault, connaît le même sort. 4 000 tués, 9 000 blessés seront le bilan de cette rivalité impitoyable. Messali Hadj lui-même, en 1959, échappe de peu aux rafales des tueurs adverses. Il ne doit la vie qu'au

sacrifice de l'un de ses fidèles, Ali Djouadi, qui lui fait un bouclier de son corps.

Un membre du bureau politique du M.N.A., Ahmed Nesba, rallié par la suite au F.L.N., aura ces mots quelques jours avant d'être abattu par ses anciens amis :

« Ce qui m'arrive est terrible. J'ai passé toute la guerre à lutter contre des Algériens. »

Exemple non isolé et sort de plus d'un immigré tiraillé entre deux fractions. Finalement le F.L.N., vainqueur sur le terrain en Algérie, seul interlocuteur sur la scène internationale, l'emportera aussi en métropole. Le carré des messalistes se réduira, le gros des troupes se ralliant à celui dont la victoire paraît acquise.

En Algérie, l'enjeu n'est plus la mainmise sur les ouvriers immigrés et le potentiel de prélèvement financier qu'ils représentent. Il est à l'échelle du pays. Qui dominera la population algérienne et aura la prééminence militaire sur le terrain ? Le M.N.A. tient le Sud, l'Oranie, Alger, plus ou moins la Kabylie, Bouira, la vallée de la Soummam. Il est solide également dans un triangle Bône – Tébessa – Constantine. Le F.L.N. en général est bien implanté dans le Constantinois et plus dans le bled que dans les villes.

On sort très vite du domaine du règlement de comptes et de l'attentat individuel. C'est la guerre ouverte entre bandes rebelles qui se sont peu à peu organisées car, en 1955, le M.N.A. a mis sur pied, lui aussi, une structure militaire. En février-mars 1956, la bataille fait rage en Kabylie. Des accrochages ont lieu à Bouira, Dra-El-Mizan, aux Ouadhia, à Seddouk, dans le Guergour, à Aïn-Bessem, à Menerville. L'armée française laisse ses adversaires s'entre-tuer, attendant le vainqueur pour lui porter des coups.

En octobre 1956, les combats reprennent de la vigueur. Le M.N.A. est secoué mais ses forces demeurent intactes dans le Sud Oranais et au Djebel Amour, dans la partie saharienne de l'Algérie. C'est là, au sud, que ses forces trouveront refuge.

Une tuerie donne une nouvelle impulsion à la lutte. Le 28 mai 1957, la population du douar Melouza, dans la partie occidentale du Hodna, hommes, femmes, enfants, soit environ 300 personnes, est sauvagement massacrée. Il y a plus de 150 blessés. Des rescapés perdent la raison devant l'horreur qu'ils ont vécue. Le F.L.N. accuse l'armée française. Celle-ci, preuves à l'appui, dénonce le crime de l'A.L.N. contre une population déclarée francophile. En fait, il s'agit d'une opération du F.L.N. contre un

douar d'obédience messaliste, menée à l'initiative du colonel Mohamedi Saïd[5], chef de la wilaya III, de Grande-Kabylie.

Vingt ans après, le massacre n'est plus contesté par le F.L.N. et encore moins attribué aux troupes françaises. Ferhat Abbas, dans ses Mémoires, le reconnaît comme une faute dont il attribue la responsabilité à Amirouche, « combattant courageux mais manquant de sens psychologique »[6]. La grande presse, qui a relaté l'affaire, ignore à l'époque les dessous des rivalités algériennes. En revanche, les chefs du M.N.A. connaissent la vérité. Ils savent qui a tué. L'affaire Bellounis, un de ces épisodes burlesques et tragiques de la guerre d'Algérie, commence.

Dans cette affaire il y a le M.N.A. et un homme, Mohamed Ben Lounis, dit Bellounis. Ce colosse de quarante-cinq ans, derrière ses allures de primate, n'est pas sans astuce ni ambitions. Conseiller municipal de Bordj-Ménaïel, bourg modeste à la limite occidentale de la Grande-Kabylie, il a milité au P.P.A., puis au M.T.L.D. C'est donc un vieux et fidèle messaliste qui ne manque pas de terminer ses proclamations par « Vive le M.N.A.! Vive Messali Hadj ! ». En 1955, lui, l'Arabe, il met sur pied en pays kabyle, dans la vallée de la Soummam, un maquis M.N.A. Le F.L.N. anéantit en majeure partie son implantation et il se réfugie plus au sud, en bordure des confins sahariens. Son grand moment commence.

Bellounis recrute à nouveau dans une région traditionnellement acquise à Messali. Les vieilles haines entre Arabes et Kabyles, qui ont, sous Amirouche, décimé le premier maquis de la Soummam, facilitent la tâche de celui qui se proclame commandant en chef de l'A.N.P.A., l'armée nationale populaire algérienne. Il arbore cinq étoiles et se présente comme le « général du désert ». Mais l'holocauste de Melouza lui fait comprendre la nécessité d'un allié face au F.L.N. Il a besoin d'armement et la route des frontières lui est barrée par l'A.L.N. Il se tourne donc vers les Français qui suivaient jusqu'alors, plutôt intéressés, ces discordes chez l'ennemi.

Débute le jeu du plus subtil, du plus fort et du plus malin. Les Français veulent bien aider Bellounis sous réserve qu'il soit un allié fidèle et à leur obédience. Des officiers ayant servi en Indochine se souviennent des alliances souvent heureuses passées avec des sectes ou des minorités ethniques. Pourquoi ne pas recommencer ? Bellounis veut bien participer à la lutte contre le F.L.N. à condition qu'on l'équipe, bien sûr, et qu'il reste le maître chez lui sans remettre en cause son objectif final : l'indépendance algérienne. C'est beaucoup en demander de chaque côté. Du moins les deux

parties feignent-elles d'ignorer ce qui les sépare. Les drapeaux bleu blanc rouge et vert et blanc de l'A.N.P.A. flottent côte à côte. Deux centaines du II^{e} choc, sous les ordres du capitaine Rocolle, servent de mentor au général en chef de l'A.N.P.A. qui reçoit une aide logistique. Il en profite pour s'étoffer. Ses effectifs se montent à 3 000 hommes. Sa zone d'action est un vaste haricot d'Aflou à Aumale.

Pour le F.L.N., Bellounis, ce messaliste de surcroît allié des Français, est l'homme à abattre. La wilaya V de Boussouf, la wilaya VI de Si Haouès, cette dernière largement entamée par la présence de l'A.N.P.A., lui mènent la vie dure. Les accrochages sont fréquents. Le 2 février 1958, un fort combat oppose trois compagnies de l'A.N.P.A., appuyées par les deux centaines du II^{e} choc, à de forts éléments de l'A.L.N. Le capitaine Rocolle est tué et l'adversaire décroche sans pertes notables.

Ces incertitudes militaires accroissent les difficultés de Bellounis partagé entre son allié français et son nationalisme de base. Ses troupes ne sont pas toujours très sûres. Il y a des désertions. Alors, le commandant de l'A.N.P.A. élimine. Après sa mort, l'armée française retrouvera des charniers, lendemains d'une justice expéditive : près de 500 cadavres.

Peu à peu, Bellounis, Olivier pour les Français, va trop loin. Son tempérament naturellement violent et autoritaire lui crée plus d'un ennemi. Ses exactions exaspèrent les habitants des douars. Le travail de pacification est remis en cause là où il séjourne. Avec son allié français, il en prend par trop à son aise. Est-il vraiment au fond un allié ? Le doute s'instaure de plus en plus dans le commandement français et chez ceux qui ont manipulé cette affaire. Bellounis et ses combattants apparaissent comme un danger. Ordre est donné de les supprimer.

En juillet 1958, des unités d'intervention convergent sur Djelfa pour renforcer les troupes de secteur : 5^{e} R.E.I., 3^{e} R.P.C., commandos de l'Air, 2^{e} R.E.C. La légion fera le gros du travail. Le 17 juillet, on retrouve sur le terrain le cadavre du « général du désert », victime de ses anciens alliés. L'affaire Bellounis est terminée. L'A.N.P.A. disparaît. Ses hommes se dispersent, les uns vers le F.L.N., d'autres vers l'armée française.

Quelques centaines d'individus se réfugient dans la montagne et s'organisent pour durer sous les ordres de Mohamed El-Almi et de Si Meftah.

La survie de ces rescapés de Bellounis reste à bien des égards une interrogation. Ils sont donc plusieurs centaines dans les monts de la région

de Djelfa et là, personne ne s'occupe trop d'eux. L'armée française, qui traque partout l'A.L.N., s'en désintéresse dans la mesure où ils ne gênent pas. Pourquoi ? La réponse est évidemment politique.

En octobre 1960, la 25e D.P., qui œuvre alors dans le Constantinois, reçoit ordre de se préparer à faire mouvement sur Djelfa. Les emplacements « rebelles » sont parfaitement localisés. Les cadres reçoivent les cartes codées ainsi que des photos aériennes précisant même les emplacements reconnus des armes automatiques. Pour les paras, qui se soucient peu des dessous F.L.N.-M.N.A. et qui même les ignorent, ce sont des certitudes de solides empoignades. Et puis, brutalement, sans explication, les unités se retrouvent dans l'Aurès pour liquider les débris des katibas de l'A.L.N. Qui a donné le contrordre ?

En mars 1962, l'O.A.S. à Alger s'intéresse au M.N.A., lequel, entre-temps, a encore éclaté. Celui-ci se sait condamné. Il s'accroche à toutes les possibilités de salut. Des émissaires viennent du sud présenter leurs moyens. D'anciens officiers de l'armée française envisagent d'aller sur place pour mieux se rendre compte et éventuellement s'intégrer au dispositif armé. L'évolution bousculée des événements éliminera ces projets.

La suite est encore plus mal connue faute de témoins pour la relater. Avec l'indépendance, le F.L.N., seul maître du pays, peut régler ses vieux comptes avec ses adversaires. Les survivants de l'A.N.P.A. de Bellounis disparaissent à jamais[7].

*

* *

Bellounis, mort, ses partisans dispersés, le F.L.N. a partie gagnée en Algérie contre son rival. Désormais, les populations penchent vers le vainqueur, du moins celles qui aspirent à l'indépendance totale du pays. Avec la fin de 1958, la métropole voit la même sélection. Sur la scène internationale les jeux se sont faits plus vite et plus tôt. Au Caire, Mazera, l'envoyé de Messali Hadj, est incarcéré par les soins du colonel Nasser, qui a choisi son camp bien avant le 1er novembre 1954. Il restera détenu jusqu'en 1962. En Tunisie, au Maroc, le F.L.N. s'impose comme le seul interlocuteur. Les messalistes sont éliminés, comme Larbi Oulebsir, le pourvoyeur d'armes du Maroc pour les maquis M.N.A. Partout dans le

monde, à l'O.N.U. en particulier, et l'on verra comment, les diplomates du F.L.N. s'imposent au détriment du M.N.A. mais aussi de la France[8].

Au début de 1959, le M.N.A. n'apparaît plus comme une force représentative du nationalisme algérien. En janvier, le gouvernement français rend sa liberté à Messali Hadj, preuve qu'il ne le regarde plus comme un danger sérieux. Il a déjà d'autres vues. Cette victoire du F.L.N. s'explique. Son dynamisme a balayé l'attentisme et l'immobilisme messalistes. Il a bénéficié de son avance dans le bled et les djebels. Evidemment, le prix du sang a été élevé. Très vite aussi, et grâce à ce même dynamisme, les milieux favorables à l'indépendance algérienne ont trouvé le F.L.N. sur leur route. Ceci a été particulièrement net en France où le M.N.A. est resté dans l'ombre de l'opinion. Ce dernier a payé aussi l'affaire Bellounis même si Messali Hadj a désavoué le commandant en chef de l'A.N.P.A. Le parti est apparu aux yeux de nombreux Algériens comme celui de la trahison, du ralliement à la France. L'impression, née le 1er novembre 1954, du F.L.N. mouvement de combat pour l'indépendance nationale s'est renforcée. Le M.N.A. a perdu des sympathies et des militants au profit du F.L.N.

Les Français, pour leur part, n'ont pas compris le sens politique de la rivalité F.L.N.-M.N.A. et les conséquences de la seule victoire du premier. Ils n'ont vu que son aspect militaire, escomptant un renfort en hommes sur le terrain, d'où le cas Bellounis. Le pluralisme politique, également en cause, leur a complètement échappé durant la période cruciale. La suprématie du F.L.N. signifie le parti unique, l'interdit des autres composantes algériennes ou européennes. Il n'y aura pas de place et de droit d'expression hors du F.L.N. L'exode des chrétiens et des juifs, l'exil des Algériens contestataires, le massacre des musulmans profrançais sont des conséquences directes, parmi d'autres, de la domination exclusive du seul F.L.N. L'Algérie, avant même son indépendance, se voue au totalitarisme, à la dictature d'un clan, si représentatif soit-il.

---

1 A ce titre, Krim Belkacem a envoyé des délégués au congrès messaliste d'Hornu, en août 1954.

2 Au 1er novembre 1954, Messali Hadj est en résidence forcée à Angoulême.

3 Le M.N.A. est particulièrement solide dans le Nord, les Ardennes, des arrondissements de Paris comme le 18e, des banlieues comme Argenteuil, Montreuil, ou des villes comme Grenoble, Lyon, Clermont-Ferrand, Montluçon.

4 Il sera arrêté peu après le 24 mai.

5 Mohamedi Saïd, ancien agent nazi durant la Seconde Guerre mondiale, condamné à mort, puis gracié. Suppléant de Krim Belkacem au C.N.R.A. issu du congrès de la Soummam et son successeur à la tête de la wilaya III.

6 Le colonel Amirouche, l'un des successeurs de Krim Belkacem en wilaya III, est l'un des combattants les plus en vue, côté F.L.N., de la guerre d'Algérie. Ce Kabyle, militant farouche de l'indépendance, se fait remarquer par sa détermination, son courage, mais aussi par sa cruauté. Ainsi n'hésite-t-il pas à faire massacrer un millier de personnes, y compris femmes et enfants. C'est la « nuit noire » de la Soummam au douar Ioun-Dagen, où il entendait frapper une population fidèle à la France. On sait son rôle dans la tuerie de Melouza. Il sera, par sa suspicion, l'un des protagonistes essentiels des purges au sein de l'A.L.N. Convoqué en Tunisie, il sera tué le 29 mars 1958 au djebel Tsameur avec Si Haouès, le chef de la wilaya. Les services de renseignements français le suivaient dans son périple, d'où son interception.

7 Cette affaire Bellounis, qui pèche par sa fragilité et son manque de rigueur, est dans la droite ligne d'autres affaires aussi peu heureuses comme « Oiseau bleu » en Kabylie ou le cas Kobus dans la vallée du Chélif. On y voit très souvent la marque du fameux Il^{e} choc. Ce régiment, à vocation très spéciale, est l'émanation opérationnelle des services secrets, c'est-à-dire du S.D.E.C.E. Il est composé d'individualités d'active et de réserve, très sélectionnées et à bien des égards remarquables. Mais son « esprit moustache », ce côté nébuleux et parfois utopique des services spéciaux, l'incite à rêver. Il place la barre très haut et la mise est souvent au-dessus de ses moyens pour honorer le contrat. Il le paiera de sévères désillusions et de lourdes pertes, aussi bien sur la frontière tunisienne que dans l'intérieur. Le commandement, de guerre lasse, le mettra plus ou moins sur la touche pour limiter des bévues lourdes de conséquences. Cette réserve n'enlève rien au courage des siens qui ten-tèrent parfois des missions hors du commun comme celle de ce sergent-chef volontaire pour une mission de renseignements en Tunisie en se faisant passer pour un légionnaire déserteur.

8 Habib Bourguiba écrira à Messali Hadj pour lui demander de se rallier au F.L.N. dans l'intérêt supérieur de son pays. C'est à cette occasion qu'il le saluera du titre de « Père du nationalisme algérien ».

Chapitre XXVII

1958 : LA BATAILLE DU BARRAGE : SAKIET

1958. Qu'apportera cette quatrième année de guerre ? Nul ne peut en présager. L'horizon est sans issue immédiate. Chaque camp s'enfonce dans une routine meurtrière. La voie diplomatique n'a rien donné et ne peut rien donner : indépendance, côté F.L.N., souveraineté française, côté Paris. Les contacts des émissaires socialistes avec des Algériens sont restés sans lendemain. L'impasse est totale. Aussi, plus que jamais, la parole est aux armes, mais pour s'imposer définitivement sur le terrain beaucoup de sang doit encore couler. Ainsi s'ouvre 1958, alors que le canon tonne une fois de plus dans le Constantinois. La bataille de la frontière tunisienne débute.

Pour comprendre la partie qui va s'engager il convient de regarder une carte. Le barrage électrifié couvre la frontière tunisienne mais ne la jouxte pas. Pour des raisons de commodité matérielle, dans ce terrain difficile des monts de la Medjerda où les axes routiers sont peu nombreux et la végétation particulièrement drue, il s'en éloigne sensiblement. Depuis Mondovi, le pays natal d'Albert Camus, dans la plaine de Bône, il suit la voie ferrée jusqu'à Souk-Ahras. Après quoi, dans un paysage plus dégagé, il peut piquer plein sud sur Tébessa[1].

C'est là, entre Mondovi et Souk-Ahras et même, plus exactement, entre Duvivier et Souk-Ahras, qu'il existe un créneau privilégié pour tenter de passer. Le barrage est alors face au « bec de canard », le fameux saillant de Ghardimaou, qui pointe face au petit village de Lamy. L'A.L.N. a, dans ce saillant, une bonne partie de ses bases et de ses camps. De là, les katibas peuvent s'infiltrer sans grand dommage dans le massif forestier de l'oued Soudan. C'est une base de départ idéale pour s'approcher de l'obstacle,

l'étudier, le franchir et s'enfoncer en Algérie. Or de l'autre côté du barrage, justement entre Duvivier et Souk-Ahras, où il va falloir faire très vite pour s'éclipser et échapper aux recherches françaises une fois l'alerte donnée, le terrain est tout aussi couvert. Sur une bande d'une trentaine de kilomètres de largeur du nord au sud, les bruyères, les lentisques dépassent souvent la taille d'un homme[2]. Plus au sud s'amorcent les hauts plateaux dénudés, plus au nord s'ouvre la plaine de Bône avec ses orangeraies et le lac Fetzara, aux abords désolés et uniformes.

Cette voie plein ouest vers l'intérieur de l'Algérie passe au nord de Guelma, petite cité dans une cuvette, riche de ses ruines romaines et de ses cultures de tabac. Guelma sera à la bataille nord du barrage ce qu'a été Tébessa au sud.

La zone Est constantinois est maintenant aux mains de Vanuxem. Celui-ci, de son P.C. de Bône, a vite compris quelle partie allait se jouer – le ravitaillement en hommes et munitions de la rébellion – et quel prix allait y mettre le F.L.N. Il a demandé à Salan des renforts et les a obtenus. Les paras, la légion sont là[3].

Son pragmatisme ne s'embarrasse pas de formalités. Il veut de l'efficacité. Pas de guerre d'états-majors ! Une guerre de soldats, de chefs compétents. Sautant les hiérarchies et les lourdeurs territoriales, il lance ses colonels de choc : Buchoud et Jeanpierre, deux hommes qu'il sait pouvoir coller au terrain et jongler avec les moyens. A ces jeunes colonels il confie un commandement tactique bien supérieur à leur grade : troupes à pied, blindés, hélicoptères, aviation, etc. Il ne sera pas déçu.

Buchoud est à Laverdure, petit village de colonisation à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de Souk-Ahras. Collé au barrage, il s'axe plutôt sur les abords de la ville de Saint-Augustin. Son régiment, qu'il a créé et façonné, est constitué pour l'essentiel d'appelés du contingent, volontaires pour les troupes aéroportées. Son encadrement, qu'il a lui-même sélectionné, comporte plus d'un ancien d'Indochine. Avec Buchoud, des unités de secteur[4].

Le 21 janvier, Jeanpierre est arrivé à Guelma avec son 1er R.E.P., qui rêve d'en découdre sérieusement. Jusque-là, l'expédition de Suez, la bataille d'Alger, quelques incursions sur Hassi-Messaoud ou l'Orléansvillois ne lui ont guère permis de faire parler la poudre. Aussi ce magnifique outil de combat attend-il son heure avec impatience. Guelma va la donner à ce régiment où se mêlent des jeunes et des vétérans d'Indochine rescapés de

deux ou trois séjours en Extrême-Orient et, pour certains, de Dien-Bien-Phu.

Jeanpierre domine son sujet. Il a la carrure pour, mais il est bien servi. Son adjoint s'appelle Morin[5]. Ses capitaines Martin, Glasser, Besineau. Ses adjudants Tasnady, Filatof, Dallacosta. Avec lui aussi le commando d'Extrême-Orient[6] et un excellent groupe nomade de Guelma, unité musulmane normalement montée pour intervenir dans les djebels plus découverts du sud de la ville.

La grosse bataille va durer trois mois, de fin janvier à début mai. C'est l'époque où les nuits sont longues, propices à une marche discrète. Le scénario est rituel. Les Algériens forcent le barrage dans la première partie de la nuit, s'octroyant ainsi quelques heures pour gagner des couverts avant le lever du jour. Les véhicules blindés de la herse en patrouille permanente sur la piste qui longe le barrage localisent la coupure signalée par la rupture du réseau.

L'alerte donnée, le branle-bas réveille les cantonnements.

A Guelma, les camions du 1er R.E.P. quittent le stade ou l'école d'agriculture. Ils se regroupent au carrefour stratégique à la sortie nord de la ville. Il est 3 heures, 4 heures, 5 heures du matin. Dans les véhicules débâchés, les légionnaires frissonnent et battent la semelle. Avec l'aube, ils seront au plus près et les D.I.H. surgiront du ciel pour enlever les premières rotations. Direction : la Mahouna, Guebar, Debar, Beni-Mezzeline. La route est toujours plus ou moins la même qui mène aux reliefs broussailleux, où les katibas cherchent refuge. Le passage d'une centaine d'hommes laisse toujours quelques traces et il est rare que les pisteurs musulmans se trompent. Ces ralliés, habitués des lieux, savent repérer les axes de marche des groupes infiltrés. « Ils doivent se trouver par là... » Et la main tendue désigne la zone proche où les djoundi doivent se terrer.

Dans la fraîcheur et l'humidité matinales, les premières rafales claquent. Ils sont là ! Les rotations d'hélicoptères s'accélèrent, les T-6 tournent et straffent, les armes d'appui, mortiers, canons sans recul, interviennent, parfois l'artillerie donne. Dans le ciel, dans son Alouette, Jeanpierre règle ce vaste carrousel. Parfois, il se pose sur un P.C. de compagnie ou un observatoire pour mieux préciser ses ordres. Et puis, comme à la parade, les bérets verts s'élancent. Dans la broussaille et le rocher, il faut se voir de près. Le P.M. est maître et les chargeurs se vident sur les ombres accroupies. Des défensives explosent pour nettoyer les fourrés de leurs

derniers tireurs. Des hommes tombent. Des voix crient « Infirmier ! ». Souvent dans ce combat au corps à corps il n'y a plus rien à faire.

Le 1er R.E.P., sur ces pentes de l'Est Constantinois, perd dans ces semaines brûlantes 111 tués et 272 blessés. Près de la moitié de son effectif combattant. Mais quel bilan ! Mitrailleuses, F.M., fusils de toutes nationalités s'amoncellent. L'A.L.N. a laissé devant le 1er R.E.P. près de 2 000 morts. Vanuxem, qui sait parler aux hommes de guerre, lui décerne le titre de « premier régiment d'assaut de l'armée française ».

Un titre qui fait envie à son cadet, le 2e R.E.P., engagé à cette heure en wilaya II après les rudes mêlées de Tébessa. Pour ne point être en reste, le 26 avril, il règle un des plus beaux faits d'armes de la guerre d'Algérie dans les Béni-Sbihi, au sud-est d'El-Milia. Plus de 220 rebelles hors de combat en quelques heures avec l'armement correspondant saisi. La 2e compagnie – une palme à son fanion – a donné l'assaut comme en 1914, à la montre, après une minute de feu de ses armes automatiques.

Fin avril, l'A.L.N., pressée par les combattants de l'intérieur qui réclame de l'aide, lance ses ultimes forces dans la bataille. Dans la nuit du 29, un fort contingent perce le barrage aux abords mêmes de Souk-Ahras, au djebel Mouadjène. Buchoud intervient et les hélicoptères bourdonnent à nouveau. Sur le plateau du Mouadjène, la 3e compagnie, lancée en pointe, se trouve seule face à une très forte résistance. Un moment, celle-ci semble fléchir. Des hommes agitent les bras dans la ligne algérienne. Ils donnent l'impression de vouloir se rendre. La compagnie s'avance presque à visage découvert vers cet adversaire qui paraît capituler et soudain les armes automatiques adverses se dévoilent. La 3e compagnie perd 32 hommes, dont son capitaine, de Beaumont. Les survivants, encerclés, forment le carré tandis que Buchoud rameute tous les siens. Toute la soirée, le combat fait rage Il va durer trois jours encore. Le 30, jour de la fête de Camerone à la légion, le 1er R.E.P. accourt de Guelma. Le 1er mai, à l'aube, le 2e R.E.P., qui a roulé toute la nuit depuis Philippeville, débarque à son tour. Côte à côte bérets rouges et bérets verts vengent les morts du 29 avril. L'A.L.N.. en ces quatre journées, a perdu 307 combattants et tout leur armement. Le 2 mai, Latreche Youssef, l'un des derniers chefs algériens, est tombé

Avec la bataille de Souk-Ahras s'achève pratiquement la bataille du barrage nord. Le mois de mai et les suivants verront surtout la chasse aux rescapés disséminés dans les massifs avoisinant Guelma. Le bilan de ces

mois de combats est lourd, surtout côté algérien. Le F.L.N. accuse des pertes difficiles à combler. Le colonel Ouamrane, responsable de la direction de l'ar mement et du ravitaillement, le reconnaît le 8 juillet dans son rapport au C.C.E. : « L'heure est grave. L'A.L.N., qui a atteint une puissance respectable par ses effectifs et son armement, subit actuellement de lourdes pertes (plus de 6 000 moudjahidine tombés en deux mois dans la seule zone de Duvivier[7]).

» Si au cours de l'année écoulée nous avons pu acheminer à l'intérieur un armement assez important, le renouvellement et l'approvisionnement en munitions est actuellement très difficile à cause du bouclage des frontières.

» Les pertes en cadres compétents, formés politiquement, ne sont malheureusement pas compensées par la promotion de jeunes suffisamment aguerris[8]. »

Ce constat révèle bien l'efficacité du barrage. Désormais, rares seront ceux qui de l'autre côté de la frontière songeront à le franchir. Les tentatives du printemps 1959, sur une échelle plus modeste, conduiront au même holocauste en combattants algériens.

Mais les Français ont payé cher, eux aussi, leurs victoires, les 4 000 tués et 600 prisonniers algériens, les 3 000 armes individuelles et les 350 armes collectives saisies. Ils ont eu 279 tués et 758 blessés. On a vu les pertes du 1er R.E.P. Celles du 9e R.C.P. ont été sévères également, car ces deux régiments ont supporté l'essentiel du poids de la bataille avec le 3e R.E.I. Ce sont là des pourcentages rarement atteints durant la guerre d'Algérie, les tableaux les plus noirs provenant surtout des victimes d'embuscades et non d'engagements. Du moins cette bataille coûteuse apporte-t-elle aux Français l'asphyxie à long terme de la rébellion militaire algérienne de l'intérieur du pays.

Paradoxe : en revanche, la puissance militaire extérieure du F.L.N. va s'accroître. Dans la quiétude tunisienne ou marocaine, les faileks[9] s'organisent, s'instruisent[10]. Peu à peu se constitue un corps de bataille que la fin des combats trouvera intact puisque non engagé par suite de la présence du barrage. Le F.L.N. disposera ainsi d'un solide atout militaire à l'heure de l'indépendance Entre-temps, cet outil inemployé mais puissant sera l'enjeu d'une rivalité sans merci. Qui tiendra l'armée détiendra le pouvoir. Les politiques penseront se l'approprier. Les colonels de l'A.L.N. en décideront autrement.

*
* *

A Paris, à Alger, le gouvernement, le ministre résident ont suivi évidemment l'évolution militaire des combats du Constantinois mais ils sont beaucoup plus sensibles à l'écho politique et international d'un nom qui claque : « Sakiet ».

« Sakiet », c'est Sakiet-Sidi-Youssef, modeste village tunisien à l'est de Souk-Ahras et à quelques jets de pierres de la frontière. L'A.L.N. y est installée comme chez elle, occupant la majeure partie de la bourgade ainsi qu'une mine désaffectée située quelques kilomètres plus au sud. Face à Sakiet, les troupes françaises, les avions de reconnaissance, sont souvent pris à partie par des tirs algériens venus de Tunisie.

Le 11 janvier, deux sections du 23e R.I., sous les ordres du capitaine Allard, partent se mettre en embuscade à environ 700 mètres de la frontière sur un lieu de passage habituel des éléments de l'A.L.N. s'infiltrant en Algérie. Elles se heurtent à un adversaire nombreux et sont prises sous un feu nourri venu des hauteurs aussi bien algériennes que tunisiennes. Bousculées, elles ne se dégagent que grâce à l'arrivée de renforts mais perdent quatre prisonniers et ont quatorze tués, retrouvés affreusement mutilés.

La complicité tunisienne est évidente. Elle a couvert l'attaque à partir de son territoire national. Le gouvernement français entend protester mais le président Bourguiba refuse de recevoir son émissaire, le général Buchalet.

La rancœur augmente dans le camp militaire français et la tension continue à monter dans le secteur de Sakiet. Le 30 janvier, un T-6 est abattu par une D.C.A. située en Tunisie. Le général Jouhaud, qui commande les forces aériennes en Algérie, prévoit une riposte avec l'accord du général Salan et du général Ely, chef d'état-major général de l'armée, c'est-à-dire le grand patron de l'armée française.

Le 7 février au matin, un Marcel-Dassault de reconnaissance est touché, toujours aux approches de Sakiet. Il se pose en catastrophe à Tébessa. La riposte prévue tombe. A la mi-journée, *Mistral, B-26* et *Corsaire* piquent sur Sakiet et sur la mine, là où les cantonnements algériens ont été localisés. Quelques jours plus tard, un communiqué officiel français annoncera 130 rebelles tués.

Le tollé tunisien alerte le monde. La France fait figure d'agresseur dans un dossier où elle plaide pour la stricte neutralité, apparemment non respectée, d'un pays ami, en l'occurrence la Tunisie. Pourquoi cette dernière tolère-t-elle des agressions contre une terre française à partir de son propre sol ? A l'O.N.U., la Tunisie avance les innocentes victimes tunisiennes du raid français. La grande presse est invitée à se rendre à Sakiet pour constater les dommages. En revanche, coût de ces réactions internationales, cette intervention sur Sakiet débouche sur un malaise au niveau du commandement. Salan, Jouhaud ne sont pas suivis par leur ministre de la Défense, Jacques Chaban-Delmas, qui les désapprouve sans pour autant oser les sanctionner[11]. Des bruits de mutation courent toutefois dans les couloirs.

Bruits que corrobore la mise en place à Alger d'une antenne de la Défense nationale, antenne installée sous l'égide de Chaban-Delmas pour reprendre un vieux projet : les gaullistes veulent un homme à eux en Algérie, le général Cogny en l'occurrence, pour y être prêt à exploiter les événements en leur faveur. Le civil Léon Delbecque, le militaire Jean Pouget, sous l'œil courroucé du commandant en chef, s'affairent pour fomenter son départ et créer un climat favorable à l'appel à de Gaulle[12].

Les projets de Chaban-Delmas, quant aux généraux en place à Alger, tournent court avec la chute du gouvernement Gaillard, le 20 avril. Une fois de plus, la France se retrouve en crise ministérielle et le président Coty renoue avec le chassé-croisé des consultations. Georges Bidault, René Pleven, renoncent ou échouent. L'Alsacien Pflimlin paraît devoir l'emporter mais il ne dissimule pas ses intentions de ramener la paix en Algérie par la négociation en utilisant, le cas échéant, les bons offices de la Tunisie ou du Maroc. L'opinion européenne, les états-majors dans les départements algériens acceptent mal cette perspective d'interférence, dans le sens que l'on devine, de pays qui soutiennent longuement, ouvertement, la rébellion. Une fois de plus les éditoriaux s'enflamment, largement commentés et approuvés.

Le 8 mai, Robert Lacoste s'envole pour Paris. Ministre d'un gouvernement démissionnaire, il n'est plus rien. Les chefs militaires restent seuls avec le fardeau de la guerre et l'angoisse de son orientation telle que l'envisage le président du Conseil désigné et en attente d'investiture officielle par la Chambre des députés.

C'est alors que ces chefs militaires, face à une situation qu'ils voient s'aggraver d'heure en heure, décident d'en appeler au président de la République. Dans le bureau de Salan, le 9 mai au matin, se retrouvent Auboyneau pour les marins, Jouhaud pour les aviateurs et Allard pour l'armée de terre. Unanimes et après avoir participé à sa rédaction, ils approuvent le message que leur chef en titre, Raoul Salan, adresse au chef suprême des armées, le général Ely, respectant ainsi la voie hiérarchique dans la forme tout en la dépassant sur le fond.

« Général Salan à général Ely,

» La crise actuelle montre que les partis politiques sont profondément divisés sur la question algérienne. La presse laisse à penser que l'abandon de l'Algérie serait envisagé par le processus diplomatique qui commencerait par des négociations en vue d'un cessez-le-feu.

» Je me permets de vous rappeler mon entretien avec M. Pleven au cours duquel j'ai indiqué de façon formelle que les seules clauses d'un cessez-le-feu ne pouvaient être que celles-ci. Début de citation : la France, confirmant son appel au cessez-le-feu, invite les rebelles en Algérie à remettre au plus tôt leurs armes et leur garantit, avec une large amnistie, leur retour au sein de la communauté franco-musulmane rénovée (fin de citation).

» L'armée en Algérie est troublée par le sentiment de sa responsabilité : » à l'égard des hommes qui combattent et qui risquent un sacrifice inutile si la représentation nationale n'est pas décidée à maintenir l'Algérie dans la France, comme le préambule de la loi-cadre le stipule ;
» à l'égard de la population française de l'intérieur, qui est désemparée, et des Français musulmans qui, chaque jour plus nombreux, nous ont redonné leur confiance, sûrs de nos promesses réitérées de les protéger.

» L'armée française, d'une façon unanime, sentirait comme un outrage l'abandon de ce patrimoine national. On ne saurait présager de la réaction de désespoir.

» Je vous demande de bien vouloir appeler l'attention du président de la République sur notre angoisse que seul un mouvement fermement décidé à maintenir notre drapeau en Algérie peut effacer. »

Ce télégramme, sitôt reçu, sera porté au président Coty. Il ne manquera pas d'influencer ses choix et ses décisions quelques jours plus tard. A d'autres titres, ce texte est important :
– des soldats, jusqu'alors parfaitement disciplinés, s'inquiètent ouvertement et s'ingèrent dans un domaine éminemment politique. Il est clair toutefois

qu'ils ont reçu, dans ce dernier, des responsabilités de la part de l'administration. Ils n'hésitent pas à préjuger, et le fait est singulièrement grave, de « réactions de désespoir » ;
– la révolte future de certains de ces généraux, Salan, Jouhaud, est dans la suite logique de leur comportement de 1958. On pourra les accuser de rébellion contre l'Etat. On ne pourra leur reprocher de ne pas être restés honnêtes avec eux-mêmes.

Mais déjà les événements se bousculent. Le 13 mai est là. Auparavant, cependant, deux faits méritent éclairage !

*
* *

Ces faits, les combats de Guelma, les incidents de Sakiet les ont estompés un peu. Pourtant, ils donnent toute sa mesure nationale et internationale à la guerre d'Algérie.

Le 18 janvier, la marine nationale renouvelle le coup de l'*Athos*. En pleine mer, au large d'Oran, le *Cassard* intercepte le *Slovenija*, bâtiment sous pavillon yougoslave. Ses cales sont bien garnies à l'intention de l'A.L.N. du Maroc : 4 000 fusils Mauser, 1 500 pistolets tchèques, 200 mitrailleuses MG-42 allemandes, 15 mortiers de 81, 40 bazookas, des lots de cartouches et de munitions, etc. Les services secrets français ont bien rempli leur mission de renseignements, ayant suivi fidèlement le périple de la cargaison. Cette prise importante porte un coup sévère au potentiel de l'A.L.N. et au budget du F.L.N. Elle atteste des difficultés que rencontre la rébellion pour ravitailler ses maquis de l'intérieur. Elle témoigne aussi des complicités rencontrées par les Algériens aussi bien dans l'Europe de l'Est qu'au Maroc. Pour plus d'un militaire, retrouvant les vieux concepts d'Indochine, nationalisme et communisme ne feront plus qu'un. Dans une armée largement ouverte, depuis 1945, aux réalités sociales mais farouchement antimarxiste, le combat contre la rébellion algérienne s'intégrera dans un ensemble plus large de lutte contre l'expansionnisme soviétique.

Le 8 février, Robert Lacoste se rend à Philippeville pour saluer le départ du premier pétrolier porteur du pétrole saharien. Dans une péroraison enflammée, il exalte l'œuvre française et la pérennité de sa présence sur la terre algérienne. Algérie française revient sans cesse au fil de son discours.

Ce 8 février est en effet l'aboutissement d'une longue recherche et d'une longue route. Depuis des années, les techniciens français sondent le sous-sol de l'erg. Aujourd'hui, depuis Hassi-Messaoud, un oléoduc draine le naphte sur Touggourt. De là, le rail le remonte sur le nord. Pour cela, la voie ferrée Touggourt-Biskra a été élargie. Après la capitale des Zibans, le lourd convoi quitte les oasis, puis par les contreforts de l'Aurès gagne Batna et, de là, par les hauts plateaux, Constantine, avant de redescendre sur la mer. Sur le parcours, les postes de Sénégalais veillent.

Ce premier acheminement d'un pétrole français sera suivi de bien d'autres. Les rotations s'échelonneront régulièrement jusqu'à la mise en service des grands oléoducs vers Bougie ou Edjelé en Tunisie. Curieusement, les incidents seront rares. L'A.L.N. manque de techniciens et de moyens pour saboter sérieusement l'itinéraire des trains pétroliers ou des conduites souterraines.

Tous ceux qui, le 8 février 1958, sur les quais du port de Philippeville, regardent s'éloigner ce premier navire porteur de pétrole extrait par les Français d'une terre regardée comme française, se sentent emplis de fierté et d'espérance. L'avenir énergétique du pays ne serait-il pas enfin assuré[13] ? Ils entendent monter en eux une raison de plus de s'accrocher à ce sol africain.

---

1 Voir page 225-228.

2 Les monts de la Medjerda, prolongés en Tunisie par ceux dits de Kroumirie, sont, avec la Petite-Kabylie, la région la plus arrosée du Maghreb. Les précipitations annuelles y dépassent le mètre, d'où le touffu d'une végétation bénéficiant à la fois de chaleur et d'humidité.

3 Les paras : 9e R.C.P., P.C. à Laverdure,
1er R.E.P., P.C. à Guelma,

14e R.C.P., P.C. à Sedrata.

La légion : 3e R.E.I., P.C. à Mondovi,

4e R.E.I., P.C. à Tébessa.

4 Bataillons des 60e, 151e, 152e, 153e R.I.M.

5 Le commandant Morin est le créateur des B.E.P. devenus R.E.P. C'est lui qui a formé en Indochine la première compagnie parachutiste légionnaire dans les rangs du 3e R.E.I. Pour cet ancien déporté, gaillard au visage poupin éclairé de grands yeux bleus, la carrière s'ouvre vers les plus hautes destinées de l'armée française. Le commandant Morin, en 1961, démissionnera pour marquer sa désapprobation de la politique algérienne du gouvernement. Son cas illustre bien le drame de conscience de l'élite des officiers de l'armée française à cette époque et l'hémorragie subie en cadres de valeur.

6 Constitué de Vietnamiens exilés.

7 Ce chiffre paraît excessif.

8 *Archives de la Révolution algérienne*, Mohamed Harbi, p. 189.

9 Bataillons.

10 Les bases de l'est ou de l'ouest peuvent en effet continuer à recruter. Si les entrées en Algérie se raréfient, les sorties restent toujours possibles par la France, puis l'étranger ou même, à la rigueur, par franchissement du barrage. Le salut est en effet au-delà pour ceux qui tentent un passage en force.

11 En revanche, bien des milieux, anciens combattants en particulier, se félicitent de l'attitude des généraux. Le 21 février, Alexandre Sanguinetti, au nom du comité d'action des associations nationales d'anciens combattants, écrit au général Salan pour l'assurer de sa reconnaissance et de son soutien total.

12 Le commandant Pouget, ancien aide de camp du général Navarre en Indochine, a sauté comme volontaire sur le camp retranché de Dien-Bien-Phu dans les derniers jours de la bataille et possède de beaux états de service. Léon Delbecque est un militant gaulliste de Lille particulièrement actif. L'intégrité et la bonne foi de ces deux hommes sont totales.

13 Dix ans plus tard, la production de pétrole saharien sera de 36 millions de tonnes, soit 1,5 % de la production mondiale.

Chapitre XXVIII

---

13 MAI 1958 : L'ÉVÉNEMENT

Le 13 mai, avec ses tenants et aboutissants, est un dédale de complots et d'intrigues où l'esprit peu averti des noms et situations du moment se perdrait aisément. Pour mieux en saisir une trame, embrouillée à loisir par les jeux politiques et personnels, le schématiser quelque peu n'est sans doute pas inutile. La narration des faits y trouvera un fil conducteur.

Le décor est double : métropolitain et algérien. En France, la IV^{e} République n'est plus qu'une charpente vermoulue. Le régime s'est déconsidéré par le perpétuel massacre des gouvernements et l'inconséquence des partis. Les citoyens, dans leur ensemble, n'ont plus confiance dans les structures d'un Etat incapable de surmonter les problèmes de l'heure et en particulier l'affaire algérienne. Inconsciemment peut-être, ils sentent que le moment est venu de tourner une page et de repartir sur du neuf.

En Algérie, il est, sans compter le F.L.N. évidemment, deux forces essentielles : l'armée et la population européenne. Toutes les deux, avec des mobiles et des objectifs parfois divergents, se battent pour garder l'Algérie française. Elles ont, l'une comme l'autre, leurs passionnés, ceux qui s'activent, les activistes. Ceux-ci entendent créer l'occasion ou profiter d'un événement pour modifier un cours des choses qui leur paraît mener inéluctablement à l'abandon. Leur audience est certaine et débouche sur une très large adhésion.

En fond de tableau, il y a la grande ombre de Colombey-les-deux-Eglises, qui a su ne point se faire oublier en dépit du scepticisme affiché. A intervalles irréguliers, spectre toujours vivant, Charles de Gaulle, réapparaît. En 1957, il s'est offert un petit tour du monde. Sa dernière étape, preuve de son attention pour les sujets d'actualité, a été saharienne. A Hassi-Messaoud, Lacoste et Salan l'ont reçu avec les égards dus à un chef d'Etat.

Le 13 mai éclate dans un ciel orageux : vide gouvernemental à Paris, crainte des lendemains en Algérie. Une manifestation bien orchestrée et aussi bien préparée rend une foule d'émeutiers européens maîtresse du gouvernement général. Les pouvoirs locaux, armée ou administration, sont dépassés. Deux hommes rendent possible la suite de l'action : Trinquier, le para qui assure la couverture militaire, et Delbecque, le civil qui ramène les filets vers la rive gaulliste. Salan, Massu, suivent et acquiescent.

De Gaulle saisit l'opportunité. Par des petits communiqués d'une rare habileté, il apparaît comme le seul homme capable de calmer l'insurrection algéroise et de redresser les destinées du pays. Jonglant avec la menace d'une intervention en force des parachutistes d'Algérie, il impose aux hommes politiques, courbés sous le fardeau, son investiture officielle comme chef du gouvernement. Dès lors, il redevient le patron et tout plie devant lui. Les uns l'acclament comme le sauveur de l'Algérie française, les autres comme le tenant de la légalité républicaine.

Le 13 mai a été par trop étudié et analysé pour qu'il soit question, dans un travail de synthèse comme celui-ci, de l'approfondir longuement. Cette réserve n'enlève rien à son caractère de « grand moment » de la guerre d'Algérie[1].

*

* *

Depuis le début de 1958, une bonne partie de la France complote. Dignitaires du régime, politiciens, militants souvent de haut rang, anciens combattants, activistes de tous poils, patriotes ou non, nouent leurs intrigues. Victime désignée de cette subversion : la IV^{e} République discréditée. Objectif avoué et proclamé de la plupart des conspirateurs : maintenir l'Algérie française. Moyen choisi par la majorité d'entre eux : l'appel à de Gaulle.

Qui ne complote pas contre l'infortunée IV^{e} ? L'exemple vient de très haut. A l'Elysée, le chef du cabinet militaire de René Coty, le général Ganeval, avec l'accord du président, prend des contacts avec le colonel de Bonneval, aide de camp de De Gaulle. Des ministres en exercice, comme Chaban-Delmas, préparent ouvertement d'autres lendemains. On a vu l'antenne de la Défense nationale œuvrer sur Alger. Les parlementaires républicains sociaux, sous la houlette de Jacques Soustelle, ne cachent pas

leurs intentions. Au Sénat, l'âme de la révolution gaulliste est le sénateur d'Amboise, Michel Debré. Sans doute est-il le plus virulent. Ses réquisitoires tombent du haut de la tribune ou s'étalent dans les colonnes de son *Courrier de la colère*. Sa révolte n'est qu'un perpétuel appel à Colombey d'où seul peut surgir le salut de l'Etat et de l'Algérie française.

On s'agite aussi de manière plus clandestine. Il y a l'organisation « Grand O », du docteur Martin, éternel comploteur depuis les temps de la Cagoule. On y trouve des généraux connus : Cherrières, ancien commandant en chef en Algérie, Chassin, le président des anciens d'Indochine, l'A.C.U.F. de Gignac et du commandant Lassaussey. A ne pas sous-estimer, cette A.C.U.F. Avec ses gars bien entraînés, cette association représente une force. Il y a aussi les anciens des réseaux de la France libre, habitués de l'ombre et de la discrétion. Chez eux, évidemment, une fidélité à toute épreuve à l'homme du 18 Juin. Ils animent une campagne clandestine de lettres au président de la République pour, là encore, demander le retour de De Gaulle aux affaires.

A Alger, c'est une fourmilière chaque jour plus animée. Les mouvements sont en place, sous des noms divers, depuis plus de deux ans. Guy Mollet en a fait l'expérience le 6 février 1956. Ils sont là, plus structurés et plus forts que jamais : fidèles de Martel, poujadistes de Boutailler, étudiants de Lagaillarde, anciens combattants d'Arnould, lycéens de Roseau... De cœur et d'âme avec eux, bien évidemment, les U.T. dont le chef, le colonel d'active Thomazo, dit « Nez-de-Cuir »[2], n'hésite pas à fréquenter les cercles dits activistes.

Ce sont tous ces Algérois qui vont provoquer l'explosion dans la colère et l'enthousiasme. Les temps sont favorables. La crise politique se prolonge à Paris. Des événements locaux engendrent l'occasion.

*

* *

Le 9 mai, Raoul Salan, en plein accord avec ses pairs, a donc envoyé son télégramme à Paris pour souligner la gravité de l'heure. La journée n'est pas terminée que les faits lui donnent raison. Dans un communiqué publié à Tunis – ce qui prouve, s'il en était besoin, la connivence entre la Tunisie et la rébellion – le F.L.N. annonce :

« Le 25 avril 1958, le tribunal spécial de l'A.L.N. a condamné à mort pour tortures, viols, assassinats perpétrés contre la population civile du village de Roum-el-Souk, près de La Calle, les militaires français dont les noms suivent : Decourteix René, du 23e R.I., Richomme Robert, du 23e R.I., Feuillebois Jacques, du 18e dragons. Sa sentence a été exécutée le 30 avril au matin. D'autres dossiers, pour des faits analogues, sont actuellement à l'instruction[3]. »

L'annonce de ces exécutions est connue à Alger à peu près au même moment que la récente déclaration de Pierre Pflimlin à un journal alsacien où il précise son intention « de saisir toutes les occasions d'engager les pourparlers en vue d'un cessez-le-feu et de faire appel aux bons offices tunisiens et marocains ».

Le divorce ne peut être que total entre une population et une armée indignées par le sort réservé à trois soldats français et les perspectives formulées par le futur chef du gouvernement. Paris ne se rend pas compte de la poudrière à la mèche allumée que représente Alger. Le fossé d'incompréhension est total.

A la demande du général Salan, une manifestation en hommage aux fusillés est prévue le 13 en fin d'après-midi à Alger. Elle doit regrouper autorités et population dans un même recueillement. Si Salan espère ainsi canaliser l'hypertension des Algérois devant ce qui se passe à Paris et sur le terrain, il ne peut empêcher Alain de Sérigny dans son journal *l'Echo d'Alger* d'en appeler à de Gaulle. « Parlez, parlez vite, mon général », titre de Sérigny dans son quotidien, traduisant le désarroi des esprits et le recours que chacun recherche.

Les propos d'Alain de Sérigny sont d'actualité puisque la France, en ces moments difficiles, n'a toujours pas de gouvernement. On négocie dans les couloirs du Palais-Bourbon. A Alger, en revanche, on élabore.

Ils sont au moins sept à se retrouver, le 12 mai au domicile du docteur Lefèvre, un poujadiste, à Hydra, sur les hauts d'Alger. Martel est là, bien sûr, avec son adjoint Maurice Crespin. Il y a aussi Goutailler, un autre poujadiste, Me Baille, Georges Kerdavid. Il y a surtout Pierre Lagaillarde, le président des étudiants d'Alger, qui, auréolé de son récent service dans les paras, parle haut et fort. Il n'a que vingt-sept ans, cet étudiant prolongé, au profil de mousquetaire, mais il brûle de griller les étapes avec la fougue de sa jeunesse. Ces sept hommes veulent enfin passer à l'action. Comment ?

Martel lance l'idée, vite retenue, d'investir le gouvernement général à l'issue de la manifestation du lendemain.

Maîtres du G.G., citadelle et symbole du pouvoir central, ils seront les maîtres du pouvoir. Thomazo, qui est venu voir ce qui se tramait, n'apprécie qu'à moitié. Il a une formule bien militaire : « Si vous faites les c..., je vous ferai tirer dessus ! » Est-il sincère ? Les résolutions ne fléchissent pas. L'armée suivra !

Le lendemain matin, les conjurés se retrouvent à nouveau, au P.C. de Lagaillarde cette fois. Ils se confirment leur décision. Ce 13 mai, les Algérois franchiront le Rubicon pour assurer leur destinée.

*
* *

Dans l'après-midi du 13 mai, la foule grossit autour du plateau des Glières. Vers 16 heures, ils sont près de cent mille venus de la ville et de la Mitidja. Martel et Lagaillarde sont là, plantés près du monument aux morts. Lagaillarde, pour l'occasion, a revêtu sa tenue camouflée. Ce faisant, il s'est affranchi du règlement, mais évidemment il n'en n'a cure. Ainsi vêtu, il n'est que plus visible du flot humain qu'un orateur tient sous pression pour attendre les officiels.

A 18 heures, ceux-ci se présentent avec une exactitude toute militaire. En tête, Salan, très grave. Derrière lui, Massu, l'air renfrogné, suivant l'usage. Quelques civils aussi auxquels personne ne prête attention. L'autorité civile, en ces heures, pèse bien peu à Alger. La cérémonie est brève. Le général Salan dépose sa gerbe, marque une minute de silence puis, suivi de son petit cortège, regagne sa voiture.

La rumeur populaire, un instant interrompue par le recueillement, reprend et grandit. Les cris fusent plus fort que jamais : « Algérie française ! Algérie française ! » Lagaillarde et Martel se regardent. Il faut y aller et respecter le serment de la veille lors de la réunion d'Hydra. Ils remontent les marches menant au Forum. Une marée humaine les suit. Les C.R.S. de faction sont inexorablement refoulés. La bousculade secoue les rangs. Martel est bloqué mais Lagaillarde s'infiltre. Il franchit la grille du gouvernement général et se précipite dans l'immeuble. Il est seul mais il poursuit sans se retourner. Il avale les escaliers et brusquement surgit au balcon du premier étage, un drapeau à la main. Une immense clameur l'accueille. Le vainqueur du G.G.,

c'est lui ! Dès lors, c'est la ruée. Un G.M.C. militaire, conduit par un manifestant, arrache le portail d'entrée. La brèche est ouverte et chacun s'y engouffre. L'immeuble est investi. Durant de longues minutes, c'est une immense frénésie et un gigantesque désordre.

Lagaillarde a repris souffle. Ses amis qui l'ont rejoint aussi. On discute. Les altercations éclatent avec les fonctionnaires délogés de leurs bureaux. Vers 19 heures, Massu, qui a été alerté, arrive. On crie « Vive Massu ! L'armée au pouvoir ! » Massu fulmine contre cette pagaille. Il n'a pas l'âme d'un révolutionnaire ni d'un chef de pronunciamiento. Il aime l'ordre et veut le voir régner. De plus, il est pressé car il doit dîner en ville.

Qui lance l'idée de la mise sur pied d'un Comité de salut public ? Elle était, à dire vrai, dans l'air depuis quelque temps. Elle est reprise et Massu, qui, en ces instants, représente l'armée, acquiesce. Cela donnera un élément de satisfaction aux manifestants et calmera les esprits, car, dehors, la grande foule est toujours là, acclamant les têtes qui paraissent, applaudissant au grand chambardement qui vide par les fenêtres étagères et tiroirs.

Sur une feuille blanche, les noms du Comité de salut public s'alignent Ils ne sont que sept tout d'abord, puis la liste s'allonge. Ils seront 44 à la nuit. Des militaires que Massu a placés là d'office : Ducasse, son adjoint, Trinquier, le patron du 3e R.P.C., et Thomazo, débarqué comme par miracle. Des civils avec Lagaillarde et Martel mais aussi Delbecque, arrivé avec son ami Neuwirth et qui s'est présenté comme l'envoyé de Soustelle, le meilleur des passe-partout.

Ce titre, parfaitement usurpé, ainsi que ses affirmations sur l'arrivée imminente de Soustelle à Alger, lui permettent de se voir octroyer le poste de vice-président. Les gaullistes sont ainsi dans la place. Delbecque saura jouer les souffleurs et influencer l'histoire[4].

Entre-temps, Salan est arrivé de son P.C. par un couloir dérobé. Il a tenté une apparition au balcon. Les cris hostiles l'ont rejeté dans l'intérieur de la pièce. Le commandant en chef, blême, ne comprend pas. N'est-il pas le meilleur et le plus fidèle défenseur des Algérois ? Blessé, d'une sensibilité extrême, il encaisse mal le coup qui le frappe.

Vers 23 heures, Léger et Kerdavid arrivent avec l'U.T.B. de retour d'opérations dans la région de Rivet. « Occupez les lieux ! » leur ordonne Lagaillarde. Ils resteront en place jusqu'au 3 juin. Ce qui est maintenant devenu une émeute dispose d'un petit dispositif armé.

Et l'armée ? L'armée, en ce jour, c'est d'abord Massu au G.G. avec quelques-uns de ses officiers. C'est surtout le 3e R.P.C. du colonel Trinquier en alerte sur le boulevard, au-dessus du Forum. Les autres unités de la place ne sont guère adaptées à une action opérationnelle d'envergure. Quant aux U.T., évidemment, elles sont d'abord et essentiellement algéroises. Les territoriaux qui ne sont pas de service sont au Forum. Les paras, par leur action, ou même leur simple présence, auraient pu faire avorter la prise du G.G. Ils n'ont pas bougé. Pas d'ordre ! De plus, ils sont d'accord. Ils vont même aller plus loin. Ils soutiennent. Leur chef, Trinquier, « se mouille », fort de l'état d'esprit de ses cadres et de ses hommes. Des rumeurs font état d'un mouvement de blindés de la 7e D.M.R.[5] pour reprendre la ville et le gouvernement général. Deux compagnies du 3e occupent le bâtiment. Qu'ils osent ! Les Algérois peuvent dormir tranquilles, de ce côté. Personne ne viendra se cogner aux 75 sans recul des bérets rouges.

*

* *

A Paris, alors qu'Alger s'enflamme, la fièvre agite encore l'Assemblée en raison du vote d'investiture de Pflimlin, qui doit intervenir dans la nuit. Les échos des événements n'arrivent que par bribes, mais ils sont significatifs : la foule paraît maîtresse de la rue et du gouvernement général. A 21 h 30, Félix Gaillard, qui est encore, à cette heure, président intérimaire, adresse un télégramme très secret au général Salan. Il habilite le commandant supérieur en Algérie « à prendre toutes les mesures pour le maintien de l'ordre, la protection des personnes et des biens jusqu'à nouvel ordre ». Ainsi, Salan reçoit officiellement les pouvoirs civils et militaires. Cette intronisation est un atout formidable. Il saura l'exploiter.

A 3 heures du matin, le résultat du scrutin des députés est connu : 280 voix pour, 120 contre. Pierre Pflimlin devient le nouveau chef du gouvernement de la IVe République.

Avec le jour, les Algérois découvrent sur les murs de leur ville des affiches apposées par ordre de Salan :

Alger, le 14 mai 1958

COMMUNIQUÉ

1. Le général Salan, commandant supérieur interarmes et commandant la 10e région militaire, assume provisoirement à compter d'aujourd'hui, 14 mai, les pouvoirs civils et militaires afin d'assurer le maintien de l'ordre, la protection des biens et des personnes, et la conduite des opérations.
2. Le comité de salut public qui s'est constitué à Alger sous la pression des événements pour affirmer la volonté de la population franco-musulmane de rester française, assure la liaison entre elle et le commandement qui lui transmet ses ordres.
3. Il importe que tous les rouages de l'administration soient remis en route au plus vite afin qu'il n'y ait aucune perturbation dans la vie du pays et la conduite des opérations.
4. La population est invitée à conserver son calme dans la dignité et la discipline. L'autorité militaire invite chacun à lui faire confiance et à reprendre son travail.

Le texte est habile. Salan paraît se rallier au mouvement et en prendre la direction. Cette attitude lui permet de réclamer un retour au calme en toute légalité. N'est-il pas le chef civil et militaire ?

Ceci est d'autant plus vrai que Pflimlin, nouvel investi, lui confirme les pouvoirs confiés par son prédécesseur. Bousculé un moment la veille au soir, le général en chef a repris la situation en main.

Il la reprend encore mieux car Martel et ses amis pensent qu'il convient de s'en faire un allié. Hommes du bled, ils savent très bien que rien ne peut se faire sans l'armée, réalité qui échappe à plus d'un citadin. Les compagnons du Chouan vont en quelques heures retourner l'opinion publique, cette opinion publique qui se manifeste encore. La foule revient sur le Forum, et toujours elle scande sans répit ni fatigue apparente : « Algérie française ! Algérie française ! »

Alger fait tache d'huile. Peu à peu, le récit des événements du 13 se colporte. A Oran, la préfecture est investie. Le préfet n'a d'autre ressource que de se mettre sous la protection du général Réthoré, un camarade de promotion de Salan, qui commande le corps d'armée d'Oran. Dans les autres

villes d'Algérie, à Constantine, à Bône, la population européenne commence à bouger. De-ci, de-là, sur la lancée algéroise, on parle de créer des comités de salut public.

A Paris, une manifestation de soutien à l'Algérie française se produit. Le gouvernement s'en inquiète. Yves Gignac, de l'A.C.U.F., se retrouve à la Santé. Le général Chassin juge prudent de s'éclipser.

Le 15 mai, alors que la situation semble se stabiliser, tout est remis en cause. Vers 10 heures, Salan vient rendre visite au C.S.P. qui siège sous la présidence de son subordonné, Massu. Le commandant en chef a une oreille à l'écoute du téléphone parisien et une autre à l'écoute de la ville. Quelques milliers de personnes se pressent encore sur le Forum et, dans l'assistance, des hommes de Martel crient habilement « Vive Salan ! » lorsque celui-ci apparaît au balcon. L'accueil populaire transcende le Mandarin, qui lance :

> « Algérois, mes amis, je suis des vôtres, puisque mon fils est enterré au cimetière du clos Salambier. Je ne saurais l'oublier puisqu'il repose sur cette terre qui est la vôtre.[6]
>
> » Depuis dix-huit mois je fais la guerre aux fellagha. Je la continue et nous la gagnerons !
>
> »... Mes amis, je crie “Vive la France ! Vive l'Algérie française !” »

Le général se prépare à quitter la scène. Déjà, il se retourne. Face à lui, Delbecque, le gaulliste de toujours, lui glisse : « Vive de Gaulle, mon général ! »

Alors Salan fait volte-face, reprend le micro et jette : « Et vive le général de Gaulle ! »

Ah ! quelle rumeur ! « De Gaulle ! De Gaulle ! Algérie française ! Algérie française ! »

La clameur n'en finit plus. Elle déborde Alger, franchit la Méditerranée, atteint Paris et le modeste village qui se nomme Colombey-les-Deux-Eglises.

Charles de Gaulle apprend tout de suite qu'une voix autorisée a clamé son nom et qu'une foule l'a repris. Ses informateurs, depuis des semaines, lui rapportent la lassitude des esprits devant les errements de la Quatrième, la campagne qu'ils mènent pour son retour. Il a feint d'être blasé, de ne plus y croire, mais aujourd'hui, le rédacteur du *Fil de l'épée* n'oublie pas que

l'homme de caractère doit saisir l'occasion, provoquer l'événement ou en profiter.

Six heures seulement après le « Vive de Gaulle » de Salan sur le Forum, son communiqué tombe.

> « La désintégration de l'Etat entraîne infailliblement l'éloignement des peuples associés, le trouble de l'armée au combat, la dislocation nationale, la perte de l'indépendance.
>
> » Depuis douze ans, la France, aux prises avec des problèmes trop rudes pour le régime des partis, est engagée dans un processus désastreux.
>
> » Naguère, le pays, dans ses profondeurs, m'a fait confiance pour le conduire jusqu'au salut.
>
> » Aujourd'hui, devant les épreuves qui montent de nouveau vers lui, qu'il sache que je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République. »

Un texte soigneusement dosé et très certainement élaboré depuis des lustres. Dès lors, tout va basculer. Ce ne seront plus que péripéties, pour reprendre un vocable cher à Charles de Gaulle.

Pflimlin, lui, ne peut que s'interroger devant ce « Vive de Gaulle » qui est en train de mettre le feu aux poudres. Contre l'avis de certains de ses ministres, il n'ose pas sévir contre le commandant supérieur en Algérie. Salan, par téléphone, s'affirme dans la légalité républicaine et, pour le chef du gouvernement, il reste le seul lien permettant d'éviter une scission avec une Algérie en ébullition et où le phénomène 13 mai s'amplifie avec l'entrée en lice du personnage de Gaulle. Si les Européens d'Algérie, jusqu'à présent, ne le goûtaient guère, il apparaît brutalement comme l'homme capable de renverser et remplacer un régime qui leur annonce des négociations avec le F.L.N. De Gaulle, dans un raccourci rapide comme il en est en pays latin, s'identifie à Algérie française.

Désormais, pratiquement, chaque jour « apporte ses faits nouveaux ». La seconde quinzaine de mai 1958 ne manquera pas de relief.

Le 16 mai prend un aspect imprévu mais combien heureux pour les tenants de l'Algérie française : les musulmans se joignent aux manifestants européens. Cette intrusion des musulmans – qu'on ne peut contester – surprend et prend de court. Ils sont plus de 30 000 à descendre de la Casbah

et des hauts d'Alger, 100 000 à déferler des coteaux du Sahel. D'où provient, qui a déterminé cette arrivée aussi soudaine que massive et qui se renouvellera dans les villes et villages d'Algérie ?

L'armée a déclenché le phénomène. Godard, Sirvent, les S.A.U. en ville ont incité la foule. L'organisation matérielle de ce côté est incontestable. Pour l'armée, l'Algérie française ne signifie pas un bloc monolithique et privilégié.

Les musulmans méritent une juste place. Le 13 mai, s'il rejoint les aspirations profondes des officiers, partisans à pratiquement cent pour cent de l'Algérie française, leur permet d'étaler comment ils conçoivent l'Algérie française de demain.

Mais cette foule qui crie, qui chante, qui applaudit n'a rien d'un bétail humain forcé et traqué. Les témoins l'ont vue, les photographies, les documentaires l'attestent. Une joie sincère paraît envelopper ces visages projetés dans un monde nouveau, celui d'une fraternité avec les Européens. Que s'est-il donc passé au fond des cœurs ?

La réponse, comme toujours, est délicate et quasi impossible. Il faut éviter d'y mêler ou d'y introduire des éléments par trop passionnels. Les musulmans, après quatre ans de guerre et de misère – la population prise entre le F.L.N. et l'armée française souffre –, ont-ils cru la paix enfin arrivée ? Ont-ils plus simplement, pour les plus jeunes surtout, goûté la distraction d'une promenade gratuite en camions militaires ? N'ont-ils pas plutôt réalisé qu'ils venaient de remporter la bataille de l'égalité ? La nation algérienne n'est encore qu'une ombre, en revanche les réalités sociales et économiques sont leur quotidien. Ne sont-elles pas une des causes premières et essentielles de la révolte et qui lui ont permis de se développer ? Nuit du 4 août, a écrit un auteur évoquant ces faits. Bien sûr, cette réminiscence a dû venir à l'esprit de bien peu. Elle reste pourtant une des explications les plus plausibles de cette fraternisation de la mi-mai 1958, de ces mains qui se serrent, de ces visages qui se sourient.

Peut-être est-ce aussi chez certains le signe d'une autre révolte, plus profonde et plus secrète : la fin des tabous religieux imposés collectivement à leur ethnie et, pourquoi non, la fin de certaines contraintes du F.L.N., exécutant rigide des prescriptions de l'Islam. On voit des femmes déchirer leurs haïks.

Feux de joie et feux de paille aussi sans doute. Du moins, en ces journées, l'étreinte du F.L.N. se desserre. Les attentats marquent une trêve[7].

Très certainement, durant quelque temps, la rébellion a dû vaciller.

Le 17 mai est un mauvais jour pour le commandant supérieur en Algérie. A mi journée surgit inopinément sur le terrain de Maison Blanche, un gêneur d'autre taille. Il s'appelle Jacques Soustelle et la rumeur publique a tôt fait d'apprendre son arrivée. Il a échappé à la surveillance policière dont le gouvernement Pflimlin l'a entouré et arrive clandestinement de France via la Suisse.

L'ancien gouverneur général est un rival potentiel et surtout un gros pavé dans la mare que Salan veut progressivement ramener au calme. En rupture de ban avec le pouvoir en place à Paris il crée par sa seule présence à Alger une cassure de droit et de fait. La popularité du nouvel arrivant force la main de Salan. Bon prince celui-ci lui accorde les attributs de l'ex ministre résident, Robert Lacoste : sa voiture, son bureau, sa villa. Cette intendance n'enlève rien à l'essentiel. L'Algérie, qui accueille avec éclat Soustelle le gaulliste, se met en position de révolte face à la Mère Patrie.

Salan n'a pas apprécié l'arrivée de Soustelle et cela se comprend. Il mène un jeu difficile d'équilibriste face aux forces qui veulent sa chute. Dans la cohue généralisée qu'est devenue Alger, il sait qu'un fanatique peut l'abattre. Il sait que ses propos et son comportement peuvent déplaire à Paris et lui enlever brutalement son caractère de pouvoir légal et officiel. Il n'ignore pas que des excités parlent de l'embastiller et de le remplacer par de jeunes capitaines résolus. Cette menace de coup de force où seraient impliqués des éléments paras, soutenus par la foule, l'inquiète tout particulièrement.

Il ne sous-estime pas l'audace et la détermination de jeunes centurions exaltés par l'Algérie française. Pour se garder il fait venir dans le plus grand secret des troupes sûres. De nuit, deux compagnies dé Légion débarquent à Maison Blanche et s'engouffrent en toute hâte dans de gros Willems, bâchés, pour rejoindre la caserne du 5^{e} cuirassiers à Maison-Carrée à quelques kilomètres à l'est d'Alger. Une longue semaine, ces solides guerriers, venus du Constantinois et d'Oranie et moins saisis par le virus politique que leurs camarades en garnison dans l'Algérois, seront sa garde prétorienne. Les hommes vivent en alerte immédiate, faisceaux formés. La situation éclaircie, ils regagneront leurs djebels tout aussi discrètement qu'ils sont venus[8].

Telle est l'ambiance, telle est la confiance dans l'excitation des esprits et le poids des premières chaleurs qui commencent à gagner la ville.

Ceux qui parlent de déboulonner Salan ignorent combien il œuvre en secret pour l'Algérie française. Il n'est pas gaulliste, ce général. L'ancien commandant de la 14e D.I., de la Ire armée ne l'a jamais été. Dans l'immédiat, en conscience, il juge que le régime doit être renversé car il précipite l'abandon de l'Algérie et qu'un seul homme peut assurer la relève : de Gaulle. Comment en arriver là ? Il n'écarte aucune hypothèse et en particulier celle d'un recours aux grands moyens. C'est l'opération « Résurrection » dont la clé de voûte est le général Miquel, le patron de la région militaire de Toulouse. Celui-ci a l'avantage de disposer des troupes de choc disponibles : paras de De Vismes à Pau et de Château-Jobert à Bayonne. Le plan d'opérations a pris corps. Paris sera investi par les paras d'Algérie et de métropole avec l'aide des blindés du colonel Gribius, un ancien de la 2e D.B. de Leclerc, comme Massu.

Sous le couvert du double jeu dont l'accusent certains, les faits sont là. Qui envoie des émissaires contacter ses pairs en France, jauger leurs intentions et leurs moyens pour passer à l'action ? Salan. Qui signe les ordres de mission à l'intention de ceux qui partent soulever la Corse ? Salan. Qui couvre tous les C.S.P. qui se créent en Algérie et en particulier le Comité de salut public Algérie-Sahara, qui entend coiffer l'action d'ensemble sur toute l'ancienne colonie ? Salan.

Ce général, encore mal aimé par beaucoup, est l'image même du fameux « Père, gardez-vous à droite, Père gardez-vous à gauche ! » Il a des ennemis partout. Son drame personnel viendra d'ailleurs. Croyant servir une cause, il servira un homme.

Un homme qui poursuit sa marche en avant. Le 19 mai, de Gaulle a convoqué la presse. Il connaît la quasi-sécession algérienne. Il sait que sur Paris, plus d'un rêve de renouveler le coup du 13 mai : manifester, forcer les grilles de l'Elysée, proclamer la vacance du pouvoir, l'appeler. Il est au courant de tous ces grands coups que préparent gaullistes, anciens combattants, activistes de toutes fibres. Il sait que chaque jour qui passe aggrave la crise, alors il se contente de prendre rang en rassurant : « Ce n'est pas à mon âge – soixante-sept ans – que l'on devient un dictateur ! »

Après de tels propos, il ne reste plus à l'homme qui a restauré la République et les libertés, qu'à rejoindre Colombey pour attendre la suite des événements et les exploiter. Evénements qui ne tardent pas et, cette fois, viennent de l'île de Beauté.

La libération de la Corse en 1944 a été une des étapes préparatoires à celle de la délivrance totale du pays. L'événement n'est pas si lointain, et plus d'un à Alger s'en souvient pour y avoir participé. Aussi, pourquoi ne pas recommencer ? Qui a donné l'ordre d'action ? Soustelle en aurait eu l'idée. Massu en prépare la réalisation. On se souvient que Salan a couvert les exécutants.

Ceux-ci sont pour la plupart tout à la fois Corses et « pieds noirs ». C'est un bon visa. Leur force de frappe : le bataillon de choc de Calvi commandé par le capitaine Ignace Mantei, qui, en 1944, a débarqué du *Casablanca* pour libérer son île. L'affaire est rondement menée. Ajaccio crie « Vive de Gaulle ». A Bastia, l'adjoint au maire, non sans panache, cède au plus fort. Le « Vive de Gaulle » est général. Thomazo, de tous les coups, est intronisé gouverneur de l'île « libérée ».

Pour le gouvernement Pflimlin, cette fois, la manœuvre est trop grosse. Que l'Algérie soit menacée, soit ! Mais la Corse ! La cassure devient totale même si la liaison téléphonique se poursuit. Sans ambiguïté, Alger s'est dressé contre Paris. La colonie révoltée fait face à la métropole.

Une métropole où le pouvoir légal ne sait plus trop s'il l'est vraiment de fait. Pflimlin, en solide Alsacien qu'il est, s'efforce de lutter mais le terrain s'efface sous ses pas. L'Algérie, la Corse sont officiellement en dissidence, les généraux commandant les régions militaires complotent en liaison directe avec Alger[9], l'administration attend, la police gronde et ne suit pas. Les gardiens du régime, C.R.S. ou gardes mobiles, ont un jour ou l'autre mis le pied en Algérie. Ils sont pour l'Algérie française. La police parisienne comporte plus d'un ancien para. Elle ne cache pas ses sympathies. Enfin, le « Vive de Gaulle » de Salan et des Algérois est largement repris par une opinion publique habilement travaillée par les équipes gaullistes.

La fin du régime paraît de plus en plus inéluctable mais une question revient sans cesse : comment en arriver là ? Le pouvoir s'effacera-t-il de lui-même ou faudra-t-il le chasser *manu militari ?*

De Gaulle le veut, ce pouvoir, mais pas dans n'importe quelles conditions. Il désire éviter un recours qui l'assimilerait par trop à l'homme d'un certain 2 décembre au siècle dernier. Alors il manœuvre. Dans la nuit du 26 au 27 mai, il a, sur sa demande, un entretien secret à La Celle-Saint-Cloud avec Pflimlin. Rien de positif ne sort du dialogue mais dès le lendemain matin de Gaulle fait annoncer :

« J'ai entamé le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain. Je compte que ce processus va se poursuivre. J'attends des forces terrestres, navales et aériennes qu'elles demeurent exemplaires... »

Pflimlin explose devant ce communiqué qui dénature la réalité des faits, mais le démentir n'apporterait rien. Il est placé devant le fait accompli.

De Gaulle ne s'en tient pas là. Le plus officiellement du monde, il câble à Salan :

« Veuillez m'envoyer dès que possible un mandataire militaire. STOP. Il s'agit pour moi d'être informé de votre situation et de celle des forces sous vos ordres. STOP. Il s'agit pour vous de recevoir communication de ma manière de voir et de mes intentions dans la situation actuelle du pays. STOP. Communiquez à l'amiral Auboyneau et au général Jouhaud le texte de ce message qui vaut pour eux comme pour vous. STOP. Mon cabinet se tient en contact avec le général Lorillot. STOP. Soyez assuré de ma cordiale confiance. » Signé Général de Gaulle.

Déjà, le chef de l'Etat donne ses ordres.

Obtempérant immédiatement, Salan délègue à Colombey le général Dulac, son chef d'état-major, qui sera immédiatement reçu. De Gaulle s'informe de la situation réelle à Alger et s'inquiète du plan « Résurrection ». Il juge les moyens engagés insuffisants, car il n'écarte pas l'éventualité de l'action militaire devant la mobilisation des forces de subversion de gauche. Il souhaite seulement, quant à lui, ne pas apparaître tout de suite dans les fourgons de l'armée. Il veut demeurer l'arbitre, même s'il se sert de la menace de l'intervention armée.

A gauche, chez les communistes surtout, on ne saurait approuver. C'est le traditionnel appel au peuple devant ce qui est dénoncé comme le péril fasciste. Le 28 mai dans l'après-midi, les manifestants s'étirent à Paris de la place de la République à la place de la Nation. 120 000 ? 250 000 ? 500 000 ? Les chiffres reflètent les couleurs des éditorialistes. En tête du cortège marchent ceux qui sont décidés à s'opposer au retour de De Gaulle : Jacques Duclos, François Mitterrand, Pierre Mendès France.

Le pays va-t-il se déchirer et sombrer dans la guerre civile ? Les paras et leurs alliés de tous bords intensifient leurs préparatifs. Le plan

« Résurrection » prend forme définitive. Son objectif : la « mise en place d'un gouvernement républicain de salut public, sous la présidence du général de Gaulle ». Son chef : le général Miquel, à Toulouse. Le ministère de l'Intérieur, la Chambre des députés, la préfecture de police, l'Hôtel de Ville seront investis. Salan, débarqué dans une ville enlevée haut la main – et en principe sans tirer un coup de feu – n'aura plus qu'à présider un grand défilé sur les Champs-Elysées. Après quoi, deux hélicoptères avec Miquel et Massu iront chercher de Gaulle à Colombey.

L'honnête René Coty mesure le chaos qui menace le pays. Mais que veut de Gaulle ? Il charge les deux présidents de la Chambre et du Sénat, Le Troquer et Monnerville, de sonder – si possible – le général et de l'amener à suivre la procédure académique d'investiture. Dialogue stérile entre individus bien peu faits pour se comprendre. Le personnage historique du 18 juin 1940 ne saurait, pour accéder à l'Hôtel Matignon, s'abaisser à faire antichambre auprès des responsables des partis politiques.

La France est dans l'impasse. Déjà se profilent les coupoles des paras qui sautent sur la ville. La seule autorité morale qui demeure – hormis celle de De Gaulle – est encore celle du modeste locataire de l'Elysée. Pour lui sonne l'heure du choix et de l'engagement. Le 29 mai à 15 heures il fait lire son message de président de la République : « J'ai décidé de faire appel au plus illustre des Français. » A défaut d'être suivi, il démissionnera.

29 mai, 19 h 30, de Gaulle arrive à l'Elysée, président du Conseil pressenti. Il en sort deux heures plus tard sur un compromis. Il ira à l'Assemblée lire sa déclaration d'investiture et se retirera sans assister au débat L'honneur est sauf des deux côtés.

La porte ouverte ne se fermera pas. Miquel décommande Résurrection qui commençait à trouver un début d'exécution. Le 1er juin, par 329 voix contre 224, de Gaulle, avec de très larges pouvoirs pour rénover l'Etat et la Constitution, devient officiellement chef du gouvernement. La France et l'Algérie sont désormais à ses ordres. Le 13 mai est terminé. Il n'a servi qu'un homme : de Gaulle.

---

1 Le lecteur intéressé pourra se référer aux ouvrages suivants :
– *Les 13 complots du 13 mai*, Merry et Serge Bromberger, Fayard.
– *Secrets d'Etat*, R. Tournoux, Plon.
– *Mémoires* du général Salan, t. III.
– *La contre-révolution en Algérie*, C. Mouton

– *Le temps perdu*, Cl. Trinquier, *op. cit.*

2 Souvenir d'une blessure en Italie, il porte un bandeau de cuir sur le nez.

3 Ces trois hommes avaient été faits prisonniers au cours d'une embuscade près de Roum-el-Souk sur la route de Lacroix le 1er novembre 1956. Ils sont bien évidemment innocents des exactions reprochées. Le communiqué de l'A.L.N. sert la publicité du F.L.N.

4 Outre les personnages déjà cités, le C.S.P. comporte au total sept officiers et des noms plus ou moins connus : Auguste Arnould, des anciens combattants, Lucien Neuwirth, un gaulliste qui se sert de l'Algérie française comme planche d'appel pour d'autres destinées, Alain de Sérigny, le patron de *l'Echo d'Alger*, Jacques Roseau, le leader des lycéens, Robert Coutailler, un poujadiste qui a intrigué avant le 13 mai. A la demande des militaires, quelques musulmans figurent aussi sur la liste : le cdt Madhi, un syndicaliste, Saïd Madani, qui sera par la suite assassiné par le F.L.N. Il est clair que les éléments dits ultra sont en force.

5 Pure rumeur, car qui aurait donné un tel ordre ? Ne pas tirer sera un leitmotiv de Salan face à Paris.

6 En 1944, le général Salan avait perdu à Alger un fils âgé d'un an.

7 Ils sont pourtant plus aisés à commettre en raison de la promiscuité de ces moments.

8 Une compagnie du 2e R.E.P., une compagnie du 5e R.E.I.

9 Le général Ely a démissionné dès le 16 mai pour marquer sa désapprobation de certaines décisions gouvernementales. Son successeur, le général Lorillot, ancien commandant supérieur en Algérie, a perdu, par son acceptation du poste, toute autorité dans une armée qui vit à l'écoute d'Alger et dont le patron moral reste Ely.

Chapitre XXIX

---

13 MAI : CHARLES DE GAULLE
D'un pouvoir à un autre

Dans quel état d'esprit se trouve l'homme du 18 juin 1940, à cette heure qui voit son retour à la tête de la France ? Plus particulièrement, quelles sont ses vues sur le problème algérien ? Il est toujours hasardeux et téméraire de risquer une introspection. Les témoignages incontestables recueillis depuis plus de vingt ans, les écrits de l'intéressé permettent néanmoins une approche peu éloignée sans doute de la réalité.

Depuis près de douze ans, Charles de Gaulle est un malheureux. Le Connétable, comme l'appelaient ses camarades à Saint-Cyr, a, en 1946, manqué une sortie qui ne devait permettre qu'une meilleure rentrée. Son R.P.F., Rassemblement du peuple français, créé pour se repropulser au sommet de l'Etat, a été un échec. Peu à peu, les foules se sont lassées, les fidèles ont déserté, happés par d'autres intérêts. Nombreux ont été « à la soupe » dans les ministères de la IV^{e}. Il n'est resté qu'une poignée de grognards, de Bonneval, l'aide de camp, Olivier Guichard, le chef d'un cabinet réduit à bien peu. Ils ont eu du mal à meubler les rendez-vous du mercredi, rue de Solférino, où de Gaulle continuait à recevoir. Un de Gaulle qui a souffert de l'ennui, de l'abandon, de l'oubli. Il a entretenu sa flamme de propos acides et vengeurs, dénonçant les partis et les politiciens fossoyeurs du pays, de l'Empire, de l'Indochine et maintenant de l'Algérie.

« Vieil homme, recru d'épreuves, détaché des entreprises, sentant venir le froid éternel mais jamais las de guetter dans l'ombre la lueur de l'espérance[1] », pourtant il ne renonce pas car autant qu'hier il se sent fort. Le grand corps s'est tassé mais l'esprit est resté intact, mûri par l'expérience et la réflexion. Il a eu des heures de désespoir et de doute mais il a tout fait pour préparer son retour et être prêt. Ses visites, ses tournées, ses audiences, ses propos, n'ont eu qu'un but : ne point se faire oublier. Il a su, fidèle à ce

qu'il écrivait jeune officier, « saisir l'événement et l'exploiter habilement ». De nouveau le maître, il compte bien ne point lâcher ces rênes qu'il a tant désirées et qui sont restées si longtemps loin de lui.

Sa vision personnelle, de Gaulle l'a exprimée, mais qui a lu ou approfondi un certain passage des *Mémoires de guerre* ? « Or, après ce qui s'est passé sur le sol de nos possessions africaines et asiatiques, ce serait une gageure que de prétendre y maintenir notre Empire tel qu'il avait été. *A fortiori* n'y peut-on songer quand les nationalités se dressent d'un bout à l'autre du monde et qu'auprès d'elles la Russie et l'Amérique font assaut de surenchères. Afin que les peuples dont nous sommes responsables restent demain avec la France, il nous faut prendre l'initiative de transformer en autonomie leur condition de sujets, et en association, des rapports qui, actuellement, ne sont pour eux que dépendance[2]. »

Le canevas est tracé. Autonomie est bien proche d'indépendance. De Gaulle a ajouté :

« Au Maghreb, pour quelque temps encore, l'affaire peut être menée dans le calme et progressivement. »

Le Maghreb c'est le Maroc, la Tunisie mais aussi l'Algérie, une Algérie où le bât le blesse. Il sait que sous son gouvernement, en mai 1945, la main a été plus que rude. Il passe vite.

« En Algérie, un commencement d'insurrection, survenu dans le Constantinois et synchronisé avec les émeutes syriennes du mois de mai, a été étouffé par le gouverneur général Chataigneau[3]. »

Quel que soit son silence pudique sur les émeutes de Sétif et leur répression, son idée directrice sur l'Algérie est là dans son texte des *Mémoires de guerre*. Elle se retrouve bien avant le 13 mai.

Dès mars 1944, il déclare à André Philip, l'un de ses ministres qui lui conseillait, pour l'Algérie, d'aller jusqu'à l'autonomie politique réclamée par Ferhat Abbas : « L'autonomie, Philip ? Vous savez bien que tout cela finira par l'indépendance[4] ! »

Après le 1er novembre 1954, il s'est exprimé dans le même sens :

– à Guy Mollet, en février 1955 : « L'Algérie est perdue. L'Algérie sera indépendante ! » ;

– à Jean Amrouche, en avril de la même année : « L'Algérie sera émancipée. Ce sera long. Il y aura de la casse, beaucoup de casse. Vous

aurez beaucoup à souffrir[5]. »

– à Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères de Guy Mollet, en 1957 : « Il n'y a qu'une solution pour l'Algérie : l'indépendance. »

– au prince Moulay Hassan, le 3 octobre 1956 : « L'Algérie sera indépendante, qu'on le veuille ou non. Alors le tout, c'est le comment. Le fait est inscrit dans l'Histoire. Tout dépend du comment. »

La liste des interlocuteurs ayant eu des confidences identiques serait longue : Alain Savary, Maurice Schumann, Jean-Raymond Tournoux, Maurice Clavel...

De Gaulle, quant à lui, par la suite, ne s'en cachera pas :

« De tout temps, avant que je revienne au pouvoir, et lorsque j'y suis revenu, après avoir étudié le problème, j'ai toujours su et décidé qu'il faudrait donner à l'Algérie son indépendance[6]. »

Charles de Gaulle a le droit absolu de posséder ses propres convictions sur l'avenir de l'Algérie. Personne, de bonne foi, ne peut, à un libre citoyen d'un pays libre, reprocher ses opinions (dans la mesure où elles ne nuisent pas évidemment à l'intérêt national).

Le divorce découlera de l'opposition entre les propos officiels et les convictions prolongées par des faits. Le de Gaulle public n'utilise pas le même vocable que le de Gaulle privé. Il y a pour cela bien des raisons. L'Ermite de Colombey-les-Deux-Eglises a très vite perçu la planche d'appel que représentait pour lui la guerre d'Algérie. Il n'a eu que sarcasmes pour ces politiciens qui ruinent le pays et lui feraient perdre l'Algérie.

Il sait que l'opinion n'a pas encore basculé et demeure encore largement favorable à l'Algérie française. Il connaît le poids d'une armée, seul corps vraiment homogène et qui, à quelques exceptions près, s'est engagée à fond dans une guerre devant assurer la permanence de la présence française. Sa route ne peut être que sinueuse et souterraine.

Dans les *Mémoires d'espoir*[7] il a justifié les méandres de cette politique : « Ce n'est que progressivement, en utilisant chaque secousse comme l'occasion d'aller plus loin, que j'obtiendrais un courant de consentement assez fort pour emporter tout. Au contraire, si de but en blanc j'affichais mes intentions, nul doute que, sur l'océan des ignorances alarmées, des étonnements scandalisés, des malveillances coalisées, se fût levée, dans tous les milieux, une vague de stupeurs et de fureurs qui eût fait chavirer le navire. »

Manœuvrant de la sorte, il ne se soucie guère du trouble des esprits, des séquelles qu'il engendre. Songe-t-il même à l'héritage qu'il laisse au niveau des mœurs gouvernementales en faisant si peu de cas des consciences ? Il reste logique avec ce qu'il écrivait entre les deux guerres dans *le Fil de l'épée :* « La perfection évangélique ne conduit pas à l'empire. L'homme d'action ne se conçoit guère sans une forte dose d'égoïsme, d'orgueil, de dureté, de ruse[8]. » Curieux propos sur un empire qu'au fond il détruit. Mais de Gaulle, dans le cas présent, vise un autre empire : le sien propre, dans un monde où il sera l'un des grands. Il veut jouer un rôle essentiel sur les cinq continents. L'avenir le prouvera par les impériales tournées dans le tiers monde, en Amérique latine ou au Canada. Pour paraître dans ces régions il ne peut traîner à ses basques une étiquette de « colonialiste ». Le désengagement en Algérie et un désengagement rapide – d'où l'accélération du processus sitôt son pouvoir affermi – s'impose. Tout se tient, tout s'explique. Le comportement de Charles de Gaulle de 1958 à 1962 est d'une éblouissante clarté.

Certains auteurs aussi – engagés peut-être – ont vu dans son action la vengeance. N'a-t-il pas un vieux compte à régler face à cette population européenne d'Algérie ? N'eut-elle pas plus tendance à crier « Vive Pétain ! » que « Vive de Gaulle » quinze ans plus tôt ? Il est vrai que l'ordre de la Révolution nationale ne déplaisait pas outre-Méditerranée. Il est vrai également que Charles de Gaulle ignorait le pardon des offenses. Quel retour de l'Histoire ! La France en Algérie en 1830 pour faire expier un outrage ! La France la quittant cent trente ans plus tard pour laver d'autres affronts ! Il est sans doute un fond de vérité dans les deux cas, même si cet aspect des choses n'est pas essentiel[9].

Il est plus raisonnable, aux diverses raisons évoquées, d'adjoindre le réalisme profond de l'Homme de Colombey. Au député musulman Larradji qui lui déclare : « Nous allons souffrir ! » il répond sans vergogne : « Vous souffrirez ! »

Charles de Gaulle fait trop peu de cas des destins individuels pour y attacher de l'importance. Les yeux fixés sur sa gloire et sa légende, il façonne pour l'Histoire son personnage altier et souverain. Le reste n'est, suivant ses propres termes, que vulgaire ou médiocre.

L'évolution de la guerre d'Algérie, entre ses mains, est ainsi tracée. L'artiste a suffisamment de talent et de poids pour la modeler à son gré. Les pauses, les atermoiements, les diversions ne seront que temps mort vers un

objectif unique : « l'indépendance de l'Algérie ». Le F.L.N. a trouvé en Charles de Gaulle l'auxiliaire qui lui a permis de gagner une guerre qu'il avait perdue sur le terrain.

On n'en est pas encore là. Dans l'immédiat, de Gaulle doit donner le change. Il l'a déjà fait, à l'époque où il allait quémander les électeurs.

> « Souveraineté de la France ! Cela signifie, d'abord, que nous ne devons laisser mettre en question, sous aucune forme, ni au-dedans ni au-dehors, le fait que l'Algérie est notre domaine. Cela signifie, en outre, qu'il n'y a aucune matière concernant l'Algérie, où les pouvoirs publics français : exécutif, législatif, judiciaire, puissent aliéner leur droit et leur devoir de trancher en dernier ressort. Cela signifie, enfin, que l'autorité de la République française doit s'exercer hautement et fermement sur place et que le gouverneur général, qui est investi par l'Etat, ne saurait être responsable que devant les pouvoirs publics français. » (Déclaration à la presse du 18 août 1947.)

Le 12 octobre de la même année, il est à Alger et dans son discours il s'écrie : « Toute politique qui, sous le prétexte fallacieux d'une évolution à rebours, aurait pour effet de réduire ici les droits et les devoirs de la France ou bien de décourager les habitants d'origine métropolitaine qui furent et qui demeurent le ferment de l'Algérie, ou bien, enfin, de donner à croire aux Français musulmans qu'il pourrait leur être loisible de séparer leur sort de celui de la France, ne ferait, en vérité, qu'ouvrir la porte de la décadence. »

Dix ans plus tard, l'orateur public est au diapason. Pendant des mois il joue avec l'honneur et la vie.

A Mostaganem, il lance son Vive l'Algérie française ! lourd de portée. Au fil de ses tournées, il émaille ses propos d'affirmations définitives :

« Jamais, moi vivant, le drapeau F.L.N. ne flottera sur Alger. »

« A-t-on vu de Gaulle abandonner une partie du territoire national ? »

Dans son esprit, l'Algérie n'est très certainement pas territoire national, mais pour son auditoire, elle l'est. C'est du reste ainsi qu'il l'entend, cet auditoire qui se bat et meurt sur ce thème.

La politique est un art cruel et cynique. Nombreux, les gens honnêtes se feront piéger à ce jeu des petites phrases dont ils ne percevront pas l'ambiguïté. Ils s'engageront à fond. Plus cruelle sera leur désillusion. Beaucoup paieront de leur vie, de leur liberté ou de leur carrière ces propos

d'un homme auquel, durant un temps, ils firent confiance. Les grands drames de la fin de la guerre d'Algérie proviennent de là. Ils provoqueront à long terme, la tragédie des soldats perdus, l'exode des Européens, le massacre des musulmans engagés près de la France. Car il est vrai que dans l'engagement pour une cause nationale il n'est pas de demi-mesure.

*

* *

Loin des joutes politiques de la capitale, la majorité des unités opérationnelles sur le terrain poursuit sa mission. Les combattants, en dépit des événements d'Alger et de métropole, n'ont pas suspendu leur action, bien au contraire, et la chevauchée de l'un d'eux s'arrête brutalement un après-midi de fin mai.

Il reste dans la grande périphérie de Guelma des groupes de l'A.L.N., solides, pour certains rescapés de l'hécatombe du barrage. Pour en finir ou essayer d'en finir, Vanuxem a regroupé du monde pour fouiller pentes et ravins broussailleux et rocheux à souhait. Les deux R.E.P. sont là et d'un P.C. à l'autre on échange un fraternel salut radio. Les progressions entamées dès l'aube se poursuivent sous un soleil de plus en plus chaud. La sueur ruisselle sur les visages. Les pas se font plus lourds au fur et à mesure que les heures tournent.

A la mi-journée, le 1er R.E.P. accroche sur les flancs sud du djebel Mermera[10]. A son habitude, le colonel Jeanpierre, dans son Alouette, est à la verticale, pour guider ses hommes. Le sifflement de la turbine se mêle au crépitement des rafales de pistolets-mitrailleurs. Soudain, l'hélicoptère glisse sur le côté et fonce vers le sol. Une balle a sectionné la tubulure d'arrivée d'essence. Une clameur de victoire s'élève de la ligne rebelle qui voit l'Alouette s'écraser devant elle. Une autre lui répond encore plus redoutable. Dans un seul élan, les légionnaires s'élancent et donnent l'assaut pour dégager leur chef.

15 heures, le 29 mai 1958. Le colonel Jeanpierre a été tué sur le coup. Le pilote et le mécanicien ne survivront pas à leurs blessures. Quelques jours plus tard, en présence du général Salan, Alger et le 1er R.E.P. disent adieu à Jeanpierre, dont une promotion de Saint-Cyr portera bientôt le nom.

Face au cercueil, le chef direct de Jeanpierre, le général Massu, commandant la 10e D.P., s'avance et parle :

« Mon colonel, nous vous le jurons, nous mourrons plutôt que d'abandonner l'Algérie française[11]... »

Figés sous les armes, les légionnaires du 1er R.E.P. écoutent ce solennel serment. Parmi eux, Degueldre, Dovecar...

La mort de Jeanpierre marque la fin du séjour à Guelma du 1er R.E.P. Avec le commando d'Extrême-Orient, il rentre sur Alger, laissant ses cantonnements au 2e R.E.P. Un grand moment de la guerre d'Algérie est terminé.

---

1 *Mémoires de guerre*, t. III, p. 290, Ageron Ch-R, Sindbad, 1980.

2 *Mémoires de guerre*, t. III, p. 223, Ageron Ch-R, Sindbad, 1980.

3 *L'Algérie algérienne*, p. 247.

4 Voir plus haut.

5 *Algérie algérienne*, p. 245, *op. cit*.

6 Dans ses *Mémoires d'espoir* (p. 42), de Gaulle s'est expliqué assez clairement sur les motifs principaux de sa politique. Le colonialisme est au-dessus des moyens de la France. Il est devenu « ruineux » pour le pays. Il est aussi pour Charles de Gaulle « la volonté d'émancipation » outre-mer. Ces deux justifications ne sont pas sans valeur. La première rejoint le cartérisme des années 50. La seconde répond à une relative évidence.

7 *Mémoires d'espoir*, p. 71.

8 *Le Fil de l'épée*, p. 81.

9 Cette thèse mérite réflexion à l'analyse du comportement du plus illustre des Français, face à ceux qu'il estime s'être opposés à lui ou l'avoir desservi. Sans revenir à l'époque ou au lendemain de la France libre, l'étape algérienne est riche d'enseignements. Ainsi, par exemple, les sanctions brutales et hargneuses vis-à-vis de hauts fonctionnaires : Roger Wybot, patron de la D.S.T., limogé bien qu'il ait contribué à son retour, André Jacomet, secrétaire général de l'administration à Alger, révoqué et exclu des grands corps de l'Etat. Charles de Gaulle, on le sait, pardonne et oublie difficilement.

10 Environ 20 km à l'ouest de Guelma.

11 Le général Massu finira sa carrière militaire comme général d'armée, commandant des forces françaises en Allemagne. A ce titre, il recevra, à Baden, le général de Gaulle, lors des événements de mai 1968, dix ans plus tard.

Chapitre XXX

L'APRÈS-13 MAI

Le nouveau chef du gouvernement sait qu'il doit se montrer aux foules et aux troupes de qui il tient son pouvoir. Il a besoin également de jauger la réalité des choses. Dès le 4 juin sa *Caravelle*, fleuron récent de l'aéronautique française, s'envole pour Alger.

A Maison-Blanche, tous ceux qui ont fait le 13 mai sont là, figés au garde-à-vous, derrière Salan. A petite allure, le cortège officiel rejoint le centre ville au milieu d'une marée humaine scandant « Algérie française » et « Vive de Gaulle ! ». Le général paraît satisfait de ce plébiscite. Plateau des Glières, gouvernement général, réception du comité de Salut public emmené par son président, le général Massu, qui prend la parole :

> « Mon général, vous avez devant vous une équipe de patriotes à laquelle j'ai estimé de mon devoir, le soir du 13 mai, de m'adjoindre.
>
> » Aussi, mon général, mes camarades et moi-même, dans un apolitisme absolu, formons le vœu respectueux de vous voir :
>
> – vous prononcer sur l'intégration de tous les habitants de l'Algérie et du Sahara à la nation française, dans l'égalité pour chacun des droits et des devoirs,
>
> – éliminer les séquelles du système et ses hommes définitivement déconsidérés aux yeux de toute la population. »

Et puis, vers 19 heures, c'est le balcon du Forum d'où, trois semaines plus tôt, Salan a jeté son « Et vive le général de Gaulle ! » qui amène aujourd'hui en Algérie l'homme du 18 juin. Combien sont-ils pour le voir, l'entendre, l'acclamer ? 300 000 peut-être. Le général apparaît, en tenue militaire, pratique qu'il observera lors de tous ses déplacements en Algérie, car sa légende est celle du général de Gaulle et, de plus, il rend visite à une

contrée en guerre. Il lève ses grands bras en signe de salut et, dans le silence un instant revenu, lance son fameux : « Je vous ai compris ! »

Quel tonnerre soulève ce magicien de la formule, qui poursuit :

> « A partir d'aujourd'hui et dorénavant, la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une catégorie d'habitants, qu'il n'y a que des Français à part entière, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. Cela signifie que doivent être ouvertes les possibilités qui, pour beaucoup, ont jusqu'à présent été fermées. Cela veut dire que des moyens de vivre doivent être donnés à ceux qui n'en avaient pas. Cela veut dire que doit être reconnue la dignité de ceux qui en étaient privés. Cela veut dire qu'une patrie doit être donnée à ceux qui ont pu penser qu'ils n'en avaient pas... Français à part entière et dans un même collège, nous allons le montrer pas plus tard que dans trois mois, dans l'occasion solennelle où tous les Français, y compris les dix millions de Français d'Algérie, auront à décider de leur propre destin...
>
> » Ah ! puissent-ils participer en masse à cette immense démonstration, tous ceux de nos villes, de nos douars, de nos plaines, de nos djebels ! Puissent-ils même y participer ceux qui, par désespoir, ont cru devoir mener sur ce sol un combat dont je reconnais, moi, qu'il est courageux – car le courage ne manque pas sur la terre d'Algérie –, qu'il est courageux, mais qu'il n'en est pas moins cruel et fratricide.
>
> » Moi, de Gaulle, à ceux-là, j'ouvre les portes de la réconciliation. »

Propos d'une condamnation implacable de l'ancien état de fait, propos d'ouverture égalitaire vers les musulmans. Propos de reconnaissance de dix millions de Français sans distinction de sang. Propos de conciliation à l'intention des révoltés. La foule, transcendée, ovationne sans fin l'orateur. Qui doute, en ces instants, que de Gaulle soit enfin l'homme du salut ?

Constantine, Oran l'accueillent avec le même succès. Partout le même enthousiasme, partout des officiers à la mine réjouie et des Européens enflammés. Sur les itinéraires des aéroports aux centres urbains, les musulmans sont là aussi, plus réservés, mais présents néanmoins. Incitation militaire ? Curiosité ? Sympathie ? Tout s'en mêle sans doute. Le périple s'achève en apothéose sur un « Vive l'Algérie française ! » crié à Mostaganem. Ce sera la seule fois.

De Gaulle reparti vers Paris, les tenants de l'intégration peuvent en principe s'estimer satisfaits. L'intégration est le slogan de rigueur. Elle reprend une idée de Jacques Soustelle, mais une idée que chacun voit à sa manière. Pour les cadres de l'armée, l'intégration, c'est celle des musulmans devenant des Français à part entière comme l'a clamé de Gaulle. Si les Algériens sont français l'Algérie par conséquent ne peut être que française. Pour les Européens, cette intégration est la fusion globale de l'Algérie à la France amarrant ainsi à jamais la province d'Algérie, leur terre, à la mère-patrie. Que de visions divergentes sur cette intégration dont de Gaulle n'a jamais prononcé le mot ! Il a surtout parlé d'égalité, de justice sociale. Le collège unique, jadis si redouté, a été acclamé. Les femmes, même les femmes, auront le droit de vote pour les futures consultations annoncées. En ces mois de mai et de juin 1958, l'Algérie, décidément, connaît des mutations inconcevables quelques années auparavant.

Les semaines qui suivent sont de la même veine. Le 9 juin, Salan, confirmé dans toutes ses fonctions, est nommé délégué du gouvernement. Proconsul civil et militaire, il ne relève pratiquement plus que de De Gaulle. Des mesures, parfois plus symboliques qu'importantes, sont annoncées pour resserrer les liens entre Algérie et métropole : timbres identiques, intégration des C.F.A. – les chemins de fer en Algérie – à la S.N.C.F., parité des billets de banque. Le 14 juillet, Salan présent, le grand défilé républicain regroupe, sur les Champs-Elysées, des détachements des unités opérationnelles, des anciens combattants musulmans et des jeunes Algériens.

Plus que jamais, suivant les affiches du moment, il ne paraît exister qu'une seule France de Dunkerque à Tamanrasset[1].

*

* *

A Tunis, le C.C.E. est inquiet. La destinée, jusqu'alors si favorable, change de cap. Le printemps de 1958 a été lourd d'échecs et de désillusions. L'A.L.N. termine la bataille du barrage sérieusement éprouvée. Comment ravitailler la résistance intérieure ? Le moral se ressent des hécatombes de Guelma ou de Souk-Ahras. Pour ordonner les structures un peu anarchiques des bases de l'extérieur, en avril a été créé un Comité d'organisation militaire, le C.O.M., lui-même subdivisé en C.O.M. Est en Tunisie et

C.O.M. Ouest au Maroc. Cette formule apporte de l'ordre dans le commandement des troupes mais ses auteurs ne se doutent pas du danger qu'ils viennent d'engendrer. De véritables Etats dans l'Etat prennent forme. Toutefois, pour l'heure, l'essentiel est ailleurs.

L'audience internationale du F.L.N. marque le pas et la carrure du général de Gaulle impose des silences. La conférence de Tanger, fin avril, n'a pratiquement apporté au F.L.N. qu'une aide financière de la part de deux autres pays du Maghreb. Surtout, le grand remous qui secoue l'Algérie et la France lui enlève l'initiative. La masse paraît hésiter. On a vu, le 29 mai, le colonel Si Chérif, rallié depuis quelques mois, lancer sur le Forum à ses anciens amis des maquis :

« Venez à la France qui vous pardonne. Retournez à vos foyers, remettez vos armes à l'armée ! »

Quelques ralliements aux Français sont signalés dans les djebels. Partout, le F.L.N. est réduit à la défensive. Il doit réagir et en particulier répondre à l'appel à la conciliation de De Gaulle. Il le fait sans ambiguïté le 6 juin :

> « Le discours du général de Gaulle à Alger reste dans la ligne de la politique colonialiste de la France. De Gaulle reprend purement et simplement la politique des gouvernements précédents. Bien plus, en se ralliant aux ultras d'Algérie, le nouveau chef du gouvernement ferme la porte à toute possibilité de solution négociée sur la base de l'indépendance de l'Algérie. Par cette déclaration, de Gaulle veut ignorer le sens et la nature de la lutte que le peuple algérien, au prix de sacrifices énormes, mène depuis quatre ans pour sa liberté et son indépendance. »

Plus que jamais l'indépendance reste le préalable. Une idée-force répond aux idées-forces des partisans de l'Algérie française[2].

Les difficultés ne surgissent jamais seules. La France obtient de la Tunisie un accord pour évacuer par le port de La Skira, dans le golfe de Gabès, le pétrole saharien d'Edjelé. Cette décision tunisienne est une brèche dans la solidarité maghrébine. Le 11 juillet, le F.L.N. condamne avec force cette collaboration. Le président Bourguiba accepte mal ces remontrances d'un mouvement qu'il soutient d'autre part largement[3]. *El-Moudjahid* est saisi à Tunis.

Pour réagir, le F.L.N. se doit de frapper un grand coup. Il lui est impossible de renouveler un 20 août. L'armée française occupe le terrain et entend parachever le 13 mai. Les maquis sont contrés de toutes parts. Il reste comme toujours le terrorisme. 500 attentats, dont 60 visant des femmes ou des enfants, ensanglantent la population avant les élections annoncées par de Gaulle. Le C.C.E., qui a connu un temps mort après son exil imposé par son échec dans la bataille d'Alger, décide de se transformer en gouvernement provisoire de la République algérienne. La résolution des Algériens est plus que clamée à la face du monde. Derrière les sigles de gouvernement ou de république, une réalité se dessine obligatoirement. Un pays existe puisqu'il possède un gouvernement. La nation algérienne se profile. Les hommes du F.L.N. savent être d'habiles politiques.
Le 19 septembre, à Tunis, est officiellement annoncée la création du G.P.R.A. :

Abbas Ferhat	Président du Conseil
Krim Belkacem	Vice-président et ministre des Forces armées
Ben Bella Ahmed	Vice-président
Ait Ahmed Hocine	Ministre d'Etat
Bitah Rabah	”
Boudiaf Mohamed	”
Khider Mohamed	”
Debaghine Mohammed Lamine	Affaires extérieures
Chérif Mahmoud	Armement et Ravitaillement
Bentobbal Lakdar	Intérieur
Boussouf Abdelhafid	Liaisons générales et Communication
Mehri Abdelhamid	Affaires nord-africaines
Francis Ahmed	Economie et Finances
Yazid M'hammed	Affaires sociales
Ben Khedda Ben Youssef	Affaires culturelles
Khene Lamine	Secrétaire d'Etat à l'Intérieur
Oussedik Omar	”
Stambouli Mostefa	”

La composition de ce gouvernement est intéressante. Elle est significative des grandes tendances de la Révolution algérienne, suivant le vocable désormais employé par les militants du F.L.N. pour désigner l'action déclenchée le 1er novembre 1954. On verra ces tendances se modifier, certaines s'estomper, d'autres croître ou apparaître.

Les trois hommes forts qui représentent l'A.L.N., c'est-à-dire la résistance intérieure et les faïleks de l'extérieur ont les postes-clés. Krim Belkacem, Bentobbal et Boussouf tiennent ferme les rouages essentiels du parti. Un politique pur, connu pour son nationalisme mais aussi pour sa modération et son esprit de conciliation, a été choisi comme chef officiel et donc comme arbitre. On lui sait de l'expérience et cette désignation a peut-être une autre signification. Ferhat Abbas, de culture française, a fréquenté les cercles politiques français. Ses relations antérieures avec la France autorisent à penser que le chef du G.P.R.A. peut devenir le premier maillon d'un contact et d'une négociation.

Certains peuvent s'étonner de voir sortir de l'ombre les prisonniers de la Santé bien oubliés depuis de longs mois. Ben Bella, vice-président, ses compagnons dont Rabah Bitah, l'un des premiers internés de 1955, ministres d'Etat, sont là en contrepoids des autres composantes qui se disputent la direction du F.L.N. Des personnalités comme Lamine Debaghine, Chérif Mahmoud, Ben Khedda entendent s'exprimer tout comme Ahmed Francis ou Tewfik El-Madani.

Désormais, les destinées de la rébellion sont entre les mains de ce gouvernement qui s'installe en pays ami c'est-à-dire à Tunis. Il durera dix mois.

*

* *

G.P.R.A. d'un côté, de Gaulle de l'autre. Deux pouvoirs qui tirent dans le même sens sur des voies différentes. Le pouvoir de De Gaulle a l'avantage sur celui du G.P.R.A. – entre autres – de s'affirmer sans cesse un peu plus. Le chef du gouvernement sera bientôt président de la République et chacun le sait. Cette future magistrature ajoute encore de l'autorité à celle toute naturelle de Charles de Gaulle. Les ordres tombent et chacun doit s'y plier, même s'il n'apprécie pas. Le 13 octobre, les militaires reçoivent instruction de « cesser de faire partie de toute organisation qui revêt un caractère politique ». En termes clairs, cela signifie pour les intéressés quitter les Comités de salut public constitués dans la lancée du 13 mai. Les officiers obtempèrent, même si les civils renâclent à se retrouver seuls et pratiquement inutiles.

Les directives pour les futures élections sont tout aussi impératives. De Gaulle a prévu deux temps. Un référendum sur la nouvelle Constitution qu'il propose aux Français, c'est-à-dire, par voie détournée, un plébiscite sur son nom. Après quoi, des élections législatives désigneront les députés à la nouvelle Chambre, la précédente ayant été dissoute. Ces deux scrutins doivent également intervenir en Algérie et regrouper pour la première fois Européens et musulmans dans un même collège. De Gaulle l'avait annoncé dès le 4 juin à Alger. Personne ne saurait être surpris.

Les « beni oui oui » de jadis, de Gaulle n'en veut plus. Il l'écrit clairement :

> « La consultation doit être loyale. Seuls seront exclus les individus qui participent à l'action terroriste et tombent de ce fait sous le coup d'une inculpation pénale.
>
> » J'attache une extrême importance à ce qu'il y ait une véritable compétition, c'est-à-dire qu'il puisse exister des listes concurrentes... »

Peut-il vraiment y avoir une libre compétition dans un pays en guerre, où l'une des parties s'appuie sur le terrorisme et l'autre sur le poids des armes ?

Le référendum du 28 septembre s'effectue sans incidents majeurs. La question posée ouvre largement la porte à une réponse affirmative, étant donné les précédents de l'ancienne Constitution :

« Approuvez-vous la Constitution qui vous est proposée par le gouvernement de la République ? »

L'Algérie donne 96 % de *oui*, le Sahara 98 %. Des chiffres à demi significatifs. La métropole a elle-même voté à 90 % pour le changement. L'Algérie, l'armée aidant, ne pouvait faire moins. L'intérêt du scrutin dans son principe dépasse celui des résultats. Les musulmans, les femmes, les premières, ont voté, et largement voté. Plus de 90 % des inscrits, qui représentent 78 % de la population, ont déposé leur bulletin dans l'urne[4]. Officiellement, la commission de contrôle, sous la présidence de l'ambassadeur Hoppenot, a relevé peu d'anomalies. Son champ visuel, essentiellement urbain, était obligatoirement limité et là, le secret des isoloirs a été à peu près respecté grâce à la sécurité retrouvée depuis plus d'un an. Dans le bled, en revanche, l'affrontement armée-F.L.N. a été rude.

Les consignes d'abstention avaient été très fermes : « Il ne faut pas voter. Ceux qui voteront seront exécutés. »

On dénombre cinq cents attentats dans ces semaines électorales. A ces consignes et à cette intimidation ont répondu les pressions des chefs de S.A.S. et des responsables de secteurs[5]. C'est donc un échec pour le F.L.N., qui n'a pas été suivi. Il témoigne de sa perte d'audience et de l'évolution de l'opinion algérienne qui, en cette fin de 1958, voit la France gagnante.

Les autres scrutins confirmeront ces tendances. Le 30 novembre, les élections législatives envoient 67 députés d'Algérie à l'Assemblée nationale, 46 sont de statut local c'est-à-dire musulmans. Ces derniers ont parfois été têtes de liste. Ainsi le bachagha Boualam, dont l'Assemblée fera son vice-président, se retrouve-t-il député d'Orléansville avec pour suppléant Pierre Beaussier, un garagiste de Ténès. La grande mutation escomptée par l'armée paraît se réaliser. Parmi les élus :

– à Alger : Pierre Lagaillarde ;

– à Oran : le docteur Sid Cara ;

– à Batna : M^{e} Ali Mallem.

Au Sahara... le cheikh Hamza Boubakeur, recteur de la mosquée de Paris. Il y a même trois femmes. Tous ces nouveaux parlementaires s'inscriront au groupe dit U.N.R., dont la plupart des membres ont sur leur profession de foi porté : « Algérie française » à côté de leur étiquette de « gaulliste ».

Le premier semestre 1959 verra d'autres élections. Les 19 et 26 avril seront désignés 14 921 conseillers municipaux dont 11 865 de statut local. Le 31 mai, ce seront 32 sénateurs, dont 22, là encore, de statut local. Les élus musulmans ne sont pas sans courage. Ils ont dû braver les rigueurs du F.L.N., toujours évidemment hostile à une participation électorale et à une collaboration avec l'administration française. Ces 12 000 élus, de tous niveaux, sont en fait des condamnés à mort. Leur nombre et leur présence attestent une fois de plus l'évolution et l'orientation que prend l'Algérie dans un cadre français. Qui, hormis de Gaulle, paraît les voir autrement ?

---

1 On lit aussi, par exemple : la Méditerranée traverse la France comme la Seine traverse Paris.

2 Messali Hadj s'exprime aussi, mais sa voix ne porte plus guère sur le sol algérien. Elle ne peut toucher que des immigrés. Plus nuancée, elle démontre sans doute la volonté du vieux leader d'apparaître également comme un interlocuteur.

3 Plus encore que le Maroc, la Tunisie est vraiment la terre d'accueil de la rébellion algérienne. La direction du F.L.N. réside à Tunis. Les unités de l'A.L.N. s'entraînent et s'équipent en Tunisie. Tous ceux qui, à un titre quelconque, veulent joindre le F.L.N. s'en vont à Tunis. L'armement, évidemment,

s'entasse dans les bases tunisiennes. Les dernières unités de l'armée française, stationnant encore en Tunisie sous les ordres du général Gambiez, assistent impuissantes à ce va-et-vient.

4 Il y avait 3 302 600 inscrits, dont 200 000 militaires. Dans certaines zones, les opérations n'avaient pu être terminées à cause de l'insécurité.

5 Le bulletin *oui* était blanc, le bulletin *non* était couleur chocolat. Les scrutateurs du bled avaient l'insinuation facile. « Ne prends pas celui-ci. Tu vois sa couleur. C'est de la m...! » Et chacun de s'esclaffer et de voter blanc...

Chapitre XXXI

LE PLAN DE CONSTANTINE

Ces élections, avec la participation effective des musulmans, traités pour la première fois sur un plan d'égalité politique avec les Européens, constituent bien évidemment un des actes essentiels de l'Algérie d'après le 13 mai. Un autre événement trouve la même ampleur par les lendemains qu'il annonce au plan social et économique. Le 3 octobre 1958, de Gaulle s'exprime sur ses projets en ce domaine.

C'est Constantine, l'ancienne Cirta, jadis tassée sur le rocher lavé par le Rhummel[1] que de Gaulle a choisie comme tribune. Constantine, capitale de l'Est Algérien, est plus arabe qu'européenne et de Gaulle entend s'adresser aux Algériens. La place de la Brèche, où est dressé le podium officiel, est modeste et tout autour on se presse dans les ruelles. Retour de l'Histoire. Il y a 121 ans, presque jour pour jour, que Damremont et Perrégaux sont tombés là, face à cette brèche – d'où le nom de la place – ouverte dans les remparts de la ville arabe par les sapeurs et les canonniers. La voix de De Gaulle, portée par les haut-parleurs, s'élève en ces lieux où la mitraille a frappé[2].

> « Il s'agit que ce pays, si vivant et si courageux mais si difficile et souffrant, soit profondément transformé ; que les conditions de vie de chacune et de chacun deviennent constamment meilleures ; que les ressources du sol, le travail des habitants, la valeur des élites y soient mis au jour et développés, que les enfants y soient instruits ; bref que l'Algérie tout entière prenne sa part de ce que la civilisation moderne peut et doit procurer aux hommes de bien-être et de dignité. »

Après le grand nivellement politique du suffrage universel et du collège unique, voici qu'interviennent les grandes réformes de nature à tenter d'effacer le paupérisme de la masse. Le plan quinquennal qu'annonce de

Gaulle, et qui sera par la suite désigné par le nom de la ville où il a été formulé, apparaît généreux et séduisant : 250 000 hectares de terres redistribués, 200 000 logements construits, 400 000 emplois nouveaux créés, la parité des salaires avec ceux de la métropole ; la scolarité pour tous avec ses perspectives de chances égales.

Ce plan de Constantine trouvera un très large début d'exécution. Dès la fin de 1958, et en 1959, ses effets se manifestent. L'exploitation des ressources naturelles, déjà bien engagée, est intensifiée. Le pétrole saharien est l'objet de tous les soins. Bougie supplante Philippeville et devient le terminus d'un oléoduc qui, par M'Sila, gagne la mer[3]. Des industriels français investissent. Des usines sortent de terre. Le complexe sidérurgique de Bône prend corps. Le bâtiment suit. Un programme de 1 000 nouveaux villages est lancé à l'intention des populations regroupées. La scolarisation est accélérée. En octobre 1959, 800 000 enfants seront inscrits dans les écoles. La réforme agraire est plus lente. La C.A.P.E.R., caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurale, se heurte à l'obstacle du patrimoine. Fin 1959, en possession de 130 000 hectares, elle prépare la répartition des lots.

Indiscutablement, ce programme apporte un plus à la vie algérienne. L'économie s'accélère. Des emplois se créent. Des revenus s'améliorent. Si la route reste longue pour combler le retard, du moins est-elle tracée. Le climat politique s'en ressent. Plus que jamais, en 1959, la France, en Algérie, navigue pavillon haut. Les Cassandre – il y en a[4] – ne sont guère écoutés et entendus. Un autre discours de De Gaulle, le 16 septembre 1959, remettra tout en question.

*

* *

Et ici, il faut bien s'interroger. A quels mobiles profonds répond Charles de Gaulle lorsqu'il lance son plan économique ? Est-il sincère ? Il est difficile de le supposer, connaissant, avec le recul, ses certitudes sur l'issue du problème algérien. L'homme voit loin, ce n'est pas là le moindre de ses dons. L'avenir, tel qu'il le pressent sans doute, se réalisera. Il sait que pour imposer ses vues, il lui faudra vaincre plus que des réticences. Il devra briser des obstacles majeurs. Pour l'emporter, il aura besoin d'alliés. Quel meilleur allié que la foule musulmane criant « Vive de Gaulle ! » parce qu'il

lui a apporté un mieux-être et qu'il s'identifie en plus à une espérance de liberté ?

Par son plan de Constantine, de Gaulle fait coup double. Dans l'immédiat, il conforte les partisans de l'Algérie française dont il ne peut encore se couper. Il trouve la corde sensible des militaires, gens simples, qui voient dans ses propos la meilleure preuve de sa volonté irréfutable de rester en Algérie :

« De Gaulle a compris le problème. Il sait que la majeure partie du mal est d'origine sociale et qu'il faut vaincre la misère. Il va s'attacher les musulmans en élevant leur niveau de vie. Ils ne pourront plus, ces musulmans, déserter une France assurant leur bien-être matériel. »

Raisonnement que rejoint une autre certitude encore plus terre à terre :

« Il ne dépenserait pas autant d'argent si nous devions tout lâcher ! »

Pour l'armée française, l'année 1959 sera l'année des certitudes. L'Algérie restera française. De Gaulle l'a clamé. Ses actes le prouvent. Aux troupes sur le terrain, il ne reste qu'à faire leur devoir, c'est-à-dire battre le F.L.N. et entraîner les populations.

Surtout, et là est l'essentiel, de Gaulle, par ce travail, cette instruction, ce logement qu'il apporte, s'attire la sympathie et l'adhésion musulmanes. Il en recevra les dividendes deux ans plus tard. Des hauteurs de la ville, les Algérois surgiront clamant un « Vive de Gaulle ! » porteur d'autres symboles. Pour eux, les miséreux qu'il a compris, ce Vive de Gaulle égale Vive l'Algérie algérienne et Vive le F.L.N. Ils rentrent pleinement dans son jeu. Le grand sorcier blanc, de kaki vêtu, aura parfaitement réussi son conditionnement.

---

1 Et aujourd'hui bien étalée sur l'autre rive.

2 Le 13 octobre 1837, le général Valée, nouveau commandant en chef, donnait l'ordre d'attaquer. Un millier d'hommes étaient tués dans les combats contre les défenseurs de la cité. Parmi eux le général Caraman. La rue principale de Constantine porte son nom. Parmi les blessés, le colonel Lamoricière.

3 Débit initial : 4,8 millions de tonnes par an. Parallèlement est étudié le tracé pour l'évacuation du gaz de Hassi-R'mel.

4 Parmi eux en particulier le Chouan de la Mitidja, Martel, qui, avec ses amis, a créé le MP-13, Mouvement populaire du 13 mai.

Chapitre XXXII

1959-1960 : LE PLAN CHALLE

Le 19 décembre, Raoul Salan quitte Alger sous les vivats d'une foule qui naguère le conspuait. Son règne, sous de Gaulle, n'aura guère duré plus de six mois. Officiellement, il part prendre en charge le nouveau poste recréé pour lui : inspecteur de la Défense nationale[1]. En fait, il ne part pas de gaieté de cœur. Pratiquement, il avait le commandement le plus important de l'armée française, le gros des troupes stationnant en Algérie. A ses fonctions militaires il joignait une délégation gouvernementale lourde de responsabilités dans un pays en pleine mutation. De Gaulle lui a proposé une ambassade exceptionnelle au Japon pour renouer les liens de la France avec ce monde extrême-oriental et chinois qu'il connaît bien. Il a refusé. Son cœur est en Algérie. Il ne veut pas s'éloigner d'une terre qu'il a défendue et qu'il entend voir rester française. Pendant ces deux années en Algérie, il n'a cessé de s'engager près des populations et des combattants. Il part donc mais avec la fidélité ancrée au fond de lui-même. En toute occasion il ne le cachera pas.

Cette fidélité sera-t-elle la cause de sa disgrâce ? Deux mois plus tard, il apprendra par la presse la suppression de son poste d'inspecteur de la Défense nationale. Ses services de mai 1958 bien peu rétribués par le nouveau locataire de l'Elysée, il attendra la limite d'âge de son grade dans les fonctions tout honorifiques de gouverneur militaire de Paris. Ce piédestal, du moins, permettra au général d'armée Raoul Salan d'exprimer avec éclat son option en faveur de l'Algérie française. La justice française pourra, par la suite, inculper Raoul Salan. Elle ne pourra lui reprocher d'avoir dévié.

C'est une direction bicéphale qui lui succède. Le nouveau délégué général, Paul Delouvrier, est un civil, inspecteur des finances, parachuté

dans un guêpier dont il se serait bien dispensé. Il a quarante-quatre ans. On le dit brillant.

Il est, certes, plus économiste que politique, mais le plan de Constantine est à lancer. Pourquoi de Gaulle l'a-t-il choisi ? Sans doute estime-t-il qu'il sera scrupuleusement obéi de ce haut fonctionnaire soucieux de servir avec application l'Etat et sa carrière. Effectivement, Paul Delouvrier traversera, sans dommage pour celle-ci, son intermède algérien. Certains ne manqueront pas, au vu de son action, de s'interroger si le délégué général en Algérie perçoit vraiment le drame humain qui se noue autour de lui et dans lequel des hommes risquent leur vie ou leur destinée[2].

Le deuxième homme de la nouvelle équipe de direction à Alger s'appelle Maurice Challe. Début octobre, il a remplacé Jouhaud, muté en France avec de l'avancement. Le commandant des forces aériennes en Algérie devient chef d'état-major de l'armée de l'Air. C'est une belle promotion pour l'enfant de Bou Sfer en Oranie, qui, avant et pendant le 13 mai, n'a pas caché son attachement à sa terre natale. N'a-t-il pas préparé Sakiet ? N'a-t-il pas œuvré à côté de Salan pour le retour de De Gaulle, garant à ses yeux de l'Algérie française ?

Maurice Challe, c'est un peu l'anti-Salan. Il est plus jeune. Il n'a que cinquante-trois ans. A la réserve, à la froideur apparente du Mandarin, il oppose un tempérament ouvert, jovial même, d'homme de contact direct. Auréolé en outre par ses succès contre la rébellion, ce visage sympathique façonnera un chef populaire et de prestige. Pourtant, il n'avait pas, comme Salan, l'expérience des grands commandements opérationnels. Aviateur, il s'est plus distingué dans l'armée de l'ombre – il a été un grand résistant très efficient – puis dans des états-majors que sur le terrain. Au 13 mai, il a eu des ennuis avec son ministre : trop gaulliste, trop Algérie française. Alors lui aussi, pourquoi de Gaulle l'a-t-il choisi ? Sans doute, il le sait soldat loyal, honnête et intelligent. Il ne lui déplaît pas de confier l'armée d'Algérie à un homme qui ne sort pas du sérail de l'armée d'Afrique et des campagnes coloniales. Un esprit neuf peut ne pas être inutile pour repenser l'action et sortir de l'ornière de cette Algérie française où s'incrustent les meilleurs. Pour une fois, de Gaulle se trompera, non pas sur la forme, car Challe sera très bien, mais sur le fond car, comme et encore plus que les meilleurs, il se rivera à l'ornière de l'Algérie française.

*

* *

Au début de 1959, le général Challe est dans une situation beaucoup plus favorable que ne l'était son prédécesseur Raoul Salan. L'horizon politique, dans l'immédiat du moins, est limpide. De Gaulle n'a pas encore commis de fausse note sur le thème de l'Algérie française. Devenu président de la République, il a nommé Premier ministre un homme qui apparaît comme la meilleure des cautions : le fougueux tribun du *Courrier de la colère,* Michel Debré. Ne s'écrie-t-il pas, celui-ci, le 22 mars à Constantine :

« La première chose que je tiens à vous dire, répétition inlassable et inlassablement nécessaire, c'est que la France est présente en Algérie et qu'elle y restera. »

Ce disant, Michel Debré s'engage non seulement à titre personnel, mais encore au nom du gouvernement de la République, cinquième du nom.

Sur le plan personnel, les rapports de Maurice Challe avec son patron, le délégué général Paul Delouvrier, sont bons. La courtoisie de ces deux serviteurs de l'Etat qui « savent vivre » concourt à l'harmonie. Raoul Salan supportait mal le côté un peu primaire parfois de son syndicaliste de ministre. Ce dernier n'appréciait qu'à demi le style glacé du commandant en chef. Désormais, entre le gouvernement général et l'état-major interarmes, le courant passe. La vie opérationnelle s'en ressentira. Surtout, militairement – puisque là se situe le niveau de Maurice Challe –, les données sont plus claires. L'héritage Salan n'est pas si mauvais. Le terrorisme urbain est pratiquement maté. Les cellules F.L.N. ont été détruites et ne parviennent pas à se reconstituer. Un abcès d'importance est ainsi éliminé. Les troupes d'intervention peuvent vaquer à leur vraie mission.

Aux frontières est et ouest, le barrage construit sous Salan démontre chaque jour un peu plus son efficacité. Tenter de pénétrer en Algérie s'avère suicidaire. Le réseau électrifié, sans cesse perfectionné, avec ses mines, ses patrouilles permanentes, représente un obstacle en soi et quiconque le franchit donne l'alerte. Aussitôt, c'est l'hallali. L'adversaire ne peut être loin. Il erre dans un rayon de quelques kilomètres. Un petit groupe peut à la rigueur passer inaperçu, un détachement important, non. Malheur à ceux qui seront repérés avec le jour naissant. Ils figureront au bilan de la journée dans le secteur de Morsott, Souk-Ahras ou Mondovi. Maurice Challe peut travailler dans un pays bien cloisonné.

Son outil de travail et ses méthodes se sont encore améliorés. Le corps de bataille français a ses faiblesses à cause de ses servitudes territoriales qui lui mangent la majeure partie des effectifs, mais il a son point fort, plus fort que jamais : ses unités de réserve générale. Evidemment, ce sont encore et toujours les mêmes, les paras et la légion, véritables pompiers militaires face à tous les incendies.

Les paras, ce sont les deux divisions : la 10e sur Alger et la 25e dans le Constantinois[3]. Au sommet, des têtes changent. Massu passe le relais à Gracieux, un colonial solide. De Gaulle l'a promu, en toute sécurité, commandant du corps d'armée d'Alger. Que peut-il attendre si ce n'est une soumission totale de ce grognard compagnon de la Libération[4] ? A la 25e, Ducournau, sorti des ministères, remplace le brave « Toto Sauvagnac », le para de légende. L'ancien chef du cabinet militaire de Lacoste commence à avoir le vertige. Il « fut bien », disent ses compagnons. Son intermède ministériel lui a fait pousser les ailes de l'ambition ; il voit haut et compose son personnage.

Sous Gracieux et Ducournau, les colonels changent aussi. Au 1er R.E.P., Jeanpierre a enfin un successeur, Dufour, un légionnaire, bien sûr, dont on évoque le glorieux séjour au 5e R.E.I. en Indochine. Trinquier a quitté le 3e R.P.I.M.A.[5] pour El-Milia. Cette affectation, dans un secteur éloigné et regardé comme pourri, ressemble à un exil.

Au 2e R.E.P., Lefort, par la grâce d'amitiés ministérielles – il est au mieux avec Jacques Chaban-Delmas –, est venu, pour deux ans, cueillir quelques médailles. Buchoud a laissé son 9e R.C.P. à Bréchignac, un ancien de Dien-Bien-Phu. Un « tout bon », dit-on de cette force de la nature, qui derrière une musculature de primate n'a rien d'un *homo faber*. Et Bigeard ? Il a louvoyé un peu au 13 mai, hésitant sur la conduite à tenir, et le voici, lui, le para coureur de djebel, exilé lui aussi à Saïda, dans un commandement de secteur. Il s'y montrera égal à sa gloire[6].

Les deux D.P. impressionnent sur le papier, mais sur le terrain leurs régiments ne sont que de gros bataillons. A peine alignent-ils de 600 à 800 hommes. On verra des compagnies partir en opération avec moins d'une centaine de combattants. A défaut du nombre, ces paras ont pour eux leur souplesse, leur richesse d'encadrement, leur puissance de feu à l'heure de l'assaut.

La légion est l'autre atout de Challe. Elle compte près de 20 000 soldats de métier engagés à fond dans cette guerre pour la sauvegarde de cette terre d'adoption qu'est l'Algérie pour les hommes au képi blanc. Certains de ceux-ci se sont, depuis 1954, englués dans des activités de secteur réduisant leurs possibilités d'action. Début 1958, Salan a définitivement sorti la légion des postes. Tous les régiments sont maintenant très mobiles, susceptibles d'intervenir là où il le faut. Challe ira même plus loin. En novembre 1959, le commandement intégrera trois des régiments de légion dans la 11e division d'infanterie remodelée. Celle-ci, avec les 3e et 5e R.E.I. et la 13e D.B.L.E. comme ossature, deviendra une grande unité de réserve générale à côté des deux divisions de paras[7].

Parachutistes, légionnaires, Challe dispose d'un remarquable instrument de combat. La manœuvre est possible. A lui de la concevoir et de la mettre en œuvre. N'a-t-il pas les coudées franches sur ses arrières politiques et sur ses frontières ?

Maurice Challe est un aviateur, situation qui est à la fois un handicap et un avantage. Ses subordonnés, hommes de l'armée de terre, doutent éminemment de ses capacités de chef de guerre, une fois sorti de la carlingue d'un avion. Il devra donc faire comprendre et convaincre. Il l'obtiendra par une large concertation, effort méritoire chez un militaire. En revanche, il a l'esprit libre. Il aborde son problème avec un regard neuf, non encombré des contraintes nées de quatre ans de guerre. Il peut concevoir et élaborer une idée de manœuvre sans référence à des problèmes mineurs à ses yeux mais essentiels pour d'autres.

De son analyse et de sa décision découle une orientation nouvelle donnée à la vie opérationnelle. Très vite l'usage prévaudra : les directives édictées par le nouveau commandant en chef porteront son nom. Ce sera le plan Challe. Il répond à deux grandes idées : l'une de caractère stratégique, l'autre de caractère tactique.

Challe sait parfaitement qu'il dispose d'un outil inégal. Ses unités d'intervention sont sa force de frappe. Pour écraser les katibas de l'A.L.N., sauf cas d'espèce, il ne peut compter que sur elles. Mais elles ne peuvent être partout à la fois. Il retrouve le vieux principe napoléonien de la concentration des moyens. Ses paras, ses légionnaires, il les rassemble en un rouleau compresseur, et ce rouleau, il lui fait balayer l'Algérie d'ouest en est.

Pourquoi d'ouest en est ? Il n'ignore pas que c'est en Kabylie et dans le Constantinois qu'est le morceau le plus rude. Il exigera du temps. En Oranie, où le relief est plus perméable, où la base marocaine est moins importante, l'A.L.N. est plus faible. Il peut plus vite la disloquer, faire éclater ses katibas, les réduire à de petites bandes que les unités de secteur pourront achever.

Pour ce dernier travail, il crée ses « commandos de chasse ». En fait, il régularise et officialise une situation existante. Il a vite compris que les unités de secteur représentent un potentiel militaire très aléatoire. Il a vu la réalité opérationnelle des quartiers et des sous-quartiers : des postes où les gens se barricadent ou vaquent à des servitudes d'intendance, et puis par bataillon ou régiment, un capitaine, un lieutenant ont regroupé les meilleurs, les volontaires : aspirant chef de section, sous-officier chef de groupe, jeunes appelés qui « en veulent ». C'est le commando, la compagnie de marche, la compagnie d'intervention, etc. Le vocable varie. Le fait demeure. Sur un effectif théorique d'un millier d'hommes plus ou moins, suivant les cas, ils sont une centaine à vraiment vouloir se battre.

Ceux-là, Challe les reconnaît, les distingue. Il les baptise « commandos de chasse ». A eux de poursuivre et d'achever les katibas matraquées et décimées par son rouleau. A eux, les hommes du terrain, habitués à le sillonner de jour comme de nuit, de traquer les petits groupes encore disséminés de-ci de-là. Ce sont des proies à leur portée, pour eux qui travailleront le plus souvent sans grand appui.

Challe balaye donc l'Algérie d'ouest en est. Là est sa stratégie. Quelle va être sa tactique ? Il a aussi très vite découvert que les grandes opérations ne sont souvent que de vastes courants d'air, surtout lorsque certains commandements locaux s'en mêlent. Tous les colonels ou tous les généraux n'ont pas la souplesse ou l'audace des colonels paras. Ainsi Maurice Challe s'est-il fait expliquer cette opération engagée en octobre 1958 à l'heure où il mettait le pied en Algérie.

Des renseignements aériens ont signalé une forte concentration rebelle au cœur de la forêt des Beni-Melloul, dans le Sud Constantinois. La valeur du renseignement est incontestable, fait de première importance. Les photographies, bien que prises à haute altitude pour ne pas attirer l'attention, localisent parfaitement un cantonnement F.L.N. avec ses abris en rondins. La forêt des Beni-Melloul est évidemment zone interdite et nul autre que l'A.L.N. n'y demeure. Pénéplaine de ravins, de fonds d'oueds desséchés, à

l'horizon limité par son manteau de pins, elle offre un refuge idéal sur des centaines de kilomètres carrés. Les crêtes de l'Aurès, les falaises des Némentchas l'isolent du reste de l'Algérie et rendent son accès difficile.

Le repaire rebelle est pratiquement en plein centre des Beni-Melloul. Pour y accéder la carte indique une piste forestière qui de Taberga, dans les Némentchas, descend dans l'oued El-Abiod, remonte sur son versant ouest et y accède directement. Là, d'après les estimations de l'importance du campement, 200 moudjahidine vivent en relative quiétude. Pour les prendre au gîte il faut frapper vite et fort en surprenant les « choufs »[8]. Ici plus qu'ailleurs, le « fell » c'est du sérieux.

Bigeard aurait peut-être largué, lui en tête, quelques sticks au plus près. « Il y aura de la casse à l'arrivée au sol ! Tant pis ! Roulez, boulez et on fonce ! » Jeanpierre aurait peut-être posé brutalement ses « Bananes » et ses légionnaires dans un fracas de mitraille. « Pas de problème ! on est les meilleurs ! A l'assaut, à la grenade et au P.M.! » Buchoud aurait peut-être infiltré ses gars par une interminable marche de nuit avant un rush au lever du jour. « Ce sera un sacré crapahut ! Mais, au petit matin, on se les déloge comme des rats. »

Le général commandant l'opération, face à ce si bel objectif, n'a ni ces audaces ni ces imaginations. Il se souvient sans doute des « Combat-Commands » qui poursuivaient l'Allemand en 1944 dans la vallée du Rhône, à moins qu'il ne se remémore les « amphis » d'école de guerre. Il constitue une colonne des plus classiques. En tête, un escadron blindé pour ouvrir la route. Derrière, des fantassins portés, puis, dans le dispositif, il articule à nouveau blindés, batteries d'artillerie, fantassins. L'ensemble quitte Taberga, tous phares allumés, vers minuit. Une belle nuit claire, au ciel étoilé, et une fraîcheur qui tient éveillé. Le long serpent se distingue nettement de l'autre côté de l'oued El-Abiod, versant Beni-Melloul. On le voit s'enfoncer dans la vallée en un colimaçon scintillant. Il atteint l'Abiod et le franchit facilement à gué.

C'est alors que certains opérateurs entendent en français dans leurs écouteurs :

« Ils ont franchi l'oued ! »

Une heure plus tard :

« Ils atteignent Aïn-Tarba. On file ! »

Les guetteurs algériens ont plus que la vue perçante. Pour une fois – et c'est assez exceptionnel – ils disposent d'un poste émetteur et renseignent

leur P.C.

Au lever du soleil, le convoi qui s'étire, où il y a des traînards et des véhicules en panne, a pris du retard. La vague de *B-26* est, quant à elle, exacte au rendez-vous. Les bombardiers vident leurs soutes. A la hâte, les compagnies de tête débarquent et se précipitent. Il leur reste plus de deux heures de marche et encore faut-il dédaigner des règles de sécurité. Le cantonnement a souffert. Les impacts se lisent sur une bonne partie des gourbis mais le camp est vide. Hommes, matériels ont été évacués. Les « fells » ? Evanouis depuis longtemps. Les rechercher, les poursuivre ? Oui, mais où ? Encore heureux que quelques égarés tombent dans les filets du ratissage développé aux abords. Trois rebelles tués. Trois armes récupérées. Le bilan à Constantine crée des désillusions devant les milliers d'hommes déplacés et les moyens engagés, même s'il annonce fièrement : « Une importante base rebelle détruite. »

Il ne reste plus qu'à décrocher. Brutalement, en une soirée, tout se gâte. La saison des pluies arrive et des cataractes déferlent. La piste devient une fondrière. Il faut faire du tout terrain, aménager des passages. Les canons de 105 doivent être halés à la main avec l'aide des treuils des G.M.C. La colonne s'enlise et s'embourbe. Le bivouac de nuit n'est qu'une veillée humide. Les précipitations brouillent les liaisons radio. Pendant trente-six heures, Constantine ignore la position de son groupement. Le filet d'eau de l'Abiod est devenu un torrent. Les bulldozers s'amarrent aux véhicules et leur font écran pour éviter qu'ils ne soient emportés par la force du courant. L'essence consommée avec générosité dans les bourbiers manque. Les *Noratlas*, en plusieurs rotations, larguent des fûts de secours.

Enfin, progressivement, les unités se regroupent à Kheirane, versant est. Les Beni-Melloul ont gardé leur gibier. L'opération a coûté cher en argent, en fatigue. Quelques blessés aussi par accident. Encore heureux que les fells ne soient pas les Viets ! Le convoi en difficulté n'a été ni harcelé ni attaqué. Pourtant, il représentait une belle cible dans les fonds de gorge.

Toutes les opérations en Algérie ne sont pas de ce style mais beaucoup le sont. Beaucoup d'agitation pour aucun résultat. On lance un gigantesque coup de poing qui frappe le vide et l'on se retire. Le djebel retrouve sa sérénité et l'A.L.N., un instant bousculée, se réorganise après l'alerte.

D'un tel remue-ménage, coûteux et stérile, Challe ne veut plus. Ses moyens importants – car il a en outre ses hélicoptères et son aviation – il les utilise massivement mais de tout autre façon. Plus d'action sporadique. Plus

de « démontage » après trois jours de ratissage. Son rouleau compresseur traite une zone non seulement en surface, mais plus encore dans le temps. Le terrain n'appartient plus à l'A.L.N., qui resurgissait une fois éloignés les feux arrière des G.M.C. Les compagnies s'installent pour durer. Oh ! la méthode n'est pas confortable, surtout aux approches de l'hiver. Les bivouacs s'installent pour des semaines, voire des mois, dans des maisons forestières à moitié ruinées, dans des mechtas détruites, sous la tente le plus souvent. Désormais, les crêtes, les pistes, les talwegs grouillent de troupes de jour comme de nuit. Pour vivre, l'A.L.N. est obligée de sortir, de se déplacer. Les guetteurs la repèrent, les embuscades la déciment, les coups de main héliportés la traquent. Tout renseignement est immédiatement exploité car les moyens sont en place en plein cœur du djebel. L'écoute radio est permanente. La nasse se referme instantanément sur tout objectif signalé. De tous les côtés c'est la curée. On verra très vite les résultats d'une telle occupation permanente du terrain et de l'effort soutenu.

Côté algérien, début 1959, la situation est encore bonne mais la résistance intérieure a atteint le haut de sa courbe. Depuis l'été 1958 elle commence à décliner. Conséquence inéluctable des grands phénomènes déjà évoqués : échec sur le barrage, choc politique provoqué par la victoire apparente de l'Algérie française au 13 mai 1958.

Si l'O.P.A., l'Organisation politico-administrative, est en place à peu près partout avec ses responsables politiques et ses collecteurs de fonds, l'implantation militaire est très inégale. Comme toute guérilla, elle reste évidemment très largement tributaire du terrain. Massifs montagneux, couverts lui assurent des bases solides. Aurès, Kabylie, Ouarsenis sont donc des zones de prédilection et plus encore la fameuse wilaya II, cette Petite-Kabylie qui recouvre le Nord Constantinois. Là, dans les forêts de chênes-lièges, dans un pays souvent escarpé aux dénivelées impressionnantes, l'A.L.N. a pu s'organiser. L'armée française tient les villages et ne s'aventure qu'en convois sur les routes. En revanche, passé le Tell et hors des refuges montagneux comme le massif du Hodna, les bandes nombreuses ne sauraient subsister. Les djoundi se diluent dans la population ou errent de cache en cache.

Les très grosses unités ont disparu. Le commandement algérien a très vite compris que la bataille rangée était perdue d'avance. Plus d'aventures du style de la prise de Tébessa en novembre 1956. Le failek (le bataillon) est réservé aux bases de l'est ou de l'ouest. La katiba (la compagnie) est la

cellule de combat normale avec un effectif de l'ordre d'une centaine d'hommes. Souvent, elle éclate, ne serait-ce que pour éviter d'être repérée. Elle est alors la ferka, la section, de 10 à 30 moudjahidine. Ceux-ci sont, dans l'ensemble, assez bien armés, mais de manière hétéroclite qui pose le problème des munitions.

Cet armement de guerre – les fusils de chasse sont réservés à l'O.P.A. – est de toute origine. La majeure partie est parvenue à destination avant la construction du barrage. Un petit contingent a réussi à passer au travers de ce dernier. Le reste provient des désertions ou du résultat des embuscades heureuses. L'ensemble donne un mélange de fusils ou de pistolets-mitrailleurs français, italiens, anglais avec toujours une large majorité d'armes d'origine allemande : fusils Mauser, mitrailleuses MG-34 ou pistolets-mitrailleurs MP-40.

Leurs propriétaires sont plus jeunes ou moins aguerris. Formés sur place ou à l'étranger, ils n'ont pas l'expérience des vieux soldats. Leur premier combat est souvent le dernier. Un groupe repéré, encerclé, est le plus souvent anéanti. Ils sont presque tous tombés, ceux que l'on appelait les « vieux Chibanis ». Ce terme n'a rien de péjoratif. Il y a même un soupçon de respect pour ces combattants, souvent anciens tirailleurs de l'armée française, secs comme des loups, tireurs remarquables, marcheurs infatigables. Ils avalaient des étapes de nuit de 40 ou 50 kilomètres.

Leurs successeurs, à défaut d'être aussi aguerris, ont la même foi et la même rusticité. Un treillis couleur sable pour uniforme, des pataugas aux pieds, quelques dattes ou morceaux de sucre, parfois un morceau de galette dans leur musette, voilà leur paquetage. Ils ne recherchent pas le combat pour le combat. Ils savent qu'ils n'auraient pas l'avantage. Mais, accrochés, ils tiennent, vendant chèrement leur vie.

*

* *

Le plan Challe[9] débute effectivement le 6 février, date prévue dans le secret des états-majors. 10e D.P., légion et marine (demi-brigade de fusiliers marins et commandos marine) s'attaquent aux monts de Saïda et de Tlemcen ainsi qu'à la région côtière de Ténès. Du 18 avril au 18 juin, le rouleau glisse et s'en prend à l'Algérois et à l'Ouarsenis. L'objectif est la

wilaya IV, en pleine crise de « bleuite ». Le 5 mai, son chef, le colonel Si M'hammed, est tué au douar Ouled-Beni-Achra.

Celui qui lui succède s'appelle le commandant Si Salah[10]. Son nom restera attaché à l'une des plus dramatiques affaires de la guerre d'Algérie[11].

Partout les résultats recherchés sont atteints : 50 % du potentiel rebelle détruit dans l'Oranie, 40 % dans l'Algérois. Les grosses bandes ont été laminées : 92 tués près de Molière, 98 près de Champlain avec, chaque fois, fait nouveau et significatif du trouble chez certains, une trentaine de prisonniers.

Le 1er semestre 1959 apparaît d'autant plus favorable que le front est, le plus dangereux, n'a pas été entamé. A une échelle plus réduite qu'en 1958, l'A.L.N. a essayé de passer, mais à dire vrai le cœur n'y était pas[12]. Le barrage est un piège mortel. Toutes les tentatives de début mars dans la région de Souk-Ahras se soldent par un échec. La dernière grande bataille a lieu en juin, dans la grande banlieue de Bône. Elle s'inscrira comme la bataille de Bône bien que la ville n'ait rien perdu ce jour-là de son activité coutumière.

La katiba rebelle, lourdement chargée – elle achemine des appareils radio –, a franchi le réseau électrifié vers minuit. A défaut de guides, absents au rendez-vous, elle pique sur le massif de l'Edough. Les projecteurs de la cote 1 002 qui ceinturent, pour les protéger, les relais de transmission, lui servent de repère lointain. Elle coupe au plus court à travers les orangeraies et les vignes de la plaine de Bône. La nuit en juin est courte. Le jour la trouve sur les bords de la Seybouse, dernier obstacle sérieux avant la sécurité des broussailles de l'Edough. Dans le ciel, la ronde des pipers d'observation a débuté avec le lever du soleil. L'un d'eux aperçoit les silhouettes qui s'étirent dans les roseaux et les bambous qui bordent la rive de la Seybouse. Dès lors, c'est la curée une fois de plus. Les blindés bouclent la zone. Ils s'embossent directement sur la route nationale. Du terrain d'aviation tout proche, les *B-26* décollent, larguent leurs bidons de napalm et dans le même virage prennent leur axe de piste pour se poser et refaire le plein. Les rotations ne durent que quelques minutes. En milieu de matinée le 2e R.E.P. passe à l'action. Comme d'habitude, l'affaire se termine au plus près. La katiba est décimée. Les A.N.G.R.C.-9 flambant neufs n'émettront jamais... pour le F.L.N. du moins.

Cette dernière alerte sérieuse conduit le général Challe, pour plus de sécurité encore, à doubler la ligne Morice. La ligne Challe couvrira la

frontière au plus près de La Calle à Souk-Ahras[13]. Le massif de l'oued Soudan deviendra définitivement un piège maudit. Deux barrages à franchir. C'est trop. L'A.L.N. des bases de l'est, l'arme au pied, ne pourra qu'apprendre, impuissante, l'élimination systématique de ses compagnons de l'intérieur.

Challe peut présenter un premier bilan de victoire et le Premier ministre, Michel Debré, s'en féliciter hautement. Mais des deux côtés, des hommes sont tombés et continueront à tomber. En 1959, le prix de la guerre est lourd.

Le 6 janvier, le capitaine Graziani du 6e R.P.I.M.A. est tué en Grande-Kabylie. Avec lui disparaît un glorieux soldat d'Indochine, rescapé des camps de la mort vietminh et aussi l'un de ces jeunes officiers les plus enflammés lors de la fièvre du 13 mai.

« Héros au sens propre, violent, ardent, passionné, sans détours et sans calcul, toujours droit, cherchant sans cesse à reculer les limites de ce qu'on peut exiger de soi-même », dira de lui son ancien chef, le colonel Romain Desfosses.

Le 1er mars, tombe un autre capitaine para, Pierre Bourgin, commandant la compagnie portée du 2e R.E.P., mortellement touché sur la frontière tunisienne dans la région de Souk-Ahras. Les paras d'aujourd'hui récitent la prière trouvée sur lui et que ce boute-en-train avait rédigée dans le secret de lui-même :

« J'ai à engager ma vie, Seigneur, sur votre parole.

Les autres peuvent bien être sages, vous m'avez dit qu'il fallait être fou – d'autres croient à l'ordre, vous m'avez dit de croire à l'amour. D'autres pensent qu'il faut conserver, vous m'avez dit de donner.

D'autres s'installent, vous m'avez dit de marcher et d'être prêt à la joie et à la souffrance, aux échecs et aux réussites. Mais, Seigneur, au-delà de toutes ces aventures, plus ou moins sportives, au-delà de tous les héroïsmes à panache, rendez-moi disponible pour la belle aventure où vous m'appelez. »

Ces guerriers savent être aussi des mystiques.

Il n'y a pas que des Français à mourir pour leur cause. Le 28 mai, les colonels Amirouche et Si Haouès, commandants des wilayas III et VI, en route vers la Tunisie, où ils ont été convoqués, sont repérés et cernés au djebel Tsameur, dans la région de Djelfa. Les paras de Ducasse – 6e R.P.I.M.A. – enlèvent la position après une rude mêlée. Avec Amirouche, c'est un grand nom de la rébellion qui disparaît : militant farouche, auteur

de purges sanglantes mais chef redouté et redoutable, sur la brèche depuis les débuts avec un courage sans faille. Sur le plan politique, Krim Belkacem perd en lui un de ses plus fidèles alliés. Si Haouès, tué aux côtés d'Amirouche, était moins connu mais sa mort décapite la wilaya VI, jamais remise de ses soubresauts lors de l'affaire Bellounis.

*

* *

Le général Challe, avec l'été, frappe à l'est. Du 5 au 12 juillet, sous un soleil de plomb, paras, légionnaires, et tirailleurs du 11e B.T.A., dans les pierriers et les cuvettes surchauffées, s'en prennent à la forteresse des monts du Hodna, ce mur qui coupe vers le sud l'horizon des hauts plateaux sétifiens. C'est l'opération « Etincelle ». Dès la fin du même mois, « Jumelles » et « Pierres précieuses » attaquent les grands fiefs de la rébellion : Djurdjura, forêt de l'Afkadou dans la région d'Azazga, massifs du Babor et du Ta-Babor qui, pour ces derniers, avec leurs 2 000 mètres, dominent, somptueux, le golfe de Bougie. En novembre, l'ensemble de la presqu'île de Collo, un des plus solides bastions de la Petite-Kabylie, est à son tour inondée de troupes.

Pour cette grande explication, Challe mise sur tous ses moyens. Sur une crête kabyle, il installe Artois, son P.C. opérationnel. De la forêt d'antennes partent ordres et instructions vers la 10e D.P. en Grande-Kabylie, la 25e D.P. sur le massif des Babors et la Petite-Kabylie, vers la 11e D.I. sur la région d'El-Milia. Le général aviateur a l'esprit interarmes. L'aviation, les hélicoptères, la marine même participent à la bataille. L'intelligence enjouée du commandant en chef anime et galvanise une armée qui n'a jamais autant cru à sa mission.

Passé la phase dynamique qui, reprenant la vieille expression du « coup de pied dans la fourmilière », a démantelé les katibas commence l'étape la plus longue et la plus ingrate. Les régiments s'installent pour durer, et, avec l'automne et l'hiver, commencent des semaines et des jours sous la pluie, dans la neige. Le combattant français a une vie rude. De jour, de nuit, il sort. Patrouilles, embuscades, coups de main se succèdent, parfois coupés d'un regroupement régimentaire ou divisionnaire pour un ratissage systématique. Il rentre, trempé, fourbu, dans sa « guitoune » à tous vents ou

son gourbi plus ou moins rafistolé. Une soupe chaude est une aubaine, une « Kronenbourg » en boîte un luxe occasionnel.

Combien plus rude encore est l'existence du combattant algérien ! Pour lui, pas d'hélicoptère pour évacuer les blessés, pas de parachutage ni de liaison ravitaillement. Le djounoud devient une bête traquée. Il tombe au hasard d'une clairière, sous un fourré de lentisques, sous les creux d'un rocher, victime d'un voltigeur au regard perçant et à la rafale instantanée. Il est parfois surpris au gîte, prenant quelque repos dans une mechta en ruine ou sur une crête d'où il peut basculer vers les profondeurs de l'un ou l'autre versant. Il tourne, désespéré, dans la nasse qui l'enserre, cherchant la brèche par où sortir du filet et brusquement, alors qu'il se croit sauvé, l'A.A.-52[14] française se dévoile, vidant sa bande avec méthode sur cette proie dans sa ligne de mire. Dans un lit d'oued ou un fond de chabet, des défensives venues d'au-dessus de lui le plaquent à jamais au sol, visage ou membres déchiquetés. Ce n'est plus une lutte pour l'indépendance, c'est une lutte pour survivre. Janvier, février 1960, sont des mois terribles. Les compagnies françaises rentrent parfois à moins de soixante[15]. En face la katiba, la ferka n'existent plus. De petits groupes épars errent de cache en cache. Le plus souvent, il n'y a plus que des individualités terrées, le ventre vide. Pour la majorité des djoundi, la mort est au bout de leur route. Certains à bout de forces, démoralisés, se rallient avec leur arme. D'autres lèvent les bras si le temps leur en est donné...

Au printemps de 1960, en Grande-Kabylie, dans le Nord-Constantinois, l'A.L.N. pratiquement n'existe plus. Le bilan officiel de l'année 1959 annonce : 26 000 rebelles tués, 10 800 faits prisonniers, 20 800 armes récupérées. Le chiffre des victimes doit être majoré car tous les tués, ainsi que les blessés décédés des suites de leurs blessures, ne sont pas recensés. Le plan Challe, en neuf mois de combats, a brisé l'A.L.N. et l'a réduite à des débris éparpillés sur des milliers de kilomètres carrés. La victoire militaire française est un fait acquis que nul de bonne foi ne conteste. Le F.L.N. l'admet :

« Il serait absurde de ne pas avouer que l'opération “Jumelles” nous a infligé des pertes sérieuses, sinon considérables. Une bonne partie des meilleurs cadres et du matériel ont été perdus. Les armes collectives n'existent plus que dans les caches. Les armes individuelles manquent de munitions », écrit Hocine Zahouane[16]. Pour sa part, le capitaine Hamel Lamara[17] mentionne qu'en 2 à 3 mois la wilaya III a perdu des dizaines de

milliers d'hommes, au lieu de 5 000 en 14 mois. « A la fin de l'opération “Jumelles”, nous nous sommes retrouvés avec des effectifs presque nuls. La saignée a été si importante qu'à la veille du cessez-le-feu dans ce secteur il ne nous restait plus que cinq hommes armés[18]. »

Ainsi la wilaya III a-t-elle perdu un de ses chefs, le commadant Mira, tué au nord d'Akbou le 5 novembre 1959. Hocine Zahouane va plus loin encore :

« Pour la première fois, autant que je sache, dans l'histoire des maquis, de jeunes combattants se demandaient ce qu'il adviendrait si la France gagnait[19]. »

Si la France gagnait...

Pour les officiers, la bataille est gagnée sur le terrain. Par elle, c'est la victoire tout court qui se profile, du moins le croient-ils sincèrement, mais...

---

1 Ce poste avait été créé spécialement pour le général de Lattre en 1945.

2 En mai 1961, sollicité par les avocats de la défense lors du procès Challe, Paul Delouvrier ne déposera pas. Il adressera au président du tribunal une lettre assez équivoque reconnaissant les qualités humaines de l'ancien commandant en chef en Algérie, mais insistant lourdement sur la gravité des faits reprochés à l'inculpé. Elle ne servira pas Maurice Challe.

3 En 1959, son P.C. est encore à Tébessa. Il sera transféré par la suite à Philippeville.

4 Dans les popotes circule l'anecdote de De Gaulle retrouvant Massu à Alger, le 4 juin 1958 :

– Bonjour, Massu ! Toujours aussi c...?

– Toujours gaulliste, mon général.

5 Les R.P.C. s'appellent désormais régiments parachutistes d'infanterie de marine.

6 Il mettra sur pied en particulier un excellent commando musulman, le commando Georges qui, abandonné par les Français, connaîtra un destin tragique au moment de l'indépendance.

7 Cette 11^{e} division disposera également d'un excellent régiment de tirailleurs : le 29^{e} R.T.A côté des deux D.P. existent aussi de bonnes unités parachutistes dites de réserve générale : commandos de l'air, G.C.P., groupement de commandos parachutistes. Implantés dans l'Algérois, ils joueront un rôle très important le 22 avril 1961.

8 *Chouf*, guetteur.

9 La vérité historique implique de rappeler que ce plan avait été largement envisagé et préparé par le général Salan. Maurice Challe aura le mérite de le réaliser. Par contrecoup, il portera son nom.

10 De son vrai nom Zamoum Mohamed. Ancien militant du M.T.L.D., il a été l'un des premiers maquisards de Kabylie.

11 De son vrai nom Bouguera. Il avait participé au congrès de la Soummam comme représentant de la wilaya IV.

12 La situation réelle en Tunisie, Challe la connaît parfaitement grâce à ses services de renseignement. Son chef du 2^{e} bureau, le colonel Iks, a des antennes, tunisiennes ou algériennes, sur place. Par lui il sait que la fronde gronde dans les rangs du F.L.N. Des dizaines de cadres de l'A.L.N. ont été mis en état d'arrestation le 17 novembre 1958. Beaucoup seront fusillés en mars sur décision d'un jury présidé par un certain colonel Boumediene. Motif : complot, refus de s'engager sur le

barrage. Challe, ainsi informé, peut faire des impasses à l'est et regrouper ses réserves générales pour nettoyer l'ensemble de l'Algérie.

13 Le barrage Challe est plus ambitieux que le précédent, qu'il a pour mission de doubler. Il colle littéralement à la frontière. De la mer, il descend sur Lacroix, Le Tarf, Toustain, Munier et Lamy, face au saillant de Ghardimaou. Il retrouve le barrage initial vers Souk-Ahras, s'en sépare pour regagner la frontière par Gambetta et s'infiltre entre la Tunisie et El-Bou-Roumane avant de se raccorder définitivement au rameau originel à El-Ma-El-Abiod.

14 Arme automatique 52, mitrailleuse légère qui remplace progressivement le vieux F.M.-24/29.

15 Ainsi, par exemple, la 2e compagnie du 2e R.E.P., travaillant dans le secteur de Djidjelli, aligne en moyenne 70 à 80 légionnaires. Ses quatre sections oscillent de 15 à 17 plus un groupe de commandement réduit au radio et à l'infirmier. En février elle a 9 tués et 17 blessés (dont 2 officiers) dans une série d'accrochages menés toujours au plus près.

16 Hocine Zahouane, ancien membre du bureau politique du F.L.N. Combattant des maquis en Kabylie de 1957 à 1960. Rejoint la Tunisie en mars 1960 pour informer le G.P.R.A. de la gravité de la situation.

17 Hamel Lamara. Ancien député. Ancien membre du comité central du F.L.N.

18 Mohamed Harbi, *op. cit.*, p. 239.

19 Mohamed Harbi, *op. cit.*, p. 240.

Chapitre XXXIII

JANVIER 1960 : LES BARRICADES D'ALGER

16 septembre 1959. C'est le temps des plans. Celui de Challe ne laisse aucune trêve à la rébellion. Celui de Constantine construit écoles et villages. De nombreux projets d'implantation d'usine sont à l'étude. Le pétrole saharien est sur le point d'arriver à Bougie.

A Tunis, le G.P.R.A. se perd dans ses querelles de personnes et ses rivalités intestines[1]. A l'île d'Aix, Ben Bella et ses compagnons doutent de l'avenir[2]. L'Algérie française, de prime abord, paraît en bonne voie.

Ce jour-là, de Gaulle s'adresse au pays. Voici plus d'un an qu'il tient les rênes et son pouvoir s'est affermi. Sa voix brusquement a une intonation inattendue :

« Grâce au progrès de la pacification, au progrès démocratique, au progrès social, on peut maintenant envisager le jour où les hommes et les femmes qui habitent l'Algérie seront en mesure de décider de leur destin, une fois pour toutes, librement, en connaissance de cause. Compte tenu de toutes les données algériennes, nationales et internationales, je désire que le recours à l'autodétermination soit, dès aujourd'hui, proclamé. Au nom de la France et de la République, en vertu du pouvoir que m'attribue la Constitution de consulter les citoyens, pourvu que Dieu me prête vie et que le peuple m'écoute, je m'engage à demander, d'une part, aux Algériens, dans leurs douze départements, ce qu'ils veulent être en définitive et, d'autre part, à tous les Français d'entériner ce que sera ce choix. »

Un an plus tôt, de Gaulle n'aurait pu s'exprimer ainsi. Ses propos, qui ont un accent nouveau, ne peuvent laisser indifférent et les réactions divergent. Ils ne déplaisent pas à l'opinion métropolitaine. Cinq ans de guerre bientôt. C'est long, très long. Les fils de vingt ans partent là-bas pour deux ans. Reviendront-ils ? Alors, l'autodétermination, pourquoi pas ? Peut-être est-ce enfin une issue possible à ces combats et à ces attentats. N'est-ce pas aussi

une solution démocratique que de donner à chacun la possibilité d'opter librement ? D'autant que ces Arabes que l'on croise de plus en plus dans les artères de la capitale et des grandes villes, « ils sont bien différents des gens d'ici ».

L'armée, le 16 septembre, fait la guerre. Un discours politique de plus ou de moins... Sur-le-champ, elle n'y prête guère d'attention, tout entière à ses combats et à sa pacification. Et puis, si autodétermination il doit y avoir, elle ne peut que conduire à une option française. L'armée n'est-elle pas là pour la façonner ?

Côté F.L.N., il est trop tôt pour crier victoire, mais quel bond en avant ! De l'Algérie française, pure et dure, on passe à une ouverture vers un inconnu tout différent. Mais les gens du F.L.N. sont prudents. Ils ne sauraient faire confiance aveuglément. Quelle chausse-trappe peuvent leur dissimuler de Gaulle et les Français ? N'est-ce point un discours pour l'opinion internationale ? Ils prennent acte, sans plus, attendant la suite. Ils n'en sont pas moins confortés dans le terme final de leur lutte.

Les musulmans, en Algérie, ont de suite compris. L'Algérie française, de Gaulle n'en veut pas puisqu'il ne la proclame pas. Ils se taisent, mais ils ont enregistré. La France, hier si sûre d'elle-même, n'est plus catégorique. Le doute désormais remplace la certitude sur l'avenir de sa présence en Algérie. La guerre, dans les esprits du moins, change de cap.

Les Européens d'Algérie ont la finesse des Latins. Ils analysent et percent à travers les lignes. De Gaulle a envisagé trois hypothèses : la francisation – il n'a pas prononcé le terme intégration –, la fédération franco-algérienne et la sécession. Cette sécession signifie en termes clairs : l'indépendance. Pour la première fois, un chef d'Etat français l'évoque officiellement. S'il l'envisage, c'est qu'il la juge possible et réalisable. Pour preuve, il s'y attarde longuement :

> « Je suis pour ma part convaincu qu'un tel aboutissement – la sécession – serait invraisemblable et désastreux. L'Algérie étant actuellement ce qu'elle est et le monde ce que nous savons, la sécession entraînerait une misère épouvantable, un affreux chaos politique, l'égorgement généralisé et bientôt la dictature belliqueuse des communistes. »
>
> Il poursuit :

« Il va de soi que dans cette hypothèse [la sécession], ceux des Algériens, de toute origine, qui voudraient rester français le resteraient de toute façon et que la France réaliserait, si cela était nécessaire, leur regroupement et leur établissement.

» D'autre part, toutes les dispositions seraient vraiment prises pour que l'exploitation, l'acheminement, l'embarquement du pétrole saharien, qui sont l'œuvre de la France et intéressent l'Occident, soient assurés quoi qu'il arrive. »

Oui, c'est bien de Gaulle qui, dans le cas de sécession, c'est-à-dire de l'indépendance, s'engage à protéger les Français de toute origine, donc musulmans compris, et à sauvegarder le potentiel pétrolier saharien. La rancœur, la colère, pour ne pas dire la haine, vis-à-vis de celui qui a prononcé ces phrases s'expliquent. Le putsch des généraux en avril 1961, la révolte de l'O.A.S., les attentats contre Charles de Gaulle proviennent en majeure partie de ces promesses reniées.

Les Européens d'Algérie ont le pressentiment de tout cela. Une fois de plus, quinze mois après le 13 mai, ils se retrouvent face au dilemme qui s'est déjà imposé à eux : « La valise ou le cercueil ! » Ecorchés vifs, ils ne peuvent que réagir en conséquence.

Comme toujours l'étincelle se prépare à Alger.

*

* *

Les Algérois se sont donné un nouveau mouvement, le F.N.F., le Front national français (pourquoi se croient-ils obligés de copier ainsi leurs adversaires ?) et un nouveau chef : Joseph Ortiz. Lagaillarde, député, est le plus souvent à Paris. Un certain Jean-Jacques Susini lui a succédé à la tête des étudiants d'Alger. Une fièvre intense dévore ce jeune homme pâle aux grands yeux bleu clair sous un front déjà dégarni. Il a l'éloquence et la dialectique qui conviennent à ce poste. Martel a fondé le M.P.-13, le Mouvement populaire du 13 mai, vaste poujadisme des honnêtes gens pour la défense de l'Algérie française, mais ses références perpétuelles à l'au-delà aliènent sa crédibilité. Le cercle autour de lui se rétrécit. L'homme en vue est donc ce Joseph Ortiz déjà dans les coulisses du 13 mai. Il a pignon sur

rue au sens physique du terme car il tient un bar en plein centre ville, le Café du Forum, à deux pas du G.G., comme son nom l'indique.

C'est un observatoire, un lieu de rendez-vous et un P.C. idéal. Ortiz a le profil du tribun méditerranéen : un verbe coloré et accentué. Il ne craint pas les grandes envolées et les engagements définitifs. On le dit au mieux avec l'armée. C'est vrai qu'il lui est arrivé de rencontrer Massu. En revanche, il voit régulièrement le colonel Gardes chez des amis.

Jean Gardes, une foi et un dynamisme de sous-lieutenant sous un képi de colonel de tirailleurs, dans les rangs desquels il servit avec éclat en Italie et en Allemagne, puis en Indochine. Il croit en sa mission, une mission de large envergure puisqu'il est, à Alger, le chef du 5e bureau, c'est-à-dire l'action psychologique. Cette nouvelle arme, l'armée française l'a découverte en Indochine, dans les rangs de son adversaire, le Viet Minh, qui savait si bien conditionner et endoctriner les populations. Elle entend la reprendre à son compte, en Algérie, avec les moyens dont elle dispose pour façonner l'opinion et en particulier l'opinion musulmane.

Les officiers dits d'action psychologique se dépensent dans le bled, à grand renfort de tasses de thé ou de haut-parleurs, pour vanter les mérites de l'Algérie française. Gardes, par ses fonctions, est un peu le grand chef d'orchestre de ce récital en ti-ti-ti-ta-ta[3]. Ce poste lui ouvre bien des portes, lui donne accès le plus licitement du monde à tous les milieux. N'est-ce pas sa tâche de prendre le pouls de la masse aussi bien européenne que musulmane pour mieux l'infléchir ? Rien d'étonnant donc à ce qu'il rencontre le ou les leaders algérois.

Massu, qui aime le faste, s'est offert, au corps d'armée d'Alger, un chef d'état-major de luxe. Ce polytechnicien, colonel de son état, passe pour l'officier le plus intelligent de l'armée française et destiné aux plus hautes charges, ce qui n'est pas pour déplaire à l'intéressé. Tout plie donc devant Antoine Argoud. Il est prudent de ménager l'avenir face à des lendemains aussi prometteurs.

On n'a pas vu Argoud en Indochine et cette absence agace les baroudeurs de colonels paras. Que peut-il donc connaître de la guerre révolutionnaire, ce technicien qui ne l'a pas faite ? Mais Argoud est chef d'état-major de Massu, le fauteuil est d'importance, aussi on préfère se taire.

Argoud, pour sa part, ne cache pas ses sentiments, tout comme Gardes. Il est pour l'Algérie française, mais pas n'importe laquelle, une Algérie française mais juste. Les gros colons, qui ont fait suer le burnous, ne sont

pas ses amis. Argoud est au-dessus de l'argent. Il aurait pu, dans une multinationale, avoir des fins de mois rondelettes. Il a d'autres ambitions moins mercantiles. Il n'a jamais été gaulliste et de cela non plus il ne se cache pas. Depuis le 16 septembre, son hostilité au général de Gaulle a trouvé une source complémentaire. Aussi, tout ce qui peut se tramer pour renverser l'homme du 18 juin, il n'est pas contre. Il serait même plutôt pour.

Gardes, Argoud, et quelques autres dont Godard – patron de la Sûreté depuis Salan, en juillet 1958 – voici les militaires acquis, sinon favorables. En fond de tableau il y a même le seigneur de Kabylie, le général Faure, rentré en grâce après le 13 mai et commandant la 27e D.I.A à Tizi-Ouzou. A titre personnel, ce général, ou ces officiers supérieurs, reçoivent ou rencontrent Ortiz et quelques-uns de ses amis. Pour ces derniers, ils sont l'Armée avec un grand A. La première maldonne dans la future affaire des barricades provient de là. Des officiers appuient des civils. Ces civils, gens naïfs et peu experts, en déduisent que toute l'armée française, du caporal au général, leur emboîte le pas. Cruelle erreur alors qu'il n'en est rien, bien au contraire. L'armée, c'est-à-dire le corps des officiers et des sous-officiers de carrière, est-il à préciser une fois de plus, a un horizon limité aux crêtes de ses djebels.

*

* *

De Gaulle, le 16 septembre, s'est exprimé. Un mois plus tard, il revient à la charge, évoquant dans un message à l'armée cette autodétermination dont il affirme la nécessité. Le 10 novembre, il se tourne vers la rébellion. Il lance un appel au cessez-le-feu et souhaite voir désigner des négociateurs pour en débattre. Le 28 novembre, la réponse du F.L.N. tombe. Elle n'est pas négative, loin de là, mais elle réplique au coup d'éclat de l'interception du *DC-3* de Royal Air Maroc. Ben Bella et ses compagnons de détention sont désignés comme négociateurs officiels. Le camouflet est un peu gros pour de Gaulle qui, provisoirement du moins, coupe court.

Droit à l'autodétermination du peuple algérien, appel qui est en quelque sorte une reconnaissance du F.L.N., autant de coups de poignard pour les Européens d'Algérie. La rispote ne saurait tarder et rien d'étonnant à ce que, une fois de plus, Alger, en cette fin de 1959, soit un bouillon de culture. Les mauvaises langues diraient que c'est dans la capitale une habitude depuis

vingt ans. Cette fois, cependant, ce n'est pas l'affaire de quelques cénacles. La population européenne s'inquiète, s'énerve et s'agite. Les meneurs ont la partie facile pour drainer une agitation née de la crainte et de l'incertitude. Ortiz se remue beaucoup. Il voit Susini, Jean-Claude Pérez, un médecin de Bab-El-Oued qui a de l'audience dans son quartier éminemment populaire, les anciens du 13 mai, Arnould, Sapin-Lignières, le patron des U.T. De palabres en réflexions, une idée revient : refaire le 13 mai, renverser cette V^{e} République qui renie ses origines.

L'année nouvelle est là. L'Algérie a entamé sans joie, comme la métropole, sa sixième année de guerre. Delouvrier est toujours délégué général, Challe, commandant en chef et Massu, chef du corps d'armée d'Alger. Avec Massu, les Algérois s'estiment en relative sécurité. Lui au moins, lui le vainqueur de la bataille d'Alger, lui le héros du 13 mai, s'il ne doit y en avoir qu'un de fidèle, ce sera LUI.

Quel mauvais diable pousse Massu à accepter de donner une interview à un journaliste allemand, Lemski, de la *Süddeutsche Zeitung* ? Naïveté ? Confiance vis-à-vis d'un éditorialiste, para comme lui ? Il importe peu. Massu s'épanche... Non, il n'est pas content, l'esprit du 13 mai est abandonné. Non, il n'est pas d'accord avec de Gaulle sur sa politique en Algérie.

D'un général français à un étranger, de tels propos sont pour le moins maladroits. Le 19 janvier, Massu est convoqué à Paris par son ministre, Pierre Messmer, pour rendre compte de ses belles paroles. Il a beau désavouer, le verdict de De Gaulle tombe sans plus attendre : « Massu ne retournera pas en Algérie. »

Le 22 janvier, le nom de son successeur est connu à Alger : Crépin, un artilleur, compagnon de la Libération. De Gaulle puise largement dans le vivier des compagnons. Les jeunes officiers qui ont osé le rallier jadis arrivent aux hautes charges de l'armée. Dans le souvenir des grandes heures de la France libre, ils sont pour lui, à quelques exceptions près, les fidèles parmi les fidèles.

Alger apprend très vite le limogeage de Massu, son idole. De Saint-Eugène à Belcourt et bien au-delà, les esprits s'échauffent, explosent. Il faut réagir et vite. Ortiz, Lagaillarde rentré du Palais-Bourbon, Susini, Pérez, quelques autres encore, s'agitent et se concertent. Le schéma du 13 mai, qui a fait ses preuves, est repris : manifestation, prise du G.G., changement de gouvernement. Pour drainer la grande foule, un dimanche est retenu. Il

s'inscrit sur les calendriers : dimanche 24 janvier. C'est pour la fin de la semaine.

Ortiz a des contacts. Il s'en sert. Il rencontre Faure, Argoud, Gardes. Quelle promotion pour le petit cafetier hier encore affairé derrière son zinc ! Le voici, l'interlocuteur d'officiers qui ont un nom et qui l'écoutent avec attention. Il ne cache pas ses projets ni ceux de ses amis. Un point l'inquiète : il sait que des régiments de parachutistes convergent sur Alger. Que feront-ils ?

« Pas de problème, annonce Argoud, les paras vous laisseront passer. »

Un feu vert qui est pour Ortiz un engagement. Derrière Argoud et Gardes, il voit toute l'armée française en marche pour le suivre. Pour les colonels, ce ne sera qu'une manifestation de plus. On verra bien si elle peut déboucher sur autre chose de plus important.

Un homme, un seul, voit clair, c'est Martel. Il crie : « Casse-cou ! Attention ! provocation ! » Lui, le colon de la Mitidja, il circule. Il n'a pas la vue courte de la rue Michelet. Il vient de sillonner l'Algérois et le Constantinois. Il a pu découvrir que l'armée n'a encore rien compris, qu'elle croit encore en de Gaulle. Rien à voir avec la grande colère d'avant le 13 mai. Mais Martel est seul à s'exprimer ainsi et il n'ose pas trop s'opposer à ses compagnons. Ses propres partisans veulent aussi en découdre comme tous les Algérois.

*

* *

24 janvier 1960. Alger ignore les frimas de l'Europe. Aucune bise glaciale, aucune bourrasque de neige pour détourner les Algérois de quitter la chaleur de leurs foyers. Ils peuvent vaquer sans retenue. Seules les forces de l'ordre sont là pour faire un éventuel obstacle à des intrusions insolites. Et, en ce 24 janvier, elles sont de force. Challe n'a pas voulu être pris au dépourvu par les manifestations dont il a eu vent. Il a placé C.R.S. et gardes mobiles aux abords du Gouvernement général. Non sans amertume, il a de plus retiré trois régiments paras de « Jumelles » : le 1er R.E.P de Dufour, le 1er R.C.P. de Broizat et le 3e R.P.I.M.A. de Bonnigal. Bérets verts et bérets rouges ont suffisamment de prestige pour calmer les esprits agités, mais combien Challe regrette d'avoir dû les enlever à leurs djebels ! Leur vrai travail est là-bas, en Kabylie, et non dans les rues d'Alger, face à des

énervés. Cela, Challe le pense vraiment et ne se gêne pas pour le dire. Les paras, en ce début de journée, attendent dans leurs G.M.C. non loin du centre-ville. Ils blaguent et sifflent les filles faute de mieux.

10 heures. Les anciens combattants, la foule, parmi laquelle on reconnaît quelques musulmanes voilées, se dirigent vers le plateau des Glières. Les barrages de paras, sans grande consistance, laissent passer comme promis par Argoud. Les U.T. sont là aussi, en tenue, armés, le calot bon enfant et les poches gonflées du casse-croûte de midi.

Vers midi, tout le plateau des Glières est investi. Ortiz est à son P.C. du boulevard Laferrière, d'où il peut dominer la scène. Lagaillarde est au milieu de ses anciens camarades, aux Facultés. Quelques centaines de mètres séparent les deux meneurs. L'objectif, le même qu'au 13 mai, est là, à portée de main, symbole du pouvoir établi. Le G.G. dresse toujours sa masse imposante de béton mais y accéder n'est plus aussi simple. Casqués, armés, les gardes mobiles du colonel Debrosse veillent, prétoriens rigides.

13 heures. Pour Ortiz et Lagaillarde, c'est l'impasse. Le G.G. paraît une forteresse imprenable. L'armée, qui devait pactiser, n'a pas bougé. Les paras, dans leurs camions, ont regardé passer les défilés, sans plus.

Au quartier Rignot, Ortiz rencontre Challe.

« Criez tant que vous voudrez, cela vous défoulera ! Criez Massu, cela m'aidera pour le faire revenir ! Mais n'en faites pas plus et surtout ne vous en prenez pas aux bâtiments publics », annonce en substance le commandant en chef, qui souligne toutefois que l'armée ne tirera pas.

Ortiz est prisonnier de ses propos des jours précédents, de la fièvre des troupes. Que faire ? Faute de pouvoir avancer, les manifestants demeurent sur place et dressent des barricades. La chaussée se dépave. Le boulevard Laferrière, face à la Grande-Poste, est coupé. Le quartier des Facultés s'organise en réduit. Gardes, qu'on a aperçu au balcon d'Ortiz, conseille le calme. Il se rend compte que l'aventure est mal engagée et qu'il a peut-être un peu trop avancé la caution militaire.

Les deux responsables du maintien de l'ordre en ce jour, sur Alger, sont le général Coste, commandant la zone, et le colonel Fonde, patron du secteur. Coste est un pied-noir sans grande estime pour les siens.

« C'est depuis ce matin qu'on aurait dû leur rentrer dedans ! Je connais bien mes concitoyens, ils foutront le camp aux premiers coups de crosse ! »

A 16 h 50, sur instructions de Crépin, partisan résolu, en toutes ces journées, de la manière forte, c'est-à-dire de l'emploi des armes, il donne

l'ordre à Debrosse de dégager le plateau des Glières avec ses gendarmes. Il y a là 15 000 pesonnes qui seront prises en tenaille par les mouvements convergents du 1er R.E.P. et du 1er R.C.P.

Pourquoi cet ordre ? La foule manifeste mais n'est pas foncièrement dangereuse. Le G.G. n'est pas menacé. La fraîcheur nocturne, proche, peut tout apaiser. Coste et Crépin prennent là une lourde responsabilité. Se doutent-ils du drame qu'ils vont engendrer ? Le font-ils sciemment ? Crépin, compagnon de la Libération, est un gaulliste inconditionnel, Coste pense à sa carrière.

18 h 10. La nuit est tombée. Déboulant de l'esplanade du Forum et de la rue Berthezène, les gardes mobiles, sans sommation, chargent. Les grenades lacrymogènes précèdent les vagues fonçant, crosse en avant. Hommes, femmes, enfants, refluent en pleurant.

Brutalement, des coups de feu éclatent. Des gardes mobiles tombent. Leurs camarades ripostent ; un peu au hasard ils vident leurs chargeurs. Des civils s'effondrent à leur tour. Deux F.M. des U.T. répliquent. L'un d'eux crache de longues rafales vengeresses du P.C. d'Ortiz. Les gardes, décimés, se replient en désordre pour se mettre à couvert. Ils laissent plus d'un des leurs sur l'asphalte. En quelques minutes, les rampes du boulevard Laferrière, le plateau des Glières sont jonchés de victimes.

Par le tunnel des Facultés, par le boulevard Baudin en contrebas, le 1er R.E.P., le 1er R.C.P. accourent. La fusillade a précipité leur marche. A leur vue, les tirs s'arrêtent. Qui oserait tirer sur les paras ? Ceux-ci maintenant s'interposent. Ils font écran. 18 h 20. Il y a 20 morts et 147 blessés[4]. Les secours commencent à s'organiser.

Qui a ouvert le feu le premier ? A cette question essentielle il n'est pas de réponse absolue. L'enquête n'apportera pas de certitude et là est le fait troublant. Le pouvoir avait tout intérêt à démontrer que les insurgés avaient tiré les premiers sur les gendarmes de Debrosse. Les procès-verbaux, établis par la suite, n'apportent aucune preuve. Alors ? Imbécile, criminel, ou excité dans les rangs des Européens ? Dans la passion du jour, c'est une hypothèse possible. Action d'un ou plusieurs agents du F.L.N.? Cette seconde hypothèse paraît peu probable, car des musulmans auraient été repérés. Le commandant Sapin-Lignières, patron des U.T. et présent sur les lieux, en retiendra une autre, non sans arguments : celle de la provocation voulue. Elle a l'avantage de la logique et répond au vieil adage juridique « Is fecit cui prodest »[5]. De Gaulle et ses fidèles savent que tôt ou tard, ils devront

crever l'abcès et que le premier pas vers l'application de leur politique passe par un fossé entre l'armée et la population européenne. Si cela est, le machiavélisme aura parfaitement réussi, mais là encore il reste à démontrer, même si la suite des événements semble vérifier son existence.

Pourquoi également le 1er R.E.P. et le 1er R.C.P. n'ont-ils pas manœuvré conjointement avec les gardes mobiles ? La réponse, ici, peut être catégorique. Les paras de Dufour et Broizat n'avaient nullement le cœur à se frotter aux manifestants. Sentimentalement d'accord avec eux, ils n'étaient pas pressés de se montrer ouvertement contre eux. Leur légende en aurait souffert. Alger n'avait-elle pas pour eux les yeux de Chimène ?

*

* *

Dans la ville, atterrée par le drame, le silence, coupé par le hurlement des sirènes des ambulances, est retombé. Chacun campe sur ses positions. Les gardes mobiles pansent leurs plaies. Le 1er R.E.P. ceinture le réduit de Lagaillarde. Le 1er R.C.P. celui d'Ortiz. Challe est furieux de ce sang inutile et tempête contre les deux meneurs. A 21 heures, de Gaulle, à Colombey, est alerté et regagne l'Elysée.

Que peut-il advenir maintenant ?

Ortiz et Lagaillarde ont perdu la première manche puisqu'ils n'ont pu renouveler le coup du 13 mai. A défaut, ils tiennent le cœur d'Alger avec des hommes en armes. A Oran, dès le lendemain, à l'unisson, des barricades s'élèvent aussi. Les deux grandes métropoles algériennes sont en état pratiquement d'insurrection. C'est une force.

L'armée n'a pas bougé dans un sens ou dans l'autre. Challe l'avait annoncé : « L'armée ne tirera pas. » Cette parole a été tenue[6]. Ouvertement, les trois régiments paras présents à Alger fraternisent avec les défenseurs, mais ils ne vont pas plus loin. Leurs armes se sont interposées mais ne se sont pas retournées contre l'Etat en union avec Ortiz et Lagaillarde. Pour ces derniers, là est l'issue de la partie : l'armée basculera-t-elle ?

Delouvrier et Challe ne sont pas moins dans une situation inconfortable. Au-dessus d'eux, le maître de l'Elysée exige qu'on lui rende des comptes et que ces comptes soient en ordre, ce qui n'est pas le cas le 25 janvier au matin. Delouvrier est d'ailleurs bien incapable de les rendre. Il est largement dépassé par des événements au-dessus de l'entendement d'un technocrate

même supérieur. La passion ? Ce fonctionnaire austère ne connaît pas. Il est trop sérieux pour cela. Challe a du cœur et il le prouvera, mais il veut rétablir l'ordre car il ne comprend pas les raisons du désordre. Il ne fait qu'une réserve : pas de sang. Il n'y en a eu que trop et il l'impute sans retenue à Ortiz et à ses agités. Il est sincère car s'il est foncièrement partisan de l'Algérie française, il fait encore confiance à de Gaulle.

Tout comme Delouvrier, les ministres, à Paris, sont dépassés. Le Premier en tête. Michel Debré tente une incursion rapide à Alger. Il ne peut se faire écouter et respecter des colonels en colère qui, pour calmer les esprits des insurgés, lui réclament simplement de rester fidèle à lui-même et d'imposer à de Gaulle l'Algérie française.

Ces colonels en colère, en cette fin janvier 1960, sont en fait peu nombreux et ils ont leurs hommes en pointe : Argoud dans les bureaux et Dufour sur le terrain. Argoud est officiellement le chef d'état-major du commandant du corps d'armée. Pratiquement il est en poste pour tirer bien des ficelles et il ne s'en prive pas. Massu, son ancien patron, est parti et Crépin, le nouveau, s'initie à son commandement. Argoud estime que la pression des événements, à condition de les aider un peu, doit contraindre de Gaulle à changer de politique et, qui sait, à se retirer. Pour en arriver là, il importe de démontrer l'unanimité du million d'Européens et de l'armée. Derrière lui, les colonels paras des régiments présents à Alger ou du P.C. de la 10e D.P. : Broizat, Dufour, Bonnigal[7], Meyer, Coustaux, abondent dans son sens mais ne sauraient franchir le Rubicon de l'illégalité. Ils n'ont qu'une seule certitude : ils ne tireront pas sur les insurgés, mais d'autres colonels, non paras ceux-là, s'énervent et annoncent qu'ils vont venir le faire à leur place.

Les journées qui suivent accentuent le clivage. Ortiz, Lagaillarde tiennent ferme, mais ils sont sur la défensive. Leur cause ne progresse pas, le temps, bien au contraire, joue contre eux avec la fatigue et la lassitude. Les paras, autour des barricades, fraternisent sans plus. L'armée, dans l'intérieur, en revanche, s'éloigne d'un mouvement qu'elle ne comprend pas.

Le 26 janvier, de Gaulle s'adresse aux insurgés :

> « J'adjure ceux qui se dressent à Alger contre la patrie, égarés qu'ils peuvent être par des mensonges et par des calomnies, de rentrer dans l'ordre national. Rien n'est perdu pour un Français quand il rallie sa mère, la France. J'exprime ma confiance profonde à Paul Delouvrier,

délégué général, au général Challe, commandant en chef, aux forces qui sont sous leurs ordres, pour servir la France et l'Etat, à la population algérienne si chère et si éprouvée. Quant à moi, je ferai mon devoir. »

Ces mots portent. Des mensonges, des calomnies, n'est-ce pas la preuve que ceux qui se sont insurgés parce qu'ils croient que de Gaulle va abandonner l'Algérie sont dans l'erreur ? De Gaulle, une fois de plus, a su trouver les termes pour rallier les adhésions.

Poussant cet avantage, Challe écarte d'Alger le 1er R.C.P. et le 3e R.P.I.M.A., ne gardant que le 1er R.E.P. à cause de Dufour, qui mène inlassablement des négociations avec les chefs insurgés pour obtenir une solution honorable. Il les relève par deux régiments de la 25e D.P. Tout de suite les rapports changent. Les paras du Constantinois, vieux baroudeurs des djebels et peu marqués par les pressions citadines, même s'ils sont pour l'Algérie française, n'approuvent pas les barricades, bien au contraire.

Le lieutenant-colonel Bréchignac, qui commande le 9e R.C.P., le régiment de Buchoud et du barrage, est sévère :

« On faisait la guerre et vous nous empêchez de la faire ! » déclare-t-il sans ménagement aux officiers de l'U.T.B. qui se sont barricadés avec Lagaillarde dans les Facultés[8].

Le 28 janvier, pour plus de sécurité encore, Delouvrier, qui craint de se trouver otage dans la ville, décide de quitter Alger. Il part pour la base aérienne de la Réghaia et entraîne Challe avec lui. Se prépare-t-il, comme Thiers en 1871, à déserter la cité insurgée pour mieux la reconquérir ensuite ? A défaut d'une intention formelle, il se laisse aller à un discours sur un ton épique et sentimental qui n'apporte rien à l'affaire et découvre son désarroi. Ses propos larmoyants lui seront par la suite largement reprochés par les uns pour avoir craqué, par les autres pour n'avoir pas donné suite à ses beaux sentiments.

La fin de la semaine n'apporte rien de plus aux compagnons d'Ortiz et Lagaillarde, bien au contraire. Leurs rangs se clarifient. Le découragement gagne. Dès le départ, Challe a prouvé qu'il ne serait pas un nouveau Salan au 13 mai. L'armée n'interviendra pas, peut-être même liquidera-t-elle par la force ces bastions activistes. Le mauvais temps s'en mêle avec une pluie froide qui finit de briser les énergies.

De Gaulle sent que sa fermeté paye, car il n'a cédé sur rien, et que l'événement bascule en sa faveur. Durant cette semaine où son entourage

s'est énervé et affolé, il a gardé un calme olympien. Le 29 janvier au soir, en tenue de général de brigade, il apparaît sur les écrans et réaffirme ses positions :

> « Les Algériens auront le libre choix de leur destin. L'autodétermination est le seul moyen grâce auquel les musulmans pourront exorciser eux-mêmes le démon de la sécession. Quant aux modalités de telle ou telle solution française, j'entends qu'elles soient élaborées à loisir, la paix revenue...
>
> » Français d'Algérie, comment pouvez-vous écouter les menteurs et les conspirateurs qui vous disent qu'en accordant le libre choix aux Algériens la France et de Gaulle veulent vous abandonner à la rébellion ? Est-ce donc vous abandonner, est-ce vouloir perdre l'Algérie que d'y envoyer et d'y maintenir une armée de cinq cent mille hommes ?
>
> » Comment pouvez-vous douter que si les musulmans décident librement et formellement que l'Algérie de demain doit être unie plus étroitement à la France, rien ne causerait plus de joie à la patrie et à de Gaulle que de les voir choisir, entre telle et telle solution, celle qui serait la plus française ?
>
> » Enfin, je m'adresse à la France. Eh bien, mon cher et vieux pays, nous voici donc ensemble, encore une fois, face à une terrible épreuve. En vertu du mandat que le peuple m'a donné et de la légitimité que j'incarne depuis vingt ans, je demande à tous et à toutes de me soutenir quoi qu'il arrive. »

Les critiques sont unanimes. De Gaulle a fourni ce soir-là l'une de ses meilleures prestations. Par sa présence, son autorité, le poids de ses engagements, il désarme les ultimes velléités des insurgés. Deux ans plus tard, exilés, chassés de leur terre natale avec l'ensemble de leurs compatriotes, ils pourront rappeler ses propos au chef de l'Etat : « La France et de Gaulle veulent vous abandonner à la rébellion ? » Le pays et l'armée figée, l'arme au pied, sur son ordre les ont abandonnés sans défense à la rébellion. Dans l'immédiat, il ne leur reste plus qu'à se dégager du piège où ils se sont enfermés.

Dufour sera l'homme des dernières tractations. Son prestige lui ouvre chaque jour le camp de Lagaillarde. Le jeune député décide de se rendre et Dufour lui ménage une sortie honorable. Le lundi 1er février, à 11 h 50,

Lagaillarde et son dernier carré sortent des barricades des Facultés. Ils sauvent l'honneur par leur dignité.

Lagaillarde, le soir-même, couchera à la Santé. Ortiz, quant à lui, aura disparu dans la nuit. *Fugit non bene* eût dit Horace. On ne le reverra plus sur la scène de la défense de l'Algérie française. Peut-être estimera-t-il en avoir assez fait[9].

*
* *

L'heure du bilan sonne maintenant au terme de cette semaine que certains qualifient de rocambolesque. Le passif sera lourd, très lourd. Les Français d'Algérie ne s'en rendront compte qu'à long terme. Les barricades vont hypothéquer l'avenir.

Regroupés sous les ordres du second de Lagaillarde, Guy Forzy, qui est capitaine de réserve, une centaine d'anciens insurgés se portent volontaires pour participer activement à la guerre dans le cadre d'une unité opérationnelle. Se plaçant dans l'héritage héroïque du colonel Moscardo et des défenseurs de Tolède, durant la guerre d'Espagne, la compagnie ainsi constituée se baptise pompeusement « commando Alcazar ». Ronda, Sanne et quelques autres ténors des barricades font partie de ce « commando Alcazar » qui, début février, rejoint le 2e R.E.P. à Taher, dans les environs de Djidjelli.

Là, pendant un mois, en liaison avec les légionnaires parachutistes, « Alcazar » s'entraîne et participe à quelques opérations. Sous la guitoune, sur la ligne de crête d'Afouzar, au vent et à la pluie, il découvre la réalité d'une guerre que les terrasses de la rue Michelet ne laissent pas transparaître[10]. Assez vite, soucis professionnels et familiaux aidant, la lassitude l'atteint. Début mars, il demande à rejoindre Alger pour être dissous. Fin sans gloire d'une unité pourtant constituée par les plus résolus et qui atteste dangereusement du manque de pugnacité de la population européenne. Quelques individualités poursuivront l'action. Ronda sera le fidèle compagnon du général Salan devenu clandestin. Prévost participera à l'attentat du Petit-Clamart. Des jeunes deviendront les hôtes de Fresnes ou de la Santé pour leur participation à l'O.A.S.

Pour les chefs, il y a des comptes à rendre. Ortiz a fui et Lagaillarde est à la Santé. D'autres le rejoignent assez vite : le docteur Pérez, Jean-Jacques

Susini[11]. Tous ceux qui, de près ou de loin, ont trempé dans les événements devront s'expliquer avec la justice : Arnould, de Sérigny, le docteur Lefèvre. Le colonel Gardes lui-même, pour trop de complaisance active, se retrouve au banc des accusés.

Ses compagnons colonels sont mutés en métropole. Argoud rejoint Montpellier, puis Metz. Broizat part pour Châlons-sur-Marne et Godard s'enterre à Nevers. Ils y prépareront d'autres lendemains. Bigeard, dont les velléités ont transpiré, est muté en Centre-Afrique, dans une retraite prudente où il pourra attendre des jours meilleurs sans avoir à se compromettre d'un côté ou de l'autre[12].

Par la même occasion, des généraux dont la sympathie pour l'Algérie française est connue, Mirambeau, Gribius, Faure, reçoivent des affectations en France ou en Allemagne[13]. Leur absence à des postes de responsabilité se fera sentir par la suite. Ceux que l'on commence à appeler les inconditionnels occupent peu à peu les places.

Le général Challe, lui aussi, sous couvert de promotion, supporte les éclaboussures de l'ire élyséenne. Il n'a pas, bien au contraire, le sentiment d'avoir démérité. Il a évité l'affrontement sanglant sur les barricades et son action militaire en Algérie est un succès que personne ne conteste. Pris au piège de cette Algérie qui envoûte tous les hommes de cœur, il souhaite poursuivre et achever sa tâche de pacification. De Gaulle escamote ses vœux. Le 24 avril, il se retrouve dans un fauteuil doré mais inconsistant : le commandement Centre-Europe. Adieu les belles promesses pour le poste le plus élevé de l'armée. Crépin, le successeur de Massu au corps d'armée d'Alger, le remplace. Une promotion-éclair qui s'explique par le gaullisme de l'intéressé.

Delouvrier est plus chanceux. Il reste en place, pouvant être utile encore quelque temps pour briser les insubordinations, même si le discours du « petit Mathieu » n'a pas été prisé en haut lieu. Ainsi Delouvrier terminera-t-il ses deux ans, délégué général à Alger jusqu'en novembre.

Chez les paras, où il y eut quelques connivences trop voyantes, il y a aussi quelques bouleversements. Gracieux quitte la 10^{e} D.P. mais avec de l'avancement. Un compagnon de la Libération, Saint-Hillier le remplace. L'homme est jeune, de belle prestance et passe bien près de ses subordonnés. Il devrait tenir en main les impétueux paras qu'on brasse un peu. Le 1er R.C.P. quitte à regret Aïn-Taya et les douceurs algéroises pour

les rigueurs du Constantinois. Il permute avec le 9e R.C.P. pour rejoindre la 25e D.P. à Philippeville.

Ces changements, ces affectations, sont la résultante visible des barricades. Ils ne sont pas obligatoirement les plus graves. A certains égards, le jeu normal des rotations aurait provoqué certaines des mutations.

Il y a beaucoup plus sérieux.

Les Européens perdent leur propre autodéfense officielle. Les unités territoriales, qu'on a vues parader sur les barricades, sont dissoutes. Sans représenter un potentiel militaire apte à faire campagne, elles comprenaient du moins des hommes en armes et régulièrement organisés. Ces fusils, ces P.M., les Européens pouvaient les opposer à une Saint-Barthélemy déclenchée par le F.L.N. Désormais ils ont les mains nues. Plus même : quiconque ose se présenter armé apparaît comme un rebelle justiciable de la rigueur des lois. De Gaulle a pu, en toute liberté, dans la foulée de la réprobation des barricades, désarmer les anciens d'Italie ou des Vosges. Ceux-ci n'ont rien obtenu en contrepartie. Pas même l'honneur.

L'insurrection d'Ortiz, de Lagaillarde et de leurs amis creuse un peu plus le fossé entre l'armée et la population européenne. L'armée n'a jamais été véritablement en union avec les pieds-noirs. Le contingent subit son séjour, même s'il fait son devoir très correctement dans l'ensemble. L'armée d'active aspire à plus de justice, plus d'égalité pour le monde musulman. Elle reproche âprement à leurs auteurs une situation créée par un certain égoïsme. Il serait, à l'extrême, faux de dire qu'un divorce existe entre civils et militaires. Les premiers entendent conserver, et c'est normal, certaines de leurs positions acquises à grand-peine. Les seconds savent qu'ils sont là pour secourir et aider des compatriotes, des Français comme eux, même si parfois ils se reconnaissent mal en « certains Sicilo-Maltais ou Ibériques ». En contrepartie, ils entendent n'être point seuls à la tâche. L'armée française, en cet hiver 1960, s'efforce d'écraser à jamais la rébellion. « Jumelles », « Pierres précieuses » battent leur plein. Partout l'on traque le « fell », de jour, de nuit, dans la neige et le vent. Les bivouacs à 1 500 ou 2 000 mètres sont durs. Les accrochages sévères. Les bilans éloquents mais coûteux.

Les nouvelles orientations du chef de l'Etat n'apparaissent pas encore. L'heure est à la guerre.

Aussi les coups de fusil ou les rafales de P.M. sur les gardes mobiles sont-ils, aux yeux de tous, criminels. Les hommes des djebels ne

comprennent pas ce sang versé. Certes, ils ne portent aux gardes mobiles et C.R.S. – ces briseurs de grève – qu'une estime relative. Mais ces morts français semblent inutiles et stupides. Il n'est pas étonnant alors d'entendre des propos sévères :

« De quoi se mêlent ces civils ? Ces étudiants, ils feraient mieux de s'engager pour défendre leur terre à nos côtés ! » et « Pourquoi ces sursis ? Le folklore, ça suffit ! »

Bien peu des meneurs activistes comprennent cette irritation. Il y a une maldonne dans leur raisonnement, qui n'est pourtant pas sans fondement : « Nous, en 1944, on a tout quitté pour les libérer ! Alors c'est justice qu'ils soient ici aujourd'hui. » Retour des choses apparemment normal mais le contingent de 1960 n'a pas connu l'Occupation.

Et puis, enfin et surtout, il y a le monde musulman. Les insurgés des barricades ont regagné, penauds et à la sauvette, leurs domiciles. Les musulmans, muets mais lucides, après ne s'être mêlés de rien, ont contemplé leur défaite. Pour la première fois en Algérie les Européens reculent devant le pouvoir métropolitain. De Gaulle a gagné et montré sa force. Il a brisé la revendication de l'Algérie française. C'est bien la preuve qu'il se dirige vers autre chose et cette autre chose ne peut donc être que l'Algérie algérienne. Les barricades ont démontré aux Algériens que l'indépendance se ferait puisque l'Algérie française ne se ferait pas. Prudents, les Algériens sauront tirer des conclusions. Ils connaissent maintenant le camp du vainqueur qu'il est sage de rallier. Sur les vestiges des barricades, le drapeau vert et blanc commence à s'élever.

Au vu d'un tel gâchis pour la cause de l'Algérie française, certains se sont interrogés pour savoir si Ortiz et ses compagnons d'anisette n'avaient pas été manipulés et quel rôle véritable ils avaient joué. Dans l'état actuel du dossier, vingt ans après, on ne peut répondre que par la négative. Le cafetier voulait bien faire mais il a été dépassé par lui-même et son exaltation, par ses troupes et leur inconscience, par certains propos de militaires qu'il prit pour argent comptant. En ce sens quelques colonels irresponsables ont pu perturber une vision habituellement limitée à une escouade de consommateurs. Quoi qu'il en soit, après les barricades, l'Algérie française change d'âme. Elle ne se bat plus pour l'avenir. Elle ne vise qu'à survivre.

*

* *

Tel est le bilan. Qui pourrait enfin se douter, au début de février 1960, que le chef militaire qui a tout fait pour éteindre l'incendie et rester dans la stricte obédience gaulliste sera celui qui, un an plus tard, lèvera l'étendard de la révolte ? Maurice Challe est aujourd'hui le mal-aimé. Il ne le mérite pas mais il partira marqué par cette épreuve. Ces Algérois, avec leurs fanfaronnades, leurs diatribes à l'emporte-pièce, ne sont pas à ses yeux des gens sérieux. Ses conclusions sont sans appel. Chef de l'insurrection pour la sauvegarde de l'Algérie française, il refusera de voir les civils s'associer à son action. Il les a jugés trop sévèrement pour se les adjoindre. Le putsch de Maurice Challe se voudra strictement une affaire entre professionnels. Il se privera ainsi d'un potentiel et s'inscrira dans la droite ligne des réactions du commandant en chef devant l'équipée des barricades. Jouhaud, le « pied-noir », n'y pourra rien. Salan et Susini arriveront trop tard. Oui, décidément, la grande fêlure armée-Européens date des barricades. A ce titre, cette semaine de fin janvier 1960, après le 1er novembre 1954, le 20 août 1955 à Philippeville, le 13 mai à Alger, apparaît bien comme la quatrième étape de la guerre d'Algérie.

Une guerre dont les plus avertis voient maintenant l'issue. L'Algérie sera indépendante puisque de Gaulle en a décidé ainsi. Lagaillarde et Ortiz ont précipité la procédure amorcée le 16 septembre 1959. De cette marche vers l'indépendance, quelles seront les péripéties ? s'interrogent les plus honnêtes, qui s'inquiètent à juste titre de lendemains sanglants.

*

* *

L'intermède des barricades, essentiellement algérois, est officiellement terminé. La page paraît tournée mais au fil des jours les centurions du plan Challe s'interrogent. Même s'ils réprouvent l'insurrection du 24 janvier, ils commencent à s'inquiéter :

« Et si les civils avaient raison ? De Gaulle ne va-t-il pas tout larguer ? »

De Gaulle, bien informé et fin psychologue, perçoit ce malaise. Du 3 au 5 mars, il est à nouveau en Algérie pour une seconde tournée des popotes. Il se veut réconfortant. Il brocarde certes l'Algérie de papa – sur ce chapitre il se sait suivi – et il emploie des formules qui trouvent écho :

« Il n'y aura pas de Dien-Bien-Phu diplomatique... L'insurrection ne nous mettra pas à la porte de ce pays... Ce que Ferhat Abbas appelle

l'indépendance, c'est la misère, la clochardisation, la catastrophe... La France ne doit pas partir. Elle a le droit d'être en Algérie. Elle y restera. »

Ah, que ce langage est bien perçu ! A Redjas, au cœur de l'opération « Pierres précieuses », face aux capitaines de la 25e D.P., reviennent des accents définitifs :

« Moi vivant, le drapeau vert et blanc ne flottera jamais sur Alger ! »

Réconfortés, les capitaines et les lieutenants repartent se faire tuer, car les rescapés de l'A.L.N. vendent chèrement leur vie. Dans les lentisques et les bruyères kabyles, c'est souvent du un pour un à bout portant.

De Gaulle est vraiment un très grand acteur. Avec maîtrise, il a ramené le balancier de l'autre côté. Pour un temps, il oscille versant Algérie française. Combien lui reprocheront demain un cynisme qui coûte et qui coûtera si cher ! Les officiers français, surtout ceux des divisions de réserve générale ou des S.A.S., en connaissent le prix : les camarades disparus, les engagements pris en enrôlant les musulmans à leur côté.

Ceux-ci sont désormais près de 200 000 ayant répondu à l'appel de la France à des titres divers : autodéfense de villages, maghzen de S.A.S., harka de secteurs, G.M.P.R., bataillons ou régiments de tirailleurs. Ils sont majoritaires dans les commandos de chasse, où leur connaissance du terrain et de l'adversaire est un atout incomparable. On les trouve même dans les unités fer de lance de l'armée française. Ainsi le 3e R.P.I.M.A. a-t-il sa « katiba », sa compagnie algérienne constituée d'anciens du F.L.N.

Si donc le contingent commence à trouver que la guerre s'éternise, l'encadrement, en revanche, s'enracine chaque jour un peu plus sur une terre dont il voit mal un avenir autre que français.

---

1 Il est à l'époque pratiquement démissionnaire de fait.

2 En mars, de Gaulle les a fait transférer à l'île d'Aix, leur donnant ainsi, dans l'enceinte d'une forteresse, un cadre plus ouvert que celui de la Santé. Mesure d'humanité mais surtout mesure politique.

3 Algérie française, ses fameuses syllabes.

4 6 civils et 14 gardes mobiles tués. 22 civils et 125 gardes mobiles blessés. Les carrés des gardes avançant en un front uni représentaient évidemment une cible parfaite pour les tireurs embusqués. Les civils, en revanche, devant les charges, s'étaient disloqués. Le tir des gardes mobiles en déplacement ne pouvait être aussi bien ajusté que celui de tireurs bien embossés.

5 Celui-là l'a fait auquel cela profite.

6 Si l'on écarte la réplique des gardes mobiles.

7 Il est encore commandant.

8 Pourtant, le lt-colonel Bréchignac est partisan de l'Algérie française. Il participera activement au 22 avril 1961 et se retrouvera à la Santé avant d'être radié de l'armée, condamné à deux ans de prison avec sursis. Une belle vie d'officier brisée.

9 Il restera près de trois mois camouflé chez des amis, puis gagnera l'étranger et l'Espagne.

10 Il aura deux blessés par inadvertance lors de manipulations d'armes.

11 Robert Martel, avisé, a pris le maquis dans sa Mitidja. Il en surgira le 22 avril 1961.

12 De Gaulle lui donnera ses étoiles et Giscard d'Estaing l'appellera au gouvernement. Des quatre grands mousquetaires paras, il sera ainsi le seul à traverser sans casse la tourmente de l'Algérie française. Jeanpierre a été tué. Château-Jobert sera condamné à mort et vivra en exil. Buchoud sera radié de l'armée, et contraint à la vie civile. L'abbé Siéyès, au terme de la décennie révolutionnaire, évoquant cette période, pouvait s'exclamer : « J'ai vécu. » Bigeard avait une autre formule : « Il faut durer ! »

13 Le général Faure était à Tizi-Ouzou, en Grande-Kabylie, le général Gribius à Colomb-Béchar, le général Mirambeau à Saïda.

Chapitre XXXIV

L'AFFAIRE SI SALAH

Le F.L.N. a riposté à l'Algérie française du 13 mai par son gouvernement provisoire de la République algérienne. Cette façade ne dissimule qu'à demi les difficultés de la rébellion frappée de toutes parts. 1959, les premiers mois de 1960, sont pour elle des temps très sombres. Les barrages verrouillent les frontières. Le plan Challe détruit l'outil militaire intérieur. Les combattants des maquis, par contrecoup, s'en prennent à une direction bien incapable de les soutenir. Coupées d'un pouvoir qui ne peut se manifester, les wilayas deviennent des fiefs indépendants, réagissant au mieux des besoins et des situations. Chaque jour accentue le fossé entre intérieur et extérieur. Le second ignore ou feint d'ignorer les réalités cruelles des djebels. Avec un autre que de Gaulle en charge des affaires de la France, le combat de la résistance algérienne dans l'intérieur du pays eût changé d'âme en 1960. On le verra avec les affaires Si Salah et Mohand Ould-El-Hadj.

Les pays frères – Maroc et Tunisie – prennent du recul. Ils sont sensibles à l'image internationale du personnage de Gaulle. Il leur devient plus délicat de flétrir le colonialisme français. Ils trouvent aussi leur compte à certains rapprochements avec la France. L'évacuation du pétrole saharien par Edjelé n'est pas un mauvais placement pour une Tunisie sans grandes ressources. Les incartades et les libertés que s'octroient les djoundi algériens sur des territoires nationaux irritent des dirigeants comme Habib Bourguiba. Celui-ci n'hésite pas à rappeler sévèrement à l'ordre ses encombrants amis.

Plus que tout, la direction du F.L.N. est le champ clos d'ambitions et de rivalités personnelles. Trois hommes, unis contre les politiques, se disputent l'armée et par là même le pouvoir : Krim, Bentobbal et Boussouf. Krim Belkacem est le seul rescapé des « six » de 1954. Ses deux compagnons et

rivaux ont surgi de la guerre. Le moins que l'on puisse dire est que la confiance ne règne pas entre eux. A tout instant tout peut éclater.

« C'est l'époque où chacun gardait sa mitraillette sous son paletot », rapportera Kaïd Ahmed, mieux connu sous le nom de commandant Slimane[1].

En 1958, en vue de structurer ce qui doit devenir l'embryon d'une armée, deux hommes, regardés comme des militaires purs, ont été nommés à la direction des bases extérieures : Houari Boumediene à celle de l'ouest, Mohamedi Saïd à celle de l'est. Boussouf estime ainsi disposer d'un féal bien à lui en intronisant Boumediene au Maroc. Déjà, il lui avait confié à son départ sa wilaya V d'Oranie. Il ne soupçonne pas encore que, derrière le visage émacié du loup du Constantinois et ses qualités de rigueur, se cache une autre ambition[2].

De l'autre bord, il y a un Kabyle, un ancien de Krim et qui paraît fidèle à son chef : Mohamedi Saïd[3]. Les deux antagonistes sont ainsi en droit de s'estimer militairement couverts. Il y a du vrai car ces mainmises sur l'A.L.N. aussi bien au Maroc qu'en Tunisie leur permettent de briser les complots.

Cela est d'autant plus vrai que l'A.L.N. des frontières représente maintenant une force : 15 000 hommes en Tunisie, 8 000 au Maroc. A défaut de se préparer à des actions de guérilla sur le sol algérien – pour lesquelles les volontaires, en raison du barrage, sont de moins en moins nombreux – elle se transforme peu à peu en armée régulière dotée d'une logistique et d'un armement conventionnels. Par contrecoup, les officiers supérieurs, ayant en main cet instrument, deviennent des partenaires redoutables.

En janvier 1960, le conflit des chefs, arbitré pour une large part par les colonels de l'A.L.N., débouche sur la formation d'un nouveau G.P.R.A., qui restera en place jusqu'en août 1961. Krim ne sort pas gagnant. Il perd la guerre pour les affaires extérieures. Cette promotion dans la diplomatie le coupe du bras séculier que représente l'A.L.N. En revanche, ses rivaux se placent. Boussouf reçoit l'armement et les liaisons générales. Bentobbal garde l'intérieur. Ainsi les deux « B » gardent-ils sous leur coupe la résistance en Algérie et les moyens de communication. Abbas, par sa souplesse, son sens de la négociation et sa position un peu au-dessus de la mêlée, préserve sa place de président. Le poste est plus honorifique que réel et Boussouf et Bentobbal sont en mesure d'imposer leur loi. Derrière eux,

les officiers des frontières, qui ont aussi œuvré pour eux-mêmes, entrent en force au C.N.R.A. également remanié : Ali Mendjli, Kaïd Ahmed, Ali Souari, Amar Rejai, Tahar Zbiri, Ahmed Bencherif.

Pour le F.L.N. c'est un grand tournant. Une nouvelle génération vraiment forgée par la guerre accède à sa tête. Les historiques, comme Krim, perdent leur influence. Des anciens, militaires comme Chérif Mahmoud, politiques comme Lamine Debaghine ou Tewfik El-Madani, sont même littéralement évincés. Désormais, les chefs sont les officiers de l'A.L.N., surtout ceux des bases extérieures. Ceci ne signifie pas que leur autorité soit pleinement acceptée.

En Oranie, le capitaine Zoubir se révolte ouvertement contre la direction générale extérieure de sa wilaya – la V – qui ne lui semble guère se soucier de son approvisionnement en armes. Il entre en sédition ouverte et pénètre au Maroc avec les siens. Son mouvement se termine devant un tribunal présidé par Boumediene. Zoubir, condamné à mort, est exécuté. Boumediene apparaît de plus en plus comme le grand justicier. En mars 1959, il a déjà décapité une insurrection venue de l'Aurès et fomentée contre Krim Belkacem et Chérif Mahmoud. Les colonels Amouri, Nouaoura, les commandants Aouéchria, Mostefa Lakhal ont été exécutés tandis que de nombreux officiers étaient torturés et emprisonnés.

L'alerte, il est vrai, avait été chaude. Le G.P.R.A., victime désignée de la vindicte des maquis, avait dû faire appel à l'armée tunisienne pour mater ses révoltés.

La crise qui couve entre direction extérieure et combattants de l'intérieur prend une autre dimension avec ce que l'Histoire désigne maintenant sous le nom d'affaire Si Salah.

Au printemps de 1960, Zamoum Mohamed, dit Si Salah, commande par intérim depuis près d'un an la wilaya IV, la wilaya de l'Algérois. Celle-ci s'étend de Molière, dans l'Ouarsenis, à Bordj-Menaïel, aux portes de la Kabylie. Elle englobe la Mitidja et Alger et, à ce titre, est une des plus importantes d'Algérie. Aujourd'hui commandant de l'A.L.N., Si Salah est un ancien du M.T.L.D. et a fait partie des premiers groupes du F.L.N. en Kabylie. C'est donc un vieux et vrai maquisard connu pour son courage et sa droiture.

Sa wilaya termine le terrible hiver 1959-1960 cruellement éprouvée. Elle a subi elle aussi les rigueurs du plan Challe. Le doute a saisi les combattants, même les plus valeureux. Nombre de leurs compagnons ont

été tués. Certains ont déposé les armes. Les survivants, traqués par l'armée française, ignorant dans leurs repères le destin que de Gaulle réserve à l'Algérie algérienne, n'ont plus guère de raison d'espérer. Leur angoisse, leur colère se reportent contre les chefs qui dans la quiétude tunisienne ne font rien pour soulager leur détresse.

Le 15 avril, Si Salah adresse un message chiffré au G.P.R.A.[4].

« Puisqu'il semble définitivement établi que nous n'entretiendrons entre nous qu'un langage de sourds, nous nous permettons de vous envoyer ce dernier message... Vous avez interrompu radicalement tout acheminement de compagnies et de matériel de guerre depuis 1958... La wilaya I n'a pas de chef, la wilaya III également. Vous n'avez rien fait pour soulager cette dernière. La wilaya I et la wilaya V se pacifient et se constituent en autodéfense sous allure inquiétante... L'Algérie, devenue vaste champ de bataille, se caractérise : wilaya IV du moins, par les regroupements de toute situation. Vous avez de tout temps méconnu la situation du peuple et de l'A.L.N. Vous êtes enlisés dans la bureaucratie. Ne pouvons plus en aucune manière assister les bras croisés à l'anéantissement progressif de notre chère A.L.N. »

Si Salah n'est pas un lettré mais son message reflète bien la situation : arrêt des renforts de toute nature, extension de la pacification française, vindicte contre les gouvernants. Le commandement français est bien renseigné sur l'état d'esprit qui règne en wilaya IV. Non seulement tous les radiogrammes algériens sont interceptés et décryptés, mais encore le 2e bureau a des indicateurs solides et des agents influents qui contribuent à distiller et accentuer le désarroi.

Des contacts sont pris dès mars 1960, alors que Challe est encore commandant en chef. Les préliminaires sont assez longs. Les chefs rebelles veulent s'assurer de l'unanimité de leurs troupes et leurs communications sont difficiles. Pour les Français, un grand espoir s'est levé ; l'heure de la paix des braves annoncée par de Gaulle n'a-t-elle pas sonné ? Ils ne cachent pas aux Algériens qu'un ralliement négocié pourrait être une solution honorable à un conflit présentement sans issue.

Preuve de l'intérêt apporté à l'affaire, des émissaires français sont désignés au plus haut. Bernard Tricot est celui de l'Elysée, le colonel Mathon, celui de Matignon. Le président de la République, son Premier ministre sont parfaitement informés de ce qui se trame à la préfecture de Médéa ou au mess des officiers du secteur de Damiette.

Peu à peu, les Algériens trouvent leur compte à l'avenir qui se dessine devant eux : une Algérie nouvelle, autonome dans le cadre de la France.

« Les maquisards, dira Si Salah, voient bien naître sous leurs yeux, sous l'aiguillon de la rébellion et aussi sous l'impulsion de l'armée, une Algérie où les Français conserveront leur place, mais ni les Borgeaud ni les Laquière. »

Sur ce dernier point, les militaires français sont plus que d'accord. Le gros colonat profiteur est à leurs yeux l'ennemi plus encore que le F.L.N. N'est-il pas en majeure partie responsable de bien des maux ?

Dès fin mai, des points d'accord sont acquis :

– les rebelles déposeront leurs armes dans les gendarmeries pour gardiennage ;

– les terroristes coupables de crimes de sang seront placés sous surveillance ou évacués en métropole jusqu'à l'arrêt complet des hostilités ;

– une amnistie générale ne pourra intervenir que dans le cadre du cessez-le-feu général. Les prisonniers non dangereux pourront néanmoins sans plus attendre recouvrer la liberté.

L'affaire s'est même élargie. Selon Si Salah, le Sahara, une partie de l'Oranie et même la Kabylie sont prêts à basculer. Même la Kabylie ! La Kabylie, un des bastions de la rébellion ! Est-ce possible ?

La Kabylie elle aussi souffre. Son chef, le colonel Mohand Ould-El-Hadj, le sait mieux que personne.

C'est un vieux soldat respecté, aux traits burinés et aux tempes blanchies. Il sait la partie militairement perdue et il est soucieux du sang de ses hommes. Il a aussi son fils prisonnier des Français depuis quelque temps. Son cœur de père est tout autant tourmenté que son cœur de chef. Il souhaite donc la paix, une paix honorable, juste rançon de leur dur et long combat. Il n'ignore rien des pourparlers de ses camarades de la wilaya IV. Il les couvre avec discrétion, ne désirant pas s'engager avec trop d'évidence dans un premier temps. Mais il est partie prenante au nom de la Grande-Kabylie à ce qui se trame.

Pressentant l'importance de ce qui peut se réaliser, Bernard Tricot, l'émissaire élyséen, envisage et obtient l'intervention personnelle du chef de l'Etat. Pourquoi de Gaulle accepte-t-il de s'engager personnellement dans le processus amorcé ? La suite des événements apportera réponse à cette question.

Le 9 juin, un bimoteur *S.O.-Bretagne* décolle d'Algérie pour la France. A son bord, le commandant Si Salah et ses adjoints, les commandants Si Mohamed et Lakhdar. Ils partent pour négocier directement avec la plus haute autorité française. Le 10 au soir, de Gaulle, en tenue, reçoit les Algériens. Il sait saluer ces combattants venus demander l'application de la paix des braves qu'il a lui-même proposée. Il leur confirme ses intentions et engage ses interlocuteurs à rallier l'armée française et à déposer leurs armes. Dès le lendemain Si Salah et les siens regagnent leurs montagnes. Dans quelques jours celles-ci peuvent retrouver leur calme.

De Gaulle sait maintenant parfaitement quel avenir se forge à son insu. Il a saisi l'ampleur du mouvement. Il sait aussi que trois de ses ministres : Boulloche, Robert Buron et surtout Edmond Michelet entretiennent des relations suivies avec le F.L.N. Il sait que le dernier nommé, Edmond Michelet, est le correspondant régulier de Krim Belkacem. De Gaulle, l'homme du secret, lève pour une fois le voile à son ministre.

Les transmissions vont vite entre Tunis et Paris et le ministre des Affaires extérieures du G.P.R.A., Krim Belkacem, connaît l'identité des visiteurs reçus par le président de la République française et quel était le but de leur visite nocturne. Le G.P.R.A., premier perdant si la manœuvre envisagée se réalise, sait à quoi s'en tenir.

Les faits vont vite, très vite. Le 14, quatre jours après avoir reçu Si Salah, de Gaulle s'adresse au G.P.R.A. Son invite aux dirigeants de l'insurrection est pressante[5] et il ne craint pas d'évoquer l'Algérie algérienne.

Tunis a compris d'autant mieux qu'il n'ignore rien. Les indiscrétions des ministres gaullistes lui permettent de lire à livre ouvert. Il réagit sur deux fronts. Oui, à de Gaulle ! Non à Si Salah ! Le 25 juin, la délégation du F.L.N. arrive à Orly, avec, à sa tête, deux membres du C.N.R.A., Mohamed Benyahia et Ahmed Boumendjel[6]. Les pourparlers se déroulent à la préfecture de Melun isolée pour l'occasion.

Les deux négociateurs français, Roger Morris, secrétaire de l'Elysée pour les affaires algériennes, et le colonel Mathon exigent un cessez-le-feu préalable à toute discussion plus approfondie. Les émissaires du F.L.N. revendiquent une reconnaissance de la nationalité algérienne. Dans l'état actuel des positions, l'accord ne peut se faire. Le 29 juin, les Algériens regagnent Tunis sur un apparent constat d'échec. La guerre d'Algérie paraît dans l'impasse une fois de plus.

En fait il n'en est rien. De Gaulle et le G.P.R.A. ont, en dépit des apparences, marqué des points. Le premier a progressé dans sa marche vers l'indépendance. L'idée de négociations avec le F.L.N., inconcevable deux ans plus tôt, a pris corps et réalité. Plus encore, de Gaulle, par ses réactions rapides, a tué dans l'œuf la paix séparée que lui apportaient Si Salah et les militaires français. Le G.P.R.A., quant à lui, fait coup double. Il est désormais officiellement reconnu par la France. Il y gagne en prestige international et en audience dans la population musulmane d'Algérie, que la rencontre de Melun déroute ou conforte un peu plus dans sa conviction nationaliste. Il peut enfin et surtout réagir contre la wilaya IV.

L'appel du 14 juin a jeté le désarroi chez Si Salah et ses compagnons. Les négociations de Melun les désorientent encore plus. Leurs interlocuteurs français sont-ils sincères ? Ils doutent. Ils ne doutent pas longtemps. Le G.P.R.A. a dépêché dans l'Algérois l'un de ses plus rigoureux procureurs, le capitaine Ben-Chérif.

Ahmed Ben-Chérif n'est pas un tendre. En 1957, aspirant au 1er R.T.A., il déserte, entraînant une partie de sa compagnie après avoir liquidé ceux qui n'étaient pas d'accord pour le suivre. Il combat en wilaya IV avant de rejoindre la Tunisie. Commandant du camp de Den-Den, où sont internés les adversaires du G.P.R.A., il se signale par sa brutalité. Le voici à nouveau en Algérie, revenu chez lui grâce sans doute à des complicités officielles françaises[7]. Il retourne le commandant Si Mohamed, l'un des passagers du *S.O.-Bretagne* et très certainement le moins engagé sur la voie choisie par Si Salah. Commence alors une purge « à la Amirouche ». Haline, Abdellatif, Lakhdar, un autre passager du *S.O.-Bretagne*, sont assassinés. Si Salah est épargné. Mohand Ould-El-Hadj de même. Ces deux chefs ont trop de prestige. L'affaire Azzedine se renouvelle[8].

Si Salah ne sera tué que plus tard et encore par les troupes françaises. Le 20 juillet 1961, se rendant semble-t-il en Tunisie, il tombe dans une embuscade tendue par les cuirassiers de Maillot en bordure de la Soummam. Si Mohamed trouvera une fin plus curieuse. Le 8 août 1961, il est cerné dans une maison de Blida. Un commando du 11e choc, dépêché sur ordre exprès venu de très haut – Ailleret est alors commandant en chef – ne lui laisse aucune chance. Tout a été mis en œuvre pour éliminer définitivement le dernier témoin de l'entrevue de De Gaulle et des chefs de la wilaya IV.

Le colonel Mohand Ould-El-Hadj survivra, ralliant avec opportunité le camp du vainqueur. Non seulement il gardera la direction de la wilaya III, mais, après l'indépendance, deviendra membre du bureau politique du F.L.N. Il est vrai qu'il représente une force : le noyau kabyle. Mohand Ould-El-Hadj mourra en France, en 1972, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, bénéficiant, lui, l'ancien adversaire de la France, d'une hospitalisation à laquelle ne pourront prétendre les anciens soldats de l'armée française devenus des « ex », après le 22 avril 1961, comme par exemple les généraux Challe et Zeller.

L'affaire Si Salah – l'opération Tiltsit[9] – s'est terminée, par une fin de non-recevoir et un bain de sang. Elle est restée discrète. Seuls quelques initiés n'ignorent rien. Challe est de ceux-là. Il a quitté l'Algérie en avril 1960 alors que les premiers contacts se nouaient. Certains de ses anciens subordonnés – dont le colonel Jacquin, un des hommes-clés de cette affaire par sa position à la tête du B.E.L., le bureau d'études et de liaison – n'ont pas manqué de lui rendre compte de l'évolution des diverses rencontres. Pour Challe, qui longtemps a cru en de Gaulle, le sort réservé à l'entreprise de Si Salah est une cruelle désillusion.

Ainsi, de Gaulle ne veut pas de la « paix des braves ». Cette constatation précipitera la décision de révolte de l'ancien commandant en chef.

Vingt ans après, l'Histoire voit plus clair. Avec le ralliement de Si Salah, et, il ne faut pas l'oublier, de Mohand Ould-El-Hadj, un pan énorme de la rébellion s'effondre. Plus de la moitié de l'Algérie bascule. Certes, la paix définitive n'est pas obtenue pour autant. Il reste l'Est Constantinois, bien affaibli mais encore vivant, et les bases de l'est et de l'ouest isolées mais intactes. Du moins, pour négocier, la France se trouve-t-elle en position de force. Les ralliés des wilayas sont, au fond, des vaincus, même s'il convient de les traiter en soldats. Le F.L.N., quant à lui, est encore plus affaibli. Les négociations, obligatoires, avec lui, le jour où elles se produiront, le trouveront moins crédible et par là même moins exigeant.

Tout cela, de Gaulle l'a vu et n'en veut pas. Si Salah et ses compagnons, accueillis en adversaires chevaleresques mais désarmés, les tenants de l'Algérie française marquent un point. Sa route, sur le chemin qui doit le débarrasser du fardeau algérien, est entravée. Deux ans déjà qu'il est au pouvoir, il est de plus en plus pressé d'en finir pour vaquer ailleurs. L'affaire Si Salah lui allonge les étapes et en rend l'issue incertaine. Tout s'explique. Rencontrant Si Salah, il jauge parfaitement la situation. Par les révélations –

d'aucuns disent les trahisons – de Michelet, il alerte le G.P.R.A. et lui force la main. La tentative de Si Salah est désamorcée avant même de finir dans le sang.

Faute de cette paix voulue par Algériens et Français, les combattants des deux bords continuent à s'entre-tuer dans les wilayas IV et III. Le F.L.N. apparaît comme le seul interlocuteur valable et possible, alors qu'il n'en manquait point d'autres. Avec ceux-là, les intérêts de la France et de ceux qui lui avaient fait confiance auraient sans doute, parce qu'ils étaient demandeurs et en position de faiblesse, mieux trouvé leur compte. L'affaire Si Salah, une grande occasion, volontairement sabotée, pour apporter une paix française à la guerre d'Algérie[10].

---

1 Destin exemplaire de l'éclatement de l'Algérie d'autrefois que celui de ce jeune Algérien élevé comme leur fils par des instituteurs européens de Tiaret, qui l'éduqueront et en feront un enseignant comme eux. L'enfant, devenu grand, abandonnera sa famille adoptive pour rallier le F.L.N. en 1955 et y jouer un rôle militaire important. Son compagnon d'enfance, le vrai fils de ses tuteurs, capitaine dans les parachutistes de la légion étrangère, sera dans l'autre camp, l'un des ultimes défenseurs de l'Algérie française dans les rangs de l'O.A.S. après avoir connu sept ans de djebels et de combats.

2 Mohamed Boukhahoura, dit Houari Boumediene, serait né en 1925 à Héliopolis, petit village de colonisation au nord de Guelma sur la route de Bône. Etudes islamiques à Constantine, Tunis puis Le Caire, d'où il rejoint le F.L.N. En février 1955, il gagne l'Oranie, devient l'adjoint, puis le successeur de Boussouf. Son nom de guerre, Boumediene, provient de deux saints de l'Islam, dont Bou-Medin, le marabout vénéré de Tlemcen. Partout sur son passage Houari Boumediene laisse le souvenir d'un chef austère et efficace.

3 Mohamedi Saïd a servi, sur le front russe, dans l'armée allemande. Au maquis, il portait souvent le casque de la Wehrmacht en souvenir de cette époque de sa vie.

4 Les commandants de wilaya disposent en principe d'un émetteur-récepteur pour les liaisons avec l'extérieur. Celui du colonel Lofti, commandant de la wilaya V, tombé entre les mains des Français, servira aux services de renseignement d'Alger pour monter de fructueuses embuscades contre l'A.L.N.

5 « Je leur déclare que nous les attendons ici pour trouver une fin honorable aux combats qui se traînent encore. »

6 M^{e} Ahmed Boumendjel est le frère d'une des victimes notoires de la bataille d'Alger.

7 Cette collusion de certains services français sera démontrée lorsque Ben-Chérif, quelques semaines plus tard, sera arrêté par l'armée française sur le terrain. Ses antécédents le condamnent à la peine de mort. Alors que son exécution est prévue pour le lendemain, un oukase parisien l'arrache à la justice militaire et l'expédie en France y attendre la fin de la guerre. Le colonel Ben-Chérif deviendra par la suite commandant de la gendarmerie algérienne.

8 Le commandant Azzedine, fait prisonnier par la 10^{e} D.P., avait servi durant un temps d'intermédiaire au profit des Français et en avait finalement profité pour reprendre sa liberté. Un chef d'un tel prestige ne pouvait avoir failli et le G.P.R.A. avait ordonné de tourner la page pour sauver les apparences.

9 Les militaires français ont le goût des réminiscences historiques. Tilsit fut, on le sait, en 1807, le lieu de rencontre entre l'Empereur et le Tsar pour négocier la paix. Il fut aussi le théâtre de la trahison de Talleyrand...

10 Lors du procès des généraux Challe et Zeller, en mai 1961, l'affaire Si Salah est évoquée assez brièvement. Maurice Challe, dans sa déposition préliminaire, insiste sur la victoire des armes dont la tentative de Si Salah témoigne. Ses avocats n'en parlent pratiquement pas. Les témoins qui pourraient apporter des précisions, comme le général Jacquin, ne sont pas cités. Le procureur général Besson ne l'ignore pas mais n'y fait pas référence ouvertement. Elle n'en est pas moins à ses yeux un des éléments essentiels de circonstances atténuantes. Aussi, écartera-t-il la peine de mort. Sur le fond et en coulisse, ce dossier explosif, à peine entr'ouvert d'un commun accord entre défense et accusation, servira les accusés. Leur procès, toutefois, ne sera pas une tribune permettant de révéler les dessous d'une affaire qui restera mystérieuse et mal connue pour le grand public.

Chapitre XXXV

ÉTÉ-AUTOMNE 1960 : L'ORAGE GRONDE

Avec l'été, la fournaise étouffe à nouveau la vallée du Chélif, les cuvettes kabyles ou les pistes du Sud. L'haleine brûlante du sirocco étreint parfois un peu plus les hommes et les bêtes à l'heure de midi. C'est l'époque où chacun recherche une ombre souvent trop rare, où la démarche est lourde, où la sueur perle au moindre effort. Il n'est de havre heureux qu'au long de cette côte qui, de Nemours à La Calle, aligne ses mille kilomètres de sable, de rochers ou de falaises. Si le soleil frappe trop, la mer reste fraîche et douce pour ceux qui peuvent l'approcher. Tous n'ont pas cette chance. L'Algérie de l'été 1960 continue de se battre, de travailler quelle que soit la lourdeur du ciel.

Ce combat, ce travail se poursuivent sur une terre qui, apparemment, est bien française. Il n'est guère de coins de l'horizon où l'œil n'accroche un drapeau tricolore. Fermes, villages, centres de regroupement, bordjs de S.A.S., cantonnements militaires ont leurs mâts au sommet desquels il flotte ou pend suivant l'humeur du vent. La paix française, comme la paix romaine, serait-elle dans le sillage des légions ?

En partie, oui. L'Oranie est calme, très calme. Les accrochages sont pour le Sud, vers Méchéria, et les légionnaires du 2^{e} étranger, et parfois sur la frange côtière, pour les marins de la D.B.F.M. L'Algérois vit mieux. La Mitidja a retrouvé une relative sérénité. Dans les grandes villes, le terrorisme n'est presque plus qu'un lointain et mauvais souvenir. Sur les hauts plateaux, les routes sont sûres comme en Grande-Kabylie. La nuit seule les voit fermées. La guerre veut-elle se terminer là où elle a débuté, c'est-à-dire dans l'Aurès, que le plan Challe n'a pas encore frappé ? Ce sera pour l'automne avec le dernier grand coup de collier des unités de réserve générale, l'opération Ariège.

De la gravité de cette situation militaire le chef du G.P.R.A. est pleinement conscient. C'est un véritable cri d'alarme que lance Ferhat

Abbas à ses pairs en août 1960, rendant compte de l'échec sur le terrain du F.L.N. et de l'A.L.N. ainsi que de l'isolement et du désarroi du G.P.R.A.

> « Il convient, note-t-il, de partir des constatations suivantes :
> » *a* / il devient de plus en plus impossible de franchir les barrages pour alimenter la révolution à l'intérieur du pays,
> » *b* / les maquis ne sauraient sinon aller à la victoire, du moins vivre longtemps, s'ils ne sont pas dirigés, alimentés par des troupes fraîches, un armement efficace et de l'argent en quantité.
> » De ces constatations on peut déduire que :
> » a / les maquis demeurent isolés de l'extérieur et isolés entre eux,
> » *b* / de plus en plus il existe deux F.L.N. coupés l'un de l'autre, celui de l'intérieur et celui de l'extérieur,
> » *c* / de plus en plus, à l'insécurité permanente de l'occupant, avec les conséquences économiques, politiques et stratégiques qu'on était en droit d'attendre, s'est peu à peu substituée l'insécurité permanente de l'A.L.N. (celle-ci ne peut rester en général plus de douze heures dans un même village),
> » *d* / de plus en plus, le G.P.R.A. méritera, s'il ne cherche pas et n'applique pas les moyens de modifier radicalement une telle situation, d'être appelé « l'organisation extérieure de la rébellion » sans aucun lien avec l'intérieur, ce qui est lourd de conséquences politiques...
> » Si le peuple n'est pas pour la France, il faudrait être, en revanche, optimiste pour soutenir qu'il est de pair avec le G.P.R.A. L'infrastructure organique a été démantelée dans les centres urbains et est de plus en plus inexistante dans les campagnes[1]. »

Le plan de Constantine aura bientôt deux ans et il donne à la vie économique un essor inconnu jusqu'alors. Une première tranche de 108 000 logements s'achève. 2 200 classes ont été terminées en 1959, ce qui a permis de scolariser 800 000 enfants dans les écoles primaires. Du jamais vu en Algérie. Les grands travaux vont de pair. Deux usines hydro-électriques sont en construction dans la région de l'oued Agrioun. En Petite-Kabylie commence à s'élever le barrage qui brisera le Djen-Djen supérieur. De l'Ouenza partent chaque année trois millions de tonnes de minerai de fer. Le djebel Onk et ses phosphates du sud de Tébessa entrent en exploitation. Hassi-Messaoud a largement dépassé le stade des espérances. De

gigantesques citernes, terminus de son oléoduc, dominent la rade de Bougie que les tankers prennent l'habitude de fréquenter. Une réserve de mille milliards de mètres cubes de gaz a été estimée à Hassi-R'mel. L'arrivée de cette nouvelle énergie est prévue sur la côte oranaise, à hauteur d'Arzew, pour 1961. Alger, Oran, Bône, Philippeville profitent de cette activité. Alger avec ses 21 millions de tonneaux, est le septième port français. Oran le neuvième et Bône le dixième. Des usines surgissent. Renault s'installe à Rouiba, à l'est d'Alger. On fête la centième entreprise à s'installer en Algérie : la « Géral », filiale algérienne d'une firme lyonnaise de produits chimiques. L'Algérie n'a jamais connu une vie commerciale aussi prospère et il y a obligatoirement des retombées pour ses habitants.

L'agriculture est le parent pauvre. Elle n'assure que 32 % de la production intérieure en employant 72 % de la population. Elle avait, il est vrai, tellement de retard dans le secteur traditionnel du fellah algérien. S.A.R., S.A.P. – où, de par leur connaissance du milieu agricole, nombre d'administrateurs de communes mixtes ont été recasés –, D.R.S. ne peuvent travailler qu'à long terme. Les capitaux exigés sont énormes et plus d'un S.A.S évoque une grande réforme agraire redistribuant les terres du grand colonat.

La vie rurale se ressent surtout des grands déplacements qu'a engendrés la création des zones interdites et des regroupements. Deux millions de personnes environ ont été affectées, et par-delà l'aspect militaire positif dû à l'isolement de la rébellion, le bilan humain n'est pas toujours heureux. Pour des villages nouveaux aux maisonnettes accueillantes, combien de campements insalubres où les familles survivent mal, largement tributaires de l'assistance de l'administration[2] ! Certains des transplantés ont choisi l'exil. On estime à environ 300 000 ceux qui sont partis pour le Maroc ou la Tunisie. Les villes auraient accueilli 700 000 personnes qui s'entassent dans les bidonvilles des périphéries urbaines. Le F.L.N. trouve une riposte facile à cause de ces déracinés. Aussi reste-t-il encore beaucoup à faire en Algérie pour vaincre le chômage et la misère, même si nombreux sont ceux qui s'y attaquent avec cœur, surtout du côté de l'armée, qui n'est pas là pour faire de l'argent.

Le cadre administratif a été bouleversé. Les treize départements algériens ont désormais leurs structures relativement bien en place[3]. Les communes mixtes ont définitivement cédé le pas. Il n'y a plus maintenant que 1 485 communes officiellement semblables à celles de métropole. On a vu

leurs élus musulmans apparaître à l'automne 1958. Les Algériens doivent ainsi commencer à déboucher sur une certaine gestion de leurs affaires. Néanmoins, la promotion musulmane a une lourde inertie à vaincre, même si elle progresse. Les musulmans sont encore l'exception dans l'administration, surtout lorsqu'on s'élève dans la hiérarchie. Le polytechnicien Salah Bouakouir est le seul chef d'un grand service au gouvernement général. Préfet de Batna avant de l'être de Constantine, Belhaddad est tout autant un cas encore peu fréquent. L'armée, en revanche, fait un effort pour former, à Cherchell, des officiers d'origine algérienne. Pour elle l'intégration se veut une réalité mais cette vision des choses n'est pas partagée partout.

Au vu de ce tableau où le meilleur côtoie le pire, où les bonnes volontés comme les intérêts cupides ne manquent pas, on peut s'interroger. Le F.L.N. vaincu militairement va-t-il lever les bras ? La France va-t-elle se lasser de cet effort guerrier et financier dont on voit mal le terme ?

Les partisans de l'Algérie française penchent et œuvrent pour la première hypothèse. Les adversaires d'une telle solution et les indécis commencent à glisser vers le désengagement. Ils sont de plus en plus nombreux à raisonner ainsi en métropole.

Le travail du réseau Jeanson porte ses fruits. Jeanson lui-même, trop repéré, a dû prendre du recul mais il a fait école. C'est un communiste, agitateur professionnel, Henri Curiel, qui a pris sa suite. Cet Egyptien a été expulsé d'Egypte en 1951 et s'est alors installé en France. Il a milité avec Jeanson à partir de 1957. Il sera finalement arrêté en octobre 1960 mais n'en continuera pas moins à diriger une partie de son groupe de sa cellule[4]. Il le peut d'autant mieux que les réseaux français d'aide au F.L.N. – tout en poursuivant leur tâche d'appui logistique – s'orientent vers la propagande et le soutien politique.

En avril 1960, ils ont permis la publication et la diffusion d'ouvrages contre la guerre d'Algérie comme *le Déserteur*, de René Maurienne, ou *le Refus*, de Maurice Maschino. Leurs contacts s'orientent vers les milieux dits intellectuels ou artistiques et cette démarche n'est pas sans résultats. Le 6 septembre paraît une *Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie*. Elle est vite mieux connue sous le nom de *Manifeste des « 121 »* par les 121 signataires qui l'accompagnent. Le texte et surtout sa conclusion sont sans ambiguïté :

« Les soussignés, considérant que chacun doit se prononcer sur des actes qu'il est désormais impossible de présenter comme des faits divers de l'aventure individuelle ; considérant qu'eux-mêmes, à leur place et selon leurs moyens, ont le devoir d'intervenir, non pas pour donner des conseils aux hommes qui ont à se décider personnellement face à des problèmes aussi graves, mais pour demander à ceux qui les jugent de ne pas se laisser prendre à l'équivoque des mots et des valeurs, déclarent :

» – Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien,

» – Nous respectons et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français,

» – La cause du peuple algérien, qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, est la cause de tous les hommes libres. »

Les soussignés sont donc 121 et parmi eux, entre autres, Simone de Beauvoir, Jean-Louis Bory, André Breton, Alain Cuny, Danièle Delorme, Florence Malraux[5], André Mandouze, François Maspero, André Pieyre de Mandiargues, Jean-François Revel, Alain Robbe-Grillet, Françoise Sagan, Jean-Paul Sartre, Catherine Sauvage, Simone Signoret, François Truffaut, Vercors, etc.

En d'autres temps, un Clemenceau eût envoyé devant le tribunal militaire les auteurs de ces appels à l'insoumission et à l'aide à l'ennemi. De Gaulle ne saurait rien en faire, en dépit de quelques apparences, car ce manifeste le sert.

Un futur prix Nobel, Jean-Paul Sartre, a signé et il persiste. Le 20 novembre, dans une lettre à M^{e} Roland Dumas, l'un des défenseurs des membres du réseau Jeanson incarcérés et dont le procès a débuté le 5 septembre devant le tribunal militaire dans l'enceinte de l'ancienne prison du Cherche-Midi, il écrit :

« Les professeurs de la Sorbonne, pendant la Résistance, n'hésitaient pas à transmettre des plis et à faire des liaisons. Si Jeanson m'avait demandé de porter des valises ou d'héberger des militants algériens et que j'aie pu le faire sans risque pour eux-mêmes, je l'aurais fait sans hésitation... »

« Incendiaires propos », analysera l'éditorialiste du *Monde*.

Un autre prix Nobel n'est plus là pour répondre. Albert Camus, l'enfant de Mondovi, qui avait choisi « sa mère plutôt que la justice », s'est tué accidentellement en début d'année.

Ce sont donc deux cents personnalités dites de droite, quant à elles, qui répliquent. Jean Dutourd, Remy, Philippe Barrès dénoncent les démoralisateurs. Devant la menace qui se précise et se précipite contre l'Algérie française, des hommes politiques réagissent aussi. Georges Bidault, Jacques Soustelle, André Morice, Roger Duchet, tous quatre aux idées affirmées, se regroupent en un colloque « de Vincennes ». Ils prennent la tête d'une révolte parlementaire contre l'action que mène le général de Gaulle.

Car de Gaulle, après un temps mort au lendemain de Melun, reprend l'initiative. Le 5 septembre il s'adresse à nouveau aux Français :

« L'Algérie algérienne est en marche... »

La vision de De Gaulle se fait moins floue, sa pensée plus précise.

Sur les hauts d'Alger, à Hydra, un homme a capté le discours du chef de l'Etat. Cet homme, c'est Raoul Salan. Le 9 juin 1960, le général d'armée Salan, grand-croix de la Légion d'honneur, croix de guerre 14-18, 39-45, T.O.E., croix de la Valeur militaire, a fait ses adieux aux armes. A soixante et un ans, l'officier le plus décoré de l'armée française est redevenu civil. Il a repoussé les dernières propositions de De Gaulle pour un poste en Extrême-Orient. Il entend se retirer en Algérie, à Hydra, où il a acheté une villa qu'il a baptisée « Dominique », du nom de sa fille.

Paul Delouvrier aurait préféré avoir un autre citoyen que son illustre prédécesseur parmi ses administrés. Mais un général français ne peut-il pas prendre sa retraite où bon lui semble sur la terre de France, et l'Algérie n'est-elle pas terre de France ?

Le Mandarin pèse quelques jours ses propos et, le 15 septembre, il parle à son tour :

« Nul n'a le droit de décider l'abandon d'un territoire où s'exerce la souveraineté de la France, particulièrement en ce qui concerne l'Algérie. »

La réaction ne se fait pas attendre. Salan, convoqué en France par le ministre des Armées, Pierre Messmer, se voit notifier l'interdiction de retourner vivre en Algérie.

Les hostilités, pour cause d'Algérie française, sont désormais déclenchées entre Salan et celui qui l'appelait son féal de grande qualité. Quelques jours plus tard, Salan juge prudent de mettre une frontière entre lui et la police du

régime. Il s'installe en Espagne avec son aide de camp, le capitaine Jean Ferrandi. Un autre épisode de la guerre d'Algérie se prépare.

Et de Gaulle reparle, avec plus de netteté encore, le 4 novembre[6]. Désormais, le voile est levé. A l'Algérie française de Gaulle officialise sa fin de non-recevoir. Il évoque : « La république algérienne, laquelle existera un jour, mais n'a encore jamais existé. »

Il précise :

« Aussi, sans renoncer à l'espérance qu'un jour le bon sens finira par l'emporter et que des négociations générales s'ouvriront à partir de la fin des combats et des attentats, nous allons, avec les Algériens d'Algérie, poursuivre la marche en avant vers l'Algérie algérienne, en attendant que l'Algérie elle-même puisse, par ses suffrages, faire, si elle le veut, que le fait devienne de droit. Ce qui a été commencé sera continué et développé, de telle sorte qu'en fin de compte la responsabilité des affaires de l'Algérie soit, à tous les étages, assumée par les Algériens. »

Une semaine plus tard, le Conseil des ministres décide d'un référendum pour approuver ou non la politique algérienne formulée par le chef de l'Etat. Deux questions seront posées au pays le 8 janvier 1961, sur l'autodétermination en Algérie et l'érection de cette même Algérie en collectivité territoriale.

Raoul Salan n'a pas été le seul à écouter avec passion les discours du général de Gaulle. Un haut fonctionnaire, secrétaire général de l'administration et, à ce titre, troisième personnage de l'Etat en Algérie, André Jacomet, a analysé avec soin le texte du 4 novembre. Il en tire des conclusions personnelles. Ne pouvant approuver le président de la République, il préfère démissionner. Son éclat, pacifique mais résolu, présage des grands drames de demain. Stigmatisant les inconditionnels qui, par fidélité à de Gaulle, oublient leur attachement à l'Algérie française, son dialogue avec son supérieur direct Paul Delouvrier ne manque pas de hauteur :

« Je n'arrive pas à identifier ma patrie à un homme. Pour moi, la France n'est pas de Gaulle et de Gaulle n'est pas la France. »

Réplique de Delouvrier :

« Entre votre conscience et les devoirs de votre charge, vous avez choisi votre conscience. C'est abominable. Cela, vous n'avez pas le droit de le faire ! »

« Monsieur le délégué général, sans doute n'avons-nous pas la même morale ! »

Delouvrier, sur ses sommets, trébuche :

« Dans quelle situation vous me mettez ! »

Effectivement, face à l'épreuve au-dessus de sa force morale, Delouvrier, sollicite sa relève. Le 23 novembre, il est rappelé à Paris.

Quant à Jacomet, il supporte le poids de l'ire de De Gaulle. Fait sans précédent et contrairement à toutes les traditions, même non écrites, de l'institution, le président de la République le fait exclure du Conseil d'Etat. Sa carrière est terminée. Il marque la longue lignée des condamnés et sanctionnés de l'Algérie française.

Le successeur de Delouvrier, de Gaulle le trouve à Toulouse. A quarante-deux ans l'igame Jean Morin poursuit une carrière brillante. Son passé de résistant – il a été l'adjoint de Georges Bidault au C.N.R. – lui a valu d'être le plus jeune préfet de France. Il est gaulliste et partisan de l'autodétermination. C'est un habitué des besognes ingrates. Il a été l'épurateur de l'administration à la Libération. De Gaulle peut compter sur lui pour imposer sa loi à Alger. Les Algérois ne s'y tromperont pas. Il sera pour eux le « Gauleiter » Morin.

A Paris, de Gaulle le double par un autre de ses fidèles, Louis Joxe, ancien de la France combattante et qui, comme ministre d'Etat, est chargé des affaires algériennes. Dans quelques semaines, avec Gambiez le militaire, il complétera son brelan de l'obéissance. Se doute-t-il, ce trio, qu'il est en fait sous haute surveillance ? A ses basques, de Gaulle a accroché son homme lige, qu'il a glissé dans la place sous Delouvrier. Cette botte secrète du général, avec le titre officiel de directeur des affaires politiques, s'appelle François Coulet. Gaulliste de la première heure, il a été l'un des chefs de cabinet du chef de la France libre. On le dit intelligent et d'un dévouement absolu à son chef. Pourquoi François Coulet a-t-il repris du service actif en 1956 pour se battre en Algérie à la tête des commandos de l'air ? Goût de l'action ou des médailles ? Adhésion sincère à l'Algérie française ? Exécution d'un ordre ? En 1959, sur prescription du général, Coulet redevient civil. Désormais, il est, au gouvernement général, l'éminence grise, l'œil et le bras de l'Elysée. Les partisans de l'Algérie française auront en lui le plus coriace des adversaires. Avec Alexandre Sanguinetti et Christian Fouchet, il composera la troïka anti-Algérie française à l'heure de l'O.A.S.

Les Européens, dans le même temps, font une recrue de choix. Le 15 octobre, Edmond Jouhaud rejoint les siens. Il a sollicité une retraite anticipée pour revenir sur sa terre natale. La Cellunaf, à Baba Ali, dans la Grande banlieue d'Alger lui offre une excellente couverture professionnelle. Il peut se préparer et préparer les lendemains dont nul ne doute maintenant qu'ils seront tragiques.

*

* *

Le 9 décembre de Gaulle s'envole pour un nouveau voyage au Maghreb. Tel le plan Challe il compte balayer le pays d'ouest en est. Aussi débute-t-il par Aïn-Temouchent en Oranie. Voyage courageux certes et non sans risques. Les Européens sont ulcérés, révoltés, prêts à tout. Le F.A.F., le Front de l'Algérie française, remplace l'ancien mouvement d'Ortiz. Des hommes nouveaux sont à sa tête et en particulier Dominique Zattara, un ancien élu d'Alger, un passionné de sa terre.

Les slogans pour conspuer le chef de l'Etat n'ont pas besoin d'être donnés. La foule laisse parler son cœur et éclater sa colère. L'Algérie européenne gronde. Des clameurs hostiles accueillent Charles de Gaulle. Aucun kamikaze ne se dévoile pourtant en ces instants où la vie ou la mort d'un seul homme peut faire basculer une partie du destin. Pourquoi les chefs de l'activisme algérois – ou oranais – n'osent-ils rien tenter ? Nul ne le sait. Or il faut le reconnaître, de Gaulle prend des risques. Sa silhouette se détache lourde et massive. Quelle cible pour un tireur d'élite !... Il y aura un semblant d'alerte. A Orléansville, Morin ayant suspecté quelque chose – qui ne sera jamais démontré – fera modifier l'itinéraire.

A Alger, selon usage ce sont les paras qui ont mission d'assurer l'ordre car on prévoit des journées chaudes. Crépin a cru bien les sélectionner. Il a choisi ceux de la 25^{e} D.P. et en particulier le 18^{e} R.C.P. de Masselot, un régiment d'appelés du contingent. Erreur d'appréciation. Masselot est un roc et ce roc est un « pied noir » de Bougie. 25 ans de Légion ont durci cette solide carcasse qui a son régiment bien en main. Ce que pense Masselot, le para du 18^{e} le pense. Pour Masselot les manifestants européens sont des amis. Par contre les manifestants algériens sont des ennemis surtout lorsqu'ils apparaissent avec le drapeau vert et blanc.

Car, fait nouveau, imprévu, improbable, les Algériens descendent dans la rue. A Aïn-Témouchent, à Orléansville, à Bougie, ils sont là. A Alger, ils déferlent du Clos-Salembier, de la cité Mahieddine, de la Casbah. Aux cris « Yahia de Gaulle ! » se joignent les « yahia Algérie ! » ou « Vive le F.L.N.! ». L'emblème vert et blanc, jadis tracé par Messali Hadj, surgit au-dessus des têtes. Pourquoi cette explosion brutale que personne n'avait prévue ?

Le F.L.N., décimé dans les djebels par l'action conjuguée du plan Challe et du travail des S.A.S., a reporté son effort essentiel sur les villes. Jouant sur les certitudes qu'apporte l'évolution de la politique du général de Gaulle depuis un an, ses militants façonnent une nouvelle opinion de la masse musulmane. Les séquelles de la bataille d'Alger, les vexations qu'apporte l'appareil policier et militaire français, le chômage et la misère des habitants des bidonvilles alimentent un nationalisme un moment étouffé par les lendemains du 13 mai 1958. L'Algérie algérienne formulée par de Gaulle répond à une aspiration sous-jacente du peuplement algérien et les hommes du F.L.N. ont beau jeu de modeler une pâte malléable à une indépendance qui déjà se dessine. En décembre 1960, côté algérien, choisir le F.L.N. c'est opter pour le vainqueur.

Les pouvoirs publics français ont largement favorisé cette éclosion. Les officiers des S.A.U. ont reçu consigne d'inciter leurs administrés à manifester au cri de « Vive de Gaulle ! ». C'était jouer avec le feu en raison des positions prises par l'intéressé. La marée humaine mise en mouvement n'a qu'un échelon à gravir pour changer de registre. De Gaulle lui-même affiche ostensiblement ses sympathies. Il s'avance, la main tendue, vers les Algériens qui l'acclament et dédaigne – juste retour des choses – les Européens qui le huent. Ce cocktail – de Gaulle – F.L.N. – Indépendance – s'avère très vite explosif et sanglant. Le sillage de De Gaulle pendant ce voyage en Algérie est une traînée de sang. 18 musulmans et 6 Européens tués à Oran, 6 Européens, 3 musulmans tués à Bône, 96 musulmans, 15 israélites, 13 Européens tués à Alger[7]. En cette dernière ville, l'affrontement a tourné au massacre d'Algériens profrançais exécutés à l'arme blanche par leurs coreligionnaires.

De Gaulle a prévu d'achever son périple par l'Est Constantinois et plus particulièrement par la ville des événements du 20 août 1955 : Philippeville.

Philippeville est une cité plus européenne que musulmane. Elle est le P.C. de la 25^{e} D.P. et la base arrière de régiments parachutistes dont le célèbre 2^{e}

R.E.P. Paras et légionnaires, entre deux opérations, déambulent à la nuit tombante sur la place Marquet ou sous les arcades de la rue Clemenceau. Ici, plus que partout ailleurs peut-être sur le sol d'Algérie, on se sent en France.

La ville européenne, tassée sur l'amphithéâtre regardant le port, est un dédale de ruelles et d'escaliers. Les véhicules n'y circulent qu'avec peine. La police et l'autorité militaire locales ne cachent pas leurs sympathies pour l'Algérie française et au 2e R.E.P., fortuitement au repos après quelques rudes combats dans l'Aurès, et qui était prévu pour assurer la sécurité du chef de l'Etat, les commandants de compagnie et l'encadrement ne font pas mystère non plus de leurs sentiments. Complicités actives ou tacites sont donc acquises dans un cadre naturel favorable. Dans de telles conditions, l'opération projetée est parfaitement réalisable et présente le maximum de chances de succès et de possibilités d'esquive, le coup fait.

Le commando civil qui prépare l'action a prévu de mitrailler de Gaulle à courte distance sur le chemin de l'aéroport – dans les grands virages près de l'usine à pipes – et plus sûrement dans l'artère principale étroite et bordée de hauts immeubles occupés uniquement par des Européens et aux sorties arrière faciles vers la ville haute. La surprise, les connivences, assureront les quelques instants nécessaires à la retraite et au retour à l'anonymat.

Qui a révélé l'attentat envisagé ? Un israélite, membre du commando et ancien de l'Irgoun, a parlé à des coreligionnaires. Les services secrets israéliens, informés, ont jugé utile d'alerter la présidence de la République française dans l'espoir que leur pays serait payé en retour. L'avenir devait sans doute beaucoup les décevoir...

De Gaulle, prévenu, annule son étape philippevilloise et rentre directement en France. Plus encore que l'attentat, la crainte de tomber entre les mains de militaires insurgés précipite son retour. De Gaulle prisonnier des partisans de l'Algérie française ! Un capitaine para – qui sera par la suite condamné à mort par contumace – y pensait sérieusement et aurait sans doute tenté le coup si l'attentat civil avait échoué. Pour de Gaulle, une page se tourne. Il ne remettra plus jamais les pieds sur le sol algérien[8]. Emporte-t-il avec lui les clameurs de ceux qui l'acclament et de ceux qui le maudissent ? Du moins a-t-il échappé à son premier attentat. En arabe, cela s'appelle avoir la baraka. La baraka, de Gaulle la gardera, mais il en aura besoin.

1 Mohamed Harbi, *op. cit.*, p. 275 : rapport de Ferhat Abbas au G.P.R.A. le 4 août 1960.

2 Un progrès peut être parfois mal ressenti en terre d'Islam. La vie traditionnelle dans les mechtas des douars implique, pour la femme, un certain nombre de servitudes. La première et la plus typée est sans doute la « corvée » d'eau. Photographie classique mais rituelle des fatmas voilées attendant leur tour au puits ou à la source et regagnant leur gourbi ployées sous le poids de leurs jarres. Cette démarche est une occasion de sortie, d'évasion du foyer, de rencontres, de palabres, bref, poussant à l'extrême, une détente, une distraction. L'eau courante amenée dans les nouveaux villages supprime cette cause de sortie et cloître un peu plus la femme. Plus d'un chef de S.A.S. eut ainsi à faire face à des frondes féminines dues, ironie du sort, à ce qui se voulait un mieux-être. Détail révélateur des difficultés nées d'un certain enracinement.

3 Alger, Bône, Batna, Constantine, Médéa, Mostaganem, Oran, Orléansville, Saïda, Sétif, Tiaret, Tizi-Ouzou, Tlemcen.

4 Henri Curiel sera assassiné en 1978 à Paris dans des conditions et pour des raisons mystérieuses, mais indépendantes de l'Algérie algérienne.

5 Cet engagement sera très mal apprécié par l'auteur des *Conquérants*, qui dira à sa fille : « Va te faire tuer dans les djebels, si tu veux, mais pétitionner non ! »

6 Le 3 novembre s'est ouvert le premier procès des partisans de l'Algérie française : celui des Barricades. Il n'est que le début d'une très longue série. Dans le box, à côté du colonel Gardes en grande tenue : Lagaillarde, Susini, Perez, de Sérigny, Demarquet, l'ancien député poujadiste, Ronda. Le tribunal leur accorde d'entrée de jeu la liberté provisoire. Lagaillarde, Ronda, Susini en profitent pour gagner l'Espagne. Les débats reprendront sans eux. Verdict : Lagaillarde, dix ans, Ronda, trois ans, Susini, deux ans avec sursis. Ortiz est condamné à mort par contumace.

7 Tel est le bilan officiel. Il est sans doute largement supérieur. Les appelés du 18^{e} R.C.P., accueillis à coups de fusil, ont résolument riposté et les manifestants ont emporté une bonne partie de leurs morts.

8 Après son voyage, le F.A.F. sera dissous et les arrestations d'Européens s'élèveront à six cents.

Chapitre XXXVI

1er TRIMESTRE 1961 : LE « CLASH » SE PRÉPARE

L'année 1961 s'ouvre sur la perspective très proche du référendum fixé en Algérie du 6 au 8 janvier. Si, en métropole, la campagne se poursuit dans un calme relatif, outre-Méditerranée les passions se déchaînent une fois de plus. Les Européens se battent ouvertement pour le *non*. Le F.L.N., en coulisse, prône l'abstention. L'armée se divise. Les ordres du commandant en chef, le général Crépin, sont nets et catégoriques : « Faites voter *oui !* » L'adhésion à une telle directive est loin d'être totale. Des commandants de secteurs réagissent et appuient en sens contraire[1]. Les chefs de S.A.S. conseillent leurs populations dans le même esprit. On assiste à des scènes curieuses, assez symptomatiques. Des appelés du contingent apposent sur ordre des affiches appelant à voter *oui*, que des officiers viennent déchirer derrière eux. Le haut commandement n'hésite pas à déplacer ses régiments qu'il estime les plus frondeurs. Telle unité du Constantinois se retrouve ainsi sur les hauts plateaux oranais coupée de ses attaches traditionnelles et de ses possibilités d'impact.

Le résultat n'est sans doute pas celui que de Gaulle escomptait. Le *oui* l'emporte, mais il est loin d'être franc et massif. En métropole, il gagne largement mais en Algérie il est beaucoup moins significatif. La participation électorale ne s'élève qu'à 55 %, même si 70 % des votants se sont prononcés pour l'affirmative. Le corps électoral algérien n'a donc entériné les projets du chef de l'Etat qu'à un peu plus du tiers. C'est une victoire à double sens pour ses adversaires. Le F.L.N., qui a préconisé l'abstention, a été en partie suivi et en tire profit. Les tenants de l'Algérie française ont montré leur poids. Les grandes villes, Alger, Oran, ont été des bastions du *non*.

Est-ce ce fiasco relatif qui vaut à Crépin sa relève ?

On prête surtout à l'éminence grise, François Coulet, qui ne l'aime pas, d'avoir obtenu sa tête. Crépin part commander en chef en Allemagne. La porte de sortie est plus qu'honorable, Fernand Gambiez, précédemment inspecteur de l'infanterie, lui succède. Il a cinquante-sept ans, ce petit général gratifié du sobriquet de Nimbus. Plus habile qu'intelligent, doué de bonnes qualités de synthèse, il a su tisser sa toile avec obstination. Il s'est jadis, à la tête du bataillon de choc, glorieusement dédouané de son pétainisme d'un temps. On l'a vu en Indochine et en Tunisie. C'est là que le bât le blesse, surtout dans l'esprit des jeunes officiers, pour lesquels il se présente comme la *capa* sur le taureau. Le général, qui a amené le drapeau à Saigon, qui a subi des vexations à Tunis, arrive, à tort ou à raison, avec une solide étiquette de bradeur. Comme on le sait zélé et ambitieux, on se doute de la politique qu'il vient mettre en œuvre. Gambiez à Alger, les desseins de De Gaulle s'éclairent un peu plus. Il n'en faut pas plus pour élever encore la tension dans les rangs d'une partie de l'armée française.

A vrai dire, depuis quelques semaines, voire quelques mois, un esprit nouveau règne dans les cantonnements. Les cadres ne sont plus en phase avec le chef qu'ils ont, par leur action, tiré de sa retraite de Colombey-les-Deux-Eglises. De Gaulle est devenu la bête noire, l'ennemi. Les slogans injurieux filent à son adresse. Le moindre n'est pas celui de « Grande Zohra » qui assimile le visage le plus connu de France à celui d'une vieille guenon. Des manifestations de mauvaise humeur, tempérées obligatoirement par le règlement, se produisent de-ci de-là. Dans les régiments de paras ou de légion, les commandants de compagnie enterrent leurs morts en rappelant devant leurs cercueils qu'ils sont tombés pour que vive l'Algérie française. Au 1er R.E.P., les incidents prennent une autre dimension. Le colonel Dufour, en décembre, est brutalement muté en France. En janvier, plusieurs officiers subissent le même sort. Motif : avoir organisé, le jour du référendum, une « grève » des opérations pour protester contre l'inutilité apparente du sacrifice demandé à leurs légionnaires.

Car, sur la frontière tunisienne et surtout dans l'Aurès, la guerre se poursuit. Le barrage est toujours hermétique, encore faut-il le couvrir. A quelques portées de fusil des barbelés électrifiés, s'alignent les campements de l'A.L.N. et plus d'un officier piaffe devant leur invulnérabilité diplomatique. Quelques coups de main hardis les réduiraient à rien, supprimant bien des causes de harcèlement. Dans l'Aurès et les Beni-Melloul, la destruction des dernières katibas s'achève, mais les paras de

la 25e D.P. n'ont pas toujours la tâche facile. Dans ce haut lieu de la rébellion, les djoundi rescapés restent de farouches combattants. Sous les cèdres aux reflets bleutés du Chélia ou les falaises ocre de l'Amar-Kradhou, les accrochages se règlent au prix fort. Fin mars, Gambiez se rend sur le terrain. De Mac-Mahon à Kenchela, il visite ses troupes auxquelles il a demandé de faire le « forcing ». Belle image sportive !

Les lieutenants et les capitaines le font, ce « forcing », plus que jamais, non pour plaire à Gambiez, mais pour avoir raison à jamais de l'adversaire. Cela ne les empêche pas de s'interroger. Pourquoi le commandant en chef prescrit-il ce fameux « forcing » alors qu'à Paris le destin évoqué pour l'Algérie n'est pas français ? Nimbus recherche-t-il une nouvelle médaille ? Non, vraiment, les actions du petit général ne sont pas à la hausse[2].

A-t-il du moins entendu ce mot nouveau qui depuis le début de l'année traîne dans les conversations au hasard des pistes, des pitons ou des popotes, voire des états-majors ? Il claque comme une balle trop rapprochée. Est-ce pour cela qu'on ne le prononce qu'avec prudence ? D'où vient-il ? Nul ne saurait le dire d'autant plus qu'il n'est même pas français. Le vocable nouveau, ce ralliement des mécontentements, des espérances peut-être, se murmure d'un trait. Il y a du « clash » dans l'air.

Oui, il y a du « clash » dans l'air d'Algérie. Que faut-il entendre par là ? Bien malin qui donnerait une réponse précise. Révolution, coup d'Etat, bouleversement politique, il y a de tout dans ce maître-mot.

La situation présente, avec son hypocrisie et ses contradictions, ne peut s'éterniser. Il va y avoir un « clash ». Lequel ? Comment ? Par qui ? Nul ne le sait vraiment. Certains font mine d'y croire, d'autres d'être partie prenante. Beaucoup espèrent quelque chose mais sans certitude absolue.

Il n'est point de fumée sans feu, dit le proverbe, et effectivement quelque chose se trame dont le « clash » potentiel rend compte. Il y a même plusieurs choses en gestation avec des chefs et des équipes différents. Schématiquement, il y a le camp espagnol avec Salan, le camp algérois avec Jouhaud, et enfin le camp parisien avec des colonels. C'est de ces derniers surtout que surgira ce fameux « clash », le putsch du 22 avril 1961.

Raoul Salan s'est volontairement exilé à Madrid après ses démêlés avec le gouvernement français. Mis en liberté provisoire, certains des inculpés des barricades, Lagaillarde, Susini, Ronda, ont rejoint aussi la capitale espagnole. Une équipe madrilène Algérie française peut ainsi se constituer. Théoriquement du moins, car, dans la pratique, deux clans s'organisent

séparément. Le député d'Alger, Pierre Lagaillarde, oublie le plus souvent qu'il n'est, aux yeux de l'ancien commandant en chef, qu'un sous-lieutenant de réserve. Le général d'armée Salan entend que l'on respecte son rang. Il trouve à cet égard beaucoup plus d'adhésion et de complicité chez Jean-Jacques Susini. Pourtant l'attelage paraît bien dissemblable. Le jeune Susini n'est que dans sa vingt-huitième année. Il professe certaines idées politiques qui sont bien loin de celles du Mandarin. Mais le personnage sait séduire. Il est intelligent. Ses amis comme ses détracteurs le savent. Sous un front dégarni, les idées se bousculent, servies par une culture déjà bien assise. Il a de l'entregent. Pour Salan, il ne parade pas comme Lagaillarde, mais agit. L'ancien président des étudiants d'Alger a gardé de solides contacts dans cette ville. Il sait ce qui s'y passe et est déjà à ce titre un informateur utile.

C'est à Madrid que Jean-Jacques Susini conçoit un nouveau mouvement. Au début, Salan n'y croit pas. « Un de plus après le F.A.F., le F.N.F., etc.! » Susini a vu tout autre chose que les anciens groupements qui ont fait faillite.

Son mouvement sera clandestin, discipliné, au-dessus des interférences politiques et des querelles de personnes. Son nom : O.A.S. : Organisation armée secrète. Déjà quelques équipes s'emploient à propager ce nouveau sigle sur les murs d'Alger. En quelques semaines, les événements vont le propulser au premier rang. Pendant plus d'un an il sera le pôle de ralliement des ultimes défenseurs de l'Algérie française.

En Algérie, de Baba-Ali, Jouhaud, quant à lui, s'active aussi. Il connaît beaucoup de monde, il est estimé, aimé même, mais il n'est plus qu'un général d'aviation en retraite sans moyens effectifs. En décembre, il a envisagé « un coup » avec deux régiments paras. Les chefs de corps – dont Masselot – ont jugé avec sagesse que c'était prématuré et engagé avec des moyens trop faibles. Jouhaud ne peut donc qu'entretenir la flamme, sonder les bonnes volontés, préparer des ralliements militaires indispensables à toute action d'envergure. Il a l'avantage d'être sur place et bien introduit dans le monde civil. N'est-il pas ici au milieu de ses frères ?

Cette action d'envergure, ce sont surtout des colonels en métropole qui la conçoivent et l'organisent, honnêtes courtiers du putsch, selon les termes de l'un d'eux[3]. Ils sont connus et ont un nom dans les cénacles militaires, ces cinq galons animés de la même passion pour l'Algérie française :

– Argoud, l'ex-chef d'état-major de Massu, en poste à Metz,

– Godard, l'ancien directeur de la sûreté en poste à Nevers,

– Broizat, ancien commandant du 1er R.C.P., en poste à Châlons-sur-Marne,

– Vaudrey, un marsouin ancien du C.S.P., en poste à Paris, tout comme Lacheroy, ancien chef de l'action psychologique en Algérie, Hervé de Blignières, ancien commandant du 1er R.E.C., Jean Callet, qu'on vit à Tébessa avec le général de Pouilly, l'actuel commandant du C.A. d'Oran. Il y a aussi les demi-solde en attente d'affectation ou de mise à la retraite d'office : Romain Desfossés, de retour de Philippeville, Château-Jobert, le para, et puis Jean Gardes, dont le séjour à la Santé n'a pas altéré la détermination.

Ils se réunissent le plus souvent autour de Lacheroy, dont le bureau à l'Ecole militaire assure une relative sécurité. Parmi eux se glisse parfois le grand corps du général Jacques Faure, plus enflammé que jamais. Allure de jeune premier, sportif, la poignée de main avenante, il attire la sympathie, ce divisionnaire, mais il attire aussi les regards et les soupçons. Son patriotisme exacerbé ou son goût de l'intrigue lui ont joué des tours. Il n'est plus crédible et il est surtout trop voyant. Il suffit qu'il ouvre une porte pour que s'engouffre un air de complot.

Derrière les aînés s'affairent aussi quelques anciens du 1er R.E.P. Parmi eux, Pierre Sergent qui, après un séjour écourté au 1er R.E.P., se morfond à Chartres. Fluet, visage de passe-muraille, il brûle d'une foi ardente en sa mission et en lui-même. Il y a aussi et surtout le lieutenant Roger Degueldre.

Degueldre sort du rang. Il a porté le képi blanc. Il a servi au R.E.C. en Indochine sous de Blignières. La légende légionnaire veut même qu'il ait sauvé la vie à son chef. Il a gagné ses galons au feu et à trente-cinq ans il s'engage dans ce qui sera la grande aventure de sa vie. Sa conviction le mènera jusqu'au terme, le 6 juillet 1962, dans les fossés du fort d'Ivry. Colosse, il impose sa force naturelle. Son esprit vif lui permet de saisir aisément les dessous d'une machination. Il sait sans effort être un révolutionnaire, biffant sans hésiter des scrupules qu'il juge dépassés. Par là, il aura toujours, et encore plus par la suite, un côté marginal vis-à-vis de ses pairs dans la rébellion ! Ceux-ci le regarderont comme tel – officier il est, certes, mais issu d'un autre moule.

En janvier, il a été officiellement muté au 4e R.E.I., c'est-à-dire hors paras et hors d'Alger. Alors, il a choisi et s'est enfoncé dans la clandestinité

algéroise. Pleinement intégré au monde civil – pour lequel il n'a qu'une très relative estime –, il se sent à l'aise et bien dans sa peau. Très vite, il a officialisé sa situation. Plus d'un cadre a reçu une lettre où il dit en substance :

« Mon cher camarade,

» Je viens de rejoindre la clandestinité. Les formes traditionnelles de notre combat ne m'apparaissent plus adaptées à l'action à mener pour sauvegarder l'Algérie française. Tenez-vous prêt à agir de même. La légalité est dépassée. »

Une telle missive soulève un problème nouveau et brutal. Un officier français vient de déserter pour mieux mener le combat de l'Algérie française. Les esprits ne sont pas encore mûrs pour une telle attitude, mais ils ne continuent pas moins à s'interroger.

Degueldre, quant à lui, est le maillon entre Alger et Paris. Au 1er R.E.P. il garde des liens fidèles avec ses anciens camarades, s'appuyant avec force sur le corps des sous-officiers dont il fit partie dans un passé encore proche. Sur la ville, il commence à regrouper des hommes, embryon de ses futurs commandos « Delta ».

*

* *

Pour les colonels comploteurs, dont la décision est maintenant bien affermie de tenter un coup d'Etat en Algérie afin de la garder française, il est deux préoccupations essentielles : trouver des hommes et désigner un chef. Les troupes françaises, en mars-avril 1961, sont pour l'essentiel en Afrique du Nord – du moins pour l'armée de terre. C'est donc là qu'il faut recruter. Les liens de camaraderie et de convictions assurent vite quelques pions :

– le 1er R.E.C. du colonel de La Chapelle à Kenchela, dans le Constantinois. De La Chapelle a été jadis l'adjoint d'Argoud et ce dernier sait pouvoir compter sur lui. Effectivement, de La Chapelle, en dépit de ses charges familiales, ne le décevra pas ;

– les 18e et 14e R.C.P. de Masselot et Lecomte, toujours dans le Constantinois.

Et puis, et surtout, les colonels disposent d'une pièce essentielle en raison de son implantation dans la banlieue algéroise et de la valeur de son chef :

le G.C.P., groupement de commandos parachutistes de réserve générale, du commandant Robin. Robin, pied-noir d'Alger, protestant rigoureux, soldat prestigieux, physique de play-boy, est pour ses hommes le dieu Mars. Un qualificatif que, sur le fond, il a bien mérité, aussi bien durant la campagne de France qu'en Indochine, dans les rangs du 5e Etranger[4]. Il a regroupé autour de lui des cadres bien trempés. Le G.C.P., unité relativement récente dans la guerre d'Algérie, apparaît comme une unité de choc digne des meilleures. Derrière Robin et son adjoint Forhan, elle va être le maillon essentiel du « clash » qui se prépare sur Alger. Tout se bâtira autour du G.C.P. Le père de famille nombreuse qu'est Robin n'ignore pas les risques qu'il prend. Il agit néanmoins dans le sens de ce qu'il doit.

Cette notion de devoir est, avec l'exaltation fanatique engendrée par toute situation du type drame algérien, une des composantes essentielles des motivations qui drainent vers la révolte les centurions d'Algérie. Cette révolte apparaît comme un dû et ses conséquences, évidentes pour les plus lucides, comme la rançon de l'action menée depuis plusieurs années sur le sol algérien. Analysant cet enchaînement, certains pourraient même y déceler un fatalisme rendant quasi obligatoire les faits qui vont se produire.

Quelques unités, si valeureuses soient-elles, ne sauraient enlever une décision dans une armée de 400 000 hommes. Un réseau plus ou moins ténu se met en place. Chaque régiment compte au moins une antenne, le plus souvent un officier subalterne. Celui-ci, discrètement, sonde ses camarades. Il jauge les sûrs, les moins sûrs, les indécis, les hostiles. Argoud et ses camarades peuvent faire leur bilan :

– Côté paras, rien à attendre des chefs. A la 10e D.P., Saint-Hillier, compagnon de la Libération, est gaulliste. A la 25e D.P., Autrand, timoré et falot, ne bougera pas, ni dans un sens ni dans l'autre. En revanche, des chefs de corps ont dit *oui*, dont Lenoir, l'ancien adjoint de Bigeard, qui commande à son tour un R.P.I.M.A., le 8e du nom. On peut espérer des sympathies actives aux 1er et 9e R.C.P. ainsi qu'au 2e R.P.I.M.A. Les deux R.E.P. sont douteux. Le 1er a été « épuré ». Le 2e a un colonel dont on se méfie même si les capitaines paraissent acquis ;

– A la légion, le colonel Brothier, patron à Sidi-Bel-Abbès et qui est au courant de tout, a donné son accord. Cela doit suffire pour entraîner les képis blancs, d'autant que les sentiments des cadres de cette troupe traditionnelle de l'armée d'Afrique sont connus. Aux 2e et 5e R.E.I., par

exemple, on ne respire qu'Algérie française. Pour la légion, les conjurés croient surtout détenir l'atout maître : le général Paul Gardy – Paupaul – ancien inspecteur de la Légion étrangère qui a quitté Bel-Abbès il y a à peine dix-huit mois. On le sait populaire car il a bien œuvré pour la légion, lui faisant délaisser ses postes pour une vie d'intervention et obtenant une solde à part entière pour les jeunes légionnaires dès leur engagement[5]. Certes, Gardy a été apprécié, mais un retraité n'est pas grand-chose dans l'armée active. L'expérience le prouvera.

Le corps d'intervention est une chose et la masse des unités dites régulières une autre. Or cette masse occupe territorialement le pays. A elle la garde des postes, des fermes et des villages. A elle l'omniprésence sur le terrain. La quasi-totalité des officiers penche pour l'Algérie française, mais la troupe ? Le contingent, et c'est normal, n'a pas les mêmes raisons d'engagement. Les conspirateurs font un peu l'impasse sur cette « piétaille », se fiant à quelques amitiés ou sympathies de-ci, de-là. On pense beaucoup plus aux S.A.S., eux aussi hommes de terrain et de contact avec la population musulmane. Ceux-là, on est quasiment sûr de leurs convictions. Mais les S.A.S. en leurs douars ne sont rien sans l'ossature militaire qui les couvre. On oublie trop aussi que plus d'un de ces régiments d'infanterie ou de cavalerie qui tiennent les secteurs ou quartiers a à sa tête un gaulliste inconditionnel, placé là pour ses sentiments.

Il reste, bien évidemment, les deux autres armes, la marine et l'aviation. L'aviation ? On espère que Jouhaud, l'aviateur, en fera son affaire d'autant que des généraux de haut rang, Bigot et Nicot, ont donné leur accord. Le premier commande la 5^{e} région aérienne, celle d'Alger, qui eut jadis Jouhaud lui-même pour patron à l'heure du 13 mai. Le second est major général de l'armée de l'air, un poste d'extrême responsabilité. En outre les commandos de l'air du lieutenant-colonel Emery ne sont-ils pas acquis ? La marine ? Elle ne pèse pas ! Certes, en dehors de la D.B.F.M., du commando Guillaume et de quelques « Bananes » ou « Corsaire » de l'aéronavale, ils sont absents du champ de bataille. Du moins peuvent-ils bloquer les côtes comme ils le font depuis plusieurs années face aux incursions du F.L.N. par voie maritime pour ravitailler l'A.L.N.

Quel chef mettre à la tête de ce mouvement insurrectionnel ? Il doit bénéficier d'une audience militaire et si possible civile. Le premier nom retenu est naturellement celui du proscrit de janvier 1960 : Massu. Pressenti par Romain Desfossés, son ancien condisciple au Prytanée de la Flèche,

l'ancienne idole des Algérois se récuse. En disgrâce aujourd'hui, il entend revenir en grâce demain. Il ne croit plus à l'Algérie française et ses pensées comme ses ambitions, sa femme aidant, sont ailleurs.

Jacques Faure, lui, est immédiatement disponible et ne demande qu'à foncer. Ses anciens subordonnés ne se gênent guère pour lui laisser entendre qu'ils ne le prennent pas au sérieux. On a vu pourquoi. Quelques divisionnaires ou brigadiers pourraient à la rigueur se mettre sur les rangs. Mais qui les connaît, à condition encore qu'ils acquiescent ?

Les généraux en retraite, en revanche, ne manquent pas : Jouhaud, Salan, Zeller. Zeller est bien obscur et l'austérité de ce vieux soldat n'a pas de quoi exalter les foules. Jouhaud, l'aviateur, est encore mal perçu par les hommes de l'armée de terre qui sous-estiment son influence sur ses compatriotes et ses qualités réelles. Il reste Salan, mais le Mandarin passe mal, très mal. Son fauteuil doré de gouverneur de Paris, après son poste de proconsul en Algérie, a été sévèrement jugé et n'a pas rehaussé son prestige. Devant un tel camouflet, on démissionne.

« Je ne m'appelle pas Salan », déclare un officier supérieur pressenti pour un poste qu'il juge indigne de ses précédents commandements. Aussi Salan est-il tenu à l'écart. L'intéressé, qui a ses antennes, n'ignore cependant rien et se prépare en conséquence. Plus que jamais il attend l'événement. Il n'a pas la stature d'un de Gaulle pour le préparer, même s'il sait l'utiliser habilement.

Alors qui ? Depuis le 18 Brumaire, chacun sait qu'un coup d'Etat victorieux implique un général. A Londres, en juin 1940, le colonel Charles de Gaulle n'aurait eu aucune audience. Le général, même à titre temporaire, a pris une autre dimension.

Il y a bien aussi, en toile de fond, le plus glorieux soldat de l'armée française, le maréchal de France Alphonse Juin, l'enfant de Bône. Mais le maréchal a dépassé l'âge des engagements extrêmes auxquels son caractère ne l'a du reste jamais porté. Il se contente de protestations verbales sans grande portée pratique.

L'homme providentiel surgit là et quand personne ne l'attendait. En mars, à cinquante-six ans, Maurice Challe prend brusquement une retraite anticipée pour refuser de cautionner une politique algérienne qu'il désapprouve. Challe, même si certains civils algérois lui reprochent son comportement et son apparente hostilité lors des barricades, est, pour

l'armée, le chef vainqueur de la rébellion. C'est le soldat intègre et accepté, la recrue capable de drainer les adhésions.

Maurice Challe est, pour l'heure, un tourmenté. Il voit parfaitement où de Gaulle mène l'Algérie et il englobe cette destinée dans une perspective européenne. Il estime l'Occident frappé dangereusement par la sécession future des départements français d'Algérie. Cela, il ne peut l'accepter, d'autant que l'homme de cœur qu'il est songe à tous ceux, militaires ou civils, que la France a compromis à ses côtés depuis des années. Son adhésion à la révolte n'est pas immédiate.

Son dialogue avec les colonels venus lui exposer leurs intentions et lui proposer de se mettre à leur tête est dramatique :

« C'est grave ce que vous me proposez là !

– Moins grave que de perdre l'Algérie, mon général ! »

Dans le secret d'une conscience, le débat a dû être douloureux et ingrat. Fin mars, l'accord tombe. Challe accepte, mais avec une réserve : être le patron, pour canaliser l'action suivant ses vues et éviter les bavures.

*

* *

Durant ce temps, de Gaulle, dans l'ombre ou en pleine clarté, poursuit sa route. Le 16 janvier, au lendemain du référendum, le G.P.R.A. lui a donné un motif de satisfaction en publiant un communiqué où il se disait « prêt », quant à lui à engager des négociations avec le gouvernement français sur les conditions d'une libre consultation du peuple algérien. C'est un grand pas en avant. De Gaulle y répond discrètement. Georges Pompidou, l'un de ses fidèles, bien qu'il n'ait pas fait partie de l'épopée de la France libre, est envoyé en mission secrète pour préparer les futurs entretiens avec le F.L.N.[6]. Il est convenu de se retrouver officiellement à Evian, mais l'intervention, entre-temps, du M.N.A., toujours soucieux d'apparaître comme un interlocuteur valable, brouille un instant les cartes. La première rencontre avait été en principe fixée au 7 avril, mais le G.P.R.A. se désiste à la suite de propos de Louis Joxe affirmant « qu'il rencontrera le M.N.A. comme il rencontrera le F.L.N. ». Ce ne sont là que querelles de coquettes. Les deux parties veulent s'entendre, car là est leur intérêt.

De Gaulle peut maintenant étaler son jeu. Le référendum de janvier lui donne la caution de la légalité. L'opinion métropolitaine est lasse de la

guerre. Des gaullistes sont en place aux principaux rouages de l'Etat et de l'armée. La conférence de presse du 11 avril est explicite :

« La France n'a aucun intérêt à maintenir sous sa loi et sous sa dépendance une Algérie qui choisit un autre destin. Cet Etat sera ce que les Algériens voudront. Pour ma part je suis persuadé qu'il sera souverain au-dedans et au-dehors. Et, encore une fois, la France n'y fait pas obstacle. »

Si Maurice Challe avait encore des hésitations ou des scrupules, désormais il n'en a plus. De Gaulle, par sa conférence de presse, a conforté sa décision. Son Rubicon, en l'occurrence la Méditerranée, « cette mer qui traverse la France comme la Seine traverse Paris », rien ne le retient plus de le franchir. Il fixe la date. Ce sera pour la nuit du 20 au 21 avril car le temps presse devant l'évolution politique de l'affaire algérienne. Pour les conjurés, une course contre la montre débute.

Que veut-il exactement, Maurice Challe, en acceptant de prendre par la force le pouvoir à Alger ? Officiellement, il part pour lever l'étendard d'une révolte qui vise à clamer que l'Algérie entend rester française. Il vise à renouveler en quelque sorte le 13 mai : faire peser sur la politique française, afin de l'infléchir, le poids d'une Algérie révoltée contre l'Etat à seule fin de rester liée à la Nation. Ce raisonnement est-il aussi simple ?

L'ancien commandant en chef en Algérie, l'ancien commandant du secteur Centre Europe de l'O.T.A.N., ne peut avoir des vues du Café du commerce, à la « Ortiz ». Il n'est pas aveugle au point d'ignorer jusqu'où risque de le mener sa tentative. Une fois l'Algérie dans ses mains, il devra s'imposer à Paris même, et cela évidemment, *manu militari* puisque tel est son recours. Il laisse donc sur place un état-major parisien avec Faure, de Blignières, Romain Desfossés, Callet, et lui promet :

« Donnez-moi quinze jours pour m'organiser en Algérie. Après quoi, je vous enverrai un ou deux régiments paras si besoin. »

Maurice Challe, par la suite, sera accusé de légèreté ou d'impréparation. Des exaltés iront plus loin sans fondement aucun. Mal informé du climat réel de l'Algérie reprise en main par de Gaulle, illusionné par les colonels emportés par leur fougue, oui[7]. Sans vision globale du problème à résoudre, non. Mais si Challe est intelligent, il n'a pas l'âme d'un révolutionnaire. Sa tentative avortera faute de moyens extrêmes pour s'imposer. Franco, débarquant à Tétouan, avait fait fusiller les officiers qui refusaient de le suivre. C'est à la fois l'erreur et l'honneur de Challe de n'avoir point voulu l'imiter...

*

* *

On reprochera aussi à Challe et aux colonels d'avoir été légers dans leur préparation et d'avoir examiné surtout l'aspect technique et militaire du coup d'Etat. Grief en partie fondé seulement, car les colonels, avant le 22 avril, ont rencontré des hommes politiques importants qui ne les ont pas dissuadés. François Valentin, Robert Lacoste, Max Lejeune, Jacques Soustelle et bien d'autres savaient. Et alors, une autre question se pose : de Gaulle savait-il ? Ses services de renseignements ne pouvaient ignorer un complot aux larges ramifications. L'arrestation des conjurés parisiens, dès le 22 avril au matin, le prouve. De Gaulle avait intérêt à crever l'abcès.

---

1 Le colonel Romain Desfossés, en poste à Philippeville, sera muté brutalement en métropole pour une telle attitude.

2 Le général Gambiez ne pourra jamais évoquer sa surprise devant la conduite de ses soldats. Sa tournée dans le Sud Constantinois l'avait éclairé. L'auteur de cet ouvrage ne lui avait pas caché ses sentiments : « Nous, les jeunes, nous sommes prêts à tout pour garder l'Algérie française. »

3 Colonel Argoud, *La décadence, l'imposture et la tragédie, op. cit.*

4 Il était à Suez avec le 1er R.E.P., mais a été muté, ayant refusé de faire des propositions de citations qu'il jugeait imméritées, son régiment n'ayant pas véritablement combattu. Ce détail dépeint l'homme.

5 Les légionnaires, par définition étrangers, subissaient jusqu'alors les contraintes du contingent. Pendant la durée dite légale de leur engagement initial de cinq ans, ils ne percevaient que le prêt du soldat, somme plus que modeste attribuée aux appelés. Ce n'est donc qu'au bout de dix-huit mois, en principe, suivant les critères du temps, qu'ils recevaient une solde régulière. Procédé pour le moins bizarre vis-à-vis de mercenaires étrangers. Gardy avait réussi à faire cesser cette anomalie.

6 Georges Pompidou, accompagné du diplomate Bruno de Leusse, rencontre à Genève, le 20 février, puis le 5 mars, Ahmed Boumendjel et Boulahrouf. Le caractère extrêmement secret des entretiens n'interdit pas, bien au contraire, d'assurer le travail préparatoire aux négociations officielles.

7 Un homme voit clair et le dit à ses amis. C'est le général Gracieux, patron des paras. Il est partisan de l'Algérie française mais, honnêtement, il ne cache pas qu'à ses yeux l'aventure est vouée à l'échec. La masse des cadres et le contingent ne s'engageront pas. Gracieux, par la suite, démissionnera et apportera un appui fidèle aux sanctionnés de l'Algérie française. Il témoignera pour la défense au procès Salan. On peut au passage s'étonner de cette complicité qui unit ces cadres supérieurs de l'armée. Il ne faut pas oublier que ces hommes se connaissent parfois depuis plus de trente ans, depuis les bancs des écoles militaires préparatoires parfois, depuis Saint-Cyr souvent, depuis les combats de France, d'Indochine ou d'Algérie toujours. La camaraderie militaire et encore plus para n'est pas un vain mot, entre hommes dont beaucoup se tutoient.

Chapitre XXXVII

LE PUTSCH DU 22 AVRIL

A Alger, le maître d'œuvre du « clash », qui va devenir le putsch, est l'équipe Robin. Le patron du G.C.P. a un P.C. sur les hauts, une bonne connaissance des lieux, des hommes sûrs. Un officier du 3e bureau de l'E.M.I., le capitaine Bayt, spécialiste de ce genre de choses, établit le plan d'opérations. Dans la nuit, les paras convergeront sur la ville et occuperont les points stratégiques : délégation générale, état-major, P.C. du corps d'armée, Maison de la radio, école de police d'Hussein-Dey, etc. La liaison avec les activistes civils permet de se procurer des guides pour diriger les colonnes par des itinéraires sans encombre.

Robin et Lacheroy, qui est arrivé en précurseur, font leurs comptes. Ils disposent du G.C.P., des commandos de l'Air, et des paras de la base aéroportée. Ce sont des troupes solides. Le 1er R.E.P. est fortuitement au repos pour quelques jours, dans son camp de Zéralda à l'ouest d'Alger. Marchera-t-il ?

Du Constantinois, Masselot, Lecomte, de La Chapelle feront mouvement sur Alger avec leurs unités, les 18e et 14e R.C.P. et 1er R.E.C. Un regroupement de la 25e D.P., pour une opération dans le Philippevillois, favorisera leur déplacement[1].

Le coup, initialement prévu pour la nuit du 20 au 21 avril, est au dernier moment décalé de 24 heures. Les conjurés métropolitains gagnent discrètement l'Algérie grâce à des complicités civiles et militaires. Le jeudi 20, en fin de soirée, un Noratlas, piloté par le commandant Schutz et envoyé spécialement par le général Bigot, décolle de Creil. A son bord, trois passagers clandestins : les généraux Challe et Zeller, le colonel Broizat. A Blida, Robin et les siens sont là pour les accueillir. Pour quelques heures, la villa du G.C.P. devient le cerveau de l'insurrection.

C'est là que, dans la journée du 21, Challe reçoit le commandant Denoix de Saint-Marc, qui assure provisoirement le commandement du 1er R.E.P., le lieutenant-colonel Guiraud, qui a remplacé Dufour, étant pour quelques jours en permission en France. C'est une autre entrevue dramatique et capitale. Challe, l'ancien résistant, saura-t-il entraîner Saint-Marc, l'ancien déporté ? De l'issue de la rencontre dépend l'engagement du 1er R.E.P. Si Saint-Marc marche, le régiment formera bloc. Sinon, ce ne seront que des ralliements individuels que Degueldre se fait fort d'obtenir de ses anciens camarades, des sous-officiers en particulier. Au bout d'une heure, Saint-Marc sort de la pièce où les deux hommes se sont retirés. C'est un *oui*. Saint-Marc n'a émis qu'une réserve : pas de casse. Sur ce point, Challe est plus que d'accord. Dès lors, le scénario peut se dérouler comme prévu avec, de surcroît, le 1er R.E.P. comme pion essentiel. Derrière Saint-Marc, les officiers ont dit *oui* aussi. Pour plus de sécurité, les anciens arrivés de France – Sergent, Ponsolle, Godot, de La Briffe, de La Bigne – doublent ceux qui les ont remplacés trois mois plus tôt. Et sur le fond, les capitaines et lieutenants du 1er R.E.P. sont Algérie française[2].

A partir de minuit, l'occupation d'Alger s'effectue sans coup férir, sauf au centre des transmissions, où une sentinelle est abattue par un adjudant du 1er R.E.P. se croyant en légitime défense. Partout, le prestige du béret rouge ou du béret vert force la décision.

La caserne des gardes mobiles, aux Tagarins, est neutralisée par le capitaine Mosconi, debout dans sa jeep avec une cheville plâtrée. Il n'a avec lui qu'une escouade de bérets rouges.

Il est toujours, en de telles circonstances, des épisodes cocasses et d'autres plus dramatiques. Le général Vézinet, qui commande le corps d'armée d'Alger, est un gaulliste inconditionnel. Assailli dans son bureau, il fait mine d'esquisser un geste pour prendre une arme. Il se retrouve littéralement ceinturé par le cadre du portrait du chef de l'Etat qui trônait derrière lui. « Vézinet encadré » sera l'un des grands souvenirs des auteurs de la prise d'Alger.

Le général Gambiez a eu vent que quelque chose se tramait. Courageusement il se porte au-devant du convoi du 1er R.E.P. qui roule sur Alger. Le heurt avec l'élément de tête est sans appel.

« De mon temps, jeune homme, les lieutenants n'arrêtaient pas les généraux », s'insurge-t-il devant le lieutenant Durand-Ruel qui le met en

état d'arrestation.

La réplique de Durand-Ruel le cingle à jamais :

« De notre temps, les généraux ne bradaient pas l'Empire ! »

Bradeur ! Bradeur, Gambiez ! On y revient sans cesse. Pauvre Nimbus ! Il a trahi deux fois : ses maîtres, qu'il a mal servis, n'ayant pu prévenir l'événement qu'il savait sous-jacent ; ses subordonnés, qu'il n'a su ni comprendre ni protéger de leurs démons[3].

Le samedi 22 avril, Alger se réveille au son des marches militaires que diffuse Radio-France, nouvel indicatif de Radio-Alger. Un vent de folie envahit la ville. Des drapeaux apparaissent aux fenêtres. La population applaudit et congratule les paras. Les cinq syllabes de l'Algérie française martèlent les artères. Ce que personne n'osait plus espérer s'est produit. L'armée s'est révoltée. Ils avaient raison ceux qui disaient que l'armée ne laisserait pas faire. Ah, l'armée, quel mythe pour les civils !

Effectivement, Challe et ses compagnons tiennent la ville. Morin, Gambiez, Vézinet, Saint-Hillier, un ministre même, Robert Buron, pris au piège alors qu'il était en transit, sont prisonniers des paras ou des légionnaires. Challe peut retrouver son ancien bureau au quartier Rignot et les colonels de Paris reprendre des postes de responsabilité. La radio, entre deux fanfares, diffuse la proclamation de Challe et la liste sans cesse croissante des unités ralliées. Le 18^{e}, le 14^{e} R.C.P. arrivent comme prévu. Arrive aussi le 1er R.E.C. avec les harkis d'Edgar-Quinet du commandant Guizien[4]. On annonce l'adhésion du 27^{e} dragons du colonel Puga, un régiment du contingent, du 7^{e} R.T.A., un régiment de tirailleurs algériens, du 1er R.I.M.A. du commandant Loustau en Grande-Kabylie, etc. Apparemment, c'est la victoire.

En fait, il n'en est encore rien. Alger n'est pas l'Algérie. A Constantine, le général Gouraud, le neveu du manchot de 14-18, n'a pas la fermeté d'âme de son glorieux parent. Il joue la valse hésitation, ne se décidant pas à opter franchement. A Batna, Ducournau a choisi la fuite, c'est-à-dire d'attendre le vent. Il avait pourtant donné son accord à Masselot et à de La Chapelle. A Bône, Ailleret, pressé par Buchoud, qui commande le secteur de La Calle, attend. Attendre et, bien évidemment, voir. Tels vont être les maîtres mots des généraux.

A Oran, le putsch n'a pas fait école. Gardy est bien arrivé dans son ancien fief de Sidi-Bel-Abbès. Brothier l'a reçu avec égards mais il n'engage pas la

légion comme il l'avait promis. Oran, en conséquence, ne bouge pas et le général de Pouilly, qui commande le corps d'armée, s'affirme loyal envers Paris.

Pour Challe, c'est maintenant l'heure de la persuasion. Accroché au téléphone, il tente de rallier ses anciens subordonnés. Zeller envisage de partir sur Constantine convaincre Gouraud. Le temps passe mais rien de vraiment concret ne sort du quartier Rignot. Sauf, peut-être, une décision ferme : envoyer Argoud, qui arrive du Constantinois, à Oran avec le 18e et le 14e pour résoudre le problème oranais.

En ces heures où la victoire semble sourire avec un premier coup heureux, personne ne veut prendre de décision brutale. Dans un camp comme dans l'autre. L'expérience du 13 mai a montré que le camp du vainqueur pouvait mettre quelque temps à se dessiner. Challe, quant à lui, a au moins pris une option. Il refuse le concours des civils, qui pourtant se pressent à sa porte. Il veut continuer à traiter entre militaires. Encore et toujours les séquelles des barricades.

Il n'est qu'un seul révolutionnaire parmi tous ces uniformes et ces galons, mais il est d'un grade trop modeste pour être écouté en cette journée où la hiérarchie a conservé tous ses droits. Ce révolutionnaire, c'est Roger Degueldre. Dans la matinée, il pénètre dans le bureau de Godard, son colt à la main :

– Mon colonel, j'ai sous la main quelques salopards, Morin[5], Gambiez et compagnie. Je vais aller les flinguer !

– Degueldre, vous êtes fou !

– C'est bon, c'est foutu ! Je reprends le maquis !

De rage, il lance son pistolet à travers la pièce et s'éclipse, pour replonger dans la clandestinité dont l'opération l'a tiré quelques heures plus tôt. L'échec du 22 avril ne le prendra pas au dépourvu. Les conjurés, quant à eux, refusent de brûler leurs vaisseaux.

Comment ce putsch est-il ressenti dans toute l'Algérie ? Dans la population européenne, c'est bien évidemment l'euphorie, encore que la prudence tempère parfois l'allégresse. Côté musulman, c'est le calme et le silence absolu. Les Algériens paraissent étrangers aux événements qui se déroulent sous leurs yeux. Le F.L.N., en ces journées, ne tentera aucune réaction, même pas militaire. Il n'en a peut-être pas les moyens sur ce plan.

Et l'armée ? Pour les centurions dans l'attente du « clash », c'est une explosion de joie et d'espoir. On attendait Massu, Bigeard peut-être. C'est Challe ! Quelle garantie de sérieux, de solide ! Challe, un homme intelligent, honnête. Pendant quelques heures, pour les capitaines et les lieutenants des régiments paras, l'annonce est trop belle pour être vraie. Challe, c'est une certitude de succès pour l'Algérie française.

Si ce sentiment est partagé dans l'ensemble par les officiers S.A.S., il est loin d'être général. L'inquiétude prévaut. Où va mener cette aventure ? Et les familles en métropole ? Quant à la base, c'est-à-dire le contingent, elle est surprise par un événement auquel rien ne l'avait préparée. Dans l'immédiat, rien ne se décide mais on ne peut parler d'adhésion.

Et en France ? Le gouvernement est-il surpris ? Si les journaux du soir étalent de gros titres à sensation, le pouvoir ne pouvait ignorer. Ce complot avait eu trop de comploteurs dont certains fort bavards. La date et les modalités exactes d'exécution restaient seules dans l'ombre. La première réplique est donc immédiate. Dès le 22 au matin, Faure et les colonels parisiens sont arrêtés au domicile du capitaine de Saint-Remy[6]. Les velléités d'action en région parisienne sont décapitées.

Pour jauger la situation exacte et prendre les décisions voulues, de Gaulle expédie en Algérie Louis Joxe, le ministre, et le général Olié, chef d'état-major des armées. Un beau soldat, Olié, premier partout et arrivé comme prévu au sommet de la pyramide militaire. De Gaulle compte sur lui pour suppléer Gambiez, défaillant par suite des événements. Les deux émissaires ne peuvent que dresser un premier constat de carence. La rébellion, au soir du 22 avril, paraît un instant l'emporter en Algérie. A Télergma, l'aérodrome militaire de Constantine, la *Caravelle* de Joxe et Olié échappe de peu à l'interception par les paras du 2^{e} R.P.I.M.A.

Effectivement, au soir du 22 avril, la situation paraît se conforter pour les insurgés. Argoud est arrivé à Oran avec deux régiments paras. On peut *a priori* lui faire confiance, d'autant que Brothier semble animé des meilleures intentions. Dans le Constantinois, Gouraud vacille toujours mais à la 25^{e} D.P. il y a encore du positif. Le 2^{e} R.E.P., entraîné par ses capitaines, part sur Alger pour se mettre aux ordres. Au 1er R.C.P., on se montre sympathisant. Autre élément favorable, la 10^{e} D.P., elle aussi en opération dans le Constantinois, s'engage derrière le colonel Ceccaldi, qui est pourtant compagnon de la Libération. Le célèbre artilleur de Koufra entraîne avec lui

les 6e et 2e R.P.I.M.A. et le 9e R.C.P. Pratiquement, à un régiment près – le 3e, l'ancien régiment de Bigeard[7] – les deux D.P. ont basculé dans la rébellion. A la légion aussi ça bouge, surtout aux 2e, 4e et 5e R.E.I. Le commandant Camelin, qui commande un E.M.T. – l'équivalent d'un bataillon – prend sur lui de marcher sur Oran avec ses képis blancs.

*
* *

Le 23 au matin, rien n'est perdu, rien n'est gagné et beaucoup reste à faire pour les conjurés afin de s'imposer en Algérie. La journée va être pour eux celle de l'enlisement.

A Oran, Argoud marque le pas. Brothier le lâche et freine la légion, même si quelques-uns de ses officiers, dont son adjoint, le colonel de Baulny, s'efforcent de le faire basculer. De Pouilly ne veut rien entendre et reste ferme dans son hostilité de principe.

« Mon mari, il est de tout cœur avec vous, avoue Mme de Pouilly à des officiers du 18e R.C.P. qu'elle connaît de longue date, mais votre affaire est trop mal embarquée. »

Mal embarqué. Encore un mot qui reviendra souvent. De Pouilly rejoint Tlemcen où la résistance commence à s'organiser. L'Oranie se détache d'Alger.

A Constantine, Gouraud hésite toujours et son attitude n'arrange rien. L'expectative s'affirme la règle à tous niveaux. Paradoxe de la situation, les unités qui se dirigent sur Alger, pour rallier les insurgés, reçoivent sur leur itinéraire leur ravitaillement normal en carburant. Personne ne dit oui, personne ne dit non, franchement.

A mi-journée, Salan, accompagné de Susini et de Ferrandi, débarque à Maison-Blanche. Serrano Suñer, le beau-frère de Franco, lui a procuré un avion. Challe ne voit qu'avec un demi-sourire apparaître cet intrus. Salan, loyal, se place au second rang. Il prend avec Zeller les pouvoirs civils.

L'élément nouveau se produit en fin de journée. De Gaulle, jusqu'alors silencieux, parle. Il a le ton grave et l'élocution tranchante des grands moments. Une fois de plus il a le sens des formules-chocs :

« Un quarteron de généraux en retraite », s'exclame-t-il, désignant par là Challe, Salan, Jouhaud et Zeller. Un quarteron ! Le mot fait mouche.

Et de Gaulle appuie :

« J'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter aucun de leurs ordres. Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens, je dis tous les moyens, soient employés pour barrer la route à ces hommes-là... »

Le révolutionnaire prêt à tous les moyens, ce n'est pas Challe, c'est de Gaulle. Il ordonne, si besoin est, d'ouvrir le feu.

Cette voix porte. Elle porte un coup terrible et fatal au « quarteron » encore mal assis. Ce n'est pas celle du Premier ministre, Michel Debré, apparu paniqué sur les écrans. C'est celle du chef historique, du libérateur de 1944, du chef de l'Etat, grand parmi les grands.

Les ondes, que personne n'a songé à brouiller, transmettent les ordres de résistance jusqu'au plus lointain des cantonnements. Les officiers légalistes trouvent brutalement autour d'eux l'appui d'appelés marqués par l'exhortation de De Gaulle et que, de surcroît, les consignes des cellules communistes, en certains endroits, commencent à toucher.

Le lundi 24, la situation se dégrade. L'Oranie ne suit pas du tout. Argoud doit faire marche arrière et ses deux régiments de paras commencent à donner des signes de défaillance. Le 18e de Masselot tient ferme mais, au 14e, le ton est nettement à l'insubordination. Lecomte n'est plus sûr de ses hommes. Ses cadres se rebiffent.

Dans le Constantinois, Gouraud a enfin dit *oui*, mais trop tard. La résistance à Alger s'organise autour du général d'aviation Fourquet, un gaulliste fidèle. Les régiments paras sont à leur tour travaillés par le discours de De Gaulle. Le manque de directives fermes se fait nettement sentir[8].

Dans l'Algérois, cœur de la révolte, la situation se dégrade. En Grande-Kabylie, en dépit des efforts de quelques isolés, dont un chef de S.A.S., le capitaine Oudinot, le pouvoir échappe à Alger. A Aïn-Taya, le colonel Bocquet, qui commande le secteur Est Mitidja, prend « le maquis ». Les bases aériennes de Maison-Blanche, Blida et Boufarik se mettent en état d'insurrection et cessent le travail. Les drapeaux rouges apparaissent aux fenêtres à Blida. Les bérets verts du 2e R.E.P. et du 1er R.E.C. doivent être envoyés à Maison-Blanche pour contrôler une situation qui peut devenir explosive. Déjà quelques avions décollent vers la France.

A l'aube du 25 avril, le navire prend l'eau de toutes parts. Le « quarteron » a tenté une apparition au balcon du Forum dans le style 13 mai. La foule l'a ovationné mais, du côté de Challe, l'enthousiasme n'y est plus. Depuis trois jours, il se dépense pour convaincre et rallier. Il

voit son entourage se disperser, les collaborations se refuser, les généraux se désister, les grands chefs des services civils s'esquiver. Surtout, près de lui, un homme sape son énergie. Son ancien chef d'état-major, le colonel de Boissieu, l'a rejoint[9]. Depuis le lundi après-midi, cet officier supérieur dans lequel Challe a confiance, distille le défaitisme. Challe, épuisé, finalement se rend à ses raisons. Il prend sa décision sur laquelle il reviendra un court instant : arrêter et se constituer prisonnier.

En milieu d'après-midi il ordonne à ceux qui l'ont suivi de regagner leurs bases de départ. Minutes dramatiques pour ceux qui ont cru quelques heures que l'Algérie serait sauvée. Se révolter par les armes ou suivre les directives de Challe ? Dans le ciel d'Alger on voit passer les *Noratlas* qui s'envolent vers la France. En rade, les canons de la marine tonnent. Fidèles jusqu'au bout à leur sens d'une révolte qu'ils ne voulaient pas sanglante, les centurions révoltés se résignent. Ils ne tireront pas. A quoi bon ? Où cela les mènerait-il ? En fin d'après-midi, les régiments paras ou de légion se reforment en convoi pour regagner presque tous le Constantinois, d'où ils sont venus. A la nuit tombée, le 1er R.E.P., à pas lents, quitte le gouvernement général et rembarque dans ses camions. Challe, Jouhaud, Salan se mêlent aux légionnaires. Zeller s'est éclipsé dans la foule. Les colonels l'imitent ainsi que quelques officiers, Sergent, Godot, du 1er R.E.P. Ferrandi, l'aide de camp de Salan, Delhomme des commandos de l'air. Peu à peu, les gendarmes mobiles et le 9e zouaves reprennent possession de la ville. Les prisonniers d'In-Salah peuvent regagner leurs bureaux. Le putsch est terminé. Le lendemain matin, Challe, seul, car Salan et Jouhaud ont choisi de disparaître, prend la destination de la prison de la Santé. De Gaulle, une fois de plus, l'a emporté.

---

1 On a pas mal épilogué sur ce regroupement de la 25e D.P. pour une opération d'ensemble dans le massif des Guerbes, entre Bône et Philippeville. Il est fortuit, même si quelques initiés dans les coulisses des états-majors ont insisté pour sa mise en place.

2 Il appartient, pour l'Histoire, de relever l'engagement de ceux qui, ne croyant pas au succès, marchent néanmoins. Le capitaine Coiquaud, qu'on a vu diriger l'assaut au Fedjouj le 11 décembre 1957, est rentré d'un séjour à Pau. Il est sans illusions « Nous n'avons aucune chance. La métropole ne suivra pas. Le contingent encore moins. Mais je marche avec le régiment. Camaraderie et honneur obligent. » Ainsi se brisent des carrières destinées au plus haut.

3 Bien sûr, Gambiez sera, début mai, relevé de son commandement mais son loyalisme sera remercié. Promu grand croix de la Légion d'honneur, il bénéficiera jusqu'à sa retraite de fauteuils dorés avant de recevoir un siège au Conseil d'Etat. Il viendra accabler son prédécesseur, Maurice

Challe, devant le haut tribunal militaire mais se donnera le beau rôle en sollicitant une « justice humaine » pour les officiers du 1er R.E.P.

4 La France, en 1982, apprendra la découverte à Kenchela d'un terrible charnier datant de la guerre d'Algérie : un millier de cadavres d'hommes, de femmes, d'enfants. La responsabilité en sera imputée, par une certaine presse, à l'armée française et en particulier à la 13e demi-brigade de la légion étrangère qui séjournait à Kenchela. Ce sont les harkis d'Edgar-Quinet et leurs familles qui ont payé leur fidélité à la France. (Edgar-Quinet, petit centre de colonisation au pied de l'Aurès, est situé à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Kenchela, sur la route de Batna.)

5 Morin, Gambiez et les autres seront acheminés sur In-Salah, dans le Sud algérien, et retenus prisonniers dans un hôtel transatlantique par une unité saharienne de légion.

6 Le colonel Callet passera trois jours dans une cave avant de refaire surface et de poursuivre sans inquiétude une carrière qui lui donnera ses étoiles...

7 Au 8e R.P.I.M.A. de la 25e D.P., le colonel Lenoir s'était engagé à « foncer », reprochant même à ses camarades leur prudence. A l'heure de vérité, il se fera porter malade et son régiment sera défaillant.

8 Surtout au 9e R.C.P., lui aussi régiment d'appelés.

9 Il s'agit du colonel Georges de Boissieu, cousin du colonel Alain de Boissieu, gendre du général de Gaulle. Cet ancien officier de légion avait bonne réputation dans l'armée. On disait, parlant de lui : « De Boissieu, celui qui est bien ! » C'était tout dire quant à l'autre. Ainsi se colportent les images dans l'armée.

Chapitre XXXVIII

LES LENDEMAINS D'UN ÉCHEC

Pourquoi le putsch des généraux a-t-il échoué ? Sur le fond, il ne pouvait pas réussir. La France, dans son immense majorité, avait renoncé à l'Algérie française. Ce pays, républicain dans ses profondeurs, ne pouvait se mobiliser sur un coup d'Etat militaire destiné à écarter un abandon accepté. En Algérie même, le contingent, rejoignant l'état d'esprit de la métropole, n'avait cure des lendemains de l'Algérie. Dans de telles conditions, l'échec était obligatoire pour les auteurs du 22 avril, qui soldats avant tout, n'avaient pas la mentalité de révolutionnaires susceptibles de s'imposer par la force ou la terreur. Le contexte international était également défavorable mais là, des exemples le prouvent, il est toujours possible de faire entériner une situation acquise. Le rejet du putsch du 22 avril, c'est-à-dire de l'Algérie française, est à imputer aux seuls Français. Et puis, bien sûr, et surtout, il y avait de Gaulle. Il fut à lui seul la digue.

Cela étant, l'insurrection des généraux ne pouvait-elle pas se prolonger ? Pourquoi s'est-elle effondrée aussi vite et sans lendemains ?

Techniquement parlant, il est d'abord deux raisons essentielles : les dérobades de Gouraud dans le Constantinois et de Brothier en Oranie. Les deux hommes avaient donné leur accord le plus formel. Si le général commandant le corps d'armée le plus important d'Algérie avait marché comme prévu, la hiérarchie sous ses ordres, ainsi couverte, aurait obéi. Si, en Oranie, le 1er régiment étranger, le corps le plus prestigieux, s'était engagé, l'ensemble de la légion aurait fait bloc et Oran aurait alors disposé d'un autre capital insurrectionnel.

Gouraud, Brothier sont donc – tous les acteurs du 22 avril sont d'accord sur ce point – les premiers responsables du fiasco. Mais la dérobade a été générale. On a vu le général Ducournau s'empresser de partir en permission à l'annonce de la réalisation d'un projet dont il n'ignorait rien. Attitude qui

ne sera pas isolée. Combien prendront du recul dans l'attente d'y voir plus clair[1] ! Combien, au pied du mur, se désisteront !

Et puis, cela est certain, l'armée du 22 avril 1961 n'est plus celle du 13 mai 1958. Elle a été épurée. Elle est sensible au mythe de Gaulle. Celui-ci a placé des hommes à lui aux points essentiels. La belle cohésion n'existe plus. Elle n'existera plus.

Le putsch a aussi manqué de souffle. Pour donner force au mouvement, il eût fallu des mesures spectaculaires : libération et rapatriement du contingent ; enrôlement massif des civils, réforme agraire pour drainer les fellahs musulmans. De telles décisions, sans modifier l'issue finale, auraient donné une autre force à la révolte des généraux. Le pouvoir gaulliste aurait peut-être dû alors composer avec lui.

Alors, le 22 avril ? Putsch d'opérette ? Peut-être ! Putsch de l'honneur ? Certainement ! De Gaulle dira à ses ministres : « Ce qui est grave, messieurs, dans cette affaire, c'est qu'elle n'est pas sérieuse ! »

Qu'elle n'ait duré que quatre jours prouve qu'il avait raison.

*

* *

Les lendemains du 22 avril seront amers pour les vaincus.

Challe se retrouve à la 10e division de la prison de la Santé. Zeller, camouflé quelques jours chez un parent à Alger, se rend à son tour. Les deux ex-généraux occupent les cellules désertées par Ben Bella et ses compagnons. Ils apprennent à leur tour à arpenter la modeste courette sous le regard des gardes mobiles de faction.

Les autres généraux engagés les rejoignent progressivement : Bigot, Nicot, Gouraud, Petit ainsi que les chefs de corps les plus compromis : de La Chapelle, Masselot, Robin, Saint-Marc, Lecomte, Cabiro, Bréchignac. Sept ans plus tôt, Bréchignac, le chef d'état-major de la 25e D.P., alors jeune commandant, était tombé entre les mains des Viets à Dien-Bien-Phu.

Progressivement, les autres décisions gouvernementales se font connaître. Les unités fer de lance, 1er R.E.P., 14e et 18e R.C.P., G.C.P., commandos de l'air, sont dissoutes. Les deux D.P., dont les chefs ont été manifestement défaillants ou par trop attentistes, sont également dissoutes. Une onzième D.L.I., créée pour la circonstance, regroupe les régiments rescapés de la purge et écope d'un général qui n'est même pas para. En mai,

retirée du champ de bataille, la 11e D.L.I. est rapatriée sur la France et acheminée vers les brumes lorraines. Adieu le soleil et les vastes horizons !

Tous les corps d'intervention plus ou moins compromis ne peuvent être éliminés sous peine de rompre l'équilibre opérationnel en Algérie. L'encadrement seul est frappé. Les officiers des régiments dissous, les meneurs dans les autres se retrouvent aux arrêts de forteresse à Maison-Carrée d'abord, au fort de Nogent, puis au fort de l'Est ensuite. Venus des quatre coins d'Oranie, de l'Algérois ou du Constantinois, ils reprennent en rengaine le « Non, rien de rien, non, je ne regrette rien » que lançaient les légionnaires du 1er R.E.P. en quittant Zéralda, après la dissolution de leur unité. Ils sont là, derrière les hauts murs, paras, légionnaires, marsouins, aviateurs, marins même, unis par une passion mal éteinte[2].

La justice militaire entame une procédure que le pouvoir veut rapide. Dès le 27 avril, un décret gouvernemental a instauré un haut tribunal militaire. Président : Maurice Patin. Membres : de hautes personnalités militaires dont le grand chancelier de la Légion d'honneur et celui de l'ordre de la Libération. Un autre tribunal militaire, plus modeste, se met également en place pour juger les subalternes.

En fait, la répression sera relativement modérée. Les magistrats sont sensibles aux motivations patriotiques des inculpés. Il y a aussi trop de dessous douteux. L'affaire Si Salah fait partie de ces zones d'ombre qui apportent des circonstances atténuantes. Quoi qu'il en soit les faits sont là : il y a eu insurrection les armes à la main contre l'Etat, et la République, dans son principe, a été menacée.

Ces procès ont leurs temps forts. Les témoins sont de qualité. Les ténors du barreau se retrouvent derrière Jean-Louis Tixier-Vignancour ou Jean-Marc Varrot. Le public, passionné, est acquis aux accusés. Les séances ne peuvent être que chargées d'intensité dramatique.

Le général Gambiez vient à la barre accabler Maurice Challe. Il n'ignore pas qu'on lui reproche son manque de clairvoyance, aussi ne ménage-t-il pas son ancien condisciple :

« On ne nous a pas appris à Saint-Cyr à nous méfier de nos camarades... »

Un jeune capitaine du 1er R.E.P. donne aux débats leur tragique dimension humaine. La voix parfois brisée par des sanglots qu'il ne peut retenir, il brosse un tableau des paysans du Tonkin abandonnés sur la rive indochinoise. Il évoque le tableau de toutes les missions qu'on leur a

imposées, à eux, militaires de carrière, pour garder l'Algérie française. Il rappelle les ordres reçus : écraser les terroristes par tous les moyens, « casser du fell, bien sûr », rallier les indécis, enrôler des supplétifs, compromettre des élus, déplacer des familles. Il lance à haute voix :

« Devons-nous maintenant nous renier ? »

Et le saint-cyrien qu'il est, relevant l'orgueil national qui l'anime ainsi que ses camarades, a cette image : « Le patriotisme à nous, officiers, c'est notre bleu de chauffe ! »

On voit aussi parfois un sourire amusé sur le visage du président. Ce procès, qu'il doit juger, est-ce celui des capitaines du 2e R.E.P. ou celui de leur chef de corps, le colonel Darmuzai qui, au soir du 22 avril, a laissé son navire en pleine tourmente et s'est retrouvé le lendemain, moderne Soubise, abandonné de ses troupes qui avaient pris la route d'Alger ? Cette défaillance ne l'a pas empêché de réclamer la dissolution de son régiment et le passage en tribunal militaire de ses officiers. Un cas unique pour un colonel, père de régiment, selon la vieille tradition de l'armée française !

La noblesse du propos réapparaît avec le colonel de Sèze, grand seigneur de la légion étrangère, venu témoigner pour l'un de ses anciens subordonnés, le commandant Camelin. Il ne mâche pas ses mots, ce colonel :

« Lorsque je vois, messieurs, cet officier dans le box, je me sens responsable. Aussi longtemps que j'ai commandé le 2e étranger, je n'ai cessé de répéter à mes officiers qu'il fallait par tous les moyens s'opposer à la politique algérienne du général de Gaulle. »

Les verdicts tombent. Challe, Zeller, quinze ans de détention, Challe, lors de sa reddition, était persuadé qu'il serait fusillé. Masselot, l'actif patron du 18e, pensait de même. Il n'aura que huit ans. Les généraux oscillent entre 5 et 10 ans. Denoix de Saint-Marc, figure vedette de ces procès, pour avoir entraîné le 1er R.E.P. prend dix ans. Ceux pour qui la notion de préméditation n'est pas retenue bénéficient du sursis. Sursis donc pour Petit, Bréchignac, Cabiro.

Sursis aussi pour les officiers subalternes qui défilent devant le tribunal des forces armées : 1er R.E.P., G.C.P., 2e R.E.P. Ils se suivent, ces capitaines ou ces lieutenants qui, du jour au lendemain, se retrouvent brutalement civils et sans emploi. Un rêve s'effondre. Une vie se brise.

Ces proscrits, une trouvaille journalistique les baptise : ce sont les Ex, ou les soldats perdus. A l'Algérie française, ces Ex estiment au fond d'eux-mêmes avoir sacrifié plus que leur vie : leur métier. S'ils sortent la tête haute, ils s'éloignent frappés d'une blessure qui ne guérira jamais[3].

Cette répression, même si elle se refuse pour l'heure à faire couler le sang, ne sera pas sans conséquence.

Le général Olié, qui fut, en avril, dans la plus stricte légalité, démissionne de son poste de chef d'état-major des armées. Ce grand soldat ne veut pas cautionner des condamnations d'officiers victimes de leur générosité et d'un contexte historique et politique qui les dépasse. Ce départ rend compte du traumatisme de l'armée devant l'évolution imposée à la guerre d'Algérie. Les démissions à tous niveaux se multiplient. De Pouilly, l'ancien commandant du corps d'armée d'Oran, Gracieux, l'inspecteur des T.A.P., s'en vont. Surtout beaucoup de jeunes brisent leur épée, la rage au cœur. C'est l'exil des meilleurs. Cette hémorragie affaiblit l'armée pour de longues années.

La haine et la rancœur, qui n'existaient pas – ou qui s'estompaient plus de quinze ans après la Libération –, refont leur apparition. Des hommes, voués par vocation au service du pays et profondément éloignés de la gangrène politique, se meuvent en opposants farouches et irréductibles du régime. Son chef devient l'hydre à abattre. Ecartés par sanction ou démission d'un univers professionnel choyé, les Ex et leurs amis seront, des années durant, des adversaires sans merci. Une brèche de plus s'est ouverte dans l'unité nationale.

Du moins l'armée est-elle matée. Des inconditionnels, promus, par le vide créé, à des postes qu'ils n'auraient osé espérer, l'embrigadent. Les actions diverses seront le fait d'isolés. Aucune unité constituée ne participera à un quelconque soulèvement. La grogne et la mauvaise humeur resteront verbales. Le 22 avril a démontré que l'insubordination pouvait être un sport dangereux.

Ces condamnations, assorties du sursis, auront une répercussion imprévue. Elles rendent disponibles des cadres que l'amour de leur métier eût peut-être rivés à leur tâche. Camelin, Guillaume, Branca, Montagnon, d'Assignies, rendus à la vie civile, sont des voyageurs sans bagages. Ils sont libres pour repartir, outre-Méditerranée, s'intégrer au combat de la dernière chance. L'encadrement de la Résistance qui s'organise réclame des hommes. Et cette Résistance commence à faire parler d'elle très sérieusement.

1 Le général Autrand, commandant la 25e D.P., regardera, en pyjama, l'un de ses régiments, le 2e R.E.P., partir en dissidence sur Alger sans faire un geste pour l'arrêter. Ce régiment partait pourtant sans son colonel ni son commandant en second.

2 Est-ce une coïncidence ? Le 18 juin au soir, plus de cent de ces officiers sont incarcérés à la prison de Fresnes. C'est le résultat des enquêtes judiciaires et du « tri » effectué sur place par le général Ducournau, promu spécialement, au fort de Nogent, au rôle de procureur du roi. Un des hôtes du fort de l'Est a aussi en poche une tout autre invitation. Le colonel Ceccaldi est convié à la réception traditionnelle que de Gaulle offre aux compagnons de la Libération...

3 Libérés, les civils peuvent espérer, théoriquement du moins, retrouver leur profession initiale (à l'exception bien évidemment des fonctionnaires). Les Ex, jamais. Un mur d'hostilité les écartera à jamais de la chose militaire, même au titre de la Réserve où ils auraient pu servir utilement.

Chapitre XXXIX

ÉTÉ 1961 : ÉVIAN

L'intermède du 22 avril terminé, les négociations avec le F.L.N. suspendues en avril par l'irruption du M.N.A. sur la scène politique, peuvent débuter à Evian le 20 mai. La délégation française est imposante, preuve de l'intérêt porté à la rencontre. Derrière le ministre Louis Joxe il y a Bernard Tricot et Bruno de Leusse ainsi que des militaires : le général Jean Simon et le colonel de Seguin Passis[1]. Les Algériens ne sont pas en reste et prennent les choses très au sérieux. Krim Belkacem est leur chef de file. C'est un personnage important : vice-président du gouvernement et ministre des Affaires extérieures. Près de lui, les anciens de ce genre de rencontre : Ahmed Boumendjel et Mohamed Ben Yahia. Chaque fraction du F.L.N. a aussi délégué l'un des siens : Ahmed Francis, un proche de Ferhat Abbas, Saad Dahlab, l'ami de Ben Khedda, et surtout les commandants Slimane et Mendjeli, les yeux du colonel Boumediene.

Entre-temps la France a donné des signes évidents de bonne volonté : elle a décrété l'arrêt des opérations offensives, ce qui permet à l'A.L.N. malmenée de souffler. Elle a libéré 6 000 prisonniers et transféré Ben Bella et ses compagnons de l'île d'Aix au château de Turquant en pays de Loire. Cette nouvelle résidence ne ressemble en rien à la cage lugubre de la Santé. Les prisonniers bénéficient d'une semi-liberté qu'ils pourraient, s'ils le désiraient vraiment, transformer en liberté tout court. Tel n'est pas leur projet. Turquant est un pied à terre confortable pour suivre l'évolution des événements.

Le 13 juin, la conférence d'Evian ajourne – provisoirement – ses travaux. Les deux parties n'ont pu se mettre d'accord sur le Sahara, le statut de la minorité européenne et les modalités d'établissement de la trêve. De Gaulle n'avance qu'à pas comptés pour ne rien brusquer. Il prouve du moins à l'opinion internationale sa bonne volonté et son désir de traiter. Ce n'est donc qu'un au revoir.

Effectivement, les entretiens reprennent le 20 juillet au château de Lugrin, toujours dans la région d'Evian, manifestement propice à ce type de rencontre par la proximité de la Suisse, pays neutre. En toile de fond il y a l'affaire de Bizerte qui a l'avantage de démontrer aux Algériens que l'outil militaire français reste redoutable[2]. Les débats ne durent cette fois qu'une semaine. On capote sur le Sahara et ses richesses que, bien évidemment, le F.L.N. convoite. Le pétrole jaillit et le gaz s'échappe des sables. Ce pactole ne saurait laisser indifférent. La France, qui a tant investi pour ces résultats, maintiendra-t-elle sa détermination ? L'opinion française, qui maintenant souhaite la paix, doit être préparée au prix à payer.

Le F.L.N. négocie mais ses dirigeants ont-ils l'esprit libre et serein ? Plus que jamais les querelles de clans et de personnes les agitent. Deux forces essentielles s'opposent. L'équipe Belkacem, Boussouf, Bentobbal, puise sa légitimité et sa force dans la résistance intérieure dont elle est issue. Le cloisonnement des frontières, en la coupant de ses sources, l'affaiblit considérablement. En revanche, l'E.M.G. du colonel Houari Boumediene dispose d'un outil qui se renforce sans cesse : l'A.L.N. de l'extérieur. Chaque jour, par son invulnérabilité, elle accroît sa puissance et son entraînement.

Les manifestations de ces antagonismes ne manquent pas. Ainsi, le 21 juin, un avion français est abattu par la D.C.A. algérienne au-dessus de la Tunisie. Son pilote est fait prisonnier. La France fait pression sur la Tunisie pour que son aviateur lui soit rendu. Le gouvernement tunisien se retourne à son tour vers le G.P.R.A. Ce dernier, par souci politique, obtempère à la requête, à la grande colère des militaires. L'E.M.G. entendait bien garder son captif, symbole de l'un de ses rares succès militaires.

Entre ces deux blocs, la position du président en titre du G.P.R.A. est inconfortable. Il n'appartient à aucun des deux. Politique avant tout, ayant fait jadis un bon bout de route avec la France, il ne peut se targuer d'un titre de résistant effectif au péril de sa vie. Les anciens centralistes du temps de Messali Hadj, qui ont quant à eux été mêlés à la bataille sur le terrain, Ben Youssef Ben Khedda et Saad Dahlab, mènent l'attaque contre ce politicien trop habile.

Le C.N.R.A. se réunit à Tripoli en août. Peut-il vraiment arbitrer cet organisme où les officiers de l'extérieur ont fait une entrée en force ? Ils sont 19 sur 37. La *vox populi,* c'est eux. Ils peuvent imposer leur choix.

Le nouveau G.P.R.A., troisième du nom, qui sort de Tripoli, désigne un sacrifié et un promu. Ferhat Abbas quitte le devant de la scène, cédant –

ironie du sort – la place à un confrère : le pharmacien Ben Khedda. Ben Youssef Ben Khedda n'a que quarante et un ans, mais est déjà un vieux militant nationaliste. Il a appartenu au P.P.A. puis au M.T.L.D. Il fut alors, en 1954, dans la frange dite centraliste, s'opposant à Messali Hadj. Il a participé au congrès de la Soummam avant de diriger la zone autonome d'Alger en 1956/57[3]. Le voici au premier plan au terme d'un itinéraire qui n'a pas la sinuosité de celui d'un Ferhat Abbas. On lui en sait gré.

Les perspectives de la victoire proche, l'expérience acquise permettent d'écarter les services de l'auteur du Manifeste. Un autre « centraliste », Saad Dahlab, compagnon de Ben Khedda, accède aux Affaires étrangères. Il remplace Krim Belkacem, qui passe à l'Intérieur, aux lieu et place de Ben Tobbal qui ne reste que ministre d'Etat. C'est un compromis. Les militaires sont toujours là derrière Boumediene et les trois « B » aussi. L'antagonisme irréductible des deux clans devra un jour trouver une solution car si Boumediene et les siens ne sont pas vraiment membres à part entière du G.P.R.A., leur ombre menaçante plane sur tous les débats.

Dans l'immédiat, c'est donc à Ben Khedda, plus dur, plus intransigeant, qu'il appartient de guider l'attelage de la résistance algérienne sur le dernier parcours qui, côté français, pourrait apparaître sans obstacle puisque de Gaulle lâche encore du lest.

Le 5 septembre, dans une conférence de presse, il reconnaît que le Sahara fait partie de l'Algérie et qu'« il n'y aurait pas un seul gouvernement algérien, quelle que soit son orientation par rapport à la France, qui ne doive revendiquer sans relâche la souveraineté algérienne sur le Sahara ». Un lourd préalable disparaît et de Gaulle, dans sa résolution d'en finir, fait là une concession de taille au détriment des stricts intérêts français. Pour peser plus encore sur ses partenaires du F.L.N., il joue même sur la partition, précisant que la France pourrait être amenée « à regrouper dans une région déterminée les Algériens de souche européenne et ceux des musulmans qui voudraient rester avec la France ». Cadeau et menace alternent ainsi pour provoquer la reprise et l'accélération de pourparlers.

Mais la guerre d'Algérie dure depuis trop longtemps, a fait trop de victimes, engendré trop de haines, d'engagements et de crainte pour que les choses soient si simples. D'autant que de Gaulle n'entend négocier qu'avec une seule partie : l'adversaire. Il écarte des entretiens Européens, musulmans pro-français. C'est donc encore faire abstraction de trop d'interlocuteurs alors que la guerre continue en Algérie et même en France.

En France, on s'en rend compte dès octobre : les Algériens du F.L.N. restent l'ennemi. Pour protester contre le couvre-feu imposé aux Algériens afin d'entraver les attentats en région parisienne, le F.L.N. organise sur Paris une manifestation de masse. Le 17 octobre, vers 19 h 30, vingt à trente mille travailleurs immigrés convergent vers le centre ville. Ils se heurtent aux forces de l'ordre du préfet de police Maurice Papon.

Les C.R.S. et les harkis algériens interviennent sans ménagement. Une rafale tirée par un harki apeuré déclenche des fusillades. Les affrontements deviennent sanglants. Toute la soirée, la police parisienne charge et frappe. Les Algériens sont pourchassés, matraqués, assommés. Le lendemain, des cadavres dérivent au fil de la Seine. Combien de morts et de blessés ? Un silence pudique recouvre cette chasse à l'homme. On sait qu'il y aura 11 500 arrestations effectuées sans mansuétude. De telles échauffourées ne sauraient créer un climat propice aux entretiens de paix. Mais Paris n'est rien par rapport à l'Algérie.

---

1 Ce dernier vient de terminer son temps de commandement à la tête du 8e R.P.I.M.A. de la 25e D.P. Les paras lui reprocheront cette « trahison ».

2 L'affaire de Bizerte n'appartient pas vraiment à la guerre d'Algérie mais s'intègre dans le contexte de désengagement français en Afrique du Nord. La base navale de Bizerte est officiellement concédée à la France depuis l'indépendance tunisienne. Habib Bourguiba, pour satisfaire le nationalisme de ses compatriotes, souhaite la récupérer et, le 19 juillet, fait investir la garnison française. La riposte lui coûte cher. L'intervention de deux régiments paras et de la légion ainsi que du porte-avions *Arromanches* fait 700 morts et 1 200 blessés tunisiens contre 24 tués et 100 blessés français. De Gaulle n'est pas perdant. Il a montré à ses belliqueux paras qu'il pouvait être intransigeant sur la fierté nationale. Cet incident sanglant accélérera toutefois le désengagement définitif de Bizerte, que la France quittera deux ans plus tard.

3 Il fut alors protégé et hébergé par Jacques Chevalier et Mgr Duval. Cette retraite lui permit d'échapper aux paras durant la bataille d'Alger.

Chapitre XXXX

LA MONTÉE DE L'O.A.S.

En Algérie, les Européens ont été assommés par l'échec et l'effondrement du putsch militaire. A Alger, la répression policière succède sans transition à la liesse populaire. Contrôles, perquisitions, arrestations se poursuivent dans une ville reprise en main par le pouvoir. Morin, Gambiez, qui ont retrouvé leurs bureaux, rivalisent de zèle pour faire oublier leur faillite de quelques jours. Partout on recherche généraux, colonels, officiers en fuite ainsi que ceux qui les ont aidés. Alger est une ville en état de siège et c'est pourtant là que les premiers fils se renouent. Trois hommes y jouent un rôle essentiel : Susini, Degueldre et, à un degré moindre, Martel.

Jean-Jacques Susini a l'avantage d'être chez lui. Ses complicités sont nombreuses. Il a, lui, l'ancien président des étudiants d'Alger, de solides amitiés politiques. Le procès des barricades lui a donné une carrure de chef. Degueldre, s'il n'est clandestin que depuis quelques mois, s'est parfaitement intégré dans le paysage algérois. Il a lui aussi ses caches et ses partisans, l'échec du 22 avril ne l'a pas surpris et, durant les journées insurrectionnelles, il a préparé d'autres lendemains. Il a pu se renforcer en armes et profité de l'éclatement de son ancien régiment pour regrouper des fidèles.

Martel a d'autres cartes. Il a surtout, moitié par hasard, moitié par le jeu de ses vieilles relations dans le monde rural, deux otages de poids : les généraux Salan et Jouhaud. Dans la nuit du 25 au 26 avril, ceux-ci ont quitté Zéralda et le 1er R.E.P. pour trouver refuge chez un colon proche de Martel. Maintenant le Chouan veille sur eux avec un soin jaloux, les abritant dans des fermes sûres de la Mitidja. Jouhaud se retient difficilement d'éclater devant cette claustration imposée par leur cerbère mystique. Salan, plus souple, lâche du lest, alignant quelques références à Jeanne d'Arc car il sait parfaitement qu'ils sont entre les mains de leur irascible et dévot protecteur. Salan a néanmoins pour Martel quelque sympathie, même s'il le

juge passablement farfelu. Il le devine honnête et cette qualité compte à ses yeux.

Début mai, Degueldre réussit à reprendre contact avec les principaux conjurés militaires dispersés dans Alger : Gardes, Godard, Sergent, Godot. L'épreuve n'a pas infléchi leur détermination. Ils sont bien décidés à aller jusqu'au bout. Deux colonels, pourtant, rompent le fer. Lacheroy et Argoud s'exilent. Le départ du second sera, par la suite, amèrement ressenti par le général Salan. Il lui écrira en vain pour lui demander de venir prendre un commandement important dans l'O.A.S. Algérie. Argoud en décidera autrement. Pour lui, la page de l'Algérie est pratiquement terminée. Incarcéré un temps à Madrid par Franco, puis relégué aux Canaries, il finira, au printemps 1962, par rejoindre l'Europe. Là, le combat se termine et Sergent et ses camarades occupent le terrain. Réduit à un rôle d'état-major à un niveau élevé mais sans pouvoir effectif, le colonel Argoud poursuivra, après le 1er juillet 1962, son action contre le pouvoir gaulliste. Elle n'appartient plus à la guerre d'Algérie même si elle en est une des séquelles.

Civils, avec Susini, militaires, avec Degueldre, se retrouvent dans un appartement algérois à la mi-mai. Grâce à Susini, le sigle O.A.S. est devenu une réalité physique sur les murs d'Alger. *A priori* il n'est plus un mythe. Godard peut définir l'organigramme de cette O.A.S. naissante et fixer les places de chacun sur un échiquier qui est encore essentiellement urbain et limité.

Le sommet évident de la pyramide est Raoul Salan, avec qui le contact a été renoué par Jean Ferrandi. Edmond Jouhaud est naturellement son second. Le prestige des deux généraux est intact, surtout vis-à-vis de la population, en dépit de l'échec du 22 avril. Le bouc émissaire de la tentative avortée est Maurice Challe. Entre les civils et l'ancien commandant en chef de janvier 1960 se dressent toujours les barricades.

« Pourquoi a-t-il refusé notre concours durant le putsch ? » « Pourquoi a-t-il flanché si vite ? » accusent les uns et les autres. Certains même n'hésitent pas à le qualifier de sous-marin gaulliste, la virulence méditerranéenne s'en mêlant. Pour Raoul Salan, en revanche, quel revirement brutal ! Les temps du bazooka sont loin. Du 22 avril, on ne saurait rien lui reprocher. Il est arrivé trop tard et Challe monopolisait les pouvoirs. On est heureux et reconnaissant de le voir, lui, le général bardé d'honneurs, tout remettre en cause. Les « Vive Salan » s'étalent sur les murs

près des trois lettres noires O.A.S. Quant à Jouhaud, l'enfant du pays, on le regarde, bien sûr, avec les yeux de Chimène.

Il y a encore un autre général en course. Paul Gardy, lui non plus, n'a pas renoncé. Il fait même preuve d'une verdeur et d'une ténacité extrêmes. Il devient responsable de la zone dite algéroise.

Auprès des trois généraux, quatre grandes branches se partagent les responsabilités :

– Gardes prend l'O.M., l'organisation des masses,

– Godard, adjoint de Gardy, se charge des relations militaires. On espère encore de ce côté-là,

– Susini a l'A.P.P., l'action politico-psychologique,

– Perez, enfin, est officiellement le chef de l'O.R.O., l'organisme renseignements-opérations, qui doit être le bras séculier de l'O.A.S. L'homme-clé dans la pratique de cette activité est Roger Degueldre, patron en titre du B.A.O., le bureau action-opérations.

Les pions sont en place. L'O.A.S. peut démarrer. En cette période estivale elle va, sur Alger, reposer sur Gardes, Susini et Degueldre. Gardes, infatigable araignée, véritable terre-neuve, va de porte en porte dresser les maillons de la prise en main de la population. Susini se glisse habilement dans le sillage de Salan, l'extrait des griffes de Martel et se présente comme le maître à penser et le porte-parole de l'O.A.S. Degueldre, quant à lui, avec ses hommes, « durs » de Bab-el-Oued ou légionnaires déserteurs qu'il organise en commandos – les Deltas – commence à faire parler la poudre.

Sur cette route deux rescapés du 22 avril ne sont pas partants. Peut-être parce qu'ils arrivent de France et qu'ils ont perçu les réalités métropolitaines. Pierre Sergent et Jacques Godot estiment que la clé du problème ne se situe pas uniquement sur le sol algérien et qu'ils doivent donner un autre aspect à leur combat. C'est la France qu'il convient de faire basculer. Ils reprennent donc le chemin de la métropole pour y fomenter une nouvelle rébellion. Ce n'est pas un parti facile qu'ils prennent là.

Au départ de Sergent et de Godot, l'organigramme de Godard marque un tournant. Le putsch d'avril avait été un mouvement intrinsèquement militaire. L'O.A.S. se veut une résistance mais une résistance qui aura, à l'expérience, deux visages bien distincts. Elle sera une O.A.S. métropolitaine et une autre totalement différente que l'on peut qualifier – bien que le mot n'ait guère été prononcé – d'O.A.S. algérienne.

Celle-ci est de souche civile et populaire. Certes, ses principaux chefs viennent de l'armée : Salan, Jouhaud, Gardy, Gardes, Godard. Ils sont les meilleurs drapeaux possibles, d'autant qu'aucun homme politique de dimension nationale n'ose, parmi les Européens d'Algérie, franchir le pas. Les députés locaux se plaignent, protestent, mais ne vont guère plus loin. Le relais est pris par des hommes qui se sont mis en relief lors des grands mouvements algérois : Susini, Pérez, Martel, Zattara, Kerdavid sur Alger, Robert Tabarot, Tassou Georgopoulos, Pancho (Georges Gonzales), Brun sur Oran. A ces locaux viennent s'adjoindre des officiers volontaires pour lutter jusqu'au bout. L'amalgame se fait bien et derrière eux embraye la foule pied-noir d'Alger, d'Oran et des principales cités.

L'unanimité se fait très vite autour de ces structures où l'élément militaire impose ses vues. Le pays, il est vrai, a besoin d'espoir. Cette O.A.S. qui apparaît, qui se manifeste concrètement, qui agit, c'est une nouvelle bouffée d'espérance. C'est peut-être même la dernière chance de salut pour garder l'Algérie. Alors, dans leur quasi-unanimité, les Européens se mettent à l'unisson de l'O.A.S. Sympathisants, tous. Militants, c'est autre chose. Du moins l'accord se fait sous le sigle de l'O.A.S. et, derrière ses chefs, soldats apolitiques, se regroupent pêle-mêle toutes les sensibilités du pays autour d'un même objectif : Algérie française. Le reste, on verra après.

Elle est symptomatique d'une adhésion populaire, cette réflexion d'un républicain espagnol, exilé à Oran depuis la fin de la guerre civile et disant, non sans malice, au commandant Camelin, l'adjoint du général Jouhaud :

« Eh voui, mon commandant, avant j'étais commouniste, maintenant j'y souis oune fasciste... »

Ce brave homme, avec son accent catalan, pensait bien que c'était là la dernière chose qu'on pouvait lui reprocher.

Ce réfugié, comme tous les autres à ses côtés, se bat pour rester sur la terre où il a trouvé vie et refuge. Garder son sol, sa maison, son travail, l'O.A.S. algérienne n'a pas d'autres fondements. C'est pourquoi l'Européen d'Algérie y adhère totalement. En Algérie, O.A.S. égale population européenne[1].

*

* *

Personne ne saurait s'avouer officiellement antifrançais ou anti-musulman. Ce serait la contradiction même du combat mené et contraire aux instructions reçues de la tête de l'O.A.S. Salan et les militaires sont profondément patriotes et égalitaires. Ils ne défendent ni hectares de vignes ni hangars sur le port. En revanche, il peut y avoir de mauvais Français et de mauvais musulmans.

En tête des mauvais Français il y a une figure de proue : l'homme de l'Elysée, celui dont vient tout le mal, celui qui se prépare à livrer l'Algérie. Celui-là, il cristallise toutes les haines. Il est le chacal, l'animal pestiféré, la bête à abattre, et le jargon populaire de Bab-el-Oued ou de la Marine ne manque pas d'images sur ce thème... Ses comparses ne pèsent pas plus dans l'échelle des valeurs et leur élimination ne pose pas de problèmes de conscience. Ils sont, comme leur maître, de vils renégats à faire disparaître. La lutte contre ces traîtres, ces agents de l'anti-France – ces hommes de main de De Gaulle que, dans quelques semaines, l'on désignera sous le nom de « barbouzes » – prendra ainsi très vite un caractère de combat sans merci à l'égal de celui à mener contre le F.L.N.

Contre ce dernier, l'O.A.S. n'a pas la qualité des renseignements des paras de la bataille d'Alger. Certes, elle dispose d'informateurs, de bénévoles combien nombreux dans tous les milieux des polices locales. Mais les commissariats de quartier repèrent plus facilement le sympathisant F.L.N. que le terroriste infiltré à la Casbah ou à Diar-el-Mahcoul. Les attentats ont donc très souvent un petit côté aveugle. La vieille animosité contre l'Arabe s'en mêle. Qui n'a pas un ami, un parent proche, un frère ou un fils à venger ? Il y a eu tant de victimes depuis le 1er novembre 1954 ! Des Européens innocents continuent de tomber si ce n'est chaque jour, tout au moins chaque semaine ou chaque mois. La riposte jaillit :

« On prend les MAT ! »

Et les MAT, ces pistolets-mitrailleurs réglementaires de l'armée française, ne manquent pas à Alger ou à Oran.

Une équipe surgit et tire une rafale. Des musulmans tout aussi innocents tombent.

Racisme ! crient les uns. Vengeance ! ripostent les autres !

Le brasier, après sept ans de guerre, de sang, de terrorisme, est prêt pour s'embraser.

*

* *

L'O.A.S., en métropole, est tout autre chose. Elle n'y est point comme le poisson dans l'eau, loin de là. Elle navigue en terrain franchement hostile. Le référendum d'avril 1962 en France (l'Algérie ne participera pas au scrutin) donnera 10 % de *non*, soit donc 10 % de Français partisans de l'Algérie française. Encore le sont-ils avec des nuances et tous ne sont pas favorables à l'O.A.S. En outre, chez ceux qui « pensent bien » il n'y a pas la hantise du F.L.N. débarquant devant sa porte[2]. L'engagement peut donc être plus moral qu'effectif.

Lorsque Sergent et Godot se retrouvent à Paris, tout est à faire. Pour les deux officiers habitués à se battre à visage découvert, la guerre de l'ombre commence. Ils doivent d'abord recruter et là, ils ne peuvent guère être difficiles dans le choix des hommes. Il faut faire feu de tout bois.

Ils frappent chez leurs anciens camarades. Après le 22 avril, de nombreux officiers ont été mutés en France ou en Allemagne. Certains se récusent. Ils ont compris. La partie est trop risquée. D'autres marchent et fournissent renseignements, armes, munitions. Il est des cas extrêmes. Le lieutenant Bernard, un ancien du 2e R.E.P., avec son adjoint, l'adjudant Robin, désarme sa section et récupère une trentaine de P.M. et de fusils. L'affaire fait scandale. Tous n'iront pas si loin et tous ne seront pas repérés. L'armée française de 1980 compte en ses rangs plus d'un officier supérieur ou général ex-militant actif de l'O.A.S.[3].

Côté civil, on trouvera de tout. Des jeunes d'abord. Les « corniches », ces classes préparatoires à Saint-Cyr, fourniront des charrettes entières de futurs internés pour cause d'O.A.S. Le chef de cabinet du premier ministre Georges Pompidou, le général Deguil, y comptera son propre fils[4]. Bien des vocations s'en trouveront à jamais brisées.

Des royalistes s'engageront. Ils ont des filières datant sans doute des temps héroïques de l'Action française. Elles assureront des cheminements et des asiles, en particulier pour les mouvements vers l'Algérie ou l'Espagne. Les anciens d'Indochine, qui ont le mal de l'outre-mer, s'enrôlent aussi derrière Yves Gignac, le secrétaire général de l'A.C.U.F. Ils apportent l'assistance d'une organisation bien structurée au plan national.

Evidemment, tous les milieux sociaux sont représentés mais il y a, il faut le reconnaître, une certaine priorité pour les beaux quartiers. Et là, déjà, l'O.A.S. métropolitaine rejoint l'extrême droite, même si elle compte en ses

rangs d'anciens résistants ou des hommes de gauche[5]. La politique fait une entrée en force avec les équipes issues de « Jeune Nation » et autres tendances dites nationalistes. Elle se retrouve encore avec l'ancien député poujadiste Marcel Bouyer, qui apporte ses amitiés en province. Un futur député républicain indépendant fait ses classes dans l'équipe dirigeante de l'O.A.S. parisienne...

Il est obligatoire que, dans cette citadelle de l'antigaullisme que s'affirme l'O.A.S. Métro, se glissent des revanchards de 44/45. Oh ! ils ne sont pas nombreux. Des bourgeois maurassiens, des collabos bon teint, deux ou trois anciens miliciens, un ou deux vétérans de la *Viking* ou de la *Charlemagne*. Cela suffit. Même en petit nombre ils sont la rasade qui colore le verre.

L'étiquette est collée :

– à Alger, l'O.A.S. est raciste,

– à Paris, l'O.A.S. est fasciste.

Elle ne s'en relèvera pas.

*

* *

Cette O.A.S. dont la présence et l'action vont dominer la dernière année de la guerre d'Algérie que veut-elle exactement ? Ses fins définies, comment entend-elle y parvenir ?

Un maître mot recouvre bien des courants différents et sert de dénominateur commun : Algérie française. A-t-il pour tous la même signification ? Pour plus d'un Européen, il signifie la sauvegarde d'une situation acquise. Il est la défense du terroir, du lieu d'existence, du mode de vie. Rien de plus conservateur que cette perspective à laquelle on ne peut reprocher d'être légitime si elle ne repose pas sur des privilèges excessifs.

Pour certains civils, une infime minorité mais qui agit, l'objectif est un changement complet de régime. Quelques-uns des meneurs en vue travaillent en ce sens. Jean-Jacques Susini, d'un côté, Robert Martel, d'un autre, sont de ceux-là qui n'ont pas obligatoirement une vision politique basée sur des principes démocratiques. La présence des militaires les oblige à refouler – provisoirement sans doute – leur idéologie.

Car, pour les militaires, le drapeau tricolore d'Alger à Tamanrasset est une vision bien différente. On a vu l'une des craintes de Maurice Challe : que l'Algérie sombre dans un bloc communiste. Gardes, Godard, les

capitaines de l'O.A.S. ont une conception patriotique et peut-être simpliste. Ils veulent une France grande et forte. La présence de l'Algérie aux côtés de la mère-patrie est un préalable à cette grandeur. Ils intègrent les musulmans d'Algérie à cet ensemble dans une évolution sociale qui ne les effraie pas. Puisque neuf dixièmes des habitants de ce pays sont musulmans, neuf dixièmes des préfets, des maires ou des officiers doivent être musulmans. Et ainsi de suite. Ces idées, s'ils ne les expriment pas trop haut devant leurs compatriotes d'outre-Méditerranée, auxquels ils reprochent un certain égoïsme, ils ne se cachent pas de les révéler le cas échéant. La réforme agraire, par exemple ? Eh bien, elle devait être décrétée dès le 22 avril au matin pour entraîner la masse des fellahs. On est loin du grand colonat.

Pour déboucher sur cette nébuleuse de l'Algérie française, les idées, quant aux moyens à employer, divergent. Raoul Salan, qui pourtant en est le chef, ne croit pas à l'O.A.S. Il ne se cache pas d'être surpris par les résultats obtenus. Est-ce là une résurgence de la vieille méfiance militaire face à une mobilisation de l'élément européen ? Peut-être. Plus sûrement, Salan, le tacticien, attend l'événement. Comment le voit-il, cet événement ? Il ne fait guère de confidences sur ce sujet à son entourage. Sans doute a-t-il, pendant un temps, espéré un sursaut des politiques, des grands chantres de l'Algérie française à la Michel Debré. Espoir vite déçu et rancœur mal dissimulée d'où, en janvier 1962, son explosion contre le Premier ministre en exercice pour lui rappeler ses crimes au nom de la défense de l'Algérie française[6]. Début 1962, devant les succès de l'O.A.S., il est possible encore qu'il ait cru réalisable une prise du pouvoir sur Alger par un pourrissement général de la situation. Il n'écarte pas ce schéma et en parle assez longuement à ses officiers.

Le pourrissement, c'est une dégradation générale de la situation à l'image de la Russie d'octobre 1917. Le pouvoir officiel s'avère incapable de se faire entendre et obéir de la rue. Une nouvelle autorité née de l'insurrection larvée dirige de fait. Cette formule reçoit l'assentiment des chefs de l'O.A.S. algérienne, aussi bien civils que militaires, car ils la jugent possible. Elle débouche sur une prise de contrôle progressive de la ville ou plus exactement des deux villes : Alger et Oran. L'affaire de Bab-el-Oued, en mars 1962, s'inscrira dans cette vision. Ailleurs, il faudrait si possible accéder au même résultat par des maquis, des ralliements militaires, des enrôlements de harkis ou de G.M.P.R. Il s'agit donc d'une action étalée dans le temps bien différente du coup de force du 22 avril. Salan est formel sur

ce point : « Il n'y aura pas de putsch. » L'O.A.S., il est vrai, n'en a pas les moyens.

Vaste programme qui oublie que de Gaulle n'est pas Kerenski, que les officiers ne sont pas des révolutionnaires à la Trotski, et que les Européens d'Algérie n'ont pas la faim au ventre pour se muer en desperados.

Vaste programme qui sous-estime le facteur temps, même si certains chefs O.A.S. ont pleinement conscience que la course contre la montre est engagée. Qui l'emportera ? De Gaulle dégagera-t-il la France dans les meilleurs délais ? Entre-temps, l'O.A.S. pourra-t-elle se constituer en force incontestable ?

Là est tout au moins la première ambition de l'Organisation[7] : se présenter en interlocuteur obligatoire. Etre en posture telle qu'aucune situation de règlement du conflit ne puisse s'instaurer sans son aval.

Pourrir la situation, constituer une force crédible. Les objectifs tactiques de l'O.A.S. sont là. Pour y accéder, les idées des chefs ne concordent pas obligatoirement. Les plus absolus, Susini, Degueldre, Le Pivain, verraient même volontiers Alger se transformer en Budapest 1956. Ils savent que les révolutions impliquent du sang. Les autres chefs de file sont plus réservés. Moralement, ils ne sont pas préparés à de tels affrontements fratricides à leurs yeux. Ils jugent, certes, inéluctable le recours aux armes, mais souhaitent réserver leurs coups au seul adversaire, c'est-à-dire au F.L.N. Une raison parmi d'autres de l'échec final est là : l'O.A.S. se refusera à regarder comme l'ennemi l'armée française qui la traque. Elle se refusera tout autant aux formules extrêmes, même si des groupes plus ou moins marginaux les ont utilisées. On n'en est pas encore là. A l'été 1961, l'O.A.S. doit d'abord et surtout démontrer qu'elle existe. Les partisans de l'Algérie française en ont besoin après le K.O. des lendemains du 22 avril.

Ignorer ce fil conducteur serait ignorer le ressort profond qui entraîne l'équipe moteur de l'O.A.S. algérienne. Ceux que l'on verra au premier plan se dépenser sans compter, prenant des risques exceptionnels, agissent sans ambitions personnelles. Guillaume n'aspire qu'à se retrouver sur le pont d'un bâtiment de la Royale. Camelin, Branca, Montagnon ne rêvent que de réintégrer les rangs d'une unité de légion. Le Pivain, plus idéaliste, envisage, la guerre terminée, de se retirer chez les bénédictins[8]. Et Degueldre ? Sans doute le plus averti, il prévoit que tout finira mal. Il vit l'action, se réservant, le jour où les « fells » entreront à Alger, d'aller au Monument aux morts, un P.M. à la main, pour en défendre l'accès jusqu'à

son dernier souffle. Il espère trouver près de lui trois compagnons pour garder les autres faces et tomber en tirant sa dernière salve[9]. La destinée n'a pas voulu qu'il en fût ainsi exactement, mais le matin du 6 juillet 1962 ressemble par beaucoup à ce qu'il avait pressenti.

---

1 On comprend dès lors l'importance apportée par la suite au problème de l'amnistie par les rapatriés. Pour ces derniers, les sanctionnés sont des leurs quelles que soient leurs origines, enfants d'Algérie ou métropolitains, ceux-là qu'on appelle les *pathos*. Les réhabiliter est un acte d'honneur et de fidélité, car ceux qui se sont tant engagés pour les défendre ne sauraient être des réprouvés dans leur patrie.

2 Expression consacrée dans les milieux Algérie française.

3 Les carrières des intéressés n'étant pas terminées, l'auteur, pour des raisons évidentes, s'interdit, sur ce point, de citer des noms.

4 Patrick Edel, candidat à Saint-Cyr, entre à la Santé à moins de dix-huit ans.

5 Le réseau de l'Ouest sera dirigé par le colonel Savelli, compagnon de la Libération, qui purgera par la suite de longues années de détention à Toul.

6 Lettre ouverte à Michel Debré le 29/1/1962 : « Je vous désigne nommément comme l'assassin du chef de bataillon Rodier. »

7 Dans les sphères dirigeantes de l'O.A.S., on parle de l'Organisation et non de l'O.A.S.

8 Conversation avec l'auteur en redescendant à pied, un dimanche de janvier 1962, d'Hydra au centre d'Alger, soit une quinzaine de jours avant la mort de Le Pivain.

9 Confidences à l'auteur, en mars 1962, à Alger.

Chapitre XXXXI

AVANT LE CESSEZ-LE-FEU

Comme prévu, Gambiez a été remplacé à Alger. A défaut d'une prestance qu'il n'avait jamais eue, son poste lui apportait le prestige inhérent à ses hautes fonctions. La réplique sans appel de Durand-Ruel dans la nuit du 22 avril l'en a dépouillé définitivement. Il ne lui restait plus qu'à s'éloigner dans l'indifférence générale.

Le polytechnicien de cinquante-cinq ans qui le remplace se nomme Charles Ailleret. Il a été déporté pour son action dans l'O.R.A., l'Organisation de résistance de l'armée. Par la suite, il a été plus un technicien qu'un habitué du champ de bataille. Aussi est-il peu connu. Les spécialistes, cependant, n'ignorent pas qu'il fut l'un des principaux artisans de l'explosion de la première bombe atomique française, le 13 février 1960.

Le nouveau commandant en chef débarque donc en terrain nouveau pour lui, mais il ne vient pas pour conduire et gagner une guerre. Il est désigné pour en liquider une. Sa mission ne prescrit plus d'annihiler le F.L.N. Elle est d'assurer l'ordre et le désengagement militaire français. Avec une rigueur toute scientifique, Ailleret aborde son problème. Pas de P.C. à Alger. Il vit à La Reghaïa ou au Rocher-Noir, cette cité administrative, artificielle, créée à l'est d'Alger. Il est ainsi à l'abri d'une émeute. Si besoin est, il refera à Alger le coup de Thiers à la Commune de Paris. Il reprendra la ville en l'écrasant. Il s'entoure d'inconditionnels : Hublot, Fourquet l'aviateur. Il renforce les gardes mobiles qui seront ses prétoriens. Envers les autres corps de l'armée, il n'a qu'une demi-confiance car il suspecte encore trop de sympathies pour l'Algérie française. Face à la rébellion, il applique avec énergie l'arrêt des opérations offensives ordonné par de Gaulle pour bien marquer la volonté conciliatrice de la France. Cet arrêt des opérations offensives équivaut à une trêve côté français. C'est une aubaine pour l'A.L.N., exsangue, d'autant que le gros des paras, on l'a vu, regagne la France en juin. Même si quelques

commandants de secteur organisent encore de-ci de-là un « ratissage » préventif, le cœur n'y est plus. A quoi bon faire tuer du monde ? A quoi bon se faire tuer ? s'interroge plus d'un officier. L'armée française met bas les armes sur ordre, ce qui ne l'empêche pas de continuer d'éprouver des pertes. Les bandes rebelles se reconstituent en partie en toute impunité, jouant sur des désertions que l'issue apparemment inéluctable de la guerre provoque et favorise. Par contrecoup, le terrorisme renaît. Dix-huit morts, quatre-vingt-seize blessés presque tous musulmans les 28 et 29 juillet. Encore douze tués et quinze blessés le 8 août.

Dans cette atmosphère alourdie, dans ce climat où les officiers français n'osent plus regarder de front leurs interlocuteurs, dans cette impatience croissante du contingent de retrouver ses foyers et de mettre un terme à une mission inutile, l'O.A.S. fait sur Alger ses premières armes. Elle débute par des slogans, poursuit par des tracts, prolonge par le plastic. Les explosions – les « stroungas » – deviennent l'opium des Algérois. Une soirée sans vacarme. Que devient l'O.A.S.? L'O.A.S. se meurt ? Une salve de 22 à 23 heures, l'enthousiasme renaît, les fenêtres s'ouvrent, les exclamations fusent. On se croirait presque à une soirée de 14 Juillet.

Le 5 août, les équipes de Susini réalisent un coup spectaculaire. La voix aigrelette du général Gardy se fait entendre durant quelques minutes sur les ondes officielles. La première des « émissions pirates » de l'O.A.S. déclenche sur Alger une folle espérance et un gigantesque tumulte.

L'O.A.S. a démontré qu'elle avait des possibilités. Elle recommencera.

Début septembre, l'O.A.S. métro prend des coups. Un de ses agents de liaison, Maurice Gingembre, est intercepté par Debrosse dans l'avion régulier Paris-Alger. Il s'ensuit une série d'arrestations qui provoquent quelque émoi par les noms des intéressés. Le plus connu est celui du général Vanuxem qui, sous le pseudo de Verdun, vient d'accepter la requête de Pierre Sergent de prendre en main les destinées de l'Organisation en métropole. Il se retrouve à la Santé comme le colonel de Blignières, un des instigateurs parisiens du 22 avril. Interpellé aussi le général de Crèvecœur, qui commandait quelques années plus tôt une colonne de qui on espérait le dégagement de Dien-Bien-Phu. L'O.A.S., brutalement, prend une autre dimension. Elle n'est plus simplement un ramassis d'activistes ou de poseurs de pétards.

A Alger, l'arrestation de Gingembre laisse un instant espérer à Debrosse que la filière qui le mènera jusqu'à Salan s'ouvre devant lui. Non seulement

il arrête la capitaine Noëlle Luchetti, une fidèle du Mandarin, mais encore il se saisit de Mme Salsac, l'épouse d'un médecin en renom à Alger. La malheureuse, qu'il soupçonne d'avoir aidé à héberger le chef de l'O.A.S., est malmenée par Debrosse et ses équipes spéciales. L'affaire Salsac débute. Elle dresse encore plus la population européenne contre le pouvoir. Atterrés, les Européens découvrent que le cas Salsac n'est pas isolé. A la caserne des Tagarins, à l'école de police d'Hussein-Dey, on torture ceux qu'on appelle ici des patriotes. Les séides du chef de l'Etat deviennent la Gestapo gaulliste.

Les gardes mobiles, qui n'étaient pas en odeur de sainteté depuis la fusillade du 24 janvier 1960, apparaissent comme l'ennemi n° 1. Que ne raconte-t-on pas sur leur compte ! Repris de justice, enrôlés dans les centrales ! Les légionnaires de l'O.A.S., qui ont le panache des vrais guerriers, n'ont-ils pas rapporté des cas précis de la dérobade des « rouges » ? Au Mezera, dans l'oued Hallaïl, n'ont-ils pas dû servir des armes de bord des automitrailleuses des gardes mobiles, terrés de frousse au fond de leurs engins ? Les rouges, les voici : gibier de potence, dégonflés, tortionnaires. On ne se fait pas de cadeaux et la garde rend la monnaie de la pièce. Malheur à ceux qui tombent entre ses mains ! Malheur aux logements où ils doivent perquisitionner ! Salan, au début de 1962, non sans emphase, signera à ses capitaines l'ordre d'ouvrir le feu contre les gardes mobiles. On finira par tirer les « rouges » comme des lapins. La bataille d'Alger a changé de partenaires.

Salan, en septembre, a réussi à se débarrasser de son mentor. Il a quitté Martel et sa Mitidja pour le centre ville. Jouhaud, quant à lui, a rejoint Oran pour diriger l'organisation dans sa province natale. Désormais, les chefs sont en prise avec le combat. Salan en profite pour reprendre l'initiative. Le 11 septembre, le chef de l'O.A.S. s'adresse officiellement aux parlementaires français. Il leur dit en substance :

« Laissez les Algériens prendre eux-mêmes la défense de leurs terres », et il propose la mobilisation de huit classes en Algérie.

Deux mois plus tard, le président de la commission de la Défense nationale à l'Assemblée, François Valentin, reprend cette idée. Sa proposition, que d'aucuns baptisent l'amendement Salan, recueille quatre-vingts voix. L'O.A.S. s'affirme une force jusqu'au Parlement. Le pouvoir a de justes raisons de s'inquiéter car, de semaine en semaine, cette subversion apparaît plus puissance.

Sur la France, elle se manifeste constamment par ses tracts et ses agressions. Le plastic entre en jeu comme en Algérie. Un groupe tente même un attentat contre de Gaulle sur l'itinéraire qui le ramène à Colombey-les-Deux-Eglises. Il s'agit encore d'un acte d'isolés, même si ses auteurs bénéficient de larges complicités. Salan se refuse à s'en prendre à la vie de l'Homme du 18 juin et à lancer des tueurs contre lui. Il assume toutefois une décision lourde de conséquences. Sous la pression de Susini et de Jacques Achard, il délègue en France un homme qu'il connaît et estime pour son courage et son efficacité. André Canal, dit le Monocle, industriel algérien, devient ainsi le chef de l'O.A.S. Mission III avec pour objectif de raviver une action que les Algérois jugent trop politique. Canal a lui aussi une conception algérienne du combat à mener dans l'Hexagone. Il veut frapper, et il le fait. Une telle méthode n'est pas obligatoirement perçue et comprise par une opinion éloignée des réalités de la guerre. Les explosions se succèdent. La nuit « bleue » réveille Paris bien avant l'aube du 18 janvier. Des innocents finissent par être touchés et la population, habilement conditionnée de surcroît, désapprouve totalement[1]. L'O.A.S. métro a apporté à ses adversaires des armes pour la terrasser au plan de la guerre psychologique. « Terroriste » et « fasciste », elle devient la réprouvée. Avant même la fin de l'hiver, elle a perdu son combat, quel que soit l'impact de ses ultimes cartouches.

*

* *

En Algérie, où la guerre continue, où le F.L.N. n'a pas renoncé à porter des coups, où la menace de l'indépendance se fait sans cesse plus rapprochée, la situation est tout autre. L'O.A.S., avec l'année nouvelle, y est une force. A Alger, à Oran, ses deux bastions, elle navigue pavillon haut et impose sa marque. Ailleurs, toutefois, faute de potentiel, ses effectifs et ses moyens demeurent limités. Elle reste tributaire de l'appui apporté ou non par des éléments militaires. Comment se présente-t-elle donc, cette O.A.S. dont on parle tant, source de crainte ou d'espérance suivant les cas ?

A Alger, les structures de l'Organisation sont maintenant bien en place. A sa tête, Soleil, le général Salan, chef incontesté, respecté, mais privé de pouvoirs réels. On ne manœuvre pas une clandestinité comme des groupes mobiles. Du moins Salan est-il le drapeau et une signature. Son aide de

camp, le capitaine Jean Ferrandi, lui assure les liaisons et les contacts voulus, car le général n'hésite pas à recevoir et à se déplacer en dépit des risques. Il s'est façonné un visage de circonstance. Le masque sévère du sénateur romain s'est mué en celui d'un maquignon bourguignon à grosse moustache et chevelure touffue. Il peut ainsi circuler et aller d'une cache à l'autre.

Sous lui, c'est l'état-major, un état-major plus officiel que constructif. Il occupe les cases. Gardy est le chef de la zone Alger-Sahel, mais ne commande rien. Godard, dans sa tour d'ivoire, vit avec les renseignements que lui transmet son antenne militaire Ulm, le capitaine Assemat. Il n'a pas les moyens de les exploiter. Broizat, qui officiellement ne fait pas partie de l'O.A.S. – il est de ces subtilités... –, participe à la rédaction des *Centurions*, un mensuel bien conçu destiné aux cadres militaires pour leur faire comprendre l'action de l'O.A.S. Vaudrey, patron en titre du Grand Alger depuis novembre, mais déjà malade, n'est écouté que dans la mesure où ses subordonnés l'acceptent, ce qui n'est pratiquement jamais le cas.

De l'état-major, seuls Gardes, Susini et Gorel, l'intendant militaire promu trésorier de l'organisation, sont en prise avec le réel. Eux au moins ils vivent avec Alger et l'organisation.

Susini surtout a pris de l'influence auprès du général Salan et de ses pairs. Avec ses introductions et sa cervelle jamais à court, il s'est rendu indispensable. Il souffle à Salan plus d'une démarche politique. Il régente les émissions pirates, les journaux clandestins, une partie des tracts. *Appel de la France*, journal officiel de l'O.A.S., *les Centurions* c'est lui avec une bonne équipe animée par le journaliste Georges Ras. Surtout, par son âge, il est au mieux avec le soviet des capitaines.

Et le soviet c'est l'O.A.S. à Alger. Une trouvaille du sous-préfet Achard, cette formule de soviet des capitaines. Il en fait partie, il peut en parler en connaissance de cause. Pourtant, tous ses membres ne sont pas capitaines, ni même militaires. Cela importe peu car ils le sont presque tous et en ont l'esprit. Depuis octobre, ils se partagent Alger. Deux anciens capitaines du 2e R.E.P. ont l'un, Branca, le centre, l'autre, Montagnon, l'est, Hussein-Dey, Kouba, Birmandréis, Birkadem. Le Pivain, capitaine au 5e R.E.I., a, quant à lui, Maison-Carrée. C'est déjà la grande banlieue. D'Assignies, ancien du 1er R.E.P., a El-Biar. Quatre militaires, quatre officiers de légion, cinq même avec le chef de la force de frappe, le patron des Deltas : Roger Degueldre, assisté de son fidèle adjoint Paulo Nocetti, un Algérois qui connaît bien sa

ville et ses compatriotes. Les civils ? Ils sont deux, Achard à Bab-El-Oued, et Nicolas sur la banlieue ouest, à Guyotville.

Ces capitaines ou présumés tels, ils sont plus que des amis. Unis à la vie à la mort. Des souvenirs communs les lient, la même passion pour l'Algérie les a regroupés. Ce soviet, c'est un bloc. Alger n'a jamais vu une telle communion de pensée, une même solidarité. Et ce soviet tient la ville. Le vrai pouvoir, c'est lui. Il a les hommes, les armes et, par là même, les moyens d'agir. La politique, il ne la connaît pas et veut l'ignorer. Il est au-dessus, tout comme les intérêts personnels. Un seul chef : Salan. Un seul objectif : l'Algérie française. Une faiblesse aussi : ses états d'âme, car ses soldats, hormis Degueldre, ne sont pas de vrais révolutionnaires. Ils se demandent même parfois ce qu'ils sont venus faire dans cette galère. Ils l'acceptent au nom de l'Algérie française. Ah ! cette Algérie, quelle passion ne déclenche-t-elle pas !

Dans l'Algérois, en dehors du grand Alger et de la Mitidja, l'implantation de l'O.A.S. reste fragmentaire et fragile. A Tizi-Ouzou, à Médéa, il n'y a guère que des antennes plus orientées par la force des choses vers le renseignement et l'action psychologique que vers l'action. A Orléansville, l'O.A.S. locale a été décapitée en septembre et se heurte à une vigoureuse cellule du M.P.C. Il n'y a qu'à Blida où l'organisation prend un caractère représentatif

Le général Salan, Susini ont compris la réalité de l'O.A.S. algéroise. Ils laissent jouer le soviet, entérinant ou patronnant ses décisions. L'horizon paraît au beau fixe même si l'état-major fait parfois grise mine, surtout le colonel Vaudrey, patron en titre des capitaines depuis novembre, mais qui n'a jamais vu des subordonnés aussi indisciplinés. Ces derniers ont le cœur léger car ils savent que Salan les couvre.

A Oran, la situation est tout autre. Le départ a été plus lent. L'histoire le veut ainsi. Oran suit Alger mais peut la dépasser, ce qui se produit avec l'O.A.S. Les Oranais, dans le cas présent, se sont organisés d'eux-mêmes. Les militaires trouveront une bonne infrastructure en place. Les secteurs s'appellent des collines. Des responsables, à tous niveaux socio-professionnels, tiennent en main la population européenne. Il ne faut pas oublier que celle-ci est, là, plus importante qu'à Alger. Elle n'a pas les mêmes caractères. D'origine ibérique assez souvent, elle est moins bourgeoise. Elle est plus « petit Blanc », sous-entendant par là plus modeste, d'où, et les faits le démontreront, une force vive supérieure. A

Oran aussi il y a beaucoup moins d'interférences d'habitats qu'à Alger. La ville européenne est relativement homogène et a, par là même, plus de cohésion.

Le général Jouhaud, adjoint et remplaçant éventuel du général Salan, est arrivé en août pour prendre le commandement de sa province natale. On a fait fête à l'enfant du pays. L'équipe civile dirigeante fait corps derrière lui et accueille tout aussi chaleureusement en novembre les deux officiers envoyés par Alger. Ce sont pour Jouhaud deux recrues de choix. Le commandant Julien Camelin, un légionnaire, et le lieutenant de vaisseau Guilllaume sont des rescapés des procès du 22 avril. La détermination qu'ils avaient montrée au moment du putsch n'a pas faibli, bien au contraire. Camelin prend Oran et Guillaume l'intérieur. Ils seront désormais pour Jouhaud plus que des adjoints :

« Ils étaient pour moi comme de jeunes frères. Notre communion de pensée était totale[2]. »

En Oranie, où la pénétration française est assez dense, où le F.L.N., écrasé depuis longtemps, se relève mal, l'O.A.S. pénètre largement l'intérieur. Des villes comme Mostaganem, Sidi-Bel-Abbès, ont de solides structures qui s'appuient sur la complicité effective de plus d'un élément militaire. Les villages, les fermes ont des réseaux. Le général Jouhaud, au début de 1962, est optimiste sur le potentiel de sa province et, à certains égards, il n'a pas tort.

A l'autre extrémité de l'Algérie, le Constantinois est loin, pour l'organisation, de présenter un bilan aussi positif. Bône, Constantine, Philippeville sont trois îlots à moitié européens dans un environnement musulman, où le F.L.N., avec l'évolution politique de la France, se reconstitue en toute quiétude. Aussi les réalisations sont-elles modestes. Un travail d'envergure ne peut s'envisager qu'au travers de l'armée et des éléments algériens profrançais. C'est ce qu'entreprend le colonel Château-Jobert, promu par Salan à la tête du Constantinois après avoir rallié l'O.A.S. en janvier. Mais Conan n'arrive à Constantine que le 29 janvier. Son retard à combler est trop lourd, même s'il dispose autour de lui d'une bonne équipe de jeunes officiers, animée par le lieutenant Michel Alibert.

Le Constantinois, pratiquement, ne pèsera pas dans la bataille de l'O.A.S.

*

* *

Début 1962. – Les artères de la capitale algérienne présentent leur visage traditionnel. Chacun circule et vaque à ses occupations professionnelles ou familiales comme à l'accoutumée. Janvier 1962, de prime abord, ressemble étrangement à janvier 1961. Le regard averti décèle des détails qui ne trompent pas. Il n'est plus de bérets verts permissionnaires déambulant au hasard des trottoirs. Les patrouilles militaires n'ont plus la démarche chaloupée des « léopards » parachutistes aux bottes de saut glissant sur l'asphalte. Les contrôles routiers s'attardent plus longuement sur l'identité des Européens que sur celle des musulmans. Les Algérois ne sont pas dupes. Par-delà la relative quiétude du temps présent, l'échéance approche. Toute l'Algérie le ressent. La vie quotidienne est hypocrite, bâtie sur les vestiges du passé et la menace du lendemain. Dès lors, on comprend mieux que les regards et les pensées se portent d'abord et surtout sur ce que décide et fait l'O.A.S.

L'O.A.S., à Alger, à Oran, c'est la vie de tous les jours. On la côtoie sans cesse. C'est le voisin de palier collecteur de fonds, c'est l'ami dont on devine l'activité nocturne, c'est le collègue de travail qui glisse les manifestes subversifs, c'est le parent interné, c'est le « téléphone arabe » qui transmet l'horaire de la prochaine émission pirate. Tous les témoignages concordent au sujet de cette unanimité derrière le combat de l'O.A.S. pour la sauvegarde de l'Algérie française.

Son combat, ou plus exactement ses combats. La lutte offre bien des aspects contre un adversaire qui a deux visages : le F.L.N. et le pouvoir gaulliste.

L'O.A.S. a repris à son compte l'action anti-F.L.N. suspendue par l'armée et la police. Ses commandos ont la détente facile. Il ne fait pas bon pour un Algérien d'être soupçonné de nationalisme. Une « ponctuelle » alignera son nom à la liste quotidienne des attentats. L'O.A.S. a, en ses rangs, des musulmans, peu nombreux mais résolus. Par eux elle frappe là où un Européen n'oserait s'aventurer. Au fil des semaines, la crainte accompagnera son nom.

Tout autant et plus encore que le F.L.N., l'O.A.S. a un adversaire : les organismes que le pouvoir télécommande. Officiels ou clandestins ils n'ont qu'un but : décimer l'organisation par tous les moyens. Les premiers relèvent du M.P.C., mouvement pour la coopération. Il a une couverture légale. Les seconds sont des « barbouzes », une image de Lucien Bodard qui a fait école. Il y a de tout dans leurs rangs : gaullistes sincères, glorieux

résistants parfois, comme les frères Le Tac, truands heureux de l'aubaine, mercenaires en quête d'une solde comme ces exilés vietnamiens qui se transforment en hommes de main[3].

Sous le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, le chef d'orchestre de ces groupes parallèles est Alexandre Sanguinetti, M. « Anti-O.A.S. ». Curieux itinéraire que celui de cet ancien partisan très actif de l'Algérie française en 1957-1958 et qui lance ses tueurs contre ceux qui la défendent en 1962[4]. Les « barbouzes » jouent du plastic[5], arrêtent, torturent, assassinent. Une de leurs victimes les plus marquantes est un ingénieur des usines Berliet de Bouira, enlevé sur son lieu de travail et dont le corps criblé de balles est retrouvé quelques jours plus tard dans la région d'Orléansville[6], Avec les commandos de l'O.A.S., c'est sur Alger et El-Biar, une lutte à mort où les équipes de Branca et de Degueldre finissent par l'emporter. Branca attaque et détruit au bazooka l'hôtel Radja, l'un de leurs fiefs. Degueldre, toujours bien informé, introduit un engin piégé dans un autre de leurs repaires. L'explosion qui anéantit la villa sauve du moins les prisonniers O.A.S. voués à une mort certaine. Sur les murs d'Alger, sous le titre « le chef et ses barbouzes », l'O.A.S. appose des affiches où l'on voit de Gaulle et ses séides. Au fil des jours, les photos se biffent d'une croix mentionnant l'exécution. A la fin de février les barbouzes ont perdu leur bataille d'Alger, ce qui ne veut pas dire que l'O.A.S. ait gagné, bien au contraire.

Certes, l'édifice paraît solide mais ses fondations le sont-elles tellement ? Le 26 janvier, l'O.A.S. Alger a connu sans doute son apogée. Sur son ordre, à 18 heures, pour commémorer les barricades, Alger s'est figée dans le silence. Manifestation d'une rigueur absolue et qui impressionne, mais qui, sur le fond, n'est pas dangereuse. Combien sont-ils vraiment à risquer les coups ? Quelques centaines sur Alger et sur Oran, guère plus.

Cette réalité, les chefs de l'O.A.S. ne l'ignorent pas. Pour vaincre, il leur faut soit entraîner des éléments militaires, soit soulever la population. Déjà se profilent leurs prochaines manœuvres dans un climat qui, dès la fin janvier, se dégrade.

Il est des luttes intestines. Deux responsables de la fraction dite nationaliste – Susini y comptait des amis –, Leroy et Villard, sont abattus par Degueldre et Le Pivain sur décision du soviet. Motif : déviationnisme et contacts avec le pouvoir pour une solution de partition de l'Algérie[7]. La passion des esprits a déclenché une réaction excessive. Philippe Le Pivain tombe quelques jours plus tard, victime d'un barrage routier. Les gardes

mobiles ont tiré sans sommation sachant à qui ils avaient affaire. L'O.A.S. commence à perdre des chefs qu'elle ne pourra remplacer.

Les tentatives du maquis échouent. L'armée disperse des essais d'implantation dans la région de Cherchell et de Bône. Cela est grave pour l'Organisation, qui se heurte ainsi à un adversaire contre lequel elle répugne à engager un combat fratricide. Les espoirs fondés sur des désertions massives du 5e tirailleurs, d'éléments de légion, de harka, s'effondrent. De plus en plus, l'armée, premier espoir de l'O.A.S., renâcle et se refuse.

Ce grand corps, qui ne vivait que pour l'Algérie française, n'est plus que l'ombre de lui-même en ces mois de février-mars 1962. Mutations, sanctions l'ont saigné. Il n'a plus d'âme. Il sait la partie perdue. Il commence à plier bagage. Les postes les plus éloignés se replient. Les garnisons se regroupent. Les officiers se taisent et obéissent. Certains, peu nombreux, rallient l'O.A.S. On en comptera moins d'une centaine. C'est du moins significatif de la crise qui secoue les consciences. Quatre lieutenants de tirailleurs dans le Constantinois, quatre jeunes sous-lieutenants de l'E.A.I. de Saint-Maixent, un sous-lieutenant musulman à Médéa, d'autres encore à Tizi-Ouzou ou Sidi-Bel-Abbès ne peuvent entraîner une masse qui dit *non*, même si, dans plus d'un cas, elle apporte d'une manière ou d'une autre une contribution à l'O.A.S. Les obus de mortier que l'O.A.S. tire à Alger proviennent d'un lot fourni par des commandants de compagnie et chefs de section du 5e tirailleurs. Un exemple parmi de nombreux autres similaires. La complicité la plus active, c'est encore auprès des chefs de S.A.S. que l'Organisation la rencontre. Au contact des réalités humaines plus que toute autre, les responsables de S.A.S. n'ignorent pas le génocide qui se prépare avec le départ de la France au terme de près de huit ans de guerre civile. La rage au cœur, ils démontent leurs bordjs et n'hésitent pas à se confier à ceux dont ils espèrent un peu d'aide.

Une autre frange de l'armée, très minoritaire mais appuyée par le commandement, se lance dans la répression souvent sous le couvert de la sécurité militaire. La délation règne. Des méthodes plus brutales sont employées le cas échéant. Dans cette aventure, quelques-uns y laissent leur vie, comme le lieutenant-colonel Rancon ou le commandant Bourgogne, assassinés à Oran ou Alger. Si cette action répressive n'a qu'une efficacité limitée, en revanche l'obéissance du gros de l'armée derrière Ailleret ou Katz[8] fera perdre leurs dernières chances aux tenants de l'Algérie française. On s'en rendra compte dès la mi-mars.

C'est en Oranie que l'O.A.S. réalise ses coups les plus payants. En février, les Oranais découvrent, en lieu et place de leur quotidien habituel, une édition pirate de *l'Echo d'Oran*, avec Salan en grande couverture. On s'arrache bien évidemment les 20 000 exemplaires sortis clandestinement des presses. Dans le même temps, 2 avions *T-6* militaires mitraillent à basse altitude un camp F.L.N. dans la région d'Oujda au Maroc. Leur coup fait, les deux pilotes se posent en Algérie et rejoignent l'Organisation. Le sommet est atteint le 18 mars par un coup de bluff sur l'E.R.M. d'Oran. 2 872 fusils changent de camp sans compter l'armement lourd dont l'O.A.S. n'a guère l'utilisation dans l'immédiat.

18 mars, la veille d'une date que l'Histoire retient pour une tout autre raison. Mais il faut revenir un peu en arrière.

---

1 Une enfant est blessée et en partie rendue aveugle lors d'un attentat commis contre le domicile d'André Malraux, ministre du général de Gaulle.

2 Confidence du général Jouhaud à l'auteur, le 17 octobre 1981, au soir des obsèques du commandant Camelin.

3 On y trouve également quelques Algériens, membres du F.L.N.

4 Cette volte-face de certains marquera la fin de la guerre d'Algérie. Le revirement des grands chantres de l'Algérie française, Michel Debré, le général Jacques Massu, etc., de nombreux parlementaires élus sous cette étiquette, bouleverse les données politiques du problème et conforte les positions élyséennes. Cette attitude est durement ressentie dans l'autre camp. Elle brise les vieilles amitiés nées parfois durant la France libre ou la Résistance. Georges Bidault, Jacques Soustelle sont rejetés et doivent, pour leur sécurité, s'exiler. Le temps – vingt ans – n'a pas encore atténué les clivages nés à cette époque.

5 Plasticage de la brasserie « Tantonville », du café « Sept merveilles »...

6 L'ingénieur Camille Petitjean, ancien de la France libre, était officier de la Légion d'honneur et décoré du D.S.O. britannique.

7 Cette solution de partition est présentée, non sans talent et justificatifs, par Alain Peyrefitte. Elle envisage un regroupement des Européens et des Algériens fidèles sur la partie la plus francisée de l'Algérie, c'est-à-dire une bonne part de l'Oranie et l'Algérois. Elle abandonne à l'adversaire l'Est algérien et l'intérieur, peu pénétré. Repoussée par les deux parties – F.L.N. et O.A.S. –, utilisée simplement comme une perspective par de Gaulle pour faire pression sur le F.L.N. et l'amener à négocier, cette formule de partition n'aura pas de suite. Certains, comme le général Jouhaud, regrettent aujourd'hui qu'elle n'ait pas été mieux exploitée.

Les nombreux exemples de partition de par le monde démontrent qu'elle était jouable, évitant ainsi l'exil et les massacres de l'après-indépendance. Elle eût, certes, mieux respecté les intérêts français, en particulier vers l'arrière-pays saharien.

8 Ce dernier a été nommé responsable militaire à Oran en février.

Chapitre XXXXII

---

19 MARS 1962 : LE CESSEZ-LE-FEU

Les deux parties s'étaient quittées sur un semi-échec. Les temps n'étaient pas mûrs pour faire tout accepter à l'opinion française. Depuis, en septembre 1961, de Gaulle a admis les revendications du F.L.N. sur le Sahara. Les contacts, jamais définitivement rompus grâce à des intermédiaires jusqu'au niveau ministériel[1], peuvent reprendre. En février – du 11 au 18 – la station hivernale des Rousses, dans le Jura, abrite une reprise discrète mais constructive. La France veut traiter. De Paris, de Gaulle harcèle ses mandataires. Le 18 février, il ordonne de conclure au plus vite et à tout prix[2]. Dans ces conditions, la voie est libre. Il ne reste plus qu'à officialiser à Evian à partir du 5 mars.

Le 16 mars 1962, Krim Belkacem pour le F.L.N., Louis Joxe, Robert Buron, Jean de Broglie pour la France, apposent leurs signatures au bas du document qui devient les « accords d'Evian ».

Le 18, de Gaulle annonce l'événement aux Français.

L'application des négociations et notamment le cessez-le-feu deviennent effectifs le lundi 19 mars à 12 heures.

Au terme de près de huit années de guerre, la rébellion, qui a ouvert le feu le 1er novembre 1954, arrête son action armée. Elle a gagné, la France le reconnaît.

Il s'agit effectivement d'une victoire totale pour le F.L.N., dont toutes les positions sont acceptées – en d'autres temps on eût parlé d'une capitulation sans condition :

– L'Algérie devient un Etat souverain et indépendant. Le terme plus exact serait redevient, car c'est celui employé par le F.L.N. Pour lui, il y a restauration de l'Etat algérien disparu lors de la conquête de 1830. On est là fort loin de la vérité historique, de la présence turque et de l'anarchie tribale. Pour l'heure, cette querelle juridique ou terminologique paraît bien factice ;

– La représentativité du F.L.N. est exclusive. Le M.N.A. de Messali Hadj est éliminé comme toute autre tendance. Les Algériens de revendication ou de sensibilité française n'ont pas droit à l'expression ;

– Tout statut de caractère particulier est refusé à la minorité européenne. Celle-ci n'a le choix qu'entre deux options : citoyenneté algérienne ou citoyenneté étrangère ;

– L'intégrité territoriale de l'Algérie est reconnue dans les limites de l'ex-Algérie française. Cette mainmise exclut l'internationalisation du Sahara sur lequel les pays limitrophes avaient des vues et où la France pouvait, par le travail effectué dans un pays quasiment vide de population, réclamer une participation à l'exploitation des richesses.

Tel est l'essentiel. Des clauses spécifiques prévoient et organisent la période transitoire d'ici la passation officielle des pouvoirs entre la France et le nouvel Etat algérien. Un référendum, fixé au 1er juillet 1962, permettra à la population algérienne d'accepter ou non l'indépendance. Au plan militaire, il est convenu d'un retrait des troupes françaises étalé sur trois ans et une location pour 15 ans à la France de la base de Mers-el-Kébir, près d'Oran.

Ces accords d'Evian sont accueillis – c'est indéniable – avec une grande faveur en France et dans la majorité de l'opinion algérienne. C'est enfin la paix. C'est le retour du contingent. C'est la fin d'un service militaire de 27 mois dans des conditions dangereuses et pénibles. C'est apparemment le terme de lourdes dépenses. Sur le sol algérien, c'est la victoire d'un nationalisme qui avait des racines puissantes et renforcées au fil des années. Quelle joie et quelle fierté chez le petit groupe de ceux qui, une nuit de Toussaint déjà bien lointaine, osèrent ! Rescapés de ces combattants de la première heure, ils ne sont pas légion. Pour le peuple, c'est la fin officielle de la violence. Les exactions, les attentats qui ravagent le pays depuis des années vont enfin brusquement et définitivement s'arrêter.

Sur ce dernier point, qui peut être catégorique ? Les signataires d'Evian, les Français en particulier, peuvent-ils assurer que la paix raciale est là, que la vie communautaire juste et équitable va régner par enchantement, que les adversaires d'hier vont, fraternellement unis, bâtir une Algérie nouvelle ?

Le croire et même l'espérer, c'est oublier une réalité vieille de sept ans et cinq mois. D'aucuns diront même très antérieure.

Les lointains attentats du 1er novembre 1954 se sont transformés en un flot de sang et de haine. L'armée française a laissé derrière elle des

centaines de milliers de tués. Le F.L.N. annoncera un million, chiffre probablement peu éloigné de la vérité. Il y a eu les représailles aveugles et collectives comme après les massacres du 20 août 1955 à Philippeville. Le déferlement algérois de décembre 1960 n'a été brisé que par la mitraille. Chaque famille algérienne compte plusieurs *chouhada* (martyrs). Ferhat Abbas en dénombre quatorze dans la sienne.

Les tortures, les sévices, ont été le lot journalier. La bataille d'Alger a été gagnée, si l'on se rappelle les termes de Bigeard, dans « la m... et le sang ».

Dans les postes, dans les commissariats, la contrainte a été constamment le moyen de pression pour obtenir des renseignements. Il y a eu les exécutions légales aussi bien en France qu'en Algérie. La justice française n'a pas été tendre. La guillotine a fonctionné. Pendant les quelques mois où François Mitterrand a été garde des Sceaux, cinquante-huit terroristes algériens ont été guillotinés. Les « corvées de bois » ont liquidé les irréductibles, les gêneurs, tous ceux qu'on ne pouvait plus présenter. Les cadavres ont été éparpillés au hasard des fonds d'oued et des fourrés avant de devenir la proie des chacals pleurant dans la nuit.

En France même, il y a eu les « ratonnades » policières. Le 18 octobre 1961, les cadavres des Algériens tués par les gardiens de la paix parisiens, qui voulaient venger les leurs, dérivaient au fil de la Seine.

Il y a eu les prisons, les internements, les camps de déportation. Des régions transformées en zones interdites ont été dévastées. Des douars entiers ont vu leurs mechtas brûlées, le bétail abattu, les récoltes abandonnées. Les populations regroupées ont pataugé dans la boue et plié sous la misère.

Les haines de clan ont joué à mort entre Algériens profrançais et antifrançais. Le neutralisme n'était pratiquement plus possible. L'engagement pour un camp ou pour l'autre était obligatoire.

Il faut donc être bien naïf ou bien cynique pour penser que, par le jeu magique de la signature d'un cessez-le-feu, les Algériens vont oublier tout cela. Les Français, en l'été 1944, firent plus de cent mille morts pour se venger et ce, dans un pays relativement policé. L'éclatement de ce chaudron bouillonnant de passion, de rancœurs, de vindicte est obligatoire. Faut-il aussi oublier les vieux relents de fanatisme religieux, de *djihad*, qui ont sans cesse alimenté le brasier de la rébellion ? Chacun sur le terrain le sent et le sait, les Européens les premiers.

Le F.L.N., qui a commencé les assassinats et les massacres, a de son côté tout autant servi l'horreur. Elle fut sa meilleure alliée. Elle a revigoré l'action en août 1955 avec les tueries d'El-Halia. Bombes, attentats, se sont succédé. Jeunesse innocente fauchée au « Milk Bar » ou à l'« Otomatic », fermiers assassinés, musulmans francophiles égorgés, la liste est longue de ceux qui ont payé le tribut de leur titre de Français ou de profrançais. Qui n'a pas supporté dans sa famille, dans ses biens, dans sa chair même le prix de la rébellion ?

La réponse est sans ambiguïté. Faute de protection, la communauté européenne et ses amis sont condamnés à l'exil ou à la mort. « La valise ou le cercueil. » Formule lapidaire qui résume bien les sentiments de tout un chacun devant les accords que la France et de Gaulle viennent d'octroyer sans contrepartie à l'ennemi.

La politique, jeu cruel, fait le plus souvent abstraction des sentiments individuels. Les accords d'Evian n'échappent pas à cette règle. Ils ne prévoient pas l'exode massif des nationaux français. Ils biffent sans hésiter – Emile Ollivier aurait dit « d'un cœur léger » – la fibre patriotique d'individus n'ayant pas lésiné, dix-huit ans plus tôt, sur le sang à verser pour libérer la mère patrie. Un million d'hommes et de femmes doivent brutalement – et sans qu'on leur demande leur avis – abandonner leur drapeau, passer leur existence sous des lois étrangères, peu à peu à se défranciser. Les signataires français d'Evian et leur commanditaire ont-ils oublié d'avoir du cœur[3] ?

Alors, pour les Français d'Algérie, « la valise ou le cercueil » ? Entre ces deux extrêmes, une unique alternative : les fusils. Ce fut celle des Algériens en 1954 pour se faire entendre de la France. Elle change de camp pour permettre à d'autres de se faire entendre à leur tour. L'O.A.S. en Algérie est née et a grandi dans ce dilemme et sa seule issue apparente. Comprendre et rendre cette situation implique sans doute de l'avoir vécue.

Avoir vécu l'angoisse d'un pied-noir en 1962, c'est percevoir son adhésion et son intégration dans l'O.A.S., son unique espérance.

---

1 On l'a vu pour l'affaire Si Salah, en juin 1960.

2 Robert Buron, l'un des négociateurs français, le reconnaît formellement : *Carnets politiques de la guerre d'Algérie* (Plon).

3 Pour l'un au moins, l'Histoire a déjà apporté sa réponse. Jean de Broglie sera assassiné quelques années plus tard dans des conditions étranges, qui mettront en exergue la double vie de l'intéressé et

ses attaches avec certains milieux ressortissant du droit commun.

Chapitre XXXXIII

MARS-AVRIL : L'O.A.S.A ALGER
Son dernier grand coup : l'Ouarsenis

Pour l'O.A.S., les accords d'Evian ne sauraient être qu'« un chiffon de papier ». Sa lutte continue et elle le proclame sans ambiguïté[1]. Cette détermination n'empêche pas ses chefs d'être inquiets. Les nouvelles de l'intérieur sont mauvaises. Les barrages, si longtemps inviolés, s'ouvrent de fait devant l'A.L.N. côté tunisien. L'armée française partout est l'arme au pied et regarde passer l'adversaire d'hier. Le repli des S.A.S. s'accélère. Les populations sont abandonnées au F.L.N. Le gouvernement français compte sur la dynamique de la paix pour neutraliser les énergies. Les Européens ne vont-ils pas eux aussi capituler ?

A Alger, le soviet sait donc qu'il doit réagir très vite. Le terrain s'enfonce sous ses pas chaque jour un peu plus. Ses rangs, de surcroît, se sont éclaircis. Heureusement, du renfort arrive de France. Le capitaine Murat reprend à son compte El-Biar, secteur peu chanceux puisqu'il a perdu coup sur coup d'Assignies et d'Amonville. Le lieutenant Bernard est nommé à Maison-Carrée pour remplacer Le Pivain. Le soviet se retrouve de nouveau au complet. Il siège maintenant journellement. Les décisions à prendre sont urgentes.

Degueldre et Achard lancent l'idée, vite acceptée, de déclencher une insurrection sur Bab-el-Oued. Le général Salan, informé – Susini assure le relais entre le soviet et le général –, entérine la décision de ses capitaines. En février, il leur a verbalement donné un large feu vert dans leurs entreprises. Ils sont son bras.

Pourquoi Bab-el-Oued ? Ce choix répond aux caractéristiques locales et aux conditions du moment. De part et d'autre de l'avenue de la Marne ou de l'avenue Cardinal-Verdier s'agite un petit peuple exubérant, cocardier. C'est l'univers de la famille Hernandez avec son sang chaud, son parler coloré.

Un univers prompt à s'enflammer pour garder son palier ou le devant de son étal. L'assise populaire de l'O.A.S. s'est forgée là, tout naturellement, sur la pente de la Baseta et autour des Trois-Horloges. Les premiers bras de Degueldre, les Jésus, les Jo Rizza, ces garçons qui n'ont pas froid aux yeux, sont des enfants du cru.

Là aussi les oppositions se sont marquées. Les Européens isolés sur les hauteurs de la Bouzareah ou de Climat-de-France se sont repliés, par crainte des attentats. Les musulmans, pour les mêmes raisons, se sont, à leur tour, éloignés. Les deux habitats sont ainsi parfaitement distincts et l'armée a relevé ce clivage ethnique. Devant l'évolution politique et les perspectives du cessez-le-feu, le 9e zouaves, responsable de la sécurité, a déserté les hauts où le F.L.N. règne désormais en maître. Il se contente de vagues patrouilles sur Bab-el-Oued, ignorant les gens de l'O.A.S. cheminant sur les trottoirs opposés. Un certain *statu quo* s'est instauré pour éviter les incidents. Achard et les officiers du 9e zouaves en ont convenu.

La situation présente permet d'autoriser un raccourci plus catégorique : chacun chez soi, c'est-à-dire le F.L.N. à la Bouzareah, le 9e zouaves à la caserne d'Orléans et l'O.A.S. à Bab-el-Oued. Ainsi raisonnent Achard et les siens. Ce raisonnement, pour le soviet, s'intègre dans la perspective projetée d'une désintégration du pouvoir établi. Le coup est risqué certes, mais l'O.A.S. n'a plus guère le choix. S'il réussit, il donne pignon sur rue à l'Organisation. Le mouvement pourra faire école. Hussein-Dey, à l'est d'Alger, emboîtera le pas tout de suite après.

La réussite, chacun le sait, dépend de l'attitude de l'armée. Neutralité, c'est gagné. Quant aux gardes mobiles, les hommes de l'O.A.S. apparemment ne les craignent pas. Il est des impasses : l'hostilité du commandement, la discipline militaire. L'O.A.S. se doit de les tenter car elle est prise de court.

Le vendredi 23 à l'aube les escouades de Jacques Achard sont à pied d'œuvre. Brassard tricolore frappé du sigle O.A.S., arme à la main, elles entendent interdire l'accès de leur fief. Plus symboliques qu'efficaces des bidons barrent les chaussées. Le début de la matinée s'écoule sans incidents. Quelques patrouilles essayant de pénétrer dans le réduit sont désarmées et les soldats invités à rentrer chez eux sous les acclamations du populaire massé à ses balcons.

10 heures. Tout se gâte. Un camion militaire est intercepté. Un des passagers, soldat français d'origine musulmane, prend peur et ouvre le feu.

Un homme de l'O.A.S. est tué. La réplique fait des morts et des blessés. L'inévitable s'est produit. La riposte s'organise avec la vision plus précise des événements pour le commandement. Le quartier insurgé est bouclé. Les blindés ouvrent le feu sur tout ce qui bouge. Les *T-6* survolent les toits à basse altitude et mitraillent les terrasses où des tireurs isolés se sont embusqués. Bab-el-Oued connaît la peur et la guerre. En fin de soirée, Achard donne l'ordre d'évacuation à ses commandos (120 hommes environ). Une brèche, volontairement ouverte dans le bouclage par des officiers sympathisants, leur permet de s'éclipser. Mais Bab-el-Oued appartient désormais aux gardes mobiles. Arrestations, fouilles, saccages se poursuivent dans un faubourg désolé. L'O.A.S. a bien perdu sa tentative d'insurrection. C'est le premier de ses gros revers.

De Gaulle a-t-il compris que les lendemains du cessez-le-feu impliquaient sur Alger un homme à poigne ? Sans doute. Un fidèle parmi les fidèles, un dur parmi les durs, arrive dans une ville en pleine tempête. Christian Fouchet remplace Morin. A son tour de devenir pour les Algérois le « gauleiter » Fouchet. Alger, sous l'occupation militaire qui l'enserre et écrase Bab-el-Oued, serre les poings.

L'O.A.S. aussi, pour quelques jours, change de mains. Chef officiel, mais jusqu'alors écarté, le colonel Vaudrey peut reprendre les rênes, profitant d'un vide qui lui est favorable. Les capitaines du soviet quittent la ville pour l'Ouarsenis. Achard se remet dans l'ombre de l'aventure de Bab-el-Oued. Degueldre pense action. Ainsi Vaudrey a-t-il les mains libres. Vaudrey, c'est aussi Jean Sarradet, un des anciens compagnons de Leroy et Villard et qui a fait amende honorable. Cela lui a permis de devenir l'adjoint du colonel. Les deux hommes envisagent une manifestation de foule. Ambition généreuse : porter secours à la population de Bab-el-Oued toujours encerclée et oppressée.

L'O.A.S. à Alger a des structures qui lui permettent d'actionner les masses. Vaudrey peut donc lancer un appel aux Algérois pour un vaste regroupement le lundi 26 mars à 14 heures, au plateau des Glières. De là, ce rassemblement pacifique d'hommes, de femmes et d'enfants se portera, les mains nues, sur Bab-el-Oued pour lui apporter son réconfort et son appui.

De telles manifestations Fouchet n'en veut pas. Dès son arrivée, le dimanche 25 mars, il s'est exprimé à la télévision sur sa volonté de maintenir l'ordre. Les auditeurs ont été frappés par le ton tranchant et le

faciès haineux du nouveau délégué général. Voulait-il par là impressionner ses administrés ?

Le commandement militaire masse ses troupes dans le centre ville. Les compagnies, à fort pourcentage de musulmans[2], se serrent aux abords du plateau des Glières, de la Grande Poste, de la rue d'Isly. Contrairement à la légende, ce n'est pas l'O.A.S. qui ouvre le feu. La fusillade qui éclate est à sens unique. D'un côté des civils désarmés. De l'autre, des pistolets-mitrailleurs chargés entre des mains de musulmans qui souhaitent se dédouaner de leur présence sous l'uniforme français.

Le bilan de la tuerie est lourd, très lourd : 40 tués, 180 blessés parmi les civils. Certains décéderont les jours suivants. L'armée a huit blessés, dont deux graves. On ignore l'origine des coups qui les ont frappés. Le soir, le lendemain, Alger est une ville morte. Les Européens, traumatisés, commencent à comprendre que tout leur univers s'effondre. Pourquoi ces morts ? Pourquoi l'armée française a-t-elle tiré sur des Français ? Question qui ne débouche que sur une seule réponse : briser la résistance pied-noir et l'obliger à capituler c'est-à-dire renoncer à être français sur une terre française[3].

*

* *

L'O.A.S. avec Bab-el-Oued a connu un fiasco incontestable. Elle n'attache que plus d'importance à la réussite d'un autre coup auquel elle compte donner une tout autre dimension, une dimension à la taille de l'Algérie et dépassant largement un cadre urbain. Les maquis sont une idée chère aux capitaines du soviet. Depuis longtemps ils aspirent à reprendre la lutte dans l'élément qui a toujours été le leur : le djebel. C'est là qu'ils estiment devoir se mesurer à leur véritable adversaire, le F.L.N. Sur cette route ils trouvent un allié en la personne du colonel Gardes.

Gardes a des amitiés partout. Il est de plus responsable du bureau dit musulman. Il a donc des liens avec le bachagha Boualam qui règne sur les Beni Boudouanne, douar du massif de l'Ouarsenis au sud-ouest d'Orléansville. Boualam a choisi la France qu'il a servie sur les champs de bataille comme tirailleur et officier. On l'a vu avec les siens participer à la destruction du maquis rouge de Maillot et Laban en 1956. Lui aussi a tout à craindre des accords d'Evian. Dix-sept membres de sa famille ont été

assassinés par le F.L.N., dont son troisième fils Abdelkader. Il n'ignore pas quel prestige entourera le djounoud qui aura sa tête.

Lancer un vaste mouvement franco-musulman, Boualam et l'O.A.S. au coude à coude, quelle belle occasion pour l'Organisation de faire taire les mauvaises langues qui l'accusent de racisme ! Quelle belle manière surtout de créer dans l'intérieur une « zone libérée » point de ralliement et de départ pour une véritable reconquête de l'Algérie française. L'objectif est plus qu'ambitieux. Il est quasi utopique mais le soviet veut y croire. Il décide d'y lancer les meilleurs de ses pions. Une fois encore Salan entérine. Gardes et les capitaines marchent dans le sens qu'ils souhaitent. Ils osent et agissent.

Regrouper, équiper, armer des hommes dans une ville où les barrages cloisonnent chaque quartier, où les patrouilles vérifient les identités n'est pas une mince affaire. La population fort heureusement se tait et participe. Il y a aussi à sortir d'Alger et à gagner l'Orléansvillois.

Le départ initialement prévu pour la nuit du 23 au 24 mars est décalé de quelques jours devant des impératifs de transport[4]. Les chemins de fer algériens se sont chargés de celui-ci. Mais un tel mouvement n'est pas simple : 80 hommes en tenue et en armes à déplacer dans un pays étroitement contrôlé[5]. Finalement, le 28 mars, vers 2 heures du matin, un train de marchandises, chauffé clandestinement pour la circonstance, embarque en rase campagne, un peu au sud de Maison-Carrée, l'ensemble de l'expédition. Au lever du jour, il le débarque sous un tunnel après Miliana. Arrivé en précurseur, Gardes attend ses amis non loin de là, dans une ferme des environs de Lavarende.

Il n'est pas seul. Des responsables locaux de l'O.A.S., des officiers du secteur, se pressent autour de lui dans une petite salle d'arrière-cuisine. Il y a aussi un officier de la légion étrangère, le capitaine Arfeux, qui vient d'arriver de Sidi-bel-Abbès. Ses renseignements sont optimistes et encourageants[6]. Des unités de légion seraient prêtes à se joindre au mouvement. Gardes répartit les missions. A Branca d'aller à Sidi-bel-Abbès avec Arfeux chercher la légion. A Montagnon de lancer l'insurrection avec ses hommes et le maquis de l'Orléansvillois de l'adjudant Muzzatti, un ancien du 1er R.E.P.[7]

Dès la tombée de la nuit, le détachement ainsi constitué fait mouvement en camions de Lavarende sur Lamartine où demeure le bachagha Boualam. De Lavarende à Lamartine il y a environ 80 kilomètres. Gardes a bien travaillé. Une escorte militaire d'automitrailleuses ouvre la route. Les

barrages dans les villages sont levés. Toute l'armée française n'est pas contre l'Algérie française et l'O.A.S. à condition que les choses se passent discrètement. Dans sa demeure rustique et sobre de Lamartine, Boualam guette l'arrivée de Gardes et de Montagnon. Il est inquiet. L'affaire ne sera-t-elle qu'un feu de paille ? La légion suivra-t-elle comme annoncé ? Ah, la légion, si elle était là, quel soulagement pour le bachagha ! Il s'engage cependant près de ses hôtes de quelques minutes :

« Je suis trop vieux pour faire un rebelle, mais preuve que je suis d'accord avec vous, je vous donne mon fils Mohamed. Vous aurez ainsi un Boualam avec vous. »

Mohamed Boualam et les gardes-champêtres connaissent toutes les pistes de l'Ouarsenis et des Beni-Boudouanne. Les groupes de Montagnon[8] ne peuvent avoir de meilleurs guides. Lorsque l'aube point au matin du 29 mars, Dra-Messaoud et surtout Moulay-Abd-el-Kader, point central du dispositif tenu par des unités d'infanterie et les harkis de Boualam sont investis. Les garnisons, grâce aux complicités des veilleurs musulmans, sont neutralisées sans incidents. Deux heures plus tard, le poste de la cote 505 est occupé à son tour alors qu'une colonne s'enfonce dans l'intérieur du massif pour aller prendre possession de Bel-Has.

Trois postes militaires pris pratiquement l'arme à la bretelle. Les harkis ralliés. Les soldats français du contingent invités à descendre dans la plaine et à regagner la métropole. La première phase de l'opération est réussie.

10 heures. Le bachagha Boualam arrive à son tour à Moulay-Abd-el-Kader, garnison française officiellement aux mains de l'O.A.S. Gardes et Montagnon ont avec eux un émetteur radio servi par une équipe fournie par Susini. Le bachagha lance un appel au soulèvement général et à un ralliement dans l'Ouarsenis, terre française. Le détonateur jusque-là a parfaitement joué son rôle. L'explosion en cascade va-t-elle se produire.

Pour les insurgés du 29 mars la réponse arrive avant la fin de la journée. Pas de légion ! Pas d'unités constituées à la rescousse ! Tout au contraire, la riposte française tombe. Les *Corsaire* de l'aéronavale piquent sur le poste de la cote 505. Il n'est rien à tenter contre les bidons de napalm qui jaillissent des flancs des chasseurs-bombardiers. Holstein et son groupe, qui tiennent 505, échappent par miracle. Les *T-6* de l'armée de l'air piquent sur le convoi roulant vers Bel-Hass et qui doit se disperser. A Moulay-Abd-el-Kader, cœur du dispositif, Montagnon donne l'ordre d'éclatement. Auparavant, il fait distribuer à la population musulmane les armes et les

munitions de la compagnie qui gardait le poste. « Que ceux qui demain auront tout à supporter du F.L.N. puissent au moins se défendre », pense-t-il. Terrible prémonition ! Quelques mois plus tard le bachagha Boualam écrira : « Moi qui sais que chaque soir l'oued qui coule près de ma maison charrie de l'eau rougeoyante et que ce n'est pas dû aux reflets du soleil[9]... »

Comme à Bab-el-Oued, la réaction militaire a brisé la tentative. Certains groupes se replient sur la vallée du Chélif et sont interceptés. D'autres, avec Montagnon et Holstein, s'efforcent de résister dans un pays découvert et peu propice à la guérilla. Les musulmans des Beni-Boudouanne, pendant un temps, les aident et les protègent, et, brutalement, basculent. Quel officier supérieur, quel fonctionnaire français révélera un jour le marchandage imposé à Boualam ? La sécurité, dans l'exil, pour lui et les siens contre les commandos de l'O.A.S.[10]. Les Beni-Boudouanne lèvent les bras. Ils savent que le F.L.N. a gagné et qu'il viendra suivant la parole même d'un harki. Le 6 avril, une opération militaire a raison du dernier carré de Montagnon et Holstein. A la mi-avril, les éléments restés en réserve dans l'opération du 29 mars, groupés autour du commandant Bazin, seront anéantis par une katiba de l'A.L.N. bien armée[11]. Il n'y aura pas de maquis français dans l'Ouarsenis. A Alger, une fois de plus c'est la douche froide. Vaudrey, qui, avec maladresse, avait annoncé une grande insurrection du fief de Boualam pour remonter le moral de la population frappée par Bab-el-Oued et le 26 mars, ne peut plus que se taire et renoncer[12].

*

* *

L'échec de l'Ouarsenis sonne le glas des espérances et des ambitions de l'O.A.S. Elle sait qu'elle ne peut plus gagner ou même tenir un rôle essentiel. Au mieux, elle peut essayer de représenter une force à prendre en considération. Pis encore pour elle, en moins d'un mois elle perd ses têtes. Elle se retrouve brutalement décapitée avec toutes les conséquences. Non seulement elle se dépouille de son auréole d'invulnérabilité, mais encore, privée de son encadrement, elle éclate en fractions où plus d'un entend mener sa guerre à sa guise.

L'Oranie est frappée la première. Le 24 mars, le lieutenant de vaisseau Guillaume est intercepté par un barrage routier à Tlemcen. Le général Jouhaud et son adjoint, le commandant Camelin, sont arrêtés, par

inadvertance, le 25 mars à Oran dans le cadre d'une opération de recherche d'un émetteur pirate[13]. Quelques heures plus tard, ils se retrouvent dans les cellules humides et sombres de la 9e division de la prison de la Santé[14]. Ben Bella et ses compagnons avaient connu un meilleur traitement. Pour remplacer Jouhaud, promis à un sort peu enviable, Salan désigne le général Gardy, relativement peu occupé, sur Alger. L'ancien inspecteur de la légion étrangère partira pour Oran prendre ses nouvelles fonctions, faisant preuve d'un dynamisme toujours égal.

Si Gardes et Branca ont pu en échapper, l'Ouarsenis a coûté cher. Alger, hormis les colonels, n'a plus que deux officiers : Murat et Degueldre. Degueldre est pris à son tour le 9 avril, victime d'une trahison et reconnu d'extrême justesse par un jeune lieutenant des gardes mobiles jadis habitué de la popote du 1er R.E.P. à Zéralda[15]. Transféré le soir même par avion spécial à Paris, le chef des Deltas est sans illusions.

« Je pars pour les fossés de Vincennes ! » lance-t-il crânement à ses compagnons de détention à l'école de police d'Hussein-Dey. Il ne se trompe pas.

Degueldre disparu, les commandos Deltas perdent leur animateur. Son adjoint, Nocetti, le capitaine Murat forment équipe pour assurer la relève. Ils ne pourront avoir l'autorité et le rayonnement de l'irréductible lieutenant du 1er R.E.P., dont l'Histoire dira qu'il fut le vrai créateur et le vrai chef de l'O.A.S. sur Alger.

L'O.A.S. Alger, qui a perdu ses bras, perd enfin son drapeau. Raoul Salan est arrêté le 20 avril. Du côté de la sécurité militaire, l'affaire a été bien montée, en jouant sur la volonté non dissimulée de l'O.A.S. de s'associer au M.N.A., ou du moins ce qu'il en reste. Les derniers messalistes savent parfaitement le sort qu'une victoire du F.L.N. leur réserve. L'idéologie s'efface derrière la lutte pour la vie. Aussi, il n'est rien d'étonnant aux contacts et à la collaboration qui s'amorcent sur le terrain. A Alger, le soviet joue à fond la carte M.N.A. Des commandos messalistes participent à la lutte anti-F.L.N. Comme les anciens harkis, ils peuvent pénétrer partout où un Européen n'oserait s'aventurer. Leurs coups sont redoutables. Il est même envisagé de dépasser le cadre de la guérilla urbaine.

Des officiers prévoient de rejoindre dans le Sud les maquis M.N.A. encore existants. Salan, dans cet esprit, a donné des directives souples : Oui à un accord militaire, pas d'engagement définitif au plan politique. Il a même écrit à l'un des responsables en métropole du M.N.A., le cadi Beljadi.

C'est la réponse à cette lettre qu'est censé lui apporter un certain Lavanceau, qu'Achard connaît bien. Il se porte même garant, en toute bonne foi, de ce Lavanceau, ancien para, adjoint sur Paris aux affaires musulmanes de la préfecture de police du capitaine Geronini, un pied-noir de Sétif, ancien légionnaire parachutiste. On reste dans la grande famille. En fait, Lavanceau est un « mouton » infiltré par la sécurité militaire. Sa mission, qui n'est pas sans risque, ne manque pas d'ambitions : permettre de capturer le chef de l'O.A.S. Derrière Lavanceau, tout un dispositif se met en place pour investif l'appartement de la rue Desfontaines, dans le centre ville, où Salan, cédant aux pressions d'Achard, a décidé de recevoir l'émissaire du M.N.A. Le piège se referme le 20 avril à midi, au moment où Lavanceau est introduit dans la place. Raoul Salan est arrêté par les gardes mobiles qui se précipitent[16]. Il est aussitôt dirigé vers Paris. Au terrain d'aviation de La Reghaïa, le commandant en chef du moment, le général Ailleret, insulte son prédécesseur : « Salan, le moment est venu de payer vos crimes ![17] »

Jouhaud, Degueldre et maintenant Salan ! Pour l'O.A.S. tout est bien fini, même si Gardy, en Algérie, Georges Bidault, en métropole – ce dernier dans le cadre du C.N.R.[18] – prennent la relève du Mandarin. Désormais, il n'y a plus de combat organisé et centralisé. Les ultimes semaines seront celles de la violence et de l'improvisation. Curieusement, ces arrestations laissent le champ libre sur Alger à un jeune homme de vingt-neuf ans. Il est seul. Plus de généraux. Plus de soviet des capitaines[19]. Les colonels – hormis Gardes, toujours actif – sont inexistants. Jean-Jacques Susini, par son intelligence, sa fougue, ses introductions, sa prise directe sur les Deltas, reste le seul capable d'essayer encore quelque chose. La faiblesse intrinsèque de l'O.A.S. ne lui permettra pas de réussir.

---

1 Faut-il mettre sur le compte de cette résolution l'initiative prise le 15 mars par Roger Degueldre d'abattre l'écrivain kabyle Mouloud Feraoun avec cinq de ses compagnons au centre de Ben-Aknoun ? Très certainement. Degueldre ignore les demi-mesures. Il veut éliminer tout ce qui lui apparaît hostile à la présence française et par là même détruire les forces vives du futur Etat algérien.

2 Il s'agit du 4e régiment de tirailleurs algériens. Chef de corps, colonel Goubard.

3 Les tragédies de Bab-el-Oued et du 26 mars amènent à rectifier des contrevérités tenaces volontiers reprises :

– le colonel Vaudrey – comme le colonel Godard – n'ont joué aucun rôle moteur dans l'O.A.S. Alger. En particulier les deux colonels n'ont en rien participé à l'élaboration de l'insurrection de Bab-el-Oued. Celle-ci a été mise sur pied, rappelons-le, par Achard et Degueldre, dans le cadre du soviet. Degueldre, de son repaire de l'immeuble Lafayette, était en liaison téléphonique heure par heure avec Achard ;

– en revanche, Vaudrey et Sarradet sont les deux seuls instigateurs de la manifestation du 26 mars. Ils sont, ce jour-là, les patrons territoriaux du grand Alger et peuvent actionner les nouveaux responsables de secteurs, tous civils, et sensibles aux cinq galons du colonel Vaudrey ;

– le déclenchement de la fusillade reste controversé. Rien ne prouve, bien au contraire, que des éléments de l'O.A.S. aient ouvert le feu les premiers. Vaudrey et Sarradet n'avaient pas d'autorité directe sur les groupes armés. Degueldre n'a rien organisé. Il n'a pas fomenté de « mauvais coup ». Disposait-il même de trois F.M.? C'est douteux. Les Delta n'utilisaient pas ce genre d'armes. Les 80 hommes de l'Ouarsenis partiront bien armés mais sans armes d'accompagnement type F.M. ou mitrailleuse. Pourtant, ils partaient pour le bled. L'O.A.S. n'en avait pas sur Alger ;

– si Degueldre avait monté une provocation, elle eût été tout autre. Il ne dissimulait pas son idée de manœuvre. Faire basculer l'armée en l'obligeant à venir défendre les Européens assaillis par une populace algérienne déchaînée par un attentat aveugle.

Alors ? Tir d'une « barbouze » ? Il en restait malgré tout quelques-unes dans le sillage de la S.M., du M.P.C. ou des gardes mobiles. Affolement des tirailleurs musulmans qui n'auraient jamais dû être placés là ? Les deux hypothèses se rejoignent et se recoupent. Et le bilan permet de conclure. Plus de 200 tués et blessés chez les Européens. 8 blessés seulement – dont deux graves – côté militaire. Si l'O.A.S. avait tiré au F.M. sur les carrés des compagnies, il y aurait eu d'autres victimes dans la troupe. On l'a vu le 24 janvier 1960 avec les salves du F.M. de Ronda sur les gardes mobiles dévalant au pas de charge. Il est donc logique de penser que certains voulaient tirer pour terroriser et mater une fois pour toutes la population européenne. Le résultat effectivement obtenu – Alger ne bougera plus – permet de déceler l'origine et le ressort des coups.

4 Branca, Montagnon, Bernard, sur le départ, ont abandonné leurs commandements sur Alger le 23 mars. Ceci explique les mains libres de Vaudrey et Sarradet pour la journée du 26 mars.

5 L'O.A.S., dans l'aventure de l'Ouarsenis, lancera treize officiers, le meilleur de son encadrement, sur l'Algérois. Ce chiffre est révélateur du crédit apporté à l'opération et du bénéfice escompté. L'ossature de cet encadrement provient du 2e R.E.P. : Branca, Montagnon, Pouilloux, Bernard. Avec eux les lieutenants Prohom et Poste, les sous-lieutenants Delhomme, Holstein, Castillo et Madaoui. Ce dernier est algérien de sang. Le commandant Lousteau, l'aspirant médecin Mugica, arrivés de France, rejoindront à Lavarende. La troupe est à base de jeunes Algérois, de légionnaires et de paras de la base de Boufarik. Elle compte un garde mobile : Antoine Villegras, un enfant de Sidi-bel-Abbès. Avant de quitter sa caserne de Maison-Carrée, il a placé au pied des citernes d'essence une charge à retardement déclenchant un gigantesque incendie (l'origine de l'attentat n'est donc pas un coup de bazooka comme il a pu être écrit).

6 Ils recoupent ceux de Gardes sur des concours militaires importants. Plusieurs unités de l'Orléansvillois – harka, G.M.P.R., essentiellement – l'ont assuré qu'ils le suivraient. Au départ d'Alger, Gardes escomptait aussi, non sans fondement, des mouvements dans l'Oranie. L'état-major O.A.S. Oran s'était assez avancé à ce sujet.

7 Ce maquis de bonne facture, fort d'une vingtaine d'hommes, opérait depuis le début de l'année dans la vallée du Chélif.

8 Pour investir les postes Montagnon avait joué de surcroît sur une ruse de guerre. Il avait fait porter à ses hommes le béret vert des paras des R.E.P. Il connaissait par expérience l'impact du béret vert sur les esprits lors du 22 avril 1961.

9 Bachagha Boualam, *Mon pays, la France*, page 265.

10 Ils seront enlevés par avions militaires à Orléansville, puis débarqués discrètement sur la base d'Istres. Meurtri à jamais, le bachagha Boualam s'installera au Mas-Thibert, en Camargue, et s'efforcera d'accueillir et regrouper ses fidèles. Il mourra sans revoir sa terre natale.

11 En janvier-février 1962, le 5e R.T., par la voix de ses officiers, avait manifesté sa volonté de rallier l'O.A.S. en unité constituée, afin d'implanter un maquis dans l'Atlas blidéen. Le projet, très avancé, avait avorté, les officiers au pied du mur s'étant désistés. Un seul, un commandant d'E.M.T., le commandant Bazin, devait aller jusqu'au bout, fidèle à son engagement, et trouver la mort, les

armes à la main, contre l'A.L.N. dans l'Ouarsenis. Cet exemple du 5e R.T. illustre bien les espérances, les désillusions de l'O.A.S. devant les ralliements militaires. Il montre aussi le sens extrême de l'honneur qui animait quelques individualités, comme le commandant Bazin, officier particulièrement brillant.

12 Gardes, en compagnie de Lousteau et Mugica, aidés par les gens de Boualam, gagnera Orléansville, puis Alger. Le colonel, en dépit des risques pris, aura toujours une chance à la hauteur de son intrépidité.

13 Le général Jouhaud sera condamné à mort le 13 avril. Les choses pour lui n'auront pas traîné. De longues semaines Edmond Jouhaud attendra l'aube du matin fatal avant d'être finalement gracié à l'automne 1962. Il fut enfin sauvé *in extremis* par l'intervention du nouveau Premier ministre, Georges Pompidou.

14 La prison de la Santé, à Paris, est divisée en deux : quartier haut et quartier bas. En 1962, les six premières divisions, rayonnant en étoile autour d'une rotonde centrale, regroupent les prisonniers bénéficiant du régime « politique » et ceux placés sous étroite surveillance. Salan sera incarcéré dans une cellule de la 3e division. Le général Vanuxem attend son sort à la 6e division qui fut celle de Ben Bella, puis de Challe et Zeller.

Le bloc rectangulaire des six autres divisions – de la 7e à la 12e – abrite les « droits communs » et les détenus O.A.S. qui ne bénéficient pas du régime politique. Ils occupent les cellules laissées libres par les militants du F.L.N. libérés par les accords d'Evian. Le régime y est particulièrement austère dans un cadre vétuste et malpropre. Les rats sont les premiers pensionnaires des lieux... Les prisonniers de l'heure peuvent y évoquer les lointains prédécesseurs.

« Je suis le 15 de la 11e... », écrivait Guillaume Apollinaire dans *Alcools* au début du siècle (c'est-à-dire la cellule 15 de la 11e division).

15 Roger Degueldre est arrêté dans l'après-midi du 9 avril au sortir d'une réunion chez Jean-Claude Perez dans un immeuble de la grande boucle du boulevard du Telemly. Les gardes mobiles connaissaient ses habitudes et savaient qu'il avait une carte d'identité au nom d'Esposito. Achard, plus chanceux, pourra s'éclipser. Branca, Perez, Murat resteront dans une cache le temps de l'alerte.

16 Le capitaine Jean Ferrandi est également arrêté avec lui.

17 Raoul Salan aurait-il le mauvais œil ? Les deux généraux qui ont été les plus acharnés à le faire disparaître ont connu une fin tragique dans des circonstances identiques. Le général Cogny a péri dans l'accident de la *Caravelle* Ajaccio-Nice. Le général Ailleret a trouvé la mort dans l'accident de l'avion le ramenant d'Afrique australe, alors qu'il était chef d'état-major de l'armée.

18 Contrairement encore à d'autres légendes J.-J. Susini et Roger Degueldre étaient très liés et le resteront jusqu'au bout. Degueldre appréciait la brillante mécanique intellectuelle de Susini, lequel était sensible à la force lucide du chef des Deltas et à son tempérament révolutionnaire. On ne doit pas non plus sous-estimer le rôle obscur mais essentiel de la compagne de Roger Degueldre. Après l'arrestation de ce dernier, elle sera, par sa parfaite connaissance des rouages de l'Organisation et sa propre détermination, le premier des maillons entre Susini et les commandos. On s'en rendra compte dans la tentative organisée pour éliminer de Gaulle par un élément dépêché exprès d'Algérie. Georges Bidault, on le sait, avait été le successeur de Jean Moulin à la tête du C.N.R. durant la Résistance. Partisan affirmé de l'Algérie française, Georges Bidault reprend à son compte le sigle du C.N.R. pour lutter contre le pouvoir gaulliste et sa politique algérienne.

19 L'Ouarsenis a marqué la fin du soviet. Branca, de retour de Sidi-Bel-Abbès, est renvoyé sur l'Oranie pour tenter une fois de plus d'actionner la légion. Achard, marqué par l'arrestation du général Salan dont il se sent responsable, s'exile. Des civils dirigent les secteurs mais sont dépassés par l'extrémisme qui soulève les esprits.

Chapitre XXXXIV

AVRIL-JUIN 1962 : LA FIN

Avril-mai-juin 1962. Une guerre s'achève. L'Algérie française vit ses dernières semaines, ses derniers jours, ses dernières heures. Cent trente années de présence sont sur le point de disparaître. La rupture entre les deux rives de la Méditerranée s'apprête à devenir effective. La plus large part de ce qui a été ensemencé, planté, bâti, forgé par la sueur, le sang et l'intelligence d'un peuplement venu d'ailleurs, va être répudiée. Alors, face à cette échéance, les esprits se révoltent. Ils se soulèvent contre l'inéluctable. Par contrecoup, les vieux ferments de haine explosent. Tel l'orage au terme d'une longue journée de moiteur, les passions se déchaînent. Elles se déchaînent dans les camps brusquement libérés de leurs entraves civilisatrices ou policières. Les Européens tuent. Les Algériens massacrent. Le vocabulaire n'exprime qu'une différence de moyens. Pistolets-mitrailleurs des uns, armes blanches des autres se rejoignent dans la tuerie. Le sang qui ruisselle sur le sol d'Algérie n'est que la conclusion de ces huit années de guerre. Pour les Européens, il est le prix à faire payer à l'irréversible exode. Pour les Algériens, il est la représaille ou la vengeance du coûteux combat pour l'indépendance.

Si l'horreur et la déraison deviennent le lot quotidien de La Calle à Marnia, elles n'empêchent pas la politique de poursuivre sa route, insensible au souffle de désespoir et de mort qui balaye les hommes outre-Méditerranée. En France, de Gaulle a décidé de faire approuver par l'opinion publique l'orientation finale qu'il a donnée à la guerre d'Algérie. Il se couvre ainsi de la légalité républicaine et du verdict populaire. L'article 2 du décret 62310, de mars 1962, signé Charles de Gaulle spécifie : « Les électeurs auront à répondre par *oui* ou par *non* à la question suivante : “Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République et concernant les accords à établir et les mesures à prendre

au sujet de l'Algérie sur la base des déclarations gouvernementales du 19 mars 1962 ?” »

En termes clairs : Etes-vous pour ou contre l'indépendance de l'Algérie ?

Le 8 avril 1962, les électeurs métropolitains se prononcent ainsi par voie de référendum sur la question posée. 90,7 % des suffrages exprimés apportent l'accord des Français à cette indépendance de l'Algérie que leur propose de Gaulle. Pourcentage écrasant d'un pays las d'un interminable conflit. Des juristes relèvent cependant qu'en cette occasion les premiers intéressés, c'est-à-dire les Français d'Algérie, n'ont pas été consultés. Il est disposé de leur sort sans leur demander leur avis. Qui se soucie vraiment d'eux d'ailleurs, à cette heure où ils passent pour des fascistes ou des racistes, suivant la plume des éditorialistes[1] ?

Les accords d'Evian ont prévu la mise en place d'un exécutif provisoire, passerelle temporaire entre la délégation générale, émanation du pouvoir français, et le G.P.R.A., expression de l'autorité algérienne reconnue. L'homme choisi d'un commun accord pour présider ce nouvel organisme s'appelle Abderrahmane Farès. Ce notable, dans la cinquantaine, est notaire à Koléa, village de colonisation au sud-ouest d'Alger[2]. Sa culture française, ses sentiments algériens, l'ont conduit sur un itinéraire politique qui lui a permis de côtoyer les deux camps. Il se présente comme un authentique militant F.L.N. mais, par certaines de ses fonctions – il a été président de l'Assemblée algérienne –, il a ses entrées parisiennes. Un séjour dans les geôles françaises, depuis l'automne 1961, donne de lui l'image d'un nationalisme farouche qui ne fut pas toujours le sien. Sa faconde naturelle lui assure des contacts faciles et des amitiés durables. Cette ambiguïté, jointe à une habileté incontestable, fait de lui le partenaire idéal pour les deux parties dans la phase de compromis qui s'engage.

Le 29 mars, Farès, qui quelques jours plus tôt a été extrait de sa cellule de Fresnes, arrive à Alger et s'installe au Rocher-Noir, près de Christian Fouchet et du général Ailleret. Les douze membres de l'exécutif provisoire désignés par le G.P.R.A. le rejoignent bientôt. Chawki Mostefaï est le représentant officiel du F.L.N. Trois Européens de tendance libérale sont censés représenter la communauté française. L'un d'eux, Roger Roth, est député de Philippeville. Un autre, Jean Manoni, a été deux fois grièvement blessé : par le F.L.N., puis par l'O.A.S.

La tâche de l'exécutif provisoire est multiple : assurer l'ordre public, préparer le référendum prévu en Algérie par les accords d'Evian, prendre en

main les rouages de l'administration pour préparer la gestion du futur Etat algérien.

L'ordre public passe par la constitution d'une force autonome, dite force locale, qui doit regrouper 40 000 hommes. Hâtivement regroupée et armée, grâce à l'aide fournie par la France, elle est en principe le bras de l'exécutif. Dans la pratique, par sa composition à base de soldats d'origine algérienne, elle ne fait qu'anticiper les événements. Avant l'heure, l'A.L.N. s'installe à Alger[3].

La capacité militaire de cette force locale reste modeste sur le fond. Elle ne saurait régler seule les grands problèmes du moment, c'est-à-dire la rébellion ou les possibilités de rébellion de ceux qui ne sauraient accepter l'Algérie indépendante : l'O.A.S., les unités d'Algériens profrançais. Farès se doit donc de faire appel à l'armée française, qui continue à tenir la majeure partie du terrain à effectifs pleins.

Pour l'armée française, voici le temps du gouffre. L'obéissance n'engendre plus grandeur et servitude. Elle devient une tache sur le drapeau que seule la relève des générations permettra d'estomper. En quelques semaines est brûlé ce qui a été adoré, est renié ce qui a été proclamé. Des capitulations eurent l'excuse du sort des armes et du souci d'épargner du sang. Sedan, juin 40 et d'autres connurent du moins la carence des chefs, le poids de l'ennemi et le sacrifice de plus d'un. Printemps 1962. Une armée, victorieuse en rase campagne, tire sur les siens, les désarme et les livre à l'ennemi pour un holocauste sans précédent dans l'histoire de France. Les cadres à tous niveaux, même si certains s'efforcent d'atténuer certaines rigueurs, assument une responsabilité collective que parfois le remords poursuit[4].

A l'heure où le haut tribunal militaire siège afin de rendre à l'encontre du prisonnier Raoul Salan un verdict dont de Gaulle ne saurait admettre qu'il ne fût pas la mort, un soldat de la légalité, le 22 avril 1961, le général de Pouilly, a l'honnêteté de déclarer à la barre :

« Choisissant la discipline, j'ai également choisi avec la nation française la honte d'un abandon et pour ceux qui, n'ayant pu supporter cette honte, se sont révoltés contre elle, l'Histoire dira, peut-être, que leur crime est moins grand que le nôtre[5]. »

Les Algériens, on l'a vu, servent la France à des titres divers même si un vocable unique sous le nom de harkis désigne, en 1960, des hommes enrôlés dans des unités bien distinctes : harka, G.M.P.R., C.M.S., makhzen,

commandos, autodéfense, unités de tirailleurs, sans parler de tous ceux qui, à un degré quelconque, portent l'uniforme français. Ils sont des milliers, du garde-champêtre au caïd à arborer des décorations gagnées sur les champs de bataille. Regroupés, tous ces hommes, dont certains sont d'anciens du F.L.N., pourraient constituer une force appréciable et s'opposer efficacement, de par leur nombre et leur armement, à ce qui se prépare. Pour l'exécutif, il faut donc les désarmer et vite.

Est-il un cas plus typique de cette tragédie que celui du « colonel Si Chérif », ancien rebelle, implanté avec ses 850 hommes dans la région d'Aïn-Bouzif (secteur de Médéa) ? Le général français qui commande la zone fait désarmer Si Chérif et les siens. Les armes et les munitions sont livrées à l'autorité militaire française. Réduits à l'impuissance, les supplétifs de Si Chérif sont massacrés dans les semaines suivantes. Leur chef seul parvient à s'échapper. Partout les mêmes scènes se reproduisent : encerclement, désarmement des Algériens francophiles. Après quoi, les malheureux se retrouvent victimes de leurs anciens ennemis. Ainsi, à Saïda, les membres du commando Georges, unité créée jadis par Bigeard, connaissent un sort effroyable. La même fureur extermine souvent les femmes et les enfants. Ce dossier de mutilations, lapidations, exécutions, sévices avec un registre de cruauté inimaginable, relève de la stricte barbarie. Il était prévisible et prévu.

Certains, aidés parfois, il convient de le souligner, par leurs anciens officiers, essayent d'échapper au sort qui les attend. Les marins de la D.B.F.M., par exemple, s'efforcent de ramener en France la harka qui combat avec eux. Ce cas n'est pas isolé, mais les ordres tombent. Les directives de Louis Joxe, ministre en charge des Affaires algériennes, sont sans appel. Le 23 mai, il adresse à Christian Fouchet la directive suivante :

« Les supplétifs débarqués en métropole, en dehors du plan général de rapatriement, devront rejoindre, avant qu'il ne soit statué sur leur destination définitive, le personnel regroupé suivant les directives des 7 et 11 avril. Je n'ignore pas que ce renvoi peut être interprété par les propagandistes de la sédition comme un refus d'assurer l'avenir de ceux qui nous sont demeurés fidèles[6]. Il conviendra donc d'éviter de donner la moindre publicité à cette mesure. Mais ce qu'il faut surtout obtenir, c'est que le gouvernement ne soit plus amené à prendre une telle décision. »

Le chiffre des victimes algériennes de ces mois du printemps et de l'été 1962 n'a jamais pu être établi avec une stricte précision pour des raisons

évidentes. Aucune organisation humanitaire n'a pu visiter les camps et les lieux de torture. Les avis les plus autorisés le situent à environ 150 000 victimes. Ramenés à l'échelle de la population française il donnerait 960 000 morts.

A cette époque aussi s'achève la route des derniers messalistes. Les maquisards d'Abdallah Selmi, dans le secteur de Bou Saada, sont encerclés par l'armée française sur ordre du général commandant la zone. L'opération est menée en liaison avec les chefs F.L.N. locaux suivant les instructions de Joxe et Fouchet. Désarmés, Abdallah Selmi et les siens, environ 850 hommes, sont eux aussi massacrés par l'A.L.N.

Parallèlement, l'amnistie incluse dans les accords d'Evian libère tous les prisonniers politiques algériens[7]. Sans distinction, militants du F.L.N. et du M.N.A. recouvrent la liberté. Ces derniers sont immédiatement surveillés par les wilayas. « La libération devient pour nombre d'entre eux l'antichambre de la mort ou de l'exil[8]. »

L'armée française, qui désarme ses Algériens pour les livrer à l'ennemi et à la mort, se bat contre ses nationaux. Il y a eu la rue d'Isly. En février, un officier, à Bône, avait abattu un adolescent écrivant sur des murs des slogans favorables à l'Algérie française[9]. Ces cas tragiques font école. Presque partout l'armée intervient en force contre la sédition de l'O.A.S. Elle a brisé la tentative de l'Ouarsenis. Elle détruit des petits maquis montés par d'anciens officiers en Kabylie et en Oranie. Barrages, contrôles se poursuivent pour intercepter les factieux de l'O.A.S. Il lui arrive même de s'associer au F.L.N. pour traquer d'anciens camarades.[10].

C'est surtout à Oran que l'action militaire prend toute sa dimension, par la personnalité du chef qui commande depuis février. Le général Katz entend bien briser la sédition par tous les moyens. Il a fait un choix : le F.L.N. et non l'O.A.S. doit régner à Oran. Le conflit est inéluctable avec une population au sang chaud. Dans cette bataille, Katz a contre lui un autre général français, Gardy, le seul rescapé du putsch du 22 avril 1961[11].

Gardy a derrière lui tous les Oranais et un état-major reconstitué. De nouveaux officiers ont rallié l'O.A.S. à Oran : Dufour, l'ancien patron du 1er R.E.P., Paoli, Cucherat, des marins, Beglia, un aviateur. Aux coups de main, aux attentats de l'O.A.S., Katz répond par l'intervention de ses blindés et de l'aviation.

Si Alger, décapité par l'arrestation de ses chefs et maté par la fusillade du 26 mars, ne se manifeste plus que pour du terrorisme racial ou des

destructions de desperados[12], Oran entend lutter. Chaque jour, des combats singuliers opposent les commandos O.A.S. aux groupes F.L.N. ou aux forces de l'ordre. Katz a choisi ses prétoriens qui, comme à Alger, canalisent les haines : les gardes mobiles. La lutte fratricide que, sur le fond, l'O.A.S. n'a jamais voulu et ne veut pas engager – c'est une des raisons de son échec –, elle la livre sans merci contre les mercenaires qu'elle condamne impitoyablement. Jets de grenades, salves de pistolets-mitrailleurs d'un côté, longues rafales de mitrailleuses lourdes de l'autre. Les fils des réfugiés espagnols retrouvent l'accent des défenseurs de Teruel[13].

Cette ambiance interdit à Gardy et à son état-major de comprendre Susini et de le suivre dans son ultime tentative politique. Les situations sont bien différentes entre les deux villes. Oran se bat. Alger, vaincu, doit composer.

Car l'O.A.S., à Alger, sait qu'elle a perdu à moins que... Nul n'ignore que le chef d'orchestre qui, impavide, règle l'ordonnancement s'appelle Charles de Gaulle. Le supprimer pourrait peut-être tout remettre en cause. Salan n'est plus là pour interdire d'attenter à la vie de l'homme du 18 juin. Les Deltas ont encore une âme qui brûle de faire coup double : tuer de Gaulle et faire évader leur chef en achetant des complicités à l'intérieur de la Santé. Cette solution est possible, l'avenir le prouvera. Cette mission de l'ultime chance, seule une femme put la concevoir et la conduire, et cette femme, passionnée, ardente, est la compagne de Roger Degueldre. Enceinte, prenant tous les risques, car elle est, oh combien ! recherchée, elle franchit la Méditerranée. Mais les jeunes pieds-noirs qui arrivent en France munis d'un arsenal imposant, dont un fusil à lunette, oublient ou ignorent que la Métropole n'est pas l'Algérie, que la population est hostile, que la police assure bien son travail, que les indicateurs rôdent partout. En quelques jours, Gaby Anglade, le chef du commando, et ses compagnons, se retrouvent eux aussi à la Santé. Ils étaient trop voyants, ces Deltas qui rêvaient d'immoler leur pire ennemi et de sauver leur chef. Celui-ci ne connaîtra jamais son fils qu'au travers d'une photo glissée sous la sacoche d'un avocat, cet enfant né dans la tempête et que sa mère, rescapée par miracle, éloignera à jamais du ciel de France.

De Gaulle, sa vie durant, aura eu la « baraka ». Ses services de protection y ont certainement contribué, mais il eut aussi de la chance. Le jour du 1er mai, un petit groupe parisien (appartient-il vraiment à l'O.A.S.? Tous ceux qui sont Algérie française et antigaullistes s'en réclament du moins) décide

aussi de réaliser l'impossible. Un ancien sous-officier de parachutistes réussit à se glisser dans le groupe des forts des Halles pour le muguet au président de la République. Sa main, par intervalles, se crispe sur son colt. Il a connu l'Indochine et Dien-Bien-Phu mais jamais il ne s'est senti aussi nerveux. Il a juré de tuer de Gaulle, dût-il y laisser sa peau. Dehors, devant le porche de l'Elysée, mêlés à la foule, quelques camarades battent la semelle. Ils attendent, prêts à faire diversion et à donner une chance de sortie à leur kamikaze de compagnon. Pourquoi de Gaulle ne s'est-il pas présenté sur le perron ce jour-là ? Prudence ou information ? Prudence sans doute. Seules quelques gentes demoiselles pénètrent dans le bâtiment pour remettre le brin traditionnel. Cérémonie brusquée et vite expédiée. Un homme, quelques minutes plus tard, traverse seul, à pied, le faubourg Saint-Honoré pour rejoindre la place Beauvau. C'est le ministre de l'Intérieur, l'adversaire de l'O.A.S., Roger Frey. Faut-il ou non l'abattre ? Les hommes du complot s'interrogent du regard puis s'éloignent. A quoi bon le menu fretin ? C'est le gros poisson qu'ils voulaient avoir.

*

* *

A Alger, les deux camps face à face, O.A.S et exécutif provisoire lié au F.L.N. et à l'administration française, ont intérêt à sortir de l'impasse créée par les attentats réciproques. Susini sait parfaitement qu'il ne peut plus s'imposer... L'O.A.S. combattante est exsangue. Farès, quant à lui, a pour mission d'assurer sans douleur le passage du témoin. Des pogroms massifs d'Européens risquent de déclencher une réaction défensive spontanée de l'armée française et de mettre en cause les accords d'Evian[14].

Pour le F.L.N., engagé à fond dans la voie de la négociation, tiraillé par les luttes de chefs – on le verra –, tout compromis est préférable à l'épreuve de force. Susini et Farès se rencontrent discrètement une première fois, fin mai, dans une ferme aux abords de l'Alma. Ils se retrouvent le 1er juin au bordj de Jacques Chevalier, l'ancien maire d'Alger, dont les idées sont connues. Susini n'est plus seul. Il est accompagné du colonel Gardes qui lui apporte la caution d'une intégrité et d'un patriotisme à toute épreuve.

Susini a besoin d'une solution honorable. Farès veut le calme. Déjà, il a obtenu de Susini une suspension des opérations. Un calme précaire règne sur Alger depuis leur première entrevue. Susini réclame un accord écrit

apportant à la minorité européenne des garanties. Farès s'en tient à la ligne d'Evian tout en lâchant du lest. Des engagements F.L.N./O.A.S. peuvent faire l'objet de déclarations verbales.

Sur ce terrain brûlant, Farès, homme de compromis, doit assurer ses arrières. Avec Mostefaï, qui, faut-il le rappeler, représente officiellement le F.L.N. au sein de l'exécutif provisoire, il se rend à Tripoli, où siège le G.P.R.A. Celui-ci, en pleine crise interne, accepte les propositions Farès-Mostefaï. L'important est d'arriver sans heurts au référendum du 1er juillet qui doit plébisciter l'indépendance de l'Algérie. Mostefaï, au nom des Algériens, peut s'engager avec Susini, qui apparaît comme le représentant des Européens.

Ces accords, que l'Histoire retient sous le nom d'accords Mostefaï-Susini – et qu'il serait plus conforme d'appeler accords Farès-Susini – n'ont aucun caractère formel. Ils prennent l'aspect de déclarations verbales de Mostefaï à la radio et à la télévision et de Susini dans une émission pirate. Mostefaï dit pour l'essentiel aux Européens :

« Je sais le désarroi dans lequel vous êtes. Vous vous posez des questions sur votre avenir dans ce pays, sur votre sécurité, sur le respect de votre personnalité et de votre dignité d'hommes. Ces sentiments ont été exprimés par les dirigeants des organisations syndicales et professionnelles et en particulier par les dirigeants de l'O.A.S. avec lesquels nous nous sommes entretenus. Et si j'ai participé à cet entretien, c'est parce que son utilité a été reconnue par les dirigeants algériens dont vous entendez recevoir les assurances nécessaires. »

Ce sont donc essentiellement de bonnes paroles, même s'il est prévu une amnistie réciproque et un recrutement d'Européens dans les forces de police. La désintégration de la colonie européenne d'Alger enlève très vite toute consistance à l'événement. Devant la réalité quotidienne, les Européens ne pensent plus qu'à fuir.

Du fond de sa prison, Salan, tenu informé des négociations, a donné son aval. Dans un message rendu public, il demande à ses troupes d'abandonner un combat à l'issue illusoire. Jouhaud, qui se prépare à la mort, rédige une déclaration appelée dans son esprit à être posthume. Elle est de la même veine. L'indiscrétion d'un avocat croyant bien faire dans l'intérêt de son client en révéla la teneur. Ainsi, l'O.A.S., par la voix de ses deux chefs incontestés, reconnaît sa défaite et recommande, par souci humanitaire, de déposer les armes. Les esprits sages diront qu'il eût fallu commencer par là.

Cela n'eût rien changé à un drame né de passions, d'espérances et de désespoirs... L'O.A.S. pouvait représenter une force dans l'intérêt de la France et des siens en Algérie. Paris n'en a pas voulu ainsi. Il eût fallu surtout éviter d'en arriver là. C'est une tout autre question qui fut de la seule responsabilité des politiques.

Susini, dans cette affaire, a pris des responsabilités et des risques[15]. Farès et Mostefaï tout autant. On peut s'interroger. La réconciliation, la vie commune entre natifs d'un même pays, qu'ils soient algériens ou européens de souche, sont-elles possibles ? Les faits démontrent que non, même si, à Alger, l'O.A.S. a mis halte au feu. Le poids de l'Islam, le prix de huit années de guerre et de sang ne peuvent s'effacer. Les attentats, les enlèvements se poursuivent contre les Européens. Il faut s'exiler pour sauver sa vie. Dès la fin mai, l'exode a commencé. Il s'accélère avec la mi-juin. Les accords Susini-Mostefaï, par la relative trêve qu'ils apportent, assurent du moins la possibilité de s'embarquer pour d'autres rivages.

Ils officialisent en même temps l'éclatement de fait de l'O.A.S. depuis la disparition de Salan. Dans le Constantinois, Château-Jobert refuse de s'aligner sur Alger. Il a près de lui Martel, pour qui Susini n'est qu'un suppôt de Satan. Cette présence ne saurait l'inciter à être conciliant et il espère encore des ralliements militaires[16]. Continuelle illusion de plus d'un chef de l'O.A.S.! C'est pourquoi il stigmatise durement les négociations qui démobilisent les énergies. A Constantine, à Bône, ses commandos tentent encore quelques actions et finalement se mêlent à la foule qui se presse sur les quais dans l'attente des bateaux.

A Oran, Gardy s'accroche. Le vieux légionnaire, presque jusqu'au bout, veut croire que les képis blancs ne lâcheront pas Sidi-Bel-Abbès et l'Algérie française. Il s'obstine, malgré la lucidité de Branca qui ne lui cache pas qu'il n'y a plus rien à attendre. La légion obéit à ses chefs. Le colonel Vaillant est là pour la tenir en main et personne n'osera franchir le pas alors que tout paraît perdu. Fin juin, les ultimes explosions secouent le port et Gardy s'incline devant l'inévitable. Les Oranais, à leur tour, désertent leur ville.

Désormais, en Algérie, en ces derniers jours de juin 1962, ce n'est plus qu'une lamentable migration vers la côte et les aéroports. On s'embarque vers la France, mais aussi vers l'Italie et l'Espagne. Les pêcheurs seuls s'éloignent avec leur outil de travail : leur barcasse. Tous les autres n'ont le plus souvent que quelques valises tenues à bout de bras. Une vie s'effondre. Adieu, maison, foyer, lieu de travail ou de rencontre ! Adieu, églises et

cimetières où reposent les aïeux ! Adieu, horizons familiers et connus ! Adieu, cadre patiemment bâti d'une existence ! Un million d'hommes, de femmes et d'enfants, en quelques semaines, abandonnent tout. L'Algérie n'est plus française. Ils ne peuvent plus y demeurer. Ils avaient raison de tout craindre.

*
* *

La nef du F.L.N. va-t-elle sombrer en arrivant au port ? Ce mouvement, regroupement des forces nationales depuis le 1er novembre 1954, va-t-il éclater alors que l'aurore de l'indépendance point à l'horizon ? Les factions rivales y sont maintenant au nombre de trois : le G.P.R.A. de Ben Khedda, et lui-même scindé en clans hostiles, l'E.M. derrière Boumediene et les colonels des frontières, enfin Ahmed Ben Bella, le premier prisonnier libéré par les accords d'Evian.

En titre, Ben Bella est ministre d'Etat au sein du G.P.R.A. Cela ne l'empêche pas de travailler pour lui et pour ses idées. Celles-ci sont simples et tranchées : réforme agraire, islam, arabisme : « Arabes, nous sommes tous des Arabes », lance-t-il fréquemment[17]. Evian, il n'en a cure et il ne dissimule pas son opposition aux accords du 18 mars. Est-ce là une conséquence de sa longue détention ? Il est violemment hostile à la France. Vis-à-vis de la minorité européenne, il exclut toutes garanties particulières. Il la considère même comme indésirable sur le sol algérien.

Au G.P.R.A. de Ben Khedda, à l'état-major de Boumediene, au groupe de Ben Bella et de ses amis, il faut aussi ajouter une puissance nouvelle : les wilayas sorties de leur clandestinité. Les maquisards rescapés, ceux qui ont pris tous les risques, même s'ils ne sont pas nombreux, entendent bien tenir leur rôle à l'heure de la victoire. Les commandants de wilayas, profitant du vide créé par la retraite de l'armée et de l'administration françaises depuis le 18 mars, s'organisent en fiefs quasi indépendants. Ils recrutent largement et incitent à la désertion. Les nouveaux venus sont les « marsiens », pendants des résistants de septembre que connut la France en 1944. Chacun indiscutablement espère participer largement au festin de l'indépendance nationale[18].

La rupture de fait est consommée depuis longtemps entre G.P.R.A. et état-major. Les militaires, toutefois, souhaitent sauver l'apparence et se

donner l'image du bon droit. L'arrivée de Ben Bella leur offre un chef politique de dimension nationale, qui a lui-même besoin d'alliés. Le clivage peut s'accentuer et s'accélérer. Pour les wilayas, il devient opportun de choisir son camp. Déjà, le colonel Tahar Zbiri, chef de la wilaya I des Aurès-Némentchas, se range auprès de Ben Khedda. Fin avril, le G.P.R.A. coupe les vivres à l'état-major en supprimant son budget, mais celui-ci a des réserves.

Ait Ahmed, par souci de conciliation, avance le principe, retenu, d'une réunion du C.N.R.A. à Tripoli en Libye. Les parties en présence pourront s'affronter sur terrain neutre et résoudre leurs différends par la négociation. Dans la pratique ce sont des thèses et des adversaires irréductibles qui à partir du 25 mai se retrouvent à Tripoli pour préparer l'avenir de la révolution nationale.

Ben Bella, par son tempérament et ses appuis, se présente en homme fort. Ses idées dominent et imprègnent les conclusions d'ensemble baptisées Programme de Tripoli :

– priorité absolue est donnée au programme agraire, en préconisant la limitation de la grande propriété, la redistribution gratuite des terres, la constitution de fermes d'Etat. Tout l'univers agricole mis en place par la colonisation est appelé à disparaître. Il en est de même pour le secteur privé à moyen terme ;

– le F.L.N. apparaît comme le parti unique à large primauté sur la vie politique du pays ;

– la référence à l'Islam est retenue au niveau de l'Etat et du F.L.N. Ce point est un succès encore pour Ben Bella, fidèle musulman ;

– la politique extérieure reste fondée sur les principes du non-alignement, même si certains ont souhaité un rapprochement avec le bloc de l'Est.

Le programme de Tripoli demeure secret. Le publier donnerait des arguments et des justifications à l'O.A.S. Les accords d'Evian sont loin.

Au soir du 7 juin, Ben Bella doit *a priori* s'estimer satisfait. Grâce à des ralliements de dernière heure – Zbiri en particulier –, il a obtenu la majorité. Mais il n'est pas encore le maître. Le G.P.R.A. de Ben Khedda est toujours le gouvernement normalement intronisé par le C.N.R.A. Il n'a pas été renversé. Il n'a pas démissionné. Au-delà du programme de Tripoli, chacun compte maintenant ses troupes.

Le G.P.R.A. peut compter sur les wilayas II et III, Nord-Constantinois et Kabylie, la zone autonome d'Alger et la fédération de France du F.L.N.

L'ensemble n'est pas à sous-estimer. Ben Bella est appuyé par l'armée de l'extérieur, les wilayas I et VI, Aurès et Sahara. Les wilayas d'Oranie et de l'Algérois ne tarderont pas à se joindre à lui. L'Algérie est coupée en deux. Quatre membres du gouvernement – Ben Bella, Rabah Bitat, Mohamedi Saïd, Khider – sont en rébellion ouverte contre un gouvernement dont ils font partie. Quel recours peut-il exister autre que celui des armes ?

Effectivement, on passe aux armes. Des émissaires de l'état-major sont arrêtés en Algérie même par les wilayas. Les colonels Ouamrane et Boualem Moussaoui, Djemila Bouhired, Zohra Drif sont interpellés à Alger, le commandant Ahmed Bencherif à Rovigo, le commandant Kaïd Ahmed à Constantine. Les wilayas ont pris des gages. En dépit de leur ralliement plus ou moins ferme à l'un ou l'autre des camps, elles sont bien décidées à poursuivre leur propre action au bénéfice de la résistance intérieure, qui a supporté l'essentiel de l'effort de guerre.

La crise éclate publiquement le 26 juin. Le G.P.R.A., encore pratiquement regroupé à Tunis, se scinde en deux. Ben Bella, Bitat, Khider abandonnent physiquement un G.P.R.A. qu'ils veulent faire apparaître comme l'élément d'une faction. Ben Bella lui-même quitte Tunis, prétextant que ses adversaires cherchent à le faire assassiner. Le 30 juin, le G.P.R.A. destitue l'état-major de Boumediene. La veille du jour où l'indépendance va être reconnue, l'Algérie algérienne est au minimum coupée en deux.

L'affrontement se produira effectivement après l'indépendance, mais il n'appartient plus à la guerre d'Algérie. D'Oranie, puis de Tlemcen, Ben Bella et Boumediene lanceront leurs troupes sur Alger. Les combats, très violents, feront des centaines de morts. La lassitude de la base imposera la paix et permettra la victoire d'Ahmed Ben Bella. La dictature d'un homme et d'un parti commencera avant d'être relayée par une autre, trois ans plus tard, lorsque Boumediene renversera et emprisonnera Ben Bella. Curieux retournement dont l'Histoire a le secret : les proscrits de ces purges et de ces révolutions successives viendront en France, ce pays qu'ils ont combattu, réclamer l'asile et le droit à la liberté.

*

* *

Le 1er juillet 1962, comme prévu, se déroule le référendum sur l'indépendance. Une seule question est posée aux Algériens :

« VOULEZ-VOUS QUE L'ALGÉRIE DEVIENNE INDÉPENDANTE EN COOPÉRANT AVEC LA FRANCE ? »

Tant de morts pour en arriver là ! Talleyrand, en cette affaire, aurait pu évoquer les crimes et les fautes des politiques responsables.

Sur 6 000 000 de votants, 5 971 581 se prononcent pour le *oui*, 16 534 pour le *non*.

Le 3 juillet, à Paris, de Gaulle proclame officiellement l'indépendance de l'Algérie :

> « Par le référendum du 8 avril 1962, le peuple français a approuvé les déclarations gouvernementales du 19 mars 1962, qui prévoient le cas où les populations algériennes, consultées en vertu de la loi du 14 janvier 1961, choisiraient de constituer un Etat indépendant coopérant avec la France. En conséquence, les rapports entre la France et l'Algérie étant désormais fondés sur les conditions définies par les déclarations gouvernementales du 19 mars 1962, le président de la République déclare que la France reconnaît solennellement l'indépendance de l'Algérie.
>
> » Fait à Paris, le 3 juillet 1962.
>
> » CHARLES DE GAULLE. »

A 12 heures, le drapeau vert et blanc peut flotter librement sur le sol algérien. A 16 heures, Farès pour l'exécutif provisoire, le colonel Mohand-Oul-El-Hadj pour la wilaya III, le commandant Azzedine pour Alger accueillent le G.P.R.A. ou du moins ce qu'il en reste. Ben Khedda et Krim Belkacem peuvent faire leur entrée, ovationnés par une foule en liesse. Dans le même temps, le gouvernement français donne l'ordre d'ouverture des frontières. Exilés, réfugiés peuvent rentrer. Les katibas de l'A.L.N. n'ont plus de barrages à franchir. Les portes leur sont largement ouvertes. Elles sont désormais chez elles.

La guerre d'Algérie est théoriquement terminée. L'Algérie a obtenu son indépendance. A Sidi-Ferruch, le 5 juillet, à 20 heures, deux officiers français font sauter à l'explosif le monument commémoratif du

débarquement du 14 juin 1830. Là où tout avait commencé cent trente-deux ans plus tôt.

---

1 Deux mois plus tard, dans l'*Express*, J.-J. Servan-Schreiber réclamera l'exécution de Jouhaud.

2 A. Farès est né à Akbou, dans la vallée de la Soummam, en janvier 1911.

3 Le commandement de la force locale a été proposé au général Ahmed Rafa, qui a refusé. Le choix de celui-ci est fait depuis longtemps. Il est et restera français. Cette force locale, avec l'approche de l'indépendance, sera l'objet de pressions de plus en plus vives des wilayas soucieuses de remettre sur pied leur potentiel militaire avant l'arrivée de leurs rivaux du G.P.R.A. et de l'A.L.N. des frontières. Des unités entières déserteront pour se dédouaner de la couleur obligatoirement française que représente la force locale.

4 Les chefs de S.A.S. en particulier tenteront de sauver leurs supplétifs musulmans.

5 Le général Salan sauvera sa tête au grand dépit de De Gaulle, le haut tribunal militaire lui ayant accordé le bénéfice des circonstances atténuantes. Ce verdict, par contrecoup, sauvera le général Jouhaud.

6 Une illustration, parmi d'autres, de ces directives : le maghzen de la S.A.S. des Beni Bechir, une dizaine de kilomètres au sud de Philippeville, a réussi à embarquer sur un navire s'apprêtant à appareiller à destination de la France. La quarantaine d'hommes qui le compose sait quel salut représente cet embarquement. Dans peu de temps l'ancre sera levée et ils seront sauvés. Un capitaine de l'A.L.N. a repéré les harkis. Il leur ordonne de débarquer ce que, bien évidemment, ils refusent. Il alerte alors le corps d'armée de Constantine commandé par le général Ducournau. Peu après l'ordre tombe : « Faire débarquer les harkis des Beni Bechir. » Agrippés au bastingage, à tout ce qui se présente, les malheureux implorent les soldats français qui à coups de crosse les rejettent vers le quai. « Mais vous voulez notre mort ! »

Peu après, tombés entre les mains de l'A.L.N., ils sont exécutés sur la place Marquet à quelques centaines de mètres de ce navire dont l'armée française les a chassés.

7 Sauf ceux qui ont combattu dans les rangs des partisans de l'Algérie française.

8 Mohamed Harbi, *op. cit.*, page 324.

9 Charles Daudet.

10 En Oranie, Branca, en mission pour le compte de Gardy, échappe de justesse à une embuscade tendue par l'A.L.N. sur des renseignements fournis.

11 Paul Gardy sera par miracle le seul général français a échapper aux arrestations. Il se réfugiera en Argentine et y trouvera la mort dans un accident d'automobile.

12 Des équipes de jeunes veulent faire payer cher leur victoire aux Algériens. D'autres, derrière Jean-Claude Perez, entendent mener la politique de la terre brûlée. Plusieurs immeubles administratifs sont dévastés par des incendies volontaires.

13 Il est évident que tous les Oranais de vingt ans ne sont pas des fils d'exilés de la guerre d'Espagne, mais on a vu qu'un sang d'origine ibérique coule dans bien des veines à Oran.

14 Les événements d'Oran, le 5 juillet, ont prouvé que cette crainte n'était pas fondée.

15 Le dernier carré de l'état-major O.A.S. d'Alger a suivi le mouvement. Gardes, Gorel le trésorier, les responsables des Deltas ont dit oui. Godard, Pérez n'ont acquiescé que du bout des lèvres et sans participation active.

16 Pour les partisans de l'Algérie française, il serait excessif de lancer un anathème collectif sur l'armée française et son attitude. Le zèle des chefs militaires triés sur le volet, l'obéissance des cadres et de la troupe sont indiscutables. Ce comportement ne doit pas faire oublier que ce grand corps a payé plus que tout autre son tribut à l'Algérie française et ce, sans évoquer ceux qui eurent le meilleur sort, celui de tomber en plein ciel de gloire. L'armée de terre, partie prenante essentielle à la guerre, a été durement éprouvée. Des dizaines ont dû s'exiler. Certains mourront loin de la patrie ou dans les

prisons françaises. Les démissions ont été légion, rappelant la trop célèbre période des Inventaires. Des carrières ont été brisées à jamais, qu'aucune amnistie ne rétablira. Des complicités ont sauvé des vies humaines aussi bien européennes que musulmanes dans des actes de résistance aux ordres. Le cas de la D.B.F.M. a été cité. Il y en eut beaucoup d'autres. Les harkis rapatriés le furent le plus souvent en infraction. Ceci doit être écrit pour tempérer cela.

17 Il est, ce disant, en contradiction manifeste avec la réalité ethnique du pays, mais sa vision arabe rejoint une conception islamique de l'Algérie. Sur ce point il n'a pas tort. Arabes et Berbères sont islamisés et la *djihad*, la guerre sainte, a été l'un des plus sûrs ferments de la révolte et du courage des moudjahidine.

18 Au moment des accords d'Evian, les services de renseignements français évaluaient les maquisards à environ 10 000. Ce chiffre était déjà en très sensible augmentation depuis avril 1961, par l'arrêt des opérations offensives et l'évolution de la situation politique. On estime qu'entre Evian et l'indépendance, les wilayas ont pu quadrupler leurs effectifs.

Chapitre XXXXV

---

6 JUILLET 1962

Il est des guerres où le silence du canon annonce vraiment la paix. Le clairon Sellier, le 11 novembre 1918, sonne la fin effective de l'holocauste. 3 juillet 1962, en France comme en Algérie, le sang ne cesse de couler.

En ces temps de déchirement pour bien des Français, il faudrait à la France la noblesse de cœur d'un Henri IV. La luttre fratricide n'a plus de raison d'être. Le combat n'a plus de sens, du moins dans sa cause profonde Il est peut-être, et même sûrement, temps de tourner une page douloureuse et dont chacun reconnaît qu'elle fut loin d'être glorieuse dans son finale La France doit retrouver tous les siens qui se sont battus pour l'avoir trop aimée... La raison autant que le cœur impliquent de cicatriser, de s'efforcer de panser les plaies, comme fit le Béarnais. Les djoundi descendent librement de leurs montagnes. Les détenus du F.L.N. ont quitté les prisons françaises. Les assassins des femmes et des enfants de France, ceux du Milk Bar, de l'Otomatic et d'ailleurs sont libres. Même le sol français leur est accessible et certains ne s'en priveront pas.

Que vont devenir les combattants de l'autre camp ?

La réponse claque très vite, à l'aube du 6 juillet. Le lieutenant Roger Degueldre, chantant *la Marseillaise*, tombe sous les balles françaises dans les fossés du fort d'Ivry. Dans son dernier message à l'auteur, peu de jours auparavant, il terminait sur ces mots :

« On leur montrera comment on sait mourir. Delta. » Il a plus que tenu parole. Sa dépouille rejoint au cimetière de Thiais le carré des suppliciés mais les fleurs que des mains pieuses viennent déposer sont systématiquement enlevées. D'autres, un mois plus tôt, l'ont précédé. Le 7 juin, le sergent Dovecar, un légionnaire, est tombé aussi en criant « Vive la légion ! ». Son compagnon André Piegts, un pied-noir, avant la salve meurtrière, a lancé un tout aussi vibrant : « Vive l'Algérie française ! »

La réponse est claire. Malheur aux vaincus ! Vengeance et répression ! Les cellules de la Santé, de Fresnes, des Baumettes, de toutes les prisons de France ne cessent de recevoir de nouveaux occupants. Pour de nombreux pieds-noirs, la liberté s'appelle une terre espagnole, italienne, voire plus lointaine.

La haine appelle la haine. Un combat continuera qui n'appartiendra plus à la guerre d'Algérie mais en sera le prolongement en métropole. Ce sera, entre autres, le Petit-Clamart, l'enlèvement d'Argoud, la jarre piégée du mont Faron, etc. Des années durant des hommes resteront dans les geôles françaises[1]. L'ultime carré ne quittera le bagne de Saint-Martin-de-Ré que six ans plus tard à l'occasion des événements de mai 1968. Raoul Salan, le dernier, franchira les murs d'enceinte de la prison de Tulle. Ce n'est qu'à ce moment-là, enfin, que les exilés pourront rentrer.

Débarquée, démunie de tout, la communauté française d'Algérie trouvera dans la mère patrie le plus souvent l'incompréhension ou l'hostilité Le maire de Marseille l'accueille en parlant de « pendre tous les bandits de l'O.A.S. », et les bandits de l'O.A.S., la population européenne d'Algérie sait bien que c'est d'elle qu'il s'agit, elle qui a lutté pour garder sa terre natale. Peu à peu, au hasard des points d'accueil, les familles se fixeront à nouveau œuvrant avec courage à défaut d'un lointain et hypothétique dédommagement[2].

En Algérie, c'est la tragédie.

« Les plaies sont encore béantes. Le sang n'est pas sec. Le peuple algérien saura reconnaître les siens », écrira plus tard le commandant Azzedine[3].

Le peuple algérien – une partie du moins – se rue sur ce qui rappelle la France et permet d'acquérir à bon compte. Les églises sont dévastées, les cimetières profanés, les monuments détruits, les demeures occupées. La spoliation des biens et des propriétés est brutale et sans appel. Protester signifie la mort. A Alger, « dès que les Français aperçoivent sur un balcon un homme en turban, la panique s'empare des locataires et l'immeuble se vide », rapporte le capitaine Ali Lounici[4].

A défaut de ses meubles, du moins essayer de sauver sa vie. Ce n'est pas toujours possible. Il n'est plus aucune protection. L'armée française se terre en ses cantonnements et laisse la populace tuer et piller. La force locale s'est volatilisée. Les enlèvements se multiplient dans l'intérieur comme dans les villes. A Oran, le 5 juillet, une marée meurtrière s'abat sur certains quartiers. Plus de 1 500 Européens sont égorgés, massacrés en quelques

heures. L'armée française regarde et n'intervient pas. Partout des scènes identiques se reproduisent dans la plus stricte impunité. En quelques jours, 5 000 Européens, au moins, trouveront la mort. Des hommes, des femmes – des femmes, surtout – disparaissent à jamais. Aucun organisme humanitaire n'élève la voix. Aucune autorité française ne stigmatise les crimes.

Dans l'arrière-pays, c'est pire encore. La chasse aux harkis, commencée depuis plusieurs semaines, se poursuit sans entraves. Les 150 000 victimes de cet été sanglant ont déjà été évoquées. Beaucoup meurent dans des souffrances que la plume ne saurait rendre et évoquer. Là encore rien n'est fait pour protéger les malheureux. Des familles entières sont anéanties.

Non, la paix en Algérie n'est pas la paix. La terreur se poursuivra de longs mois. Les camps d'internement et de mort demeureront de longues années. Vingt ans après, la France n'ose encore aborder de face cette époque et ce drame. Qu'elle devine à sa honte. Le citoyen honnête peut, à sa décharge, en bien des cas, avancer qu'il ne savait pas ou ne pouvait envisager. Ses dirigeants, en revanche, n'ignoraient rien de ce qui allait advenir et de ce qui est effectivement advenu.

---

1 Les portes des prisons françaises seront longues à s'ouvrir. Des grâces présidentielles, pour le 14 juillet et les grandes fêtes religieuses, libéreront peu à peu les internés pour cause d'Algérie française. Les officiers du putsch du 22 avril 1961 resteront plusieurs années en captivité. Maurice Challe ne sortira qu'à Noël 1966. Edmond Jouhaud, un an plus tard.

2 Il n'est évidemment pas du ressort de cet ouvrage d'étudier les séquelles d'une guerre officiellement terminée le 3 juillet 1962. Les procès, les prisons, les massacres et les enlèvements, l'implantation de la communauté rapatriée, la perte des richesses sahariennes, la rupture de plus en plus accentuée de la présence française, intellectuelle et économique en Algérie, le désengagement militaire, l'abandon de Mers-el-Kébir, l'ingérence du bloc de l'Est, bref, tous ces lendemains représentent à eux seuls le thème d'une longue étude.

3 Cdt. Azzedine, *Et Alger ne brûla pas*, p. 321, *op. cit.*

4 M. Harbi, *op. cit.*, page 364.

Chapitre XXXXVI

CONCLUSION

La guerre d'Algérie est donc terminée après huit années de sang et de larmes. Son bilan humain est lourd et le F.L.N. a gagné.

La France annoncera la mort de près de trente mille des siens, dont le tiers par accidents. Enfants de la France et de l'Algérie, deux cent vingt mille musulmans et Européens ont été assassinés dont plus de la moitié après l'indépendance. Officiellement, le F.L.N. aurait perdu 155 000 hommes (141 000 tués au combat, 2 000 tués par les armées tunisienne ou marocaine, 14 500 victimes des purges[1]. L'Algérie réclame un tribut plus fort et avance un million de morts. Ce chiffre, on l'a dit, est plausible. Quel que soit son camp, quel holocauste le peuple algérien n'aura-t-il pas supporté !

La victoire totale du F.L.N. est incontestable. Il a bouté la France hors d'Algérie. On a vu au fil des années les raisons essentielles de sa victoire. Le nationalisme naissant, porté par l'injustice sociale, renforcé par un terrorisme sans appel, a trouvé une audience irréfutable. Les Algériens, ceux du moins qui se sont engagés, se sont battus avec courage et abnégation. En contrepartie, la communauté européenne a offert, dans sa grande majorité, un laxisme générateur d'abandon. Le général de Gaulle, enfin et surtout, machiavélique souvent, cynique parfois, impérial toujours, a remis entre les mains du F.L.N. un pays auquel il n'aurait pu prétendre seul après sa défaite militaire sur le terrain. Une fois de plus, l'Histoire a subi la marque d'un homme.

Le F.L.N. l'a emporté et la France a donc perdu, puisque l'Algérie n'est plus terre française. La vraie défaite française n'est pas dans cet abandon officiel de souveraineté. L'Algérie algérienne était inéluctable en raison notamment du jeu démographique. A dix contre un, la partie était perdue d'avance. La spécificité des départements algériens s'inscrivait dans la

logique du peuplement et de la religion. Mais de quel côté pencherait cette spécificité ? L'enfant devenu majeur serait-il heureux de rester dans le giron familial ou l'abandonnerait-il à jamais ? L'Algérie nouvelle serait-elle avec ou contre la France ? Force est de constater que tout a été fait pour détourner les deux pays l'un de l'autre.

On a parlé, tout à loisir, des crimes de toute origine : crimes du F.L.N., crimes de l'O.A.S.[2], crimes de l'armée française. Un silence pudique et jamais troublé recouvre en revanche les crimes de ceux qui furent finalement à l'origine de tout : certains hommes politiques. Tout au long de ce livre, qu'a-t-on en effet constaté, en métropole comme en Algérie, de la part de ceux qui étaient en charge des destinées des deux pays ? Le refus de réaliser les réformes nécessaires avant l'explosion de 1954, l'incapacité à dominer une situation et de conduire une évolution raisonnable et généreuse, l'exploitation du drame algérien à seule fin de conquête du pouvoir[3], des promesses et des reniements, l'insouciance ou le mépris des conséquences humaines de décisions bâclées, le souci d'en finir quel qu'en soit le prix...

Alors, devant un tel bilan, l'honnête homme a besoin de retrouver un souffle d'air pur. Il ne peut espérer le respirer que là-haut, très haut, sur ces djebels où les balles chantaient et où les hommes tombaient. Car seuls, dans cette longue guerre, les combattants furent grands.

CORNAUDRIC, 1980-1984

---

1 Détail des purges :

A.L.N. Maroc	500
A.L.N. Tunisie	1 000
Wilaya 1	2 000
Wilaya 2	500
Wilaya 3	3 000
Wilaya 4	1 500
Wilaya 6	6 000

Le chiffre de la wilaya 6 correspond évidemment aux séquelles des affaires type Bellounis.

2 Rappelons certains chiffres communément admis :
Victimes du F.L.N. : 220 000 morts (Européens 10 000).

Victimes de l'O.A.S. : 5 000 morts, presque tous musulmans.

3 Et cela aussi bien à Paris qu'à Tunis ou Alger.

REMERCIEMENTS

Qu'il me soit permis de remercier tous ceux, amis ou frères d'armes, qui m'ont aidé en me confiant la pierre de leur témoignage. Chacune me fut utile.

Ma gratitude s'adresse tout particulièrement à monsieur Robert Holstein, ancien administrateur de commune mixte. Il m'a apporté le fruit de trente années de présence en Algérie – dont huit années de guerre – y joignant documentation et renseignements inédits sur le développement de la rébellion dans la région des Aurès-Némentchas.

Que soit remercié aussi mon vieil ami algérois, Georges Kerdavid, combattant du devoir depuis l'épopée de la 2e D.B. jusqu'au dénouement final en Algérie.

Il m'est agréable aussi de citer mon épouse. En poste en Algérie comme assistante sociale du bled à Négrine dans les confins sahariens, puis assistante sociale parachutiste de la 25e D.P., elle a bien connu les populations et leurs soucis, les combattants et leur destin. Son aide, ses souvenirs m'ont été précieux.

On me reprochera peut-être, et je le reconnais avec quelque raison, d'avoir par trop mis en avant le 2e R.E.P. Attachement certain d'un auteur à l'unité avec laquelle il fit toute la campagne mais aussi et surtout volonté d'illustrer d'images militaires le fil du texte.

P.M.

Quelques dates

L'ALGÉRIE AVANT LA FRANCE

146 av. J.-C. : destruction de Carthage par les Romains.
106 av. J.-C. : défaite contre les Romains de Jugurtha, roi de Numidie.
354 : naissance de saint Augustin à Thagaste (Souk-Ahras).
429 : invasion des Vandales en Afrique du Nord.
530 : reconquête byzantine de l'Afrique du Nord.
632 : mort de Mahomet.
647 : début des invasions arabes au Maghreb.
IXe siècle : royaume de Tiaret ; fondation d'Alger sur les ruines du village romain d'Icosium.
Xe siècle : les Fatimides règnent au Maghreb.
1050 : invasion des Arabes hillaliens venus de Haute-Egypte
XIe siècle : les Almoravides règnent au Maghreb.
XIIe siècle : les Almohades règnent au Maghreb.
1220 : royaume des Hafsides en Tunisie.
1225 : royaume des Mérinides au Maroc.
1236 : royaume des Zianides à Tlemcen.
1406 : mort de l'historien Ibn Khaldoun.
1529 : Khayr ed-Din « Barberousse », maître d'Alger.
1541 : désastre de l'expédition de Charles Quint devant Alger.
XVIIe siècle : expansion de la course ; la fortune d'Alger.
1666 : naissance au Maroc de la dynastie alaouite (toujours régnante).
1705 : naissance, en Tunisie, de la dynastie husséinite (qui régnera jusqu'en 1957).
1808 : voyage du colonel Boutin en Algérie.
29 avril 1827 : coup d'éventail du dey d'Alger au consul de France Deval.

L'ALGÉRIE FRANÇAISE DE 1830 A 1954

14 juin 1830 : le corps expéditionnaire débarque à Sidi-Ferruch.
5 juillet 1830 : entrée des Français à Alger.
24 octobre 1837 : prise de Constantine.
23 décembre 1847 : reddition d'Abd el-Kader.
24 octobre 1870 : décret Crémieux sur la naturalisation des Israélites.
1871 : révolte de Mokrani en Kabylie et dans le Constantinois.
1881 : protectorat français sur la Tunisie.
26 juin 1889 : décret sur la naturalisation des enfants d'étrangers nés en Algérie.
16 mai 1898 . naissance de Messali Hadj.
1899 naissance de Ferhat Abbas.
1912 . protectorat français sur le Maroc.
1916 : révolte dans le massif de l'Aurès
1926 : création de l'E.N.A.
1930 fêtes du Centenaire de l'Algérie
1934 . création de la fédération des élus du département de Constantine.
Février 1937 : création du P.P.A
1937 : projet Blum-Viollette.
8 novembre 1942 : débarquement allié en A.F.N.
31 mars 1943 Manifeste du peuple algérien de Ferhat Abbas.
Mat 1945 : émeutes antifrançaises de Sétif et du Nord-Constantinois.
1946 : création du M.T.L.D. et de l'U.D.M.A.
1947 : mise sur pied de l'O.S.
20 septembre 1947 : vote du statut dit de l'Algérie.
1950 : hold-up de la grande poste d'Oran.

1954

Janvier : mise sur pied du C.R.U.A.

7 mai : chute de Dien-Bien-Phu.
1er juin : réunion des « 22 » au Clos-Salembier, à Alger.
1er août : à Carthage, proclamation de l'autonomie interne de la Tunisie.
Août : congrès d'Hornu. Eclatement du M.T.L.D.
1er novembre : déclenchement de la révolution algérienne ; attentats en Algérie.
Novembre : intervention de la 25e D.I.A.P. dans les Aurès.
Décembre : création du M.N.A. ; arrestation des membres du M.T.L.D. en Algérie.

1955

25 janvier : Jacques Soustelle nommé gouverneur général de l'Algérie.
18 février : mort de Didouche Mourad.
25 mars : arrestation de Rabah Bitah.
31 mars : vote de la loi sur l'état d'urgence (Aurès-Kabylie).
Avril : conférence de Bandoeng.
26 avril : arrivée du général Parlange dans le Constantinois.
20 août : massacres dans le Philippevillois.
30 août : extension de l'état d'urgence à l'ensemble de l'Algérie.
12 septembre : dissolution du parti communiste algérien.
26 septembre : motion des « 61 » élus algériens.
Automne : renforts militaires en Algérie.
Novembre : création des S.A.S.

1956

2 février : départ d'Alger de Jacques Soustelle.
6 février : voyage de Guy Mollet à Alger.
Février : arrivée de Robert Lacoste à Alger.
7 mars : indépendance du Maroc.

20 mars : indépendance de la Tunisie.
Août : congrès de la Soummam ; création du C.N.R.A. et du C.C.E.
30 septembre : attentats du « Milk Bar » et de la « Cafeteria » à Alger.
16 octobre : arraisonnement de l'*Athos.*
22 octobre : interception du *DC-3* de Royal Air Maroc ; capture de Ben Bella.
5 novembre : opération de Suez.
1er décembre : Raoul Salan, nouveau commandant en chef en Algérie.
27 décembre : assassinat d'Amédée Froger, président de l'association des maires d'Algérie.

1957

6 janvier : la 10e D.P. est chargée du maintien de l'ordre à Alger.
16 janvier : attentat dit « du bazooka » contre le général Salan.
26 janvier : attentats à « l'Otomatic » et au « Coq hardi » à Alger.
10 février : attentats aux stades d'El-Biar et du Ruisseau.
Printemps : bataille d'Alger ; début de l'implantation des barrages frontaliers.
23 février : arrestation de Ben M'hidi.
28 mai : massacre de la population civile du douar Melouza.
11 juin : arrestation de Maurice Audin.
23 septembre : arrestation de Yacef Saadi.
8 octobre : mort d'Ali-la-Pointe.
Décembre : violents combats dans l'Est-Constantinois.
25 décembre : assassinat d'Abane Ramdane, au Maroc, par Boussouf.

1958

Janvier/mai : bataille du barrage dans l'Est-Constantinois.
7 février : bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef.

8 février : premier départ de Philippeville du pétrole saharien.
20 avril : démission du gouvernement Gaillard ; crise ministérielle en France.
29/30 avril-1er mai : bataille de Souk-Ahras.
13 mai : prise du gouvernement général par les Européens à Alger.
15 mai : « Vive de Gaulle » lancé par Salan à Alger.
1er juin : De Gaulle, chef du gouvernement français.
4 juin : De Gaulle à Alger : « Je vous ai compris. »
17 juillet : mort de Bellounis.
19 septembre : création du G.P.R.A. ; Ferhat Abbas, premier président du G.P.R.A.
28 septembre : référendum en métropole et en Algérie.
3 octobre : annonce du plan de Constantine.
19 décembre : départ d'Alger du général Salan ; Paul Delouvrier, nouveau délégué général.

1959

6 février : début du plan Challe en Oranie.
28 mars : mort d'Amirouche (wilaya III) et de Si Haouès (wilaya VI).
Avril : attentats F.L.N. en métropole.
5/12 juillet : opérations « Etincelles » dans le Hodna.
Fin juillet : début des opérations « Jumelles » en Grande-Kabylie.
Début septembre : début des opérations « Pierres-Précieuses » en Petite-Kabylie.
16 septembre : discours de De Gaulle sur l'autodétermination.
10 novembre : appel de De Gaulle au cessez-le-feu.
28 novembre : Ben Bella et ses compagnons de captivité désignés comme négociateurs par le F.L.N.
Décembre : le F.N.F. d'Ortiz s'agite à Alger

1960

24 janvier : début de la semaine des barricades.
13 février : explosion de la première bombe atomique française au Sahara.
3/5 mars : tournée dite « des popotes » de De Gaulle en Algérie.
24 avril : départ du général Challe.
9 juin : rencontre de Gaulle – Si Salah à l'Elysée.
25/29 juin : entretiens de Melun avec les émissaires du G.P.R.A.
5 septembre : discours de De Gaulle : « L'Algérie algérienne est en route ».
6 septembre : manifeste des « 121 ».
9/12 décembre : dernier voyage de De Gaulle en Algérie ; émeutes algériennes à Alger.

1961

6/8 janvier : référendum sur l'autodétermination.
Février : création de l'O.A.S. en Espagne par J.-J. Susini.
20 février : rencontre Pompidou – F.L.N. en Suisse.
22-25 avril : putsch des généraux en Algérie.
20 mai-13 juin : premiers entretiens d'Evian.
20 juillet : nouveaux entretiens France – F.L.N. au château de Lugrin.
5 août : première émission pirate de l'O.A.S. à Alger.
Août : réunion du C.N.R.A. à Tripoli ; Ben Khedda, nouveau président du G.P.R.A.
Automne : attentats O.A.S. en Algérie ; intervention des « barbouzes ».
Novembre : débat sur l'« amendement Salan » à l'Assemblée nationale.

1962

16 mars : signature des accords d'Evian.
19 mars : annonce officielle du cessez-le-feu.
23 mars : insurrection et siège de Bab-el-Oued.

25 mars : arrestation du général Jouhaud à Oran.
26 mars : fusillade de la rue d'ISly, à Alger.
29 mars : échec du maquis de l'Ouarsenis.
9 avril : référendum en métropole sur l'indépendance de l'Algérie ; arrestation à Alger du lieutenant Degueldre.
20 avril : arrestation du général Salan à Alger.
25 mai : réunion du C.N.R.A. à Tripoli.
Début juin : accords Susini-Mostefaï à Alger.
26 juin : éclatement du G.P.R.A.
1er juillet : référendum sur l'indépendance en Algérie.
3 juillet : indépendance officielle de l'Algérie.
5 juillet : massacres d'Européens à Alger.
6 juillet : exécution au fort d'Ivry du lieutenant Degueldre.

Abréviations

A.L.N. Armée de libération nationale.
A.N.P.A. Armée nationale populaire algérienne.
C.A. Corps d'armée.
C.C.E. Comité de coordination et d'exécution.
C.F.A. Chemins de fer algériens.
C.N.R.A. Conseil national de la révolution algérienne.
C.S.P.L.E. Compagnie saharienne portée de Légion étrangère.
D.B. Division blindée.
D.B.F.M. Demi-brigade de fusiliers marins.
D.I. Division d'infanterie.
D.I.H. Détachement d'intervention d'hélicoptères.
D.P. Division parachutiste.
D.P.U. Dispositif de protection urbaine.
D.R.S. Défense et restauration des sols.
D.Z. *Dropping zone* ou zone de saut.
E.M. Etat-major.
E.N.A. Etoile nord-africaine.
F.L.N. Front de libération nationale.
F.M. Fusil mitrailleur.
G.M.P.R. Groupe mobile de protection rurale.
G.P.R.A. Gouvernement provisoire de la République algérienne.
M.N.A. Mouvement nationaliste algérien.
M.T.L.D. Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques.
O.A.S. Organisation armée secrète.
O.P.A. Organisation politico-administrative.
O.P.S. Opérations.
O.S. Organisation spéciale.
P.C.A. Parti communiste algérien.
P.P.A. Parti populaire algérien.
S.A.P. Société agricole de prévoyance.
S.A.R Secteur d'amélioration rurale.
S.A.S. Section administrative spécialisée.
S.A.U. Section administrative urbaine.
S.M. Sécurité militaire.
U.F.N.-A. Union française nord-africaine.
U.S.R.A.F. Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française
U.T. Unité territoriale.

R.C.P. Régiment de chasseurs parachutistes.
R.E.C. Régiment étranger de cavalerie.
R.E.I. Régiment étranger d'infanterie.
R.E.P. Régiment étranger de parachutistes.
R.P.C. Régiment de parachutistes coloniaux.
R.P. I. MA. Régiment de parachutistes de l'infanterie de marine.
R.T.A. Régiment de tirailleurs algériens.

Principaux noms géographiques

Aïn-Sefra
Aïn-Temouchent
Alger
Anoual
Arris
Aurès-Némentchas
Azouza

Bab-el-Oued
Barika
Batna
Béni-Boudouanne
Béni-Melloul
Bir-el-Ater
Biskra
Bône
Bordj-Ménaïel
Boufarik
Bougie
Bouzaréah

Cao-Bang
Casbah
Chébli
Chélia
Chélif
Cherchell
Collo
Condé-Smendou
Constantine

DIEN-BIEN-PHU
DJELFA
DJELLAL (Bou)
DJEURF
DJIDJELLI
DJURDJURA

EL-HALIA
EL-MILIA

FEDJOUJ
FIGUIG

GLIÈRES
GUELMA

HALLAÏL (oued)
HASSI-MESSAOUD
HODNA

KABYLIE
KENCHELA
KIFÉNE
KIMEL

ISSER

LA CALLE
LAMBÈSE
LANG-SON

MAGHREB
MAILLOT
MANSOURAH DES BIBANS
M'CHOUNÈCHE
MÉCHÉRIA
MÉDÉA
MEDJERDA
MÉLOUZA
MERS-EL-KÉBIR
MICHELET (rue)
MITIDJA
MOSTAGANEM
M'SILA

NÉGRINE
N'GAOUS

ORAN
ORANIE
ORLÉANSVILLE
OUARSENIS
OUED-KÉBIR
OUED-ZEM
OUJDA

PALESTRO
PHILIPPEVILLE

RANDON
REDEYEF
RELIZANE
RHUMEL

SAHARA

Saïda
Sakamody
Sakiet
Sebabna
Sétif
Seybouse
Sidi-bel-Abbès
Souk-Ahras
Soummam
Stah
Stora
Suez

Tamalous
Tébessa
Tell
Tiaret
Tighanimine
Timgad
Timimoun
Tizi-Ouzou
Tlemcen

Zéralda

Glossaire des termes arabes ou berbères utilisés

Aïn	source
Bachagha	chef de douar (titre honorifique)
Bir	puits
Bled	campagne
Caïd	chef de douar
Chabet	vallée
Chaouch	planton
Chouf	guetteur
Chouhada	martyr
jebel	montagne
Djemaa	assemblée
Djihad	guerre sainte
Douar	territoire d'une tribu
Fatma	femme
Failek	bataillon
Ferka	section
Gourbi	maison (en terre sèche ou en pierre)
Katiba	compagnie
Mechta	groupe d'habitations
Mintaka	zone
Moudjahid	combattant
Moussebel	supplétif
Oued	ruisseau, rivière
Ramadan	carême musulman

SOUK	marche
WILAYA	région
YAOULED	jeune garçon.

Bibliographie

Auteurs français

AGERON Ch.-R., *L'Algérie algérienne*, Sindbad, Paris, 1980.

ALLEG Henri, *La guerre d'Algérie*, trois tomes, Temps actuels, 1981.

La Question, Editions de Minuit, 1961.

Prisonniers de guerre, Editions de Minuit, 1961.

ANDRIEUX Maurice, *Le père Bugeaud*, Plon, 1951.

ARGOUD Antoine, *La décadence, l'imposture et la tragédie*, Fayard, 1974.

BAYLE Jacqueline, *Quand l'Algérie devenait française*, Fayard, 1981.

BERGOT Erwan, *La guerre des appelés en Algérie*, Presses de la Cité, 1980.

BERNARD Augustin, *L'Algérie*, Félix Alcan, 1928.

BEYSSADE Pierre, *L'agonie d'un monde*, Imprimerie Louis Jean.

BITTERLIN Lucien, *Histoire des Barbouzes*, Editions du Palais-Royal, 1972.

BOUALAM Bachagha, *Mon pays, la France*, Editions France Empire, 1962.

L'Algérie sans la France, Editions France Empire, 1962.

BOUSQUET G.-H., *Les Berbères*, Presses universitaires de France, 1974.

BROMBERGER Serge et Merry, *Les 13 complots du 13 mai*, Fayard, 1959.

BURON Robert, *Carnets politiques de la guerre d'Algérie*, Plon.

CALLET Jean, lieutenant-colonel, *Hiver à Tébessa*, Berger-Levrault, 1959.

Carnets du Centenaire de l'Algérie, 1930.

CHALUMEAU Pierre, *Souvenirs d'un hakem*.

CHÂTEAU-JOBERT, colonel, *Feux et lumière sur ma trace*, Presses de la Cité, 1978.

CHEVALIER Jacques, *Nous, Algériens*.

COLLOT Claude, *Le mouvement nationaliste algérien*, L'Harmattan, 1978.

COURRIÈRES Yves, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Fayard, 1968.

DE GAULLE Charles, *Mémoires de guerre*, t. III, Plon, 1959.

Mémoires d'espoir, Plon.

DELARUE Jacques, *O.A.S. contre de Gaulle*, Fayard, 1981.
DESSAIGNE Francine, *Journal d'une mère de famille pied-noir*, L'Esprit nouveau.
DUVAL Mgr L.-E., *Au nom de la vérité*, Jean Offredo, 1982.
ESTAILLEUR-CHANTERAINE Philippe d', *Abd el-Kader le croyant*, Fayard.
FAUVET Jacques, *La Quatrième République*, Fayard, 1959.
FERRANDI Jean, *600 jours avec Salan et l'O.A.S.*, Fayard, 1969.
FONTAINE Pierre, *Alger – Tunis – Rabat*, Dervy, 1953.
GAUTIER E.-F., *Le passé de l'Afrique du Nord*, Payot, 1952.
GODARD, colonel, *Les paras dans la ville*, Fayard, 1972.
HAMON Hervé et ROTMAN Patrick, *Les porteurs de valises*, Albin Michel, 1979.
HÉDUY Philippe, *Au lieutenant des Taglaits*, La Table ronde, 1960.
HIRTZ Georges, *L'administrateur des services civils dans l'Algérie des hauts plateaux et des territoires du Sud*, imprimerie Esmengaud, 1983.
Historia Magazine, La guerre d'Algérie.
JACQUIN, général, *Guerre secrète en Algérie*, Olivier Orban, 1977.
JANON Claire, *Ces maudits colons*, La Table ronde, 1966.
JOUHAUD Edmond, *O mon pays perdu*, Fayard.
Youssouf, Robert Laffont, 1980.
Ce que je n'ai pas dit, Fayard, 1977.
JULIEN Ch.-A., *Histoire de l'Afrique du Nord*, deux tomes, Payot, 1975
LE MIRE Henri, *Histoire militaire de la guerre d'Algérie*, Albin Michel, 1982.
LE TOURNEAU Roger, *Evolution politique de l'Afrique du Nord musulmane*, Armand Colin, 1962.
LUCAS Pierre et VATIN J.-C., *L'Algérie des anthropologues*, F. Maspero, 1982.
MABIRE Jean, *Commandos de chasse*, Presses de la Cité, 1968.
MARTEL Robert et MOUTON Claude, *La contre-révolution en Algérie*. Diffusion de la pensée française, 1972.
MARTIN Claude, *Histoire de l'Algérie française*, Tchou, 1979.
MARTINEZ Henri, *Et qu'ils m'accueillent avec des cris de haine*, Laffont, 1982.

NOUSCHI André, *La naissance du nationalisme algérien*, Editions de Minuit, 1962.
PORTEU DE LA MORANDIÈRE François, *Soldats du djebel*, Société de production littéraire, 1979.
Le procès des généraux Challe et Zeller, Nouvelles Editions latines, 1961.
ROY Jules, *La guerre d'Algérie*, Julliard, 1960.
SALAN Raoul, général, *Mémoires, Algérie française*, 1972. *L'Algérie, de Gaulle et moi*, 1974, Presses de la Cité.
SCHAEFFER René, *Révolution en Algérie*, France Empire, 1956.
SERGENT Pierre, *Ma peau au bout de mes idées*, La Table ronde, 1967, *La bataille*, La Table ronde, 1968.
Je ne regrette rien, Fayard, 1972.
SERVAL Pierre, *La ténébreuse histoire de la prise d'Alger*, La Table ronde, 1980.
SOUSTELLE Jacques, *Aimée et souffrante Algérie*, Plon, 1956.
Vingt-huit ans de gaullisme, La Table ronde, 1968.
STORA Benjamin, *Messali Hadj*, Le Sycomore, 1982.
SUSINI Micheline, *De soleil et de larmes*, Robert Laffont, 1982
TOURNOUX Raymond, *Secrets d'Etat*, Plon, 1960.
TRINQUIER, colonel, *Le temps perdu*, Albin Michel, 1978.
VALLET Eugène, *Un drame algérien*, Les Grandes Editions françaises, 1948.
ZELLER André, *Dialogues avec un général*, Presses de la Cité, 1974.

Auteurs étrangers

ABBAS Ferhat, *Le Jeune Algérien*, Editions Garnier, 1981.
Autopsie d'une guerre, Editions Garnier, 1980.
ALISTAIR Horne, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Albin Michel, 1977.
AZZEDINE, commandant, *On nous appelait fellagha*, Stock.
Et Alger ne brûla pas, Stock, 1980.
DIB Mohamed, *Un été africain*, Editions du Seuil, 1959
FARÈS Abderrahmane, *La cruelle vérité*, Plon, 1982.
HADJ Messali, *Mémoires*, J.-C. Lattès, 1982.

HARBI Mohamed, *Le F.L.N., Mirages et réalités*, Editions Jeune Afrique, 1980.

Les archives de la révolution algérienne, Editions Jeune Afrique, 1981.

HERMASSI Elbaki, *Etat et société au Maghreb*, Editions Anthropos, 1975.

LAROUI Abdallah, *L'histoire du Maghreb*, François Maspero, 1982.

MOUSSA Belkacem Ould, *Les chemins de l'indépendance*, Sindbad, 1980.

RAMANI Abdelkader, *L'affaire des officiers algériens*, Editions du Seuil, 1959.

SAADI Yacef. *Souvenirs de la bataille d'Alger*, Julliard.

Index

ABRÉVIATIONS

adjt	adjudant
adm	administrateur
amb	ambassadeur
aml	amiral
aspt	aspirant
cdt	commandant
cl	colonel
cne	capitaine
comm	commissaire
dr	docteur
gl	général
gr gl	gouverneur général
lt	lieutenant
ml	maréchal
n	note
pcr gl	procureur général
pft	préfet
pr	professeur
sgt	sergent

A

ABBAS, Ferhat, 29, 30, 74, 77, 80, 81,82, 84, 85,89, 90,91,92, 93, 94, 96, 97, 100, 102, 103, 129, 140, 143, 147, 150, 159, 164, 184, 196, 198, 229, 241, 242, 270, 279, 312, 316, 323, 354, 356, 377
ABBÈS, Lachrour, 120
ABD EL-KADER, émir, 30, 48, 49, 55, 79
ABDELLATIF, 320
ABRAHAM, 17
ACHARD, Jacques, 368, 370, 380, 381, 382 n, 386 n, 387, 388 n
ACHIARI (ss-pft), 170
ADJOUL, Adjoul, 113, 215
AFIA, Ali bou, 54
AÏCHA, 22 n
AÏDOUNE, Amar, 149
AILLERET, Charles (gl), 175, 320, 344, 366, 374, 387, 390
AÏT AHMED, Hocine, 105, 106, 111, 113, 150, 194,240, 279, 398
ALIBERT, Michel (lt), 371
ALI LA POINTE, 149, 206, 210, 212
ALLARD (cne), 252
ALLEG, Henri, 211, 213
AMIROUCHE (cl), 187, 214, 242 n, 243, 295, 320
AMONVILLE, d' (cne), 379
AMOUCHE, Mohamed, 112
AMOURI (cl), 316
AMPÈRE, André Marie, 53
AMROUCHE, Jean, 270
ANGLADE, Gaby, 394
ANNIBAL, 15 n
AOUÉCHRIA (cdt), 316
APOLLINAIRE, Guillaume, 386 n
ARFEU (cne), 383, 384
ARGENLIEU, Thierry d', 201
ARGOUD, Antoine (cl), 301, 303, 306, 309, 335, 336, 345, 346, 347, 359
ARNOULD, Auguste, 259 n

ARNOULD, Georges, 171, 257, 302, 309
AROUJ, 23
ARTHUR (ss-lt), 163
ASSEMAT (cne), 369
ASSIGNIES, d' (lt), 179, 353, 370, 379
ATATURK, Kemal, 58
ATLAN, Zourou, 138
ATTOUDI, Loure, 212
AUBAND, Raoul, 89 n
AUBOYNEAU (aml), 252, 267
AUDIN, Maurice, 211
AUGUSTE, 21 n
AUGUSTIN, saint, 15, 16, 17, 30
AUMALE (duc d'), 56
AUMERAN (gl), 144
AUTRAND (gl), 337, 350 n
AZZEDINE (cdt), 214, 320, 402

B

BACHIR, Brahimi, 82
BACHIR, Chihani, 11, 13, 113, 120, 148, 214
BACRI, Joseph, 33, 44
BAILLE, M^e, 258
BAJI, Mokhtar, 112
BARBEROUSSE (Khaïr ed-Din), 23, 26
BARBES, Leo, 24 n
BARRAT, Robert, 167
BARRÈS, Philippe, 326
BARROT, Odilon, 54
BATOUCHE, Saïd, 112
BAULNY, de (cl), 347
BAYT (cne), 342
BAZIN (cdt), 385
BEAUFRE, André (gl), 153, 161

BEAUMONT, de (cne), 249
BEAUSSIER, Pierre, 281
BEAUVOIR, Simone de, 219, 326
BEDEAU (gl), 53
BEGARIA, 189
BEGLIA (cne), 393
BELHADDAD, 325
BÉLISAIRE, 16
BELJADI, 387
BELKACEM, Grinn, 133
BELKACEM, Krim, 105, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 121, 122, 148, 149, 153, 186, 187, 188, 215, 240, 242, 279, 295, 316, 318, 354, 355, 356, 375, 400
BELLOUNIS (Mohamed Ben Lounis, dit, alias « Olivier »), 242, 243, 244, 245, 295, 404
BELOUIZDAD, Mohamed, 105
BELOUIZDAD, Othman, 112
BENALLA, Hadj, 112
BEN AMAR, Harouir Ahmad, 122
BENAOUDA BEN MOSTEFA, 112, 158
BEN ARAFA, sultan, 182
BEN BADIS, 82, 89, 103
BEN BELLA, Ahmed, 105, 106, 111, 113, 123, 188, 194, 195, 196, 215, 219, 231 n, 240, 279, 298, 302, 350, 354, 386, 397, 398, 399
BEN BOULAÏD, Mostafa, 11, 105, 110, 111, 112, 113, 123, 188, 194, 195, 196, 215, 219, 231 n, 240, 279, 298, 302, 350, 354, 386, 397, 398, 399
BENCHENOUF (sénateur), 211
BENCHERIF, Ahmed (cne), 316, 319, 399
BENDJELLOUL (dr), 80, 87, 89
BENDRIS, Alloua, 137
BENGANA caïd, 77 n
BENGHANINE (dr), 150
BEN HACHAMI, Saïd, 136
BEN KHEDDA, Ben Youssef, 130, 147, 149, 185, 187, 279, 354, 356, 397, 398, 399, 400
BEN LOUNIS, Mohamed,
cf. Bellounis

« Ben Soussan »,
cf. Soustelle, Jacques
Bentobbal, Lakhdar, 112, 158, 186, 279, 316, 355, 356
Ben Yahia, Mohamed, 149, 319, 354
Béranger, abbé, 229 n
Béraud, 28 n
Bernard (lt), 179, 362, 379, 383 n
Bernelle (cl), 49
Berthezène (gl), 36
Besineau (cne), 248
Besson (pcr gl), 321 n
Biaggi, M^e^, 170
Bidault, Georges, 168, 217, 252, 326, 328, 372 n, 387, 388 n
Bigeard, Marcel (gl), 161, 177, 179, 180, 206, 207, 209, 212, 222, 288, 290, 309, 337, 345, 346, 392
Bigot (gl), 338, 343, 350
Bitah, Rabah, 110, 112, 113, 114, 121, 122, 147, 148, 149, 279, 399
Blachette, 72
Blanche (cl), 115, 132
Blignières, Hervé de (cl), 335, 336, 340
Blum, Léon, 61, 76, 88, 89, 94, 169
Boabdil, 22
Bocquet (cl), 348
Bodard, Lucien, 372
Boissieu, Alain de (cl), 202, 348 n
Boissieu, Georges de (cl), 348
Bollardière, de (gl), 209
Bologuin, 22
Bonaparte, Louis-Napoléon,
cf. Napoléon I^er^
Bonneval, de (cl), 256, 269
Bonnigal (cdt), 303, 306
Borgeaud (sénateur), 72, 317
Bory, Jean-Louis, 326
Bouakouir, Salah, 74, 325
Boualam, bachagha, 186, 281, 383, 384, 385
Boualam, Mohamed, 384

BOUALI, Saïd, 112
BOUARRA, Djemila, 204
BOUATTOURA, Abdelaziz, 138
BOUBAKEUR, Hamza, cheik, 281
BOU-BEGHLA, 48
BOUCHAFA, Mokhtar, 149, 205, 206
BOUCHAÏD, Ahmed, 112
BOUHADJADJ, Zoubir, 112, 130
BOUDIAF, Mohamed, 105, 110, 111, 112, 113, 149, 194, 195, 196, 241, 279
BOUGUERA,
cf. Si Salah
BOUHALI, Larbi, 109 n
BOU-HAMAMA, 48
BOUHIRED, Djemila, 208, 399
BOULAHROUF, 340 n
BOULLOCHE, Robert, 318
BOUMEDIENE, Houari, 53, 110 n, 293 n, 316, 354, 355, 356, 397, 398, 399
BOUMENDJEL, M^e Ahmed, 184, 319, 340 n, 354
BOUMENDJEL, M^e Ali, 164, 210
BOURDET, Claude, 211
BOURGES, Hervé, 219
BOURGÈS-MAUNOURY, 229 n
BOURGIN, Pierre (cne), 294
BOURGOGNE (cdt), 374
BOURGOIN (cl), 218
BOURGUIBA, Habib, 85, 92, 182, 183, 195, 215, 245, 251, 278, 355 n
BOURMONT, comte de, 28, 36, 37, 38, 45, 46, 49, 58, 66
BOUSSOUF, Abdelhafid, 112, 215, 243, 279, 316, 355
BOUTAILLER, 257
BOUTIN (cl), 28, 29, 34, 35, 45, 46
BOUYER, Marcel, 363
BOYER DE LA TOUR (gl), 182
BRANCA (cne), 179, 353, 365, 370, 373, 383 n, 384, 386, 388 n, 393 n, 397
BRANET (cl), 172, 195

Bréchignac, Jean (cl), 307, 350, 352
Breton, André, 326
Broglie, Jean de, 375, 378 n
Broizat (cl), 303, 305, 306, 309, 335, 343, 369
Bromberger, Merry et Serge, 256 n
Brothier (cl), 178, 179, 337, 345, 346, 347, 348, 349, 350
Brun, 360
Buchalet (gl), 251
Buchoud (cl), 179, 180, 247, 249, 288, 290, 307, 309 n, 344
Bugeaud, Thomas (ml), 48, 51, 52, 53, 63
Burdet, 136
Buron, Robert, 318, 344, 375
Busnach, 33, 44

C

Cabiro (cdt), 350, 352
Cahen (pr), 211
Callet, Jean (cl), 335, 340, 346 n
Cambon, Jules, 75
Cambronne, Pierre (gl), 32
Camelin, Julien (cdt), 346, 352, 353, 361, 365, 371, 386
Camus, Albert, 71 n, 246, 326
Canal, André (alias « le Monocle »), 368
Canrobert, François (ml), 53
Capitant, René, 211
Caracalla, 16
Caraman (gl), 282 n
Carcenac (comm), 130
Cars, des (gl), 36
Castille, Philippe, 202, 383 n
Castillo (ss-lt), 383 n
Catroux, Georges (gl), 94, 169, 170, 171, 172
Cavaignac, Jean-Baptiste (gl), 53, 57
Ceccaldi (cl), 346, 351 n

CHABAN-DELMAS, Jacques, 168, 251, 252, 256, 288
CHAÏD, Ahmed, 149
CHALLE, Maurice (gl), 114, 214, 222, 223, 228, 286-296, 298, 302, 303, 304, 305, 306, 307. 310, 312, 316, 317, 320, 321 n, 323, 329, 330, 339, 340, 341, 343, 344, 345, 347, 348, 350, 351, 352, 359, 363, 386 n, 402 n
CHANGARNIER, Nicolas (gl), 36
CHANZY, Alfred (gl), 63, 75
CHARBY, Jacques, 219
CHARLES QUINT, 23, 26, 27, 35, 45, 46
CHARLES X, 33, 34, 36, 46
CHASSELOUP-LAUBAT, François, marquis de, 57
CHASSIN (gl), 257, 262
CHATAIGNEAU (gr gal), 99, 104, 270
CHÂTEAU-JOBERT (cl), 179, 180, 196, 207, 265, 309 n, 335, 371, 396
CHAULET, M. et Mme, 211
CHAUSSADE, 172, 195
CHÉRIF, Si (cl), 186, 187, 277, 392
CHERRIÈRES (gl), 115, 133, 151, 153, 155, 257
CHEVALIER, Jacques, 70, 104, 108, 130, 211, 356 n, 395
CLAUZEL (ml), 37, 46, 49
CLAVEL, Maurice, 271
CLEMENCEAU, Georges, 61, 65, 74, 76, 78, 80, 88, 103, 326
CLERMONT-TONNERRE, de, 35
COGNY (gl), 202, 251, 387 n
COIQUAUD (cne), 236, 343 n
COLLET (cne de vaisseau), 34
COMBE (cl), 49
COMMIN, 189
« CONAN »,
cf. Château-Jobert
CORNEILLE, Pierre, 53
COSTE (gl), 304
COSTES (comm), 130
COTY, René, 168, 228, 253 , 256, 267
COULET, François, 328, 329, 333
COUSTAUX (cl), 306
CRÉMIEUX, Adolphe, 90

Crémieux, Isaac, 63
Crépin (gl), 175, 302, 304, 306, 310, 329, 332, 333
Crespin, Maurice, 258
Crespin (cl), 192
Crèvecœur, de (gl), 367
Cruet, 162
Cucherat, 393
Cuny, Alain, 326
Curiel, Henri, 219, 220, 325
Cyprien, saint, 17, 30

D

Dahlab, Saad, 149, 187, 354, 356
Damrémont (gl), 53, 282
Darlan, François (aml), 91, 92
Darmuzai (cl), 352
Darnault (lt), 120, 122
Daudet, Charles, 393 n
Davezies, abbé, 219, 220
Debaghine, Mohamed Lamine, 112, 148, 279, 316
Debré, Michel, 201, 202, 203, 217, 218, 256, 287, 294, 306, 347, 364, 372 n
Debrosse (cl), 304, 305, 367
Declair, abbé, 212
Decourteix, René, 257
Degoul, 161
Degueldre, Roger (lt), 179, 274, 336, 343, 345, 358, 359, 360, 365, 370, 373, 379 n, 380, 381, 382 n, 386, 387, 388 n, 394, 401
Deguil (gl), 362
Delavignette (gr gl), 108 n, 211
Delarue, père, 207
Delbecque, Léon, 10 n, 251 n, 256, 259, 262
Deleplanque, Jean (ss-pft), 119, 120
Delhomme (ss-lt), 348, 383 n

DELORME, Danièle, 326
DELOUVRIER, Paul, 286, 287, 306, 307, 310, 327, 328
DEMARQUET, Jean-Marie, 168, 327 n
DESFOSSÉS, Romain (cl), 294, 332 n, 335, 338, 340
DEVAL, Pierre (consul), 33, 34
DIDOUCHE, Mourad, 105, 110, 112, 113, 121, 147, 148, 153, 157, 158
DJENANE, Aïssa, 136
DJOUADI, Ali, 241
DJOUDEN,
voir Slimane
DORIOT, Jacques, 86
DOUMENC, Henri, 143
DOUMERGUE, Gaston, 66
DOVECAR (sgt), 274, 402
DRIF, Zohra, 208, 212, 399
DRUMONT, Edouard, 64
DUCASSE (cl), 259, 295
DUCHET, Roger, 217, 326
DUCLOS, Jacques, 267
DUCOURNAU (gl), 133, 147, 172, 195, 212, 288, 344, 350, 351 n
DUFOUR (cl), 178, 303, 305, 306, 307, 308, 333, 343, 393 n
DULAC (gl), 267
DUMAS, Me Roland, 219, 326
DUPERRÉ (vce-aml), 37, 38, 45, 66
DUPUCH (pft), 120, 122
DUPUY (adm), 230
DUQUESNE, Abraham, 28
DURAND-RUEL (lt), 344, 366
DURUY, Victor, 53
DUTOURD, Jean, 326
DUVAL, Mgr Léon Etienne, 208, 210
DUVAL (gl), 98, 99, 100, 102
DUVAL Léon, 210 n

E

EDEL, Patrick, 362 n
EL-AMI, Mohamed, 244
EL-BECHIR-EL-IBRAHIMI, cheik, 184
EL-OKBI, Tayeb, 82
ELY (gl), 251, 252, 266 n
EMERY (cl), 338
ESTOUP (cne), 206

F

FADILA, Zoubida, 204
FARÈS, Abderrahmane, 390
FAURE, Edgar, 144, 165, 168, 182
FAURE, Gratien, 72
FAURE, (gl), 303, 310, 335, 338, 340
FECHOZ, Michel, 202
FERAOUN, Mouloud, 379 n
FERRANDI, Jean (cne), 327, 347, 359, 369, 387 n
FERRY, Jules, 73
FETTAL, 149
FEUILLEBOIS, Jacques, 257
FILATOFF (adjt), 248
FITZ-JAMES, duc de, 60
FOCH, Ferdinand (ml), 53
FONDE (cl), 304
FORHAN (cdt), 337
FORZY, Guy, 309
FOSSEY-FRANÇOIS (cl), 207
FOUCAULD, Charles de, 60, 69
FOUCHET, Christian, 329, 381, 390, 392, 393
FOURQUET (gl), 366
FOURNIER (ss-lt), 161
FOY, Maximilien, 53
FRANCHET D'ESPEREY, Louis (ml), 74

FRANCIS, Ahmed (dr), 129, 184, 189, 196, 279, 354
FRANCO, Francisco (gl), 347, 359
FRANÇOIS Ier, 27
FRANÇOIS-PONCET, André, 211
FREY, Roger, 372, 395
FROGER, Amédée, 204

G

GAILLARD, Félix, 229 n, 253, 260
GALLIENI, Joseph (ml), 53
GALLI, Méziane, 86 n
GAMBIEZ, Fernand (gl), dit « Nimbus », 175, 278 n, 328, 333, 334 n, 343, 344, 345, 351, 358, 367
GANEVAL (gl), 256
GARDES, Jean (cl), 300, 301, 303, 304, 309, 327, 359, 360, 363, 369, 382, 383, 384, 386, 388, 395, 396 n
GARDON (gl), 203
GARDY, Paul (gl), 337, 338, 344, 359, 360, 367, 369, 386, 387, 393, 394, 397
GAUDRON, M. et Mme, 185
GAULLE, Charles de (gl), 61, 88, 92, 94, 99, 103, 141, 169, 173, 175, 201, 202, 203, 218, 251, 255-258, 262, 263, 265-274, 276, 277, 278, 280, 282-288, 298, 299, 300, 302, 303, 305, 306, 307, 308, 309 n, 310-313, 316-321, 326-333, 339, 340, 341, 346-350, 351 n, 352, 355, 356, 361, 364, 365, 368, 369 n, 373 n, 375, 377, 381, 389, 390, 391, 394, 400, 405
GÉLIMER, 16
GENSERIC, 15
GEORGES, commando, 288, 392
GÉRARD, Etienne (gl), 37
GERONIMI (cne), 387
G'HERAB, Abdelhamid, 185, 186
GIGNAC, Yves, 218, 257, 262, 363
GINGEMBRE, Maurice, 367
GIRAUD, Henri (gl), 91, 92, 94

GIROUD, Françoise, 211
GISCARD D'ESTAING, Valéry, 309 n
GLASSER (cne), 248
GODARD (cl), 206, 208, 210, 212, 213, 214, 263, 301, 309, 335, 344, 359, 360, 363, 369, 382 n, 396 n
GODOT (lt), 179, 206, 343, 348, 359, 360. 363
GONZALES, Georges (alias « Pancho »), 360
GOREL, 369, 396 n
GORSE, 189
GOUBARD (cl), 381 n
GOURAUD (gl), 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350
GOUVION-SAINT-CYR, Laurent (ml), 37
GOUTAILLER, 258
GRACIEUX (gl), 287, 288, 310, 340 n, 352
GRANDVAL, Robert, 182
GRAZIANI (cne), 294
GRÉGOIRE, 19
GRÉVY, Albert, 63
GRIBIUS (gl), 265, 310
« GROS MATOU »,
cf. Soustelle, Jacques
GUEMRAOUI, 112
GUERROUDJ, Mohamed, 185 n, 204
GUICHARD, Olivier, 269
GUILLAUME (lt), 222, 338, 353, 365, 371, 386
GUIRAUD (cl), 343
GUIZIEN (cdt), 344

H

HABACHI, Abdesselem, 112
HADJ ALI HADJERES, Bachir, 185
HALINE, 320
HAMDA, Abderrahmane, 212
HAMOUDA, Nefissa, 212

HAOUÈS, Si, 242, 243, 295
HARBI, Mohamed, 250 n, 297 n, 323 n, 393 n, 402 n
HASSAN, Moulay, 271
HENRI IV, 28, 401
HERBAUT, 189
HERMESSI, Elbaki, 25 n
HERRIOT, Edouard, 80
HÔ-CHI-MINH, 201
HOLEINDRE, Roger (sgt), 197, 198
HOLSTEIN (ss-lt), 383 n, 385
HOPPENOT (amb), 281
HORACE, 308
HOUAMEL, Aïssa, 138
HUBLOT (gl), 366
HUSSEIN, dey, 33, 34, 46

I

IBRAHIM, agha, 45, 46
IDIR, Aïssat (cdt), 229, 241
IKS (cl), 293 n

J

JACOMET, André, 272, 328
JACQUIN (gl), 92, 110 n, 320, 321 n
JALUZOT (cne), 223
JAMADA, Haddad, 219
JEAN-BAPTISTE, saint, 17
JEAN-BAPTISTE DE LA SALLE, saint, 73
JEANNE D'ARC, 359

JEANPIERRE (cl), 151, 166 n, 177, 178, 179, 180, 206, 207, 212, 247, 248, 274, 288, 290, 309 n
JEANSON, Francis et Colette, 167, 219, 220, 325, 326
JÉSUS, 380
JÉSUS-CHRIST, 17
JONNART, 75
JOUHAUD, Edmond (gl), 251, 253, 267, 286, 312, 329, 334, 335, 338, 339, 347, 348, 358, 359, 360, 361, 368, 371, 386, 387, 390 n, 391 n, 396, 402 n
JOXE, Louis, 328, 340, 346, 354, 375, 392, 393
JUGURTHA, 15
JUIN, Alphonse (ml), 170, 201, 339
JULIEN, Charles-André, 30
JUNOT, Jean Andoche, 37
JUSTINIEN, 16

K

KAHENA, La, 19
KAÏD, Ahmed, 316, 399
KAMEL, 211
KASSEM, Ahmed ben, 54
KATZ (gl), 393
KERDAVID, Georges, 171, 206, 258, 260, 360
KERENSKI, 364
KERSFALLA, Zahia, 204
KHADIDJA, 17
KHAÏR-ED-DIN,
cf. Barberousse
KHALDUN, Ibn, 19, 20, 22
KHALED, émir, 79
KHENE, Lamine, 279
KHENEDINE cheik, 147
KHIDER, Mohamed, 106, 111, 113, 189, 194, 196, 240, 279, 399
KHODJA, Ali, 161, 163

KIOUANE, Me Abderrahmane, 130, 147, 149, 189
KOBUS, 244
KOCEILA, 19
KOVACS, René (dr), 202

L

LABAN, 185, 186, 383
LA BIGNE, de (lt), 343
LA BOURDONNAYE, de, 36
LA BRETONNIÈRE, de, 35
LA BRIFFE, de (lt), 343
LA CHAPELLE, de (cl), 336, 342, 344, 350
LACHERAF, 194
LACHEROY (cl), 335, 342, 359
LACOSTE, Robert, 172, 176, 183, 195, 202, 205 , 206, 208, 210, 217, 229, 230, 231, 252, 253, 256, 264, 341
LAFERRIÈRE, 75
LAFFONT, Robert, 72
LAGAILLARDE, Pierre, 257, 258, 259, 260, 281, 301, 302, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 312, 327 n, 334
LA MALÈNE, Christian de, 202, 203
LAQUIÈRE, 317 n
LAHOUAL, Hocine, 88, 147, 150
LAKHAL, Mostefa (cdt), 316
LAKHDAR, Hadj, 119, 120, 318
LAKHDARI, Samia, 208
LAKHNECHE, Ahmed, 208
LAMBERT, abbé, 89
LAMBERT (pft), 122
LAMOUDI, Abdelkader, 112
LAMARA, Hamel, 296
LAMORICIÈRE, Louis (gl), 36, 53
LAPERRINE, Henri (gl), 69
LA ROCQUE, François, comte de (cl), 86

LARRADJI, 272
LASSAUSSEY (cdt), 257
LATAILLADE, Louis, 30 n
LATRECHE, Youssef, 249
LATTRE DE TASSIGNY, Jean-Marie de (ml), 96, 151, 170, 175, 200, 201, 285 n
LAURENT, Paul, 123
LAVANCEAU (adjt), 387
LAVAUD (gl), 151
LAVERAN (dr), 52
LAVIE, famille, 72
LAVIGERIE, Charles, Mgr, 59, 60
LE BEAU (gr gl), 89 n
LECLERC, Philippe (ml), 96, 170, 171, 178, 200, 201, 265
LECOMTE (cl), 337, 342, 350
LEFÈVRE (dr), 258, 309
LEFORT (cl), 288
LÉGER (cne), 214, 260
LEJEUNE, Max, 195, 226, 341
LEMSKI, 302
LENCHE, frères, 27
LENOIR (cl), 346
LÉONARD, Roger (gr gl), 120, 122, 123, 128, 142
LEPETIT (cne), 138
LE PIVAIN, Philippe (cne), 365, 370, 373, 379
LEROY, 373, 381
LE TAC, frères, 372
LE TROQUER, 267
LEUSSE, Bruno de, 340 n, 354
LE VACHER, père, 28
LOFTI (cl), 227 n, 317 n
LORILLOT (gl), 155, 165, 166, 172, 195, 200, 204, 266 n, 267
LOUANCHI, Salah, 149
LOUIS IX (Saint Louis), 27
LOUIS XIV, 28
LOUIS XVI, 34, 46
LOUIS-PHILIPPE I^er^, 47,49, 53, 56

LOUNICI, Ali (cne), 402
LOUSTAU (cdt), 344, 383 n, 385 n
LOVERDO (gl), 36
LUCHETTI, Noëlle (cne), 367
LYAUTEY, Louis Hubert (ml), 40, 48, 61, 67, 227

M

MAC-MAHON, Edme Patrice, comte de (ml), 36, 53
MADANI, Saïd, 260 n
MADAOUI (ss-lt), 383 n
MADHI (cdt), 260 n
MAHMOUD, Chérif, 198, 214, 215, 224, 279, 316
MAHOMET, 17, 18
MAHSAS, Ahmed, 106, 215
MAILLOT (aspt), 185, 186, 383
MAISONNEUVE (pft), 172
MALEK, 187
MALLEM, M^{e} Ali, 281
MALRAUX, André, 369 n
MALRAUX, Florence, 326
MANDEL, Georges, 201
MANDOUZE, André, 211, 219, 326
MANTÉI, Ignace (cne), 266
MARION, Cécile, 219
MANONI, Jean, 390
MARTEL, Charles, 19
MARTEL, Robert, 171, 257, 258, 259, 261, 262, 283 n, 300, 303, 309 n, 358, 359, 360, 363, 368, 396
MARTIN (cne), 248
MARTIN, 35
MARTIN (dr), 257
MASCHINO, Maurice, 325
MASPERO, François, 326
MASSELOT (cl), 177, 329, 337, 342, 344, 347, 350, 352

MASSINISSA, 15
MASSU, Jacques (gl), 163, 177, 178, 205, 206, 208, 209, 210, 212, 213, 256, 259, 262, 265, 267, 274, 275, 287, 288, 300, 302, 304, 306, 335, 338, 345, 372 n
MATHON (cl), 317, 319
MAURIAC, François, 211
MAURIENNE, René, 325
MAZERA, 245
M'BAREK (cdt), 227
M'DIDOUCHE, 149
MEBAREK, Hamdi, pacha, 138
MECHATTI, Mohamed, 112
MEFTAH, Si, 244
MEHRI, Abdelhamid. 279
MEKLOUFI. 229
MELLAH. Ali, 112
MELLIAH, Rachid, 112
MELLOULI, Saïd, 241
MENDÈS FRANCE, Pierre, 127, 142, 144, 168, 170, 182, 211, 267
MENDJLI, Ali (cdt), 316, 354
MENSUELLE (sgt-chef), 236 n
MERBAH, Moulay, 130, 240
MERCHI, agha, 154
MERMOZ, Jean, 53
MERZOUGUI, Mohamed, 112
MESSALI HADJ, (alias « Monsieur Léon »), 82-88, 92, 94, 96, 97, 99, 103, 104, 105, 110, 112, 114, 123, 129, 130, 149, 151, 184, 239, 240, 241, 243, 245, 278 n, 329, 355, 356, 376
MESSMER, Pierre, 302, 327
MEYER, 206, 207, 209, 306
MEYNIER (gl), 67
M'HIDI, Larbi ben, 105, 110, 112, 113, 114, 122, 148, 186, 187, 205, 206, 208, 209
MICHELET, Edmond, 318
MICHELET, Jules, 53
MILLIOT, Louis (pr), 67
MILLOUL, Taïb, 149

MINNE, Danièle, 204, 212
MIQUEL (gl), 265, 267, 268
MIRA (cdt), 297
MIRAMBEAU (gl), 310
MITTERRAND, François, 128, 168, 203, 267, 377
MOHAMED Z'yeux Bleus, 149
MOHAMED V,
cf. Youssef, Mohamed ben
MOHAMED, Si (cdt), 318, 319, 320
MOHAMEDI, Saïd, 188, 242, 399
MOKRANI, 48, 49, 55
MOLITOR, Gabriel Jean Joseph, comte (ml), 37
MOLLET, Guy, 107 n, 168, 169, 170, 171, 172, 182, 183, 196, 197,211,218, 221,257, 270, 271
MONNERVILLE, Gaston, 267
MONNEROT, M. et Mme Guy, 11, 120, 122, 214
« MONOCLE », le,
cf. Canal, André
« MONSIEUR LÉON »,
cf. Messali Hadj
MONTAGNAC, 49
MONTAGNON, Pierre, 179, 353, 365, 370, 383 n, 384, 385
MONTEIL, Vincent (cdt), 143, 147, 148, 149, 153
MONTSABERT, de (gl), 96, 170
MOREL, frères, 72
MORICE, André, 217, 226, 294, 326
MORIN, Jean, 328, 329, 344, 345, 358, 381
MORIN (cdt), 248
MORRIS, Roger, 319
MOSCARDO (cl), 309
MOSCONI (cne), 343
MOSTEFAÏ, Chawki, 390, 395, 396
MOULIN, Jean, 388 n
MOURAD, 211
MOUSSAOUI, Boualem, 399
MOUTON, C., 256 n
MUGICA, 383 n, 385 n
MURAT (cne), 379, 386, 387

MURPHY, Robert, 92
MUZZATTI (adjt), 384

N

NAEGELEN, Maurice Edmond, 104, 143
NAPOLÉON Ier, 28, 29, 51
NAPOLÉON III, 27, 60, 61, 63, 162
NAPOLÉON, prince, 57
NAPOLLON, Sanson, 27
NASSER, Gamal Abdel, 111, 113, 196, 197, 245
NAVARRE (gl), 251 n
NAVARRO, Pedro, 22
NEHRU, Jawaharlal, 150
NEMOURS, duc de, 56
NESBA, Ahmed, 241
NEUWIRTH, 259, 260
NEY (ml), 37
« NEZ-DE-CUIR »,
cf. Thomazo
NICOLAS, 370
NICOT (gl), 338, 350
« NIMBUS »,
cf. Gambiez
NOCETTI, Paulo, 370, 387
NOUAOURA, Ahmed, 121, 316
NOIRET (gl), 163

O

OKBA, Sidi, 19
OLIÉ (gl), 175, 346, 352
« OLIVIER »,
cf. Bellounis

OLLIVIER, Emile, 378
ORTIZ, Joseph, 300-312, 327 n, 329
OUAMRANE, Amar (cl), 99, 105, 112, 114, 121, 122, 148, 149, 150, 167, 186, 187, 188, 215, 249, 399
OUDINOT (cne), 348
OUENNOURE, Mohamed, 208
OULD EL-HADJ, Mohand (cl), 318, 320, 400
OULEBSIR, Larbi, 245
OUSSEDIK, Omar, 279

P

PAILLOLE, Paul, 92 n
PAINLEVÉ, Paul, 74
« PANCHO »,
cf. Gonzalez, Georges
PAOLI, 393
PAPON, Maurice, 357
PARIS DE BOLLARDIÈRE,
voir BOLLARDIÈRE, DE
PARLANGE (gl), 77 n, 144, 145, 151, 154
PATIN, Maurice, 351
PASTEUR, Louis, 53
PASTEUR VALLERY-RADOT, 203
PEDRON (gl), 226 n
PÉLISSIER (ml), 36, 48, 49, 53
PERETTI (lt), 198
PÉTAIN, Philippe (ml), 91, 92, 272
PÉREZ, Jean-Claude (dr), 302, 309, 327 n, 360, 386 n, 393 n, 396 n
PERREGAUX, 282
PESCHARD, Raymonde, 212
PETIT, 350, 352
PETITJEAN, Camille, 373 n
PEYREFITTE, Alain, 373 n
PEYREGA, Jacques, 211
PEYROUTON, Marcel, 92, 94

PFLIMLIN, Pierre, 252, 258, 260, 261, 263, 264, 266
PHILIP, André, 270
PIEGTS, André, 402
PIERRE, abbé, 211
PIEYRE DE MANDIARGUES, André, 326
PINEAU, Christian, 271
PLANET (cne), 152
PLEVEN, René, 252
POLIGNAC, Jules, prince de, 36, 37, 38
POMPIDOU, Georges, 340, 362, 386 n
POMPONNE, Simon Arnauld, marquis de, 27
PONSOLLE (cne), 343
POSTE (lt), 383 n
POUGET, Jean (cdt), 251
POUILLOUX (cne), 179, 383 n
POUILLY, Jean de (gl), 335, 347, 352, 391
POUJADE, Pierre, 168
PREMEL, M. de, 138
PRÉVOST, 309
PROCOPE, 16
PROHOM (lt), 383 n
PUGA (cl), 344
PUY-MONTBRUN, de (cdt), 192

Q

QUINET, Edgar, 53

R

RAFA, Ahmed (cl), 162, 391 n
RAHMANI, Abdelkader, 228
RAMALEK, Abderahmane, 114, 122

RAMDANE, Abane, 148, 149, 150, 167, 184, 185, 186, 187, 188, 205, 208, 215, 240
RAMDANE Abdelmalek, 112
RAMIA, 149
RANCON (lt-cl), 374
RAS, Georges, 370
REGGIANI, Serge, 219
REILLE (ml), 37
REJAÏ, Amar, 316
RÉMY, 326
RÉTHORÉ (gl), 261
REVEL, Jean-François, 326
REY (adm), 121
RICHOMME, Robert, 257
RIZZA, JO, 380
ROBBE-GRILLET, Alain, 326
ROBIN (cdt), 337, 342, 343, 350
ROBIN (adjt), 362
ROCHES, Léon, 48
ROCOLLE (cne), 243
RODIER (cdt), 201, 202, 203, 364 n
RONDA, 309, 327 n, 334, 382 n
ROOSEVELT, Franklin, 93
ROSEAU, Jacques, 257, 260
ROTH, Roger, 390

S

SAÂDI, Yacef, 149, 205, 206, 210, 212, 213 n
SADOK, Hadj, 10, 11, 120, 123, 214
SAGAN, Françoise, 326
SAINT-ARNAUD, de (ml), 48, 53, 57
SAINT-HILLIER (gl), 310, 337, 344
SAINT-MARC, Denoix de (cdt), 343, 350, 352
SAINT-RÉMY (cne), 346

SALAN, Raoul (gl), 200-203, 205, 206, 209, 213, 217, 226, 247, 251, 252, 253, 256, 257-267, 274-277, 285-288, 293 n, 301, 307, 309, 312, 327, 328, 334, 335, 339, 347, 348, 358, 359, 360, 364, 368, 369, 370, 371, 380, 383, 386, 387, 388 n
SALASC, Mme, 367
SANGUINETTI, Alexandre, 218, 251, 329, 372
SANNE, 309
SAPIN-LIGNIÈRES (cdt), 302, 305
SARRADET, Jean, 381, 382 n, 383 n
SARTRE, Jean-Paul, 219, 326
SAUVAGE, Catherine, 326
SAUVAGNAC, dit « Toto » (gl), 177, 178, 288
SAVARY, Alain, 183, 196, 218, 271
SAVELLI (cl), 363 n
SCHIAFFINO, Laurent, 72
SCHOEN, Yves, 146
SCHUMANN, Maurice, 271
SCHUTZ (cdt), 343
SEGUIN-PASSIS, de (cl), 354
SELLIER, 401
SELMI, Abdallah, 393
SEMMACHE, Ahmed, 241
SENTENAC (sgt-chef), 152
SERGENT, Pierre (cne), 179, 336, 343, 348, 359, 360, 362
SÉRIGNY, Alain de, 72, 258, 260 n, 309, 327 n
SERVAN-SCHREIBER, Jean-Jacques, 211, 390 n
SERVIER, Jean, 120, 121, 132
SERRANO SUÑER, 347
SÈZE, de (cl), 352
SHAÏHI MOHAMED, 11, 13
SIGNORET, Simone, 326
SID CARA (dr), 281
SIEYÈS, abbé, 309 n
SI M'HAMMED, 293
SIMON, Jean (gl), 354
SIMON, Pierre-Henri, 211
SIRVENT (cne), 263

Si Salah (cdt), 293, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 351, 375
Slimane, Ahmed alias « Djouden » (cdt), 114, 315, 354
Soekarno, 150
Soisson, Jean-Pierre, 218
Soliman le Magnifique, 23, 27
Souari, Ali, 316
Soubise, 352
Souidani, Boudjema, 112
Soustelle, Jacques, 142, 143, 144, 146, 147, 149, 160, 165, 168, 169, 172, 184, 217, 256, 259, 264, 265, 277, 326, 341, 372 n
Spillman (gl), 132
Stambouli, Mostefa, 279
Susini, Jean-Jacques, 205, 300, 302, 309, 312, 327 n, 334, 335, 347, 358, 359, 360, 365, 367, 368, 369, 370, 373, 380, 384, 387 n, 388, 395, 396
Syphax, 15

T

Tabarot, Robert, 360
Talleyrand, 33, 320 400
Tardieu, André, 66
Tarik, 19
Tassou, Georgopoulos, 360
Teitgen (pft), 213
Tertullien, 17, 30
Tewfik el-Madani, 147 n, 150, 279, 316
Thiers, Adolphe, 307, 367
Thomazo, dit « Nez-de-Cuir » (cl), 133,206, 257,258, 259, 266
Thorez, Maurice, 86
Tidjani cheik, 136
Tillon, Germaine, 143
Tixier-Vignancour, M^{e}, 351
Toubert, Ibn, 21
Tournoux, Jean-Raymond, 256 n, 271
Trézel (gl), 48

TRICOT, Bernard, 317, 318, 354
TRINQUIER (cl), 206, 208, 256, 259, 260
TROTSKI, Léon, 364
TRUFFAUT, François, 326

V

VAILLANT (ml), 36, 397
VALÉE (ml, comte), 53, 282 n
VALENTIN, François, 341, 368
VALLIÈRE (consul), 28
VANUXEM, Paul (gl), 161, 175, 191, 247
VARROT, Me Jean-Marc, 351
VAUDREY (cl), 369, 370, 381, 382 n, 383 n
VAUGRINEUSE, de (lt-cl), 223
VAUJOUR (pft), 115
VERCINGÉTORIX, 30, 48
VERCORS, 211, 326
VERNEJOUL, Robert de (pr), 211
VÉZINET (gl), 343, 344
VILLARD, 373
VILLEGRAS, Antoine, 383 n
VILLÉLE, 35
VINCENT DE PAUL, saint, 28
VIOLETTE, Maurice, 76, 88, 94, 169
VISMES, de (cl), 265
VOLTAIRE, 92

W

WARNIER, 54
WEYGAND, Maxime (gl), 90
WYBOT, Roger, 115, 272 n

Y

YACONO, 42 n
YAHIA, Chérif Saïd, 137
YAHIA, Chérif Amar, 137
YAZID, Mohamed, 150, 189, 279
YOUSSEF, Mohamed ben, 158, 169, 182, 183, 194, 195, 196
YAZOUREN, Mohamed, 112
YUSUF, 47 n
YVON G., 23
YVETON, Fernand, 204, 208

Z

ZAHOUANE, Hocine, 296, 297
ZAMOUM, Ali, 112
ZAMOUM, Mohamed, 112, *cf.* SI SALAH
ZATTARA, Dominique, 329, 360
ZBIRI, Tahar (cl), 316, 398, 399
ZELLER, André (gl), 211, 320, 321 n, 339, 343, 345, 347, 348, 350, 386 n
ZIDI, Larbi, 138
ZIGHOUT, Youssef, 112, 113, 148, 157, 158, 159, 164, 186, 187, 223
ZOUBIR (cne), 316